ANNALES

DU

DIOCÈSE DE SOISSONS

PAR L'ABBÉ PÉCHEUR,

ANCIEN CURÉ DE FONTENOY,

MEMBRE ASSOCIÉ DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES ANTIQUAIRES DE FRANCE,

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE, ARCHÉOLOGIQUE ET SCIENTIFIQUE DE SOISSONS.

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES.

TOME CINQUIÈME.



EN VENTE

A L'IMPRIMERIE DE L'*ARGUS SOISSONNAIS*,

15, RUE SAINT-ANTOINE, 15.

1884.

ANNALES
DU DIOCÈSE DE SOISSONS.

TOME CINQUIÈME.

Soissons. — Imprimerie de Fossé d'Arcosse fils,
15, rue Saint-Antoine, 15.

ANNALES

DU

DIOCÈSE DE SOISSONS

PAR L'ABBÉ PÉCHEUR,

ANCIEN CURÉ DE FONTENOY,

MEMBRE ASSOCIÉ DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES ANTIQUAIRES DE FRANCE,

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE, ARCHÉOLOGIQUE ET SCIENTIFIQUE DE SOISSONS.

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES.

TOME CINQUIÈME.



EN VENTE :

A L'IMPRIMERIE DE L'*ARGUS SOISSONNAIS*,

15, RUE SAINT-ANTOINE, 15.

1884.

AVERTISSEMENT

SUR LE TOME CINQUIÈME

Nous nous estimons trop heureux de pouvoir publier ce volume de nos *Annales*, au moment même où Notre Saint-Père le Pape, Léon XIII, vient de donner un nouveau mouvement aux études historiques en réorganisant les Archives du Vatican, et en créant auprès d'elles un cours de paléographie et d'archéologie. Ce mouvement, parti de si haut, ne pourra manquer de se propager dans les nombreux diocèses qui composent l'Eglise catholique, d'y encourager la reprise des travaux commencés et d'exciter à en entreprendre de nouveaux.

C'est, n'en doutons pas, pour correspondre aux vues si élevées du Saint-Père que Sa Grandeur, Monseigneur Odon Thibaudier, a bien voulu que son nom vénéré figurât à la tête d'une souscription nouvelle aux *Annales* de son diocèse, sans laquelle il eût été impossible d'en continuer la publication (1).

(1) Nous avons ici un devoir de justice autant que de reconnaissance à remplir envers toutes les personnes

Nous aurions bien désiré pouvoir donner moins d'étendue au présent volume et aux suivants, mais outre qu'il eût fallu rétrécir le cercle que nous nous sommes tracé en entreprenant cet ouvrage, nous aurions été infidèle à un plan arrêté, lequel comporte, on le sait, cette grande quantité de détails qui nous font voir, à chaque époque, les faits et les hommes à leur véritable point de vue.

Ce cinquième volume, le premier de la période de la Renaissance, comprend le XVI^e^ siècle, dont voici les points culminants : Le retour au goût, aux mœurs et aux arts profanes de l'antiquité payenne ; la naissance de la Réforme protestante au souffle de Luther et de Calvin ; les troubles qu'excita le protestantisme, les ruines qu'il amoncela, par exemple dans le Soissonnais ; la Saint-Barthélemy ; les guerres politico-religieuses ; la

qui nous ont honoré, pendant de si longues années, de leurs encouragements et de leurs souscriptions.

Mais avant tout elles devront se joindre à nous pour adresser de sincères remerciements à MM. Emilien et René Fossé d'Arcosse, nos éditeurs, qui ont donné, dans le cours de la publication des *Annales*, des preuves si évidentes du plus complet désintéressement et d'un amour si éclairé pour notre passé historique ! Nous ne serons pas non plus ingrat à l'égard de M. le chanoine Ledouble, secrétaire de l'évêché, qui, en s'occupant activement d'étendre notre souscription, nous a ménagé un temps précieux que nous devions consacrer exclusivement à des travaux dont peu de personnes peuvent apprécier les difficultés.

Sainte-Ligue et ses luttes contre une royauté légitime, mais hérétique, ses derniers efforts concentrés et expirant à Soissons, devenu son seul boulevard, et enfin la paix de Vervins et l'Edit de Nantes, terme de la guerre civile et étrangère.

Qu'adviendra-t-il de notre travail sur les siècles suivants, non moins importants que celui-ci? Nous l'ignorons. Quoi qu'il en soit, nous continuerons de le poursuivre dans le calme de la solitude et, s'il se peut, jusqu'aux temps présents. Obscur laboureur d'une partie restreinte mais fertile du vaste champ de l'histoire nous y traçons nos sillons de manière à ne laisser que peu de parcelles incultes, et toujours selon cette méthode d'exposition qui, elle aussi, a eu l'approbation du Saint-Père lui-même et s'exprime si bien par cet adage : *Scribitur ad narrandum non ad probandum.*

Sans doute, arrivé à la Révolution de 1789, il nous faudra élargir notre horizon historique et embrasser le diocèse moderne de Soissons et Laon tel qu'il fut constitué alors. Eh bien! nous n'hésitons pas à le dire dès maintenant à nos souscripteurs : cette partie elle-même, quelqu'étendue qu'on la suppose, n'attendra bientôt plus que la main de la typographie.

L.-V. PÉCHEUR.

Le 23 août 1884.

ERRATA DU TOME V.

Page 3, ligne dernière, *lisez :* provoqua *au lieu de* provoquèrent. — Page 21, ligne 22, *lisez :* d'Hyères *au lieu de* Hyères. — Page 36, ligne 13, *lisez :* 1529, *au lieu de* 1229. — Page 61, etc., *lisez :* d'Este, *au lieu de* d'Est. — Page 79, ligne 4e, *retranchez :* pour. — Page 32, ligne dernière, *lisez :* Henri II, *au lieu de* Henri III. — Page 163, ligne 5, du dernier aliéna, *lisez :* de la Croix, *pour* de de la Croix. — Page 172, ligne 3, du dernier aliéna, *lisez :* placarder *au lieu de* plocarder. — Page 187, ligne 8, *lisez :* Cayet *au lieu de* Cayer. — Page 18, *au lieu de* où, *lisez :* ou. — Page 258, ligne 25, *remplacez :* respect *par* égard. — Page 268, au titre, *lisez :* CHARLES *au lieu de* CAARLES. — Page 273, dernier aliéna, ligne 2, *lisez :* le *au lieu de* ce. — Page 275, titre, *lisez :* LIVRE QUATRIÈME *au lieu de* TROISIÈME. — Page 393, ligne 10, *effacez :* l'an... — Page 377, fin de l'alinéa, *lisez :* au milieu *au lieu de* un milieu. — Page 498, ligne 17, *lisez :* sœur *au lieu de* nièce. — Page 582, fin de l'alinéa, *lisez :* Cayet *au lieu de* Cayer, *id.*, p. 583. — Page 622, ligne 24, *effacez :* les, *avant ces mots :* huit ou dix boulets. — Page 627, ligne 13, *lisez :* couleuvrines. — Page 620, ligne 17, *au lieu de* Avara, *lisez :* de Ibarra. — Page 639, *lisez :* louange. — *Lisez partout :* Bourgfontaine *au lieu de* Bourfontaine. — Page 657, ligne 19, *lisez :* et archidiacre.

ANNALES

DU

DIOCÈSE DE SOISSONS

PÉRIODE DE LA RENAISSANCE.

LIVRE PREMIER.

Seizième Siècle.

(Première Partie.)

DEPUIS L'ÉLECTION DU SUCCESSEUR DE JEAN MILET, EN 1503,

JUSQU'A L'ÉPISCOPAT

DE MATTHIEU DE LONGUE-JOUE, EN 1534.

SOMMAIRE. — I. Renaissance des arts et des lettres. Election d'un successeur à Jean Milet; troubles à cette occasion. Foucauld de Bonneval, 76e évêque, l'emporte sur Claude de Louvain; ses antécédents; sa prise de possession en 1515. Elections abbatiales et épiscopales. — II. Pragmatique sanction. Concordat de Léon X. Commendes, leurs abus; bénéfices accordés à des laïques. — III. Premiers actes de Foucauld de Bonneval. Notre-Dame de Soissons au XVIe siècle (1re partie). Le Cardinal de Bourbon visite l'abbaye. Réforme. L'abbesse Catherine du Hem; troubles; Catherine reléguée au Charme, sa mort. Election de Françoise Lejeune, son administration. Catherine de de Bourbon, abbesse, sa famille. La Sainte-Larme. Marie de Pisseleu, religieuse. — IV. Morienval et ses abbesses au XVIe siècle. Saint-Crépin-en-Chaye, Saint-Léger, Chézy, Coincy tombent en commende. Jacques Juvénal des Ursins, prieur commendataire de Coincy. Dîmes de Ciry. Collégiale de Berzy; usages bizarres en ce lieu et à Villemontoire. — V. Symphorien Bullioud, 77e évêque (1528). Ses missions politiques, son zèle pastoral. Impression d'un antiphonaire. Abbés de Saint-Médard; Olivier et la cérémonie des pardons. Descente des châsses, procession; affluence des pèlerins; banquet, discours; les châsses sont remontées. Relations de la cérémonie. Olivier devient évêque d'Angers. — VI. Saint-Crépin-le-Grand et la commende. Visite de l'abbaye; Olivier et ses derniers abbés réguliers. Valchrétien, Chartreuve, Saint-Ived de Braine en commende. Flèche et jubé de Saint-Ived. Matthieu Herbelin et ses travaux historiques. Sépultures à Saint-Ived. — VII. L'Hôtel-Dieu de Soissons aux XVe et XVIe siècles.

Désordres intérieurs ; conflits entre l'évêque et le chapitre. Réforme. Libéralités des particuliers et des princes. Malades de la peste. — VIII. Représentations des mystères à Soissons au XVI^e^ siècle ; à Verberie, La Ferté-Milon, Compiègne. Mort de Symphorien Bullioud.

I. — Avec le XV^e^ siècle expire la période féodale proprement dite. A cette période, qui eut ses gloires et ses épreuves, succède celle de la Renaissance qui ne fut ni moins glorieuse ni moins tourmentée. Il suffit de dire qu'elle embrasse les XVI^e^, XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, ceux de François I^er^, de Louis XIV et de Louis XV. On a agité la question de savoir si cette évolution, en faisant renaître avec les arts et les lettres anciennes, et par conséquent les goûts et les mœurs payennes, n'a pas fait dévier aussi le génie national nourri surtout de l'esprit chrétien et qui avait donné tant de preuves de sa fécondité dans le bien et dans le beau.

On ne peut pourtant pas nier que la période de la Renaissance n'offre à l'historien le champ le plus vaste et le plus varié, même en le resserrant dans un coin de la France, dans les limites d'un seul diocèse. Le Soissonnais eut sa large part dans tous les événements, dans toutes les dissensions, dans tous les actes politiques ou religieux, dans toutes les vicissitudes heureuses ou malheureuses qui se passèrent sur la surface du royaume de France. Le Concordat de Léon X et de François I^er^, la décadence des établissements religieux par la commende, l'apparition de Luther et de Calvin, les agitations du protestantisme, les ruines qu'elles accumulèrent, les guerres politiques et religieuses qu'elles engendrèrent, la sainte Ligue et ses luttes ardentes, le renouvellement opéré dans l'Eglise par le Concile de Trente, la réforme du clergé régulier par la création de pieuses et savantes congrégations ; les controverses et les querelles du jansénisme et du gallicanisme, le grand siècle et ses chefs-d'œuvres, le relâchement général des mœurs et le trouble jeté dans les esprits par une philosophie anti-religieuse aboutissant à une épouvantable catastrophe, tel est le spectacle immense et émouvant que cette période met devant les yeux du plus simple observateur.

L'initiative de la Renaissance n'appartient ni à la France, ni au XVI^e^ siècle. Elle est due à l'Italie et au siècle précédent. Les expéditions de Charles VIII et de Louis XII, continuées par François I^er^, dans l'Italie, que l'art gréco-romain couvrait de ses produits, en rendant plus fréquentes les communications avec cette belle contrée, firent oublier aux Français le goût indigène pour s'inspirer de celui des arts et des lettres latines. C'est surtout de la cour de Jules II et de celle de Léon X que le mouvement s'étendit à la France. François I^er^ devenu roi lui donna une impulsion si marquée qu'il mérita le titre glorieux de *Père des lettres* qu'il encouragea par tous les moyens, en les cultivant lui-même. Il favorisa non-seulement les lettrés, mais les artistes dans tous les genres, nationaux ou étrangers, clercs ou laïques; il se servait des uns pour lui bâtir de délicieuses résidences, des autres pour lui former des collections de livres, de manuscrits rares, de tableaux, de médailles, d'antiques. Tous faisaient partie de sa cour brillante qui s'efforçait d'imiter le prince. Paris devint plus que jamais un foyer de lumières qui rayonna dans les provinces. Les successeurs de François I^er^ se firent toujours gloire de continuer le mouvement et le conduisirent à son apogée au XVII^e^ siècle.

Malheureusement la Réforme protestante, dont les adeptes, presque tous savants et brillants novateurs, jouirent, en cette qualité, de la faveur de la cour et des princes, vint faire une diversion déplorable en jetant pour longtemps la division et l'anarchie dans l'Etat en rompant avec l'unité catholique, en déclarant la guerre aux objets du culte, tandis que d'autre part les Italiens qui abondèrent en France y apportèrent avec leurs talents, l'amour de l'antiquité payenne, ses vices honteux, la débauche effrontée, l'intrigue et toutes les passions funestes qui forment son cortège.

Les premières années du XVI^e^ siècle qui virent finir le pontificat du pape Alexandre VI, mort le 18 août 1503, furent signalées, dans l'Eglise de Soissons, par les longs et scandaleux débats que provoquèrent l'élection du

successeur de Jean Milet, prélat de si sainte mémoire. Le mérite incontesté du défunt devait sans doute rendre le choix difficile, mais il n'en fallait pas moins mettre un terme à la viduité de cette Eglise. Le chapitre s'étant assemblé pour procéder au scrutin, il y eut partage de voix. Les suffrages flottèrent même longtemps entre les concurrents, Claude de Louvain, abbé de Bèze; Guillaume Cornet, archidiacre de Soissons; et Bernard ou Renaud de Vaudray. Le mérite réel des candidats, l'ambition et l'intérêt personnel fournissaient plus de causes qu'il n'en fallait pour agiter le scrutin capitulaire. La faveur l'emportant, on élut Claude de Louvain, enfant de Soissons, neveu de Nicolas de Louvain, seigneur de Berzy et d'Acy, fils aîné du chevalier Jean-Pierre de Louvain, seigneur de Nesle, vicomte de Berzy, gouverneur de Compiègne pour le roi, et dont un autre fils était gouverneur de Milan. Pierre fonda, en 1524, une collégiale dans l'église de Berzy (1). Claude réunit la majorité des suffrages, dont treize seulement furent donnés à Cornet, son seul compétiteur sérieux.

Cornet, toutefois, ne se tint pas pour battu, car, quoique l'élection de Claude ait été confirmée par les vicaires de l'archevêque de Reims et qu'il eût été préconisé à Rome le 24 avril 1503, Guillaume Briçonnet, trop souvent absent de sa métropole, ayant été instruit de cette élection, l'examina, et, sous prétexte de quelques défauts qu'il prétendit y découvrir, s'opposa à l'installation de l'élu en lui suscitant un procès qui dura onze ans, pendant lesquels le siège de Soissons demeura vacant. Les parents et les amis des deux partis s'entremêlant avec autant de chaleur que de passion dans cette malheureuse querelle, il en résulta un surcroît d'embarras et de brouilleries qui contribuèrent, comme à l'envi, à faire ajourner la décision de l'affaire. Les choses furent même poussées à un tel excès, que pour arrêter ou punir la violence des partisans des deux antagonistes, il fallut recourir à l'excommuni-

(1) *France pontificale* (Diocèse de Soissons).

cation et qu'il y eut même un jour, dans l'après-midi, un si grand tumulte à la cathédrale qu'il fut impossible de chanter l'office de vêpres.

Le roi Louis XII dut enfin intervenir pour mettre un terme à ces scandaleux débats. Il déclara au chapitre qu'il eût à éloigner les trois rivaux ; puis il fit passer celui qui avait obtenu le plus suffrages, Claude de Louvain, au siège de Sisteron, et nomma à celui de Soissons Foucauld de Bonneval, lequel, indépendamment de ses qualités personnelles, ne pouvait manquer, sur cette recommandation impérative, d'être agréé par les chanoines. Il fut donc le véritable successeur de Jean Milet, et c'est à tort que les auteurs du *Gallia Christiana* comprennent Claude de Louvain dans la liste des évêques de Soissons. Claude fut à la vérité préconisé à Rome le 24 avril 1503, prêta même serment de fidélité au roi le 1er août suivant et de plus assista, comme évêque nommé, au Concile national du 16 septembre 1510 convoqué par Louis XII, mais il ne prit pas possession (1). Transféré à Sisteron, par une bulle du 18 août 1514, il avait récemment pris possession de ce nouveau siège lorsqu'il reçut, le 13 janvier 1516, dans sa cathédrale, François Ier revenant victorieux de Marignan. Claude de Louvain mourut en 1519. Quelques-uns assurent, mais sans preuve, qu'en 1513, il avait été nommé grand aumônier du roi. Il était devenu, vers 1510, abbé commendataire de Bèze, au diocèse de Langres.

Son remplaçant sur le siège de Soissons, Foucauld de Bonneval, eut une fortune plus brillante. Il était issu d'une famille considérable fort en faveur à la cour et alors représentée par Antoine de Bonneval, seigneur de Coussac, Blanchefort et Teil, gouverneur et sénéchal du Limousin, gentilhomme de beaucoup de renom. Antoine marié à Marguerite de Foix en eut quatre fils, dont l'un, Charles, fut évêque de Sarlat de 1519 à 1525 ;

(1) La France pontificale suit le *Gallia Christiana* et compte Claude de Louvain au nombre des Evêques de Soissons. (P. 74, *Diocèse de Soissons.)*

l'autre, Germain, devint gouverneur du Limousin après son père; un autre, Jean, devint lieutenant du roi en Provence, et enfin Foucauld, qui fut évêque de Soissons. Celui-ci destiné, comme son frère Charles, dès sa jeunesse, à la carrière ecclésiastique, fut chanoine de Narbonne, protonotaire apostolique, conseiller et aumônier ordinaire du roi et prieur de Layrac. Louis XII lui obtint encore des bulles, du 19 décembre 1503, pour l'abbaye de Solignac, vacante par la mort de Boson de Joussineau, mais il n'en prit pas possession, Pierre Barthon de Montbas, son concurrent, nommé par son frère Jean, évêque de Limoges, l'ayant emporté sur lui.

Foucauld, en poursuivant ainsi des honneurs ecclésiastiques assez lucratifs, restait fidèle aux intentions de sa famille. Son père, mort le 18 septembre 1505, stipula dans son testament du 12 juillet précédent, que c'était sa volonté qu'il restât d'Eglise, qu'il aimât ses frères et les aidât dans leurs carrières diverses, et lui légua une somme de 100 livres. Sa mère, par le sien du 13 avril 1508, lui donna quelques pièces d'argenterie, 100 réaux d'or et une somme d'argent de 5 livres. L'obtention d'un évêché pouvant seule répondre aux désirs paternels, Foucauld travailla dans ce but. Comme il avait manqué l'abbaye de Solignac, au diocèse de Limoges, il devait encore manquer l'évêché de cette ville.

Jean Barthon de Montbas, celui-là même que lui avait fait préférer son frère Pierre dans l'abbatiat, étant mort, le 10 septembre 1510, Louis XII manda à Jean de Haute-Fort, par une lettre datée de Blois le 14 du même mois, d'employer tout son crédit pour faire élire au siège de Limoges son conseiller et aumônier ordinaire, messire Foucauld de Bonneval, cousin de la reine sa femme, le priant de se trouver en cette ville le jour de l'élection et d'y accompagner le seigneur de la Trémouille, son conseiller et chambellan ordinaire, qu'il avait envoyé exprès pour suivre cette affaire. Une aussi puissante recommandation n'eut pas toutefois le résultat qu'on en devait espérer et qu'elle eut en effet

plus tard à Soissons. Foucauld n'obtint qu'une partie des voix du chapitre de Limoges, dont la majorité se porta sur François Barthon de Montbas. Malgré cet échec, il parvint à se faire donner des bulles du Pape, occupa le siège environ quatre ans et se cantonna dans les forteresses de Sannat et de Saint-Junieu. Dans cet espace de temps il lui fallut soutenir de grands procès contre son compétiteur. Pour les terminer, l'un et l'autre durent se désister de leurs prétentions réciproques. On nomma René de Prie à Limoges, François Barthon céda ses droits à Guillaume Barthon, son neveu, qui obtint le siège de Lectoure, et Foucauld de Bonneval fut porté à celui de Soissons.

Foucauld ayant travaillé dans cette déplorable affaire, digne de faire le pendant de celle de Soissons, autant dans l'intérêt de sa famille que dans le sien, il était juste que celle-ci le dédommageât des grands frais qu'elle lui avait causés. Germain de Bonneval, son frère aîné, vendit pour le paiement des bulles en cour de Rome la terre de Bury, venant du chef de sa femme, et travailla à lui faire obtenir de nouveaux bénéfices qui lui assurèrent un revenu de 15,000 livres. En 1522 Foucauld était abbé de Bénévent dans ce même diocèse de Limoges, et après la mort de son frère Germain, tué le 25 février 1524, il demanda les biens dont son père avait été saisi en vertu de son contrat de mariage de l'an 1471 ; et, comme il était d'Eglise, il subrogea Jean son frère à ses propres droits et prétentions dans les biens substitués, par deux transactions des 11 mai 1526 et 2 septembre 1529 (1).

Si l'on en croit le *Gallia Christiana*, qui s'appuie sur un titre de Fontevrault, le siège de Soissons vaquait encore le 28 avril 1514, mais quelque soit la date de sa nomination par le chapitre d'après les ordres du roi, il est toujours certain que l'expédition des bulles est du 18 août 1514. Foucauld prêta son serment de fidélité au roi à Etampes, le 30 août suivant, fit son entrée solennelle à Soissons et fut installé le 1er janvier 1515.

(1) *La France pontificale*, Soissons, p. 75.

Des historiens soissonnais font toutefois, mais à tort, reculer la prise de possession au 1er janvier 1514 (1). Le chapitre le reçut avec le cérémonial accoutumé, mais ce corps ne dut pas tarder à regretter d'avoir à peu près perdu le droit de nommer, au nom du clergé entier qu'il représentait en cette occasion, l'évêque du Diocèse, droit que le Concordat de François Ier allait bientôt lui enlever sans retour (2).

Ce prince succéda à Louis XII, le *Père du Peuple*, décédé le jour même de l'entrée de Foucauld de Bonneval, son protégé, dans sa ville épiscopale. Dès qu'il fut sur le trône il se hâta de mettre fin aux agitations causées dans l'Eglise de France par la *Pragmatique sanction* et dont les diocèses de Soissons et de Limoges venaient de donner un spécimen à l'occasion des élections épiscopales et abbatiales. A l'élection des évêques par le clergé et le peuple et ensuite par le chapitre et les principaux citoyens, avait succédé la promotion par le roi qui imposait souvent au chapitre le choix de sujets à sa disposition. Puis, était revenue l'élection proprement dite par le corps capitulaire seul, mais avec l'autorisation du prince, qui déléguait un prélat de la province pour y assister en son nom sous le titre de *visiteur*, et qui devait de plus approuver le choix de l'élu. Lors donc qu'un évêché ou une abbaye venait à vaquer, le chapitre ou le couvent envoyait au roi une députation prise dans son sein pour lui en donner avis et demander la permission de procéder à l'élection d'un successeur. Aussitôt les officiers royaux mettaient le temporel de la dignité vacante en la main du prince, en percevaient les revenus sous le nom de *régale* et n'en donnaient *main levée* qu'après l'élection.

II. — Sous les règnes malheureux du roi Jean, de Charles VI et de Charles VII et du temps du grand schisme d'Occident, qui avaient rempli de troubles

(1) DORMAY et CABARET — H. MARTIN et P. LACROIX adoptent la date de 1515 aussi bien que la Gaule pontificale. (p. 76.)

(2) *Gall. Christ.*, t. IX, col. 376. — N. BERLETTE, liste des évêques de Soissons. — DORMAY, t. II, p. 516. — CABARET, t. II, p. 168. — H. MARTIN, t. II, p. 356. — ROUSSEAU, mss., t. II, p. 203.

l'Eglise et l'Etat, de nouveaux abus s'étaient glissés dans les élections, et, en somme, celui qui y avait eu la part principale était le roi, lequel donnait simplement les évêchés et les abbayes à ses créatures. Tandis que la division régnait entre le Concile de Bâle et Eugène IV, le roi Charles VII, voulant remédier à ces abus, convoqua à Bourges, en 1432, une assemblée du Clergé de France et y fit jeter les bases d'une *Pragmatique sanction*. Ce nom, qui signifie *Ordonnance d'affaires*, se donnait alors aux ordonnances concernant les affaires de l'Eglise et de l'Etat. Au bout des sept ans, cette pragmatique fut arrêtée en Concile et vérifiée au Parlement en 1439, après avoir été approuvée implicitement par Eugène IV en 1439. Ce règlement rétablissait l'élection des évêques selon l'ancienne forme, par le chapitre cathédral, mais sous le bon plaisir du roi qui l'agréait ou la rejetait à sa volonté, rendait la collation des bénéfices à l'Ordinaire, abolissait les réserves, les grâces expectatives, les évocations en cour de Rome, etc., etc.

Après la mort de Charles VII, auteur de cette loi, Paul V en obtint l'abolition de Louis XI. On y revint, en 1499, sous Louis XII. Après la mort de ce prince, son successeur, François Ier, étant passé en Italie, vint s'aboucher avec Léon X à Bologne, le 11 décembre 1515, et ce fut dans cette conférence qu'ils posèrent les bases d'un Concordat qui fut conclu le 16 août 1516 et approuvé par le Concile de Latran, le 19 décembre suivant, dans sa 11e session.

Ce traité contient la plupart des articles de la Pragmatique Sanction, mais avec des changements considérables. Ainsi, il abolissait les élections dans les cathédrales, les abbayes, les prieurés. Le roi nommait aux évêchés un docteur ou un licencié en théologie, âgé de vingt-sept ans au moins, lequel était ensuite institué par le Pape; aux abbayes et prieurés des sujets âgés de vingt-trois ans au moins, sans toutefois déroger aux droits du Pape de nommer à certains sièges vacants en cour de Rome, à l'exclusion du roi; ni à ceux de certains chapitres et couvents d'élire leurs prélats, abbés

et prieurs. Les grâces expectatives, les réserves pour les bénéfices sont de nouveau abolies. Les collations de bénéfices sont soumises à des règles et les droits des gradués à ceux-ci sont établis. Les causes ordinaires et les appels seront jugés sur les lieux et les grandes causes exprimées dans le droit seront seules portées et terminées en cour de Rome.

Le Concordat de 1515 rencontra en France une vive opposition. Le clergé, les universités, le Parlement l'attaquèrent avec chaleur et il fallut que le roi usât de toute son autorité pour le faire enregistrer en 1517. De longtemps encore il ne put même obtenir son application pacifique. Il blessait trop profondément les anciens droits pour qu'il n'en fût pas ainsi; on le regardait comme une violation de toutes les règles ecclésiastiques et monastiques. Voici comme il était jugé dans le Diocèse de Soissons : « L'Eglise gallicane, dit l'auteur bénédictin du Manuscrit d'Orbais, qui fait sonner si haut et qui se prévaut tant de ses libertés, qu'elle fait consister particulièrement à n'avoir d'autres règles de sa discipline ecclésiastique que les définitions et décisions des Conseils généraux, a vu ces mêmes libertés violées et comme anéanties en plusieurs articles. On voit encore tous les jours enlever de grosses sommes d'argent portées à Rome par les artifices, les entreprises, l'intrigue et l'avarice des officiers de la cour romaine qui surprirent la bonne foi de François Ier, roy de France, et l'obligèrent, par leurs importantes et leurs pressantes sollicitations réitérées depuis longtemps par leurs émissaires, d'abolir la Pragmatique sanction... du roi Charles VII, que Génébrard appelait : *Libertatum gallicanarum palladium* » (1).

On ne jugera pas avec une telle passion ce traité passé entre un pape et un prince pour mettre fin à un état de choses vraiment déplorable, et reçu dans un Concile général, mais il est permis de l'apprécier par ses fruits. Or, on ne peut nier qu'il n'en produisit de bien amers, et, à coup

(1) *Manuscrit d'Orbais*, p. 193. — MABILLON, *Præfat. in V sæcul. benedict.*, p. 391, et *Hist. Eccl.*

sûr, en dehors des prévisions de ses auteurs. Il semble qu'au lieu de détruire les élections épiscopales et abbatiales, ne pouvait-on en corriger les défauts et les ramener à leur sincérité primitive? On n'eût pas ainsi rouvert la porte au régime à jamais déplorable des commendes, au cumul scandaleux des bénéfices, même à charge d'âmes, même des évêchés ; au gaspillage du patrimoine de l'Eglise et des pauvres dont ces Annales ne nous fourniront que trop de preuves.

La commende laïque ayant été supprimée dans le cours du XII[e] siècle, les seigneurs, continuant à enrichir leurs enfants des biens de l'Eglise, les faisaient tonsurer pour les rendre aptes à les posséder. Ce fut, dit Mabillon, l'origine de cette race souvent scandaleuse d'abbés non prêtres que l'on vit jusqu'au siècle dernier dissiper l'argent bénédictin dans la licence des grandes villes (1). Après le Concordat de 1515, peu d'abbayes échappèrent à ces *sinécuristes*. Les évêques obtinrent aussi des commendes, et, pour leurs sièges, des unions de bénéfices qui n'étaient que des commendes perpétuelles. Ceux de Soissons ne furent pas exempts de reproches à cet égard. L'exemple, du reste, avait été donné forcément par les papes dès le temps de leur résidence à Avignon et pendant le grand schisme d'Occident. Privés des revenus du Saint-Siège en Italie, ils furent obligés d'y suppléer par des bénéfices en France, de céder aux demandes de la cour et de pourvoir les cardinaux. Ceux-ci poussèrent même la prétention, depuis lors, jusqu'à s'attribuer le droit de posséder, *per commendam*, toute espèce de bénéfices, même ceux qui se trouvaient « en règle, » d'où est venue cette satirique et mordante définition du cardinal par les moines gaulois : *Animal rubrum, rapax, capax et vorax omnium beneficiorum.* Mais, pour être juste, il faut dire hautement que la cour de Rome, regardant les commendes comme des dispenses du droit commun, comme une dérogation à la règle *Regula regularibus*, ne manquait jamais de stipuler le retour en règle dans les provisions de commende.

(1) MABILLON, *Præfat. in V sæcul. benedict.*, p. 391, — *Hist. eccl.*

Quoiqu'ayant le rang et les charges d'abbés, les commendataires n'exerçaient, au spirituel, aucune fonction ; ils ne portaient ni la crosse ni la mitre et ne recevaient pas la bénédiction abbatiale. Ils laissaient le gouvernement au prieur claustral qui avait, quant à la discipline intérieure, toutes les attributions de l'abbé. Ils nommaient pour les représenter dans le monastère et veiller à leurs intérêts des vicaires généraux ou des fondés de pouvoir chargés d'administrer le temporel en leur absence. Ceux-ci ne laissaient souvent aux pauvres moines que ce qu'ils ne pouvaient absolument leur ôter. Heureux quand ils n'allaient pas jusqu'à diminuer leur nombre pour augmenter les revenus de la mense abbatiale !

Si les bénéfices, sous l'empire du Concordat, furent souvent donnés au mérite, s'il y eut des commendes accordées à vie à des évêques comme supplément de revenu temporel, et si on en unit aux cathédrales pauvres pour y relever le culte de Dieu, c'est aussi sous ce régime qu'on vit des procès scandaleux entre les commendataires et les moines qu'ils privaient du nécessaire ; des prélats, des évêques, des cardinaux posséder de riches et nombreux bénéfices dont ils consumaient à la cour, à Paris, dans les grandes villes les immenses revenus en luxe, en plaisir, souvent même en intrigues et en débauches ; que l'on vit des évêchés, des abbayes, des prieurés accumulés sur la tête d'enfants en bas-âge et se perpétuer, comme un bien patrimonial, dans des familles puissantes ; le produit de tant de donations pieuses, de tant de siècles de labeurs et d'économie transmis, à travers tant de luttes, d'usurpations, de tiraillements, de guerres, de bouleversements, devenir la proie de gentilshommes dépravés qui usaient leur vie dans la folie, l'oubli de tout devoir religieux et qui, n'ayant d'ecclésiastique que le nom, ne se couvraient même pas du manteau de l'hypocrisie.

D'après le droit et l'intention formelle de la cour de Rome, la commende et les pensions données sur des bénéfices n'étaient que des exceptions rares et autorisées pour le plus grand bien de l'Eglise. L'exception devint la

règle. De là, dans le domaine de l'Eglise, cette foule immense de parasites avides et éhontés qui ont fait dire que cette sécularisation des biens ecclésiastiques a été un acheminement à la spoliation révolutionnaire. Conciles, canons, ordonnances papales, tout fut foulé aux pieds. Les grandes familles vivent de ces biens sacrés; leurs cadets ont en partage les évêchés, les abbayes, les prieurés. On se les passe les uns aux autres par *résignation*. Tel bénéficier veut se marier, il résigne à l'un de ses cadets avec réserve d'une grosse pension. Le roi veut-il récompenser un serviteur, un courtisan, un poète, un militaire, il lui en constitue une sur un évêché, une abbaye, un prieuré.

« Tous les Estats de France, écrivait l'Estoile en 1578, se vendaient au plus offrant et dernier enchérisseur, » principalement ceux de justice... Mais ce qui estoit plus abominable estoit la cabale des matières bénéficiales, la plus part des bénéfices ecclésiastiques estant tenus et possédés par femmes et gentils hommes mariés, ausquels ils estoient conférés et donnés pour récompense de leurs services, jusques aux enfans ausquels les dits bénéfices se trouvoient le plus souvent affectez estans encore en la matrice de leurs mères; tellement que quand ils venoient au monde ils portoient la crosse et mitre en leurs testes, comme ce poisson de mer mitré de rondelet... » — Le roi, écrit-il encore en 1586, « donnoit les bénéfices aux seingneurs et gentils hommes et aux dames pour en jouir comme œconomat, sans parler au pape. Et ce contre le serment et promesse qu'il avoit faits au clergé de n'en donner plus dès lors en avant pour provisions d'iceux que personnages bien idoïnes (1). »

Henri IV ne se montra pas plus scrupuleux sous ce rapport que son prédécesseur, dont il est ici question. Il donna à Crillon deux archevêchés et une abbaye; il en donna à ses bâtards et bâtardes. Sous son successeur, Richelieu et Mazarin se gorgèrent littéralement des plus opulents bénéfices. Si on en attribue à des enfants qui ne veulent pas même être clercs et que le pape refuse la

(1) L'Estoile, *journal*, sous les années 1578 et 1586.

dispense, on se passe de ses bulles. Un arrêt du Grand-Conseil les remplacera en assurant au sujet rejeté la jouissance des biens. On verra dans la suite de ces récits que ce tableau n'est pas chargé de trop fortes couleurs.

III. — Le veuvage de douze années de l'Eglise de Soissons avait cessé un an avant la conclusion du Concordat de François Ier. Si l'intronisation de Foucauld de Bonneval est du 1er janvier 1515, le prélat dut assister au sacre de ce prince à Reims le 25 du même mois. Le 1er juillet suivant, Louis de Bourbon, évêque de Laon et depuis cardinal, ayant fait son entrée solennelle en cette ville, Foucauld fit partie de son cortège avec Robert de Lenoncourt, archevêque de Reims, les évêques de Châlons, d'Amiens, de Beauvais, de Noyon, un grand nombre d'abbés, les comtes de Guise, de Vendôme, de Saint-Pol et autres seigneurs (1). Ensuite, comme il avait beaucoup de choses à remettre en ordre dans un diocèse si longtemps comme abandonné, il assembla son synode diocésain, où l'abbesse de Notre-Dame *aux Nonains* se fit représenter par quatre chanoines.

Vers cette époque, le prélat s'engagea dans un procès fâcheux avec cette abbesse, alors Catherine du Hem, au sujet de l'exemption du monastère. Catherine, qui avait succédé à Denise, dernière abbesse du XVe siècle, après avoir occupé le priorat l'espace de trente ans, s'était fait bénir pendant la vacance du siège, en vertu d'un privilège obtenu par quelques abbesses de s'adresser pour cette cérémonie à tel évêque qu'il leur conviendrait, au grand déplaisir des prélats soissonnais. Saisissant un bruit qui courait dans le monde sur des désordres qui auraient eu lieu dans l'abbaye, Foucauld de Bonneval résolut d'en finir avec son privilège d'exemption, qu'il attaqua en cour de Parlement. L'affaire se jugea aux Enquêtes du Palais par deux sentences favorables à l'évêque et confirmées par arrêt du Parlement du 30 juillet 1519. Elles l'autorisaient à visiter le monastère et condamnaient celui-ci aux dépens. L'évêque

(1) N. Lelong, *Histoire du Diocèse de Laon*, p. 395.

ne se prévalut pourtant pas de ses avantages ; il préféra agir sur l'esprit du roi, en qui il avait trouvé un protecteur et qu'il amena à faire autoriser, par Léon X, Louis de Bourbon, cardinal-évêque de Laon, à visiter l'abbaye, avec plein pouvoir de la réformer et d'y rétablir l'ordre qu'il jugerait nécessaire au point de vue de la vie régulière (1).

Comme le cardinal se disposait à exécuter sa commission, les chanoines de Saint-Pierre, directeurs des religieuses, qui avaient fait cause commune avec l'évêque dans l'affaire du droit de visite, ne manquèrent pas de lui inspirer des préventions contre elles. Le sujet de leur animosité était assez futile, puisqu'il s'agissait simplement de quelques quartiers de lard que les religieuses avaient refusé de leur délivrer, selon la coutume, le jour de l'Assomption. Un accord était bien intervenu à ce sujet, en 1517, mais, comme la quantité de lard qu'on avait fixée ne leur paraissait pas suffisante, les chanoines avaient renouvelé, l'année suivante, un débat ridicule, mais qui pouvait attirer l'attention sur la licence qu'on reprochait aux religieuses et qui n'existait probablement que dans l'esprit des chanoines.

En effet, le cardinal étant venu à Notre-Dame, en 1518, et ayant réuni les religieuses pour leur faire part de sa mission, il trouva dans ces filles, qu'on lui avait dépeintes comme des rebelles, tant de docilité et de soumission qu'il en fut édifié et réjoui. Après un sérieux examen de tous les chefs d'accusation portés contre elles et contre l'abbesse, que son âge avancé eût dû garantir de tout soupçon injurieux, le prélat ne trouva guère à réformer que les rapports des chanoines avec le couvent. Il blâma l'habitude qu'ils avaient d'entrer dans le chœur des religieuses et de prendre le vin et les gâteaux en leur réfectoire, de dîner le jour de l'Assomption avec l'abbesse, et en général toutes les fonctions qu'ils exerçaient dans l'abbaye et pour lesquelles ils recevaient d'amples distributions en pain, vin, viande, blé et argent.

(1) Lelong, *Histoire du Diocèse de Laon*, p. 395.

Il n'était pas non plus possible au cardinal de tolérer certaines coutumes innocentes et même édifiantes à leur origine, mais surannées et dégénérées en abus, et peut-être en scandales pour les peuples, comme celles qu'avaient les religieuses d'aller en procession avec les chanoines à Saint-Pierre, à Saint-Médard et autres églises de la ville. Cassant les anciens règlements faits avec ceux-ci, il les exempta de la plupart des services qu'ils rendaient à l'abbaye, ce qui diminua leurs rétributions, et nomma à leur place, pour y administrer les sacrements, chanter la grand'messe et remplir les autres charges spirituelles, des religieux bénédictins qui furent d'abord D. Pierre Bernard et D. Charles Chevalier, tirés de Saint-Martin des Champs. Et, comme les religieuses ne pouvaient plus faire l'office après la retraite des chanoines, le cardinal fit venir dix sœurs de la réforme de Fontevrault pour leur apprendre les cérémonies pratiquées en ce monastère. En même temps, il rendit la clôture plus étroite, et, pour déraciner le vice de la propriété qui était dominant à Notre-Dame, il invita les *officières* à résigner leurs offices d'un commun accord et à les remettre aux nouvelles venues.

L'abbesse et tout son couvent se soumirent humblement à toutes ces réformes, même sur ce dernier article qui n'était pas le moins délicat. Le cardinal, satisfait de l'heureuse issue de sa mission, retourna à la cour, laissant au doyen et au chantre de Saint-Gervais le pouvoir de surveiller l'exécution des mesures qu'il avait prises. L'acceptation des nouveaux règlements était tellement sincère que, vers la fin de cette année 1518, une religieuse, le jour de sa profession, s'obligea à observer tous les points de la réforme qu'on lui avait fait pratiquer pendant une partie de son noviciat. L'abbesse fit, l'année suivante, des règlements relatifs au temporel et s'engagea à donner quelques muids de blé, sa vie durant, aux chanoines de Saint-Pierre, sans doute comme compensation de ce qu'ils avaient perdu (1).

(1) DORMAY, t. II, p. 427, d'après une charte du 20 février 1518 ou 1519. — *Hist. de N.-D.*, p. 244 et suiv.

Cette réforme accomplie après un sérieux examen des chartes, aveux et comptes de l'abbaye, et de l'agrément des religieuses et des chanoines, mit fin à bien des tiraillements entre le chapitre et le couvent, sans les faire disparaître entièrement, tout rapport entre eux n'ayant pas été détruits. Le doyen, avec lequel Catherine de Hem, étant encore prieure et dame de l'hôtellerie de Saint-Voué, avait dû transiger au sujet du linge que cet hospice devait fournir au chapitre à l'Assomption, s'obligea, en 1518, à continuer de donner ou faire donner trois sermons auxquels les religieuses pourraient assister dans le chœur de leur église, en présence des chanoines et des chapelains. De plus, l'abbesse devait continuer, après la réception de ses bulles et son intronisation, de venir prendre possession de la trésorerie de Saint-Pierre et prêter serment, dans le chapitre, entre les mains du doyen, qui lui disait : *Recipio te in thesaurariam hujus ecclesiæ*, et l'installait à la première place au côté gauche. Contrairement à l'usage, les biens propres attachés à la trésorerie étaient ici confondus avec ceux de l'abbaye, mais l'abbesse payait annuellement à l'argentier de Saint-Pierre 4 sous 6 deniers pour une *géline*, cens représentatif du revenu de l'office de la trésorerie. De plus, l'abbesse, en sa qualité de trésorière, était obligée à l'entretien et aux réparations de l'église Saint-Pierre, au sujet desquelles il fallut quelquefois user de contrainte. Le clocher ayant été fortement endommagé par la grêle d'un violent orage, le 14 juin 1593, et l'abbesse s'étant refusé à le réparer y fut condamnée, en 1596, par les juges de Laon. Louise de Lorraine en appela au Parlement, et, quoiqu'elle eût offert de renoncer à la trésorerie et à la prébende qui y était attachée, tout en conservant la collation des canonicats, cette cour, par arrêt du 12 mars 1599, l'obligea aux réparations du clocher, qui montèrent à 200 écus, et à fournir tout ce qui était nécessaire au culte divin, conformément aux bulles des papes des XII[e] et XIII[e] siècles (1).

Malgré la défense de Lucius III, de 1181, d'admettre

(1) *Factum* de DE FAGE, chanoine de Saint-Pierre, *ms.*

comme chanoines de Saint-Pierre des chanoines de Saint-Gervais, un grand nombre de ces derniers y possédèrent des prébendes, tels que Pierre Le Moitier, licencié en droit, doyen de la cathédrale (1447); Pierre Des Fontaines, chantre (1453); Du Tour, chanoine, « un savant docteur qui tenait un des premiers rangs dans cette compagnie tant par sa science que par sa capacité..... » et tant d'autres (1). Ce cumul qu'autorisait la modicité des revenus des prébendes ne paraît pas avoir eu lieu au-delà de 1668. Il n'y avait à Saint-Pierre que deux chapelles fondées au XII[e] siècle sous les titres de Saint-Barthélemy et de Saint-Matthieu, celle de Saint-Maur n'existant plus. C'était bien peu pour trente chanoines occupant autant de prébendes, mais il faut remarquer que la plupart n'étaient pas prêtres, qu'il y en avait une attachée à la trésorerie, une autre unie au décanat, une troisième au chapelain canonial et qu'il y en avait douze à Notre-Dame, quoique le Pouillé de 1573 n'en nomme pas un si grand nombre, destinées aux chanoines prêtres. Elles étaient à la collation du chapitre de Notre-Dame, mais les chanoines ayant cessé de faire l'office en l'abbaye, elles furent supprimées et leurs revenus réunis à celle-ci (2). Ces chapelles étaient celles de Saint-Drausin, de Saint-Jean, de Saint-Michel, de Saint-Pierre, de Saint-Paul, de Saint-Eloi, une chapelle haute de *Prime*, de la Sainte-Croix, près de l'abbaye, de Saint-Clément, près de l'Hospice Saint-Voué, de Saint-André, près de la porte Saint-Martin (3). Le chapitre de Saint-Pierre élevait toujours, comme Notre-Dame, des prétentions à l'exemption de l'évêque qu'il soutint jusqu'au XVII[e] siècle. Un doyen ayant négocié une permutation de bénéfices à la collation du chapitre avec un chanoine de cette compagnie, se présenta avec lui devant elle pour en être pourvu, mais la permutation ne fut pas admise. Le doyen et le chanoine en référèrent à l'évêque qui leur donna des provisions; le chapitre interjeta un appel comme d'abus. Durant l'instance, le doyen

(1) *Ibid.*, p. 31.
(2) Transaction du 23 mai 1629.
(3) *Pouillé* de 1573.

étant venu à décéder, le chapitre lui donna un successeur; un arrêt n'en fut pas moins prononcé, le 27 juin 1631, par la Grand'chambre du Parlement de Paris sur les conclusions de Me Talon, lequel confirmait les provisions données par l'évêque, mais sans préjudice de l'exemption du chapitre de Saint-Pierre. C'est aussi en ce siècle, le 16 février 1671, que celui-ci fut frappé d'un arrêt en forme de règlement déclarant l'incompatibilité de plusieurs prébendes (1).

Catherine du Hem, occupée des soins qu'entraînait la réforme du monastère de Notre-Dame, ne négligeait nullement ceux de l'administration temporelle dans laquelle elle sut déployer, malgré son grand âge, une humble fermeté. Elle avait payé, en 1511 et en 1516, sa part des subventions accordées au roi par le clergé de France et dont la première montait à 40 livres. Après de longs débats avec les officiers du duc de Valois au sujet de la justice de Ressons-le-Long et du cri de la foire de Saint-Georges qui se tenait sans doute le jour de la fête de ce patron de la paroisse, elle avait obtenu contre eux un arrêt du Parlement qui conservait ces droits à l'abbaye. Catherine fit aussi, en 1515, avec le curé de Chacrise un accord qui lui assurait les deux tiers des offrandes aux fêtes solennelles et gagna un procès pour la conservation de certaines poternes qu'on cherchait à supprimer. Dans le temps même où la réforme de son couvent devait l'absorber davantage, elle acheta de Jean de Thumery la vicomté de Billy et s'en fit adjuger les dîmes. Un an après, elle concluait un traité avec Saint-Jean-des-Vignes pour celles de Chaudun et de Saconin. Mais son opération la plus importante fut un amortissement général de tout le domaine du monastère qu'elle obtint du roi en versant au Trésor, en 1522, une somme considérable pour tous ses biens, « de quelque nature qu'ils pussent être (2). »

(1) Saint-Pierre-au-Parvis qui, en 1555, avait pu échanger avec Jean d'Estrées, seigneur de Cœuvres, un moulin à blé et à huile, contre 6 muids de terre à Ploisy et Chaudun, trouva, en 1563, au présidial de Crépy, une opposition à la vente d'une partie de la ferme de Cœuvres pour réparer ses pertes causées par les Huguenots, jusqu'à ce que Notre-Dame lui montrât des titres de fondation. (DE FACE, *ms.*)

(2) *Mém. du Clergé*, t. VI, col. 1135, t. X, p. 1725 et t. II, p. 1524.

Ces services signalés ne sauvèrent pas Catherine de Hem de quelques rudes épreuves ; elles lui vinrent des religieuses de Fontevrault, avec lesquelles la concorde n'avait pas été de longue durée. Ces filles, non contentes de posséder tous les offices et d'exercer une pleine autorité sur les professes, voulurent se soustraire à l'autorité de l'abbesse par la raison qu'ayant fait vœu d'obéissance entre les mains de celle de Fontevrault, elles ne pouvaient reconnaître d'autre juridiction que la sienne, prétendant même assujettir Catherine, aussi bien que le couvent, à celle d'entre elles que le cardinal avait nommée prieure. L'abbesse repoussa ces prétentions, et, de part et d'autre, on adressa des plaintes à l'éminent prélat, lequel, après avoir essayé vainement par lettres de rétablir l'harmonie dans le monastère, dut s'y rendre de sa personne pour écouter les deux partis (1).

L'abbesse se plaignit au cardinal du peu d'égards que les religieuses de Fontevrault avaient pour sa personne, quoiqu'elle se fût soumise la première à la réforme. Celles-ci déclarèrent ne pouvoir souffrir son autorité et demandèrent même qu'elle résignât sa charge entre leurs mains. Catherine, qui voulait transmettre son titre d'abbesse à une religieuse de la maison, déclara qu'elle était résolue de tout endurer plutôt que de renoncer à la dignité. Le cardinal, après de longues hésitations, obtint secrètement du roi la permission d'éloigner l'abbesse en cas qu'il le jugeât à propos. Muni de ce plein pouvoir, il demanda à Catherine si, pour le bien de la paix, elle ne voudrait pas lui confier tous ses intérêts ? Celle-ci, sans défiance, répondit affirmativement et tomba ainsi dans le piège qui lui était tendu. Le cardinal n'eut pas plutôt reçu cette réponse ingénue que, sous prétexte de santé, il lui donna ordre de se rendre au Charme, prieuré de l'ordre de Fontevrault, qui n'était éloigné de Soissons que de six à sept lieues, pour y faire quelque séjour. Catherine, toujours sans défiance, obéit ; mais lorsqu'elle aperçut en franchissant la porte de l'abbaye le comte de Braine, son ennemi, le cardinal

(1) *Hist. du Valois*, t. II, p. 534.

lui-même et le bailli de Vermandois avec une troupe de gens d'armes, elle fut saisie d'une telle frayeur qu'elle s'évanouit. On ne la porta pas moins dans la voiture qui l'attendait pour la conduire au Charme.

Catherine tomba malade de chagrin dans cette maison ; mais lorsqu'elle eut recouvré la santé, ses amis, indignés d'un traitement si rigoureux infligé à une femme de son âge et de sa condition, jouissant de l'estime générale, lui persuadèrent de poursuivre son droit. Quelques seigneurs allèrent présenter eux-mêmes au Parlement et au chancelier deux requêtes qu'ils avaient dressées. Ces deux autorités condamnant également une telle violence, donnèrent des *Lettres de réintégrande* qui furent reçues sans opposition des juges royaux de Soissons. Elles allaient être mises à exécution lorsque le cardinal, qui savait admirablement cacher son jeu, obtint du roi une autre lettre de cachet qui exilait Catherine dans l'abbaye d'Hyères, sous le spécieux prétexte de lui procurer un séjour plus commode que le couvent du Charme, « qui est pauvre, disait le monarque dans une lettre adressée de Compiègne, le 29 novembre, à l'abbesse Hyères, et telle que la dite abbesse ne peult estre si bien traictée que désirons et qu'il appartient à sa vieillesse et caducité. » Une somme de 300 livres devait être versée annuellement par l'abbaye de Notre-Dame pour « son entretenement et alimentation. » On ne sait si Catherine se rendit à Hyères ou si elle mourut en chemin ; ce qui est sûr, c'est qu'elle ne perdit pas courage dans ces adversités. Peu de temps avant son exil au Charme, elle avait encore conféré des bénéfices vacants et laissé en partant à deux de ses officières le soin de poursuivre sa cause. Ses religieuses la regrettèrent vivement et firent célébrer un grand nombre de messes pour le repos de son âme (1).

Catherine du Hem ne fut pas plutôt décédée, l'an 1522, que les religieuses reçurent du roi l'ordre de procéder à l'élection d'une nouvelle abbesse qu'il leur désignait. Après leur avoir dit, dans ses lettres : qu'il souhaitait

(1) *Ubi supra et Hist. de Notre-Dame*, p. 224-235.

fort que, « pour la stabilité et perpétration de la sainte réformation encommencée, il soit pourvu au monastère de quelque bonne notable religieuse, nourrie en réformation et entendant la conduite et cérémonie d'icelle. » Il ajoutait : « et parce que nous savons que sœur Françoise Lejeune, religieuse de votre ordre, est femme fort vertueuse, sçavante et experte au fait de la dite réformation, autant et plus que nulle autre, nous vous avons bien voulu escrire et prier pour la eslire en vostre abbesse, de laquelle sommes asseurez que serez contentes et ferez chose qui vous tournera à honneur, plaisir et prouffit, etc. » Ce désir du monarque était déjà un ordre pour les religieuses qui, de plus, prièrent l'évêque de Soissons de permettre, sans préjudice des droits du monastère, de procéder à l'élection. On élut Françoise Lejeune de Manteaux, religieuse du Charme, désignée par le roi et sans doute aussi par l'évêque, et d'une famille toute dévouée aux princes de la maison de Bourbon. Avant de sortir du Charme, Françoise voulut avoir l'agrément de l'abbesse de Fontevrault, celui du légat du Saint-Siège et du pape lui-même.

En arrivant à Soissons, Françoise Lejeune trouva toutes les divisions apaisées dans le monastère et les religieuses l'engagèrent même à se faire bénir au plus tôt. Toutefois, cette cérémonie n'eut lieu que le jour de la Purification de l'an 1523. Elle fut faite par Foucauld de Bonneval, quoique un bref du pape l'eût autorisée à se faire bénir par tel prélat qu'elle désirerait. La bénédiction achevée, l'évêque la conduisit au chapitre des religieuses, accompagné de Jean Olivier, abbé de Saint-Médard, du prieur de Saint-Martin-des-Champs, visiteur de l'abbaye, du prieur des Célestins de Soissons et l'installa dans le siège abbatial. Ensuite, toutes les religieuses vinrent la reconnaître pour leur supérieure et lui jurer obéissance, à l'exception de celles de Fontevrault qui, persévérant dans leur entêtement, s'opiniâtrèrent à n'avoir pour elle aucune déférence, toujours sous le prétexte de la soumission qu'elles devaient à leur ancienne abbesse. Tous les moyens de réduire ces filles ayant été inutilement mis en œuvre, c'est alors qu'on plaignit

hautement la défunte abbesse et qu'on avoua qu'elle avait été plus malheureuse que coupable.

Cependant, le prieur de Saint-Martin-des-Champs, usant des droits de visiteur de l'abbaye, les somma de déclarer si elles se tenaient oui ou non pour religieuses de Notre-Dame ; que si elles se regardaient comme telles, il fallait absolument obéir à l'abbesse et que, dans le cas contraire, elles se disposassent à retourner au lieu d'où elles étaient venues. Catherine Senuyn, la plus ancienne, répondit, au nom de toutes, qu'elles n'avaient d'obéissance à observer que celle de leur profession ; que tant qu'elles demeureraient à Notre-Dame, elles auraient de la considération pour l'abbesse, mais qu'elles ne seraient jamais sous la dépendance de son autorité. Le visiteur prit acte de cette réponse qui avait été accueillie par les murmures de l'assistance et pria l'évêque de Soissons de l'appuyer de son crédit auprès du roi pour les faire expulser d'un monastère où, au lieu du bon ordre, elles mettaient le trouble et la division. Foucauld de Bonneval lui promit son secours et se retira après avoir invité les autres religieuses à la paix et à la soumission à la nouvelle abbesse dont la conduite l'avait fort édifié.

La piété de Françoise Lejeune était sincère, car, dès l'année qui suivit sa bénédiction, elle s'empressa de faire entrer sa communauté en société de prières avec les religieux de Saint-Martin-des-Champs et plus tard avec ceux de Saint-Victor et de quelques autres maisons. Elle fit aussi les derniers efforts pour gagner, par des procédés pleins de douceur, le cœur des religieuses de Fontevrault. Voyant enfin qu'elle ne pouvait leur faire changer de manière de voir, elle fit sommer l'abbesse de Fontevrault de retirer ses filles de Notre-Dame. Cette abbesse, qui était une princesse de Bourbon, pour toute réponse, fit dresser par les plus habiles de ses religieux et par d'autres docteurs en droit canonique des manifestes pour justifier la conduite des religieuses rebelles, traîna les choses en longueur pendant deux années entières et, après bien des procédures, il fallut employer la force pour les faire sortir de Soissons

et les conduire en des monastères de leur ordre.

Débarrassée de ces sujets peu édifiants, Françoise combla bientôt les vides qu'ils avaient laissés. Elle reçut des novices qu'elle éleva dans la pratique sévère de la règle et dont le nombre ne tarda pas à s'accroître. Elle obtint, en 1531, du successeur de Foucauld de Bonneval que la translation de la Dédicace de l'église de l'abbaye, qui tombait souvent avec d'autres fêtes, fût fixée au 3e dimanche après Pâques, où l'on célébrait alors la Dédicace de toutes les églises du diocèse. En 1524, elle acquit les dîmes de Launoy en donnant au curé leur valeur en biens-fonds; en 1526, elle obtint une sentence en sa faveur pour celles de Saconin; en 1535, elle fit un accord pour celles de Courmelles et obligea la justice de Pierrefonds à lui rendre, en ce village, un prisonnier dont elle s'était saisie. Enfin, pour procurer toujours la sécurité du temporel, elle se fit donner, en 1532 et 1545, par les officiers du roi, main-levée des amortissements de plusieurs terres de l'abbaye, avec exemption, moyennant le versement d'une forte somme d'argent au Trésor, de fournir aux bans et arrière-bans les milices ordinaires; et en 1551, elle fit aussi confirmer au monastère, par arrêt du Parlement, la justice de Ressons qu'on lui disputait toujours. Profitant de la permission que lui avaient accordée les chanoines de Saint-Gervais et les religieux de Saint-Crépin-le-Grand de faire passer par leurs terres et seigneuries les tuyaux des fontaines de l'abbaye, moyennant une rente, elle fit venir l'eau d'une source qu'ils lui avaient donnée et construire, en 1536, dans l'intérieur du monastère, un grand lavoir avec des réservoirs d'eau, la buanderie avec ses cuves et fourneaux, réparer les fontaines du cloître où les religieuses venaient laver les mains avant d'entrer dans le réfectoire, arriver l'eau dans les offices, dans la cuisine de l'abbesse, dans la cour extérieure, dans le petit jardin qui touchait à l'abbatiale, dans le grand jardin, la cour de l'infirmerie, dans l'infirmerie, la cuisine du couvent, la dépense, le réfectoire où l'on voyait ses armoiries.

Françoise Lejeune était parvenue, au milieu des occupations que lui donnaient l'embellissement du monas-

tère, à l'âge de soixante-sept ans, lorsqu'à la demande du cardinal de Bourbon, elle résigna, en 1539, l'abbatiat en faveur de la princesse Catherine de Bourbon, sa sœur, religieuse de l'abbaye du Calvaire, à La Fère, avec l'agrément du souverain pontife. Elle n'en continua pas moins de gouverner Notre-Dame, de pourvoir aux bénéfices vacants à sa nomination, et même de porter le titre d'abbesse jusqu'en 1545; mais en 1547, dans la collation de canonicats du chapitre de Saint-Pierre, elle se qualifiait « naguère abbesse et ayant, par réserve du Saint-Siége, l'administration du spirituel et du temporel de l'église de l'abbaye de Notre-Dame. » C'est donc elle qui, en 1547, disputait au chapitre de Laon sa juridiction sur Molinchart (1). Elle n'usa plus de ce privilége après 1553 où, ne pouvant plus l'exercer à cause de sa grande vieillesse, Madame de Bourbon prit en main l'administration de l'abbaye. Du reste, il y eut cela de particulier qu'elles portèrent toutes deux la qualité d'abbesse de Notre-Dame et qu'elles faisaient placer ensemble leurs armes sur les bâtiments que l'on construisait alors dans le monastère. De plus, Françoise Lejeune écrivant de Charly à Madame de Bourbon, mettait sur sa lettre cette adresse : « *A Madame ma fille, Mudame l'abbesse de Soissons*, de votre *Charly*, etc. » Le provincial des Jacobins les remerciant toutes deux, dans une lettre, de leur charité envers ses confrères les Jacobins de Vailly, appelait Madame de Bourbon *abbesse* et Catherine *Madame l'Ancienne*. Après avoir encore langui quelques années, cette dernière mourut dans une extrême vieillesse, le 23 novembre 1560, âgée de quatre-vingt-huit ans (2).

L'abbatiat de Catherine de Bourbon doit donc dater réellement de l'année 1553, où elle commença à en

(1) Dans l'enquête qui eut lieu, en 1547, sur cette affaire, *parait Jean de* Courtonne, chanoine de Laon, lequel dut être de la famille de Gérard de Courtonne, évêque de Soissons, de 1313 à 1331. Jean devenu très infirme fit offrir par son frère, Nicolas de Courtonne « butillier » du chapitre, une maison à Montbavin, avec ses dépendances à condition qu'on lui fonderait un obit à perpétuité dans le chœur de la cathédrale et pour lequel on sonnerait « les cloches des miracles. » *(Cinquante ans de l'histoire du chapitre de Laon,* par E. FLEURY. p. 84.

(2) *Hist. de Notre-Dame.* — *Gall. Christ.* t. IX.

exercer toute la charge. Cette princesse, née le 18 septembre 1525, avait été vouée à l'état religieux au couvent du Calvaire, à La Fère, en 1530. Son père, Charles de Bourbon, duc de Vendôme, et sa mère, Marguerite d'Alençon, l'avaient élevée dans la piété et dans une pratique sérieuse de la religion catholique. Destinée toute jeune au cloître et à ses dignités, on ne l'avait mise que pour un temps au Calvaire, dont sa famille était fondatrice ; on avait espéré en faire une abbesse de Fontevrault et donner Notre-Dame de Soissons à sa sœur cadette, la princesse Eléonore ; mais Françoise Lejeune étant tombée malade, Eléonore, qui n'était encore qu'une enfant, fut réservée pour Fontevrault et Catherine fut choisie pour Notre-Dame de Soissons, qu'on ne voulait pas laisser échapper. On vient de voir quel rôle joua le cardinal de Bourbon, leur frère, dans cette nomination. Malgré sa vocation pour ainsi dire faite d'avance, Catherine, après avoir été une bonne religieuse, devint une excellente abbesse. Elle déploya dans cette charge une piété éminente et une grande capacité pour le gouvernement spirituel et temporel du monastère, donnant du reste l'exemple à ses religieuses par son assiduité aux offices claustraux et son amour de la régularité. Le courage qu'on lui verra montrer dans les tristes événements de Soissons, lors des troubles du protestantisme, est au-dessus de tout éloge (1).

Son frère le cardinal lui témoigna toujours une vive affection. Abbé commendataire de Saint-Jean-des-Vignes, il n'eut pas toutefois envers son abbaye le dévouement que Catherine avait pour la sienne. Elle en reçut une relique, dont l'authenticité eût été bonne à constater, la *Sainte-Larme de Notre-Seigneur* qui fut déposée d'abord à Saint-Jean, où le chapitre de Saint-Gervais vint la prendre pour la transporter à la cathédrale et de là au monastère de Notre-Dame ; on la fit entrer dans son riche trésor aux reliques et on la vénérait encore au XVIII[e] siècle (2). D. Nicolas Le Cerf, religieux de Bourg-

(1) *Hist. de Notre-Dame*, par D. GERMAIN, p. 262.
(2) *Hist. de Saint-Jean*, par DE LOUEN.

fontaine, puis prieur du Gaillon, au diocèse d'Evreux, ayant traduit en français les œuvres de Henri Suso, homme « célèbre en doctrine et sainteté de vie, » le cardinal en dédia l'édition de 1582 à sa sœur l'abbesse (1).

Notre-Dame de Soissons fournit, au commencement de ce siècle, une abbesse à Saint-Paul de Beauvais, monastère qui avait été déjà gouverné, de 1220 à 1228, par Mathilde de Soissons, nièce de Philippe de Dreux et de Braine, évêque de Beauvais, femme aussi distinguée par sa piété que par sa naissance. Celle dont il s'agit était Marie de Pisseleu en Beauvaisis, fille de Guillaume de Pisseleu, chevalier, seigneur de Heilly, sœur de la fameuse duchesse d'Etampes, de Marie de Pisseleu, abbesse de Maubuisson, de Charles de Pisseleu, évêque de Condom, et enfin de François de Pisseleu, abbé de Saint-Corneille de Compiègne et évêque d'Amiens. Marie avait fait profession à Notre-Dame, mais était passée à Saint-Paul de Beauvais pour y mener une vie plus austère. Elle revenait quelquefois à Soissons auprès de ses anciennes compagnes, et ce fut dans une de ces absences qu'elle apprit sa nomination à l'abbatiat de Saint-Paul. Revêtue de cette dignité, Marie continua de mener la vie d'une simple religieuse assistant à tous les exercices et couchant au dortoir commun. Elle embellit son église de sculptures et de vitraux fort riches. Malheureusement les visites de sa sœur, la duchesse d'Etampes, et bientôt du roi et de la cour amenèrent au couvent la dissipation et les plaisirs au point qu'il fallut y opérer une vigoureuse réforme. Ce coup fut salutaire, car Marie revint aussitôt de ses erreurs, fit une pénitence exemplaire et reprit le genre de vie sérieux et austère qu'elle avait pratiquée à Soissons (2).

IV. — Le Concordat avait plutôt généralisé la commende qu'il ne l'avait créée. Il la trouva déjà établie

(1) In-8° Paris, Guillaume Chaudières. Ce livre eut une autre édition en 1614. (Lacroix-Dumaine ex de la Monnoyer, t. v, p. 139.

(2) Voyez pour de plus amples détails sur Marie de Pisseleu, l'*Histoire de l'abbaye de Saint Paul de Beauvais*, par E. de la Dreue. (Mém. de la Société académique de l'Oise, t. vi, 1865.)

de fait dans beaucoup de monastères. L'abbaye de Morienval fut une des premières qui tombèrent sous l'empire de ce célèbre traité. Saint-Crépin en Chaye, Chézy, Coincy l'avaient subi à la fin du XV^e^ siècle, Saint-Léger au commencement du XVI^e^.

Depuis longtemps déjà les religieuses de Morienval ne pouvaient plus procéder à l'élection de leur abbesse sans avoir obtenu préalablement l'autorisation du roi et du duc de Valois ; désormais le roi va la nommer directement. Après la mort d'Isabelle de Gousses, vingt-troisième abbesse, en 1516, François I^er^ nomma en sa place Jeanne d'Arsonval, religieuse de Notre-Dame de Soissons, contrairement aux usages constants de la communauté qui tirait toujours l'abbesse de son sein. Jeanne reçut ses bulles le 6 mars 1516 et se montra d'ailleurs digne du choix qu'on avait fait d'elle. Elle rétablit les affaires de la maison, termina, le 31 mai 1529, un état de tous ses biens, restaura dans l'église douze chapelles et leurs autels en ruine, et, après vingt ans de gouvernement, pendant lesquels elle avait comblé de bienfaits son couvent, elle donna sa démission au mois de mars 1535 et mourut le 3 mai 1544. Anne I^re^ de Villelume qui lui succéda dut aussi se démettre et mourut le 28 novembre 1571. Jeanne de Foucauld, nommée après elle par le roi, le 6 juillet 1562, abdiqua également sa charge en 1580, mais en faveur de sa nièce Anne II Foucauld, fille de Gaspard de Foucauld et de Gabrielle Rancé, laquelle fut confirmée par le roi et par Marguerite, duchesse de Valois. C'est en cette même année, et sans doute par l'ordre de Jeanne, que la statue équestre du roi Dagobert, de grandeur naturelle, qui ornait le portail de l'église fut descendue et placée dans le chœur : ce portail tombant en ruines. Elle y était restée, disait-on, depuis l'an 907, époque de la reconstruction de l'édifice, ce qui ne pourrait guère se concilier avec le style du monument. Ce n'était pas assez d'avoir fait quitter à l'effigie du fondateur présumé du monastère, mais peut-être certain de l'église qui avait précédé celle-ci, la place d'honneur qu'elle occupait, il fallait la faire dispa-

raître. Un accident l'ayant mutilée, une abbesse qui, du reste, en trouvait « la draperie trop grossière » la fit enterrer dans l'église au commencement du XVIII[e] siècle, vis-à-vis la chapelle du Rosaire. Des recherches tentées de nos jours pour la retrouver sont demeurées infructueuses.

Gabrielle de Foucauld, soit à cause de son âge, soit pour d'autres motifs, trop humains peut-être, demanda, en 1620, pour coadjutrice sa nièce, Anne III de Foucauld, qui avait prononcé ses vœux à dix-sept ans, mais en qui la vocation à l'état religieux avait devancé les années. Elle rendit à Morienval un dernier mais passager éclat; puis le monastère s'achemina vers sa suppression légale. Plusieurs des abbesses du XVI[e] siècle paraissent en effigie dans la vieille église, sur de riches tombes en marbre noir avec les mains, le visage et la crosse en incrustations de marbre blanc (1)

On a vu précédemment que Saint-Crépin en Chaye, près de Soissons, était tombé, dès 1498, en commende entre les mains de Jean Godard, titulaire au même titre, des prieurés de Beaulieu et de Saint-Lambert, près de Laon, dépendants de l'abbaye. Godard mourut en 1517, l'année même de la promulgation du Concordat. Les abbés ses successeurs furent Gilles de Conflans, fils de Jean de Conflans, vicomte d'Oulchy, et de Marguerite de Bournonville, lequel cumulait en même temps avec Saint-Crépin, les monastères de Saint-Nicolas au Bois et de Val-Chrétien pour lequel il obtint une bulle d'indulgence du Souverain Pontife; Jean des Moutiers, seigneur de Fresse, docteur en droit, en 1545; Guillaume de la Grétruse, aumônier du roi, protonotaire apostolique, en 1555; François Postel, en 1574; Thio de Gonnelieu, en 1590. Aucun de ces prétendus abbés ne fit le moindre effort pour rendre la vie à ce pauvre couvent. Cet honneur était réservé à André Courtin qui en obtint l'abbatiat au commencement du XVII[e] siècle (2).

(1) *Gall. Christ.*, t. IX. — CARLIER, t. II, p. 585. — *Notice sur Morienval*, par l'abbé DARAS.
(2) *Gall. Christ.*, t. IX.

Gilles de Conflans, le premier commendataire de ces trois abbayes, aurait été d'autant plus capable de rétablir Saint-Crépin en Chaye qu'il se distingua davantage par une gestion sage de ses domaines. Seigneur de Saint-Remy-Ivry et de Brécy, il habitait le château du Buisson, près de Coincy, et, dans le même temps que les moines de ce lieu faisaient dresser un plan de leur seigneurie, où l'on trouve celle du Buisson, lui-même en faisait exécuter un de son côté. Ayant changé de place ses fourches patibulaires de haut justicier, il s'attira un procès de la part de Jean Olivier, prévôt de Marizy-Saint-Mard, seigneur d'Epieds en cette qualité et membre de Saint-Médard de Soissons. Gilles ayant fait, en 1524, le voyage de Rome, il est présumable que c'est en cette circonstance qu'il obtint la bulle d'indulgence pour Val-Chrétien et le titre protonotaire apostolique. Gilles étant mort vers 1545, son frère Antoine de Conflans le précéda dans la tombe de quelques années, car il mourut le 18 avril 1540, et fut inhumé dans l'église de Rozet-Saint-Albin où l'on voit encore son épitaple. Tous deux y avaient été précédés par *Jeannet* de Conflans, aussi seigneur de Saint-Remy et du Buisson, qui décéda chanoine de Soissons, le 22 décembre 1525 (1).

Saint-Léger de Soissons, qui fut dans ce Diocèse l'une des premières victimes de la commende, n'en eut pas trop à souffrir parce que ses abbés prirent l'habit de chanoine régulier. Nicolas Lebel, dernier abbé élu par le chapitre, eut pour successeurs Louis de Hannée, chanoine profès de l'abbaye, et Jean de Hannée, de la même famille, nommés par François Ier, l'un en 1520 et le second en 1537. Mais bientôt les choses changèrent; la nomination d'un moine étranger, D. Renaud de Dampont, infirmier du monastère de Saint-Denis en France, vint donner lieu de regretter la perte définitive du droit d'élection. Très heureusement Renaud, moine bénédictin, prit aussitôt après sa nomination l'habit de chanoine régulier, embrassa la règle de saint Augustin et

(1) *Hist. de Coincy*, p. 198.

fut béni, le 18 décembre 1538, à Sainte-Geneviève de Paris par Jacques, évêque de Chalcédoine. Il se fit représenter par procureur au Concile provincial de 1564. Georges de la Fontaine, comme lui moine et infirmier de Saint-Denis, le remplaça, en 1571, par nomination du roi Charles IX, mais il ne fut reconnu des religieux en qualité d'abbé, que quand il eut pris l'habit et fait profession entre les mains du prieur. Les chanoines de Saint-Léger purent persévérer dans cette voie si honorable, si régulière et si peu usitée. Philippe de la Fontaine, neveu de Georges, novice de Saint-Médard, ayant été nommé par le roi Louis XIII, à l'âge de quatorze ans, abbé de Saint-Léger, il fallut que celui-ci renonçât au froc bénédictin pour prendre l'aumusse de chanoine de Saint-Augustin, et ce ne fut qu'après qu'il eût fait son noviciat et sa profession à Saint-Léger qu'il fut mis en possession de sa dignité. Sous son abbatiat, qui dura de 1571 à 1613, s'opéra la restauration du monastère ainsi qu'on le verra ultérieurement (1).

Après la mort de Nicolas Richard, l'abbaye de Chézy échut à Moor du Mas, puis tomba en commende, l'an 1481, entre les mains de Louis de Lespinasse qui mourut en 1501 et, après lui, en celles de Jean de Langheac, noble auvergnat, élu en cette année, lequel la fit passer dans sa famille en la personne d'Antoine de Langheac qui fut nommé par le roi, en 1503, malgré le choix que les moines avaient fait de Guillaume Gouffier, l'un d'entre eux pour les gouverner et sa confirmation par l'évêque de Soissons. L'état déplorable de cette maison ruinée par la guerre ne pouvait pourtant pas être un objet de convoitise. Le château de Chézy, qui n'était autre que l'ancienne abbaye, transformée en forteresse du bourg, après avoir formé un prieuré dépendant de la nouvelle transférée depuis longtemps à la Madeleine au bord de la Marne, avait eu le même sort. En effet, une déclaration des biens de celle-ci, en 1515, décrivant l'enclos et les bâtiments du monas-

(1) *Gall. Christ.*, t. IX. — CABARET, *Mss.*, t. II, DORMAY.

tère, tels qu'ils subsistèrent depuis, mentionne seulement le château, avec basse-cour, pressoir et jardin, sans qu'il soit question d'aucun indice d'habitation religieuse (1).

Pour procéder aux réparations, tout en entrant dans les voies de l'économie, Antoine « contraint de résider » remit « l'abbaye en très bon état » dit un chroniqueur de Chézy, c'est-à-dire qu'il commença par en détruire une partie. Il fit abattre le chœur, une portion de la nef et le côté droit de l'église Saint-Pierre, la seule qui restât, celle de la Madeleine n'existant déjà plus. Avec ce qui fut épargné de la nef et le côté gauche, il forma une petite église qui n'était que l'ombre de l'ancienne. Il pratiqua cette méthode sur le dortoir et les autres lieux réguliers qu'il « rendit fort propres ». N'eût-il pas été préférable qu'il eût sauvé d'une dernière et complète ruine ces édifices croulants et donné dans son estime, la première place à ceux des moines qui aimaient encore la discipline régulière. Quoiqu'il en soit, ce prétendu restaurateur de Chézy étant mort en 1519, on lui fit l'honneur de cette épitaphe gravée sur sa tombe au milieu du chœur :

Hic requiescit Antonius Langhiacus
Hujus quondum cœnobii commendatarius
Ac sedis apostolicæ protonotarius
Qui hujus ce monasterii ruinas cum eo quem cernis nitore commutavit
Obiit anno Domini M. DXVIIII, VII, id. Jul. (2)

Il fut remplacé par Gabriel de Langheac, moine de Cluny, qui avait été élu par les religieux le 16 août de cette année. Cet abbé assista, comme vicaire général de l'abbé de Cluny, au Concile provincial de Lyon

(1) L'ancienne abbaye du bourg dut être changée en prieuré à la fin du XIII[e] siècle, car, vers 1300, Thomas de Cuiry est désigné dans une charte, avec le titre de *prior prioratus sancti Petri in burgo. (L'Abbaye de Chézy*, par A. Corlieu, d'après des notes de la collection D. Grenier, etc.) (*Annales de la Société historique de Château-Thierry*, années 1879-1880, p. 88.)

(2) *Ibid.*, p. 97.

de 1527. Licencié en droit canon, Gabriel n'était pas moins distingué par sa science et ses mœurs que par sa naissance ; il mourut le 21 octobre 1528 et eut pour successeur François de Langehac, son frère, religieux de Saint-Antoine de Vienne, qui mourut en 1562 ; il avait fait graver sur la tombe de Gabriel, placée devant le grand autel, cet éloge :

« Hic jacet Gabriel Langhiacus, hujus olim monasterii abbas, ordinis sancti Benedicti monachus, juris canonici laurea insignitus et vicarius generalis abbatiæ Cluniacensis, qui non minus eruditione, morumque probitate quam genere clarus, magnum sibi desiderium relinquens, obiit XII Kal. nov. anno Dmni MCXXVIII. Cui monumentum hoc Franciscus Langhiacus, ipsius et frater et successor, posuit. Tu quisquis es, illius animæ bene precator. »

Les religieux, persistant à choisir leur abbé, élurent encore, le 14 janvier 1564, l'un d'entre eux appelé Pignard, mais Nicolas Du Mont, nommé par le roi, l'emporta sur l'élu du couvent, qui devint simple prieur et vicaire général de l'abbé. Après celui-ci, décédé en 1570, les abbés de Chézy ne furent plus guère que des courtisans qui ne connurent du monastère que ses revenus, tels que Nicolas de Neuville ; de Villeroy, bâtard qui portait le nom de son père, conseiller au Parlement, déjà chanoine de la Sainte Chapelle, abbé de Fontenelle et autres monastères, lequel posséda Chézy de 1582 à 1612 et le résigna à Guillaume Fouquet de la Varenne, évêque d'Angers, qui l'occupa jusqu'en 1625 ; Louis de Balzac, évêque de Noyon, qui mourut à Chézy en 1625 ; Louis de Bassompierre, évêque de Saintes (1648), après lequel vient François de Nesmond qui introduisit à Chézy la réforme de la congrégation de Saint-Maur (1).

Le prieuré clunisien de Coincy, après avoir été tenu en commende au commencement du XV^e^ siècle, était revenu au régime régulier sous lequel il se releva de ses ruines ; mais, à la mort du prieur Godebout, son généreux bienfaiteur, il retomba dans son premier état,

(1) *Gall. Christ.*, t. IX. — CORLIEU, *ubi supra*.

même avant la conclusion du Concordat de Léon X, puisque ce traité est de 1515 et que, dans des lettres de 1511, Louis Jouvenel des Ursins s'intitule *prieur commendataire* de Coincy. Ce dernier, conseiller du roi, était de cette famille illustre des Ursins qui posséda la seigneurie d'Armentières près de Coincy, donna deux archevêques à Reims et produisit d'autres personnages importants. Louis était aussi chanoine de cette métropole et archidiacre de Brie; il tint en commende, pendant douze ans, le prieuré de Saint-Thibault de Bazoches avec celui de Coincy. Il mourut en 1520. Sous son priorat, le roi d'accord avec le Pape ayant imposé une taxe sur le Clergé, répartie par doyennés, et trouvant des obstacles à son paiement de la part des supérieurs des communautés religieuses, donna, le 29 mars 1516, à Amboise, une déclaration pour le règlement de cette imposition dans le ressort des justices des églises du Valois réputées de fondation royale. Le rôle du doyenné d'Oulchy qui renfermait alors celui de Neuilly, comptait dans son enclave 18 prieurés et 35 cures soumis à la taxe. Ensuite les récalcitrants furent sommés de la part du roi et du pape, et notamment le prieur claustral de Coincy, par un grand vicaire de Soissons, de la payer sans délai sous peine d'excommunication (1).

Le prieur intervint, cette même année, avec Nicole Courtefoy, chambrier de Coincy, dans un traité passé entre les religieux et Guillaume Tartarin, vicaire perpétuel du bourg. Ceux-ci prétendaient, en leur qualité de curés primitifs, que le vicaire devait venir faire son eau bénite au couvent et assister aux processions qu'ils faisaient dans leur cloître les dimanches, aux fêtes du Saint-Sacrement, aux Rogations et autres solennités générales commandées par le roi, et y faire porter cierges, croix, bannières, habits de chœur par son clergé; y convoquer ses paroissiens et enfin assister à la bénédiction des rameaux à Pâques fleuries. Tartarin n'ayant pas paru à cette bénédiction avait « troublé », par cette absence, le prieur et les religieux qui le firent

(1) CARLIER, t. II, p. 254. Etat de la Chambre des Comptes.

ajourner aux requêtes du Palais pour répondre « en cas de saisine et de nouvelletés pour raison dudit trouble ». Tartarin vaincu, promit de s'acquitter de ses devoirs à leur égard (1), mais les mêmes difficultés s'étant représentées en 1587 et au XVII[e] siècle, les religieux eurent encore gain de cause. Il fut arrêté que le sacristain du prieuré aurait, en l'église de Coincy, les deux tiers des offrandes et les quêtes, aux jours solennels, pourrait célébrer la seconde messe aux services funèbres des défunts du bourg et la première aux grandes fêtes; donner la bénédiction au prédicateur de l'Avent et du Carême, même le jour du Vendredi-Saint, où le curé est obligé de prêcher au couvent, afin de constater d'une manière permanente la supériorité des religieux sur le curé ou vicaire perpétuel.

Jacques Jouvenel des Ursins, neveu de Louis, et comme lui conseiller au Parlement, prit l'habit religieux à Cluny pour pouvoir devenir après lui prieur régulier de Coincy et de Saint-Thibault. C'était une sorte de protestation contre le régime que son oncle avait introduit dans ces bénéfices. Pendant son priorat commencé en 1522 et qui finit en 1557, il paraît avoir pris le titre « d'humble prieur du prieuré conventuel de Coincy » comme il fit dans un bail de location de huit arpents de marais, dits les *Prés de l'Incelin*, aux manants de Coincy-la-Poterie, pour une rente d'une poule et de 12 deniers par ménages. Il reçut, en 1538, de Dom Etienne Musset, aumônier et vicaire général du prieuré, 200 écus au soleil pour faire l'acquisition de la chapelle Saint-Maur, récemment édifiée par feu D. Maur, bachelier en théologie, chambrier de Coincy, à la charge de trois messes par semaine. Le titre de cette fondation, passé devant les notaires royaux de la prévôté d'Oulchy, ne porte qu'à quinze le nombre des religieux du prieuré. Un an après il obtenait du pape Paul III des lettres contre ceux qui s'étaient enrichis des dépouilles du prieuré de Saint-Pierre à la Chaux de Soissons, membre de Coincy (2).

(1) Traité de 1518, au *Recueil sur Coincy*.
(2) *Gall. Christ.*, t. IX. — *Recueil, etc.* Ce prieuré n'était plus conventuel,

Diverses affaires de dîmes que Jacques Jouvenel eut à traiter démontrent combien leur perception était toujours compliquée et quels arrangements elle nécessitait. Après un procès qui resta, une année entière, pendant au Parlement, il y eut un arrangement, en 1524, entre lui Jean Le Cointre et Me Lacarie, curé de Veuilly-la-Poterie, sur les dîmes de ce village, passé en présence de noble homme Robert de Ville et Pierre des Mortiers, demeurant au château de Neuville en Laonnois. Par ce traité, le tiers des dîmes fut assigné au curé pour « sa portion canonique » et le reste aux religieux comme « grands curés d'icelle cure ». En 1229, il baillait ce tiers au curé pour 20 livres et les offrandes (1).

Un autre conflit plus grave « en matière de nouvelleté » s'éleva, en 1541, entre le prieuré, toujours comme curé primitif, et Me Thomas Cauchon, seigneur de Chantereine, chanoine de Reims et curé de Ciry-Sermoise, les religieux prétendant percevoir les deux tiers par indivis de toutes les grosses dîmes tant anciennes que « novalles » de ce lieu. Or, voilà que le procureur de Thomas fait enlever une belle nuit le tout sans rien laisser à ceux-ci. Le chanoine soutenait que, pourvu canoniquement de la cure, toutes les dîmes des terres « novalles » mises en culture depuis quarante ans lui appartenaient, que depuis seize ans son procureur les prenait sans opposition et que les religieux ne pouvaient réclamer que le tiers des anciennes. On entra néanmoins en conciliation. Me Cauchon et D. Etienne, « procureur et vicaire, tant au spirituel qu'au temporel, de noble et scientifique personne frère Jacques Jouvenel des Ursins », convinrent que les deux tiers réclamés appartiendraient au couvent et l'autre au curé, le partage ayant lieu dans la grange dîmeresse des religieux, lesquels, en outre, auraient toutes les dîmes du vin anciennes et novales, en payant à Me Cauchon, au lieu

(1) Les dîmes de Veuilly étaient baillées pour 55 liv., le 29 juillet 1575, par D. Adam Ravineau, prieur de Coincy, à Me Antoine Mosnier, curé de ce lieu, et en 1664, pour 275 liv. à l'un de ses successeurs, par Messire de la Mauve, aussi prieur de Coincy.

d'un poinçon et caque de vin « mesure d'Ayne », trois poinçons sur le dîmage de Ciry, ni du pire, ni du meilleur (1). Tout porte à croire que Me Cauchon était de la famille de messire Cauchon, évêque de Beauvais, fils d'un vigneron rémois, l'un des juges de Jeanne d'Arc. Il y eut aussi, en 1543, une sentence de séparation du dîmage de Ciry entre le curé de Vasseny, Me Martin Géhot, et Jacques Jouvenel. Malgré ces accords les dîmes de Ciry demeurèrent un sujet de litige entre les curés et le prieuré, puisqu'une sentence vint régler, en 1610, leurs limites entre l'un d'eux, Jean Lévêque, et les religieux, aux plaids tenus à Ciry en « l'auditoire royalle » et que les mêmes difficultés reparurent encore dans les années 1618 et 1681.

Jacques des Ursins étant mort en 1562, le prieuré fut tenu par Claude de Guise, abbé commendataire de Cluny, puis donné, en 1568, à Charles des Ursins et, en 1574, à D. Adam Ravineau, religieux et aumônier de Saint-Remy de Reims, qui le gouverna de 1562 à 1582. Lui aussi eut à régler des questions de dîmage. Il fit assurer au prieuré, en 1573, par sentence du Parlement, la moitié de celui de Beuvardes et de Marlemont que le curé Aubert avait fait saisir. Sachant que ses moines n'ayant pas assez de revenus pour leur entretien, s'étaient plaints au roi des souffrances que leur causaient la rareté des vivres, sans toutefois qu'ils eussent manqué de faire l'office du jour et de la nuit, il leur donna, en la personne de D. Jean Couvreur, prévôt du prieuré, « la maison et ferme de Coincy avec ses terres et ses droits de rouage, vinage, afforage, lots, vents et ventes, mairies; les deux tiers des dîmes de grains, les offrandes des quatre jours notaux appartenant au prieur à Ciry, à Sermoise et à Salsogne, à l'exception du clos de vignes de Ciry, des confiscations, aubains, main-mortes, dîmes de vin et droits de pressoir ». Il se réservait aussi une chambre pour son homme d'affaires, ses serviteurs et ses gens lorsqu'ils viendraient à Ciry faire les vendanges, recueillir les dîmes et pressurages,

(2) Lettre du garde-scel de la prévôté de Château-Thierry. *(Recueil, etc.)*

et une écurie pour leurs chevaux et harnais. Mais le prieur serait exempté, moyennant 5 sous de cens, de la rente de 300 livres qu'il devait aux religieux, à la charge de continuer à dire la messe du matin de la Sainte Vierge, avec mémoire des trépassés à son intention. L'abbé de Cluny, Claude de Guise, approuva cette donation de D. Ravineau (1) qui au moins savait distraire de sa part du prieuré de quoi subvenir aux nécessités de ses moines avec lesquels régulièrement tout devait être en commun.

Un de ses parents, moine et grand prieur de Saint-Remy de Reims, D. Matthieu Ravineau, posséda Coincy en 1580. Quatre ans après, il conféra le bénéfice de la sacristie de Saint-Phal à D. Olivier Duru, prieur de Montgru, son fondé de pouvoir. Après avoir soutenu un long procès au bailliage de Château-Thierry (2) contre messire Jean de Rosse, curé joanniste d'Epieds, et Me Jean Aubert, curé de Beuvardes, au sujet des novales, des friches et *bastis* mis en culture à Coincy et dans ces paroisses, il fit un accord avec eux en l'*Hôtel de l'Ange*, à Coincy, le 19 octobre 1585. Quant à D. Duru il fut le bienfaiteur du prieuré, dont il était moine en même temps que prieur de Montgru, car il lui donna une partie de maison avec moulin à l'huile près du grand étang des religieux, qu'il avait achetés d'un Nicolas Hatte, *paticier* à Fère, moyennant qu'on lui ferait un anniversaire à la suite duquel on distribuerait au célébrant 6 sous, à chaque religieux un quart d'écu et autant à treize pauvres, principalement « vieilles gens »; au sacristain pour le luminaire un demi-écu, au pitancier 40 sous pour la récréation des moines. L'abbé de Cluny approuva ce don en 1587, et en 1595, Pierre d'Espinac, archevêque de Lyon, devenait prieur commendataire de Coincy (3).

Après l'affaire des religieuses de Notre-Dame de

(1) Carlier, *Hist. du Valois.* — *Gall. Christ.*, t. IX.
(2) Les procès des Moines de Coincy, étaient ordinairement portés devant le prévôt royal de cette ville où il y avait un substitut du procureur du roi. L'audience se tenait sous la petite halle à Coincy, près du lavoir public. Là était le carcan destiné aux condamnés à l'exposition.
(3) *Recueil sur Coincy.*

Soissons et l'ouverture de la châsse du Saint-Suaire à Saint-Corneille de Compiègne, le seul acte de l'épiscopat de Foucauld de Bonneval qui se présente à nous est la confirmation de la fondation d'une collégiale du titre de Saint-Quentin à Berzy le Sec, la seule de patronage et collation laïque qui subsista dans le Diocèse. A l'église de ce village, non moins remarquable que celle de Courmelles, est attenant encore aujourd'hui un château rebâti au commencement du XIV^e^ siècle et d'autant plus digne de fixer l'attention qu'il n'a subi que peu de mutilations. Sa petite chapelle, ses bâtiments adossés contre les remparts à l'intérieur, ses galeries couvertes, la partie supérieure de la porte d'entrée munie de deux tours sont des siècles suivants. L'extrémité de la galerie couverte avait un prolongement en bois qui mettait le château en communication avec l'église. On pouvait ainsi se cantonner dans les deux édifices, comme le firent les Huguenots après la prise de Soissons en 1567. Berzy avait trois hameaux, Chazelles, Léchelle et Vigneux, qui formaient sa seigneurie et vicomté. Saint-Médard de Soissons y avait dès 871 un domaine et un moulin; le château devint une des onze mairies de la châtellenie de Pierrefonds.

C'est dans l'église de Berzy que messire Nicolas de Louvain, chevalier, maître d'hôtel du roi, vicomte de Berzy, seigneur de Rognac, Nesles, Charentigny, Vigneux, Léchelle, Vierzy et Chazelles, fonda le chapitre de Saint-Quentin, en reconnaissance « des grâces éminentes, biens et dotations que Dieu lui avait données et baillées en ce monde mortel ». Il le composa de six prébendes dont l'une fut annexée et incorporée à la cure de Berzy et mise à la collation du chapitre. Les cinq autres étaient réservées à la nomination du fondateur et de ses successeurs, seigneurs de Berzy, comme patrons laïques, et à l'évêque de Soissons pour les lettres de provision. Le curé, qui devait toujours être le doyen de la collégiale, avait le prééminence sur ses collègues qui devaient avec lui célébrer l'office quotidien, conformément aux règles du Diocèse et acquitter les messes fondées en la chapelle du château par Claude de Lou-

vain, évêque de Sisteron, le même dont Nicolas de Louvain avait appuyé l'élection au siège de Soissons, et par Antoine de Louvain, oncles du seigneur de Berzy. Le chapitre, présentateur au décanat uni à la cure, était décimateur avec Saint-Médard, mais le curé, comme tel, avait une portion des dîmes qui lui avait été concédée sans doute en faveur de sa dignité de doyen. Il y avait à Berzy le fief de *Labarre*, de la *Burye* ou *Cour l'Evêque* dont Nicolas de Mouchy, écuyer, prit possession au nom des députés du pape chargés de vendre pour 50,000 écus de rentes des églises du royaume (1).

La dame de Seinseigne, femme du fondateur, et vicomtesse de Berzy, non contente de renoncer à tous ses droits de douaire et autres privilèges fixés par son contrat de mariage, donna à la collégiale beaucoup d'ornements auxquels elle avait travaillé de ses mains. La fondation ainsi réglée et les prébendes dotées, l'évêque lui donna son approbation le 24 et le chapitre de la cathédrale le 27 mars de l'année 1524.

Nicolas de Louvain ne fut pas plutôt décédé qu'Antoine de Louvain, son unique héritier, contesta au chapitre de Berzy la donation de la ferme de Charentigny dont son oncle, disait-il, n'avait pu disposer, n'en étant possesseur qu'à titre précaire, mais il s'entendit, le 21 mars 1525, avec les chanoines à qui il donna une autre ferme au hameau de Visigneux avec quelques autres biens (2). Cet arrangement n'en fit pas moins perdre au chapitre une partie de sa dotation, aussi l'office fut-il réduit aux seuls dimanches et fêtes chômées, à celle de Saint-Quentin, patron de l'église, et à une messe basse quotidienne que Jacques de Hacqueville, évêque de Soissons, fut obligé, encore par suite de la décroissance des revenus, de réduire, en 1620, à une seule par semaine. Les chanoines durent se soustraire à l'obligation de la résidence devenue impossible, et un

(1) Archiv. de Berzy. — La princesse de Chimay, née de Saint-Fargeau, fut la dernière dame de Berzy. La justice haute, moyenne et basse de Berzy, était exercée par un bailli.

(2) La ferme de Visigneux ou *la Maison brulée*, était louée, au siècle dernier, à Charles Pillu, architecte à Soissons, au nom du chapitre, par Deléan, curé et doyen de Berzy. (Archiv. communales).

dernier règlement du 31 octobre 1733 ayant fondu ensemble les revenus des prébendes et une rente de 2 muids de blé sur les terres du château léguée par la femme du fondateur pour l'acquit de douze obits solennels le premier lundi de chaque mois, leur assistance fut bornée à ces seuls jours et aux deux fêtes de Saint-Quentin, en l'honneur duquel on avait institué une confrérie. Le doyen, obligé comme curé à la résidence, fut seul chargé d'acquitter l'office canonial les dimanches et fêtes avec un clerc-laïc payé sur les revenus de la collégiale.

Enfin, les prébendes, devenues bénéfices simples, furent conférées à des curés voisins de Berzy par les seigneurs de ce village. Ils s'y rendaient tous les premiers lundis du mois pour acquitter les obits de la dame de Berzy. En 1690, Annibal d'Estrées, marquis de Cœuvres et seigneur de Berzy, songea à faire transférer la collégiale en son château de Cœuvres, mais il trouva dans les chanoines une opposition si ferme et si constante qu'il dut, tout grand seigneur qu'il était, renoncer à son projet.

Des usages singuliers et bizarres se conservèrent longtemps à Berzy, à Chazelles et à Villemontoire, villages rapprochés les uns des autres. Antoine de Louvain avait fait bâtir à Chazelles une chapelle dédiée à Notre-Dame pour la commodité des habitants de ce hameau et y avait même établi une confrérie en son honneur. Il y en avait également une à Charentigny avec le titre de succursale, laquelle fut depuis réunie avec ses revenus à l'église paroissiale de Villemontoire (1). On célébrait à Chazelles, le 8 septembre, jour de la Nativité de la Sainte-Vierge, une fête champêtre dont la première danse était adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, au profit de la chapelle. On y faisait aussi la fête des bergers à la messe de minuit. Tous

(1) La Chapelle de Chazelles était décorée de peintures murales presqu'entièrement effacées, ce petit édifice servant de grange. La cure de Berzy possédait à Charentigny une maison dépendante de la chapelle. Elle était louée, en 1649, par Me Noël le Vacher, prêtre chanoine de l'église de Laon, et curé de Berzy. Ce dernier est auteur d'une carte du Diocèse de Soissons. (Archiv. de Berzy.)

ceux du hameau et des villages des environs s'y rendaient et offraient un agneau mâle orné de rubans et de fleurs et entouré de cierges. Lorsque la messe de minuit cessa d'être célébrée à Notre-Dame de Chazelles par faute de chanoines résidant à Berzy, la cérémonie se fit en ce village même, par le curé, doyen de la collégiale, ou dans l'une des paroisses voisines occupée par l'un des chanoines. Cette cérémonie des bergers à Noël était du reste assez en usage dans le diocèse de Soissons et s'est même vue quelquefois de nos jours.

A Berzy, les villageois s'exerçaient à faire des grimaces et celui qui faisait la plus belle en public, le 8 novembre, recevait une récompense. Ils avaient du reste de nombreux modèles à imiter dans les têtes grimaçantes des mascarons qui ornaient les chapiteaux et les corniches des églises romanes du pays. Le même usage tout à fait inexplicable dans son origine et dans son but, et qui persévéra longtemps, avait lieu à Villemontoire. Le jour de la Nativité de la Sainte-Vierge, trois chanoines de la cathédrale, accompagnés des officiers du chapitre, seigneur de Villemontoire, venaient présider cette scène burlesque. Tous les grimaciers, rangés sur une estrade, donnaient à tour de rôle un échantillon de leur savoir faire et les juges du camp décernaient le prix à celui des concurrents qui avait fait la plus belle grimace, c'est-à-dire la plus horrible figure. Cette fête cessa, dit-on, parce qu'un des grimaciers fut frappé de la foudre au milieu même de ses exercices. Un bas-relief représentant le jeu de la grimace existait autrefois au-dessus du portail de l'église du village qui s'appelait *Villemanthuy* ou *Villemothuis la Grimace* (1).

V. — Quatre années après la fondation de la collégiale de Berzy, Foucauld de Bonneval quitta son Eglise de Soissons, dont il se sépara, disent les historiens, au grand regret de ses diocésains, pour s'attacher à celle de Bazas, par permutation avec Symphorien Bullioud, évêque de cette ville. Bientôt après, ce fut Bazas et le

(1) Cabaret, *mss.*, t. II, p. 361. — Le prix consistait parait-il en un beau pourpoint rouge, selon M. Babeau, dans sa *Vie rurale dans l'ancienne France*.

prieuré de Layrac qu'il échangea avec Jean de Plas, pour Périgueux, où il fit son entrée solennelle le 1er janvier 1532. Il dicta, le 17 juin 1540, son testament par lequel il léguait à son abbaye de Bénévent 550 livres pour la fondation de son obit et demandait qu'on l'inhumât devant le grand autel de sa cathédrale. Il mourut le 20 du même mois, mais son corps fut déposé, selon les Sainte-Marthe, d'après le calendrier de l'Eglise de Limoges, dans la chapelle de Saint-Martial (1). Son successeur à Soissons avait lui-même quitté le siège de Glandève pour celui de Bazas.

Symphorien Bullioud était né en 1480, à Lyon, d'une famille honorable et qui s'était toujours distinguée par la culture des lettres. Son père, Guillaume Bullioud, était président au siège présidial de Lyon et y mourut le 24 décembre 1496. Sa mère, Catherine Varinier, était fille de Jean, seigneur de Tanay. Symphorien, chanoine de Saint-Just, à Lyon, et conseiller-clerc au Parlement de Paris, avait été nommé, le 7 juin 1508, par Louis XII au siège de Glandève. L'année suivante, il s'était adjoint comme grand-vicaire, tant au spirituel qu'au temporel, Claude Bullioud, chanoine de Saint-Pierre et Saint-Paul de Lyon, son parent, et avait résigné sa charge de conseiller à Maurice Bullioud, son cousin, qui mourut le 27 mai 1541, prieur de Saint-Samson d'Orléans et doyen de Saint-Marcel de Paris. Benoît Le Court dédia à ce dernier, en 1548, son Commentaire sur les *Arresta Amorum*. Symphorien avait mérité, par ses connaissances administratives, la confiance de Louis XII qui lui confia le gouvernement de Milan et le nomma ensuite son ambassadeur à Rome, avec mission de terminer ses différends avec le pape Jules II. Il y resta jusqu'en 1512 et on croit qu'il assista au concile de Pise lorsqu'il fut transféré à Lyon, puisqu'il retira son adhésion aux actes de Pise, dans le concile de Latran, où il fut envoyé avec plusieurs évêques pour souscrire à ce dernier, au nom de l'Eglise de France.

Lorsque, le 27 décembre 1520, Symphorien Bullioud

(1) Extraits de ce calendrier, *apud* Labbe, Bibl., t. II, p. 60.

quitta Glandève pour Bazas, il venait d'être nommé l'un des douze aumôniers de la chapelle du roi, et, en 1523, François Ier le faisait grand-maître de son Oratoire et conseiller d'Etat. Il joua un rôle important dans les deux assemblées où furent décidées la confiscation des biens du connétable de Bourbon et les conditions du traité de Madrid. Il perdit contre son chapitre, devant le Parlement de Bordeaux, un procès au sujet de la couverture de sa cathédrale aux réparations de laquelle il fut condamné à consacrer chaque année 1,000 livres de son revenu (1).

Tels étaient les antécédents de Symphorien Bullioud lorsqu'il fut transféré, le 1er juillet 1528, à l'évêché de Soissons, dont il prit possession solennellement, non le 6 septembre comme l'ont avancé plusieurs historiens, mais le 27 août. Pendant les cinq ans et quatre mois qu'il gouverna cette Eglise, il déploya un grand zèle pour son bien spirituel, tenant son synode annuel, s'y faisant rendre un compte détaillé de l'état du diocèse par ses archidiacres et publiant des statuts synodaux pour la réforme des abus (2). Il fit aussi imprimer des antiphonaires et soutint les droits de sa crosse en obligeant la duchesse de Vendôme à lui rendre son hommage pour le comté de Soissons. Fidèle aux traditions de sa famille, il aimait les sciences et protégeait ceux qui les cultivaient. Ce serait même lui qui aurait produit à la cour de François Ier Henri-Corneille Agrippa, médecin et philosophe, venu à Lyon en 1524 (2).

Quoique l'invention de l'imprimerie remontât au milieu du XVe siècle, ce n'est que longtemps après qu'elle s'établit à Soissons. En effet, le premier Missel soissonnais imprimé sortit des ateliers de Denis Maheu, aux frais de Regnault Chauldière, libraire juré de l'Université. C'est aussi à Paris que les *Statuta synodalia* de Symphorien Bullioud furent imprimés en 1532. La description de la fameuse procession faite à Soissons deux ans auparavant, en 1530, et dont le récit va suivre,

(1) *France pontificale*, Soissons, p. 76.
(2) DORMAY, t. II, p. 516 - 518. — ROUSSEAU, *mss.*, t. II, p. 18. — *Gallia Christ.*, t. IX. — *Statuta synodalia*, Paris, 1532, in-4° et in-8°.

fut éditée à Paris par les soins de Geoffroy Tory, de Bourges, libraire, rue Saint-Jacques, à l'*Enseigne du Pot-Cassé*. Ces livres eussent été certainement imprimés à Soissons si cette ville eût eu un établissement de ce genre.

Cependant, par le traité de Madrid, où figura Symphorien Bullioud, François Ier, fait prisonnier à Pavie, recouvrait sa liberté, laquelle fut suivie de celle des enfants de France donnés en otages (1530). Le retour des jeunes princes fut célébré par des *Te Deum*, dès feux de joie, des pièces de poésie, mais nulle part peut-être on ne déploya, en cette occasion, plus de pompe et de magnificence qu'à Saint-Médard de Soissons. Ce fut même un des événements les plus marquants non-seulement de l'histoire du monastère, mais encore de l'épiscopat, d'ailleurs assez rapide, de Symphorien Bullioud.

Saint-Médard avait eu pour premier abbé commendataire Charles de Luxembourg, évêque de Laon, nommé par le roi dès 1502, treize ans avant le Concordat. Son successeur, Jean Olivier, religieux de Saint-Jouin en Poitou, homme de beaucoup d'esprit, passionné pour la gloire et les honneurs, qui du reste ne lui firent pas défaut, était de cette famille Olivier fort puissante à la cour et qui occupa les plus hautes charges de la magistrature. Son père, Jacques Olivier, était procureur au Parlement; son frère, Jacques Olivier de Leuville, y était premier président et son neveu, François Olivier, devint chancelier de France après Matthieu de Longue-Joue, évêque de Soissons. Il avait donc trouvé parmi les siens des moyens assurés d'élévation. D'abord conseiller du roi, il devint successivement aumônier et vicaire-général de Saint-Denis, dont il eût été abbé si le roi n'avait annulé son élection, grand aumônier de la reine de Navarre, abbé de Saint-Médard et de Saint-Crépin-le-Grand et finalement évêque d'Angers. Olivier travailla aux Grandes chroniques de France ou de Saint-Denis, et, comme on l'avait chargé de composer l'histoire de François Ier, il prenait la qualification d'*Historiographe de France*. C'était surtout son savoir qui lui avait donné

entrée à la cour de ce prince artiste et lettré. Il assista au concile de Pise, suivant une attestation de 1512 où il déclare qu'il avait quitté Saint-Médard pour s'y rendre, le 2 août 1511 (1). Il souscrivit aussi, en 1512, à des lettres que ce synode adressa à l'Université de Paris au sujet d'un ouvrage intitulé : *De l'autorité du pape*, publié par Thomas de Vio, depuis cardinal Cajetan, pour relever le pouvoir du chef de l'Eglise qui avait souffert beaucoup d'atteintes pendant la tenue de ce concile.

Donc, Jean Olivier, à l'occasion d'événements qui portaient la joie dans tout le royaume, avança de deux années, soit de lui-même, soit, comme quelques-uns le pensent, par « grand cause et par exprès commandement du roi, » la célèbre procession des *Pardons de Saint-Médard*, qui avait lieu tous les cinquante ans et avait été célébrée la dernière fois en 1482. Quoiqu'il en soit, il n'avait pas cru pouvoir trouver une meilleure occasion de faire descendre les *capses* et *fiertes* de Monseigneur saint Grégoire-le-Grand, de Monseigneur saint Médard et de plusieurs corps saints gisants en l'abbaye, en attendant la résurrection universelle, et de les faire porter en procession dans la ville de Soissons jusqu'en l'église cathédrale où se dirait la messe solennelle. Il communiqua son dessein à ses religieux, au chapitre de Saint-Gervais, aux officiers du roi et à ceux de la ville qui, tous « joyeulx du dict advis et bon propos, » promirent de contribuer de tout leur pouvoir à la splendeur de la cérémonie.

En conséquence, Me Arthur, prévôt de la ville, fit publier à son de trompe par tout Soissons, les jours de marché, ladite procession afin que chacun « se mist à son devoir de prier Dieu pour le roi. » On en fit faire autant à Compiègne, à Laon et autres villes voisines. De son côté, l'abbé envoya « semondre » et inviter tous les prélats, chevaliers, abbés, gentilhommes et officiers du Soissonnais à assister aux cérémonies. On sait que

(1) Ildefonse Vrayet, *Mém. pour l'Histoire de Saint-Médard*, mss., de D. Grenier, t. 54.

tous les vassaux du monastère étaient obligés, sous peine de confiscation de leurs fiefs, de comparoir en personne, « en armes et bâtons, à la procession toutes les fois qu'on descendait la fierte de saint Sébastien. C'était au détenteur du *fief Roland*, donné, disait-on, à l'abbaye par le fameux Roland, du temps de Charlemagne, et possédé alors par noble homme Me Louis Martin, conseiller et avocat du roi en la connétablie, maréchaussée et amirauté de France, maître des requêtes et bailli du Palais, à semondre et convoquer les autres vassaux ou tenans fiefs pour assister à la procession. Averti par l'abbé de remplir sa commission, Me Martin fit sommer chacun d'eux par le héraut d'armes de l'abbaye d'y paraître le dernier jour de juillet, à cinq heures du matin, « en armes et habillements de défense. »

Dès le samedi, veille de la grande solennité, le seigneur abbé procéda, vers cinq heures du soir, à la descente des « fiertes et capses du lieu hault et éminent » où elles reposaient et on les déposa dans le chœur de l'église sur des tables couvertes du linge le plus fin. Pour éviter le tumulte, on n'avait pas indiqué l'heure de cette cérémonie, et, dès midi, on avait fermé les huis et portes de l'église, à la garde desquelles vingt-quatre archers avaient été préposés. On n'avait laissé passer que les prélats et les gentilshommes qui arrivaient de toutes parts, mais la presse était telle que deux cents personnes du peuple parvinrent à entrer. La descente se fit au son des grosses cloches, aux accords harmonieux de l'orgue accompagnant les chants des religieux. Chaque fierte était portée par deux prélats en chappe et en mitre, précédés de leurs chapelains et de leurs crosses. L'abbé général de Prémontré, docteur en théologie ; les abbés de Saint-Vincent de Laon, d'Ourscamps, de Cuissy, docteur en théologie ; de Saint-Barthélemy de Noyon, de Joyenval, de Saint-Jean-des-Vignes, d'Igny, d'Essômes, de Saint-Nicolas-au-Bois, de Valchrétien, de Valsery, de Lieu-Restauré, de Chartreuve, de l'Isle, de Valsecret remplirent tour à tour cette fonction. Chaque fois qu'une châsse arrivait

dans le chœur, huit *trompetteurs* sonnaient mélodieusement de leurs trompettes et vingt-quatre archers en livrées, une torche à la main, se plaçaient autour de la table qui la recevait. Mais ce fut à la fierte de saint Sébastien qu'on rendit les plus éclatants honneurs. Les chevaliers et les gentilshommes s'avancèrent au-devant d'elle jusqu'au lieu d'où on la descendit, et les abbés de Prémontré et de Saint-Vincent de Laon la reçurent la dernière sous un ciel de drap d'or fort riche porté par le seigneur de Longueval, maître d'hôtel du roi; le seigneur d'Estrées, le seigneur de Haraucourt, capitaine de Coucy, et le seigneur de Diseux, et précédé par le seigneur de Dammard, vicomte de Soissons, accompagné de deux chevaliers; le seigneur d'Hartennes, capitaine de la ville, et le seigneur de Colembert, capitaine du château de Soissons. Après cette pieuse opération suivie du *Te Deum* chanté en « grande exultation, » tous les prélats et les gentilshommes se rendirent à l'abbatiale où ils furent noblement hébergés (1).

Pendant la nuit du samedi au dimanche, les portes de Soissons restèrent ouvertes, tant il arrivait de monde de toutes parts à pied, à cheval, en bateau. Les hôtelleries et les maisons particulières ne suffisant pas pour loger cette multitude, on en reçut dans les abbayes et sous des tentes qu'on dressa dans la campagne. Les pèlerins, divisés par troupes, chantaient un cantique dont le refrain était :

Mettez la chandelle à l'huis,
Il est nuit,
Mettez pâtés au four,
Il est jour.

Pour maintenir l'ordre parmi cette foule de pèlerins et de curieux, des sergents avaient été placés aux portes et parcouraient les rues qu'on avait éclairées avec des chandelles et des lanternes. C'était surtout à Saint-

(1) Le seigneur de Longueval, Nicolas de Bossut — d'Estrées, Antoine, vicomte de Cœuvres — De Dammard, Louis de Fleurigny — D'Hartennes, Charles de Roye.

Médard que l'affluence était énorme, chacun voulant toucher ou baiser les châsses; aussi fut-on obligé de laisser les huis ouverts et de les faire garder par vingt-quatre sergents. Un pareil nombre de gentilshommes, vassaux du monastère, durent même veiller toute la nuit, bien *embattonnés*, auprès des fiertes, avec douze religieux pour empêcher la confusion. Le prévôt, outre le nombre ordinaire des sergents, avait établi cinquante autres *verdz gallans* qui s'habillèrent à leurs dépens, quoique leurs fonctions dussent cesser avec la circonstance, d'une livrée de rouge et de blanc, couleurs de la ville. Cet officier, prévoyant l'affluence, avait aussi fait en sorte que toutes les hôtelleries « et vendeurs de victuailles » fussent bien approvisionnés afin de prévenir le renchérissement des subsistances. Il avait aussi fait défense que personne, excepté les gentilshommes et fieffés de Saint-Médard, les officiers et les sergents, portât bâton, sous peine de grosses *mulctes* (amendes). On prétend qu'il ne vint pas à cette fête moins de trois cent mille personnes de Noyon, de Compiègne, du Cambrésis, de la Thiérache, de la Champagne, de la Brie et autres villes et provinces. On ne vit pas non plus, de mémoire d'homme, une plus splendide réunion de prélats, de gens d'église, de nobles, de gentilshommes et de personnes de tout état et condition. La rivière était couverte de bateaux chargés de monde.

Enfin, le grand jour annoncé trois semaines à l'avance commence à luire. Dès cinq heures du matin, le seigneur du fief Roland, Louis Martine, ordonne de réunir à son de trompe tous les vassaux de l'abbaye, et en fait l'appel nominal, en présence de l'abbé entouré de son bailli, de son procureur, de son greffier, de ses sergents et de tous ses officiers, devant le grand portail de l'église. La plupart répondirent en personne, se montrant disposés à « s'armer tout à blanc » ou autrement, selon le bon plaisir du seigneur abbé. Celui-ci, vu la grande chaleur, leur ordonna d'armer seulement leurs serviteurs, pourvu qu'eux-mêmes fussent « honnestement et gorgiasement accoutrés selon leur état, ainsi qu'il affert à une si grande solennité et selon la nature de leurs fiefs. »

Ceux qui ne comparurent pas soit pour raison du service du roi, soit pour cause de maladie, de vieillesse ou autres excuses légitimes, ne durent pas être inquiétés; quant aux autres, le seigneur abbé donna ordre, par l'organe de son bailli, au seigneur du fief Roland de saisir ou faire saisir par son serviteur, le hérault d'armes de l'abbaye, tous leurs fiefs et de les faire « régaler et exploiter soubs sa main en la manière accoutumée. »

Cependant, arrive pompeusement le chapitre de la cathédrale avec tout le clergé des églises collégiales de la ville, tant régulier que séculier, qui venait au-devant « des benoitz corps saincts. » Le cortège ne tarda pas à partir de l'abbaye en se déployant dans l'ordre suivant : En tête de la procession marchaient les enfants des écoles et collèges sur deux rangs, accompagnés de leurs régents. Après eux venaient les confrères et pèlerins de Saint-Jacques, au nombre de trois cents, avec leurs bannières, puis les jeunes gens de la ville, au nombre de quatre cents, portant chacun une torche à la main, tête nue, avec un *chapellet* de pervenche et autres fleurs, et vêtus de riches habits de soie et de taffetas. Le Prince de la jeunesse marchait le dernier précédé de sa bannière à grande croix blanche. Il était élu tous les ans, le 25 avril, dans la salle capitulaire de Saint-Crépin-le-Grand, par les jeunes gens de la ville. Le 1er mai, cette confrérie allait chercher un mai dans les bois prochains et revenait tirer des arquebusades sous les fenêtres de l'évêque. Outre ces quatre cents torches vertes, il y en avait encore plus de huit cents autres envoyées par la dévotion des particuliers et de différentes couleurs, sans compter le grand nombre de cierges des confréries. Au troisième rang venaient les quatre cents archers de la confrérie de Saint-Sébastien, de Soissons, en hoquetons aux couleurs de la ville, l'arc à la main et la trousse de flèches au côté ; ceux des compagnies de Péronne et autres villes voisines, suivis de leurs rois, capitaines et connétables vêtus de « heuques » et de cottes de soie brodées, accompagnés de leurs bannières.

Le clergé formait la troisième section. C'était d'abord

sur deux rangs les frères mineurs, les paroisses, les collégiales de Notre-Dame-des-Vignes, de Saint-Pierre-au-Parvis, les religieux de Saint-Crépin-en-Chaye, de Saint-Léger, de Saint-Jean avec leurs croix; puis, aussi sur deux rangs, à droite, les chanoines de Saint-Gervais précédés de leur croix et de l'eau bénite, ayant près d'eux leur sous-chantre en riche chape semée de fleurs de lys, le bâton « cantorial » à la main; à gauche, les religieux de Saint-Médard et de Saint-Crépin-le-Grand, portant aussi de riches chapes, mêlés ensemble, Jean Olivier étant à la fois abbé des deux monastères, et précédés également de leur croix et de l'eau bénite, ayant près d'eux leur chantre vêtu d'une chape pareille à celle du chantre du chapitre et tenant aussi le bâton « cantorial. » Au milieu de ces deux lignes s'avançaient les prélats en habits pontificaux portant « les fiertes et corps saints » et environnés chacun des gentilshommes vassaux de Saint-Médard « bien embastonnés et gorgiasement accoutrés. » Chaque fierte était portée par un abbé et un chanoine de la cathédrale ayant un prêtre habillé en diacre pour les soulager, et quatre personnes, une torche à la main, pour les accompagner, en tout trente-six torches aux armes de la ville, sans compter trente-six autres données par l'abbé et portées par des gens en livrée aux couleurs de la ville. Le long de la procession allait et venait le prévôt de Soissons, monté sur une petite mule, pour maintenir l'ordre dans le cortège, avec ses cinquante sergents qu'il avait placés sur divers points. Noble homme Robert de Valencourt, capitaine de Boursault et gruyer de Saint-Médard, parcourait aussi les rangs un bâton à la main, ainsi que Jacques Petit, procureur du roi, qui faisait les fonctions de maître des cérémonies.

Les châsses venaient dans l'ordre suivant : 1° La fierte de Madame sainte Médrisme, vierge, sœur de Monseigneur saint Médard, portée par l'abbé de Valsecret et Me Jean Lamy, bachelier en théologie, chanoine et pénitencier de l'Eglise de Soissons; quatre gentilshommes richement vêtus et « embastonnés » de haches et de hallebardes cheminaient de chaque côté, et quatre

porte-torches devant avec le chapelain de l'abbé portant sa crosse. Chaque châsse était ainsi accompagnée. — 2° La fierte des saints Innocents portée par l'abbé de Chartreuve. — 3° La fierte de saint Flor et de ses six frères martyrs portée par l'abbé de Lieu-Restauré. — 4° La fierte de Monseigneur saint Marian, de saint Pélage et de saint Maure, martyrs, portée par l'abbé de l'Isle. — 5° La fierte de Monseigneur saint Abdon et Sennen, martyrs, portée par l'abbé de Valsery. — 6° La fierte de Monseigneur saint Proth et saint Hyacinthe, martyrs, portée par l'abbé de Valchrétien. — 7° La fierte de saint Marin, sainte Marthe, sa femme, saint Audifax, saint Abacuch, leurs enfants, portée par l'abbé d'Essômes. — 8° La fierte de saint Mard et saint Marcellin frères, martyrs, portée par l'abbé de Saint-Nicolas-au-Bois. — 9° La fierte de saint Tiburce, saint Marcellin, prêtre, saint Pierre, exorciste, martyrs, portée par l'abbé de Saint-Jean des Vignes et l'abbé d'Igny. — 10° La fierte de saint Gildard, frère de saint Médard, de saint Remy et saint Romain, archevêques de Rouen, confesseurs, portée par l'abbé de Joyenval et par Me Nicolas Laffiene, chanoine de Soissons. — 11° La fierte de saint Médard, patron de l'abbaye, portée par l'abbé de Saint-Barthélemy de Noyon et Me Albain des Avenelles, chanoine et chantre de Soissons. Elle était en forme de *bahut* tout d'ivoire et fort richement « férié » en fermoirs de fin or. Le dais de drap d'or sous lequel elle s'avançait était tenu par quatre gentilshommes, le seigneur de Salency, de la noble lignée de Monseigneur saint Médard, gouverneur de Chauny; le baron de Villers-Hélon, le baron de Chevreux et le baron de Quedeleux, accompagnés de six autres armés de haches et de hallebardes et de six porte-torches. Elle était suivie par le prieur de Belleval et le sous-prieur de Saint-Léger en dalmatiques de diacre en drap d'or, tenant sur la poitrine des livres ornés d'or et de pierreries. — 12° La fierte de saint Grégoire, portée par l'abbé d'Ourscamp et Me Vallerand de la Haye, grand doyen de la cathédrale de Laon. Elle était en forme de *layette* d'argent et on y lisait cette inscription en

caractères antiques : *Feretrum Sancti Gregorii, P. P.* Elle était aussi sous un dais d'or, portée par les seigneurs de Diseux, de Nampcel, du Fay, élu de Soissons, et de Bonnelle. Elle était accompagnée du même nombre de gentilshommes et de porteurs de torches que celle de saint Médard et suivie par le prieur de Saint-Pierre à la Chaux, par le prieur et le sous-prieur de Saint-Jean des Vignes en tuniques de diacre en drap d'or et portant les textes de l'Evangile ornés d'or et de pierreries.

Enfin apparaissait la châsse, objet principal de la cérémonie, celle de saint Sébastien, portée par l'abbé de Prémontré et Guillaume Vatin, chanoine et archidiacre de Tardenois, vicaire général temporel et spirituel de Révérend père en Dieu Monseigneur l'Evêque de Soissons. Cette fierte, en forme de longue *layette* d'argent, pesait, comme celle de saint Grégoire, environ 200 marcs d'argent doré et portait cette antique inscription : *Feretrum Sancti Sebastiani, martyris*, et passait pour une superbe pièce d'orfèvrerie. On y voyait fixé douze flèches. Le dais qui la recouvrait, aussi de drap d'or, était porté par de nobles chevaliers: le seigneur de Longueval, bailli de Vermandois, en place du comte de Rethel, seigneur de Donchery sur Meuse; le seigneur d'Estrées, capitaine général des Albanais de France, en place du comte de Roye, pour le fief de Missy sur Aisne; le seigneur de Haraucourt, en place du seigneur de Hausalise, grand bailli de Liège, pour le fief de Hanziennes; le seigneur de Stanage, guidon de la compagnie du duc de Vendôme, gouverneur de Picardie, en place du seigneur de Genlis, pour le fief d'Abbécourt sur Oise. Elle était accompagnée des seigneurs d'Hartennes et de Colembert, précédés chacun de « quatre trompéteurs qui sonnoient mélodieusement » à chaque carrefour, à l'entrée et à la sortie des églises, et escortée de douze nobles des torches à la main. En avant des trompettes, deux hommes, aux livrées de la ville, portaient dans un linge fin une masse d'œillets, de violettes, de marjolaine et autres fleurs qu'ils semaient avec profusion sur les pas de la procession. Devant ceux-ci, le seigneur de Dammart, vicomte de Soissons, en riche costume, portait

l'étendard de Saint-Sébastien, qu'il avait fait fabriquer pour la circonstance « de neuf tout exprès bien gorgias et à ses armes » sur le modèle de celui que son aïeul avait fait faire pour la procession de 1482. En avant du vicomte marchait encore un gentilhomme armé de toutes pièces avec tous les ménétriers de la ville jouant du hautbois, du cornet, de doulcines, harpes et autres instruments. Tout autour de la châsse se groupaient le reste des gentilshommes du pays en grand équipage. Le drap d'or, la soie, les chaînes d'or n'avaient pas été épargnés par eux et brillaient avec profusion dans ces riches costumes du XVI^e^ siècle. La châsse de saint Sébastien était aussi suivie de douze archers de la compagnie et à la livrée de Charles I^er^, duc de Vendôme, comte de Soissons, qui n'avait pu assister à la cérémonie, étant obligé de se trouver à l'entrée de la reine et à la réception du Dauphin à Paris.

Après le cortège des châsses venait celui de l'abbé de Saint-Médard. Assez loin devant ce prélat marchaient les deux baillis de l'abbaye et de Vic-sur-Aisne, la verge à la main, et Jehan Sconin, chanoine trésorier de l'Eglise de Soissons, doyen de Saint-Vaast, conservateur des privilèges de Saint-Médard et vicaire général de l'abbé dans l'exercice de sa juridiction spirituelle en l'exemption de Saint-Médard. Après eux venaient M^e^ Martine, seigneur du fief Roland, enfin l'abbé, en superbe chappe d'or et portant une mitre rehaussée de broderies d'or et de pierreries. Il avait devant lui « deux petits collatéraux » habillés en diacres portant la serviette et le grémial doré ; derrière lui ses chapelains, à sa droite l'abbé de Saint-Vincent de Laon ; à sa gauche celui de Cuissy, faisant diacre et sous-diacre et revêtus de tuniques de velours cramoisi parsemées de fleurs de lys d'or. Ils portaient aussi la mitre et tous trois étaient précédés de leurs crosses abbatiales. Martine avait devant lui, entre deux appariteurs tenant leurs masses d'argent doré, Fendal, héraut d'armes de l'abbaye, une verge à la main, portant une cotte d'armes de taffetas blanc rayée de fils d'or, aux armes du seigneur abbé, qui étaient deux grandes clefs et un bras tenant une épée en

signe du domaine spirituel et temporel de l'abbaye, le tout peint d'après le modèle de celles de l'ancienne procession. Cet immense cortège se terminait par tous les officiers de la justice de la ville, après lesquels venaient en bon ordre Matthieu le Turc, lieutenant-général du bailli de Vermandois, gouverneur de Soissons, les gouverneurs de Compiègne, de Laon, de Noyon et autres ; les marchands, les bourgeois et habitants de ces villes et toute la masse du peuple.

La procession se dirigeant vers la cathèdrale, lorsque les fiertes de saint Médard, de saint Grégoire et de saint Sébastien furent entrées dans la ville, le seigneur d'Hartennes, capitaine de Soissons, fit faire une décharge générale de l'artillerie de la place. On devait s'acheminer par les rues du Pont, du Pot-d'Etain, de l'Estaple, la Grande-Rue, le Grand-Marché et la rue des Cordeliers. Toutes ces rues, par ordonnance du prévôt, avaient été tapissées et « plusieurs beaux mystères » y furent représentés « pour récréer les procédents. » Par malheur, le ciel s'étant couvert de nuages, la curiosité de la foule et de tous ceux qui garnissaient les fenêtres fut trompée. La procession monta tout droit par la *Grosse-Tête*. L'entrée de saint Sébastien dans la ville n'en fut pas moins accueillie « en grande liesse » par les dames qui garnissaient les fenêtres et par toute la population de Soissons. Elle fit verser des larmes de joie et adresser au ciel les prières les plus ferventes pour le roi.

Ce fut l'abbé de Saint-Médard qui célébra la messe solennelle à la cathédrale, accompagné des abbés de Saint-Vincent et de Cuissy, qui chantèrent l'Epître et l'Evangile en mitre. Quatre abbés non mitrés chantèrent le verset du répons et quatre abbés mitrés celui de l'*Alleluia*. A l'élévation, les trompettes et les clairons sonnèrent pour « esmouvoir les cœurs à la vénération du Saint Sacrement, à la prière pour le roi et la paix. » Au milieu de la messe, il y eut sermon solennel dans le cloître par Jacques Mautrasse, franciscain, docteur en théologie, *escolier* de la reine de Navarre et gardien des Cordeliers de Soissons. Il avait pris pour texte ces paroles : *Beati oculi qui vident quæ vos videtis*. L'office

achevé, la procession reprit, dans le même ordre, le chemin de Saint-Médard, sauf les chanoines qui restèrent en leur église et qui furent remplacés aux châsses par des religieux de Saint-Crépin et de Saint-Médard. L'orage qui avait éclaté sur la ville étant calmé, le cortège passa par les rues Saint-Remy, Saint-Antoine, la Grand-Rue, devant Notre-Dame, Saint-Pierre au Parvis, la Boucherie, franchit le Pont et rentra à Saint-Médard, où les châsses reprirent leurs places sur les tables qui les avaient déjà reçues, dans le chœur de l'église. Quatre religieux furent commis à leur garde avec douze archers un cierge à la main et douze autres chargés par les gentilshommes de tenir les bâtons des dais pendant le reste du jour jusqu'à ce qu'elles fussent remontées.

Après la cérémonie religieuse eut lieu un banquet en l'hôtel abbatial, où prirent place dans quatre salles plus de quatre cents personnes, chevaliers, nobles, gentilshommes, officiers. On y servit plus de cent plats de « mets et viandes exquises. » Les plus élevés en dignité occupaient la grande salle et furent servis par quatre maîtres d'hôtel, Me Gaston Olivier, seigneur de Mauny; Arthur de Jouaignes, prévôt de Soissons; Nicolas Alnequin, contrôleur et bailli de l'Evêché; Jacques Petit, procureur du roi au comté, et ainsi des autres salles. La pièce la plus remarquable du menu fut une superbe carpe pêchée, vers ce temps-là, dans les étangs de l'abbaye. Elle n'avait pas moins de quatre pieds et demi de long sur deux de large. Elle parut si phénoménale, dit le chanoine Cabaret, que, pour en conserver la mémoire, on la fit graver sur un des bancs de pierre de la salle du chapitre où on la voyait encore de son temps (1). « Noble homme et saige » Me Louis Martine, en sa qualité de détenteur du fief Roland, présenta la coupe au seigneur abbé de Saint-Médard et devait continuer de lui donner à boire pendant tout le festin, mais l'abbé, en considération de sa charge de conseiller et avocat du roi, ne voulut pas souffrir, malgré ses instances, qu'il le servît plus de deux fois au commencement et à la fin

(1) CABARET, *mss.*, t. I, p. 552.

du banquet auquel il lui fit prendre place. Après la dernière fois, l'abbé lui bailla la coupe qui était de vermeil et pesait avec son couvercle 3 marcs et demi. Cette coupe revenait de droit au seigneur du fief Roland en cette occasion et au festin que donnait l'abbé lors de son installation.

Ce seigneur devait aussi, après les grâces, adresser une allocution à l'assistance. Martine prit pour texte de la sienne : *Hæc est dies quam fecit Dominus.* Il démontra que c'était Dieu qui, en effet, avait mis fin aux adversités du roi, rendu les princes, préservé « en pays pestiféré » le roi, Madame, les princes du sang, les légats, l'amiral et les autres princes et seigneurs qui avaient travaillé à « cette salutifère paix et délivrance ; » qu'on devait donc se réjouir, ainsi que pour la descente cinquantenaire des corps saints de l'abbaye de Saint-Médard. Il ne manqua pas de faire l'éloge de l'abbé Olivier, auquel il appliqua le texte : *Oliva speciosa in campis dedit odorem suavitatis suæ.* Il était, disait-il, le véritable Olivier demeurant en son abbaye hors de la ville et aux champs, qui avait rendu par la procession « l'oudeur de sa suavité spirituelle » et par ce banquet « son honneteté naturelle et cordial amour qu'il a pour la couronne de France. » L'orateur, s'adressant ensuite aux chevaliers et gentilshommes, les exhorta à la constance dans l'adversité et à la défense de la foi chrétienne, et ajouta d'autres semblables choses avec application de textes. A son tour, le seigneur abbé se leva « nue teste et en grande révérence » remercia l'assemblée de l'honneur qu'elle avait rendu à Dieu, au roi, à son église et à lui-même, en assistant à la procession solennelle, lequel « redonderoit » à leur propre honneur et à celui du pays soissonnais pour s'être montrés si bons Français. Les prélats et les gentilshommes remercièrent aussi l'abbé de la bonne chère qu'il leur avait faite et se retirèrent « honnestement et joyeusement. »

L'abbé aurait bien voulu faire remonter les châsses avant le départ de sa noble société, mais la presse était si grande dans l'église que « les huys étoient déjà rom-

pus » et que les sergents et les archers n'étaient plus maîtres des portes. On remit donc cette cérémonie après les offices de la nuit, afin de laisser un libre cours à la dévotion du peuple, mais les matines terminées, on ne fut pas plus avancé, car l'église ne désemplissait pas; « à voir par les lampes, il sembloit que le peuple tombast des montaignes comme gresle en ceste vallée de Soissons. » Les églises de Saint-Médard et de Saint-Laurent étaient « garnies de confesseurs placés autour des piliers et parois fort pressés et qui y avoient besogne (1). » Il fallut donc différer encore jusqu'à six heures du soir de la journée du lendemain, 1er août, le replacement des châsses. Tous les prélats étant partis, elles furent portées par l'abbé Olivier et Vallerand de la Haye, grand-doyen de Laon, « et remontées en hault lieu où il a plu à Notre-Seigneur Jésus-Christ eslire leur repos. »

On peut juger, par ces extraits du récit composé à l'occasion de la procession de 1531, de l'éclat qu'on savait donner aux pompes religieuses au XVIe siècle et du talent du Soissonnais Jacques Petit, son auteur. Me Jacques Petit, d'une famille bourgeoise notable de Soissons dès le XVIe siècle, procureur du roi au comté, ayant rempli en cette circonstance les fonctions de maître de cérémonie et de maître d'hôtel au banquet qui couronna cette journée, c'était à lui que devait revenir la gloire d'en transmettre le souvenir à la postérité. Il intitula son travail : *Relation de la grande procession qui fut ordonnée le dimanche dernier juillet 1535, par Jean Olivier, abbé de Saint-Médard, conseillier du roy, chroniqueur de France.* Il fut imprimé à Paris, en 1580, chez Tory, de Bourges, et réimprimé plusieurs fois dans un petit livre ayant pour titre : *La Vie et le Culte de Saint-Sébastien* (2).

(1) Note d'anciens auteurs cités par BRAYER (Collect.)

(2) *La Vie et l'histoire du culte de S. Sébastien avec des instructions et des prières à l'usage de la confrérie du même Saint.* Cet ouvrage dédié à Arnauld de Pomponne, abbé de Saint-Médard, contient les indulgences accordées par le pape à cette confrérie, un règlement pour les confrères; la relation de la procession de 1530, des prières, des litanies en l'honneur du Saint, son Office propre à l'usage de l'abbaye. On y voit gravées les armes de cette dernière et celles de Pomponne. (Bibl. FOSSÉ D'ARCOSSE.) — BERLETTE, *mss.* — DORMAY, t. II, p. 421 à 449. — ROUSSEAU, *mss.*, t. II, p. 20. — CABARET, *mss.*, t. I, p. 552.

Jacques Petit devait quelques années après, en sa qualité de procureur du roi de la ville, haranguer, à Saint-Jean des Vignes, l'empereur Charles-Quint. Charles Petit, peut-être fils de Jacques, qui vivait en 1567, laissa des *Mémoires sur la prise de la ville par les Huguenots.* Dans les deux siècles suivants, d'autres membres de cette famille se firent un nom dans la médecine et dans les lettres.

Geoffroy Thory, en annonçant le livre de Jacques Petit, disait naïvement à ses lecteurs : « Lisez de bon cœur, je vous supplie, et vous verrez que la vallée de Soissons n'est seulement à préférer au lieu délectable de Tempé..... mais est le sanctuaire de glorieux saints, le siège des premiers chrétiens..... vous trouverez qu'en cette fructueuse vallée y a un olivier qui de sa bonne et savoureuse uberté a étendu les branches de sa magnifique libéralité tant à la louange de Dieu qu'à la publique joie de tous les nobles qui assistèrent à ladite procession..... » Ce libraire, homme de lettres, comme le furent souvent ses confrères, avait composé lui-même, à cette occasion, les vers latins suivants adressés à la France :

TORINUS BITURIGICUS AD GALLIAM.

Gallia da summo sanctissima vota tonanti,
Regia quod proles in tua templa redit.
Talibus es felix fatis melioribus : ergo
Prona Deo laudes succine perpetuas.
Nobilis exemplum præbet tibi Suessio, quando
Tam pia sacra Deo Relligiosa facit.

L'abbé Olivier, qui cultivait aussi les belles lettres et la poésie latine, composa à son tour le quatrain suivant qu'il fit graver en grosses lettres sur le portail de l'abbaye :

Regia quod soboles vinclis redit ecce solutis
Estque, illis salvis, pax bene firma comes.
Has merito grates consulta Suessio Olympo
Solvit lætitiam testificata suam.

Célébrée en vers et en prose la procession de Saint-Médard vit bientôt sa renommée se répandre dans toute

la France et surtout à la cour. Tous les yeux semblèrent un instant se tourner vers le monastère et particulièrement sur son abbé. On ne parlait que de sa magnificence, sans songer qu'elle coûtait bien cher à l'abbaye qu'elle avait grevée d'une dépense immense. Celle-ci avait déjà à s'occuper de payer sa part des deux millions d'écus imposés sur le peuple par François Ier, pour la rançon de ses deux fils, et que celui-ci ne put payer à cause de la famine et de la peste qui l'avait déjà décimé. Aussi les communautés se virent-elles dans la triste nécessité de se faire autoriser à aliéner une partie de leur revenu et de vendre des terres, des fermes, qui conservèrent le nom des monastères et des églises auxquelles elles avaient appartenu, quoiqu'elles fussent passées dans des mains laïques.

Ce fut peut-être autant pour le tirer du pas difficile où ces dépenses l'avaient mis que par les protections puissantes qu'il avait à la cour qu'Olivier fut nommé évêque d'Angers en 1532. Cette récompense parut assez suffisante pour qu'on pût l'obliger à céder son abbaye à François de Rohan, archevêque de Lyon, qui lui abandonna en retour l'évêché d'Angers, dont il était administrateur.

Jean Olivier, avant de quitter Saint-Médard, avait songé à rétablir la paix fort troublée entre cette abbaye et celle d'Ourscamp et mit sans doute à profit dans ce but la présence de son abbé à la procession de 1530. Il s'agissait de droits de justice des fermes des *Grandes Loges* et des *Deux Puisieux*, situées entre Vic-sur-Aisne et Carlepont. L'abbé de Saint-Médard céda la basse justice à celui d'Ourscamp dans ces fermes, à condition que son maire prêterait serment devant le bailli de Saint-Médard en la châtellerie de Vic-sur-Aisne, et que les amendes qu'il infligerait appartiendraient à chacun des deux abbés par moitié. L'abbé d'Ourscamp, de son côté, abandonnait à celui de Saint-Médard la haute et la moyenne justice en ces fermes et y reconnaissait ses droits de dixmage de champart et de terrage. Enfin, l'abbé de Saint-Médard rendit perpétuel un bail de 60 ans fait à Ourscamp par son prédécesseur, de 12 muids

de terre annexés aux *Grandes Loges*, moyennant le versement de 12 livres 12 sous (8 deniers parisis par essein) de rente annuelle à la recette de Vic-sur-Aisne (1).

Le monastère de Saint-Médard venait de jeter son dernier éclat. Désormais il ne fera plus que décroître et tomber de plus en plus dans le relâchement jusqu'à ce que la Congrégation de Saint-Maur vienne y introduire la réforme, réparer ses pertes, relever ses bâtiments ruinés par les Huguenots et y faire revivre l'ancienne régularité bénédictine. François de Rohan étant mort, en 1536, Saint-Médard échut à Jean de Lorraine, cardinal du titre de Saint Onuphre qui lui succéda aussi dans l'archevêché de Lyon. Il fut nommé par François Ier et confirmé par Paul III en 1537. Jean céda Saint-Médard, en 1540, à Hippolyte d'Est, cardinal de Ferrare, qui obtint du roi, au mois de mai 1558, deux foires par an et un marché hebdomadaire pour le bourg de Vic-sur-Aisne, lesquels furent confirmés dans la suite au cardinal Louis d'Est nommé abbé par Grégoire XIII, en 1574. Il était enjoint aux habitants de Vic, de Berny-Rivière, Fontenoy, Nouvron, Morsain, Moulin-sous-Touvent, Haute-Braye, Sacy-Saint-Christophe, Bitry, Soucy, Puiseux, de la châtellenie de Vic; à ceux de Cuisy, Tartiers, Villers-la-Fosse, Osly-Courtil et leurs hameaux formant la *potée* de Cuisy-en-Almont, d'y apporter leurs denrées. Louis d'Est, pour éviter tout conflit entre lui et les religieux, fit partager les biens du monastère en deux menses l'an 1575, dix ans après sa ruine par les Huguenots (2).

VI. — Tandis que Saint-Médard s'acheminait vers une décadence irrémédiable, Saint-Crépin le Grand se débattait encore entre la commende régulière et la séculière qui ne devait pas tarder à l'atteindre. Son abbé Olivier, dès sa nomination en 1517, fit fulminer, le 17 septembre,

(1) Rousseau, *mss.*, t. II, p. 19. — H. Martin, *Hist. de Soissons*, t. II, 379. Cet auteur prétend que Jean Olivier, devenu évêque d'Angers, fut obligé de céder son abbaye à Pierre Olivier, son neveu. Il est certain qu'il permuta pour cet évêché dont l'archevêque de Lyon était administrateur.

(2) Dormay, t. II, p. 436. — Rousseau, p. 102, t. II. — *Gall. christ.*, t. IX.

dans le monastère, par Guillaume Cornet, archidiacre de Soissons, et signifier, à l'évêque Foucauld de Bonneval, par le prêtre Toussaint Roger, la bulle obtenue du pape Jules II par son prédécesseur, impliquant la commende. Celle-ci produisit bientôt un vif dissentiment avec le chapitre de la cathédrale qui refusa d'assister, selon le vieil usage, aux offices de l'abbaye à la Saint-Crépin, l'abbé, presque toujours absent, n'y célébrant plus l'office solennel et ne s'y faisant pas remplacer par un autre abbé ou prélat. Cette querelle durait encore vers 1660, quoique les religieux eussent pris l'engagement d'inviter un prélat à officier ce jour-là ou, à son défaut, un des dignitaires du chapitre (1).

L'abbaye fut mise en demeure, en 1519, de produire un état de ses amortissements et Nicolas Boutin, avocat au Parlement et commissaire du roi « sur le fait des francs-fiefs et nouveaux acquêts dans le duché de Valois », le gouvernement de Coucy et la seigneurie d'Epernay, fit saisir ses revenus dans ces diverses circonscriptions. Toutefois il ne tarda pas à donner main-levée de la saisie, Jean du Saussoy, prieur du couvent et son fondé de pouvoir, ainsi que celui de l'abbé, lui ayant montré des amortissements de Philippe IV de 1300, de Louis VII de 1156 et attesté que tous les biens de la maison avaient été depuis longtemps soumis à cette obligation (2).

L'introduction de la réforme à Saint-Crépin-le-Grand en 1532, par arrêt du Parlement, mit à découvert la situation réelle du monastère. Trois religieux, Nicolas Barthélemy, Pierre de Grandrû et Jean Boulant, ayant élevé des prétentions à la chambrerie de Béthisy, qu'ils voulaient sans doute posséder comme en commende, l'abbé et le couvent soutinrent que c'était un office claustral, qu'elle devait être réunie à l'abbaye et son revenu employé au vestiaire conformément aux titres de fondation. La cour prit de là occasion d'ordonner par provision à l'évêque de Soissons, supérieur ordinaire

(1) Dom HÉLIE, *Hist. de Saint-Crépin-le-Grand.*
(2) *Ibid.* et *Recueil de choses mémorables sur Saint-Crépin-le-Grand*, p. 264 et 270.

de l'abbaye, de la faire visiter par deux religieux réformés, agissant comme ses vicaires, pour y établir les réformes qu'ils jugeraient nécessaires. En même temps Arthur de Jouaignes, écuyer, prévôt de Soissons, fut chargé de veiller à l'exécution de l'arrêt qui portait la date du 31 mai. Par un autre arrêt il était enjoint au prélat de nommer pour ses vicaires visiteurs Charles Chevalier et Pierre Bénard, religieux prêtres de Saint-Martin des Champs qui demeuraient alors à Notre-Dame de Soissons, où ils avaient naguère introduit aussi la réforme, avec menace, en cas de refus, de la saisie de son temporel.

Symphorien Bullioud, en présence d'une pareille injonction d'un pouvoir temporel s'immisçant dans des affaires spirituelles, devait purement et simplement résister. Il prit le parti contraire et nomma visiteurs les deux religieux qui commencèrent leur visite le 6 août, en présence de l'abbé et la terminèrent le 13. Le résultat de leurs investigations fut celui-ci : Il y avait encore à Saint-Crépin 20 religieux sans compter l'abbé, dont 10 prêtres, 9 novices et un frère convers; ils vivaient sous la règle bénédictine; entre onze heures et minuit ils se levaient pour chanter matines; à six heures ils disaient la messe de la Sainte-Vierge, prime à sept heures, puis la messe matinale; à neuf heures tierce suivi de la grand'messe et de sexte; à onze heures ils allaient au réfectoire, après quoi chacun rentrait dans sa cellule. On chantait none à une heure, vêpres à quatre, comprenant celles de tous les saints, les vêpres canoniales et celles de la Sainte-Vierge; après le souper complies, puis le coucher au dortoir.

Les visiteurs n'apportèrent à ces exercices que de légères modifications. En effet la journée et la nuit des religieux à Saint-Crépin se trouvaient bien et pieusement remplies. En revanche ils dressèrent un état très détaillé des réparations à faire à l'église et aux lieux réguliers et n'oublièrent pas les meubles et les habits nécessaires aux religieux. L'abbé, selon l'usage des commendataires, se mettait fort peu en peine de toutes ces choses et le chambrier, loin de fournir aux pauvres

moines les habits et la subsistance, convertissait à son profit les revenus de cet office destiné de tout temps à cet emploi. Les commissaires ordonnèrent d'abord provisoirement que le chambrier fournirait sans retard à chaque religieux une robe de drap noir, un chaperon, une jaquette ou soutane de blanchet, quatre chemises de serge blanche, un froc de serge noire, dans lequel il n'entrait pas moins de 6 aunes d'étoffe, deux coules de même couleur, deux paires de chaussons, deux paires de souliers, une paire de bottes doublées de blanchet pour l'office de la nuit, un bonnet noir, deux ceintures de laine, etc.; et dans le cours de la présente année une garniture de lit consistant en un matelas, une couverture de blanchet et trois aunes et demie de même étoffe pour faire des draps, un loudier (une couverture), un traversin et un coussin rempli de plumes.

Ils ordonnèrent encore que le chambrier résidât dans le monastère et que les 9 livres 10 sous tournois pris pour chaque religieux sur le revenu de la chambrerie pour les habits de jour seraient remis annuellement à l'argentier qui fournirait aux religieux et même au chambrier les autres meubles nécessaires, dans les temps marqués. Pour subvenir aux réparations des bâtiments qu'ils avaient trouvés dans un état déplorable, et remonter la sacristie qui manquait des choses les plus nécessaires au service divin, il ne fallut pas moins de 2,776 livres, somme fort considérable à cette époque où une aune de toile pour nappes d'autel ne coûtait que 5 sous et une paire de souliers que 7 sous 6 deniers, puisqu'elle aurait équivalu à plus de 20,000 livres du XVII[e] siècle. Il fut enjoint à l'abbé, qui avait ces réparations à sa charge, de les faire exécuter au plus tôt.

Cette visite ordonnée par la puissance temporelle, mais provoquée par la conduite de l'abbé à l'égard de ses moines, qu'il laissait dans la pénurie de tout, n'arrêta pas ses desseins ambitieux car, s'il dut échanger Saint-Médard contre l'évêché d'Angers, il conserva Saint-Crépin où il nomma pour son vicaire D. Jean du Saussaye, sous-prieur du couvent, D. Nicolas Pépin, exerçant alors la charge de prieur. L'évêque abbé n'oublia pas cepen-

dant tout à fait ses moines dans sa brillante fortune. Il s'unit à eux, au mois d'avril 1538, pour empêcher Jean de Gonnelieu de s'emparer de la seigneurie de Pernant, mais, en cette même année, il se démit de l'abbatiat de Saint-Crépin.

En déposant sa démission entre les mains des religieux, l'évêque d'Angers avait peut-être dessein de mettre sa conscience en repos au sujet de la commende. Peut-être aussi voulait-il en même temps faire élire par eux Pierre Olivier, son neveu, secrétaire du roi, d'autant plus que celui-ci n'était pas moine de Saint-Crépin et qu'en effet les religieux l'élurent dans l'espoir d'échapper encore à la commende. Ces précautions furent vaines : Pierre ne garda son abbaye que jusqu'au 24 août 1541, année où il mourut. Le jour de ses obsèques on fit de grandes aumônes aux pauvres et ses religieux le pleurèrent comme un père et un bon pasteur qui leur avait été trop tôt enlevé. Il fut le dernier abbé élu canoniquement ; ses successeurs entrèrent « non par la porte mais par la fenêtre » (1). Quant à Jean Olivier, son oncle, il était mort le 12 avril 1540. Nicolas Bourbon vante beaucoup ses ouvrages en vers et composa lui-même plusieurs épitaphes en son honneur qui furent gravées sur des plaques de cuivre que l'on appliqua sur son tombeau.

Sur ces entrefaites, c'est-à-dire en 1530, Symphorien Bullioud devint abbé commendataire de Val-Chrétien, dont le dernier abbé régulier avait été Nicolas Bauqueren, en 1521. Après Bullioud, le monastère fut possédé par Pierre Boschet qui avait été curé de Bruyères et qui reconstruisit la ferme de Bellefontaine et l'abbatiale ; ensuite par Nicolas Vauqueson, ancien moine de Saint-Remy de Reims ; enfin par Barthélemy Grangier qui, ayant été élu abbé de Joyenval en 1531, échangea cette abbaye pour celle de Val-Chrétien en 1533. Celui-ci éleva l'autel, l'ambon et la voûte de l'église et fit faire un chandelier d'airain qu'on plaçait au bas du sanctuaire. Il fut inhumé sous l'ambon près de l'autel de la Vierge

(1) D. HÉLIE, *ubi supra*. — *Gall. christ.*, t. IX.

qui faisait partie de cet édifice avec cette épitaphe, sans doute d'un poète du monastère :

Pallida quem diræ rapit inclementia mortis,
Bartholomæus erat, modica conclusus in urna.
Lauduni sancti Martini numinis æde
Religionis onus subiit, qui laude venustus,
Christicolæ Vallis primas fuit atque Jocundæ.
Suscipe Parthenium venientem suscipe Virgo,
Miretur felix lumen Olympiacum.

Grangier avait pris l'habit religieux à Saint-Martin de Laon, comme on le voit par cette épitaphe. La commende après lui continua d'être régulière. Dans la seconde moitié du XVI^e^ siècle, les abbés de Val-Chrétien furent, en 1557, Gérard Gilbaud ; Jean Milon, ancien curé de Bruyères, qui mit de sa propre main les livres de chant en conformité avec l'office divin ; Etienne Dieutegard, en 1585 ; Jean Colletet, en 1597 ; tous deux tirés de l'abbaye de Saint-Denis ; Jacques Bayard, chanoine régulier de Sainte-Catherine du Val des Ecoliers, qui, au bout de quelques années d'une administration difficile et dans l'espoir de gagner la bienveillance du très puissant seigneur de Conflans, vicomte d'Oulchy, donna sa démission en faveur d'Eustache de Conflans, son fils, et ainsi introduisit la commende séculière que Barthélemy Grangier avait entravée d'une manière si louable (1).

Chartreuve, de l'ordre de Prémontré comme Val-Chrétien, tomba en commende en 1531, un an après celui-ci, entre les mains de Jacques Petit qui, si l'on en juge par le silence de l'histoire, ne fit ni bien ni mal. Mais il eut pour successeur, en 1545, un docteur et professeur en médecine, Nicolas Guérin, qui fut un véritable larron et eût englouti tout le temporel si le Parlement, sur les plaintes des religieux, n'y eût mis bon ordre, en arrêtant ses dilapidations et ses folles dépenses. On le força à donner à ceux-ci la vie et l'habit. Guérin leur refusait jusqu'à la portion des biens qui leur appartenaient. L'abbaye jouissait de ceux que les Templiers avaient

(1) *Annal. Præmonst.* — *Gall. christ.*, t. IX. — CARLIER, t. II, p. 582.

possédés dans le pays avant leur suppression. Le successeur de cet intrus fut Jean Panier, qui mourut en 1578 et fut inhumé dans l'église. Après lui vinrent François Brulart, aumônier du roi, archidiacre de Reims, qui refusa de monter sur ce grand siège, mais garda Chartreuve en commende de 1588 à 1601, et au commencement du XVII[e] siècle, François le Picard, aumônier de la reine (1).

Avant de tomber sous ce triste régime l'abbaye de Saint-Yved de Braine avait repris quelque vie. Depuis l'an 1401, où Jean Renaud, l'un de ses abbés, avait assisté à l'appel formulé par Jean Dauvet contre une sentence du pape Pie II, rien de remarquable ne s'y était passé (2). Son trente-deuxième abbé Jean de Bachimont eut à cœur de relever l'honneur de la maison. Il obtint, le 22 février 1501, de Georges d'Amboise, cardinal légat, en exécution d'une bulle d'Alexandre VI, le droit pour l'abbé de Braine de porter la mitre, l'anneau, le bâton pastoral et les autres ornements pontificaux ; de donner la bénédiction solennelle après la messe, les vêpres et les matines, excepté en présence d'un évêque ou d'un légat du Saint-Siège (3).

Bachimont fit surélever le dôme de l'église du monastère et le couronna par une de ces flèches hardies qui s'élevaient en aiguille du centre des transepts des cathédrales et des grandes églises abbatiales. Cette flèche exposée aux coups des orages ayant été frappée de la foudre, on fut obligé de la réduire, ce qui lui enleva toute sa grâce et son élégance. Devenu abbé de Cuissy, puis de Prémontré en 1513, Bachimont conserva Saint-Yved en commende régulière jusqu'à son décès en 1531. Michel Coupson, chanoine régulier de Chambre-Fontaine, son successeur, continua l'œuvre de l'embellisse-

(1) *Gall. christ.*, t. IX. — CARLIER, t. II, p. 581.

(2) Depuis Humbert qui vivait en 1150, S[t]-Ived avait eu pour abbés : Gilles, de Soissons ; Jean, mort en 1287 ; Guillaume ; Martinet-Dumont ; Jean, de Bourgogne ; Guillaume, de Mons, 1328 ; Simon des Arrhes, successivement abbé de Chaumont, de Braine et de Cuissy ; Gilles, de Vailly, 1348 ; Pierre, de Disy, 1380 ; Gilles, de Capons, 1394 ; Jean, de Neuville, 1417 ; Gauthier, 1427 ; Robert Pichet, de Montaigu, 1431 ; Jean Changeur, 1445 ; Gervais, de l'ordre des prédicateurs, 1454 ; Jean Lefèvre, de Limé, 1496 ; Bachimont, 1501. (Cartul. de Braine. — *Gall. christ.* t. IX)

(3) COCHERIS, *Picardie*, t. I, p. 334.

ment de la superbe basilique. Il lui donna beaucoup d'ornements et y fit élever un jubé « d'un travail délicat, dit un auteur, mais trop chargé de figures bizarres et confuses », c'est-à-dire dans le goût de la Renaissance qui mêlait trop souvent, même dans les églises, le sacré au demi-profane. Il fit fondre aussi un grand candélabre de cuivre à sept branches de 15 pieds de hauteur sur 11 de largeur. Selon une inscription qu'il y fit graver cette œuvre d'art fut exécutée en 1539 et devait être conçue dans le style du jubé. Ce morceau, que le même auteur, moins sévère, regardait comme « très délicatement travaillé avec fort beaux reliefs », laissait apercevoir entremêlée dans ses ornements la Salamandre de François Ier. Coupson fut aussi élu abbé de Prémontré en 1533, mais le pape Paul III n'agréa pas cette élection quoique régulière, parce qu'elle était contraire au Concordat et nomma en sa place le cardinal Pisan. Coupson mourut donc abbé de Braine le 24 décembre 1540, et fut inhumé devant la porte de la sacristie. L'année suivante le monastère fut donné en commende séculière à Claude de Longvy, cardinal de Givry (1).

L'introduction de la commende séculière à Saint-Yved eut pour premier résultat la réduction d'un tiers du nombre des religieux qui jusque-là avait été de trente au moins. De Longvy fut le premier abbé commendataire ou le dernier des réguliers par privilège de la pourpre. Il eut pour successeurs Matthieu de Béalrme qui obtint du chapitre général de l'ordre, en 1549, la confirmation d'une location de la ferme de Bruyères; Louis le Fèvre de la Boderie (1590 à 1597); Nicolas Watin 1567; Crépin Vigier 1582; Alexandre de la Mark, fils de Robert de Bouillon, comte de Braine (1625); Louis de la Mark, bâtard de Louis de Mauny; Jean de Holce, évêque (1685); Jacques de Mérille; l'ancien évêque de de Québec (1739); d'Haudoire d'Aigreville (1790).

Deux religieux de Saint-Yved, Amé de la Fontaine, successivement abbé de Chambre-Fontaine, de Cuissy et de Saint-Martin de Laon, et Matthieu Herbelin, ce

(1) *Ubi supra, Gall. christ.*, etc.

dernier surtout, acquirent quelqu'illustration. Herbelin florissait en 1575 et était fils d'un fermier de Lesges, près de Braine, alors de la châtellenie d'Oulchy. On n'est pas d'accord sur l'année de sa naissance qui doit être 1520 ou 1530. Avant sa profession, Jehan Herbelin dit Evrard donna à Saint-Yved un surcens de 16 setiers de blé et de 8 d'avoine, au terroir de Lesges, au profit de Matthieu Herbelin, son fils, chanoine régulier de cette abbaye « pour subvenir à ses nécessités en ladite religion durant sa vie, et, après icelle, iceulx appliquer à la commodité de l'infirmerie (1) ». Herbelin, après sa profession, s'attacha à Saint-Yved où il partagea son temps entre l'étude et les exercices de la vie canoniale. Nommé procureur par la communauté, il s'occupa, avec une rare activité, des affaires temporelles de la maison et lui rendit un éminent service en faisant rédiger des *censiers*, en composant un cartulaire, où les principaux titres des biens étaient transcrits, et en mettant un ordre parfait dans les archives.

Ces recherches relatives aux intérêts temporels du couvent lui firent découvrir dans la poussière des vieux parchemins des faits curieux, des pièces précieuses touchant les comtes de Braine. Il en fit un recueil qu'il présenta, après l'avoir retouché et augmenté à plusieurs reprises, à Guillemette de Sarrebruck, comtesse de Braine, qui en accepta la dédicace (2). C'est cette même dame qui obtint, en 1549, du roi Henri II, l'établissement d'un grenier à sel à Braine, en considération des « grands, vertueux et recommandables services » rendus par son père à son très honoré père et seigneur le roy dernier décédé, tant au faict de ses guerres que en plusieurs autres manières (3). François Ier avait déjà accordé, en 1530, à Robert de la Marck, comte de Braine,

(1) Cette donation fut confirmée par lettres passées en chapitre général à Prémontré, et signées de François Bottié, vicaire général du cardinal de Pisan, abbé commendataire de cette abbaye, docteur en Théologie, etc., le 10 octobre 1549, puis en cour de Rome. (*Collect. Prioux.*)

(2) C'est un très beau manuscrit en parchemin dont les marges sont ornées des armoiries coloriées des seigneurs de Braine. Il est déposé aux archives communales de cette ville, et est un don de M. .....

(3) Archiv. nation., j. j. 260, n° 72, *Registre du Trésor des Chartres.*

et seigneur de Château-Thierry, une seconde foire le jour de Sainte-Croix (1).

Matthieu Herbelin manque de critique ; il admit des fables sur l'origine de Braine et sur les rois de Soissons. Néanmoins c'est dans la première partie de son ouvrage que Melchior Regnault et Claude Dormay ont puisé ce qu'ils racontent sur les premières origines de la ville de Soissons. Ce qui regarde les seigneurs de Braine de la maison de Dreux est traité d'une manière plus solide. André Duchesne lui-même avoue qu'il a composé son *Histoire de la Maison de Dreux*, d'après le Recueil de Matthieu Herbelin. De leur côté, les Sainte-Marthe, au tome II de leur *Histoire généalogique de la Maison de France*, louent beaucoup l'Histoire des comtes de Braine, de Matthieu Herbelin. Ils ajoutent qu'elle est demeurée manuscrite et qu'elle était conservée de leur temps dans la bibliothèque de Nicolas Camusat, chanoine de Troyes. La mort de Matthieu Herbelin était inscrite en ces termes au Nécrologe de Braine : *Commemoratio fratris Matthæi Herbelin sacerdotis et canonici nostri, de confratribus suis bene meriti*, simple éloge qui est bien préférable à tous les panégyriques mensongers que l'on inscrit trop souvent sur la tombe des morts. L'ouvrage de ce bon religieux n'a pas encore été publié (2).

Dans la dernière moitié du XVI[e] siècle, les corps de deux illustres princesses vinrent reposer dans l'église de Saint-Yved. Le premier fut celui de Philippe de Sarrebruck, comtesse de Braine, dame d'honneur de la reine, gouvernante des enfants de France, femme de Robert de la Mark, duc de Bouillon, maréchal de France, morte, le 20 septembre 1570, au château de Braine. On l'inhuma dans la chapelle des comtes, mais le cœur fut déposé devant la Sainte-Hostie. Sa statue reposait sur un socle de pierre dure orné de vingt-quatre colonnettes d'ordre dorique et de huit figurines symboliques représentant la Charité, l'Humilité, la Force, la Patience, l'Espérance, la Foi, la Tempérance, la Simplicité. L'autre dépouille

(1) *Ibid.* 245, n° 260, *ibid. (Collect. Prioux.)*
(2) CARLIER, t. 2, p. 632. — *Annal. Præmonst.* — *Monographie de Saint-Yved*, par S. PRIOUX.

mortelle était celle de Françoise de Brézé, fille de Pierre de Brézé et de la belle Diane de Poitiers, femme de Robert II de la Mark, comte de Braine, laquelle mourut aussi au château de Braine; elle fut placée dans la même chapelle. Son monument funèbre élevé à droite en entrant passait pour un chef-d'œuvre d'architecture et de sculpture et pour l'un des meilleurs morceaux d'art qui eussent encore été exécutés sur une grande échelle depuis la Renaissance.

Le sarcophage se composait d'un soubassement orné sur ses faces de trophées funéraires et aux angles de quatre têtes de chérubins de bronze d'un travail précieux. La statue de la duchesse était couchée sur une table de marbre noir, la tête posée sur un grand coussin de bronze accompagné de quatre autres coussins plus petits, l'un de bronze et l'autre de marbre blanc. Cette figure d'une beauté ravissante, dans l'attitude du sommeil, et dont on disait le visage très ressemblant, était attribuée au célèbre sculpteur Jean Goujon qui a semé la France de chefs-d'œuvre. La princesse était représentée en costume de cordelière, la tête couverte d'un grand voile de marbre noir, les chairs de marbre blanc et la robe de marbre gris, les plis ondulant gracieusement autour du corps. Sur deux plaques de marbre noir on disait la noblesse de son extraction et de celle de son mari, sa piété et sa charité envers les malheureux (1).

VII. — Si alors les donations aux établissements religieux se ralentissaient, celles aux établissements hospitaliers allaient en progressant. Du moins, l'Hôtel-Dieu de Soissons, œuvre capitale du chapitre de Saint-Gervais et dont il faut reprendre l'histoire, ne manqua jamais de bienfaiteurs. Raoul de Clermont, chevalier, seigneur de Montgobert, et Jeanne d'Erblencort, sa femme, lui avaient remis, en 1304, 3 sous nérets de cens sur trois maisons « qui furent cochètes » (ayant appartenu à Emmeline la *Cochette*), « sises près de ladite hostellerie, » rue et place Saint-Gervais, devant la porte de l'Evêché. Hugues « damoiseau, quens » de Sois-

(1) *Monographie de Saint-Yved de Braine et* CARLIER, *Hist. du Valois.*

sons et sire de Chimay, « pour être parconnier des bienfaits et des oraisons qui ont été et seront faits de ore en avant en la dite église, » lui amortit gratuitement certains cens (1). Vers 1307, le chanoine Matthieu de Vassecourt léguait de l'argent aux frères et aux sœurs de l'hospice, et, dans le même temps, Orcant, prieur de Coincy, leur assurait sur l'*Aumône*, ou ferme de l'Aumônerie, à Rocourt, 2 setiers de dîmes (2). Il avait été prévenu en générosité par un curé de Grisolles, village voisin qui, en 1264, avait légué à l'Hôtel-Dieu trois lits garnis (3).

Le nombre de ces frères et sœurs varia beaucoup. De cinq frères et onze sœurs, avec trois servantes, qu'ils étaient en 1355, il n'y avait plus que quatre des premiers et huit des secondes en 1404, ayant pour chapelain Vélu, curé des Fonts, lequel, en cette qualité, rendait ses comptes au chapitre (4). En s'y faisant religieuse, comme Jacquette Lemez, sœur du doyen de St-Vaast, en 1405, on donnait 10 francs pour le « pas » que la « réfroiturière (réfectorière), la dame et le maître » se partageaient par tiers, soit 53 sous 4 deniers pour chacun (5). Le *maître* et la *dame* étaient les supérieurs des deux communautés. En 1309, Renaud de Villiers, lieutenant du grand prieur de France, mandait à Pierre du Mesnil, « maistre de la maison de Pacy-Sainte-Gemme, » en présence de Philippe le Courtois, commandeur de Maupas, et à frère Petit Bon, commandeur d'Arras, de faire payer désormais « au mestre de l'hostellerie Saint-Gervais » la dîme de la vigne de Pacy. Le chanoine écolâtre Watrinet donnait enfin à l'établissement, en 1399, une maison au château de Braine dont le revenu serait pour

(1) Cartul. de l'Hôtel-Dieu (Archives). — A. MATTON, Inventaire des archives de l'Hôtel-Dieu, p. 46. — Melchior REGNAULT, *Hist. de Soiss.* preuv., f° 23.

(2) MATTON, *ibid.*

(3) Ce curé léguait aussi 100 s. à N.-D. d'Oulchy, 40 à l'abbaye de la Barre, 10 à l'église de Grisolles, 40 pour ornements sacerdotaux au curé de Saint-Martin de Chézy, 100 à ses paroissiens avec la remise du blé qu'ils lui devaient.

(4) DORMAY, t. II, p. 44 et 206. — ROUSSEAU, t. I, p. 166. — CABARET, t. I, p. 348.

(5) MATTON, *ibid.*, p. 43.

le directeur, pour la femme qui faisait les lits des malades et pour donner des pitances aux sœurs et aux pauvres (1). Ainsi, en dotant la maison hospitalière, on n'oubliait pas les serviteurs et les servantes des malades. L'un des frères, Jean Pouet, voulut lui-même, en 1410, se mettre au nombre des bienfaiteurs.

Il serait difficile d'établir un précis des revenus de l'Hôtel-Dieu en ces temps éloignés. Néanmoins, les auteurs locaux ont évalué la recette, en 1336, à plus de 52 muids de blé, et 27 d'avoine ; à 374 livres 4 deniers de cens et offrandes, le tout équivalant à 33,000 francs de notre monnaie. Elle fut réduite à la moitié dans le cours du XV^e^ siècle, ce qui nécessita le renvoi des frères. En 1401, elle tombait, en argent, à 24 livres, et la dépense, en 1409, à 315 livres. Le mobilier se composait, en 1336, de 106 lits avec une coute (matelas) ; de 790 aunes de toile, 32 nappes, 10 coutes pointées de soie, une courte-pointe blanche, un estret (lit de plume) et une couverture de toile vauret (de vair), 56 couvertures de malades, 132 pour les hôtes ; 190 paires de draps de malades et 12 toualles (serviettes). La teinture de 10 voiles coûtait 40 sous 3 deniers ; la façon de 63 aunes de toile 26 sous 3 deniers ; celle de 30 aunes de couvrechefs 18 sous, l'aune valant 32 deniers et l'écu 13 sous 4 deniers (2).

Les principaux domaines étaient à peu près les mêmes alors qu'en 1789, mais dans l'espace des siècles, ils s'étaient améliorés et étendus. Ainsi, le chanoine Gérard Lefèvre légua à la maison une vigne à Bucy, en 1410, à cause de la « grande quantité de povres gens qu'on y reçoit, soutient et loge de jour en jour (3). » Deux ans auparavant, un nommé Etienne Lemercier, « par pitié et compassion des pauvres, pour Dieu et en aumosne et en augmentation du vestiaire des dames et sœurs, » leur fit une rente de 4 livres 2 sous sur ses biens pour quatre messes en leur chapelle « à notte bien notablement » au mercredi des Cendres (et jours suivants) dont la rétribution due au chapelain serait de 2 sous pour

(1) MATTON, *ubi supra*, p. 8.
(2) *Ibid.*, p. 68.
(3) *Ibid.*, p. 8.

chacune ; une autre rente de 12 setiers de vin blanc ou vermeil, sain et net, aux « dites dames, suers et frères et aux pauvres d'icelle hostellerie » pour être partagés entre eux et les malades après ces messes, à condition que l'on réciterait ce jour-là « une paternostre et *Ave Maria.* »

Mais de toutes les donations faites à l'Hôtel-Dieu à Acy en maisons, jardins, bois, prés et vignes, en partie par Jean Picard, écolâtre de Soissons, natif de Septmonts et dont le chapitre louait, en 1437, les « bons et loyaux services, » et par un autre chanoine, Gauvin Prévost, en 1438, la plus curieuse fut celle de deux braves gens d'Acy même, Jean Gilbert et sa femme, car elle est un tableau des mœurs de cette époque. En l'année 1408, ces époux « bien advisez et conseillez en leurs consciences, regardans et considérans le grand aaige qu'ils ont, et que doresnavant ilz ne peuvent labourer tant peu de héritages qu'ilz ont, et aussi qu'ils n'ont aucuns hoirs de leurs corps là où se puissent retraire ; considérans aussi les grands biens, charitez et nécessitez qui se font de jour en jour à l'Ostel-Dieu de Saint-Gervais, à Soissons, là où ilz ont repairié et este reçeu doulcement et amiablement par plusieurs foiz et par espécial ou temps des guerres qui ont esté ou dit Soissons et ou pais environ, et que ou dit Hostel-Dieu ilz ont eu saulve une partie de leurs chevances et leurs corps, et pour ce n'en vueillans estre reprins du péchié de ingratitude, mais récompenser le bien à eulx fait, de tout leur povoir et doresnavant penser au sauvement de leurs âmes ; » pour toutes ces raisons, ils donnèrent à l'hospice leurs maison, jardin, verger et vignes à Acy « une cuve à esquiver », deux lits, un escrin, un pétrin, une chaudière, un chaudron, deux pots de cuivre, deux pelles, un pot de *freigiel* (d'airain), deux d'étain, six écuelles d'étain, une *coiffette* (bassine), une crémaillère, un andier (chenet), un gril et autres menues choses composant leur ménage, aux conditions suivantes : « Les dames rendues et gouverneurs de l'Hôtel-Dieu » leur garantiront « mangiers, chauffers, couchiers, levers, vestus de toutes choses affuleis et toutes autres nécessitez quelzconques, bien et conve-

nablement selon leur santé et maladie, et après leur trépas feront enterrer, obsèques et messes bien et convenablement, ainsi que appartient à bons crestiens et crestiennes. » Quant à eux, ils feront « le profit et seront tenus de faire à leur povoir, tant ou dit hostel comme ès membres d'icelui et par espécial en l'ostel » de Sainte-Geneviève « là où ils demeureront tant qu'ilz pourront servir. » Cette affaire fut traitée en leur nom par le chanoine Pierre Garitel et le rendu Martin d'Argent et approuvée par le chapitre le 14 avril 1415 (1).

Dans plusieurs rues de la ville, l'Hôtel-Dieu avait des droits ou possédait des maisons importantes, telles que le fief de l'*Hôtel de la Rose* (1384), avec des dépendances en vignes, vinages, poules, deniers, redevances en vin; un pain et une chandelle exigibles au jour des Brandons « ès sales de mon dit seigneur (évêque) à Soissons. » Il était situé dans la rue conduisant de Saint-Gervais à Notre-Dame, faisant le coin *(touchet)* au bout de la ruelle de Belleu, etc. Cette ruelle de Belleu, qui avait son entrée par la rue de l'Hôtel-Dieu et sa sortie par la Grand'Rue, était un réceptacle d'immondices tel qu'on n'y pouvait passer, et qu'il engendrait pour la maison une horrible infection, surtout pour les salles des malades qui n'avaient d'air et de vue que de ce côté. De plus, les égoûts des bâtiments n'ayant d'autre issue, y produisaient la pourriture des murailles. La ville l'abandonna le 15 novembre 1532, et décida qu'elle serait fermée comme autrefois et que les voisins, qui y avaient des bâtiments, en auraient chacun une clé. On put ainsi l'assainir, mais elle ne fut supprimée qu'après 1642 (2).

L'*Hôtel de Notre-Dame*, rue de la Procession ou de Saint-Antoine, dès 1439, appartenait à l'hospice, qui en avait un autre rue Saint-Antoine ou Girondain, près de la chapelle Saint-Antoine, sur laquelle Charles de Branmer, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, percevait, en 1449, des droits pour son ordre. Il est fait mention aussi dans les titres de l'Hôtel-Dieu de plu-

(1) MATTON, *ibid.*, p. 2 et 3.
(2) Cette ruelle n'est plus en effet qu'une petite impasse vis-à-vis de la caserne.

sieurs autres rues anciennes, telles que la rue *Paupoulle*, au faubourg Crise ; la rue *au Sac*, donnant dans celle de la Mandellerie ou des Paveurs ; la rue *Porte-L'Évêque*, tenant à la *Fleur de Lis*, vis-à-vis la *Grosse-Tête* (1356-1484) (1) ; les rues de la *Plaine Saint-Vaast*, des *Pêcheurs*, des *Graviers*, où était l'*Hôtel du Petit-Cerf* (XVI^e^ siècle). On y voit qu'en 1678, il y avait encore un moulin au pont de Soissons (2). L'enceinte de l'Hôtel-Dieu avait le privilège du droit d'asile que réclama, en 1353, un nommé Pierre Guistel de Vinly, lequel, arrêté par ordre de l'official, s'était échappé et réfugié dans la cour de la maison. Il en fut arraché de vive force et conduit aux prisons de l'officialité, mais l'official, après s'être assuré auprès du chapitre de l'existence de cette immunité, fit ramener le prisonnier dans la cour (3).

L'Hôtel-Dieu avait son cimetière et sa chapelle où l'on observait les mêmes cérémonies qu'à Saint-Gervais le jour de Pâques, jusqu'à illuminer le chœur d'une centaine de cierges (1412). Elle possédait dès reliques et même des cheveux de sainte Madeleine. En 1467-1470, on fit restaurer la châsse qui les contenait par l'orfèvre Pierre Piolet au moyen de quêtes auxquelles contribua le connétable de France ; de 44 sous qu'on reçut « aux pardons de Soissons » et d'aumônes versées par les fidèles devant les reliques exposées au portail. En 1471, le peintre verrier Baudesson, qui reblanchit le réfectoire, peignit « desseure la grant table le crucifiement Nostre Seigneur, et au coin devant l'huis du reffroitoir le jugement et plusieurs saincts et sainctes, » et remit « à point les verrières. » Un autre peintre, Mahiot Guerdin, peignit pour 6 sous, en 1506, les images de sainte Madeleine qui décoraient le devant et le dessus de l'autel et un Dieu dans l'arceau du portail. Enfin, en 1552, le peintre Charles Tondeur répara les images de la petite chapelle attenante au portail de la maison « que les malheureux méchants hacqueraux (soudards anglais ou bourguignons) avoient déchirez et rompuez. »

(1) MATTON, *ibid.*, titres de 1501-1782, p. 50.
(2) *Ibid.*, p. 51.
(3) *Ibid.*

Vers 1479, un nommé Jean de Vaux doit être signalé pour avoir « relié, recolé, rescript et enluminé le Missel, pour demi-temps d'été, de la chapelle » pour 13 sous, et Pierre Lebeau qui, pour 6 sous, « doubla deux fois le cartulaire touchant Pisseleu, Drachy, Porteron, Nanteul sur Marne et Courcelles. »

Le cimetière, qui servait aussi de lieu de sépulture aux habitants de la paroisse des Fonts et habitués de la cathédrale, était situé près de la porte Saint-André, Porte-Neuve ou de Crise (1489) et dans la rue des *Vieux Cordeliers*, dite aussi des *Filles Minimes* ou du *Cimetière de l'Hôtel-Dieu*. Il fut rétabli, augmenté et béni en 1501, par Jean Milet, qui avait en outre légué 100 écus d'or (120 livres) pour les réparations de l'hospice. Il mourait alors dans cet établissement 140 à 150 personnes par an. On échangea, en 1629, ce cimetière et un jardin contigu à la ruelle de la Tour-Lardier contre une maison rue des *Vieux-Cordeliers* (1).

Ce ne fut pas sans peine que les administrateurs de l'Hôtel-Dieu en défendirent les biens dans les troubles du XV^e^ siècle. Ils firent placer sur la porte de la cense de Sainte-Geneviève un panonceau aux armes du comte de Saint-Paul et on en portait toujours un lorsqu'on faisait sortir les chevaux, « à cette fin que les hommes d'armes ne les prenissent, » et on faisait rentrer les grains dans Soissons pour les soustraire aux déprédations de ces soudars (2). En 1427, deux sœurs allèrent quêter pour la maison à Paris et à Rouen, et le sel ayant manqué l'année suivante, deux autres en allèrent chercher à la Fère. On en envoya encore d'autres à Laon toucher un don que le roi Charles VII avait fait à la maison le 13 mars 1429; on vendit du mobilier pour s'acquitter envers un ex-procureur nommé Hugues de Liart. Pour pouvoir circuler ainsi, on avait obtenu, le 6 janvier de cette année, un sauf-conduit des gens d'armes en garnison à Pierrefonds et à Ostel qui couraient le pays; il n'en fallut pas moins dépenser, en 1443-1445, 66 sous parisis pour recouvrer les chevaux enlevés par eux et

(1) MATTON, pp. 61, 80, 91, 50 et 51,
(2) *Ibid.*, p. 70.

emmenés en Champagne, et délivrer 5 pichets d'avoine « à certains compagnons de guerre » qui, au commencement de juillet 1444, s'étaient logés dans la ferme d'Acy, pour « eschiver la démolition de la maison du dit hostel. »

On reçut heureusement sur ces entrefaites diverses sommes, notamment celle du legs de l'évêque Regnault des Fontaines, décédé en 1442, qui aidèrent à réparer les bâtiments, surtout ceux de la cense de Sainte-Gènevière. Mais un autre malheur arriva encore l'Hôtel-Dieu. Ses champs furent horriblement ravagés par la grêle, en 1465, dans la vallée de Soissons. Les quatre pauvres sœurs, les seules qui restaient alors, et les « meschines » (servantes) de la maison « ragrenèrent le demeurant de la grêle (1). » Jean Milet, le seigneur de Crouy, le bailli-capitaine de Soissons et le bâtard de Bourgogne lui donnèrent du blé et de l'argent; Guillaume Biche, capitaine de Soissons, lui fit la remise des droits du roi sur les quatre minots de sel qu'il prenait au grenier de Soissons; le commandeur de Maupas et les sieurs de Piennes lui abandonnèrent « pour l'amour de Dieu » les rentes de grains qu'il leur devait (2).

Le domaine de l'Hôtel-Dieu à Priez, on l'a vu, avait été à peu près ruiné dans ces temps malheureux; il eut, au XVI^e^ siècle, à lutter contre les curés du lieu pour s'en faire payer les dîmes; il fallut opérer une saisie sur l'un d'eux, mais en 1510, deux de ses successeurs, Antoine Moutier et le chapelain Etienne Binard, reconnurent leur usurpation de ces dîmes que le dernier prit à bail en 1518, ainsi que Jean de Brie, curé de Priez et chapelain des martyrs en 1585, et leurs successeurs Lolliot, Antoine Blayart et Thomassin, pour 50 sous, compris les offrandes. La ferme et le moulin ne se louaient plus que 50 livres sur lesquelles il fallait déduire 16 livres 10 sous pour les obits fondés à Priez par Médard Hastevelle. La justice de ce lieu, composée d'un maire ou bailli, d'un procureur, d'un greffier, de sergents, d'un fermier des défauts, et comprenant les droits de censives, lots, vins et

(1) MATTON, p. 71.
(2) *Ibid.*, p. 73.

ventes, et dont les plaids se tenaient les mercredis et samedis, n'était affermée, en 1580, qu'à 11 livres ou 40 écus de rente. Quant aux habitants, ils ne devaient pour pour chaque arpent de terre, pré ou bois que 2 deniers de cens et un denier sur chaque maison où il y avait « fouye » (feu) (1).

Vers la fin de son épiscopat, Symphorien Bullioud, qui avait fait des règlements pour son clergé, s'occupa des affaires de l'Hôtel-Dieu. De son côté, le chapitre résolut, dans une assemblée capitulaire de 1503, de faire un appel à la générosité publique. Il établit une association à la participation des messes, offices et prières de la cathédrale, de tous ceux qui feraient quelque bien à l'Hôtel-Dieu. Ses besoins étaient grands alors, car on y recevait beaucoup de malades de la peste qui sévissait dans le Soissonnais. Supérieurs de la maison, les chanoines donnèrent ordre à deux pauvres prêtres chapelains de se dévouer en cette circonstance, d'y dire la messe, confesser et administrer les malades à la place du curé des Fonts à qui incombait cette charge et qui en fut dispensé on ne sait à quel titre (2). En cette année, Jean Bernard, doyen de Saint-Vaast, et Jean de Villiers, exécuteurs testamentaires de Jean Milet, achetèrent pour 300 livres tournois une ferme à Chacrise, à la charge d'un obit et, en 1506, un habitant de ce village, Jean Bouché, y ajouta une maison et une vigne en reconnaissance de ce que dans son jeune âge il en était sorti guéri de la peste (3).

L'Hôtel-Dieu n'avait plus, en 1501, que trois religieuses et une rendue; elles furent douze les années suivantes « tant de nuit que de jours, y sollicitant les pauvres malades. » En 1526 eut lieu une réformation calquée à peu près sur les règlements de l'Hôtel-Dieu de Paris, dont on s'était procuré une copie par l'intermédiaire de M^e Lecourt, chantre de Saint-Gervais, faite en présence de M^e Jean Le Cygne, délégué du chapitre. Il n'en fallut pas

(1) Dénombrement de 1580, fourni tardivement à cause de la maladie contagieuse qui sévissait à Soissons. (*Ibid.* p. 31.)
(2) *Hospices de Soissons,* MATTON, p. 8.
(3) *Ibid.*, p. 9.

moins s'occuper encore de réforme vers 1533, sur la demande des échevins, parce que les frères et les sœurs, selon l'historien Rousseau, « s'amusaient à causer du scandale et à danser entre eux aux sons des violons (1) » et parce qu'il était notoire que leur relâchement s'était trahi par des désordres dans l'administration et dans leurs mœurs. Symphorien Bullioud, à qui peut-être ils s'étaient adressés, prétendit qu'en effet c'était à lui à y procéder, en sa qualité d'évêque et de premier administrateur des hôpitaux du diocèse, et par conséquent ayant la surintendance et la correction des mœurs, au moins dans certains cas importants. Ce fut matière à procès avec le chapitre et les administrateurs.

Le chapitre se regardait comme supérieur de l'Hôtel-Dieu, et l'Hôtel-Dieu se regardait de son côté comme de même fondation que lui, c'est-à-dire de fondation royale. Ses dames et ses gens revendiquaient les mêmes privilèges que les chanoines et habitués de l'église Saint-Gervais, celui par exemple d'être de la paroisse des Fonts et d'être enterrés dans le même cimetière. En outre, le chapitre n'a-t-il pas l'administration du temporel et de la communauté des sœurs, la « visitation, » correction, institution de celles-ci, des serviteurs et de tous les gens de la maison, comme il fut déclaré à l'encontre de Pierre Pillois, prieur de Sainte-Geneviève (2)? Chaque année, le chapitre général ne commet-il pas un de ses membres pour le visiter (3)? Son église n'est-elle pas pourvue de tout ce qui est nécessaire pour le service divin et « ministrer » les sacrements aux malades et, n'a-t-il pas, hors de la Porte-Neuve, en la censive de Saint-Pierre au Parvis, un cimetière fermé de murailles (4)?

Voilà quelles raisons d'indépendance, à l'égard de l'évêque, le chapitre invoquait en faveur de l'Hôtel-Dieu Saint-Gervais. Plusieurs arrêts intervinrent, dont l'un de 1533, obtenu à la sollicitation du corps municipal,

(1) Rousseau, *Hist. de Soissons*, t. II, p. 33.
(2) A. Matton, p. 32, *Hospices de Soissons*. En 1556, Jean de Montuelle était prieur de Sainte-Geneviève.
(3) *Ibid.* Déclaration de 1504? p. 23.
(4) *Ibid.*, p. 43.

donnait commission à Jean Bordier, abbé, et à Jean Simon, prieur de Saint-Victor de Paris, de faire des règlements nouveaux ou de corriger les anciens; l'autre, de 1534, ordonnait que l'évêque et le chapitre nommeraient deux vicaires pour visiter et réformer conjointement la maison. Bordier et les deux vicaires dressèrent des statuts confirmés par un troisième arrêt de 1534 et renouvelés en 1618. L'évêque ayant de son côté reconnu que la réforme de l'Hôtel-Dieu ne lui appartenait qu'en cas de négligence du chapitre, un quatrième arrêt, de 1535, confirma ce dernier dans son droit de supériorité, tant au spirituel qu'au temporel, avec la clause que les nouveaux règlements seraient strictement observés. De pareils conflits ayant encore surgi, quinze ou vingt ans après la confirmation de 1618, le Parlement ordonna l'exécution exacte des statuts de 1534 qui furent affichés dans le réfectoire des religieuses, régla le nombre et les places de ceux qui devraient assister aux séances de la reddition annuelle des comptes; du côté droit, le grand vicaire de l'évêque et le délégué du chapitre; du côté gauche, le lieutenant général, le procureur du roi et un des échevins de la ville (1). Il n'en est pas moins vrai qu'en 1547, on dut enjoindre encore aux religieuses, qui sans doute avaient déjà négligé leurs règles, de coucher dorénavant au dortoir, chacune dans leur cellule et de se rendre ensemble au réfectoire. On leur défendit aussi d'aller soigner les malades en ville et de coucher chez eux; on leur permit de les visiter à une heure fixe pour leur administrer les remèdes nécessaires; et, au cas qu'un malade réclamât leur présence, il fallait obtenir la permission de demeurer près de lui et qu'il payât 2 sous par semaine à l'Hôtel-Dieu, dont on n'emporterait rien au dehors (2).

Chose à remarquer, les rois, dans leurs séjours ou passages à Soissons, faisaient faire leur cuisine à l'Hôtel-Dieu où se trouvaient les ustensiles nécessaires. En 1536, le maître d'hôtel du « Delphin de France » payait à la maison, où l'on avait préparé les repas de sa cour,

(1) DORMAY, t. II, p. 518. — CABARET, t. I, p. 330 et 348.
(2) *Ubi supra*, p. 85.

75 sous tournois pour frais divers en bois, charbon, etc. Deux ans après, des gens de ce prince « ayant fait faire la cuisine du dit seigneur, le roy étant en cette ville, » lui donnèrent 4 livres, et le grand aumônier du roi 20 sous « avec récréation pour les povres et religieuses (1). » L'Hôtel-Dieu reçut encore, en 1553, 6 sous tournois pour le bois baillé pour la cuisine du roi en deux voyages qu'il fit à Soissons cette année-là. Du reste, c'était assez l'usage que les grands personnages qui venaient en cette ville, fissent à la maison des pauvres quelque gratification. Le connétable se trouvant à Soissons lui fit donner, le 22 février 1544, une aumône de 45 sous tournois, et le cardinal de Châtillon 20 sous. Enfin, lors du séjour des « Bourguignons » à Soissons, au mois de septembre de cette année, la maison reçut de l'aumônier de l'empereur Charles-Quint 45 livres, plus 16 livres pour le traitement de plusieurs soldats de cette troupe qui y étaient entrés malades et dont quelques-uns étaient morts.

La peste ayant encore régné à Soissons en 1580, dans les mois de septembre, octobre et novembre, l'Hôtel-Dieu fut de nouveau encombré. Les décès furent si nombreux que l'on fit sortir des prisons du Beffroy Jacques Geoffroi et Laurent Lallemant pour faire les fosses des morts et « arier (aérer) les lieux dommagés de la contagion. » Laurent s'étant enfui, Geoffroi fut seul chargé de la besogne. On lui fit faire une grande chemisette rouge pour le préserver du froid, ses vêtements étant « gatez. » Le chirurgien Jean Morel, deux religeuses, Jeanne de Cuffies et Magdelaine Mahaut, succombèrent; il n'en fallut pas moins payer 150 livres pour la taxe imposée à l'occasion de la peste (2).

VIII. — Symphorien Bullioud paraît avoir ranimé, dans ses dernières années, le goût des drames pieux qui, loin de se perdre, semble s'être accru avec la renaissance des lettres au XVI^e^ siècle. Le mystère de la *Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ* devint en si grande

(1) *Ibid.* p. 86.
(2) *Ibid.* p. 94.

vogue que les villes s'empressaient à l'envi l'une de l'autre de réclamer la présence des *confrères de la Passion.* Souvent, des citoyens y prirent encore part et le clergé s'honora d'y remplir les grands rôles. Le chapitre de Saint-Hilaire de Poitiers y assistait, en 1505, avec toute la population poitevine. Il avait pris, le 26 juillet, une délibération ainsi conçue : « Il a été permis à quelques citoyens de la ville qui, pour la gloire de Dieu et l'exaltation de la foi, ont figuré en cette ville le *Mystère de la Passion du Christ*, de prendre des enfants de chœur de cette église ; et, de plus, il a été permis à Me Noël Gallois, prêtre, notre ténor *(tenorista)* de cette même église, de pouvoir jouer le personnage de Satan ou le figurer. » Les chanoines assistèrent à ce spectacle sur des échafauds (1).

A Soissons, un évêque figura à une représentation de ce genre qu'il avait fait préparer à grands frais pour le jour de la Pentecôte 1528. Le lieu de la scène fut la cour de l'Evêché, beaucoup plus spacieuse alors qu'aujourd'hui. On y dressa un grand théâtre et le spectacle fut annoncé à son de trompe. Une foule de gens du peuple, de gens d'Eglise, de magistrats, de noblesse y accourut. On n'avait rien épargné pour rendre au naturel toutes les circonstances de ce drame si attendrissant des souffrances d'un Dieu. L'évêque Symphorien Bullioud y remplit le rôle de Jésus-Christ et des chanoines celui des douze apôtres. La vue des instruments du supplice, des fouets, des verges, de la couronne d'épines, des clous, de la croix ; l'expression naïve que les acteurs s'efforçaient de donner à l'accent de leur voix et à leurs gestes, produisirent une impression si profonde sur la foule qu'on vit couler des larmes des yeux de plusieurs spectateurs. D'autres représentations eurent encore lieu en 1530 et en 1559. Les religieuses de l'Hôtel-Dieu Saint-Gervais donnèrent un « escu à l'aigle » aux maîtres de la Passion de 1530 pour obtenir la permission de « faire un hourd pour elles et pour leurs gens (2). »

(1) *Revue des Sociétés savantes*, 2e série, t. II, septembre 1859, p. 274.
(2) A. Matton, *Hospices de Soissons*, p. 92.

Un autre prélat soissonnais, dont on racontera bientôt les hautes vertus, Charles de Roucy, « pour maintenir le peuple dans la sainte religion romaine contre celle de Calvin, » dit l'historien Rousseau, voulut qu'on la jouât de nouveau peu de temps après la mort de Henri II, le jour de la Nativité de la Sainte-Vierge, dans le cimetière de Saint-Gervais, devant le grand portail de la cathédrale. La pièce fut fort applaudie du public et les acteurs reçurent les félicitations que leur zèle avait mérité. Charles de Roucy, émerveillé de ce succès, voulut qu'on donnât, en 1565, le *Mystère de la Passion*, qui n'avait plus le don de plaire à la cour paganisée des Valois, ni aux beaux esprits de la Renaissance, mais qui était toujours vivement recherché dans la province et faisait encore couler les larmes du peuple. Ce drame pieux fut, selon l'usage, annoncé d'avance avec beaucoup d'apparat et le spectacle se passa dans le plus grand ordre, probablement sous les yeux de l'évêque lui-même, puisqu'il eut encore lieu dans la cour de l'Evèché, le jour de la Pentecôte, et que les religieuses de l'Hôtel-Dieu Saint-Gervais payèrent encore 6 livres pour les places qu'elles y avaient louées (1). Toutefois, un événement funeste faillit d'abord compromettre le succès de la pièce. « L'un des maîtres et principal conducteur de cette affaire, » Pierre Lesueur, bourgeois de la ville, décéda au commencement du mystère et « fut convoyé en l'église de Saint-Jean des Vignes par les joueurs de la dite Passion. » Le spectacle n'en avait pas moins continué et le lendemain on en reprit la suite (2). Ce fut cette catastrophe qui fit interrompre, ou plutôt mettre fin, à Soissons, aux représentations des mystères. Cependant certains auteurs en attribuent la cessation au regret de faire servir une chose si sainte, même à de pieux divertissements, et à la dépense exigée par un tel spectacle, lequel ne remplissait pas le but qu'on s'y proposait (3).

(1) A. MATTON, *ubi supra.*
(2) D. GRENIER, *Introd. à l'Hist. de Picardie*, p. 407. — DORMAY, t. II, p. 437. — CABARET, t. II, p. 232. — BERLETTE, et anciens registres de la cathédrale.
(3) ROUSSEAU, t. II, p. 65. — t. II, p. 458 et 521. — H. MARTIN, t. II, p. 402.

A la suite de la représentation de 1530 fut instituée à Soissons, par Albin des Avenelles, chantre de la cathédrale; Adrien Lecoq, chanoine; Adrien Hourdet, religieux prêtre de Saint-Crépin le Grand, et treize autres personnes, une confrérie de douze apôtres, qui fut autorisée par Symphorien Bullioud et confirmée par Jérôme Hennequin. Elle se composait de 86 personnes, dont 14 représentaient Jésus-Christ, saint Jean-Baptiste et les douze apôtres, le reste les 72 disciples. Les premiers étaient obligés d'assister à la procession du Saint-Sacrement en habits propres à leurs rôles. Une des charges de la confrérie était de faire célébrer, le dimanche dans l'Octave du Saint-Sacrement, la mémoire de la Passion. Après l'office, ils se retiraient modestement deux à deux pour aller dîner ensemble « honnestement, sans ivrognerie et à frais communs. » Bullioud avait accordé quarante jours d'indulgence aux associés lorsqu'ils approcheraient des sacrements aux jours de fêtes de la confrérie.

On ne représentait pas seulement à Soissons le mystère de la Passion, mais aussi les scènes les plus touchantes de la Bible. Le 8 septembre 1554, on y donna même le *Mystère de Nôtre-Dame de Liesse* sur un théâtre dressé devant le portail de la cathédrale. Aux fêtes de la Pentecôte de 1579, ce furent les histoires ou jeux bibliques d'Elisée, d'Achab et de Jézabel qui attirèrent la foule et eurent l'approbation générale. Ils firent surtout la gloire de Sébastien Petit, leur auteur, fils de l'ancien procureur du roi à Soissons, et l'un des beaux esprits soissonnais du temps. La représentation ne prit pas moins de quatre journées (1).

De semblables spectacles se donnèrent dans plusieurs lieux du diocèse, à l'imitation de Soissons. Des *compagnons* de cette cité allaient même remplir des rôles dans les villes voisines, comme à Laon, où la commune les rétribuait. Sous Henri II, on représenta la Passion à Verberie dans la croisée de l'église principale de la

(1) M. Bertin, *Antiquités de Soissons*, t. I, c. 10. — Dormay, t, II, p. 437. — Cabaret, t. II. — D. Grenier, *Introduction à l'Hist. de Picardie*, p. 407-409.

ville ; dans celle de la Ferté-Milon, on reprit, en 1564, le *Mystère de Sainte Marguerite*, déjà donné sous le même prince, à l'occasion du départ des premiers bateaux du port, lorsque Catherine de Médicis eut rendu la rivière d'Ourcq navigable. La scène avait été disposée, cette première fois, dans la *Grande cour de l'Hôtel du Château* (1).

Les fréquents séjours et passages des princes et de la cour à Compiègne y donnèrent souvent lieu à des représentations théâtrales qui s'entremêlaient aux courses, aux parties de plaisirs, aux chasses, aux allées et venues sous François Ier et Henri II qui avaient toujours avec eux un cortège de princes, princesses, seigneurs, dames et damoiselles affolés d'aventures galantes. Lorsque Louis XII revint de son sacre en 1498, on représenta des « fictions » sur son passage ; mais, au mois d'août 1502, la confrérie de Saint-Jacques de Compostelle établie en l'église des Dominicains, donna le spectacle pieux du *Miracle de Monseigneur Saint-Jacques*, en présence des *compagnons* de Roye, pèlerins de Saint-Jacques, qui étaient venus visiter ses affiliés. François Ier, arrivant, le 1er février 1515, avec la reine et la cour à Compiègne, on lui offrit d'abord des « œuvres d'estain et pots de tréchain à fachon d'argent » et à la reine de « beaux linges », puis on joua des mystères et ensuite il y eut des joutes en la cour d'Offémont. Les acteurs ordinaires étaient de « jeunes hommes et compagnons » qu'on payait au moyen de quêtes, cotisations et de deniers de la ville, et quelquefois « aucuns jeunes enfants ». On ne sait s'il y eut de tels spectacles lorsque le roi vint à Compiègne en 1521, et le 9 avril 1524, pour aller « à petit train au giste à Genly », ni quand il y arriva le 29 juin 1529, avec une troupe de seigneurs et de dames dont faisait parti le duc de Suffolk, ambassadeur d'Angleterre, pour conduire la régente « à bel train et noble équipage » à Cambrai pour y traiter de la paix avec Marguerite de Flandre. Les acteurs n'auraient pas suffi à la besogne, car le roi y revint encore pour aller à Chantilly avec la cour.

(1) CARLIER, t. II, p. 590 et 614.

Il en fut autrement en 1531, lorsque, le 11 septembre, ce prince y étant arrivé avec la reine, les enfants de France, la reine Eléonore vint rejoindre la cour. La princesse arrivée par l'Oise en bateau trouva à la porte de Paris un échaffaud occupé par trois personnages « accoustrez » mais elle passa outre pour aller prier à Saint-Corneille avant de descendre à l'hôtel du roi. Dans la rue « devant les prisons » près de la place du Change, elle ne s'arrêta pas davantage à l'échafaud où l'on jouait « quelque mystère ». Après une excursion à Noyon en bateau, la cour revint se disposer pour un pèlerinage à Notre-Dame de Liesse. A l'entrée de la reine de Hongrie, qui eut lieu le soir du 4 octobre 1538, quatre personnages « bien et noblement accoutrez » jouèrent « en parlant, un beau, court et noble mistère en l'honneur de Dieu premier » et de la reine. La princesse « montée sur une haquenée et convoyée dessous la pale de damas blanc, frange figurée de pommes de pin d'or, acheté à Paris quatre escus soleil l'aulne » se rendit « à beau et gros luminayre de torches à l'hostel ». On lui joua en cette circonstance, « deux beaux mistères et moralitez » de la composition de Me Louis Chocquet du Pont-Sainte-Maxence. Toute cette cour, qui s'occupait d'amusements bien plus que de symboliques mystères, le roi, la reine de Hongrie quittèrent Compiègne « à belle et honneste compaignie de seigneurs, de dames et damoiselles belles et bien accoustrées de dorlos et brides dorées » le 17 octobre, alla à Chantilly, revint à Compiègne, alla à Noyon, puis à Villers-Cotterêts pour rentrer à Compiègne le 20 septembre 1539. Du reste ces mystères pieux avaient, en cette ville, leur contrepartie. Chaque année, en ces temps-là, « no mère sotte ou sottie, Jehan Jennesson, son greffier Jehan Bienvenn, » donnaient durant « les gras jours » avec « leurs enffensons, sotz, sottelettes et sottelez, des jeulx, moralitez, farces et esbatemens joyeulx et récréatifs » (1).

C'est lorsque les mystères étaient dans toute leur popu-

(1) Archives de Compiègne. (Extraits par M. de L'Epinois, Bibl. des Chartes, année 1865.)

larité que Symphorien Bullioud, qui avait joué le rôle de Jésus-Christ dans celui de la Passion, vit finir sa carrière sans avoir terminé l'affaire des réformes de l'Hôtel-Dieu de Soissons, et n'ayant possédé que deux ans la commende de Val-Chrétien. Il mourut plein de foi *(in fide sancta roboratus)* le 5 janvier 1533, vers dix heures, au château épiscopal de Septmonts, à l'âge de cinquante-quatre ans. Deux jours après son décès, son corps fut rapporté processionnellement à Soissons par les prêtres et les curés voisins de cette paroisse et reçu par le chapitre et les autres compagnies du clergé dans la chapelle de Saint-André, près de la Porte-Neuve du faubourg. De là il fut conduit en grande pompe funèbre à la cathédrale et inhumé près de la première colonne de cuivre du sanctuaire, vers la porte latérale de droite du chœur. La cérémonie des funérailles fut honorée des marques de deuil et des regrets unanimes du peuple soissonnais. Sur la plaque de cuivre qui recouvrit sa sépulture on grava ces simples mots : *Hic jacet bonæ memoriæ D. Symphorianus Bullioud hujus ecclesiæ episcopus qui obiit apud castrum de Septem Montibus 5 januarii anno 1533.* La vie du prélat fut publiée par Pierre Bullioud, jésuite, de sa famille, sous ce titre : *Symphorianus de Bullioud a tenebris historiæ eductus in lucem* (1).

(1) Lyon, 1645, in-4°.

PÉRIODE DE LA RENAISSANCE.

LIVRE DEUXIÈME.

Seizième Siècle.

(Deuxième Partie.)

DEPUIS L'ÉPISCOPAT DE MATTHIEU DE LONGUEJOUE, EN 1534, JUSQU'A LA RÉFORME, VERS 1550.

SOMMAIRE. — I. Matthieu de Longuejoue, 78e évêque; ses charges à la cour. François Ier à Villers-Cotterêts. Ordonnances diverses. Réforme des coutumes; réforme de celles du Valois. — II. Saint-Corneille de de Compiègne tombe en commende. Visite du Saint-Suaire par le roi. Promotion de chevaliers en 1527 et en 1540. Notre-Dame de Salvation unie à Saint-Clément. Abbés commendataires de Saint-Corneille. Les écoles à Compiègne; le collège de cette ville. — III. Charles-Quint envahit le Soissonnais, et investit Soissons. Il loge à Saint-Jean-des-Vignes et punit un pillard. Saint-Médard pillé. Conférences à Saint-Jean pour la paix qui est signée à Crépy. — IV. Longpont au XVIe siècle. Réforme de l'abbaye. Élections d'abbés. Fin du régime régulier. Restauration de la maison. Tombeau du bâtard de Vendôme. Commende; dilapidations de l'abbé Gusman; installation d'un commendataire; protestations des moines. Bulle de Grégoire XIII. Les Biragues, abbés de Longpont. Berneuil-la-Joie tombe en commende. — V. Saint-Jean-des-Vignes lutte contre ce régime. Election de Nicolas Prud'homme; l'abbé de La Fontaine et Pierre Basin, ses successeurs. Henri II, à Villers-Cotterêts. Saint-Jean menacé de ruine est sauvé par Matthieu de Longuejoue. Fortifications de Soissons. Destruction de Saint-Pierre-à-la-Chaux, de N.-D. des Vignes qui est reconstruite ailleurs. Règlement nouveau, fête et confrérie de cette collégiale. Suppression de plusieurs portes de la ville. Découverte d'antiquités. Restes de l'église Saint-Remy. Saint-Jean-des-Vignes tombe en commende. Charles de Bourbon, abbé. Temporel de la maison diminué. Revenus des fermes. — VI. Saint-Crépin-le-Grand tombe en commende. Abbatiat de Louis de Bourbon. Dédicace de l'église. Lacroix, abbé, et Dom Lépaulard, prieur. Essômes au XVIe siècle. Restauration et dédicace de l'église de l'abbaye qui tombe aussi en commende. Formule du prône au XVIe siècle. Confrérie du Saint-Sacrement à Château-Thierry. — VII. Orbais au XVIe siècle. Sa Seigneurie et justice. Offices claustraux. Prieurés d'Oiselet, du Breuil et de Saint-Thibauld. Cures d'Orbais; Saint-Prix. Le petit couvent. Orbais tombe en commende. Louis de Bourbon, les Campèges et Delacroix, abbés d'Orbais. Violences de Delacroix. Il est dénoncé au grand Conseil. Division entre Gomer et Delacroix; leurs familles. Les fils de Gomer condamnés à mort. Duel entre Gomer et Jean Delacroix, frère de l'abbé; mort de celui-ci.

I. — Le Concordat conclu entre Léon X et François Ier reçut sa première application dans l'évêché de Soissons,

en la personne de Matthieu de Longuejoue, successeur de Symphorien Bullioud. Appartenant à la haute magistrature, Matthieu était fils de Jean de Longuejoue, sieur d'Yverny, terre située à trois lieues de Meaux, conseiller au Parlement de Paris, mort le 19 novembre 1546, et petit-fils d'un autre Jean de Longuejoue, avocat du roi au Châtelet de Paris, en 1450. Sa mère, Geneviève Baillet, était sœur de Jean Baillet, évêque d'Auxerre. Matthieu naquit à Paris le 24 octobre 1478, sur la paroisse Saint-Gervais. Destiné lui aussi à la magistrature, il fut reçu avocat le 6 avril 1499, ensuite conseiller au Châtelet le 27 avril 1502, conseiller au Parlement le 29 novembre 1519, et enfin maître des requêtes le 26 février 1523. Il exerça cette dernière charge pendant dix ans. Ayant perdu sa femme, Madeleine Chambellan, qu'il avait épousée le 10 octobre 1516, il se fit ordonner prêtre après seize ans de veuvage.

Il avait eu de ce mariage une fille nommée Isabelle qui épousa Jean de Dauvet, seigneur de Berneuil, conseiller à la Cour des aydes de Paris et un fils nommé Thibauld qui prit le titre de marquis d'Yverny et fut maître des requêtes après lui. Thibauld épousa Madeleine Briçonnet, nièce du célèbre évêque de Meaux, Guillaume Briçonnet, qui joua un rôle plus malheureux qué coupable dans l'introduction du luthéranisme à Meaux et en France. Ce Thibauld mourut jeune, le 10 décembre 1550 et fut inhumé à Saint-Gervais de Paris. L'une de ses filles, connue dans les Mémoires du temps, sous le nom de *Mademoiselle d'Yverny*, fut l'une des plus fanatiques sectaires du protestantisme qu'elle avait sans doute puisé à sa source à Meaux. Les excès où elle se porta en faveur de cette doctrine, qui avait enflammé son imagination féminine, ayant amené contre elle des poursuites, elle se réfugia, sous un déguisement, à l'Hôtel-Dieu de Paris. Malheureusement pour elle, on arriva à la reconnaître sous son costume d'emprunt, on lui fit subir de mauvais traitements et, le 24 août 1572, jour de la Saint-Barthélemy, elle fut jetée dans la Seine (1). Cette malheureuse dame avait eu du seigneur

(1) Renseignement fourni par l'abbé DENIS, chanoine de Meaux (1869).

de Quniay, près de Provins, son mari, trois filles qui épousèrent des gentilshommes de la Brie.

Matthieu devenu prêtre, continua de servir l'Etat avec autant de zèle qu'auparavant. Il s'était signalé par de rares talents dans plusieurs négociations aussi difficiles que délicates en Italie, en Angleterre et en Espagne. En Italie, il avait été envoyé par François Ier avec l'amiral de France pour faire accepter par Charles-Quint le traité de Cambrai. En Espagne, il avait négocié, en 1530, la délivrance des enfants de France donnés en otages pour le prisonnier de Pavie. Quoiqu'il fût déjà pourvu des prieurés de Néronville, de Saint-Paul-au-Bois et d'Elincourt, le roi lui donna, cette même année, l'abbaye de Sauve-Majeure de qui Saint-Paul dépendait. Enfin, le 6 février 1533, il le nomma à l'évêché de Soissons (1).

Cette nomination, la première que fit François Ier à un évêché en vertu d'un Concordat détesté, souleva l'opposition du chapitre de Soissons et les clameurs de la Sorbonne qui voulait toujours en revenir à la Pragmatique sanction. Matthieu de Longuejoue reçut ses bulles de Rome en 1533, prêta serment au roi le 4 mars 1534 et fut sacré le 15; mais ce n'est que le 12 novembre 1542 qu'il put faire son acte de soumission au chapitre de Reims. Afin de donner plus de solennité à son entrée à Soissons, et aussi sans doute pour laisser au temps le soin d'apaiser les esprits, il la différa jusqu'au 7 février de l'année suivante, 1535. Il se rendit à Saint-Jean-des-Vignes d'où il partit avec son cortège, monté sur une mule, accompagné de Hennequin, évêque de Troyes, de plusieurs abbés, de quelques gentilshommes de la province et des gens de sa maison. Il descendit « en fort beau train » à la porte Saint-Christophe où le chapitre et le clergé étaient venus le recevoir. Le temps ne favorisa pas cette cérémonie; la pluie et la neige tombaient en abondance et les chanoines furent obligés de revêtir leurs chapes d'hiver, au lieu de celles de soie rehaussées d'or et d'argent qu'ils portaient avec amour dans les grandes occurrences.

(1) Dormay, t. II, p. 518. — *Gall. christ.*, t. IX. — Cabaret, Rousseau, — *Catalogue des évêques.*

Après la harangue ordinaire le prélat entra dans la chapelle Saint-Christophe, où il fut placé dans sa chaire et porté par le seigneur de Bazoches et trois autres gentilshommes jusqu'à la cathédrale, où il entra après avoir prêté le serment ordinaire devant le doyen, sans toutefois se mettre à genoux, peut-être à cause du mauvais temps. Le chapitre dut tenir à ces formalités avec d'autant plus de fermeté que le procès commencé par lui et les habitants, pour la réforme de l'Hôtel-Dieu, n'était pas terminé et que ce devait être une des choses dont le nouvel évêque aurait à s'occuper.

Foucauld de Bonneval avait joui d'un grand crédit auprès de François Ier par son frère, favori de ce prince; celui de Matthieu de Longuejoue fut plus considérable encore. Il avait à la cour un puissant protecteur dans le connétable de Montmorency qui travailla avec zèle à son avancement et le fit entrer d'abord au conseil du roi. Le prélat assista à la grande assemblée qui se tint, en 1536, dans la salle du Parlement, et où Charles-Quint fut accusé de félonie. Après la mort du chancelier, Antoine Dubourg, arrivée à Laon en 1538, on lui confia les sceaux en attendant que Guillaume Poyet en reçut les provisions. Il les eut une seconde fois, en 1544, après la destitution de François Ernault et en fut déchargé, l'année suivante, par la nomination de François Olivier de Neuville. Matthieu remplit ces importantes fonctions avec autant de sagesse et même d'humilité que d'habileté et de probité. A propos de ces intérim dont on le chargeait, il disait naïvement : « qu'il fallait toujours prendre la décharge pour témoignage d'honneur et de contentement de Sa Majesté ». Ne voulant pas toutefois faillir à ses devoirs d'évêque il choisit pour suffragant Quentin Le Museur, chanoine de Saint-Jean-des-Vignes, qu'il fit nommer évêque *in partibus* de Véry, en Afrique, et après la mort de celui-ci, arrivée le 19 juin 1545, il prit pour coadjuteur Jean de Inancourt, dominicain, confesseur de Henri III, prince sous lequel il conserva

la faveur que lui avait accordée son père et qui le choisit, en 1545, pour aller négocier la paix avec Henri VIII, roi d'Angleterre (1).

Les fréquents séjours de ces princes dans les résidences royales du Diocèse de Soissons rendaient facile à ses évêques l'accès de la cour. L'architecture indigène avait encore produit dans ces contrées, au XVe siècle, des œuvres remarquables : les châteaux de Vez, de Pierrefonds, de la Ferté-Milon. Ces édifices, qui avaient retenu les tours et les fortifications féodales, unissaient à la force militaire un aspect plus gracieux, plus élégant. Si par les soins de François Ier on les répare et on les embellit encore, ainsi que ceux de Crépy et de Verberie, d'un autre côté on bâtit le Louvre, les Tuileries, Anet, Fontainebleau, Chambord, Villers-Cotterêts, Givray, Cramailles, où paraissent en relief la statue du prince chevalier et la salamandre, signe symbolique de ses constructions. Quelques-unes ont aussi conservé les tourelles, mais ce caractère n'est plus qu'un souvenir ayant pour but de donner plus de force à l'édifice, et qu'une réminiscence du manoir féodal. Compiègne et Villers-Cotterêts surtout, à cause de leurs belles forêts, attiraient souvent François Ier et Henri II. Dans cette dernière résidence, un escalier d'honneur, des balcons intérieurs et surtout une chapelle de forme ovale, conçus selon l'art de la Renaissance, sont de vivants souvenirs de ce galant monarque qui osa presque faire d'un temple dédié au Dieu crucifié le temple du dieu de l'amour profane, dont les symboles s'entremêlent avec la Salamandre dans les entrelacs les plus capricieux. L'édifice principal, le parc, les jardins, à l'exception de la chapelle, furent achevés entre 1530 et 1535 (2).

François Ier fit réunir, pour le plaisir de la chasse, les deux forêts de Compiègne et de Villers-Cotterêts, par une plantation qu'on appela la *Haye l'Abbesse* parce qu'elle avait été faite sur un fond de l'abbesse de Mo-

(1) DORMAY cite ce coadjuteur de Matthieu de Longuejoue, d'après un ouvrage protestant imprimé en 1548. Le *Gallia christiana* n'en fait pas mention.
(2) MULDRAC, *Valois royal*, p. 144. — CARLIER, t. II, p. 558.

rienval. Tout le temps qu'il n'employait pas, dans ces somptueuses demeures, aux affaires de l'Etat et de l'Eglise, il l'employait, avec la duchesse d'Etampes, sa favorite, et toute sa cour galante, en chasses, courses, festins, tournois, plaisirs de toutes sortes, et à la transformation de ces vieux châteaux en élégants palais, où les artistes nouveaux déployaient, à son gré, les ressources de leur génie gracieux et novateur.

On ne peut mettre en doute que dans ses voyages autour de Soissons, François Ier n'ait visité cette ville et son évêque. Plusieurs fois il résida au château de Cramailles, d'où il data des ordonnances, et dont il ne reste plus que quelques vestiges. On voyait encore au siècle dernier, au-dessus de la porte du vestibule, la statue équestre de ce prince entouré des seigneurs de sa cour, avec des devises rappelant la dignité et les faits d'armes de chacun d'eux (1). De Cramailles il alla une fois chasser le long de la montagne de Reims. Après avoir porté, le 18 juillet 1535, à Coucy, une ordonnance réglant l'exercice du guet, il vint à Villers-Cotterêts où il en rendit une autre, le 27 du même mois, sur les baillis, sénéchaux et conseillers-clercs du Parlement de Paris.

Il y revint depuis, chaque année, passer les mois de juillet, août et septembre. Se trouvant à Fère-en-Tardenois en 1537, il data de ce lieu un édit contre les gens de guerre et les aventuriers qui commettaient mille exactions, pillages et cruautés dans les campagnes. C'est aussi à Villers-Cotterêts qu'il décréta, à la suite d'une aventure comique, que désormais les actes judiciaires seraient rédigés en langue française, et non plus en langue prétendue latine, dont elle avait montré tout le ridicule. Un seigneur s'étant fait débotter dans un coin d'une salle d'audience, au moment même où l'on prononçait une sentence contre lui, en ces termes : *Debotavit et debotat* (a débouté et déboute), c'en fut assez pour jeter dans le discrédit la langue du palais et motiver l'ordonnance rendue par le roi à ce sujet, le 10 août

(1) BRAYER, notes *mss.*

1539. François Ier abrégea, en même temps, les procédures devant les justices ecclésiastiques et par conséquent en diminua les frais.

Entre autres édits que ce prince rendit encore à Villers-Cotterêts sur la gendarmerie, la justice, l'imprimerie, il faut remarquer celui de 1539, ordonnant aux curés de tenir des registres pour les actes de baptême, de mariages et de décès. Il est probable que ce dernier demeura sans exécution, car, en septembre 1584, les officiers royaux de Béthisy, dans une assise où les curés du ressort avaient été mandés, porta un règlement qui les obligeait à tenir ces registres. Plusieurs se montrèrent récalcitrants, d'autres s'y conformèrent; mais comme les registres, fort mal tenus du reste, étant conservés parmi les titres particuliers des presbytères, passaient avec ceux-ci aux héritiers des curés, la mesure fut à peu près illusoire. L'usage de ces registres n'en passa pas moins de la châtellenie de Béthisy dans les autres bailliages et devint général en 1668. Enfin, Louis XIV créa, par un édit de 1691, des offices de greffiers, gardes et conservateurs de ces registres si précieux, au point de vue religieux et au point de vue civil et même historique, puisque souvent des curés y consignaient des événements et des usages locaux d'un véritable intérêt (1).

La codification des coutumes fut un des moyens les plus efficaces que François Ier employa pour la réforme de la justice. Rien ne peut donner une idée des abus de pouvoir, vexations, chicanes, exactions et brigandages que favorisaient la variété des anciennes coutumes, leur obscurité, leur confusion, les pratiques abusives dont elles étaient la source. Juges et procureurs, c'était à qui tondrait le mieux les malheureux justiciables. Ces derniers avaient quelquefois deux cahiers contradictoires de la même coutume qu'ils produisaient selon qu'ils étaient favorables à leurs clients. Lassés de tant d'excès, les châtellenies d'Oulchy et de Neuilly donnèrent le mouvement à la réforme dans le Valois à l'occasion de

(1) CARLIER, t. II, p. 658. — HÉBERT, *Mém. sur Château-Thierry*, t. II, p. 554.

celle qui avait eu lieu dans le baillage de Vitry, dont elles dépendaient autrefois. La rédaction des coutumes de France avait commencé sous Charles VIII, celle des coutumes de Vitry sous Louis XII, dans une assemblée où avait paru « vénérable et religieuse personne Me Nicolas Thibaut, curé d'Essômes, » et avait été publiée dans cette ville en présence de ses rédacteurs, de messire Andry Fournier, doyen de la chrétienté d'Oulchy; de noble homme Jean de Conflans, seigneur de Viels-Maisons, et de plusieurs baillis et lieutenants.

Après l'annexion au Valois des châtellenies d'Oulchy et de Neuilly, il s'était élevé des difficultés de la part des communautés religieuses de ces châtellenies à propos de la taxe imposée sur le clergé par le roi et le pape et répartie par doyenné dans chaque Diocèse. Pour vaincre leur refus, François Ier, par une déclaration rendue le 27 mars 1516, à Amboise, avait réglé le ressort des justices de ce duché. Le doyenné d'Oulchy, qui comprenait alors Neuilly, avait dans le sien 18 prieurés et 35 cures soumis à la taxe. Il fallut, pour l'exécution de ce rôle, deux sommations adressées, de la part du roi et du pape, à toutes les églises du ressort, de payer sans délai la taxe imposée à chaque bénéfice, sous peine d'interdit. Une signification dans le même sens fut faite au prieur claustral, de Coincy, au nom d'un grand vicaire de Soissons (1). Les deux châtellenies demandèrent bientôt à être régies par les coutumes de Vitry, leur ancien ressort qui avait désormais son code définitif. Leur demande fut accueillie, mais les autres châtellenies du Valois n'obtinrent de longtemps un pareil avantage, puisque ce ne fut qu'en 1539 que François Ier, par une ordonnance rendue à Villers-Cotterêts, décida la réforme des coutumes de ce duché et de celles de Clermont et de Senlis. Il en confia la rédaction à André Gaillard, maître des requêtes, et à Nicole Thibauld, dont le travail consista à réduire, sous un certain nombre de chefs, les cahiers des coutumes des six châtellenies, à les

(1) Carlier, t. II, p. 144 (pièces de la chambre des comptes de Paris.)

mettre en harmonie et en tirer un corps de jurisprudence pour tout le duché (1).

La réunion des Etats de la province pour la rédaction définitive et l'acceptation officielle de la coutume du Valois, se tint, le 16 septembre, à Crépy, dans la grande salle de l'auditoire de la Justice. Chacun des trois corps de la Noblesse, du Clergé et du Tiers-Etat y fut représenté; le Clergé par le procureur de l'évêque de Senlis, à cause de ses terres du Valois, par les abbés de Saint-Jean-des-Vignes, de Saint-Yved, de Chartreuve; les prieurs de Saint-Remy-au-Mont, de Neuilly; de Notre-Dame, d'Oulchy; de Saint-Vulgis, de La Ferté-Milon; de Saint-Adrien, de Béthisy; le ministre des Mathurins de Saint-Nicolas de Verberie, des députés du chapitre du Mont-Notre-Dame, les doyens ruraux d'Acy, Viviers, etc., et parmi les curés, le célèbre Vatable, curé de Brumetz, représenté par Alexandre Lionnet. De la part de la Noblesse parurent les seigneurs ayant des fiefs en Valois, et de celle du Tiers-Etat les officiers de justice et les meilleurs bourgeois de chaque châtellenie. Parmi ceux de la Noblesse on remarquait Henri de Lenoncourt, père du cardinal-archevêque de Reims, Philippe de Lenoncourt, et gouverneur-bailli du Valois. Ce seigneur, parent et ami de la duchesse d'Etampes, recevait le roi et la favorite, dans son beau château de Nanteuil-le-Haudoin, quand il venait à Villers-Cotterêts. On se rappelle que sa femme, Marguerite de Broges, petite-fille de Nicolas de Broges, seigneur de Pacy et de Nanteuil, et de Jeanne de Villiers, étant morte en 1543, fut enterrée devant le grand autel de l'église de Pacy qu'elle avait fait rebâtir. Le deuxième fils de Henri, Philippe de Lenoncourt, fut prévôt de Marisy et devint successivement évêque de Châlons, d'Auxerre, archevêque de Reims, prieur commendataire de Nanteuil-le-Haudoin, et, en 1586, cardinal de la création de Sixte-Quint.

A la suite de quelques discussions intéressant chacune des châtellenies du Valois, on décida que celles d'Oulchy

(1) *Ibid.* p. 574. — HÉBERT, *ms.* t. II, p. 530.

et de Neuilly continueraient d'être régies par la coutume de Vitry, selon l'autorisation qu'elles en avaient reçue, et que les autres, c'est-à-dire Crépy, Pierrefonds, La Ferté-Milon, Béthisy et Verberie ne pourraient user que de celle du Valois rédigée sur leurs cahiers respectifs. Cette dernière, imprimée en caractères gothiques, en 1540 et 1551, fut réimprimée, en 1631, avec un commentaire par Laurent Bouchel, de Crépy (1).

Tandis que François Ier opérait ces utiles réformes, de nouvelles invasions de l'empereur Charles-Quint en 1537 et 1538, échouaient heureusement, celle de Picardie et d'Artois, grâce au courage et à l'habileté de Charles de Bourbon-Vendôme, comte de Soissons, lequel mourut bientôt après (2). Il laissait une puissante lignée composée entre autres d'Antoine de Navarre, père de Henri IV; de François, comte d'Enghien; de Charles de Vendôme, destiné aux ordres, et de trois filles vouées à la vie religieuse, dont l'une, Catherine de Bourbon-Vendôme, eut en partage le monastère de Notre-Dame de Soissons, tandis que Charles, son frère, recevait la commende de Saint-Jean des Vignes. Catherine de Vendôme, dont le nom se lit, avec le titre de *vidamesse* de Vierzy, sur une petite pierre funéraire de l'église de cette paroisse, est peut-être la femme de Charles de Vendôme et la mère de l'abbesse. François Ier vint à Soissons en 1539 et y rendit une ordonnance sur les monnaies. De 1540 à 1547 ce prince data chaque année des ordonnances de Villers-Cotterêts. S'y livrant un jour à des combats de neige avec ses courtisans, il fut blessé au menton par une pelotte qui contenait une petite pierre. C'est pour cacher cette cicatrice qu'il remit la barbe en honneur; son exemple fut bientôt suivi par la cour, la noblesse et même le clergé (3).

II. — Mais si la résidence de Villers-Cotterêts était le théâtre des plaisirs de la cour, celle de Compiègne,

(1) Carlier, t. II, p. 557.
(2) En 1535, il y avait à Soissons une garnison de 80 hommes d'armes et de 120 archers des ordonnances du roi, sous la conduite du duc de Vendôme, leur capitaine. (Revue pour la paie du 3 septembre 1535, passée par Jehan de Sailly, seigneur d'Hartennes, par ordre du maréchal de Florange). (Collect. Prioux.)
(3) Carlier, *ibid.*

à cause de l'abbaye royale de Saint-Corneille, était surtout le témoin de ses cérémonies religieuses. Cette abbaye, dont les rois ne manquaient guère de visiter l'église lorsqu'ils venaient résider en leur *hostel*, était tombée en commende sinon de droit, du moins de fait depuis 1483, entre les mains d'Antoine Ier de la Haye dit Passavant, fils de Louis de Passavant et de Marie-Catherine d'Orléans, fille de Jean d'Orléans, comte de Dunois. Il nomma, en cette année, le Normand, prévôt du monastère, son procureur pour toucher les revenus. Louis XII, revenant de son sacre, entra à Compiègne le 16 mai 1498, et se dirigea sur Saint-Corneille, escorté par des « chevallets chevauchant honnestement » jusqu'à la ruelle d'Estrées. Il descendit au « pas de la Pannetière », bâtiment près de la porte de l'église, fut reçu par l'abbé de la Haye et alla faire ses oraisons avant de se rendre à son *hostel* (1). Ayant été nommé abbé de Saint-Denis en 1499, de la Haye se démit de Saint-Corneille en faveur d'André d'Epinai, cardinal prêtre du titre de Saint-Martin, qui mourut en 1500. Hugues Talaru, archevêque de Lyon, obligé de renoncer à son siége, obtint la commende de Saint-Corneille et institua un vicaire ou procureur chargé spécialement de veiller à ses intérêts; mais dix ans après, sur une plainte de Louis de Rouvrai et de D. Antoine Brillon, procureurs de l'abbaye, qui l'accusaient d'en aliéner les biens, le Parlement l'obligea à donner sa démission. Antoine de Talaru, son neveu, en faveur duquel il avait résigné, abandonna 500 liv. par an de son revenu pour aider aux réparations, et le roi donna ordre, en 1527, à Jean le Veneur, évêque d'Evreux, et à Guillaume Parvis, évêque de Troyes, de nommer, pour en surveiller l'emploi, deux hommes d'une probité reconnue qui assignèrent 100 liv. pour les pauvres.

Le roi Louis XII étant revenu à Compiègne l'année d'après son sacre, les gouverneurs de la ville qui, dix ans auparavant, avaient empêché l'abbé de Saint-Corneille de construire un pilier sur la rue pour consolider

(1) Archiv. de Compiègne.

la tour de l'église, dite de Saint-Michel, cette fois mieux avisés, demandèrent au prince la reconstruction de l'édifice, en même temps qu'ils projetaient de bâtir aussi leur hôtel de ville. Ainsi ces deux édifices contemporains datèrent du XVI[e] siècle (1); ce n'est toutefois que plus tard que l'on commença les travaux.

C'est donc dans l'ancienne église que François I[er], en 1516, un an après son sacre, « meu de grande et singulière dévotion au saint Suaire de N.-S. Jésus-Christ », avait voulu faire l'ouverture de la châsse d'or où on le conservait et que l'évêque de Soissons, Foucauld de Bonneval, présidât la cérémonie. Des jeûnes, de pieuses veilles auprès de la châsse, des aumônes la précédèrent selon l'usage. L'ouverture se fit en présence de François de Rohan, évêque d'Angers; de Jean Olivier, abbé de Saint-Médard, et d'autres hauts personnages de la noblesse et du clergé. Antoine Talaru, abbé du monastère, le cardinal Louis de Bourbon et l'évêque de Soissons reçurent ensemble l'insigne relique que le roi lui-même posa ensuite sur le grand autel, avec de véritables sentiments de dévotion et de tendresse qui s'exprimèrent par des larmes. En visitant la châsse en toute humilité et révérence, il trouva que la relique y avait été « translatée d'une châsse d'yvoire » par Philippe I[er], l'un de ses prédécesseurs, et il la fit coudre sur un taffetas blanc. Il offrit pour orner la châsse vingt-deux boutons en forme de rose d'or, enrichis de perles et de pierreries et attachés à autant de fleurs de lys d'or. Un des plus grands peintres de l'école italienne, Léonard de Vinci, reproduisit cette scène émouvante sur un tableau qu'on voyait autrefois au-dessus des fonts baptismaux (2).

De retour de sa captivité d'Espagne, François I[er] avait voulu honorer Saint-Corneille d'une cérémonie moins touchante mais plus resplendissante encore que celle de la visite du saint Suaire. Environné de sa brillante cour il décora, dans son église, en 1527, de l'Ordre de Saint-Michel, les plus grands seigneurs du royaume : Charles, duc de Vendôme; Louis d'Orléans, duc de Longueville;

(1) *Archiv. de Compiègne ;* extraits de M. DE L'EPINOY.
(2) VATOUT, *Château de Compiègne,* p. 228.

Louis de Brézé, sénéchal de Normandie; Anne de Montmorency; Claude d'Harcourt; d'Humières, gouverneur de Péronne; Claude de Lorraine, duc de Guise et d'Aumale; François de La Trémouille et plusieurs autres. Trois ans après, le 20 août 1530, il y eut à Saint-Corneille une cérémonie religieuse d'un tout autre genre, ordonnée par le roi, une procession « pour remercier Dieu du bon temps qu'il a fait à son pauvre peuple », laquelle « partie en bel ordre de l'église de Monsieur Saint Corneille », suivant l'itinéraire de celle du Saint-Sacrement, alla « à Darnetal et de là par-devant l'église de Monsieur Saint-Pierre jusqu'à la maison d'Aiguisy, montant par-devant l'hôtel du roy notre sire, retournant au long de la grande rue de l'hôtel Vide-Bourse », fit sa rentrée ensuite par les rues ordinaires (1).

La cérémonie de l'Ordre de Saint-Michel se renouvela à Saint-Corneille, mais avec plus de pompe encore, et à l'égard de personnages royaux. Charles-Quint, traversant la France, en 1540, pour aller punir la révolte des Gantois, fut, par les ordres de François Ier, reçu partout avec de grands honneurs, surtout à Soissons et à Compiègne. Le roi voulut lui donner le spectacle d'une grande promotion. On vit paraître en l'église du monastère les rois de Danemark et de Navarre, les ambassadeurs des princes étrangers, les légats du pape et une foule de seigneurs dans toute la pompe des riches costumes du temps. La basilique était ornée de superbes tapisseries; des tribunes avaient été dressées pour les seigneurs et les dames de la cour. Lorsque chacun eut pris place, l'empereur et les rois vinrent occuper, au bas du chœur, de riches trônes, environnés de leurs officiers. Au côté droit de l'autel, le cardinal légat, Louis de Bourbon; le cardinal Jean de Lorraine; le cardinal Antoine Duprat, chancelier de France; au côté gauche, les ambassadeurs d'Angleterre, de Venise, etc., et autour d'eux une foule éclatante de prélats, cardinaux, archevêques, évêques, abbés et autres ecclésiastiques

(1) *Rues de Compiègne* (Bulletin de la Société historique de cette ville).

de haut rang; de princes, barons, grands seigneurs.

Cependant l'évêque de Soissons, Matthieu de Longuejoue, sortait de la sacristie avec le cortège de ses officiers et se rendait à l'autel pour chanter la messe qu'on exécuta en musique. Il lui avait fallu, pour jouir de cet honneur, l'église de Saint-Corneille « étant dans le diocèse, mais non du diocèse », qu'il protestât, avant tout, que pour cette messe qu'il allait dire, il avait obtenu la permission des religieux et qu'il ne prétendait à aucun droit sur les privilèges de l'abbaye. L'évêque s'était prêté d'autant plus volontiers à cette formalité, qu'outre la gloire que la circonstance lui procurait, on ne manquait pas de prélats disposés à le suppléer en cas de refus de sa part. Sa Majesté très chrétienne fut conduite et précédée à l'offrande par l'archevêque de Bourges, par Gabriel de la Châtre, capitaine des gardes et maître des cérémonies; le bailli Robert, secrétaire de l'Ordre; l'huissier de la Chambre et trois hérauts portant la masse. Après la messe, on ferma les portes de l'église et on procéda à la réception des chevaliers. Le roi conféra l'Ordre à l'empereur, aux rois, à ses plus intimes amis et serviteurs, et voulut qu'on appendit les armes des nouveaux chevaliers dans l'église, au-dessus des stalles du chœur, en souvenir de cette imposante cérémonie.

Saint-Corneille n'en revit plus qu'une du même genre « en la Cour du roi » sous Henri II. Le monarque fut reçu à la porte de l'abbaye par les religieux en chapes et complimenté par D. Charpentier, alors prieur. L'église fut encore ornée de tapisseries magnifiques et l'autel chargé de richesses. On attacha aussi au-dessus des stalles, avec des chaînes de fer, les armes des nouveaux chevaliers qui étaient Charles de Bourbon, prince de la Roche-sur-Yon; Jean de Bourbon, comte d'Enghien; Henri de Lenoncourt, comte de Nanteuil; François, duc de Nevers, comte d'Eu; Jacques d'Albon, sire de Saint-André; Jacques d'Albon, maréchal de France; François de Rohan, sire de Gié. C'est dans ce séjour de Henri II à Compiègne que ce prince reçut du légat du pape le chapeau de cardinal pour Charles de Bourbon,

évêque de Saintes, et pour Charles de Lorraine, archevêque de Reims et frère de François de Guise (1).

Talaru, abbé commendataire de Saint-Corneille, agréa l'union à la collégiale de Saint-Clément de la chapelle de *Notre-Dame de Salvacion* ou de Bonne-Nouvelle, sur la porte de Pierrefonds, ordonnée par François Ier. La collégiale n'avait plus que 600 liv. de revenu pour l'entretien de six chanoines et d'autant de vicaires qui ne disaient plus que trois messes par semaine avec les heures canoniales, et Notre-Dame que 200 liv. de revenu pour une messe quotidienne, à l'intention du roi et du royaume. Depuis trente ans le chapelain ne résidait pas et faisait acquitter la messe par un autre au prix de 2 sous parisis. On mit pour condition à la réunion qu'un des chanoines de Saint-Clément irait dire chaque jour la messe à Notre-Dame et que l'office canonial et la grand'-messe de la collégiale seraient dits pour le roi et la famille royale. Jean d'Atiche, doyen de Saint-Clément, natif de Beaurain-en-Laonnois, fut l'un des bienfaiteurs de cette église au XVIe siècle. En 1630, un autre doyen, Nicole Allard, fonda une rente pour les chanoines et les officiers qui assisteraient à son obit solennel et à la messe de saint Nicolas, son patron. A l'aide de ces secours, la collégiale de Saint-Clément put se soutenir jusque dans les derniers temps (2).

C'est le successeur d'Antoine Talaru, Louis de Bourbon, cardinal évêque de Laon, nommé par le roi, qui commença les travaux de la nouvelle église de Saint-Corneille, dont il avait été question sous Louis XII, au temps de son sacre; mais sa mort, arrivée le 11 mars 1556, l'empêcha de les continuer. Il avait d'ailleurs résigné l'abbaye en 1550. Le cardinal de Pelvé, son successeur, y instituait un vicaire en 1551, permutait, en 1552, avec François de Pisseleu, évêque d'Amiens, prévôt de Rumigny, lequel, en 1554, nomma le prieur du couvent son vicaire. De son temps, c'est-à-dire en 1556, l'évêque de Soissons confirma la confrérie de

(1) VATOUT, *Le Château de Compiègne*, p. 242 et 245. — D. GILLESON, *Hist. mss.* de Compiègne, t. I, p. 107.
(2) *Gall. christ.*, t. IX. — D. GILLESON, *Ibid.*, t. II, p. 25.

Sainte Catherine, dont la chapelle fut fondée à Saint-Corneille par Jean Anscher et lui accorda des indulgences. Des moines de l'abbaye furent envoyés, le 22 juillet 1577, par ordre du commissaire du roi, à Saint-Germain des Prés, pour y apprendre l'observance régulière qui sans doute était fort tombée à Saint-Corneille et que la commende n'était guère propre à relever. François de Pisseleu fit dresser un inventaire des chartes et mourut en 1564.

Son successeur fut le célèbre Jacques Amyot, évêque d'Auxerre, grand aumônier du roi, commandeur de ses Ordres et abbé de Notre-Dame des Roches et de Bellezaire. Nommé par Charles IX, en 1564, Amyot prit possession le 15 août de la même année. A la suite d'une offense envers Henri III, Amyot, obligé de sortir du royaume, fut privé de son abbaye de Saint-Corneille, dont les revenus furent, en 1588, dévolus à Charles de Valois, fils naturel de Charles IX. Celui-ci étant mort le 9 février 1593, on nomma, le 24 juillet de l'année suivante, pour l'administration du temporel, le prieur Nicolas Leclerc; mais François de Chenevières, docteur en théologie, obtint de Henri IV, en 1595, la commende par la faveur du maréchal d'Estrées et prit possession le 6 décembre; il la céda, en 1599, faute d'avoir pu obtenir ses bulles de Rome. Dans cet espace de temps les revenus furent toujours administrés par Charles de Valois, puis par Charles d'Humières (1589-1595). En somme, la noble abbaye fondée par Charles le Chauve tombait peu à peu dans une sorte de décrépitude longtemps avant de terminer sa glorieuse carrière (1). En 1597, un nommé Jacques Renouvelle ayant pénétré dans le monastère par un caveau aboutissant à la porte Notre-Dame, vola des vases sacrés et fut pendu le 8 août en « la Cour du Roi » (2).

On ne peut douter que les études aient conservé, dans l'abbaye bénédictine de Saint-Corneille, une certaine estime de la part des moines et que ceux-ci aient conti-

(1) *Gall. christ.*, t. IX. — CABARET, *mss.*
(2) *Les rues de Compiègne* (Bullet. de la Société historiq. de cette ville, t. I, p. 278.

nué à s'y adonner. En fut-il de même dans la ville soumise en grande partie à leur juridiction ? De 1417 à 1483, des subventions durent être accordées par l'administration municipale à « maistres Jehan du Croy et Jehan de Sains, maîtres ès-arts, traans (tenant) lors les escoles dudict Compiègne » et cela « en faveur de l'estude et ad ce qu'ils fussent plus enclins à introduire (reçevoir) les enfans et à eux entretenir » (1). On en accorda également « à vénérable personne Jehan Camus, régentant les escoles de Compiègne, pour aider à son vivre, parce que la plupart des enfants deslaissaient à aller à l'escole pour la peste ». Ici la faute ne pouvait incomber à personne. On sait combien la guerre et la peste furent nuisibles aux études dans le cours des XV^e^ et XVI^e^ siècles, non seulement en province mais encore à Paris.

Le Soissonnais éprouva souvent les effets de ces fléaux. Charles VIII revenant du sacre, ayant couché à Braine, avait fait demander au capitaine de Compiègne « s'il y avait danger de peste en cette ville » et il y différa son entrée qui n'eut lieu que le 20 septembre 1486, par la porte du Pont. Il était accompagné des ducs d'Orléans et de Bourbon, connétable de France; des sires de Beaujeu, d'Albret, de Granville, de Nemours d'Eguisy, de Vendôme et autres seigneurs, évêques, abbés « en grand nombre de gens ». Les rues étaient tapissées et pendant trois nuits il y eut des feux de joie. Le prince alla, le 24, entendre la messe devant la chapelle de Notre-Dame à Saint-Corneille. Lorsqu'il séjourna à Compiègne, au mois d'avril 1493, on en fit sortir un homme et une femme « malades de la peste rouge ». Nouvelle épidémie en 1497 : un « cirrugien expert et congnoisseur en blessures, affolures et aultres plusieurs maladies », lequel recevait une pension de la ville avec l'exemption des tailles, en fut privé « pour avoir refusé d'aider les habitans malades de la peste qui a eu cours cette année ». Il fallut, en 1499, envoyer quérir un médecin à Vic-sur-Aisne « pour médiciner les malades de la peste ».

(1) Comptes des dépenses de la ville de 1457-1460 et de 1481-1483. — *Recherches historiques sur l'Instruction primaire dans le Soissonnais*, par M. Choron. (Bulletin de la Société historique de Soissons, t. IX, 2^e^ série.)

En 1512, on fit sortir tous les pourceaux de la ville pour en éloigner la peste et on fit une rente sur l'Hôtel-Dieu au médecin Jehan de la Planque, pour qu'il visitât gratuitement les malades une fois la semaine et pût « user de charité aux pauvres » et « partout amynistrer sa science et du tout faire son devoir « à condition qu'il « ne aura aucune intelligence avec l'apothicaire ». La ville acheta, en 1518, une maison lieudit la *Palée* où, depuis deux ans, on logeait les malades. Tels furent, en 1515, les ravages de la peste qu'on mit des gardes aux portes pour interdire l'entrée de la ville aux malades et que les gouverneurs désignèrent un chirurgien, Me Jehan Tenolle, pour soigner les pestiférés. Au fléau de la peste se joignit, mais avec moins d'intensité, de 1481 à 1484, celui de la lèpre. C'était à Soissons qu'on faisait examiner ceux qui en étaient soupçonnés. Ainsi les gouverneurs indemnisèrent Me Bernard des Guerres, médecin, de trois journées employées à aller faire visiter en cette ville les gens qu'on en croyait atteints; et donnèrent de l'argent à une pauvre fille pour aller « aux épreuves en la ville de Soissons », afin que, vérification faite, on pût la présenter « au maître de Saint-Ladre ». On voit aussi que les gouverneurs firent célébrer un service pour un lépreux décédé et donnèrent à trois ladres chacun un manteau de drap pour entrer en la maladrerie de leur ville (1).

Pour en revenir à l'enseignement, après cette digression, on actionna Me Jean Carton, doyen de Saint-Clément et « escolâtre », pour n'avoir pas su réparer les effets de ces fléaux en relevant les écoles délaissées. Il dut « comparoir par-devant Mgr le bailli de Senlis » ou son lieutenant à Compiègne, le 16 juin 1497, pour être obligé « de mettre ordre et provision aux escoles et introduction des enfans », dont sa dignité lui donnait la surveillance (2). En 1550, les gouverneurs adressèrent à l'un de ses successeurs, Me Jean Pignon, des « remontrances » sur la mauvaise conduite des jeunes enfants, et celui-ci demanda un emplacement pour y établir des

(1) Archiv. communales de Compiègne.
(2) *Ubi supra*, Comptes de 1499-505. *Archiv. de Compiègne.*

écoles et depuis elles se tinrent dans une maison de Raoul le Féron.

La création d'un collège à Compiègne, au XVI[e] siècle, est due à l'initiative d'un membre du clergé de la ville. Bocheron, vicaire perpétuel de Saint-Jacques, « paroisse ensevelie dans l'ignorance par faute d'instruction, touché, dit D. Gilleson, de compassion pour ladite jeunesse et de zèle de son instruction et perfection en lettres humaines », fonda, dans ce but, en 1563, une rente de 500 liv. L'établissement projeté avait déjà un commencement en 1567, puisqu'à la suite d'une discussion avec le chapitre de Saint-Clément sur la prébende à donner « à un précepteur pour instruire les enfants », on leva une contribution en attendant que la ville assignât une pension fixe aux régents du collège (1). Il fut réellement fondé en 1571. Car c'est alors que Jacques Charmoulue, greffier en l'élection, « homme pieux et dévôt ». donna à la ville, pour y établir le collège, l'hôtel de Roye estimé 4,000 livres, et que Honorat Allart, bailli de la seigneurie de Saint-Corneille « et ami des lettres », lui constitua une rente de 100 livres pour exciter le zèle des régents dans l'éducation des enfants et les faire prier à son intention. Ces bienfaits divers permirent, la même année, aux « gouverneurs attournés », Charles Crin, prévôt de Marigny; Pierre Deshaut, procureur de la ville et receveur de Saint-Corneille, d'édifier la chapelle du collège et de la pourvoir d'une cloche fondue par un fondeur de Clinchamp en Bassigny. Trois ans après (1574), Noël Gambier, élu de Compiègne, assura à la maison une autre rente de 100 livres. Les guerres de la Ligue portèrent sans doute un grave préjudice à ce collège, car il fut fondé de nouveau sous Louis XIII et confié aux Jésuites (2).

III. — Cependant Soissons, averti par lettres de François I[er], du 16 juin, de se mettre en état de défense, était bientôt après menacé d'un siège. Charles-Quint, harcelé

(1) D. Gilleson, *Mss. sur Compiègne* t. II, p. 73. — *Notice extraite des Archives de Compiègne*, par H. de l'Epinois. (Bibl. de l'école des Chartres, 5[e] série, t. IV. et V.)
(2) *Ibid.*

avec une armée affamée, après s'être emparé de Lagny, Epernay, Château-Thierry et s'être porté sur Paris, se repliait vers le Soissonnais, où il espérait trouver des ressources jusqu'à la conclusion de la paix, dont on traitait dans son camp et à la cour de France. Un de ses corps manqua Neuilly qui gagna, par sa résistance, la confirmation de ses privilèges. Charles prit sa route par Villers-Cotterêts, logea au château royal de cette ville et se porta sur Soissons, laissant des troupes dans l'espace qui sépare les deux villes. Il s'établit, le 12 septembre 1544, au château de Chevreux qu'il quitta le jour même et vint loger à Saint-Jean-des-Vignes, dont sa présence garantit la conservation. Son avant-garde s'étendit sur la plaine autour de la place, à Saint-Médard, Crouy, Bucy et occupa toutes les routes qui y aboutissaient. Le reste de l'armée se logea à Vauxbuin, Courmelles, Ploisy, Vignolles. Il s'était à peine éloigné de Chevreux que le feu fut mis à ce château, malgré ses défenses. Se croyant obligé de saisir une occasion de montrer aux pillards sa sévérité, il l'exerça dans toute sa rigueur. Un Allemand, huissier de sa chambre et habile canonier, osa dérober ou briser la coupe du ciboire de l'église du monastère. Outré, à juste titre, d'un pareil sacrilège, il fit saisir sur-le-champ le coupable et, malgré les supplications de ses amis, qui demandaient grâce pour lui et promettaient qu'il rendrait un autre ciboire plus précieux, il le condamna à être pendu, en sa présence, à l'un des créneaux de la muraille de l'abbaye vers la grande porte par où l'on descendait à la ville (1). Suivant une tradition soissonnaise, cet huissier aurait été condamné pour avoir braqué et tiré une pièce d'artillerie contre la cathédrale. Elle ajoute qu'en mémoire du supplice de ce malheureux on l'avait représenté pendu à un gibet, sur un vitrail de Saint-Gervais (2).

(1) *Mém.* de DU BELLAY, de Gaspart DU SAULX, etc. — *Histoires de Soissons.*

(2) Le dessin qu'on montre encore dans le vitrail blanc d'une chapelle latérale comme représentant cette scène, ne peut être, disent H. MARTIN et P. LACROIX, dans leur *Histoire de Soissons* (t. II, p. 390), qu'une confuse et mauvaise copie de l'ancien vitrail qui aura disparu, soit lors du pillage des Huguenots, soit dans la Révolution, ou bien à l'explosion de la poudrière en 1815.

Sur ces contrefaites, un seigneur de la suite de l'empereur étant mort, fut au contraire inhumé en l'église de Saint-Jean avec les cérémonies accoutumées et placé sous une dalle funéraire où l'on grava son épitaphe avec l'aigle impériale aux ailes déployées. Le supplice du canonnier sacrilège et les honneurs rendus au gentilhomme ennemi par les religieux, témoignant du bon accord qui régnait entre eux et l'empereur, encouragèrent les habitants de Soissons à lui députer les échevins, ayant à leur tête Jacques Petit et Robert Berlette, pour le prier d'épargner leur ville. La supplique eut un plein succès et, sauf quelques désordres partiels, Soissons ne souffrit pas de grands dommages. Les abbayes hors des murs, Saint-Crépin-en-Chaye, Villeneuve, n'eurent à regretter que des dégâts sur leurs terres, où la moisson et la vendange n'étaient pas faites, de la part des maraudeurs. Saint-Médard, moins heureux, fut pillé et perdit ses vases sacrés, notamment sa superbe couronne, présent de l'abbé Hilduin et chef-d'œuvre de l'art carlovingien (1).

L'empereur demeura trois jours seulement à Saint-Jean-des-Vignes, où s'étaient rendus pour traiter de la paix, du côté du roi, l'amiral d'Annebault, le garde des sceaux Chamans et du côté de Charles-Quint, Gonzague, Gravelle et Guzman. Ce dernier, moine dominicain, qui par le moyen du confesseur du prince trouvait un accès facile auprès de lui, avait été le premier et principal agent d'un accommodement que les deux rivaux du reste désiraient. Aussi, selon Brantôme, l'appela-t-on dès lors le *Moine de la Paix*. En effet, dit Pleidan, « tant alla vers luy (l'empereur) et vers le roy de France, toujours en poste, que ces deux princes furent d'accord et firent paix ». Les conférences se tinrent dans la grande salle de l'abbaye, le 18 septembre 1544, et le traité qui prit le nom de *Paix de Soissons* du lieu où il avait été conclu, s'appela aussi *Paix de Crépy* du lieu où il fut signé. Fut-ce à Crépy-en-Valois ou à Crépy-en-Laonnois qu'eut lieu cette signature ? Les historiens sont partagés,

(1) *Histoires de Soissons.*

à cause de la situation du premier, entre les deux armées et à cause du passage de Charles-Quint au second. En effet, celui-ci se dirigea vers Valenciennes en passant à Anizy-le-Château, Crépy-en-Laonnois, et La Fère, où le duc d'Orléans vint le trouver avec une suite de personnages de distinction, qui devaient se rendre à Bruxelles et y rester comme otages jusqu'à la reddition des places que le roi retenait au delà des monts (1).

Ce traité, ménagé par le dominicain espagnol Gusman, n'était rien moins qu'avantageux pour François I^er. Ce célèbre docteur, homme astucieux et cupide, avait le secret de la duchesse d'Etampes, si puissante auprès du roi. La favorite servit si bien ses intérêts qu'à sa prière et à la sollicitation de Charles-Quint lui-même, ce prince, pour le récompenser des efforts qu'il avait faits en vue d'une paix si désirée des belligérants, lui donna en commende l'abbaye de Longpont (2).

IV. — Il y avait déjà quatorze ans que Longpont était tombé sous ce régime. Après la mort de Robert de Torigny, arrivée en 1487, on lui avait donné pour successeur dans l'abbatiat, *via Spiritus Sancti*, Jean Desfossés, moine de la maison, en présence de Pierre, abbé de Vauxclair; de Nicolas, abbé d'Igny, et de Pierre de Béry, *archimandrite* de Clairvaux. Ce genre d'élection s'était pratiqué de la manière suivante, le jour de l'Assomption :

« Ayant appris, disent les commissaires, dans l'acte d'élection, la mort lamentable de Robert de Torigny, nous nous sommes rendus en hâte à Longpont pour lui donner un nouveau pasteur ». En effet, dès cinq heures du matin, au son de la cloche, on alla en la salle du chapitre; les abbés recommandent le défunt aux prières, traitent de diverses choses concernant les mœurs, déclarent le siège abbatial vacant, avertissent les moines

(1) Voyez sur ce point de critique historique, qui ne rentre pas dans le cadre que nous nous sommes tracé, deux opuscules intéressants sur *La paix de Crépy*, par MM. Michaux et Joffroy, où sont soutenues les deux opinions. — *Hist. de Valois*, t. II. p. 579, etc.

(2) Dormay, t. II, p. 441, *ex* Berlette, *mss.* — *Gall. christ.*, t. IX. — Cabaret, t. II, p. 228.

du danger de laisser le monastère veuf et privé de pasteur et de se disposer à choisir un nouvel abbé. Les religieux sortent pour en délibérer, puis étant rentrés prient les commissaires de procéder à l'élection après la messe du S. Esprit qu'on allait célébrer à six heures. Les abbés engagent les religieux prêtres à dire une messe basse et les religieux non prêtres à communier à la messe solennelle.

A l'issue de cette messe, le prieur Michelin, le sous-prieur et le chantre, suivis de tous les religieux profès, rentrent au chapitre où ils trouvent réunis les commissaires, le notaire public et des témoins, et déclarent que leur intention est que l'on procède à l'élection par *Voie du S. Esprit*, ce mode étant le plus religieux. Cette proposition agréée, les moines se retirent et lorsqu'ils sont rentrés on fait l'appel nominal. Aussitôt le prieur se signant prononce à haute voix ces paroles : « Au nom du Père, du Fils et du S. Esprit, moi, Pierre Michelin, humble prieur de ce monastère, tant en mon propre nom qu'en celui de tous mes frères ici présents, j'élis par Voie du S. Esprit pour abbé de ce monastère de Longpont, vénérable et scientifique personne, Dom Jean Des Fossés, prêtre, religieux profès de ce monastère de Longpont, que chacun, sans contradiction, sans résistance, par son vote particulier, voix et consentement ont nommé et approuvé à l'unanimité. »

Le nouvel élu, qui était présent, ayant déclaré qu'il était prêt à obéir à ses supérieurs en acceptant sa nomination, fut installé, avec les cérémonies prescrites, en présence de Guillaume, abbé de Valsery ; de Me Nicolas Maucroix, curé de Faverolles, témoins spécialement désignés. Jean de Villers, prêtre du diocèse de Bourges, maître ès-arts, notaire, tabellion juré de la cour spirituelle de Soissons, rédigea l'acte au nom de cette cour et y apposa le sceau public auquel les abbés joignirent les leurs. L'abbé de Clairvaux, à la suite d'une enquête sur les mœurs de l'élu, approuva le décret d'élection au mois de novembre 1487, et un autre abbé, Jean de Cavaillon, la confirma dans une visite qu'il fit à Longpont le samedi de Pâques 1505.

Longpont fut encore visité en 1508, mais cette fois par Jacques IV, abbé général de l'Ordre de Cîteaux, qui y dressa des statuts pour le rétablissement de la discipline déchue par suite du malheur des temps. Il trouva, en examinant l'état du temporel et du spirituel, qu'en bien des choses on avait dévié de la pureté des règles primitives des Pères de l'Ordre, dans le service divin et dans les observances monastiques et régulières. Rappelant donc les moines à la règle de saint Benoit et aux grands principes de la vie religieuse, l'amour et la crainte de Dieu et la pensée des fins dernières de l'homme, il leur recommanda de s'acquitter avec dévotion des offices du jour et de la nuit, prononçant parfaitement, distinctement, intelligiblement, et plus lentement qu'on ne le faisait, toutes les paroles, évitant toute irrévérence, somnolence, fabulation ou colloque. Si un religieux y rit, dort, rompt le silence ou commet quelqu'insolence, il sera puni publiquement afin que les autres en conçoivent de la crainte. Les présidents forceront tous les moines à assister à ces deux offices. Tous prendront la discipline trois fois la semaine en Carême et, chaque année, on désignera des religieux pour faire, au chapitre, les sermons aux jours marqués dans l'Ordre de Cîteaux.

L'abbé ayant orné le grand chapitre de sièges convenables il est engagé à en faire construire également dans le cloître du côté de la conférence, avec des pupitres à l'usage des frères au temps de la lecture, du lavement des pieds et des autres exercices religieux. — Chaque nuit et aux méridiennes de l'été, le prieur fermera soigneusement le dortoir dont les clefs resteront chez lui. — Personne ne s'absentera de la réfection régulière soit au réfectoire, soit dans la cour conventuelle sans permission, sous peine de prison. — Les moines ne souperont jamais et ne prendront les rafraîchissements de règle qu'après les vêpres. — On interdira toute dissolution à Noël, à la Circoncision, aux Rois, à la Saint Martin, au Mardi-Gras et autres jours. — Personne n'enlèvera rien du réfectoire pour vendre, aliéner ou, ce qui serait une impiété, pour donner aux

chiens. — Défense, sous peine de prison, aux moines d'avoir des oiseaux inutiles et qui ne conviennent pas à un religieux, tels que des éperviers, par exemple, de nourrir des chiens et de leur apprendre des choses curieuses (*curiose tractare*), d'aller à la chasse, de porter ou garder des épées, des tuniques ouvertes en bas, par-devant ou par derrière, de porter des bottines attachées (*tenentes calligas*), de fréquenter les noces et fêtes séculières. — Le général avertit l'abbé de prendre soin, en bon, pieux et prudent père, des brebis qui lui sont confiées, leur fournissant la nourriture et le vêtement convenables ; de ne point thésauriser ni appliquer à des usages peu utiles la substance du monastère, tandis que la magnifique église du monastère (*illa sumptuosissima ecclesia*) et les autres édifices réguliers surtout, demandent des réparations urgentes, tant dans les fondations que sur les couvertures. — Enfin il engage affectueusement les religieux à se ressouvenir des vœux qu'ils ont prononcés, à vivre saintement, à servir Dieu avec une conscience pure, à révérer et à craindre leur abbé comme étant le vicaire de Jésus-Christ, à conserver entre eux la paix et la charité, et l'abbé à aimer et diriger ses moines comme ses enfants dans l'observance de la sainte règle.

Il est facile de voir par ces prescriptions quels abus s'étaient introduits dans le monastère de Longpont. La Confrérie de la Vierge, dont on a parlé plus haut, n'était pas sans inconvénient pour les religieux, en donnant aux femmes accès à la chapelle de la Vierge, siège de la Confrérie, placée à côté du chœur et du maître autel. Du reste l'abbé réformateur avait la plus grande confiance en Jean des Fossés, car il lui accorda, en 1510, le droit de présider à l'élection de l'abbé d'Ourscamp lorsqu'il en serait besoin et de l'y suppléer dans tout ce qui la concernait. Il mourut en 1515.

Le successeur de des Fossés, Jean II d'Arragon, fut élu sous la présidence de l'abbé de Chaalis, de Robert de Tofizotte, et d'Edmond, abbé de Clairvaux, en présence des abbés d'Ourscamp, Nicolas Parent, et de Valsery, Nicolas de Maucroix ; de Me Arnoul, chanoine d'Arras, et autres

témoins comme Jacques Barbillon, prieur; Pierre de Vic; Jean Escume, procureur; Jean de Guise ou de Nauroy; Jean Corbehen, prévôt; Guillaume Fréret, sous-prieur; Michel de Chouy, sous-chancelier, religieux profès de l'abbaye. Cette fois on choisit pour l'élection la *Voie de compromis*. Après la messe du Saint-Esprit, le président de la commission donna, en son nom, l'absolution générale des censures au cas que quelqu'un des religieux en eût encourues; puis il requit Simon de Buire, religieux profès, bachelier en théologie, de prononcer le discours d'usage. Celui-ci avait pris pour texte ces paroles : *Elegerunt Stephanum virum plenum fide et Spiritu Sancto*. Après le chant du *Veni Creator*, le président de la commission fit lire le chapitre *De ordinando abbate* et les deux chapitres du livre des *Définitions* qui traitent du mode d'élection. Puis chacun prêta sur l'Evangile le serment d'élire pour abbé le plus utile pour le spirituel et le temporel, et de repousser quiconque aurait directement ou indirectement préparé sa propre élection. Toute la communauté déclara, par l'organe du prieur Me Barillon, qu'elle adoptait la *Voie de compromis* et choisissait pour *compromissaires* religieux hommes frères Gilles de Ternes, Jean Escume et Pierre de Vic, auxquels elle remettait tout pouvoir de faire l'élection, promettant d'approuver tous leurs actes, dires et gestes sur ce qui la concernait et de recevoir pour abbé celui qu'ils choisiraient.

Alors D. Gilles de Ternes fit le signe de la croix et dit: « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, j'élis, au nom et place des *compromissaires*, frère Pierre d'Arragon, pasteur et abbé de ce monastère de Longpont. » Après quoi le commissaire président ordonna que l'élection fût publiée et préconisée, à haute et intelligible voix, à la porte du couvent par l'un des notaires, Me Gilles Lefèvre, qui répéta trois fois la proclamation. Personne ne s'étant présenté pour faire opposition à l'élection, le notaire en alla faire la déclaration aux commissaires dans la salle du chapitre. Pierre d'Arragon, après s'être confondu en excuses et avoir pris l'avis des abbés d'Ourscamp et de Valsery, accepta la dignité

abbatiale. On l'installa dans l'église et on revint au chapitre au chant du *De Profundis*. Cette élection fut confirmée au chapitre général de l'Ordre de l'an 1516.

Pierre d'Arragon fut le dernier abbé régulier de Longpont. Pressentant le sort réservé au monastère par la commende, il fit de suprêmes efforts pour réparer les dommages que celui-ci avait éprouvés dans les dernières guerres, en réglant tous les services selon la plus stricte économie; aussi la maison atteignit-elle un haut degré de splendeur. Son église et ses cérémonies y attirèrent même un tel concours de peuple que les rois François Ier et Henri II autorisèrent, par lettres patentes, deux foires dans le village qui était par lui-même de peu d'importance et d'un abord difficile. D'Arragon obtint, en 1521, de François d'Allègre, grand maître inquisiteur et réformateur des eaux et forêts du royaume, des lettres confirmatives et explicatives de l'arrêt de 1317 réglant les droits des religieux dans différentes parties de la forêt de Retz: les bois de Mentard, du Clos, de Longueroye, de la Croix-le-Frison, de la Fautoye.

Durant son abbatiat, Longpont reçut la dépouille mortelle d'un illustre chevalier, Jacques, bâtard de Vendôme, fils naturel de François Ier; elle fut déposée dans la chapelle de la Sainte-Vierge, avec celle de Jeanne de Rubempré, sa femme. On leur édifia un magnifique mausolée entouré d'une grille de fer et sur lequel on lisait cette inscription : « Cy gist Messires Jacques, bastard de Vendôme, chevaliers, chamberlan du roy, gouverneur du Vallois, capitaine d'Arques et bailly de Vermandois, seigneur de Bonneval, Ligny, Fortel, Heux en Ternois, la Vacgrie et de Vierzy, qui trépassa le premier iour d'octobre, l'an 1524. » — « Emprès gist Madame Ieanne de Rubempré, son espouse, paravant vesve du sieur de Crèvecœur, laquelle trépassa le..... Priez pour eux. »

Pierre d'Arragon mourut en 1531, et fut inhumé dans le chapitre sous la dernière tombe du côté du parloir. Il emporta les regrets de tout le couvent qui, dans son obituaire, le signala comme un « homme d'une vertu rare et d'un bon gouvernement ». On y rappelait que

ce digne abbé avait acquis l'étang de la Ramée, fait bâtir une nouvelle maison à Noyon, rétabli la bibliothèque, remplacé les ornements de la sacristie par de plus magnifiques ornés de fleurs de lys et de figures brodées en or, d'un travail exquis, reconstruit une salle de l'abbaye, la chambre des hôtes et d'autres bâtiments claustraux, pourvu l'église de nouveaux calices d'argent et d'une niche précieuse (*locale* seu *iocale*) dans laquelle on dépose le corps du Seigneur, le jour du Saint-Sacrement.

Avec Pierre d'Arragon se termine le catalogue des abbés réguliers de Longpont, et avec Jean du Bellay, évêque de Paris, commence celui des abbés commendataires. Ce prélat dut à l'illustration de sa naissance, autant qu'à son savoir et à ses vertus, de parvenir aux plus hauts emplois de l'Eglise et de l'Etat qu'il cumula à un degré vraiment exhorbitant. Député de François Ier auprès du pape Paul III, il en reçut la pourpre avec le titre de Saint-Vidal, puis de Sainte-Cécile, puis de Saint-Adrien. Ayant ensuite renoncé à l'évêché de Paris, il fut nommé cardinal-évêque d'Albane, administrateur des évêchés de Bordeaux et de Portici, modérateur de l'Eglise du Mans, enfin cardinal-évêque d'Ostie et de Velletri et doyen du Sacré-Collège. Du Bellay mourut au mois de mars 1560, à l'âge de soixante-huit ans et fut inhumé à la Sainte-Trinité sur le mont Pincio, occupée par les PP. Minimes français. Il s'était sans doute démis de l'abbatiat de Longpont longtemps avant sa mort et peut-être en même temps que de l'évêché de Paris, puisque Gusman en fut pourvu vers 1544, époque de la paix de Crépy qui le lui avait mérité.

Parmi les prieurs qui, sous les derniers abbés réguliers, dirigèrent la communauté de Longpont, il y en eut plusieurs du pays tels que Nicaise, de Corcy; Michel, de Chouy; Antoine, de Launoy. Gilles de Ternes ou Terny, que Pierre d'Arragon avait institué prieur en 1528, eut le gouvernement, sous l'abbatiat de Du Bellay, jusqu'à son décès en 1544. Ce pieux moine n'eut donc pas la douleur de voir Gabriel de Gusman mettre l'abbaye au pillage. Cet étranger, qu'on pourrait appeler

plutôt un abbé régulier, quoique non élu canoniquement, qu'un commendataire, puisqu'il prit l'habit de religieux cistercien, n'en était pas moins un malhonnête homme. Poussé par la passion du lucre et dominé par l'avarice, il aliéna audacieusement, à son profit, la meilleure partie de l'argenterie de l'église : calices, ampoulles, chandeliers, ornements d'autel et joyaux précieux (1). Indignés, à juste titre, d'une telle conduite, les moines, qui s'étaient imaginé d'abord que Gusman ferait un emploi utile de ces objets sacrés, ce à quoi ne songeait guère cet effronté pillard, firent parvenir leurs plaintes à Henri II. Gusman, instruit de cette dénonciation bien méritée, prévint, par une fuite clandestine, les effets du ressentiment du monarque qu'il savait peser sur lui, et quitta le royaume en 1550. On croit qu'il envoya sa démission à ce prince car, l'année même de cette évasion, l'abbaye était donnée à Guillaume d'Avençon de Saint-Marcel, archevêque d'Embrun, qui la posséda jusqu'en 1563 (2).

Guillaume d'Avançon abandonna à Charles de Ronsard, aumônier du roi, les revenus de cette année et, au mois de septembre 1564, il résigna son bénéfice en faveur d'Hippolyte d'Este, cardinal de Ferrare, archevêque de Narbonne, qui avait été envoyé en France par Pie IV pour empêcher la conclusion du colloque de Poissy. Né en 1509, il était fils d'Alphonse, duc de Ferrare, et de Lucrèce Borgia et parent des rois François Ier et Henri II. Ayant reçu ses bulles en 1564, il prit possession le 25 février 1565, par Jean de Commin, « noble clerc » de Montréal, selon le procès-verbal dressé, en cette occasion, par Bonaventure Marteau, licencié ès-lois, official de l'évêque de Soissons, désigné par le Pape pour procéder à l'installation. Voici du reste comment les choses se passèrent :

L'official, après examen des bulles, se transporta à Longpont avec Me Baptiste Petit, clerc de la cour spirituelle de Soissons, notaire, tabellion, scribe et greffier

(1) Inventaire fait par CLARED, notaire royal, le 24 août 1558.
(2) *Chronic. Longip.* — CARLIER, t. II, p. 580.

juré, et « circonspects hommes » Me Jean Gauldier et Jacques Pelletier, « chanoine prébendé » de Saint-Gervais. L'official présent, noble homme Jean de Commin, se plaça devant le portail de l'église tenant en main les lettres apostoliques, les provisions et collation du monastère et déclara, en présence d'une multitude de peuple accourue à cette cérémonie, prendre, en sa qualité de procureur de très révérend seigneur le cardinal de Ferrare, abbé de Longpont, possession réelle, corporelle et actuelle du monastère et de tous ses droits. Ensuite il entra dans le cloître, dont il prit possession au milieu des vassaux du monastère et d'autres personnes notables qui lui faisaient cortège, et tous les religieux s'avançant à sa rencontre le reçurent avec les honneurs dus à la personne du cardinal. On le conduisit au chapitre où l'official notifia aux religieux assemblés et à leur prieur, Claude Lépine, les lettres du Pape dont le notaire leur donna lecture.

Les moines, malgré ces marques de soumission, n'en présentèrent pas moins à l'official une requête qui fut, sur leur demande, enregistrée par le notaire. Ils y déclaraient : que s'ils avaient consenti à cette prise de possession par le procureur du cardinal, ils ne lui accordaient nullement ni à lui, ni à d'autres commis par lui, le droit de prendre aucune connaissance, soit au spirituel, soit au temporel, d'exercer aucune correction ou autre action profane, civile, criminelle sur eux, et par conséquent de faire enquête ou information des excès ou délits des religieux, les suspendre ou les priver de leurs offices ou bénéfices, les excommunier, absoudre, relaxer ou leur imposer toutes autres peines civiles ou criminelles, les ouir en confession ou leur enjoindre pénitence et absolution, donner congé ou permission de prendre les ordres sacrés, de conférer les offices claustraux, attendu que, sous tous ces rapports, ils étaient du ressort des supérieurs de leur ordre de Cîteaux et de Clairvaux. Ils y ajoutaient : qu'ils consentaient bien que le cardinal, conformément aux bulles pontificales, jouit du temporel de l'abbaye, mais à la condition qu'il décorerait et pourvoirait « la pauvre église » d'ornements,

calices, chasubles, nappes et de tout ce qui est nécessaire à la décence du culte ; qu'il entretiendrait et ferait réparer le clocher, les lieux réguliers et claustraux et tous ceux qui dépendaient de l'abbaye; qu'il conserverait ses privilèges, y entretiendrait un nombre de religieux égal à celui qui existait alors ; conserverait les institutions et ordonnances des supérieurs de l'Ordre et ne passerait pas de bail des biens de l'abbaye, sans le consentement du prieur et des religieux.

Après l'insertion de cette requête au procès-verbal, l'official installa Jean de Commin dans la chaire abbatiale du chapitre, lui fit rendre hommage par les vassaux et les autres sujets du monastère et rappela aux religieux le respect qu'ils devaient au cardinal, leur abbé, puis le procureur, accompagné de ces derniers, des vassaux et des témoins, entra au son des cloches dans le chœur, pour y continuer les formalités de la prise de possession. Il se prosterna devant un autel qu'on y avait dressé, le baisa et jura sur le livre des Evangiles, à la demande des moines, de conserver les libertés, les biens et revenus de l'abbaye, de recouvrer, selon son pouvoir, ceux qui avaient été aliénés et de ne rien faire au préjudice du couvent. Etant revenu au côté droit du chœur, il s'assit sur le siège abbatial au chant des psaumes. Enfin, on le conduisit, toujours avec son cortège de moines, de vassaux et d'officiers du monastère, dans les bâtiments abbatiaux. Le procès-verbal de cette installation, qui devait être toujours la même dans les monastères en commende, eut pour témoins Jean le Gauldier, licencié ès-lois, chanoine de Soissons et conservateur des privilèges apostoliques de Saint-Médard ; Philippe de Lettres, docteur en médecine; Charles de Rayon, écuyer, seigneur de Dampleu; Jean Gosset, bailli du monastère, et fut signé par l'official Marteau et le notaire Petit (1). Hippolyte d'Este mourut à Rome en 1572, revêtu des plus hautes dignités de l'Eglise, sans avoir eu aucun rapport avec ses moines de Longpont.

(1) Muldrac, *Chronic. Longip.* — *Gallia. Christ.*, t. ix, col. 477. — Carlier, t. ii, p. 581. — Dormay, t. ii, p. 442. — H. Martin et P. Lacroix, *Hist. de Soissons*, t. ii, p. 387.

Il eut pour successeur Louis de la Chambre, premier aumônier de Catherine de Médicis, abbé de Vendôme et cardinal, qui se contenta de percevoir les *fruits* jusqu'en 1573, ainsi que Louis d'Este, cardinal diacre de Saint-Ange, qui lui succéda. Sous ces deux abbés on dut aliéner une partie des granges du monastère pour fournir aux subventions demandées par Charles IX. Heureusement pour Longpont les prieurs D. Claude Lépine et surtout Abraham Larsonnier, originaire de Villers-Cotterêts, docteur remarquable de l'époque, surent, par leurs vertus et leurs talents, maintenir encore pendant quelque temps la discipline. Louis d'Este résigna, en 1578, le monastère entre les mains du pape Grégoire XIII qui, à la prière de Henri III, le conféra à René de Birague, docteur en l'un et l'autre droit, maître des requêtes, chancelier de France, administrateur de l'évêché de Lodève et en grand crédit à la cour. Il était entré dans l'état ecclésiastique à la mort de Valentine Balbiana, sa femme, et Grégoire XIII le fit cardinal, quoique sans titre. Il prit possession le 17 novembre 1578. Le Pape dit expressément, dans sa bulle de *confirmation*, que c'est pour l'aider à supporter les dépenses nécessitées par ses charges et inhérentes à la dignité de cardinal, qu'il lui donne Longpont (dont les revenus sont taxés à 550 florins d'or dans les livres de la Chambre apostolique) et que si la mense abbatiale est séparée de la mense conventuelle, le quart de tous les revenus et le tiers, si les menses ne sont point séparées, serait appliqué à la restauration « de la fabrique » ou à l'achat et réparations d'ornements, ou bien à la nourriture des pauvres, selon l'urgence, déduction faite de toutes charges annuelles. Quant au reste des revenus, l'abbé commendataire pourrait en disposer comme les anciens abbés, avec défense d'aliéner les immeubles, les meubles précieux. Grégoire lui recommande en même temps de prendre soin du monastère au spirituel et au temporel, de veiller à ce que rien ne soit changé dans le culte, ni dans le nombre ordinaire des moines et des ministres; et il déclare nul par avance tout ce qui serait contraire à ces dispositions. Exemple qui démontre très

clairement que la cour de Rome connaissait et réprouvait les abus criants introduits dans les commendes.

René de Birague étant mort en 1583, eut pour successeur son cousin Gaspard de Birague, âgé seulement de vingt-trois ans, lequel obtint ses bulles de Grégoire XIII le 7 novembre de la même année, prêta serment au roi par procureur, le 21 décembre, et prit possession le 13 janvier 1584. Il était fils de Charles de Birague, chevalier des ordres du roi. Au temps des dernières guerres civiles, l'abbé de Cîteaux, Edmond de la Croix, ayant été obligé de se rendre à Soissons, par suite de la dévastation de son abbaye, perçut, pendant quelque temps et sous l'autorité du duc de Mayenne, les revenus de Longpont, et donna à quelques moines de son Ordre les mineurs, dans l'église des pères Minimes favorisés par ce prince. Trois prieurs, sous Gaspard de Birague, gouvernèrent Longpont : Abraham Larsonnier, Bonaventure Picard et Jean Minouflet. Il eut pour successeur, en 1615, Croquet de Puyvert (1).

Un autre monastère de l'ordre de Cîteaux, ainsi que Longpont, de la filiation de Clairvaux, mais plus heureux que lui, échappa pour longtemps à la commende, ce qui ne le releva pas de ses ruines causées par les guerres du XV^e^ siècle. La Joie, de Berneuil, après sa dévastation par les Anglais et les Bourguignons pendant le siège de Compiègne, en 1430, était tombé dans la dernière détresse. Une partie de ses terres demeurant en friche, presque tous ses revenus furent détruits et ses religieuses condamnées à vivre dans le reste de ses édifices délabrés. Sa situation au milieu des bois rendait d'ailleurs ce monastère peu propre à une communauté de filles. Tous ces motifs engagèrent Jean de Wion de Givrey, abbé général de Cîteaux, à le supprimer et à transférer, en 1451, ses religieuses au Parc-aux-Dames. La maison, réduite en prieuré, le 6 novembre de la même année, fut occupée par des Cisterciens d'Ourscamp qui durent acquitter le service divin et les fondations, selon que le permettrait la diminution des reve-

(1) *Gall. christ.*, t. IX.

nus et conformément aux constitutions de l'Ordre qui exigeaient au moins douze religieux ou religieuses et un abbé ou une abbesse dans les monastères des deux sexes. Le premier prieur, nommé par D. Jean de Wion de Givrey, fut Clément de Lyons. Depuis cette nomination, du 6 novembre 1451, la Joie fut toujours à la collation de Cîteaux jusqu'à l'an 1678, malgré les dispositions du Concordat.

Dans cet intervalle, le prieuré subit de nouvelles vicissitudes et soutint quelques procès qui ne manquent pas d'un certain intérêt. L'un fut suscité, en 1474, par sa propre justice. Les religieux se prétendaient en effet seigneurs « de la ville, terre et seigneurie des Ruisseaux » (où était située leur maison) avec droit de justice entière, exercée par leurs officiers, le long de la rivière d'Aisne jusqu'à Rethondes. Or, le sieur Michaud, sergent du prieuré, s'était rendu coupable « d'excès, abus, entreprises indues, » notamment en prenant « plusieurs flans et patéz » à des marchands qui avaient étalé à la Joie, le jour de Sainte-Claire, sans « congié » du prieur et sans payer leur étalage. De plus, Royal-Lieu, revendiquant cette seigneurie, prétendait percevoir sur la rivière, depuis les Ruisseaux jusqu'au terroir de Rethondes, un droit d'arrivage et de rivage de 4 deniers parisis pour chargement et déchargement sur les bateaux, et de 2 sur les nacelles, à peine de 60 sous d'amende pour les contrevenants. L'affaire fut portée devant Jean des Croisettes, lieutenant du bailli de Senlis à Compiègne, qui donna gain de cause aux marchands et aux moines de Royal-Lieu contre Jehan Cardoue, prieur de la Joie, dont le droit de justice fut réduit à son enclos (1). Celui de forage, en la seigneurie des Ruisseaux, fut aussi disputé au prieur D. Jehan de Rethel, par le chevalier Jehan Le Borgne, vicomte de Berneuil, et par Antoine de Louvain, écuyer, à l'occasion d'une vente de vin en détail dans l'ancien enclos par un marchand auquel il réclamait 4 lots de vin par pièce; mais cette fois, le prieur fut maintenu dans

(1) Lettres du 15 avril 1474. (*Cartul. de La Joie*).

ce droit, le 15 mars 1502, par la prévôté de Compiègne et Choisy (1).

Admis en participation de tous les biens spirituels de l'Ordre de Cîteaux, au chapitre général du 15 mai 1504, le prieuré de la Joie ne fit plus beaucoup d'acquisitions de biens temporels, et bientôt même ne connut que des désastres. Il fut ruiné, détruit, il perdit ses titres et n'eut bientôt plus de quoi alimenter plus de deux religieux. Ces désastres sont signalés par Louis Ranqueul, lieutenant du gouverneur et bailli du Valois, dans une permission qu'il accorda, le 13 mars 1519, au prieur, de construire un moulin sur « un petit rivage d'eau » près de l'Aisne pour l'usage des religieux et des habitants circonvoisins, le prieuré ayant été, y disait-il, « en grosse décadence et ruyné par tant de fortune de guerres que mauvais gouvernement des ayans administration d'iceluy (2). » La maison fut encore pillée, en 1567, par les Huguenots qui brûlèrent l'église et ruinèrent la nef laquelle ne fut réédifiée qu'en 1628.

V. — Tandis que les moines de Longpont cherchaient à entraver, par leurs requêtes, les empiètements des abbés commendataires et de leurs procureurs, les chanoines de Saint-Jean-des-Vignes s'efforçaient d'échapper au régime même et de préserver leur beau monastère d'une décadence certaine. L'abbé Pierre de la Fontaine étant mort en 1516, on dut songer à lui donner un successeur. L'élection d'un supérieur dans un monastère, on vient de le voir à Longpont, était un acte de grande importance, équivalant même, sous quelque rapport, à celle d'un évêque dans un diocèse. Voici, à Saint-Jean, un autre tableau de la manière dont elle se pratiquait chez les chanoines réguliers.

Le 30 septembre 1516, le chapitre, composé de tous les profès, prêtres, diacres, sous-diacres, s'assembla sous la présidence de Gillebin, prieur claustral, lequel exhorta

(1) Lettres de Jacques Langlois et Jehan Bucquet, tabellions en la prévoté de Compiègne, des 20 et 25 mars 1502. *(Ibid.)*

(2) Lettres du lieutenant, etc., confirmées par les officiers du duché de Valois et par François de Billy, chevalier, baron, seigneur de Courville et d'Yvort, grand maître inquisiteur et général réformateur des eaux et forêts du duché de Valois pour le roi, le 17 avril 1520. *(Ibid.)*

les chanoines à déposer tout esprit de contention et tout sentiment de faveur ou de haine. Ensuite, l'assemblée désigna Jean Bocquet et Nicolas Prudhomme pour aller « insinuer », plutôt que demander, à l'évêque Foucauld de Bonneval la continuation du mode d'élection fixé par la charte de fondation dans celle du 10 octobre suivant. Ce jour-là, tous les prêtres présents célébrèrent la messe aux divers autels, et tous ceux qui n'étaient pas prêtres assistèrent à une messe du Saint-Esprit chantée par le prieur et y communièrent. Après quoi tout le couvent se rendit processionnellement à la salle capitulaire en chantant le répons : *Inter natos mulierum*, etc. Là, le prieur, après le chant du *Veni Creator*, lut la monition suivante : « Moi, Nicolas Gillebin, prieur claustral de ce monastère de Saint-Jean-des-Vignes de Soissons, en mon nom et en celui de tout le chapitre de la même église, j'avertis tous et chaque excommunié, suspens et interdit, si *(quod absit)* il en est parmi nous, et tous ceux qui, par le droit ou la coutume, ne doivent pas être présents à l'élection de l'abbé de ce monastère, de quitter le chapitre, protestant que mon intention, celle du chapitre et de tous ceux qui le composent n'est pas d'admettre de telles personnes comme ayant droit à l'élection et de procéder ou d'élire avec eux. De plus, nous voulons, avec tout le chapitre, que les voix de ceux que l'on trouverait avoir, dans ces conditions, participé à l'élection soient nulles et ne puissent apporter préjudice ou dommage à personne, mais soient tenues comme non reçues et non avenues. »

Après la lecture de cette monition, le prieur, entre les mains du sous-prieur, celui-ci et chaque religieux, l'un après l'autre, entre celles du prieur, prêtèrent le serment prescrit par la Pragmatique sanction, à genoux, la main sur les Evangiles, et ainsi conçu : « Moi, N....., religieux profès de ce monastère, je jure et promets au Dieu tout-puissant et à saint Jean-Baptiste (sous le nom duquel cette église a été dédiée) de choisir pour abbé celui que je croirai plus utile à l'église, tant au spirituel qu'au temporel, et de ne point donner ma voix à celui que je saurai vraisemblablement avoir cherché à faire

tomber l'élection sur lui-même, par promesse ou don d'une chose temporelle faits par lui, soit par un autre ou autrement, directement ou indirectement. »

Ce serment prêté, l'assemblée décida qu'on procéderait à l'élection « par voie d'inspiration divine » et qu'on n'aurait recours aux autres modes, tels que le scrutin et le compromis, que dans le cas où le premier ne réussirait. pas Aussitôt, le sous-prieur, D. Charles Barbier, se leva, fit le signe de la croix et prononça ces paroles : « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, je Charles Barbier, prêtre et religieux profès de cette église et monastère de Saint-Jean-des-Vignes de Soissons, de l'ordre de Saint-Augustin, par voie d'inspiration divine, élis pour pasteur et abbé de ce monastère vénérable et religieux homme Nicolas Prudhomme, notre confrère, profès du même ordre et monastère, éprouvé par son âge, sa science et ses mœurs. » A ces mots, toute l'assistance se leva et tout d'une voix accepta ce choix; puis, au chant du *Te Deum*, on conduisit Prudhomme à l'église et au grand autel; les portes de l'église sont ouvertes, les cloches sont mises en branle et l'élection du nouvel abbé est proclamée du haut de l'ambon sans qu'il se fût élevé aucune réclamation.

On retourna au chapitre où l'on demanda au nouvel élu s'il daignait donner son assentiment au choix qu'on avait fait de sa personne. Il répondit : qu'il fallait mûrement réfléchir avant de faire une entreprise, surtout quand il s'agissait d'une chose aussi difficile et aussi sublime que celle du soin pastoral d'une abbaye; qu'en conséquence, il demandait trois jours pour consulter des hommes mûrs en érudition et en piété. Ce temps écoulé, quatre religieux, Jean Bocquet, de Couvrelles, qui fut prieur-curé de Saconin; Jean Boucquin, de Neuilly, qui fut prieur-curé d'Arcy et de Courboin; Simon Le Tardieu, d'Arras, qui fut prieur-curé d'Oulchy; et Pierre Judas, de Neuilly, qui fut prévôt du monastère et curé de Saint-Remy de Soissons, chargés par le chapitre de s'enquérir de la décision de Prudhomme, lui députèrent l'un d'eux, Jean Bocquet, au nom de tout le couvent. Prudhomme répondit : que, ne voulant pas résister à la

volonté divine, ni à l'Esprit-Saint, à la grâce desquels il attribuait son élection; et que, plein de confiance dans les conseils de plusieurs hommes vénérables et dans la bienveillance de ses confrères, il acquiesçait aux prières de ceux qui l'avaient élu. L'évêque Foucauld de Bonneval s'étant enquis de toutes ces particularités par des commissaires spéciaux, qu'il avait chargés de tout examiner, approuva l'élection et confirma dans sa charge le nouvel abbé qu'on lui présenta conformément aux actes de la fondation (1).

Nicolas Prudhomme, qui avait été successivement prieur-curé d'Oulchy et de Montmirail, fut le dernier abbé élu selon l'antique usage de Saint-Jean-des-Vignes, lequel, après quelques oscillations, tomba en commende. Aussi semble-t-il s'être hâté, dans la prévision de ce qui allait arriver, de mettre l'abbaye en état de subir le moins possible les effets de ce régime. Il fit imprimer, en 1517, le bréviaire particulier que l'on avait toujours suivi à Saint-Jean et dont chaque religieux, avant l'invention de l'imprimerie, était obligé, pendant son noviciat, de copier un exemplaire de sa main. Il fut édité en deux volumes et en lettres gothiques avec ce titre : *Breviarium secundum usum insignis et colendissimi cœnobii Sancti-Joannis in Vineis Suessionensis.* On en conservait encore quelques exemplaires au chartrier de l'abbaye en l'année 1710. Prudhomme voulut poser lui-même la croix, en 1520, sur la plus haute des tours de l'église et fit construire un autre élégant clocher qui s'élançait du centre des transepts.

Nicolas Prudhomme mourut le 23 août 1541, et fut inhumé dans le sanctuaire de l'église qu'il avait achevée. Six ans avant sa mort, il avait donné sa démission en faveur de Jean de la Fontaine, religieux de l'abbaye, espérant fermer ainsi la porte à la commende; il parvint seulement à la reculer de quelques années, et encore celui-ci, pour être maintenu dans sa dignité, dut-il prendre ses provisions du roi, qui le nomma abbé en 1536.

(1) *Chronic. S. Joann.*, p. 184 à 190.

La Fontaine, né à Louâtre d'une famille noble, dont les ancêtres avaient été seigneurs en partie de ce village, fut d'abord prieur et sous-prieur à Saint-Jean et curé de Mareuil-sur-Marne. Ayant obtenu de se faire bénir à Paris, cette cérémonie, présidée par Guillaume, évêque de Bellune, eut lieu le 3 mars 1536. Il établit une association de prières avec les Célestins de Villeneuve, le 7 septembre 1544, et fonda à la cathédrale l'Antienne *Regina cœli* qui se chantait à la procession les lundi, mardi et mercredi de Pâques, et une distribution de pain aux chanoines et aux chapelains chaque dimanche, depuis l'Avent jusqu'à Pâques. Il remit la maison et ses fermes en bon état et embellit même celles de La Glaue et de Saint-Bandry. C'est à lui qu'on doit le gracieux petit cloître de la Renaissance qui touchait au grand cloître et « le bâtiment plein de sculptures en dehors qui donne sur la cour et contient la salle et la grande chambre au-dessus avec son cabinet. » Il fit aussi voûter les trois premières salles de la bibliothèque, le chœur de l'église de Louâtre, où il avait reçu le baptême, et en aurait même achevé la nef s'il n'eût été prévenu par la mort.

Au milieu de ces grands travaux, il songea aussi à s'assurer un successeur régulier. Dix ans avant son décès, il donna sa démission entre les mains du roi qui nomma pour lui succéder Pierre Basin, chanoine de la maison, et cette fois encore Saint-Jean échappa à la commende séculière (1). Il mourut en 1557 et fut inhumé devant le grand autel, sous une pierre portant cette épitaphe : *Hic jacet bonæ memoriæ vir Johannes de la Fontaine, de Loistre, 30 abbas hujus ecclesiæ qui rexit hanc ecclesium in pace et prosperitate bonorum spiritualium et temporalium 13 annis, quibus peractis cessit V. viro Basin, an. 1547. Obiit autem 3 octobris 1557.*

Pierre Basin, de Montmirail, licencié en droit, ancien argentier et prévôt de l'abbaye, ancien prieur du Grand-Rozoy, de la Ferté-sous-Jouarre et d'Arcy-Ste-Restitute, prit donc en main la direction du couvent, et peu de temps

(1) *Chronic. S. Joan.*, p. 202, et *Hist. de St-Jean*, p. 116 et suiv.

après il lui fallut sauver son abbaye menacée dans son existence (1).

François Ier était mort le 31 mars 1547, et Henri II, son fils aîné, s'achemina, au mois de juillet, vers la ville du sacre. De Villers-Cotterêts, où il passa plusieurs jours, il se détourna vers Compiègne avec sa cour et y fit son entrée solennelle. Il se rendit ensuite par Soissons à Reims et y fut sacré, le 25 juillet, par l'archevêque Charles de Lorraine; il repassa encore par Villers-Cotterêts, y séjourna une partie du mois d'août et y signa plusieurs ordonnances, celle notamment du 7 de ce mois pour la confirmation des privilèges de l'abbaye de Saint-Hubert des Ardennes. En 1549 eut lieu à Saint-Denis le couronnement de la reine Catherine de Médicis, auquel assista l'évêque de Soissons. Les favoris du feu roi furent disgraciés, et Nicolas de Bossut-Longueval n'échappa à ce revers de fortune que par la cession de son château de Marchais, près Liesse, au cardinal de Lorraine. Les nouvelles luttes que Henri entreprit contre Charles-Quint attirèrent souvent ce prince et sa cour dans les diocèses de Laon et de Soissons. Le cardinal de Vendôme était, le 22 février 1549, à Anizy, résidence des évêques de Laon, que le cardinal de Bourbon avait fait rebâtir avec magnificence; le duc de Vendôme y vint le 8 avril suivant, tandis que « Monsieur et Madame » venaient de quitter Choisy, près de Compiègne. Le roi lui-même se rendait en cette dernière ville, avec le cardinal de Lorraine. Suivant une lettre de ce cardinal au duc d'Aumale, son frère, datée de Mouchy, et où il lui donnait des nouvelles de la cour, le roi, parti de Compiègne le matin, était venu coucher à Mouchy, espérant être bientôt à Amiens (2).

Ces allées et venues autour de Soissons, motivées par les affaires du royaume, attirèrent l'attention sur cette place, visitée naguère par Charles-Quint, et firent naître le projet de rétablir ses fortifications sur une plus vaste échelle. Sa reddition récente aux troupes de l'empereur

(1) *Chronic. S. Joan.* — *Hist. de St-Jean*, p. 116 et 120.
(2) *Mémoires du Duc de Guise* (François de Lorraine d'Aumale), de 1547 à 1563.

avait surtout démontré le danger que lui faisait courir, en cas de siège, la colline couronnée par l'abbaye de Saint-Jean. En effet, l'ennemi, maître de cette position qui commande la ville, pouvait de là battre les remparts, jeter des feux jusque dans les rues et s'approcher même des fossés sans danger; de sorte que la prise de l'abbaye amenait bientôt celle de la place. Cette considération d'un ordre majeur en fit résoudre la destruction et un édit fut rendu en ce sens.

La nouvelle de cet édit jeta la consternation dans le couvent et excita les plus vifs sentiments de compassion et de regrets dans toute la ville. On allait donc renverser cette église magnifique, ouvrage de plusieurs siècles, fruit de tant d'économies, de sacrifices et de persévérance; raser cette clôture féodale élevée à si grands frais dans l'intérêt même de la ville, ces lieux réguliers si remarquables par leur étendue, la variété de leurs styles, et où chaque époque était venue imprimer son caractère artistique, depuis le XI^e^ siècle, époque des premières constructions, jusqu'au XVI^e^, qui allait être témoin de leur destruction, depuis le plein-cintre et l'ogive, types de l'art chrétien, jusqu'aux capricieuses élégances de la Renaissance payenne. C'en était donc fait de ces tours admirables que la croix venait de surmonter; de ce petit cloître de l'abbé encore éclatant de blancheur; de cette jolie construction aux capricieuses sculptures, aux arabesques délicatement fouillées, aux médaillons encadrant des têtes romaines, françaises, orientales, inspirées à l'artiste par la fantaisie. C'en était fait aussi de ce grand cloître du XIV^e^ siècle d'une structure incomparable, chef-d'œuvre d'un art arrivé à son apogée; le marteau démolisseur allait frapper partout sans pitié.

Cependant, dès qu'on fut un peu revenu de l'étonnement et de la consternation qu'avait causés cette triste nouvelle, on s'ingénia à trouver quelque moyen d'arrêter l'exécution de l'édit fatal. Il n'y avait pas de temps à perdre, car on devait procéder à la démolition de l'abbaye en même temps qu'on élèverait les nouvelles

fortifications. Les raisons à opposer à cette destruction ne manquaient pas; ce qu'il fallait surtout, c'était de les faire appuyer par des amis puissants dans le conseil du roi. Il tombait en effet sous le sens, que la démolition de Saint-Jean n'en laissait pas moins subsister la colline qui domine la ville, et que ses ruines elles-mêmes ne pourraient qu'offrir longtemps encore à l'ennemi, un moyen plus sûr d'approcher de la place.

Pierre Basin et son couvent trouvèrent un premier protecteur dans l'évêque Matthieu de Longuejoue, auquel ses services avaient donné une grande importance à la cour et dont l'affection pour Saint-Jean-des-Vignes, où il était descendu à son arrivée à Soissons, ne faisait aucun doute. N'avait-il pas choisi pour le suppléer, en qualité de suffragant, pendant ses longues absences employées au service du roi, et avec l'agrément du pape, un chanoine de l'abbaye, Quentin Le Museur, qu'il avait fait nommer évêque *in partibus* de Véry? Après la mort de celui-ci, originaire de Saint-Quentin et qui avait été prieur-curé de Vendières et de Tréloup, trésorier et grand-prieur du cloître, arrivée en 1545, n'avait-il pas pris d'ailleurs, comme coadjuteur, Jean de Inancourt, dominicain, prédicateur et confesseur de Henri II? Matthieu de Longuejoue n'eut pas de peine à obtenir la révocation de l'édit. Il fit valoir la raison qui s'était tout d'abord présentée à l'esprit des religieux, l'inutilité de la suppression du monastère au point de vue de la défense, se fit appuyer par le connétable Anne de Montmorency, son ami; par son frère François, seigneur de Rochepot, lieutenant du roi en Picardie, avec lequel il était aussi fort lié, et il obtint que le monastère et le monticule sur lequel il était bâti fussent renfermés dans la nouvelle enceinte. Il ne lui avait fallu que déployer beaucoup d'adresse et d'activité pour arriver à cet heureux résultat. L'amiral Gaspard de Coligny, gouverneur de l'Ile de France, fut envoyé à Soissons pour procéder aux premiers travaux. L'abbaye était sauvée, mais il fallut s'imposer de grands sacrifices. On céda une bonne partie des terres et des vignes qui

l'entouraient pour établir la ligne des fortifications dont la conduite fut confiée au procureur du roi Jacques Petit (1).

Les deniers nécessaires aux acquisitions de terrains et aux ouvrages de défense furent à la charge des habitants de la ville. Le clergé et la noblesse, imposés au quart de leurs revenus, refusèrent de supporter de si lourdes charges, mais les bourgeois et manants, sur qui on voulut les faire retomber tout entières, s'adressèrent au roi pour les y contraindre (2). Ils lui remontrèrent : que les ecclésiastiques et les nobles possédaient une partie des maisons de la ville, qu'ils y faisaient leur résidence et tiraient des gros revenus de la location de celles qu'ils n'habitaient pas ; que les communautés, les chapitres, les abbayes et les autres gens d'Eglise et nobles, jouissant des privilèges de la ville et se refusant néanmoins de supporter leur part des charges, celles-ci retombaient sur « les pauvres manans et habitans, » ce qui avait été cause du délabrement où se trouvaient les fortifications. Le roi eut égard à cette juste requête et ordonna que « tous les gens d'Eglise et les nobles ayant maison en la dite ville, où ils font demeure, fussent contribuables comme les autres habitans (3). »

On enveloppa dans la ligne des nouveaux remparts Saint-Jean tout entier, avec son clos de vignes de 30 arpents, son préau, ses antiques remparts à tourelles qui en faisaient jadis une *importante forteresse* isolée, une sorte de citadelle. L'abbaye perdit un moulin, plusieurs maisons et autres héritages qui furent « destruy et desmolis pour estre convertis aux fossés et contrescarpes. » Il fallut en outre fournir « pour l'édification et construction de deux boullevertz, » l'un près de la porte Saint-Martin et l'autre près de la porte même de l'abbaye, de bonnes sommes d'argent. Pour compenser ces pertes, les chanoines de Saint-Jean s'adressèrent de nouveau à Henri II et lui demandèrent la décharge

(1) *Chronic. S. Joan.*, p. 210. — *Hist. de St-Jean*, p. 204. — DORMAY, t. II, p. 448. — ROUSSEAU, t. II, p. 48.
(2) D. GRENIER, t. XIII, n° 5. — CARLIER, t. II, p. 584.
(3) D. GRENIER, t. XIII, n° 5. — CARLIER, t. II, p. 584.

des 1,400 livres formant leur quote-part de la contribution imposée sur toute la ville sans distinction, pour la construction des remparts et qu'ils avaient déjà payée pendant quatre années. Le roi fit droit à cette nouvelle demande, d'abord parce qu'elle était juste et ensuite, ainsi qu'il s'exprima dans ses lettres-patentes relatives à cette concession, du 12 avril 1558 et adressées au duc de Montmorency, gouverneur de l'Ile de France, ou à son lieutenant à Soissons, parce qu'il voulait « que le service divin institué et ordonné aux saintes religions soyt régulièrement entretenu et observé, sans aucune diminution, pour le soutenement de la foy chrétienne et de notre pauvre peuple (1). »

La nouvelle enceinte de Soissons engloba encore dans la ville l'église Saint-Martin, avec des cultures sur lesquelles on établit plus tard le jardin de l'Arquebuse ; Saint-Pierre-à-la-Chaux, dont on démolit la nef pour élever en sa place un cavalier qui en prit le nom, ainsi que le bel « hôtel » occupé par le prieur-curé de cette église. Celle-ci avait sans doute éprouvé déjà bien des dommages, puisque Louis Jouvenel des Ursins, prieur commendataire de Coincy, de qui elle dépendait, obtenait en 1539, une bulle du pape contre ceux qui avaient spolié ce prieuré-cure. Cette ancienne paroisse où était une des portes de la ville *(ubi et porta urbis erat)* avait été elle-même changée en prieuré simple à la suite des désastres éprouvés par la ville et qui lui avaient enlevé ses paroissiens (2).

Notre-Dame-des-Vignes eut un sort plus rigoureux encore. Cette église était ainsi nommée des vignes au milieu desquelles elle était située et qui s'étendaient en 1414, depuis la *porte Ozane*, appelée aussi *porte de Notre-Dame-des-Vignes*, jusqu'à celle de Saint-Christophe. Elles recouvraient l'emplacement du Château d'albâtre ruiné bien avant cette époque (3). On la détruisit

(1) Lettres données à Paris, le 22 avril 1558, et signées du roi et du cardinal de Lorraine présent, etc. *(Bulletin de la Société historique de Soissons*, t. XVIII, p. 249.

(2) Cette porte située près de Saint-Pierre-à-la-Chaux, selon le Pouillé de 1574, était différente de la porte Bérard.

(3) Une charte de Jacques de Bazoches, évêque de Soissons, indique par-

avec son antique clocher dont la construction remonterait, selon une tradition alors en vogue, jusqu'au VIII[e] siècle. On rapportait que, lorsqu'on renversa la flèche en bois, d'un très beau travail, on trouva sur le globe qui couronnait le sommet, une date indiquant qu'elle aurait été construite il y avait huit cents ans. Cette date ne pouvait être que celle de la fondation de l'église rappelée sur ce globe. Comme on était pressé de terminer les fortifications à cause de l'imminence de la guerre, on ne rasa l'édifice que jusqu'à la naissance des voûtes, et sur cette ruine on éleva une plate-forme et une grosse tour. Avec les débris de maçonnerie et la terre extraite des fossés qu'on rendait plus profonds, on combla la plate-forme sous laquelle demeurèrent ensevelis le pavé, les tombeaux, les piliers et quelques restes de murailles. Cette tour *canelée* prit le nom de *Tour de l'Evangile*, parce que la procession de Saint-Gervais, qui venait autrefois chanter l'Evangile à Notre-Dame-des-Vignes le jour de Pâques fleuries, continua de faire cette station à la tour qui avait remplacé l'église.

Les paroissiens de Notre-Dame furent rattachés à l'église de Saint-Victor, qu'on avait reconstruite depuis le siège de 1414, mais ils trouvèrent cette situation incommode et résolurent de donner une nouvelle église à leur paroisse avec « l'aide et aumône des gens de bien. » Ils choisirent pour cette construction un terrain situé entre la *Maison de Longpont* et la rue des Cordeliers et appartenant à Saint-Jean-des-Vignes. Aussi déférèrent-ils, en 1549, à Pierre Basin, son abbé, l'honneur d'en poser la première pierre. Celui-ci fit mettre dans les fondations une inscription qui faisait allusion au nom de Basin : *Posuit hanc basim Petrus Basin abbas Sancti-Joannis.* Le nouvel édifice s'éleva assez rapide-

faitement la situation de N.-D.-des-Vignes. Elle constate que le chevalier Raoul de Soissons, a vendu « 50 sextarios vineæ in una petia vineæ sita juxta murum civitatis Suessionis infra portam S. Christophori et portam S. Mariæ in Vineis. » (DORMAY, t. I[er] preuv. de l'ancien plan de Soissons, ex Archiv. *S. Petri ad Parvisium,* et POUILLÉ, *ms.,* du Diocèse de Soissons).

ment et devait être bientôt l'objet de la rage des Huguenots.

Quoique Nivelon de Chérisy eût donné à Notre-Dame-des-Vignes une constitution relative aux droits réciproques du doyen et du chapitre de cette collégiale, des contestations qui s'étaient élevées entre eux, en 1529, au sujet de la cure, avaient nécessité de nouveaux règlements. Ils furent rédigés par cinq arbitres, Jean de la Fontaine, abbé de Saint-Jean-des-Vignes; Gilles Thomas, doyen de Saint-Gervais; Jean Lépaulart, écolâtre; Claude Merlet, official; et Desmarets, principal du collège de Soissons. Il y était reconnu que le corps du chapitre était curé-né de la paroisse, que les chanoines et le doyen en étaient solidairement les administrateurs, mais que le gouvernement des âmes appartenait au doyen seul comme représentant du chapitre; qu'en conséquence, il avait seul droit aux rétributions données pour l'administration des sacrements; que les offrandes et les droits reçus pour les services de l'église seraient divisés en dix parts, dont deux pour le doyen à raison de ses deux prébendes; enfin, que ce dignitaire pouvait choisir un vicaire pour l'aider dans ses fonctions curiales. Ainsi, la sentence arbitrale attribuait la juridiction spirituelle et du for intérieur au doyen, la juridiction temporelle et extérieure au chapitre (1).

La fête de la paroisse de Notre-Dame-des-Vignes fut désormais célébrée auprès de la nouvelle église, dans la rue de la Burie, par où passait la petite rivière de Crise, selon un acte du cabinet du maréchal de Puységur, seigneur de Buzancy. « A hault et puissant seigneur, Monseigneur de Roye, dit ce monument, compètent et appartiennent plusieurs belles seigneuries, entre autres il est seigneur de Buzancy et vicomte de la rivière de Crise, laquelle rivière souloit passer parmi la ville et cité de Soissons, en laquelle rue, chacun an, jour des prez, se faict la feste de la paroisse de Notre-Dame-des-Vignes (2). » La confrérie du Saint-Sacrement, qui y

(1) Dormay, t. II, p. 50. — Cabaret, t. II, p. 232.
(2) Pouillé, *mss., du Diocèse de Soissons.*

avait été établie, en 1530, par l'évêque Symphorien Bullioud, avec une grande pompe, subsista jusqu'à sa destruction sous Henri II et fut rétablie par Charles de Roucy lorsque l'église fut rebâtie au Grand'Marché. Elle existait encore au siècle suivant et reçut de nouvelles constitutions de Languet de Gergy, en 1729. Autrefois, dans les *processions* et *réunions* de la confrérie, douze de ses membres représentant les douze apôtres portaient des costumes propres à rendre l'illusion plus complète, mais alors on avait abandonné cette représentation et autres usages surannés.

La destruction de l'église Saint-Martin, n'entraîna pas non plus la suppression de la paroisse Saint-Martin. Cette église, qui était dans le faubourg, en dehors de la vieille enceinte et qui se trouva avec son cimetière près du fossé de la nouvelle, fut rebâtie dans l'intérieur de celle-ci, vis-à-vis son ancien emplacement et assez près de la porte de la ville qui prit le nom de porte Saint-Martin. La muraille fut même élevée sur le terrain qu'elle occupait, car le cimetière se trouva séparé d'elle par le rempart et le fossé. Une croix appelée la *Croix-Tortue* indiqua longtemps le lieu qui occupait ce cimetière au milieu d'un champ en dehors de la Porte-Neuve, à gauche en se dirigeant vers Saint-Crépin-le-Grand. Cette croix fut ensuite démolie, le champ cultivé et le projet qu'on avait conçu d'en faire la sépulture des pauvres, abandonné (1).

Quant aux monastères de Saint-Médard, de Saint-Crépin-en-Chaye, et des Célestins de Villeneuve, ils étaient trop éloignés pour être l'objet des préoccupations de la défense. Toutefois, le premier perdit, par la suppression de la porte Bouillant qui fut bouchée tandis qu'on répara celle de Crouy, l'avenue qui, du pont de la ville, conduisait directement à l'abbaye par le faubourg Saint-Vaast (2). Cette porte donnait sur le champ et la Croix-Bouillant et s'appelait aussi *Porte-*

(1) Manuscrit d'un chanoine de Soissons, à la suite du journal de D. Lepaulart. (*Bibl. de Soissons.*) — Pouille, *mss. ibid.* — Dormay, t. 1er *preux. explication du vieux plan de Soissons*, ex Michel Bertin.

(2) Michel Bertin et Pouille, *mss. de la Bibl. de Soissons.*

Royale. Elle méritait ce nom parce qu'elle donnait accès à l'ancien palais des rois à Saint-Médard, plutôt que la porte Saint-Christophe par où ils entraient à Soissons en venant de Paris ou de Compiègne (1). Les portes Bérard et Hozanne furent aussi supprimées, et la Crise, rendue à son cours, cessa de couler par les rues de Panleu, de la Burie, des Cordeliers, le Grand'Marché et le long des murs de Saint-Léger. La famille Bérard, qui avait donné son nom à la rue et à la porte Bérard ou Barat, dès le XII[e] siècle, existait encore fort nombreuse à Soissons à la fin du XVI[e] et il y avait aussi alors des vignes près de cette porte, qui pouvait n'être pas tout à fait détruite à cette époque. En 1548, Jehan Blanc-Pain, curé de Saint-Remy de Fontenoy, louait une maison dans la rue descendant de celle de Richebourg, en la rue *aux Asnes* (Hozanne) et un jardin devant le cimetière de la collégiale de Notre-Dame-des-Vignes, celui de l'ancienne église. Les rues de Guise et Frise-Bois ne paraissaient pas avoir eu de portes à leur extrémité, comme la rue Bérard. La rue Frise-Bois, dite aussi Franche-Bois, s'appelait autrefois *Froisse-Bos*, du nom d'un bourgeois qui l'habitait, ainsi qu'on le fait remarquer ailleurs dans ces Annales (2).

Ces travaux, en obligeant à opérer des déplacements considérables de terres et de décombres et à fouiller profondément le sol du vieux Soissons, amenèrent la découverte d'une quantité d'objets antiques fort précieux pour l'archéologie. Du côté de Saint-Crépin-en-Chaye, on trouva de vastes édifices voûtés et ornés de peintures à fresque, de nombreux morceaux de marbre, de jaspe, de porphyre, d'albâtre; une statue de marbre blanc qu'on crut être celle de quelque divinité payenne et dont la tête était brisée; des fragments de mosaïques,

(1) DORMAY, t. II, p. 7. Cette opinion est plus probable. On lisait en effet dans l'Obituaire de St-Gervais : « Idibus septembris interfectus est Guido miles qui dedit nobis *alodium* ad portam Regalem. » — « 16 Kalend. junii obiit Elisabeth vidua pro qua habemus partem *alodii* ad portam Regalem. » Or, le puits Allod ou de l'Alleu *(puteum Alodii)*, qu'on appelait aussi le *grand Abyme*, était près de la porte Bouillant. (DORMAY, t. I, *preuv. du plan ancien de Soissons.)*

(2) Etude de M[e] Suin, notaire, *Actes du XVI[e] siècle. (Bulletin de la Société historique de Soissons.)*

des médailles d'or, d'argent, de cuivre à l'effigie des empereurs Drusus, Tibère, Claude, Néron, Vespasien, et d'autres débris des faubourgs de la ville romaine, surtout du château qu'y occupèrent les gouverneurs romains et peut-être les empereurs à leur passage à Soissons. Ce palais reçut alors la dénomination de *Chasteau d'Albastre*, à cause des marbres blancs qu'on avait surtout découverts sur son emplacement. En creusant le fossé du bastion Saint-Remy, établi sur les ruines de l'église de ce nom, en 1414, par les Bourguignons, on mit aussi à nu des vestiges de cet édifice, des piliers, des murs épais, le chœur, l'autel, les fonts baptismaux, indications évidentes d'un grand et bel édifice (1).

On a élevé des doutes tant sur cette découverte que sur la ruine même de l'église Saint-Remy. Comment concevoir en effet qu'on eût laissé couvrir de terres au lieu de les enlever l'autel, les fonts baptismaux ? En tout état de cause, l'église aurait été rebâtie vers le même endroit, puisque la cure subsista jusqu'à la Révolution. A la fin du XVI[e] siècle, le curé joanniste de Saint-Remy, Jean Merlet, loua au médecin Claude Merlet, deux jardins tenant d'un côté à son presbytère et de l'autre aux remparts, et une grange faisant le coin du carrefour Saint-Remy, tenant d'un côté à la rue de la Procession ou des Minimes et de l'autre à la rue Saint-Remy. Quoiqu'il en soit, les travaux des fortifications terminés, on grava dans les casemates les armoiries de Henri II et de l'amiral de Coligny, et des vers composés par le chanoine Thibauld Paquet, où le poète disait en assez mauvais style : Que Soissons a été mis en état de soutenir un siège comme celui de Metz qui venait d'immortaliser le duc de Guise (1553) (2).

Cependant Pierre Basin, abbé de Saint-Jean, tourmenté, comme son prédécesseur, de la pensée que le monastère pourrait bien après lui tomber en commende, fit assembler, en 1567, un chapitre extraordinaire des religieux et des bénéficiers de la campagne, et y exposa

(1) BERLETTE, Michel BERTIN. — DORMAY, t. II, p. 448.
(2) *Actes du XVI[e] siècle, ibid.*

le dessein qu'il avait formé de donner sa démission « en faveur d'un de ses confrères ». Le motif, qui le faisait agir en cette circonstance, était trop élevé pour que chacun n'approuvât pas sa résolution. On lui donna pour successeur le prévôt de la maison, Antoine Dupré. Basin se trouva si heureux de ce choix que, sur-le-champ, il tira de son doigt son anneau pastoral et le donna au nouvel élu. Précautions inutiles ! Le roi refusa de confirmer cette élection régulière et canonique et nomma abbé commendataire de Saint-Jean Charles de Bourbon, cardinal-archevêque de Rouen. Né à la Ferté-sous-Jouarre, le 22 décembre 1523, il était fils de Charles de Bourbon, duc de Vendôme, frère de Catherine de Bourbon, abbesse de Notre-Dame de Soissons, et de Louis de Bourbon, prince de Condé, comte de Soissons. Charles, ayant appris par sa sœur que Basin avait fait élire Antoine Dupré pour lui succéder et que Gargan, prieur de Charly, était un de ceux sur qui on avait déjà jeté les yeux pour en faire le successeur d'Antoine Dupré, crut contenter les deux candidats en nommant l'un prévôt avec l'administration entière du temporel, et le second son grand-vicaire, avec la nomination aux bénéfices tant réguliers que séculiers de l'abbaye et la présentation, en son nom, aux charges et aux bourses du collège de Beauvais-Dormans à Paris. Mais cet arrangement, qui renversait les règles et les coutumes antiques de l'abbaye, ne fit qu'embrouiller les affaires.

Après la mort de Pierre Basin, arrivée en 1567, le grand-prieur de Saint-Jean, Michel Bertin, originaire de Missy-sur-Aisne, et qui avait pris, à vingt ans, l'habit de chanoine dans la communauté, eut de grandes mesures à prendre avec le cardinal. Homme pieux et animé d'un zèle ardent pour la prospérité de son couvent, il comprit bientôt que la disposition du temporel et du spirituel, que ce prélat venait de mettre entre des mains différentes, serait une charge pour lui, qu'au lieu d'un abbé on en aurait en réalité trois et que d'une autorité ainsi partagée il ne pouvait naître que de grands désordres. Bertin demanda donc instamment le partage des revenus, afin que la communauté pût régir la portion

qui lui serait assignée, sans dépendre du prévôt. Charles de Bourbon approuva cette proposition et envoya à Soissons, avec la qualité de vicaire-général, Louis de Mainterne, abbé commendataire de Chatrices, de l'ordre de Saint-Augustin, pour procéder à un partage équitable des revenus. On en fit quatre parts, dont l'une fut attribuée aux religieux, et les trois autres à l'abbé commendataire, qui eut ainsi à peu près celle du lion. Le vicaire-général, après avoir fait un examen sérieux de toutes choses, se rendit, le 29 août 1566, en la salle du chapitre avec deux notaires, et les deux parties signèrent le traité que le cardinal ratifia, la même année, et qu'il fit homologuer, l'année suivante, au Parlement.

C'est ainsi que la belle abbaye de Saint-Jean entra presque toute entière dans le vaste domaine d'un prince archevêque qui possédait déjà, au même titre, les superbes monastères de Saint-Germain-des-Prés, de Corbie, de Jumièges, d'Ourscamp et plusieurs autres qui l'aidaient, avec les gros revenus de son archevêché de Rouen, à soutenir l'éclat fastueux de ses titres de prince, de cardinal, de commandeur de l'Ordre du Saint-Esprit et de légat d'Avignon. Avant d'arriver au siège supérieur de Rouen, Charles de Bourbon avait passé par les évêchés de Nevers et de Saintes, montant de dignités en dignités et accumulant sans relâche des biens temporels que sa seule qualité de prêtre eût dû lui faire mépriser. On ne tardera pas à voir comment cet homme superbe en agit à l'égard de l'abbaye de Saint-Jean, déjà bien déchue dans ses revenus temporels, pendant les guerres du XIV^e^ et du XV^e^ siècles qui avaient porté le ravage sur tous ses domaines.

Cette triste situation, que vint aggraver l'application du Concordat, est présentée à nos yeux dans toute sa vérité par un monument précieux, échappé à la destruction de l'abbaye et où l'on trouve un état détaillé de ses biens et revenus en 1520. François I^er^, « considérant la grande diminution des domaines royaux, par suite des

(1) *Chronic. St-Joan.*, p. 20. — *Gall. christ.*, t. IX. — *Hist. de St-Jean*, p. 207. — H. MARTIN, *Hist. de Soiss.*, t. II, p. 400.

acquisitions des personnes et communautés religieuses, corps... de main-morte », ordonna un dénombrement de tous leurs biens, pour faire payer les droits d'amortissement à ceux de ces biens qui n'étaient pas encore amortis. C'est en conséquence de cette ordonnance, datée de Fontainebleau le 15 octobre 1520, que le procureur des religieux de Saint-Jean présenta cet état, comprenant tout le temporel de l'abbaye dans les bailliages de Valois et de Vermandois, lequel fut vérifié et arrêté par les commissaires royaux « sur le fait des amortissements », après les informations faites par ces officiers. La maison même de St-Jean était en effet du ressort du duché de Valois, avec son faubourg et celui de Crise, et en suivait la coutume. Ces faubourgs dépendaient de la châtellenie de Pierrefonds, l'une des plus considérables du duché, et leurs habitants s'étant mis anciennement sous l'avouerie du seigneur du chef-lieu de cette châtellenie, c'est en cette qualité de seigneurs de Pierrefonds, que plusieurs ducs de Valois nommèrent à l'abbaye de Saint-Jean.

De la déclaration de 1520, il résulte donc que, « à cause des guerres, divisions et mortalités qui, au temps passé, ont été en ce pays de Soissonnoys », les revenus de Saint-Jean étaient diminués, là d'un tiers, ici de la moitié et ailleurs même supprimés. Il suffira de citer en exemple les plus belles fermes de l'abbaye, pour montrer à quel état était réduite l'agriculture autrefois si florissante dans le Soissonnais. La ferme de la Glaüe ou de Dommiers, avec sa seigneurie, sa justice, son enclos, ses bâtiments, ses 32 muids et 60 arpents de terres et prés, ne rendait plus que 14 muids de grains en avoine et en blé. La ferme de Chaudun, avec ses 20 muids, 3 arpents et 7 esseins de terres et prés, qui rapportaient, avant les guerres, 41 muids de grains, n'en donnait plus que 26 et demi, tiers avoine. La justice du village, dont le couvent avait la moitié et qui valait autrefois 4 livres parisis de rente, était tombée à rien. On ne tirait que 4 muids de grains et 24 sous parisis d'une maison sise près de Vaux-Castille, de laquelle dépendaient 123 arpents de terre et 3 muids; que 10 muids de la ferme de Translon,

et des 14 muids et 16 arpents de terres, prés et bois qui l'entouraient. Neuville-Saint-Jean, qui formait autrefois un domaine d'une grande valeur, ayant toute la justice avec sergents pour l'exercer, hostises, droits seigneuriaux, une cense de 33 muids et demi de terres et prés, un jardin, un pré de 6 arpents à Saint-Remy-Yvry, près de Fonteny, ne produisait plus que 18 muids de grains et 4 sous parisis.

Le domaine de Violaine, avec sa justice ayant maire, sergents et officiers, comme à Neuville, n'était pas moins tombé. Ses droits seigneuriaux, valant 60 livres, étaient aussi diminués parce que telle maison ne devait plus que 4 deniers et une mine d'avoine de rente; telle autre avec un jardin, qu'une poule et un pichet d'avoine; celle-ci que 2 deniers. De 4 arpents de terre on ne tirait qu'un denier, d'un essein que 2 ou 3 sous parisis, de beaucoup d'arpents de terre qu'un denier tournois et 5 setiers de grains, et pour droit seigneurial que 11 deniers tournois. Ce terroir de Violaine, très divisé et occupé par de nombreux tenanciers, ayant maisons, jardins, masures, ne rendait que des cens très minimes. Entre autres droits, l'abbaye y avait celui de prendre une épaule de chaque pourceau tué et, en plusieurs cas, un poulet valant 4 sous parisis. La ferme, de 12 muids et 115 arpents de terre, ne rendait plus que 10 muids de grains au lieu de 30. Les revenus de la justice de Saint-Pierre-Aigle avaient subi de nombreuses réductions, et 17 muids de terre rapportant 5 muids de grains, ne rapportaient plus, avec plusieurs maisons, que 32 sous parisis et 12 esseins de grains. Les carrières qu'y avait l'abbaye étaient devenues de nulle valeur, et le Bois des Eglises de 18 à 19 arpents ne rapportait que 64 livres de rente. Les vignes de Berzy étaient perdues; la ferme située derrière le *chastel* rendait encore, avec ses 6 muids de terre, prés et vignes, 5 muids de grains, mais une autre maison, sise devant le *châtel*, avec cour, jardin, pourpris, 15 setiers de vignes, une chènevière, et 4 setiers de petits bois, ne rapportait que 44 sous parisis.

Sur d'autres points les choses n'allaient pas mieux.

Le moulin de Bourgfontaine à Marolles, qui rendait jadis 20 setiers de grains à Saint-Jean et 10 au prieuré joanniste de Saint-Vulgis, ne rapportait plus que 10 setiers et l'on ne recevait que 6 deniers du prieuré. Toutefois, l'abbaye tirait encore de la moitié de deux moulins à la Ferté-Milon, l'un à blé, l'autre à drap, des droits seigneuriaux, et la justice valait 15 livres 4 sous de rente et 8 muids de blé. La ferme d'Ambrief, donnée par Philippe de Hermanlt, et une maison tenant au château du village et à la ferme, avec des terres fort divisées en prés, bois, vignes, ne produisaient que 11 muids et demi de grains. La cense de Latilly, près Neuilly-Saint-Front, d'un revenu de 3 muids de grains, était réduite à 18 setiers. La ferme de Fonteny, avec cour, jardin de 2 arpents, 16 muids et 64 arpents de terre, était affermée à Simon Guyot à 14 muids de grains, tiers avoine. Enfin, tous les droits seigneuriaux que Saint-Jean avait à Rozoy étaient réduits à 6 livres 17 sous parisis. La ferme près de l'église, au lieu de 18 muids de grains, en rendait 8, l'autre ferme 9, les deux moulins 2, la cense de la Pissotte 4, deux autres petites censes 7, tous les bois 18 livres. Les droits seigneuriaux de Courdoux étaient réduits à 10 sous parisis de rente et les deux fermes ensemble à 10 muids de grains.

Les maisons de Saint-Jean dans Soissons, dont plusieurs avaient disparu dans la ruine de l'église des Cordeliers, celles de la rue Arse, de la rue de Panleu, etc., avaient aussi subi de fortes réductions dans leurs revenus. La maison de l'ancien collège supprimé de Sainte-Catherine, appartenant à l'abbé, ne se louait que 4 livres 8 sous. En somme, tous les héritages de Soissons ne montaient plus en rentes qu'à 78 livres tournois. On voit par ces détails les résultats navrants que la guerre civile et étrangère avaient eu, dans le nord de la France, pour l'agriculture, et par conséquent pour le commerce et l'industrie.

VI. — Mais si Saint-Jean-des-Vignes parvint à se soutenir encore au milieu de cette déchéance de son domaine temporel, il n'en fut pas de même de Saint-Crépin-le-Grand qui était échu en commende au cardinal

Louis de Bourbon, évêque de Laon. L'abbaye ne cessa pas de décroître. Ses deux derniers abbés, Jean et Pierre Olivier, quoique très probablement nommés en conséquence du Concordat, ont toujours été mis au nombre des réguliers, parce qu'ils avaient été élus ou agréés par la communauté et qu'ils étaient religieux de l'Ordre de Saint-Benoit. Sans doute la puissance de leur famille et aussi l'autorité royale avaient dû peser sur ce choix des moines, mais ceux-ci se trouvaient encore trop heureux de conserver parmi eux une apparence de l'ancienne discipline. Cette consolation leur fut enlevée aussitôt que Pierre Olivier eut fermé les yeux. Le lieutenant général du Vermandois à Laon se transporta, avec le procureur du roi et son greffier, dans l'abbaye, fit défense aux religieux de procéder à une nouvelle élection et saisit les revenus de la mense abbatiale, qui fut mise entre les mains du roi.

On ne sait trop à qui attribuer l'initiative de ces violences. En effet, dans un compte du mois de mars 1541 au 27 avril 1542, rendu par Thomas de Cloître (Clastres), commis par le roi à l'administration des revenus, après la mort d'Olivier, à Louis de Bourbon, on voit que celui-ci prit possession au mois d'avril 1542. Ensuite, dans les autres comptes de l'année suivante, on voit qu'ils furent rendus à Charles d'Epinay, protonotaire de l'abbé commendataire. Enfin, Charles d'Epinay et le cardinal de Bourbon prennent l'un et l'autre, dans certains titres, la qualification d'abbé commendataire, ce qui semblerait indiquer qu'ils étaient tous les deux abbés de Saint-Crépin. Toutefois, il est à croire, ou qu'il y eut quelque confusion dans la dénomination du commendataire de Saint-Crépin, ou que Charles d'Epinay était plutôt le vicaire général du cardinal, qui l'institua en effet en cette qualité l'an 1550.

Quoiqu'il en soit, le sort de Saint-Crépin-le-Grand n'en devint pas moins misérable. Les religieux n'étaient plus que vingt-trois dont quinze prêtres, et si les revenus furent d'abord suffisants, c'était grâce à la modicité du prix des denrées. Ainsi, le muid de vin pris à Missy ne valait que 5 livres 10 sous et le pichet de sel 16 sous 10 deniers;

mais, dans les trois années, 1542-1544, il fallut payer les décimes levés sur le clergé, acquitter le don gratuit accordé par le diocèse de Soissons à M. de Vendôme, gouverneur de Picardie; puis vinrent les troubles et les guerres, les soldats de Charles-Quint qui brûlèrent plusieurs maisons du monastère, sans compter que les gens d'armes de Vendôme, neveu du cardinal abbé commendataire, ne se faisaient aucun scrupule de tout gâter et dérober sur les domaines de l'abbaye, sans se soucier si elle appartenait à un proche parent de leur chef.

Quelque temps auparavant, la châsse de Saint-Crépin avait été conduite à Compiègne, pour quelque motif pieux sans doute, mais elle dut être rentrée au monastère pour le jour de la fête des saints martyrs, dont l'office fut célébré par l'abbé de Saint-Jean qui s'y était rendu, accompagné de son docteur et de deux chapelains, et qui fut assisté par deux chanoines de Saint-Gervais, lesquels remplirent les fonctions de diacre et de chantre. L'année précédente, l'évêque suffragant avait présidé la même cérémonie. Les moines de Saint-Crépin, après une expérience de huit années du régime commendataire, voyant qu'il n'y avait aucun espoir qu'un véritable abbé prît à cœur la prospérité de la maison et l'achèvement de son église, dont la construction, commencée par les abbés réguliers, avait été interrompue, se décidèrent à la faire dédier telle qu'elle était, en 1548. Ils supplièrent l'évêque de Soissons de faire en personne cette cérémonie, mais il ne put se rendre à leur désir et ce fut Jacques de Russie, lequel prenait le titre de suffragant du cardinal-archevêque de Rouen, qui la présida (1). L'église fut dédiée en l'honneur de la Sainte Vierge, de toute la cour céleste et de saint Crépin et saint Crépinien. Le prieur claustral était alors Nicolas Lépaulard, frère du doyen de la cathédrale et curé de Cœuvres, dont on aura plus tard occasion de parler plus en détail.

Le successeur de Louis de Bourbon, comme abbé

(1) Il était, selon H. MARTIN, suffragant de l'évêque de Soissons. (*Hist. de Soiss.*, t. II, p. 401), et, selon D. HÉLIE, qui paraît être dans le vrai, du cardinal-archevêque de Rouen.

commendataire de Saint-Crépin, fut François Leroux, protonotaire apostolique, lequel prit possession par D. Nicolas Lépaulart, le 11 novembre 1558. Il nomma pour ses procureur et receveur de la mense abbatiale, Antoine Thoré, écuyer, seigneur de Comble, et Guillaume Hamelin, prieur de Coudrai-Maconard en Anjou. Leroux cumula l'abbatiat du Mont-Saint-Michel avec celui de Saint-Crépin; il était aumônier de la reine, ce qui explique très bien sa nomination. D. Lépaulart et les moines ses confrères l'obligèrent à augmenter leur nourriture et les frais de leur entretien, à la suite de la cherté des vivres qui se fit sentir en 1560. Trois ans après, il mit fin à un procès que l'abbaye soutenait avec Nicolas de Gonnelieu, au sujet de la justice et seigneurie de Pernant. Jean d'Estrées, grand maître et capitaine général de l'artillerie, vicomte de Soissons, seigneur châtelain de Cœuvres, Pierre Bazin, abbé de Saint-Jean, Louis de Wasses, commandeur de Maupas et du Mont-de-Soissons, furent pris pour arbitres d'un arrangement dont l'acte fut signé par l'abbé, par Nicolas Lépaulart, prieur claustral; par Yves de Courdoux, trésorier; François Mosnier, chantre; Nicolas Drouard, prévôt, et Charles de Montier, tous religieux profès de Saint-Crépin et appartenant à des familles soissonnaises qui existent encore.

Dès cette époque, le nombre des moines allait toujours en décroissant et l'abbé commendataire, qui s'arrogeait le droit de nommer aux offices claustraux, destitua D. Lépaulart et mit en sa place, Jacques de Nesdes, religieux cistercien de Loraux, au diocèse d'Angers, qu'il fit en même temps son grand vicaire. Toutefois, il fallut revenir sur cette mesure aussi injuste que maladroite. Les moines n'ayant pas voulu le reconnaître pour supérieur, Lépaulart fut réintégré dans sa charge, heureusement pour l'abbaye, car il allait bientôt surgir des événements où elle aurait besoin de sa fermeté et de son dévouement. Dieu devait se servir de lui pour sauver de la rage aveugle des Huguenots ce qu'elle avait de plus précieux, les saintes reliques de son patron, lorsqu'ils saccagèrent Soissons

en 1567. Un an avant ce triste événement, Leroux avait donné sa démission en faveur de Nicolas Dany, chanoine de Saint-Gervais, archidiacre de Soissons, abbé de Vermand et secrétaire de Catherine de Bourbon, lequel fut nommé par le roi en 1566. Quoiqu'il n'eût pas reçu ses bulles on le regardait déjà comme abbé et il put à ce titre rendre de grands services au monastère et seconder l'activité de D. Lépaulart (1).

Une autre abbaye des bords de la Marne, celle d'Essômes, n'avait pas beaucoup tardé à être menacée de la commende. Le dernier abbé régulier, Claude Guillard, pressentant sans doute, au moins instinctivement, son approche, fit tous ses efforts pour opérer la restauration et l'embellissement de la maison. Vers 1538, il rebâtit le cloître qu'il ferma de vitraux et fit peindre en jaune, sans toutefois l'empâter d'un épais badigeon, tout l'intérieur de l'église. Il construisit, en 1540, les boiseries et les stalles du chœur si richement sculptées et où des sujets mythologiques s'entremêlent à des scènes bibliques, par une sorte de recrudescence des idées payennes supplantant les données chrétiennes. Il fit faire un nouveau moïse et un chandelier d'airain. Il dut aussi s'occuper de la réparation des verrières, dont ce beau vaisseau était garni et qui représentaient les Mystères de la Vie et de la Passion du Christ et la Vie de saint Augustin, dont les religieux suivaient la règle. Les fragments qui en restent peuvent faire juger du mérite de ces tableaux transparents. La belle chaire, l'autel de marbre et plusieurs autres objets d'art vinrent, à différentes époques, compléter l'œuvre de Claude Guillard.

Outre l'ancien tombeau, qui remonte au XIII[e] siècle et dont il a été question à cette époque, on voit encore dans l'église d'Essômes, au transept, une chapelle du sépulcre dont le tombeau a disparu, aussi bien qu'une piscine placée à côté pour les fonts baptismaux. Ce sont de beaux spécimens du style de la Renaissance. Le pavé est en partie composé de dalles sépulchrales de religieux. Claude Guillard crut devoir couronner son œuvre

(1) *Hist. de Saint-Crépin-le-Grand*, chap. 146. — *Gall. christ.*, t. IX.

par une dédicace solennelle. Plein de zèle pour le culte de Dieu, il chargea d'une nouvelle édition du Bréviaire en usage dans l'abbaye, Philippe de Barly, vicaire général de l'église d'Essômes et curé de Saint-Martin de Château-Thierry, qui acheva sa rédaction le 26 avril 1545, et il le fit imprimer à ses frais, à Paris, en 1548. Il mourut en 1550 et fut inhumé sous la tombe la plus remarquable de toutes celles que contient ce monument.

Après la mort de Claude Guillard, les chanoines d'Essômes élurent Guy Corbilan, qui décéda avant sa confirmation et laissa le champ libre à Jean de Lenoncourt, aumônier de Henri III et prieur de Radeuil. Celui-ci fut délégué, le 22 avril 1557, par Robert, cardinal, évêque d'Autun, son oncle, aux Etats de Bourgogne, et devint même, en 1591, gouverneur de Château-Thierry. Il ne dut être remplacé qu'après l'année suivante à Essômes par Robert Péan, qui vécut encore, au commencement du XVII[e] siècle (1). Ces abbés et leurs successeurs avaient leur palais en dehors des lieux réguliers. La seigneurie d'Essômes était partagée entre eux et les titulaires de la chapelle de Saint-Mard, membre de la prévôté de Marizy-Saint-Mard, dépendante elle-même de Saint-Médard de Soissons. Le prévôt de Marizy, chapelain de Saint-Mard, prenait aussi le titre de prévôt d'Essômes. La maison de ce dernier était située au fond d'une cour appelée *Cour-Saint-Mard*; il avait les deux tiers des dîmes de la paroisse, des cens, lots et ventes, et une poule par habitant. L'autre tiers des dîmes appartenait à l'abbé d'Essômes, à l'exception des dîmes vertes qui revinrent aux religieux, ainsi que le reste de la seigneurie, par suite d'un concordat avec celui-ci. Les deux seigneurs faisaient exercer leur justice chacun leur année alternativement par leurs officiers. La fête même du village du mois de juillet se tenait aussi à tour de rôle dans la *Cour-Saint-Mard* et devant la place de l'abbaye. Il y avait une autre chapelle à Essômes, dans la ferme du *Grand-Moncourt* (2).

(1) *Gall. christ.*, t. IX.
(2) HÉBERT, *mss.*, t. I[er], p. 38, et t. II, p. 54 et 61.

Philippe de Barly, l'émule en générosité et en piété de l'abbé Claude Guillard, avait été prieur-curé de l'église de Saint-Martin de Château-Thierry, après sa reconstruction, bénéfice à la nomination des religieux d'Essômes. Il portait ce titre dans des lettres de 1539, où il paraît avec Marin Denis, curé de Chartève, doyen de la chrétienté de Château-Thierry, et Nicolas de Guerrois, curé de Verdon. Selon un registre de comptes qu'il a laissé, il recevait en 1538, comme curé « de l'église « parrochiale de Monseigneur Saint-Martin », des cens qu'Essômes percevait sur ses biens « portant lotz, vens, ventes, vestures, deffaulx et amendes » de 7 sous 6 deniers tournois, le jour de saint André « en l'hostel presbytèral », des personnes « tenancières du dict cens ». Outre ce compte, on avait encore la formule du prône en usage, au XVI[e] siècle (1) :

« Bonnes gens, les prières que nous avons accoutumé de suivre, je vous les recommande tant comme je puis ». Et l'on recommandait de prier « pour l'état de la Saincte Eglise, en espécial pour Notre Saint Père le Pape, pour tous les cardinaulx, légaulx, arcevêques, évesques, espécialement pour Monseigneur l'Evesque de Soissons, pour tous les prélats et curés qui ont cure d'âmes à gouverner, pour tous les gens de religion, espécialement pour Monseigneur d'Essômes et pour tout son couvent; que Dieu leur doint grâce de remplir les vœux et promesses qui lui ont promis, et de faire son saint service, à telles manières qu'ils puissent acquérir le réaume de Paradis; pour tous les princes et seigneurs terriens, espécialement pour le roi et la roine de France, pour tout leur bon conseil, pour tous les bienfaiteurs de Sainte Eglise, généralement et espécialement pour bienfaiteurs de l'église de céans, pour les bons laboureurs et loyaulx marchands, pour tous les pèlerins et pèlerines en quelque pèlerinage qu'ils soient; en espécial pour ceux qui sont au sainct pèlerinage d'Outremer, pour toutes femmes ensaintes d'enfants, que Dieu leur veuille délivrer à bien et à joie du fruict qu'elles portent, afin

(1) *Ubi supra.*

qu'il puisse venir au sainct sacrement de baptême et qu'à la fin les benoits saincts sièges du Paradis en soient remplis. »

On recommandait aussi, en ce prône, de prier pour les veuves, les orphelins, les malades, « et toutes gens déconfortés, pour les âmes en péché mortel, pour les fruits de la terre, pour la terre d'Outremer qui est en la main des payens, que Notre Seigneur la veuil remerre en la main des chrétiens, et pour ceulx et celles qui sont en la main des mécréants », pour « celle qui a fait la charité du pain bénit, pour les chrétiens assemblés ici », pour les trépassés. Puis venait l'annonce des services de la semaine et de ceux pour qui on devait spécialement prier et nommément Robert *Fier d'épée*. Et, après la récitation du *Pater*, de l'*Ave*, des psaumes *Levavi*, *De Profundis*, des versets, etc. « Mes amis », disait le prêtre, nous avons à célébrer telle fête, tel jeûne; puis il annonçait la réception des mandements du pape « de Révérend Père en Dieu Monseigneur de Soissons » ; les bans de mariage avec recommandation, sous peine « d'excommuniement », que si quelqu'un « y sache linage, parage, ne comparage » ; affinité quelconque ou autre empêchement « qui le die ». Il dénonçait de la part de l'évêque comme excommuniés « tous sorciers, sorcières, usuriers, usurières, faulx dismeurs et fausses dismeresses, tous ceulx et celles qui empêchent la juridiction de la Saincte Eglise, qui mettent la main à prêtre ou à clerc injurieusement, si ce n'est à leurs corps défendant ». Enfin, après avoir dit : s'il y a « aucuns en l'esglise de céans qui soit en sentence d'excommuniement qu'il s'en partent tant que le saint service de Dieu soit faict et accompli », il ajoutait : « Priez Dieu pour moi et je prierai Dieu pour vous », et recommandait les malades par leurs noms aux prières des fidèles « afin que par icelles il plut au doulx Créateur lui envoyer la santé, comme il scet qne métier lui est à l'âme et au corps. »

Le curé de Saint-Martin obtint, dans un voyage de Rome qu'il fit, dit-on, pieds nus, une bulle de Paul III, du 23 décembre 1547, autorisant l'érection d'une confrérie du Saint-Sacrement dans son église, avec indulgences

plénières. Cette pièce porte : qu'elle a été accordée à la requête de Christophe Moreau, procureur, et au nom de frère Philippe de Barly (1). L'évêque de Soissons n'aurait pas, à ce qu'il paraît, autorisé la publication de la bulle, mais il établit lui-même la confrérie, tout en conservant les indulgences accordées par le Saint-Père. C'est à cause de ces indulgences plénières que cette association prit le nom de *Confrérie des Pardons*. On les gagnait le deuxième dimanche de Carême et de l'Avent, le dimanche dans l'octave du Saint-Sacrement, fête principale de la confrérie, et le deuxième dimanche de septembre, où il y avait une exposition du Saint-Sacrement. Le pieux curé de Saint-Martin mourut le 22 août 1552 et fut inhumé au bas de la nef de son église, d'où sa pierre sépulchrale fut tirée pour servir avec d'autres à redaller, après la Révolution, celle de Saint-Crépin, où elle fut placée au milieu de la nef. Son vicaire et successeur, Jean de Nouyon, comme lui religieux d'Essômes, mourut le 10 août 1565 et fut inhumé près de lui. Son nom est uni au sien sur la même pierre funéraire, où l'on grava cette sentence :

« *Tout est mortel, tout meurt, tout mourra,*
« *Mourir convient, souvent advient, et n'en souvient* (2) ».

VII. — Avant d'entrer dans l'histoire des abbés commendataires d'Orbais, il n'est pas hors de propos de jeter un coup d'œil sur le spirituel et le temporel de ce monastère, dont ils se disputèrent les lambeaux. La seigneurie d'Orbais s'étendait sur le bourg et sa banlieue. Une déclaration de 1547 montre qu'il y régnait, au XVIe siècle, un mouvement d'industrie fort remarquable. Un grand nombre d'usines étaient alimentées par les eaux de la rivière du Surmelin : moulins à fer, forges, fourneaux, affineries, moulins à foulon, moulins à blé, au nombre de douze, dont neuf ou dix à Orbais et deux à Ville-sous-Orbais ; mais, à la fin du XVIIe siècle,

(1) Hébert, *ms.*, t. II, p. 547 à 564. (.... ad instantiam et requisitionem Christophori Moreau, procuratoris, et nomine fratris Philippi de Barli, rectoris ecclesiæ parochialis sancti Martini, in suburbio Castri Theodorici).
(2) *Ubi supra.*

il n'en restait plus que trois dans le bourg : les moulins de la *Halle* et du *Pont* au-dessous de l'abbaye et le moulin *Minette*, tous les autres ayant été détruits. Outre le fief de la *Tour*, près de l'église Saint-Prix, il y avait sur la seigneurie de beaux et poissonneux étangs nourris aussi par le Surmelin, fécond en truites, et par d'autres sources comme celle de la fontaine Saint-Prix, qui s'y rendait après avoir alimenté par des tuyaux les bassins des jardins et les officines du monastère. Ces étangs étaient ceux de *Hurtebise*, de la *Boulloye*, de la *Petite Cense*, de la *Chapelle*, de *Maillard*, de la *Linarderie*, du *Mont-Libaut*, des *Moulinets*, du *Plessis*, de *Chacun*, près de Margny, de la *Noue-Madame*, des *Thomassez*, de la *Blandinerie* (ces trois derniers servant de fourcières), de la *Louvière*, du *Pré au Chêne*, du *Jardin de l'Abbé*, où l'on conservait les alvains et les autres poissons pendant l'hiver, parce que leurs eaux étaient sans cesse renouvelées par les fontaines qui s'y jetaient, tandis que les autres recevaient surtout les eaux pluviales. Le poisson de ces étangs, dont le fond était un limon jaune et solide, passait pour excellent, même sans être dégorgé dans l'eau vive. Ainsi la pisciculture était pratiquée à Orbais (1).

L'abbaye possédait toute la justice sur sa seigneurie ; elle la faisait exercer par une prévôté ou bailliage non royal, composée, avant 1789, d'un lieutenant dépendant du religieux prévôt, d'un procureur fiscal, d'un greffier, de deux huissiers et de deux notaires royaux (2). Cette justice avait droit à quatre piliers, dont il ne restait plus que la place en 1547, le vent les ayant renversés, sans doute parce qu'ils étaient mal entretenus et de peu d'usage. Le prévôt en avait les produits. Son lieutenant ou bailli, nommé par le couvent, siégeait les mardis et samedis, probablement dans la grande salle dite *Salle de Saint-Michel*, et les appellations de son tribunal ressor-

(1) *Recueil, ms., de quelques actes, etc.*, pour servir à l'histoire de l'abbaye *d'Orbais*.

Le sceau du couvent, en 1520, représentait Saint-Pierre en habits pontificaux, tenant un livre à la main droite et à la gauche une clef, avec cette légende : *Sigillum conventus Orbaci*.

(2) *État du Diocèse*.

tirent dans la suite du bailli royal de Vitry ou de son lieutenant à Château-Thierry. L'abbaye avait encore la *vicomté* avec ses officiers, prévôt, mayeur, lieutenant, greffier, sergent, exerçant leur juridiction en la Ville-sous-Orbais, La Chapelle, Margny, et tenant leurs plaids et audiences le mardi et le samedi, jour ordinaire des marchés à Orbais. Aux quatre foires du bourg, le lendemain de la Trinité, le jour de saint Clément, le jour des Brandons, à la Saint-Remy, elle prélevait les droits de forage, rouage, hallage, aulnage, etc. On estimait, en 1547, que l'abbaye et toute la ville d'Orbais renfermaient dans leur circuit 32 arpents de terre non bâtis ou ayant des maisons données à bail à cens pour 99 ans (1).

Les offices claustraux de Saint-Pierre d'Orbais étaient la Chambrerie, la Trésorerie, la Cellérerie, qui furent réunis à la mense conventuelle, lors de l'introduction de la Congrégation de Saint-Maur au XVII^e^ siècle. La Cellérerie avait pour revenus propres les deux tiers des offrandes aux quatre jours notaux à Suisy-le-Franc, dont le curé était vicaire perpétuel des religieux; 16 livres de rente sur les prés de *Prior de Laleau* et de *Dame Hélène*, sur les dîmes de Margny, de Verdon, de Ville et de la Chapelle-sous-Orbais, de Montigny et d'Orbais pour la fourniture des cires; 54 livres sur les deux tiers des menues dîmes de ces lieux et sur les prés, jardins, clos, masures et étangs d'Orbais quand on les cultivait pour les renouveler. Le *Clos du Prévôt*, situé près de l'église de Saint-Prix, appartenait à l'office de la Prévôté, qui avait aussi 100 sous de revenu sur une vigne. La Chambrerie n'avait guère que la moitié de la dîme de Fère-Champenoise (2).

Orbais avait encore dans sa dépendance plusieurs cures et les prieurés d'Oiselet, du Breuil et de Saint-Thibauld, à la nomination de l'abbé, et qui devinrent des bénéfices simples. Le prieuré de Notre-Dame d'Oiselet était situé à Chapelaine, près de Fère-Champenoise.

(1) *Manuscrit d'Orbais.*

(2) Pour maintenir l'association qui existait entre Orbais et Rebais, les deux couvents s'envoyaient réciproquement deux religieux pour assister, chaque année, à la procession des reliques. (*Ibid.*, p. 114.)

Baudoin, abbé d'Orbais, recevait, en 1114, du doyen de la cathédrale et du chapitre de la Sainte-Trinité de Châlons, des dîmes et des rentes en ce lieu. En 1473, André des Esprits, de Viterbe, docteur en l'un et l'autre droit, protonotaire du pape Sixte-Quint près de Louis XI, l'unit à la Chambrerie, et en pourvut Jean Baudricart, religieux du monastère. Il consistait, en 1547, en une maison et chapelle, avec granges, étables, moulins, prés, droit de justice et 500 journaux de terre affermés à 51 setiers de grains. En 1643, tout était tombé en ruines qu'on ne put relever. Parmi les prieurs commendataires d'Oiselet, on cite comme grand chicaneur et fort négligent à payer la prestation dû au chapitre de la Trinité, Nicolas de Mitiercelin (1674); c'était là un des cas où les moines avaient recours contre leur abbé commendataire.

Le prieuré de Saint-Germain du Breuil près d'Orbais, de moindre importance encore que celui d'Oiselet, ne figurait même pas au Pouillé des bénéfices du diocèse, ne payait pas de décime et était exempt de droits à l'égard du seigneur du Breuil, formant lui-même une petite seigneurie relevant de temps immémorial du roi ou de l'abbaye. Sa chapelle, succursale du Breuil, était isolée dans les champs et encore bien entretenue en 1600, avec un groupe de six maisons à demi-ruinées. Les fondations s'acquittaient en messes, tant à Orbais qu'en la chapelle même, à certains jours, surtout à la fête de Saint-Germain d'Auxerre, titulaire du petit édifice, laquelle attirait un grand concours de peuple. Les 18 livres de rente que le seigneur du Breuil devait au prieuré pour droits de dîmes, attaqués par Me Mondet, curé de cette paroisse, furent matière à gros procès. Un ancien religieux d'Amiens, « aventurier, coureur de bénéfices », ayant été nommé, le 2 avril 1672, par l'abbé commendataire, prieur du Breuil, D. Lecocq, moine d'Orbais, l'en fit débouter, et obtint le même jour, en cour de Rome, les provisions de ce bénéfice. Un autre moine l'obtint de la même manière, le 21 novembre 1693, et fut mis en possession par Louis Moreau, notaire apostolique à Châtillon-sur-Marne. La

chapelle de Saint-Germain du Breuil subsista jusqu'à la Révolution.

Un autre prieuré simple, celui de Saint-Thibauld ou de Marlaix, était au contraire tombé en ruines à la fin du XVII[e] siècle et ses terres abandonnées, en friche et il n'avait plus de titulaire. La fête de Saint-Thibauld, 1[er] juillet, attirait autrefois à sa chapelle un grand nombre de pèlerins pour la guérison de la fièvre et, après sa destruction, on apporta les petits enfants ce jour-là à Orbais, où le religieux officiant disait sur eux un évangile avec l'oraison du saint. Un prévôt d'Orbais, D. Blaise, demanda au chapitre, le 21 août 1616, l'autorisation de se retirer à Saint-Thibauld, pour en relever la chapelle ruinée, en acquitter les fondations pour lesquelles, disait-il, 46 arpents de terres y avaient été annexés par l'abbé commendataire. Il voulait aussi répondre à la dévotion des habitants de la Brie qui y venaient en pèlerinage, mais les dignitaires et le bailli de l'abbaye, ayant trouvé, dans une visite des lieux, la chapelle à demi-renversée par un orage de l'hiver précédent et les terres en pitoyable état, furent d'avis que, faute de fonds, il valait mieux employer les matériaux de cette ruine aux réparations du monastère. Saint-Thibauld, comme Saint-Germain, était exempt de décimes, dons gratuits et subventions. Ces divers prieurés étaient généralement donnés à des religieux d'Orbais.

Les cinq cures, dont le monastère était curé primitif et dont il avait la nomination et la présentation, sont Saint-Prix au bourg d'Orbais, la Chapelle-sous-Orbais, Suizy-le-Franc, Verdon et Montigny-lès-Condé ou Montigny-en-Brie. Le monastère laissait les dîmes aux vicaires perpétuels qu'il y nommait, mais, en 1686, deux de ceux-ci, M[e] François Pinson, de Suizy, doyen rural, et M[e] François Lenormand, de Verdon, préférant la portion congrue de 300 livres, abandonnèrent aux religieux les grosses dîmes avec la charge des réparations de leurs églises. Le curé de Verdon avait l'obligation du binage dans sa succursale de Margny, à moins qu'il n'y eût, en ce hameau, un vicaire amovible *ad nutum*

episcopi aux appointements de 150 livres. Après le partage des biens du couvent, en 1762, les religieux ne nommèrent plus qu'à la cure de Verdon ; l'abbé commendataire nommait aux quatre autres.

Celle de Saint-Prix, séculière, était le chef-lieu du doyenné d'Orbais. L'abbé, qui en était le présentateur, partageait les grosses dîmes avec le vicaire perpétuel ou curé, auquel il ne laissait que le tiers des menues et vertes dîmes. Sur cette paroisse était le prieuré de Lohan-aux-Bois; il y avait aussi à Brugny une chapelle de Saint-Antoine desservie par un religieux d'Orbais. Les abbés d'Orbais, ou s'ils n'étaient pas prêtres, les prieurs ou un autre religieux prêtre exerçaient, comme curés primitifs, certains droits à Saint-Prix, tels que de bénir le prédicateur, d'indiquer au vicaire perpétuel l'heure des processions de saint Marc et des Rogations, d'y présider, de célébrer la messe au lieu de la station, d'obliger le vicaire perpétuel à venir, le jour de saint Marc, prendre les religieux pour les conduire à saint-Prix à la suite de son clergé et sans intervalle entre eux, à les attendre, le lundi des Rogations, au haut de la rue du Lys, près de la porte Saint-Pierre, d'où l'on partait pour aller à Ville-sous-Orbais, et le mardi, vers cinq heures, au Moulin du Pont pour se rendre à Suizy. Les paroisses, où l'on allait ainsi en procession, leur devaient 5 sous. En outre les religieux pouvaient présider, à leur volonté, les convois funèbres et tout chanter jusque dans la paroisse. Enfin, les vicaires perpétuels étaient tenus d'assister aux processions extraordinaires, *Te Deum*, vœu de Louis XIII, ouverture de *Jubilé* en l'église du monastère (1).

Ces honneurs, que les vicaires perpétuels devaient céder ou rendre aux religieux, les contrariaient toujours vivement et ils ne laissaient passer aucune occasion de les diminuer ou même de s'en débarrasser. Ayant la cure des âmes, ils voulaient avoir aussi toutes les prérogatives que l'Eglise a attachées à cette haute et auguste fonction. En vain des transactions intervinrent

(1) *Ubi supra, passim.*

entre eux et le couvent, les difficultés renaissaient sans cesse à la première rencontre. Mes Pierre Vinnot (1595), Claude David (1622), Legay (1665), Louis Milsent (1679), Remy Prudhomme et surtout Nicolas Chevalier, doyen rural d'Orbais et successeur de David, pour ne parler que de quelques-uns, soulevèrent chicanes sur chicanes, dit l'auteur du Manuscrit d'Orbais, intéressé à soutenir les prétentions opposées de ses confrères, troublèrent l'ordre des processions et firent force scandales. Par contre, le même auteur n'a que des louanges à adresser à Me Pierre Davaux, également doyen rural et curé de Saint-Prix, lequel tint une conduite tout opposée à celle de ses prédécesseurs qui pourtant ne pouvaient pas avoir été tous de mauvais curés. Dans ces rudes petites guerres, les moines, tout en tenant ferme sur plusieurs points, perdirent certains de leurs avantages, tels que le droit de donner l'Extrême-Onction aux malades et bénir les fonts, d'obliger les vicaires perpétuels et leurs paroissiens à assister à la bénédiction des Rameaux, qu'ils prenaient après les religieux. Ceux-ci, avec leur prieur, conservèrent toujours aussi le droit de nommer aux cures des vicaires perpétuels, en cas de vacance du siège abbatial (1).

Le régime commendataire donna naissance, ainsi qu'on l'a vu, à l'institution qu'on appela le *Petit Couvent*, dans chaque abbaye. On entendait par là les revenus provenant des fondations faites depuis la commende et des biens acquis ou recouvrés, après leur aliénation par les abbés commendataires, à l'aide des économies des religieux. Ces biens leur appartenaient, à l'exclusion des abbés qui n'y pouvaient rien prétendre. Les revenus du petit couvent montaient à Orbais à 5 ou 600 livres et venaient surtout de la ferme du Tremblai, réunie au domaine de la communauté le 22 juin 1677, sous le priorat de D. Mongé.

Le XVIe siècle avait commencé, pour Orbais, sous l'abbatiat de Denis de Bongnier ou de Bougnet, en faveur duquel l'abbé Gauthier avait donné sa démission en 1501.

(1) *Manuscrit d'Orbais*, p. 58 à 70.

Bongnier, convoqué à l'assemblée tenue, en 1509, à Vitry-le-François ou en Perthois, pour la réformation des coutumes de ce bailliage, y envoya, comme procureur spécial de l'abbé d'Orbais, Me Pierre de la Rue (1). Il eut pour successeur Jacques N***, connu par deux baux du 8 février 1510 et du 4 décembre 1519. Ce fut probablement le dernier abbé régulier d'Orbais, car le Nécrologe faisait bien mention d'un abbé Milon, donnant 30 sous de rente sur une vigne au fond de Bayard, pour le repos de l'âme d'une (sœur) laïque nommée Elizende, mais sans désignation d'abbaye (2). Après lui, Orbais tomba en commende entre les mains de Louis de Bourbon, cardinal de Vendôme.

Louis de Bourbon était, comme on sait, fils de François de Bourbon, comte de Vendôme, et de Marie de Luxembourg, comtesse de Saint-Pol, de Marle, etc. Il naquit à Ham, le 2 janvier 1493, et fut élevé au collège de Navarre à Paris. Ses progrès et son mérite le firent pourvoir, en 1510, c'est-à-dire à dix-sept ans, contre les règles de l'Eglise, de l'évêché de Laon, vacant par la mort de Charles de Luxembourg, son grand-oncle. Bien plus, il fut créé par Léon X, cardinal de Sainte-Sabine, en 1518, c'est-à-dire à vingt-quatre ans. De l'évêché de Laon, il passa à l'archevêché de Sens, en 1536, après la mort du cardinal Duprat. Ce n'était pas assez du cardinalat ni d'un archevêché, il eut par-dessus l'administration des évêchés du Mans, de Luçon et de Lautriguier et les commendes des abbayes de Saint-Denis, de Saint-Corneille, de Saint-Faron de Meaux, de Ferrières et d'Orbais. Il fut nommé à Orbais, en 1525, et y établit, pour son procureur et receveur un prêtre, Guillaume Lefébure ou Lefèvre. Les stalles de l'église furent sculptées du temps du cardinal, car on voit ses armes à la première et à la dernière de la série du côté droit. Elles sont également peintes à la voûte du chœur, autour de l'ouverture qui sert à monter les cloches, aux vitres du rond-point et de la nef au-dessus des galeries. Il y

(1) Procès-verbal du 6 Octobre 1509. (*Coutum. de France*, par DANIEL, 1664.)
(2) *Manuscrit d'Orbais*, p. 190.

avait encore, en 1702, dans le clocher, une cloche de 800 livres fondue en 1525, et portant son nom en lettres gothiques. Au mois d'octobre de cette année l'abbaye entrait dans la famille Campège.

Cette famille fort ancienne de la ville de Bologne, où elle était considérée, avait pour chef Jean Campeggi, savant jurisconsulte. L'un de ses fils, Laurent Campège, né vers la fin du XV^e^ siècle, professa aussi le droit civil et canonique à Padoue. Ayant épousé Guasta Villani, il en eut trois fils et trois filles : Rodolphe, général des Venitiens; Jean-Baptiste, évêque de Majorque, l'un des plus doctes prélats de son siècle; et Alexandre, cardinal. Laurent Campège, après la mort de sa femme, entra dans la cléricature, fut pourvu d'emplois et de dignités considérables; il ne lui manqua que d'arriver à la papauté. Employé dans les plus grandes affaires de l'Eglise, il joua un des rôles les plus importants de son temps; mais ici on ne peut le considérer que dans ses rapports avec Orbais, dont il eut la commende après Louis de Bourbon. En effet, il en prit le titre avec celui « d'administrateur, tant au temporel qu'au spirituel, de Saint-Pierre d'Orbais », dans une procuration donnée par lui à Bologne, le 5 octobre 1525, et insérée dans un bail emphytéotique des Prés-le-Comte. Elle est adressée à Marie-Antoine Campège, son frère, clerc de l'église de Bologne, son procureur et vicaire général, lequel, devenu évêque de Grossette, se trouva au Concile de Trente.

Dans un mémoire intitulé : *Singularités d'Orbais*, écrit en 1609 par un moine du couvent, on lit : que le cardinal Laurent Campège, envoyé, il y a soixante ans, en Angleterre, lorsque les Huguenots commençaient à y pulluler, et passant à Orbais, *son abbaye*, y donna les saints ordres, ce qui n'impliquerait peut-être pas qu'il fut encore abbé d'Orbais en 1527. En effet, dans un bail du mois d'août de cette année, pour un clos de l'abbaye, près des *Meuilliers* et de la terre du *Diable*, son frère Pierre Campège s'intitule « par la permission divine humble abbé d'Orbais », formule qu'employaient les abbés réguliers et que ne prenaient pas les deux abbés

précédents. Delà il suivrait qu'il faut renfermer entre 1525 et 1527 l'abbatiat de Laurent Campège, et qu'après lui Pierre Campège, par un revirement passager, alors assez commun, ramena Orbais aux anciennes règles. Quoiqu'il en soit, il ne tarda pas à rentrer en commende et dans la même famille, dont tous les membres n'étaient sans doute pas travaillés des mêmes scrupules que Pierre.

Alexandre Campège, fils de Laurent, clerc séculier, après avoir fait ses études sous des maîtres en renom, posséda aussi de grandes charges dans l'Eglise. Nommé évêque de Bologne, en 1541, il était déjà abbé commendataire d'Orbais, puisqu'il expédia de Rome, le 14 novembre de cette année, une procuration adressée à messire Lumel, évêque de Sébastiane et abbé de Saint-Sébastien de Rome, constituant ce prélat son vicaire général à Orbais, au temporel. De plus, en 1547, D. Pasquier Chatlon, prévôt d'Orbais, prieur de Notre-Dame d'Oiselet, et fondé de pouvoirs du prieur et des religieux donna, le 21 décembre, au bailli de Vitry, la déclaration des biens et revenus, terres, fiefs et seigneuries de l'abbaye dont il a été fait mention plus haut. Le 15 octobre de l'année suivante, Nicolas Barthélemy, citoyen de Lucques, donna à bail emphytéotique la *couture* de Suizy-le-Franc, en vertu d'une procuration émanée de lui. Le Concile général ayant été transféré de Vienne à Bologne, c'est chez lui que se réunirent les prélats, dont cinq étaient de la famille Campège et ses proches parents. Il fut fait vice-légat à Avignon et créé cardinal au mois de novembre 1551. En novembre 1552 il échangea Orbais avec Nicolas de la Croix, pour Boscodon, abbaye du diocèse d'Embrun, et mourut, le 25 septembre, à l'âge de quarante-huit ans.

Nicolas de la Croix, de l'illustre maison des Ursins, était conseiller d'Etat et aumônier de Charles IX. Il avait été deux fois ambassadeur en Suisse, mais ces titres ne l'empêchèrent pas d'être le fléau et *la croix* du monastère. Voici comme il procéda. Il obtint, en 1553, du pape Jules III, une bulle qui l'autorisait à retirer les biens aliénés ou donnés et fieffés à des cens inférieurs à leur

véritable valeur pour les fieffer à un taux plus élevé. Ensuite, sous prétexte de l'exécution de cette bulle qui pouvait et devait être très utile à l'abbaye, et pour prendre connaissance des revenus, il fit enlever de force un grand coffre qui renfermait tous les titres, parchemins, chartes et renseignements. Alors commença une série d'aliénations, soi-disant pour payer la taxe imposée par les députés du clergé pour une subvention à Charles IX; mais elles allèrent bien au delà de la somme nécessaire. La Croix avait pour receveur à Orbais un nommé Jean Aubry à qui il confia, avant de partir en ambassade pour la Suisse, les titres qu'il avait enlevés, et le soin de procéder aux ventes qu'il avait décidées. Mais cet homme était un affidé de Christophe Gomer, seigneur du Breuil, maître particulier des eaux et forêts de Château-Thierry, qu'il voulait favoriser dans les aliénations des biens qu'il trouverait à sa disposition. Aubry alla, paraît-il, jusqu'à disperser les titres ou les remettre à Gomer pour faire disparaître les preuves de son agiotage.

Ce misérable, pendant le séjour de la Croix en Suisse, vendit le 25 décembre 1563, les *Prés-le-Comte* pour 29 livres tournois; le 6 avril 1564, à Gomer, la seigneurie de Verdonne et Violaine, pour 4,050 livres; le 6 juin 1569, les fiefs, terres et seigneuries de Crézancy, Moulins et Fossoy, sous prétexte de la subvention au roi, laquelle avait été fixée pour l'abbaye par les députés et subdélégués de Soissons, à 40 écus-sol, rachetables au denier 24, ce qui faisait monter le rachat à 2,544 liv. De plus, Aubry emprunta, le 4 juillet 1569, pareille somme aux sieurs Jacques Lefèvre et Nicolas Lenoble, de Château-Thierry, avec hypothèque sur les bois taillis de la *Mainferme*, de 40 arpents, et sur le grand étang des *Molinots*, attenant à ce bois.

A ces dilapidations des biens du monastère, la Croix et son mandataire joignirent les actes les plus despotiques. D. Jean Louveau, prieur claustral, prieur de Notre-Dame de la Selle, vicaire général et perpétuel de l'abbé (1),

(1) Déclaration du 21 Décembre 1547.

étant mort en 1563, les moines choisirent D. Pierre Picot, mais de la Croix ne voulut pas l'agréer et lui refusa ses provisions. Ce refus engendra procédure sur procédure, toutes sortes de mauvais traitements pour les pauvres moines de la part de l'abbé et de ses domestiques. On leur refuse leurs pensions alimentaires; on les prive de vin, de bois, de vêtements, même de vases sacrés, d'ornements, de linges, de livres choraux. Aucunes réparations à l'église, aux dortoirs, au cloître, au réfectoire, à l'infirmerie. On leur faisait de telles menaces qu'aucun d'eux n'aurait voulu accepter le priorat et que tous aimèrent mieux quitter l'abbaye, ne pouvant plus vivre dans de telles angoisses. Selon le mémoire déjà cité, la Croix les aurait même chassés et tenus éloignés pendant dix ans, errants, vagabonds, dénués de tout, et ce ne serait qu'après sa mort qu'ils seraient rentrés au couvent.

Ces malheureux ayant dénoncé de pareilles violences, le Grand Conseil, par un arrêt du 2 avril 1574, chargea les prieurs de Saint-Germain-des-Prés, de Saint-Victor et de Saint-Martin-des-Champs de Paris, de faire une enquête à Orbais, prit les religieux sous sa protection, défendit à l'abbé et à ses gens d'user de violence envers eux, condamna de la Croix à 500 livres d'amende et ses receveurs à leur payer les pensions, telles qu'elles avaient été fixées, sous peine de prison. Il enjoignit en même temps aux religieux de rentrer et de vivre en communauté dans l'abbaye, où la Croix devrait leur porter une affection paternelle.

Ce ne fut qu'après cet arrêt que D. Picot consentit à accepter le priorat, mais la Croix, redoutant son zèle et sa fermeté à défendre les droits de son couvent, persista, malgré l'arrêt et la décision des trois commissaires, à le repousser de cette dignité. De guerre lasse, un conseiller au Grand Conseil, Louis Durand, ayant été chargé de réunir de nouveau les trois prieurs pour procéder à une autre nomination, ceux-ci choisirent Michel Flamen, religieux du prieuré clunisien de Lincourt. Mais lorsque celui-ci se présenta à Orbais pour son installation, six religieux y mirent opposition, soit à cause de sa qualité

d'étranger, soit parce qu'ils préféraient toujours D. Picot, et Flamen retourna à Lincourt dont l'abbé de Cluny le nomma prieur. On dut alors désigner un moine de la maison pour y exercer, par commission, la charge de prieur, jusqu'à ce qu'on pût élire un titulaire définitif.

Cependant, diverses causes vinrent allumer une haine implacable entre Christophe Gomer et l'abbé d'Orbais : d'abord l'aliénation de la seigneurie de Verdonne à un prix au-dessous de sa valeur ; ensuite le refus que faisait Gomer d'acquitter la prestation de 39 setiers de grains qu'il devait à l'abbé ; enfin un jugement qu'il rendit, comme maître particulier des eaux et forêts, par lequel il restreignait le droit, dont l'abbaye jouissait dans la forêt de Wassy depuis 1165, à 100 cordes de bois et à 4,000 fagots, et lui enlevait tout autre droit quelconque. Il y eut bien appel de ce jugement, et des lettres patentes de Charles IX, du 4 mai 1567, rendirent le droit au bois à bâtir, mais les autres n'en demeurèrent pas moins anéantis. Ce fut de plus un acheminement à une nouvelle réduction qui fixa le tout à une rente d'environ 8 livres sous le duc de Bouillon, seigneur engagiste du duché de Château-Thierry. Mais pour bien exposer l'origine et les autres causes de la division qui existait entre Gomer et la Croix, il est bon de raconter succinctement certaines particularités sur eux et leurs familles.

Pierre Gomer, bisaïeul de Charles Gomer et père de Christophe, ayant eu à soutenir un grand procès au Parlement contre damoiselle Jeanne de Gomer, sa sœur, touchant le bois du Breuil, près d'Orbais, la cour avait délégué, pour procéder à l'instruction, le conseiller des Roches, qui vint à Orbais et siégea en la maison du sieur de Besche. Pierre comparut devant lui, au mois de février 1534, avec ses fils, François et Christophe, qui n'avait alors que seize à dix-sept ans. Outré de colère contre sa sœur, Pierre sortit en lui faisant des menaces et laissa ses fils avec leur tante, qui s'était fait assister d'un prêtre nommé Me Guillaume Corresmes, en qualité de solliciteur. Les deux jeunes gens, leur père sorti, montèrent furieux en la chambre haute, où était le solliciteur avec cinq ou six personnes appelées pour

l'affaire, et mettant l'épée à la main, ils l'outragèrent tellement, en présence de la tante et du conseiller, dans la chambre basse où ils l'avaient traîné, qu'ils l'y laissèrent pour mort. Après cet attentat, ils s'échappèrent de la mêlée qui s'en était suivie et se retirèrent chez leur père, d'où ils allèrent prendre garnison à Landrecies, à Montreuil et en d'autres villes.

Un pareil attentat ne pouvait rester impuni; on fit leur procès par contumace et ils furent condamnés à la peine de mort. François mourut hors de son pays, après une absence de treize ans. On parvint à satisfaire la partie civile, Gilles de Grenellers, seigneur du lieu, et qui en avait pris les droits; on obtint des lettres de rémission pour Christophe, qui put ainsi succéder aux biens de son père, et notamment en la seigneurie du Breuil. On lui donna même entrée au Louvre en le pourvoyant de l'office de pannetier ordinaire en la maison du roi. Enfin, après le décès de son père, ayant obtenu la charge de maître particulier des eaux et forêts au présidial de Château-Thierry, il profita du pouvoir qu'il avait, en cette qualité, sur la forêt de Wassy, pour se réserver le bois du Breuil et en ajouter plusieurs autres à ses domaines. En sorte que sa position de fortune, jointe à ses charges, lui donna un grand crédit à la cour. Il parvint même à s'y avancer au point qu'il gagna l'amitié du président de Thou, dont il épousa la petite nièce et pupille, Charlotte de Marle, fille de Me de Marle, avocat au Parlement.

Nicolas de la Croix étant venu en ce temps-là prendre possession d'Orbais, se trouva voisin de Christophe Gomer. Ils vécurent en bonne intelligence d'abord, d'autant plus qu'ils étaient parents, Gomer ayant épousé la cousine de de la Croix au troisième degré. Malheureusement, la propension et l'habitude que le premier avait contractée et entretenue de s'aggrandir sans cesse au détriment de ses voisins, ne permit pas que la paix régnât longtemps entre eux. Il commença par négliger, pendant plusieurs années, de déposer à la recette de l'abbaye les 39 setiers de grains qu'il lui devait sur le moulin du Breuil, et de la Croix dut lui intenter un

procès. Pendant qu'il s'instruisait, Gomer rencontra Jean de la Croix, seigneur du Pont de Nogent, frère de l'abbé, le 31 octobre 1555, dans la rue Saint-Germain-l'Auxerrois, à Paris. Voyant que celui-ci ne lui faisait pas aussi bon accueil que d'ordinaire, il lui adressa quelques paroles injurieuses, sauta à bas de son cheval et mit l'épée à la main. Jean de la Croix en fit autant. S'étant aperçu que Gomer portait une chemise de maille, son épée ayant plié plusieurs fois dans les coups qu'il lui portait, il fut obligé de le prendre au défaut de cette armure, et fit tant et si bien qu'il lui donna un coup au-dessous du sein et un autre coup de taille à la tête.

Gomer vaincu lui tendit son épée, mais son vainqueur la lui rendit par l'entremise de quelques témoins qui se trouvaient là. Il ne l'eut pas plutôt reprise qu'il voulut tenter la fortune d'un second combat. Courant donc sur de la Croix, l'épée à la main, en véritable désespéré et sans se souvenir de la générosité avec laquelle il lui avait sauvé la vie, il le prit si brusquement et si au dépourvu qu'il le fit reculer plusieurs pas en arrière et tomber à la renverse, le pied lui ayant glissé pendant qu'il remettait l'épée à la main pour se garantir de la furie de son adversaire. Enfin, Gomer, avec une lâcheté sans égale, le frappa tellement d'estoc et de taille qu'il le laissa pour mort sur le pavé.

Outrés d'une pareille infamie, les témoins de cette déplorable scène se ruèrent sur Gomer et l'empêchèrent de continuer d'exercer sa rage sur le corps de son ennemi; ils menèrent les deux blessés chez des chirurgiens et ensuite en leurs logis. Les plaies de de la Croix étant les plus dangereuses, il mourut au mois de février suivant, le jour de la Chandeleur. Gomer en revint et l'abbé d'Orbais, avec la demoiselle Espérance de la Croix, intentèrent bientôt un procès criminel au meurtrier de leur frère, mais celui-ci parvint encore à obtenir des lettres de rémission et ne fut d'abord condamné, par arrêt de 1560, qu'à 200 livres pour intérêts, à 15 livres pour les pauvres de l'Hôtel-Dieu, à 100 sous pour la paroisse du lieu de sa naissance. Il fut encore con-

damné, sur appel, à 600 livres pour toutes réparations civiles, dommages, intérêts, dépens, et « à tenir prison jusqu'à plein paiement de ladite somme ». On racontera plus tard les suites déplorables de la mort du frère de l'abbé d'Orbais, que favorisèrent les troubles te la guerre civile causés par la réforme de Luther et de Calvin (1).

(1) *Gall. christ.*, t. IX. — *Manuscrit d'Orbais.*

PÉRIODE DE LA RENAISSANCE.

LIVRE TROISIÈME.

Seizième siècle.

(Troisième Partie.)

DEPUIS L'ENTRÉE DE LA RÉFORME EN FRANCE, VERS 1550, JUSQU'A LA PRISE D'ARMES DES CALVINISTES EN 1567.

SOMMAIRE. — I. La Réforme luthérienne pénètre en France et s'établit à Meaux. Supplice des sectaires de cette ville. Les prédicants se réfugient en Navarre. Insolences et exécutions de protestants à Paris. — II. Apparition du Calvinisme. Calvin, sa naissance, son éducation à Genlis, ses bénéfices, ses études à Paris, ses cures de Marteville et de Pont-l'Evêque. Il suit des cours à Orléans, à Bourges et dogmatise. De retour à Paris, il s'enfuit, résigne ses bénéfices, va en Saintonge, à Bâle, à Strasbourg, à Poitiers où il fait la cène, à Nérac, publie son *Institution*, va à Ferrare, puis à Noyon, Genève, Strasbourg, se marie et organise sa religion à Genève. Son despotisme, sa mort, jugements sur son caractère et ses mœurs. — III. Suzan, poëte soissonnais, et Théodore de Bèze. Jean Ruel, de Soissons, chanoine de Paris, Pierre Ramus, principal de Presles-Soissons. Ce collège au XVI^e^ siècle. Travaux et tribulations de Ramus. Il gagne Genève; ses mœurs, ses ouvrages, ses élèves : Bergeron, Nicolas de Nancel, Palma Cayer. — IV. Propagande protestante : temples, prédications, cène, libelles, leurs effets funestes. — V. La réforme en Laonnois, en Noyonnais, en Soissonnais. — VI. Henri II sévit contre les protestants; supplice de deux Soissonnais. Séjours de ce prince à Soissons, Compiègne et Villers-Cotterêts. Ses actes en ces lieux. Fin de Matthieu de Longuejoue. — VII. Charles de Roucy, 79^e^ évêque (1558). Paix de Cateau-Cambresis. Sacres de François II et de Charles IX Avancement de la Réforme. Le prince de Condé, comte de Soissons; son mariage avec Eléonore de Roye et de Muret. Tumulte d'Amboise, Progrès de la Réforme en Soissonnais. Le prêche à Bellcu. Le doyen Lépaulart aux Etats d'Orléans. Colloque de Poissy. — VIII. Charles de Roucy va au Concile de Trente. Le protestantisme, la cène à Soissons, Edit de pacification de 1562.

Violences des protestants. Les partis Catholique et Huguenot. Les reformés bannis de Soissons. Le prêche à Cœuvres. Jean d'Estrées seigneur de Cœuvres. Prêches à Rozoy, Muret, Verdelot, Braine. Les reliques de saint Crépin rentrées à Soissons. Chasse de saint Crépin. Soissons mis en état de défense. — IX. Révolte générale des Calvinistes. La princesse de Condé attaquée. Cruauté des Calvinistes. Paix d'Amboise. Condé menacé à Paris. Triste état de la France. Prêches à Nogentel, Château-Thierry, Essômes. La peste à Soissons. Condé achète des biens de l'Eglise, ses désordres. La princesse de Condé malade à Condé-en-Brie, sa mort. — Conférence à N.-D. de Soissons. — X. Charles de Roucy de retour de Trente. Conciles de Reims de 1564 et de 1583. Lépaulart promoteur du Concile, plaintes des curés du doyenné de Chézy. Charité de Charles de Roucy; il ranime les études. Les prêtres prennent les armes.

I. — Cependant l'hérésie, qui n'avait jamais cessé d'agiter l'Eglise de Dieu, allait faire un suprême effort pour lui porter, croyait-elle, le coup mortel. Sous le nom de *Réforme*, elle avait pris en peu de temps, en Allemagne, un immense développement accompagné des troubles les plus graves. Provoquée et poursuivie par Luther, moine apostat et dépravé, mais érudit, éloquent et hardi, elle séduisait les esprits jeunes, ardents et amateurs de nouveautés. Son point de départ fut l'abus des indulgences, l'ignorance et la corruption qui, à la faveur des agitations du siècle précédent, avaient gâté une partie du corps ecclésiastique. De la matière des indulgences, Luther était passé à la question si délicate de la justification et bientôt ce sombre génie ne connut plus de bornes dans son œuvre de renversement et de destruction. L'autorité du pape, des conciles, de la tradition firent place au libre examen, seul juge, selon lui, de la parole de Dieu; il l'établit comme base de son système. Autour de l'ardent et fougueux sectaire, s'accumulent les ruines: ministère ecclésiastique, dogmes, sacrements, discipline. La tyrannie séculière en matière religieuse, comme en matière civile, l'anarchie dans les croyances, la discorde, les déchirements, les guerres civiles, le pillage des biens de l'Eglise; le renversement de la morale évangélique, tels furent les fruits amers de la doctrine de celui que la Réforme admire comme son chef et son héros, quoiqu'il ait porté dans son propre sein le chaos et la confusion. Appuyés sur le libre examen les disciples de Luther, dogmatisant à leur tour, voulurent aussi réformer l'Eglise

à leur manière. Les deux Socins, Mélancthon, Carlostad, Zwingle, Œcolampade, Bucer, bientôt Calvin, produisirent des sectes diverses qui vinrent se fondre sous les noms de *Réformation*, de *Luthéranisme*, de *Socinianisme*, de *Puritanisme*, de *Calvinisme*, de *Huguenotisme*, de *Protestantisme* et autres qui indiquent assez que dans aucune d'elles on ne peut reconnaître la véritable Eglise dont l'immortel symbole est l'unité.

La France touchait de trop près à l'Allemagne pour n'être pas bientôt atteinte par le Luthéranisme. Bucer l'enseigna à Strasbourg, d'où il passa à Metz et s'introduisit à Paris, même à la cour, à la faveur de la passion de François Ier pour les artistes, les lettrés, les savants, passion qui avait gagné les villes, les campagnes même, le clergé et la magistrature. Ses sectateurs versés dans la littérature, les langues, la dialectique, s'insinuaient dans les universités, près des grands, des savants, par leurs connaissances et leurs écrits, tels que Lefèvre d'Etaples, Guillaume Farel, professeur au collège du cardinal Lemoine, Arnault, Gérard Roussel et Jean Lecomte, deux picards. Le mal se trahit à Meaux, dès 1523-1524, par l'imprudence de Guillaume Briçonnet, évêque de cette ville, et, en 1546, la Réformation y avait un commencement d'Église. Il importe d'autant plus de s'arrêter sur ce berceau du protestantisme en France que du diocèse de Meaux il s'étendit sur les diocèses limitrophes : de Paris, de Châlons et surtout de Soissons.

Guillaume Briçonnet, nommé à ce siège en 1516, résolut de relever la discipline dans son diocèse, entreprise assurément louable s'il l'eût poursuivie avec prudence. Déployant, dans ce dessein, un zèle infatigable, au retour de son ambassade de Rome en 1518, il fit la visite générale des paroisses, rassemblant les ecclésiastiques, curés, vicaires, les marguilliers et notables, s'informant près d'eux de la doctrine et de la vie des prédicateurs. Si l'on en croit un manuscrit fort suspect de Meaux, il aurait appris : que quand le temps des quêtes arrivait, les Franciscains de cette ville se mettant en campagne, un seul prédicateur parcourait, en un jour, cinq ou six paroisses, répétant dans chacune le

même sermon, non pour nourrir les âmes des auditeurs, mais pour remplir son ventre, sa bourse et celle de son couvent, après quoi ces religieux ne reparaissaient plus qu'au retour des quêtes, la seule affaire des bergers étant de tondre la laine de leurs troupeaux (1).

A la suite de cette tournée pastorale, Briçonnet tint, le 13 octobre, un synode où il obligea les curés à la résidence; à la place des moines mendiants qui, en effet, ne faisaient pas toujours l'édification des peuples, il envoya partout des prédicateurs de son choix; il défendit les danses publiques les dimanches et fêtes; enfin, pour remédier à l'ignorance générale de son clergé, il fonda à Meaux même une école où l'on enseigna les lettres humaines et la théologie, dont il voulait répandre le goût dans son diocèse; mais c'est ici qu'il s'égara. Il fit venir de tous côtés des hommes savants et, au lieu de choisir des docteurs irréprochables en fait d'orthodoxie, il accueillit Lefèvre d'Etaples, son ancien maître à Paris, homme dangereux, qui vint à Meaux en 1521, et autour duquel se groupèrent Guillaume Farel, Gérard Roussel, François Vatable (Watebled ou Gastebled), professeur d'hébreu, de Gamaches en Picardie, et curé de Brumetz, près la Ferté-Milon (2), « hommes éloquents et bien versés dans les bonnes lettres et aux Evangiles », dit Florimond de Rémond. Il fit prêcher et enseigner la *parole de Dieu* par ces demi-luthériens. Il confia la léproserie de la ville à Lefèvre, qu'il nomma ensuite son vicaire général. Le langage mystico-prophétique qu'affectaient ces nouveaux apôtres étonna d'abord puis séduisit les faibles et les ignorants, auxquels ils ne cessaient de crier : la parole de Dieu suffit (3).

Mais ce n'était pas assez d'expliquer eux-mêmes l'Ecriture au peuple, chacun avec ses propres lumières,

(1) Cité par DOUEN, d'après MERLE D'AUBIGNÉ. (*Hist. des Eglises réformées*, L. XV, p. 5.)

(2) Florimond DE RÉMOND, t. Ier, p. 6. — Il faut remarquer que les savants, au XVIe siècle, mettaient leurs noms au génitif latin, parce qu'il est précédé du titre de leurs livres, terminaison qui resta en français. Ainsi on disait *Gemelli* Gemel ou Jumel, archidiacre de Laon : *Fabri* (Lefèvre); *Ruffi* (Rousselle); *Versoris* (Le Tourneur); *Cœnalis* (Robert Céneau); etc.

(3) *Ibid.*, p. 846.

il fallait que le peuple lui-même pût la lire et l'interprêter. Lefèvre fit paraître, en 1522 et 1525, une traduction du Nouveau Testament et des Psaumes. Dominés par leurs idées de réforme et armés des exemplaires du livre divin interprété dans le sens privé, nos prédicateurs s'insinuent partout, dans les maisons de la ville, dans les sociétés, disséminant leurs erreurs, surtout parmi les pauvres « la plupart gens de mestier, cardeurs de laine et drapiers drapans » (1). Un protestant raconte naïvement les beaux effets produits à Meaux par la publication des Evangiles en français. « Dès lors, dit-il, s'engendra un ardent désir en plusieurs personnes, tant hommes que femmes, de connaître la voie du salut nouvellement révélée, si comme les artisans, comme cardeurs, peigneurs et foulons, n'avaient autre exercice en travaillant de leurs mains, que conférer de la parole de Dieu et se consoler en icelle. Et spécialement dimanches et fêtes estaient employés à lire les Escritures et à s'enquérir de la bonne volonté du Seigneur. Plusieurs des villages faisaient le semblable, en sorte qu'on voyait en ce diocèse-là reluire une image d'Eglise renouvelée, car la parole de Dieu, non-seulement y était prêchée, mais aussi pratiquée, attendu que toutes les œuvres de charité et de dilection s'exerçaient là, les mœurs se réformaient de jour en jour et les superstitions alloient bas » (2). « Malheureusement, dit encore plus naïvement un protestant moderne, les disciples de Lefèvre se laissèrent énerver par les idées mystiques à travers lesquelles leur maître lisait les Ecritures, et le mouvement religieux qu'ils avaient produit eût péri infailliblement sans les Farel, les Leclerc et une foule d'autres qui ne commentaient la Bible qu'avec leur simple bon sens et leur cœur droit... » (3). Ainsi le libre examen se condamnait lui-même dès la première origine de la réformation.

Quoiqu'il en soit, ce ne furent pas ces docteurs qui

(1) *Hist. de la Réformation au XVI^e siècle. (Ubi supra.)*
(2) CRESPIN, *Hist. des Martyrs*, L. IV.
(3) *Essai sur les Eglises réformées du Département de l'Aisne*, par le pasteur Orentin DOUEN de Lemé.

fondèrent l'église protestante de Meaux, mais un pauvre cardeur de laine, nommé Pierre Leclerc, lequel s'érigeant tout à coup en docteur inspiré, se mit à dogmatiser, c'est-à-dire surtout à déclamer contre le pape et à débiter des impiétés contre l'Eglise catholique. C'était, dit un apologiste de la Réforme, « un homme de basse condition, mais d'un zèle et d'un courage admirables » (1). Non seulement il fut le fondateur de la première Église protestante de France, par cette « forme d'Église » qu'il établit en la ville de Meaux, mais il fut le premier qui, sans étude ni mission de personne, prêcha en chaire et à qui on donna le nom de ministre. Quarante ou cinquante cardeurs, foulons ou tisserants réunis dans la maison d'un nommé Etienne Mangui, après avoir fait des jeûnes et des prières, lui conférèrent ce titre par élection. « Outre l'intégrité » de sa vie, il étoit « fort exercé aux Escritures, combien qu'il n'eust connoissance que de la langue françoise. Et de fait ce personnage fut tellement béni de Dieu en son ministère, prêchant et administrant les sacremens à l'assemblée, qu'en peu de temps y accourant plusieurs personnes des villages, ils se trouvèrent de trois à quatre cents hommes et femmes, ce qui fut cause qu'ils furent décelez » (2).

En effet, ces conciliabules furent découverts et un jour on surprit les novateurs de Meaux au nombre de soixante-dix personnes. C'était en 1546; saisis et garottés ils furent mis sur des chariots et jetés en prison « avec une débonnaireté, dit le même apologiste, qui nous fait voir la constance des anciens chrétiens ». Seule une jeune fille aurait dit au lieutenant criminel : « Monsieur, si vous m'aviés trouvée dans un lieu de prostitution, vous ne m'auriez pas ainsi traitée. » Cette jeune fille n'évita pas pour cela le sort qui l'attendait. Dix-neuf femmes et quarante et un hommes furent menés à Paris et condamnés, par arrêt du Parlement, à subir la torture, à avoir la langue coupée et être brûlés

(1) *Apologie des Réformateurs*, t. II, p. 290.
(2) Florimond DE RÉMOND, t. Ier, p. 872, et Théod. DE BÈZE, *Hist. eccl.*, t. Ier.

vifs. Les autres furent exécutés à Meaux, ou renoncèrent à leurs erreurs et furent graciés. Leclerc, qui fut du nombre des premiers, avait été, quelques années auparavant, fouetté et marqué dans cette ville, dit Florimond de Rémond, qui n'en rapporte pas la cause. Les nommés Jacques Pavannes et l'Hermitte de Livry avaient été aussi brûlés en 1524 et 1525, et Denis de Rieux eut le même sort à Meaux en 1528 (1).

En outre « un jeune filz de la ville de Meaulz » avait dû faire, la veille de Noël 1526, à Paris, amende honorable pour les mêmes erreurs. « Il étoit, raconte le *Journal d'un Bourgeois de Paris*, la teste nue et tenoit la torche de cire ardante, devant la grande église de Nostre-Dame, en l'échelle, criant à Dieu mercy et à Nostre-Dame, de ce qu'il avoit dit en ensuivant la secte de Luther ». On brûla devant luy « aucuns livres qu'il avoit translatez de latin en françois, tenant le party de Luther. » Il les lut mot à mot, déclarant : « qu'ils éstoient faulz et damnables. » On le mena ensuite aux prisons des Célestins, où on le mit au pain et à l'eau. S'il n'avait pas consenti à ce qu'on avait exigé de lui « il eust été bruslé ». Le *Bourgeois de Paris* ajoute : « Et faut noter que la plus grande partie de Meaulx estoit infectée de la faulce doctrine de Luther, et disoit-on qu'un nommé Fabry (Lefèvre ou *Fabri*), prestre, estudiant avec autres, estoit cause des dictz embrouillemens, et entre autres choses : qu'il ne falloit avoir es églises aucunes images, ne prendre eaue béniste pour effacer les péchez, ne prier pour les trespassez, à cause qu'incontinent après le trespas, ilz alloient en Paradis ou en Enfer et qu'il n'y avoit nul Purgatoire, et qu'il n'estoit vray et ne le croyoit pas. » (2).

Ainsi Meaux « pouvait se vanter, disent les historiens protestants, d'avoir offert à Dieu comme les prémices des martyrs » et d'avoir été la première église réformée de France. Au contraire, dit l'historien de l'Eglise de Meaux, D. Duplessis, « ce diocèse est le premier qui ait eu le malheur d'ouvrir son sein aux novateurs. On le

(1) Florimond de Rémond, t. 1er, p. 872. — *Apologie pour la Réformation*, t. II, p. 286 et 290.
(2) *Journal d'un bourgeois de Paris*. p. 276.

regarde pour ce sujet comme le berceau de l'hérésie en France, tache honteuse, dont il ne pourra jamais se laver dans les siècles à venir » (1).

Le mal une fois connu dans toute sa profondeur, on n'eut pas beaucoup de peine à en découvrir les auteurs. Les prédicateurs de Meaux, repoussés par le prélat qui les avait accueillis avec tant d'empressement, et dont ils avaient indignement trompé la bonne foi, furent dénoncés et prirent la fuite. On fit des informations sur un pareil scandale. L'évêque Briçonnet lui-même, soupçonné d'hérésie, fut interrogé; il avoua son imprudence et, à la première monition, il protesta de son attachement à l'Eglise catholique, exemple qui eut des imitateurs. Bèze avoue ce fait, qu'il regrette pour Briçonnet, mais qui fut tout à sa gloire. D'ailleurs, ce qui prouve que l'accusation d'hérésie portée contre lui fut une pure calomnie, c'est que personne plus que lui ne se montra hostile au luthéranisme et plus attaché à la foi orthodoxe (2).

Farel quitta la France et alla rejoindre Zwingle; Lefèvre d'Etaples gagna la Guyenne et chercha un asile à Nérac, sous l'égide de la reine de Navarre, femme bel esprit, qui se montrait déjà favorable aux sectaires. « Enfant sans berceau et sans aveu, il vesquit longtemps, dit un historien, dans les terres du roy de Navarre, semant plusieurs doutes et scrupules ès conscience de ceux qui luy vouloient prester l'oreille, faisans toutefois le catholique » jusqu'à sa mort arrivée en 1537. Roussel alla d'abord vers Luther en Allemagne et revint aussi en Béarn, mais il ne fut, à ce qu'il paraît, jamais franchement luthérien (3). Les prédicateurs de Meaux ainsi « dispersés par la persécution », la semence « de la vérité », qu'ils avaient jetée dans ce diocèse, languit mais ne périt pas. Non seulement il se tint des

(1) *Gall. christ.*, t. VIII. — DUPLESSIS, *Hist. de l'Eglise de Meaux*, t. Ier, p. 325.

(2) DUPLESSIS, *ibid.* L'épitaphe de BRIÇONNET signale ce prélat comme *factionis lutheranæ debellator acerrimus.* (LA CROIX DU MAINE, t. II, p. 315.)

(3) Florimond DE RÉMOND, t. Ier p. 837. — LA CROIX DU MAINE, t. I, p. 479.

synodes protestants dans la Brie, à la Ferté-sous-Jouarre, en 1564 ; à Lizy-sur-Ourcq, en 1565 ; à Lumigny, en 1566 ; mais de cette contrée sortirent des prédicants ou ministres qui allèrent porter le « pur Evangile » dans presque toute la France (1). Un Jean Leclerc, natif de Meaux, fut ministre à Metz dès 1523. On disait proverbialement les *Luthériens de Meaux*.

L'affaire de Meaux avait mis en émoi tout Paris. Le roi, le Parlement, la Faculté de théologie avaient pris l'alarme. On rendit un arrêt qui ordonnait de brûler les écrits de Luther, de poursuivre et d'expulser tous ses partisans. Le docteur Morant, chanoine et vicaire général d'Amiens, chez qui on avait trouvé des ouvrages de Luther et qu'on accusait d'avoir enseigné l'erreur, est obligé de se rétracter. Un religieux dominicain, libertin, hérésiarque et bigame, qui dogmatisait à Lyon, fut condamné à être brûlé vif sur la place Maubert, à Paris, et vomit des impiétés contre l'Eucharistie jusque sur l'échafaud.

Malgré ces tristes exécutions, qui étaient conformes à la législation criminelle du temps, la secte prétendue réformatrice n'en redoubla pas moins d'audace. Elle fit placarder à Blois, où se trouvait la cour, et à Paris, dans les carrefours, sur les places, dans les églises mêmes et jusques aux portes du Louvre et de la chambre du roi, des blasphèmes contre la Religion catholique et ses mystères, et des invectives même contre la personne du monarque. Le Parlement dut alors redoubler de sévérité contre ces audacieux sectaires, à moins qu'on ne dise qu'il n'avait qu'à tolérer les insultes faites aux sentiments religieux de toute une nation et de son roi. Des hérétiques ayant été arrêtés, on découvrit une conjuration ayant pour but d'égorger les catholiques en plein service divin. François Ier, de retour à Paris, ordonna une procession générale du Saint-Sacrement, à laquelle il assista avec toute la cour. Toutefois, à l'instigation de la reine de Navarre et de la duchesse d'Etampes, sa favorite, gagnées à la secte, il assista à un sermon

(1) *Apologie pour la Réformation*, t. II, p. 286.

du curé de Saint-Eustache, Lecoq, prédicateur bel esprit, alors fort à la mode, lequel osa, en sa présence, parler contre l'Eucharistie et fut obligé par les cardinaux de Lorraine et de Tournon de se rétracter en chaire publiquement. Vingt-quatre personnes, auteurs et complices des blasphèmes affichés contre le Saint-Sacrement, furent brûlées avec d'horribles raffinements de supplices, pour inspirer, on le croyait du moins, une terreur salutaire.

Il importe de signaler ici une particularité d'une importance capitale pour dégager, aux yeux des esprits prévenus, toute responsabilité du clergé catholique dans ces exécutions : c'est que la cour de Rome était bien éloignée de les approuver. « Est à savoir, dit ingénûment le *Journal d'un Bourgeois de Paris*, c'est que le bruit fust en juing 1535, que le pape Paul, adverty de l'exécrable justice et horrible que le roy faisoit en son royaume sur les Luthériens, on dit qu'il manda au roy de France, comme il estoit adverty de l'horrible justice qu'il faisoit des dicts Luthériens et néantmoins qu'il pensoit bien qu'il le fist en bonne part, usant du beau tiltre qu'il avoit d'estre nommé le Roy très chrestien, néantmoins Dieu le créateur, luy estant en ce monde, a plus usé de miséricorde que de rigoureuse justice et qu'il ne faut aucunes fois user de rigueur et que c'est une cruelle mort de faire brûler vif un homme parce qu'il pourroit plus qu'autrement renoncer à la foy et à la loy. Pourquoi le pape prioit et requéroit le roy, par ses lettres vouloir appaiser sa fureur et rigueur de justice en leur faisant grâce et pardon. Pourquoy voullant suivre le vouloir du pape, ainsy qu'il luy avoit mandé par ses lettres patentes, (le roy), se modéra et manda à la cour de Parlement de ne plus y procéder en telle rigueur qu'ils avoient (faict) par cy devant. A cette cause la cour cessa de non plus y procéder, tellement que plusieurs qui estoient prisonniers, tant en la Conciergerie que en Chastelet... et n'y fust plus procédé rigoureusement par justice » (1).

(1) *Journal d'un Bourgeois de Paris*, p. 459.

II. — La Réforme avait sa source dans de trop violentes passions religieuses et politiques pour s'arrêter devant la crainte des supplices ou se laisser toucher par la clémence. Elle allait faire au contraire de nouveaux progrès en France, non plus seulement sous le nom ètranger de luthéranisme, mais sous le nom indigène de calvinisme. La doctrine de l'auteur de ce nouveau rameau, français et picard d'origine, causa tant de maux dans l'ancien diocèse de Soissons et dans les diocèses qui servirent à former le diocèse actuel qu'il importe de condenser ici les événements de sa vie où se reflète en même temps un côté curieux du XVI^e^ siècle : le côté littéraire et sectaire.

Jean Cauvin ou Chaulvin, en latin *Calvinus*, dont on a fait Calvin, naquit à Noyon le 10 juillet 1509. Son père, Gérard Cauvin, était originaire de Pont-l'Evêque, village près de cette ville, et sa mère, Jeanne Lefranc, était fille d'un cabaretier ou hôtelier de Cambrai, qui vint habiter avec Gérard la maison aujourd'hui à l'enseigne du Cerf, place du marché au blé. Gérard fut-il tonnelier à Noyon et son père batelier à Pont-l'Evêque, comme l'avance Maimbourg (1)? C'est ce qui n'est pas éclairci, mais il est sûr qu'il fut d'abord commis dans les fermes, puis scribe de l'évêque de Noyon. « Ce praticien, dit Levasseur, prenoit partout, aussi entreprenoit-il facilement tout sans savoir par où sa sortie » (2). En effet, il fut de plus procureur fiscal du comté de Noyon, receveur du temporel du chapitre et notaire apostolique ; il règlait les testaments des ecclésiastiques et gérait beaucoup d'affaires. Gérard eut de Jeanne Lefranc, « belle personne, dit un biographe, mais d'assez mauvais bruit », quatre garçons et deux filles : Charles, Antoine et Jean ; le quatrième mourut en bas âge, Antoine l'aîné se fit prêtre (3). Des deux filles, l'une se maria à Noyon et eut une fille qui épousa Luc Demolle, fourbisseur à Compiègne, dont elle eut deux enfants,

(1) *Hist. du Calvinisme*, L. IV. — *Hist. du Calvinisme et du Papisme*, t. 1^er^, p. 428, citée par Moréri. — *Hist. de Calvin*, par Audin.
(2) Levasseur, *Annales de l'Eglise de Noyon*.
(3) Varillas, *Hist. de l'Hérésie*, t. II, liv. X, p. 459.

Marie et Antoine, lequel, aussi fourbisseur à Noyon, mourut bon catholique en 1614. Marie épousa Bruyant, de Compiègne et eut un fils qui fut l'hôte du Lion d'Argent, à Chartres. Antoine Demolle fils eut deux enfants : Luc Demolle, maître chirurgien au faubourg Saint-Germain-des-Prés à Paris, et Marie qui épousa Jean Fauquet, boulanger à Noyon (1). Une toute autre fortune était réservée à Jean, le troisième enfant de Gérard Cauvin.

Les fonctions que Gérard exerçait auprès de l'évêque-comte de Noyon furent profitables à Antoine son aîné et à Jean, son troisième enfant. Celui-ci eut pour parrain Jean de Vatine et fut baptisé à Sainte-Goberte. Il reçut sa première éducation au château de Genlis (Villequier-au-Mont), où il eut le même précepteur que les enfants de la famille Mommor, bienfaitrice de ses parents qu'elle secourait dans les moments difficiles. Elle comptait parmi ses membres le pieux d'Hangest, abbé de Saint-Eloi de Noyon, qui s'occupa surtout de son instruction. Comme on le destinait à l'état ecclésiastique, son père, grâce à sa protection, « fit provision » pour Jean, alors âgé de douze ans et tonsuré, de la prébende ou chapelle de *Notre-Dame de la Gésine* (de la Vierge enfantant), dans la cathédrale de Noyon, le 29 mai 1521. Il aurait eu aussi la chapelle de Saint-Jean de Bayencourt, dans l'église de Saint-Quentin-à-l'Ecu au faubourg de Péronne; mais il ne fut point chanoine de la cathédrale, ni même jamais prêtre (2).

La chapellenie de la Gésine était, avec trois autres, attachée à un autel placé à l'entrée du chœur, contre l'ambon ou jubé. Trois Cauvins la possédèrent l'un après l'autre; Charles la permuta avec Michel Courtin qui la résigna à Jean, lequel, âgé de vingt-huit ans, la passa, le 30 avril 1552, avec l'agrément du chapitre, à Antoine. Celui-ci, qui eut aussi la petite chapelle de

(1) LEVASSEUR, *Annal. de l'Eglise de Noyon*, p. 156. (Paris, 1533-1534) *ex* Registres du Chapitre de la Cathédrale.

(2) « De vita et moribus atque rebus gestis hæreticorum a Jacobo Langæo Scoto, doctore Sorbonico, 1581. » CALVIN mourut en 1564 et LANGEAY fit imprimer son livre en 1580; c'est donc un auteur contemporain.

Tourneville à Travecy, près de la Fère, la résigna de nouveau à Jean qui la passa, moyennant finance *(mediante pretio conventionis)*, à Antoine de la Marlière. Charles Cauvin se fit conférer en outre, le 13 février 1518, par Philippe de Nocières, vicaire de l'évêque, sur la résignation de Nicolas Obry, l'une des chapellenies dites « de la première messe », qu'il permuta contre celle de la Madeleine avec Michel Quentin et reçut la cure de Roupy à deux lieues de Vermand. Charles fut excommunié pour avoir frappé un clerc, et accusé, le 4 novembre 1534, d'omettre des messes d'obligation (1).

Ainsi pourvu de bénéfices Jean Cauvin, que l'on appellera désormais Calvin, put continuer ses humanités. Son père, « l'année de la grande peste », 1523, obtint pour lui, le 5 août, du chapitre de Noyon, sous prétexte de lui faire éviter ce fléau, la permission de s'absenter jusqu'à la Saint-Remy. Il l'envoya à Paris où il avait deux oncles, maréchaux ou serruriers, et il occupa chez l'un d'eux, nommé Richard, bon catholique, une petite chambre donnant sur l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois; l'autre, Antoine, habitait près de Saint-Merry. Le père de Calvin leur avait recommandé vivement cet enfant qui annonçait déjà « un admirable génie pour les lettres », un esprit vif, hardi et passionné pour l'étude. Chaque jour il se rendait au collège de la Marche, en compagnie des deux jeunes Mommor, qui habitaient rue Saint-Jacques, aux leçons de Mathurin Cordier, grand admirateur des classiques et des nouveautés venues d'Allemagne, qu'il embrassa ouvertement à Genève en 1554. Ses humanités achevées, Calvin alla étudier la dialectique à Montaigu sous un espagnol, ardent catholique, mais adepte fanatique de la philosophie argumentatrice d'Aristote. Il était en même temps initié aux doctrines de Luther par Pierre Olivétan, natif de Noyon, son parent, traducteur de la Bible, et par Farel, qui lui communiquait les ouvrages du moine allemand.

(1) LEVASSEUR, *ibid.* — AUDIN, Pièces justificatives. — Charles Cauvin permuta cette cure « lieu originaire de ses devanciers » avec Messire Jean Dubray. *(ibid.)* — DRELINCOURT, *Défense de Calvin*, p. 215. — LEVASSEUR, *ubi supra*.

Calvin, à peine âgé de dix-neuf ans et déjà en réputation pour ses progrès dans la langue latine et la philosophie, revint, en 1526, pourvu du grade de licencié ès-arts, à Noyon, où il n'avait pas reparu depuis son départ. Aussi, pour ne s'être présenté, ni par procureur, ni en personne, « estant lors aux estudes à Paris », et n'avoir pas justifié son absence « par l'envoy de la testimoniale de M. le Recteur de l'Université » fut-il « déclaré contumace » au chapitre général de la cathédrale du 16 janvier de cette année et à celui du 6 mai 1527. Le 27 juillet suivant, son père plaida pour lui contre le chanoine Devic et, le 27 septembre, simple tonsuré, il fut pourvu de la cure de Marteville qu'il permuta, le 5 juillet 1529, avec l'agrément du chapitre, pour celle de Pont-l'Evêque, où demeurait son grand-père, sur la présentation de l'abbé de Hangest à l'évêque de Noyon. Selon le triste usage de ce temps, il toucha les revenus de ces cures, qu'il faisait desservir par un coadjuteur ou vicaire. « Après après vécu aux dépens du crucifix, dit Florimond de Rémond, Calvin oublia qui l'avait élevé et nourri (1) ». Il se mit en effet à annoncer la parole de Dieu à Pont-Lévêque et dans les villages voisins, semant surtout dans l'ombre les premières ébauches de sa doctrine.

Gérard Cauvin, qui avait destiné son fils à l'Eglise, l'ayant poussé ensuite vers la magistrature, celui-ci se rendit à Orléans, en 1528, et y étudia la jurisprudence sous Pierre de l'Etoile *(Petrus Stella)*, qui devint président du Parlement de Paris. Logé chez les Daniel, famille de jurisconsultes qui recevait des écoliers en pension, il se lia d'amitié avec Pierre et surtout François Daniel, avec Claude Flamberge, Philippe du Laurier, François de Connan, le chanoine Jean Cop, toute une pléïade de

(1) FLORIMOND, conseiller au Parlement de Bordeaux, zélé catholique et écrivain de bonne foi, pouvait y joindre des préjugés contre la Réforme et ses auteurs; mais il écrivit son *Histoire de la naissance, progrez et décadence de l'Hérésie de ce Siècle*, à une époque encore toute chaude, des souvenirs du protestantisme, dont il avait vu les dernières agitations, et avec les contemporains duquel il conversait. Son livre parut sous Louis XIII, en 1632.

savants attirés à Orléans par la célébrité de ses écoles. Ayant refusé le titre de docteur honoraire en droit qu'on lui offrait, Calvin alla, l'année suivante, à Bourges, où l'attirait la réputation d'André Alciat, célèbre professeur de droit et à la fois poète, historien et théologien. Il prit aussi dans cette université des leçons de grec d'un allemand, Melchior Wolmar, qu'il avait vu à Orléans et qui avait été appelé à Bourges par Marguerite de Navarre. En même temps que le grec, Wolmar professait dans son pensionnat le luthéranisme et le zwinglianisme, sous le manteau du catholicisme. Calvin, l'élève d'Olivétan et tout préparé à ces doctrines, étudia l'hébreu et le syriaque pour se livrer à l'interprétation de l'Ecriture Sainte, mais Wolmar, enchanté des talents de son disciple, le poussait vers la théologie, qu'il appelait « la reine des sciences », préférablement au grec et à la jurisprudence. « Je ne crains pas, écrivait-il, l'esprit rebelle de Calvin; j'en espère beaucoup au contraire, car ce défaut est parfaitement propre à avancer nos affaires; il sera un des grands défenseurs de nos opinions; il ne sera pas facile de l'embarrasser. » Déjà, en effet, Calvin, dans ses jours de loisir, se livrait à la prédication aux environs de Bourges et surtout à Lignières, dont le seigneur aimait à entendre les nouveautés qu'il débitait. Il s'attacha donc à la théologie, quoique, selon Théodore de Bèze lui-même, il ne fût pas un théologien mais seulement un homme habile dans le droit civil et les langues, tandis que Luther fut un très habile docteur en théologie.

Rappelé à Noyon par une maladie grave de son père, il y resta jusqu'à sa mort, vendit sa succession et se rendit à Paris, où il était le 24 juin 1531, selon une lettre à son grand ami Daniel, de Bourges. Visitant un jour, dans un couvent, une sœur de celui-ci pour fixer, à sa prière, le jour de ses vœux, il sonda la jeune fille sur sa vocation, et déclara n'avoir jamais rencontré personne aussi résolue. « Je n'ai pas voulu, dit-il, la détourner de sa résolution, mais je l'ai exhortée brièvement à ne point se fier à ses propres forces, à ne point agir témérairement et à tout remettre entre les

mains de Dieu, notre seul appui, notre seul soutien dans cette vie (1) ».

Calvin, qui n'était peut-être pas encore l'ennemi des couvents, chercha à Paris un logement selon son goût. Ayant refusé les offres de Coiffart, parce que sa maison était trop éloignée de l'école de Danès, dont il voulait suivre les cours, il se fixa d'abord au collège de Forteret, puis à Chaillot, sans doute pour éviter la peste qui sévissait alors à Paris et qui avait fait suspendre les cours du Collège Royal. Daniel, qu'il avait vu en cette ville, lui écrivait, à la fin de 1531, dans un sens qui n'indiquait pas qu'ils voulussent encore quitter l'Eglise romaine. « Je voudrais, lui disait-il, te voir si bien recommandé à quelqu'évêque que tu obtinsse la dignité d'official ou quelqu'autre (2) ». Toujours passionné pour l'étude, Calvin partagea son temps, dans l'hiver de 1532-1533, entre la théologie et les langues orientales. En cette année, n'étant âgé que de vingt-quatre ans, il publia un commentaire sur le livre de Sénèque *De Clementia*, qu'il dédia à Claude de Hangest, sous le nom de *Calvinus*. Dans son Epître dédicatoire, il rappelle à l'abbé de Saint-Eloi la première éducation qu'il a reçue « lui, homme du peuple, dans sa famille (3) ». Varillas ayant beaucoup critiqué cet ouvrage, Bayle lui reproche de l'avoir confondu avec un autre du même Sénèque, *De Constantia*, mais Calvin lui-même avait confondu les deux Sénèques dont il fait un seul personnage, qui aurait ainsi vécu cent quinze ans au moins (4). Au mois de décembre 1532, Calvin en adressa un exemplaire à Bucer, sectaire de Strasbourg, qui fut tour à tour catholique, luthérien, anabaptiste, zwinglien.

De tout ce qui précède sur les agissements de Calvin, il serait difficile de dire si, au milieu de l'année 1534, il était gagné au protestantisme, comme l'avance Théodore de Bèze. Mais il est certain qu'alors il subis-

(1) Lettre du 14 mai 1531 à Nicolas Duchemin.
(2) « Vellem tuorum amicorum opera te episcopo ita commendatum esse, ut officialis dignitate, aut alia aliqua te ornaret. »
(3) « De plebe homoncio..... domi vestræ puer educatus, primum litterarum disciplinam familiæ vestræ nobilissimæ acceptam refero. »
(4) *Hist. de l'Hérésie*, t. II, Liv. X, p. 463.

sait surtout l'influence de Gérard Roussel, abbé de Clairac, docteur de Sorbonne, protégé de la reine de Navarre, lequel lui avait obtenu la station, au Louvre, du Carême de 1533, où il scandalisa les catholiques. Il était aussi en liaison étroite avec Lefèvre d'Estaples, son maître dans l'étude de la Bible, et avec d'autres personnages connus par leur penchant vers les nouvelles doctrines. Ces deux derniers faisaient circuler secrètement de petits traités manuscrits qu'ils composaient. En ayant envoyé à Daniel, avec un recueil intitulé : *Rerum novarum collectanea*, qu'il chargeait de communiquer aux amis, Calvin lui disait : « Je n'ai pas besoin de te dire que ces choses sont un peu séditieuses; elles parlent d'elles-mêmes. Surtout garde-toi de divulguer sans précautions l'abrégé de Gérard Roussel. »

Ce fut avec les mêmes précautions que lui-même se mit à s'introduire dans les maisons pour y disséminer ses nouveautés anti-catholiques : le mépris de la confession, l'inutilité des œuvres pour le salut, ridiculisant les moines et les couvents, déclamant contre le luxe des évêques, la richesse des églises, le faste des papes, l'ignorance du clergé, la profusion des indulgences, les redevances que la cour de France envoyait à Rome. Des rendez-vous clandestins avaient lieu surtout dans la boutique d'un marchand nommé Laforge, d'où la propagande s'étendit dans la classe ouvrière et trahit les sourdes menées des sectaires.

Bientôt même Calvin subit une sorte de nécessité de se convertir ostensiblement, à la Réforme. Une querelle s'étant élevée entre la Sorbonne et la reine de Navarre, le recteur Cop, défenseur de cette princesse, ayant à prononcer, le 1er novembre 1533, un sermon solennel dans l'église des Mathurins, Calvin, dit Bèze, lui « bastit une oraison tout autre que la coustume n'estoit », où il se déclarait pour Marguerite, et qui fut dénoncée au Parlement, comme contenant des propositions hérétiques. Le recteur se sauva à Bâle et Calvin quitta Paris. Le lieutenant-criminel Morin étant venu au collège Lemoine ou de Forteret pour le saisir, Calvin entendit le bruit que firent les sergents à la porte et put

s'esquiver. Quand on entra dans sa chambre on vit qu'il s'était évadé par la fenêtre, à l'aide de ses draps de lit qu'on y trouva encore attachés. Bayle révoque en doute les circonstances de cette évasion rapportées par Papyre Masson et Maimbourg (1), parce que Théodore de Bèze n'en dit rien dans sa Vie de Calvin, comme si celui-ci n'avait pas pu les passer sous silence. Bèze, toutefois, ne nie pas la fuite et se contente de dire qu'on le chercha dans sa chambre où par hazard il ne se trouvait pas *(quo forte domi non reperto)* (2). Calvin, descendu par la fenêtre dans le couvent des Bernardins, se réfugia, au faubourg Saint-Victor, chez un vigneron qui lui donna des habits pour se déguiser et échapper ainsi à la police. Il prit même une besace, une bêche et un houx, et dans cet accoutrement il se dirigea vers Noyon. Chemin faisant, il fut reconnu par un chanoine de cette ville qui se rendait à Paris et à qui il conta son aventure. Le prêtre l'ayant exhorté à revenir à la vraie foi, il lui aurait répondu : qu'il était trop engagé pour reculer, mais que si c'était à recommencer il ne l'aurait jamais quittée. Il se retira près de la reine de Navarre, qui put apaiser cette première tempête et fit aussi échapper Lefèvre d'Estaples qu'elle envoya à Nérac.

De retour à Paris en 1534, Calvin y trouva Michel Servet qui manqua à une conférence réglée entre eux et, le 4 mai de cette année, il alla à Noyon résigner enfin « moyennant finance » sa chapelle de la Gésine à Antoine de la Marlière, clerc noyonnais; sa cure de Pont-l'Evêque à Caïm et non, comme on l'a dit, à Dubois, cet ecclésiastique qui, ayant déshonoré sa belle-mère, alla habiter plus tard avec lui à Genève, sous le nom de *Bosius* (3). C'est à cette époque que Calvin publia à Orléans son *Psychopannychia*, contre le système selon lequel les âmes sommeillent jusqu'à la résurrection, et où l'on ne trouva pas de trace d'hérésie; mais déjà il employait, dans sa correspondance, cette formule qui

(1) Papyre Masson, *Vita Calvini*, p. 414. — Maimbourg, *ubi supra*, p. 58.
(2) Bèze, *Vita Calvini*, p. 367.
(3) Levasseur, *ubi supra*.

était comme le mot d'ordre des « *évangéliques* » : *Gratia et pax Domini tecum per misericordiam Dei et victoriam Christi* (Que la grâce et la paix du Seigneur soit avec vous, par la miséricorde de Dieu et la victoire du Christ). Une épître qu'il adressa à Bucer, le 4 septembre 1534, indique encore un pas de plus vers une rupture définitive.

Ayant gagné la Saintonge, Calvin se fixa à Angoulême, sous le pseudonyme de *Parcan* ou de *Happeville*, et y donna pour vivre des leçons de grec, d'où lui vint le surnom de *Petit grec*. Il ne tarda pas à trouver un ami qui lui vint en aide. Le chanoine Louis du Tillet, curé de Claix, frère du célèbre Jean du Tillet, greffier au Parlement de Paris, et de du Tillet, évêque de Meaux (1), le reçut chez lui. C'est dans sa maison que Calvin aurait commencé la composition de sa fameuse *Institution chrétienne* et de ce séjour qu'on l'aurait aussi surnommé le *Grec de Clay*. Il trouva encore d'autres amis dans Antoine Chailloux, prieur de Bouteille, connu depuis sous le nom de *Pape des Luthériens*; dans l'abbé de Bassac, tous deux hommes de lettres et grands collectionneurs de livres rares, et dans le frère du président Torsac, à qui l'on doit une *Histoire du Calvinisme*.

Ces beaux esprits se réunissaient tantôt chez Chailloux, à Girac, près d'Angoulême, tantôt chez Louis du Tillet à Claix, où celui-ci avait réuni, dans une galerie, 3 à 4,000 volumes, manuscrits ou imprimés. Là, Calvin passait de longues heures à méditer, se parlant à lui-même, s'occupant de son *Institution* et oubliant même de manger et de dormir. A mesure qu'il composait, il en lisait des chapitres à ses amis, leur exposant son système théologique et ses projets de réforme. Quoiqu'alors il fréquentât l'église le moins possible, il ne faisait rien de contraire au culte catholique. Le chapitre d'Angoulême l'invita même plusieurs fois à donner le discours latin en usage dans les synodes, dans la grande église de Saint-Pierre. Ses entretiens avec ses trois amis

(1) DRELINCOURT, *Défense de Calvin*, p. 40. — MAIMBOURG, *ubi supra*, p. 59.

n'étaient que comme des conférences où l'on cherchait la vérité. Quand il ouvrait un livre, il disait : « Trouvons la vérité ». Il composa, à la prière de du Tillet, de courtes *Exhortations chrétiennes* qu'on faisait lire dans quelques paroisses, afin d'accoutumer le peuple à la recherche de la vérité.

Cependant, comme ces menées avaient fini par transpirer, Calvin craignant une nouvelle arrestation résolut de quitter la France, où il rencontrait des difficultés pour « divulguer et maintenir publiquement » sa doctrine, ainsi que le lui écrivait Louis du Tillet, le 1er décembre 1538, quatre ans après son apostasie définitive (1). Cette résolution du reste lui aurait été déjà inspirée par le refus qu'on lui aurait fait d'un bénéfice. François Ier étant avec la cour à Fontainebleau, Calvin, encore bénéficier à Noyon, s'était rendu en cette ville pour l'obtenir. Un sieur Hugues Charreton, seigneur de la Terrière, qui logeait dans la même maison que lui, ayant appris que Calvin était un homme de lettres et de grande érudition « luy fit témoigner qu'il seroit bien aise d'avoir quelqu'entretien avec luy ». Calvin y consentit d'autant plus volontiers qu'il espérait que ce seigneur pourrait le servir. Il lui exposa le sujet de son voyage, lui dit : qu'il ne craignait pas son unique concurrent, un parent du connétable, il est vrai, sachant que le roi ne faisait tomber ses choix que sur « des personnes les plus habiles pour disposer des bénéfices, et que le parent de monsieur le connétable étoit d'une très petite suffisance ». Charreton lui ayant répondu de ne pas trop se fier à cette raison, attendu : « qu'il ne fallait pas grande capacité pour tenir un bénéfice simple », Calvin s'écria : « que si on lui faisait ce tort, il trouveroit moyen de faire parler de luy pendant plus de cinq cens ans ». Pressé de s'expliquer, il conduisit son interlocuteur dans sa chambre, lui montra le commencement de son *Institution*, dont il lui lut une partie, et lui demanda son sentiment.Charreton

(1) *La jeunesse de Calvin*, par G. de Puchesne. *(Revue des questions historiq.*, 1er Octobre 1872.) L'auteur prouve que la résolution de Calvin de fonder une religion nouvelle, fut plus tardive que ne l'ont dit les historiens anciens et modernes, catholiques et protestants.

lui dit : « que c'étoit un poison enveloppé d'un beau sucre », lui conseilla de ne pas continuer ce travail qui ne contenait qu'une fausse interprétation de l'Ecriture et des Pères. Et comme il le vit entêté dans son sentiment, il crut devoir avertir le connétable qui lui dit : « que Calvin était un fou et qu'on le mettrait bien à la raison. » Deux jours après, le bénéfice était donné à son parent, Calvin se retirait et commençait l'établissement de sa secte (1).

C'est en 1534 qu'il se dirigea vers l'Allemagne, par Genève, en compagnie du chanoine du Tillet, tous deux désireux de connaître les nouveaux apôtres qui agitaient cette contrée. Dévalisés en chemin par leur domestique, auprès de Metz, il leur fallut aller à pied jusqu'à Strasbourg avec 10 écus qui leur restaient. Mais voilà que Jean du Tillet, le greffier, qui était sur leurs traces, ramène son frère en France et contribue, avec l'évêque de Meaux, à le faire renoncer à ses erreurs. Calvin, après le départ de son compagnon, visita avec Roussel les principaux sectaires d'Outre-Rhin. Ayant séjourné à Bâle il y rencontra le philologue Erasme et l'hérésiarque Bucer. Le premier aurait dit à celui-ci, en parlant de Calvin, avec lequel il avait causé de religion : *Video magnam pestem in Ecclesia contra Ecclesiam.* (Je vois s'élever dans l'Eglise une grande peste contre l'Eglise) (2). On révoque en doute cette anecdote en disant : que Calvin avait quitté l'Eglise en 1534, mais on peut répondre qu'il n'avait pas encore entièrement levé le masque. En effet, il put revenir en France et reprendre ses travaux évangéliques.

S'étant fixé à Poitiers, là encore la culture des lettres lui attira bientôt des amis dans le prieur de Trois-Moutiers, François Fouquet, et le docteur Lesage, régent en

(1) Ce récit est tiré d'un certificat donné par Louis Charreton, conseiller du roi, doyen des présidents au Parlement de Paris et plusieurs membres de sa famille qui tenaient le fait de Hugues Charreton, leur aïeul et parent. Ce certificat porte : « Signé à Paris, ce 20 septembre 1682. » Charreton, président ; A. Charreton, veuve Renouard ; Charreton de la Terrière. (*Hist. du Calvinisme*, par SOULIER, auteur de l'*Histoire des Edits*, t. Ier, p. VII.)

(2) Florimond DE RÉMOND, *ubi supra*.

cette ville et natif, comme lui, de Noyon, qu'il gagna à ses opinions et qui faillit y gagner à son tour, Catherine de Médicis, laquelle avait pour lui une grande estime. On faisait aux environs de Poitiers des promenades et Calvin exposant sa théologie, disait sa pensée sur les théories de Luther, de Mélanchthon et de Zwingle; d'abord, comme à Angoulême, à mots couverts et enfin dans des assemblées qu'il tint dans les caves de Saint-Benoit et de Crottes, auprès de la ville. Là il distribuait des copies de livres, de formules de prières de sa composition, il se jetait à genoux, invitant le conventicule à prier, et pérorait, sinon avec éloquence, du moins avec une véhémence qui faisait une vive impression sur l'auditoire. On se réunissait aussi chez le lieutenant criminel Rénier, rue des Basses-Treilles. Se promenant un jour dans son jardin avec lui et des professeurs de l'université, on parla de religion, de la réforme de Luther et de Zwingle, sujet ordinaire des conversations, même à table, parmi les lettrés et même parmi le peuple. Calvin exposa leur doctrine, les blâma d'avoir conservé la dogme de la présence réelle et déclara : qu'il fallait chasser « la messe papistique et luthérienne », établir la cène en sa première forme et réduire la croyance eucharistique à une sorte de réception de Jésus-Christ par rayonnement et infusion, conséquence de la manducation du pain, système que modifièrent encore beaucoup ses disciples.

Cette réunion chez le lieutenant criminel de Poitiers, fut regardée comme le premier concile calviniste, Calvin y ayant en effet formulé l'abolition de la messe qui le séparait à la fois du catholicisme et du luthéranisme. A la prière de ses auditeurs, il distribua des copies de son discours et on continua les assemblées secrètes à Poitiers et à la campagne. On y fit la première *cène* calviniste ou *manducation*, et on résolut d'envoyer, sous des pseudonymes, des missionnaires sur différents points pour gagner des âmes à la réforme. Parmi les adeptes on choisit d'abord Albert Babinot, lecteur de la *Ministrerie* de Poitiers, salle où on lisait les Institutes, lequel s'appela le *Bonhomme* et eut la campagne. Comme on l'appelait aussi *Monsieur le Ministre*, de là vint le nom de

Ministre donné aux pasteurs dans le calvinisme. Pour la ville on désigna Véron, procureur au siège de Poitiers, auquel sa mission de ramasser les brebis égarées, fit donner le faux nom de *Ramasseur*. Il fit en effet ce métier pendant vingt ans, « allant, trottant et furetant partout, portant les nouvelles de la vérité ». Il montrait mystérieusement les écrits de Calvin, ses mandements, ses ordres. « Il battit aux champs, dit Cayer, calviniste converti, et ne laissa un coin de Poitou, Xaintonge ou Angoulmois, où il n'allast sonder le gué pour voir s'il pourroit faire prise. » Le Bonhomme travailla surtout à Toulouse, dont l'université réunissait une opulente jeunesse (1).

Ces agitations attirèrent les yeux de la police et Calvin « sa mine estant éventée », alla rejoindre Roussel et Lefèvre à Nérac, où la reine Marguerite de Navarre tenait sa cour galante, protégeant les hommes de lettres et les sectaires (2). Elle sut si bien faire valoir au conseil du roi ses titres d'humaniste, qu'il put goûter encore quelque repos. Il s'ouvrit à Lefèvre sur son dessein de rétablir l'Eglise en sa pureté primitive, disant : « qu'il falloit raser tout rès pied, rès terre pour bâtir un nouvel édifice ». Emerveillé, « le bon vieillard, dit Bèze, veid de bon œil ce jeune homme comme présageant que ce devoit estre l'auteur de la restauration de l'Eglise de France ». Roussel, au contraire, saisi en voyant qu'une « si vieille malice eust pu tomber en un si jeune homme », tâcha de le ramener à la raison en disant : qu'à la vérité « il estoit nécessaire de nettoyer la maison de Dieu, l'appuyer, mais non pas la détruire ; qu'enfin luy et les autres s'ensevelizaient sous la cheute et abattis de celle qu'ilś pensoient ruiner. » Et comme il l'engageait à suivre la marche de Mélanchthon, Calvin l'appela *temporiseur* et fit même un livre *Des Temporiseurs*, évidemment à l'adresse de ceux qui imitaient sa circonspection.

Après un séjour de quelque temps à Nérac, Calvin retourna à Paris, « d'où, par la crainte du fagot, il sortit

(1) Florimond de Rémond, l. 1er p. 890.
(2) Audin, *Hist. de Calvin*, passim.

la torche à la main et l'âme oultrée de courroux, résolu de mettre le feu en sa patrie qu'il ne vit jamais depuis, laquelle ingrate qu'elle estoit, disait-il, lui refusoit sa demeure ». Pendant un séjour de deux ans à Strasbourg il fréquenta Bucer, qui lui montra son livre *De carne Christi* et à qui il montra son *Institution chrétienne* qu'il publia en 1536, l'ornant de cette devise : *Non veni mittere pacem sed bellum.* (Je ne suis pas venu apporter la paix mais la guerre.) Il y mit le nom d'*Alcuin,* anagramme de *Calvin*, et dédia le livre à François Ier. On en a beaucoup vanté la pureté et l'élégance du style : la préface surtout passait pour un chef-d'œuvre. Il la traduisit en latin (1).

Ce trop célèbre ouvrage enseigne le libre examen dans l'interprétation des livres saints, l'abolition du culte des images, la justification par la foi sans les œuvres qui enlève à l'homme toute responsabilité morale. Il contient force blasphèmes et déclamations contre l'Eglise romaine, contre le pape et son autorité, contre celle des conciles, contre les sacrements, les cérémonies, le célibat, les vœux de religion, la messe et l'adoration de l'Eucharistie. A l'exception du baptême et de la cène, il avait fait main basse sur tout, et encore les entendait-il à sa manière. Il se serait servi pour le composer « des lieux communs de Mélanchthon, d'Œcolampade et autres.

La dédicace de l'*Institution* au roi, n'ayant pas produit auprès du prince l'effet favorable que Calvin attendait, il se rendit à une autre cour, celle de Ferrare, au mois de mars 1537, sous son ancien pseudonyme de Charles de *Happeville* ou *Hespeville.* La duchesse Rénée, fille de Louis XII, laquelle, ainsi que Marguerite de Navarre, inclinait vers les idées nouvelles, attirait auprès d'elle les beaux esprits. Calvin y trouva l'Arioste et Clément Marot, le traducteur en vers des psaumes de David ; il persuada à la duchesse de ne pas suivre Luther « qui n'a fait que défricher des ronces et des halliers », mais bien lui « que Dieu a inspiré pour aplanir la voie ». Il fit

(1) MAIMBOURG, t. Ier, p, 59. — VARILLAS, *Histoire de France,* t. Ier, Liv. VI, p. 251 et *Histoire de l'hérésie,* t. II, Liv. 10, p. 376. — BÈZE, *Vita Calvini,* p. 367

même le prêche en son cabinet et la quitta emportant des secours pour les persécutés et les bannis de France. A Aoste il érigea une colonne de pierre, où l'on grava cette inscription : *Hanc Calvini fuga erexit anno 1541, religionis constantia reparavit anno 1741* (1).

Il paraît que Calvin revit Noyon, où ses parents étaient inhumés. Varillas, d'après Desmay, prétend que Gérard Cauvin était mort, le 26 mai 1531, excommunié comme ravisseur du bien d'autrui pour l'inexécution des testaments des chapelains Obry et Courtin et comme détenteur des gages des officiers du chapitre dont il était receveur. Charles, son fils aîné, chapelain à l'autel de Sainte-Marie-Madeleine, ayant reconnu ce délit et répondu pour son père, obtint de cette compagnie de faire déposer son corps en terre sainte. Le 14 février de la même année « maître Jean Cauvin, licencié ès-loix, et Antoine Cauvin, son frère, clerc, fils de feu Gérard Cauvin, donnèrent procuration à maistre Charles Cauvin, leur frère », à l'effet de vendre ce qui leur revenait de la succession de Jeanne Lefranc, leur mère (2). Charles lui-même mourut en 1536 ou 37, excommunié, sans doute pour manquement à ses promesses, et son corps fut exposé au gibet. Papyre Masson raconte même, d'après les registres de l'église de Noyon, que la fabrique mit opposition à sa sépulture comme « se sentant fort d'hérésie », et « pour n'avoir voulu recevoir les sacremens à sa mort », que « son corps fut enterré entre les quatre pilliers des fourches patibulaires de la ville, et ce nuictamment pour éviter le scandale, n'estant son hérésie bien notoire » (3). Il paraît que leur sœur fut tuée en prison d'un coup de couteau que lui porta un homme qui l'avait entretenue (4).

Calvin ne laissa pas stérile son séjour passager en sa ville natale; il y séduisit, entre autres, son frère Antoine (5), sa sœur Marie, le sieur de Normandie, avec

(1) Audin, *ex* De Costa, *mém. sur la Maison de Savoie*, p. 127.
(2) Papyre Masson et Levasseur. — Audin, *pièces justificatives*, t. 1er, p. 53, 3e édit.
(3) *ibid.*
(4) Bèze, *Vita Calvini*, p. 368.
(5) Papyre Masson. Antoine s'était démis de la chapelle de *Tourneville*,

lesquels il se dirigea vers Genève, en 1536. Là se trouvait réunie toute la fleur de la Réformation, surtout Viret et Farel, fugitif de Meaux et véritable fondateur de l'église de Genève. Farel commença ses prédications dans les cabarets, où il amusait les buveurs par ses facéties contre l'Eglise romaine. Il apprenait même aux enfants des chansons où ses ministres et ses cérémonies étaient ridiculisés, si bien qu'un dimanche après les vêpres, il alla avec une troupe de ces petits malheureux mettre en pièces les images de l'église Saint-Pierre. Farel et Viret, de concert avec le consistoire, les magistrats et le peuple, retinrent Calvin à Genève, le nommèrent docteur et prédicateur et, au mois d'août, il commença l'enseignement de la théologie et du nouvel Evangile, quoique, au dire de Bèze, il ne fût pas théologien. Farel continua ses prêches parce que Calvin montrait peu de talent pour la prédication. Celui-ci, voulant imposer des articles qu'on repoussait à Genève et refusant de faire la cène avec des hosties, fut banni de la ville avec Farel en 1538, par un arrêt où on le taxait de séditieux et où on lui reprochait ses violences contre ceux qui n'adoptaient pas ses doctrines et qu'il traitait d'*hérétiques*.

Farel se rendit à Neuchâtel et Calvin à Berne, Bâle et Strasbourg, qui était le rendez-vous des protestants de toutes les sectes et de toutes les nuances et un foyer de querelles et de disputes. Calvin trouva en cette ville Bucer et Capiton, y fonda une église française dont il fut le premier ministre, y enseigna la théologie et y publia son *Epitre aux Romains*. C'est là aussi que, sur le conseil de Bucer, il épousa, à l'âge de trente ans, Idette ou Odette de Bure, jeune et belle personne, veuve d'un anabaptiste de Liège, nommé Stoerder (*Sturderius*), qu'il avait converti. Il en eut un fils qu'il perdit, ainsi que sa mère, celle-ci en 1549 (1). La naissance de cet enfant détruit ce qu'avancent Papyre Masson et Sponde que la stérilité de son mariage en était la condamnation. Et

(1) Dans une lettre à Viret, il lui disait : « Uxori tuæ plurimam salutem. Mea illi socia est in lentis morbis. Vereor ne quid præter votum accidat. Sed satis nos urgent mala præsentia. Dominus se propitium nobis ostendat » (Epist. *ms.* Décemb. 1547. AUDIN, t. II, p. 336.

quand on reprochait à Calvin d'avoir quitté Rome pour se marier, il répondait : que, n'étant pas prêtre, il « était libre, même sous la tyrannie du pape, » et qu'après la mort de sa femme, il avait gardé le célibat (1). Calvin maria Viret, puis, son frère Antoine Cauvin avec la fille d'un banqueroutier d'Anvers, Nicolas de Fer ou Ferré, réfugié à Genève. C'était, dit Bayle, le seul qui lui restât de ses frères. Il s'établit libraire pour débiter les ouvrages de son convertisseur et eut une fille qui reçut, à Genève, le fouet de la main du bourreau pour avoir été surprise en adultère. Calvin faillit en mourir de honte et de douleur. Un de ses neveux, Etienne de la Favergue, fils de Gaspard de la Favergue, et dont Antoine fut le tuteur après la mort de son père, se fit calviniste, mais, étant tombé malade à Rome, il revint au catholicisme (2).

Calvin se trouva avec Bucer et Mélanchthon aux diètes de Worms et de Ratisbonne, convoquées par Charles-Quint pour aviser à des moyens de pacification, et revint à Strasbourg, puis à Genève, rappelé par ses partisans, et « y passa le reste de ses jours, aimé et considéré de ceux de sa secte. » Il y organisa l'Eglise calviniste et fit recevoir sa constitution comme loi de l'Etat, le 20 novembre 1541. Cette constitution ou formulaire, qui se répandit surtout en France, contenait la profession de foi, la discipline, le catéchisme. Plus de présence réelle, plus de messe, plus de culte des saints, plus de chef visible dans l'Eglise, plus de pape, d'évêques, de prêtres; plus d'images, de croix, de bénédictions, d'offices divins. Comme Luther, Calvin nie la liberté de l'homme, adopte la justification par la foi seule sans les œuvres. Sa discipline ne diffère pas beaucoup de celle des sectaires allemands : pour assemblées, des consistoires, des colloques, des synodes ; pour dignitaires, des ministres, des anciens, des diacres, des

(1) CALVIN, *Tractatus de Scandalis, 10 Julii 1550.*

(2) BAYLE, *Diction.* — Ce neveu, qui était venu le rejoindre à Genève, lui ayant demandé si on pouvait faire son salut dans l'Eglise romaine, il aurait répondu affirmativement. (VARILLAS, t. II, liv. 10.)

surveillants ; pour cérémonies, des prêches, des prières, la cène ; pour le baptême et l'inhumation, des formules.

Calvin fit de Genève le boulevard de la secte, où il inaugura l'esprit d'intolérance et de persécution et régna par la terreur. Oracle infaillible, il donnait leur mission aux ministres qu'il envoyait au loin prêcher le saint Evangile, et dirigeait toutes les nouvelles églises. On l'appelait le *Pape de Genève*. Despote impitoyable, il y excita de grands troubles. Le supplice de Gruet pour cause de blasphème et d'hérésie, celui de l'espagnol Michel Servet, qui avait attaqué le mystère de la Trinité, excitèrent contre lui une sourde indignation. Ce dernier fut brûlé en 1552. Pour justier ces exécutions, il publia un livre où, après avoir exposé les erreurs de Servet, il enseignait que « les hérétiques doivent être réprimés par le glaive *(Jure gladii coercendos hereticos)*. » Sombre et farouche réformateur, dur et implacable sectaire, c'est ainsi que le caractérise un protestant moderne. « Dur, dit-il, il se montra envers Castalion, très dur envers Gruet, envers Bolsec, envers Servet, envers F. D. Bertelier, envers Gentillis (tous réfugiés). Nul ne lui résistera impunément, du moins dans les murs de Genève (1). » Gentillis, un Italien, condamné comme Servet, put, en fuyant, échapper à la mort. Selon un autre protestant, professeur à Zurich, le supplice de Servet est « une honte éternelle, » et il s'écrie : « Ah ! si je pouvais à mon gré effacer de l'histoire une page des plus honteuses, je choisirais ce supplice de Servet plutôt que la Saint-Barthélemy (2). » Calvin conserva toujours un empire absolu sur les ministres qu'il regardait plutôt comme ses esclaves que comme ses disciples.

Au physique, selon Papyre Masson, Calvin avait le visage allongé, maigre, basané, une face d'anachorète. Ses cheveux noirs avaient blanchi avant le temps ; sa

(1) *Revue de Suisse*, 1857, p. 516, Expressions de M. Eugène RAMBERT *(Revue des questions historiques*, livrais. 1er Oct. 1881, p. 575.

(2) *Bibl. univers.*, Mars 1879, p. 568, *Hist. du peuple de Genève*, par le génevois RAGET (*Revue*, p. 577).

barbe était claire et longue, ses yeux vifs et pleins de feu, son nez aquilin, sa voix éclatante. Son extérieur trahissait une constitution bilieuse et maladive et était, en somme, désagréable et rebutant. Il était austère, taciturne, sérieux et triste, farouche et solitaire. Au moral, il était sobre, désintéressé, entraînant, spirituel, vif et prompt à la réplique, mais haineux, jaloux, orgueilleux, irascible à l'excès, vengeur, tenace, impitoyable, avide de louanges, en somme, insupportable dans le commerce de la vie. Ses disciples disaient qu'ils aimeraient mieux aller en enfer avec Bèze qu'en paradis avec Calvin. Bucer et ses amis lui reprochaient son caractère chagrin, colère et satirique. Il ne souffrait pas de contradiction, et si on lui résistait dans la discussion, il se laissait aller à l'aigreur et à l'emportement.

Du reste, c'était un esprit fin, délié et subtil, pénétrant, délicat, ardent au travail et d'une érudition rare que nourrissait une mémoire prodigieuse. Il cultivait les lettres latines et françaises avec un grand succès, mais son caractère se réflétait dans ses écrits, où il se montre piquant, chagrin, descendant même jusqu'aux plus atroces injures. Il portait les mêmes défauts dans la chaire; son action n'était ni gracieuse, ni touchante, mais emportée et violente. Il prêchait souvent deux fois le dimanche, une fois chaque jour, donnait des leçons de théologie deux fois la semaine et des conférences une fois. Il répondait aux consultations qui lui arrivaient de toute l'Europe et composa un nombre prodigieux de livres, eu égard à la brièveté de sa vie. Il publia, en effet, outre les ouvrages déjà nommés : l'*Harmonie des trois premiers Evangiles*, des *Commentaires sur les Epîtres de Saint Paul*, etc., et d'autres traités formant neuf volumes, des libelles contre Servet, les Anabaptistes, les « libertins » *Quintinus* et *Coppinus*.

La renommée du réformateur fut immense et excita un tel enthousiasme que, pour l'aller visiter ou s'établir auprès de lui dans la *Rome protestante*, la *Nouvelle Corinthe*, la *Sainte Cité (Hieropolis)*, des individus, des familles entières quittaient la France, dit Florimond de

Rémond, « peintres, orlogeurs, imagiers, orfèvres, libraires et autres gens de métiers qui exigent une certaine intelligence. » Des gens de lettres, « tous ces gentils poëtes éveillez, esprits subtils et qui penoient les cieux, estoient de la partie ; » aussi les médecins « qui ne veulent croire qu'à bonne enseigne (1). » Mais, en même temps, Genève était le refuge des esprits turbulents, des cerveaux exaltés et de tout ce qui avait, en France surtout, maille à partir avec les tribunaux pour leurs opinions politiques ou religieuses : luthériens, faux monnayeurs, faux témoins, faux notaires, banqueroutiers et autres gens sans aveu (2). « Laissez-les venir à moi, disait Calvin à ceux qui lui faisaient des observations à ce sujet, nous les rendrons meilleurs ; l'Eglise ne clôt son sein à personne (3). » Est-il étonnant après cela que la République de Genève devînt un foyer de révolutions et de guerres civiles ! Mais voici qui peint le mieux l'engouement qu'inspirait le fameux prédicant :

Un jour, racontait à Florimond de Rémond « un des plus gentilz personnages » de la Guyenne, « me promenant dans la galerie des escoles de Thoulouse avec quelques escoliers, mes compagnons, le Saint-Esprit descendit sur eux... esprit nouveau et invisible qui leur chantoit perpétuellement le nom de Calvin et de Genève à l'oreille..... » Cinq ou six quittèrent les études, « et, troussant bagage, s'en vont jour et nuit à Genève. Le désir de voir le saint homme aisloit leurs pieds..... Jamais la joye de ce bon et religieux chevalier, Godefroy de Bouillon, voyant les murs désirez de Jérusalem, n'égala le contentement qu'ils reçurent à la découverte des sacro-saintes murailles de Genève. » En arrivant, ils courent au prêche « tout hors d'haleine pour voir Calvin en chaire, estonnez pourtant de sa mauvaise grâce et de son action désagréable. » Ils le suivent chez lui, et,

(1) Florimond DE RÉMOND, t. 1er, p. 935.
(2) Geneva... receptaculum omnium sceleratorum, perditorum et impiorum, hæreticorum et potissimum miserorum Gallorum qui solum verterant, foro cessarant, vel sigilla aliorum adulterarent sive corruperant, aut nummos adulterinos cuderant, aut apostatæ auerant, sive in principes aut dominos suos conspirarent. » (Langey *De Vita Calvini*, p. 80.)
(3) Florimond DE RÉMOND *(ubi supra)*.

perçant la foule pour le saluer : « Ce sont merveilles du Seigneur, mes frères, qui vous appellent pour la culture de sa vigne, » leur dit-il en langage mystique. Le gentilhomme, compagnon de ces écoliers fugitifs, ayant pris quelque teinture de la théologie, fut nommé ministre par Calvin et Bèze, « quoiqu'il eût encore le poil follet » et qu'il s'excusât sur son incapacité, tout en étant « d'un esprit gentil et cultivé. » Désigné pour aller fonder une église en Lorraine, « cette jeune barbe scandalisa l'Eglise du Seigneur, » en se laissant débaucher par la fille d'un gentilhomme son hôte. Le ministre improvisé, à qui l'on avait fait prendre le nom de *Ville-Roche*, revint au catholicisme et raconta à Florimond de Rémond beaucoup de choses sur le *huguenotage* (1).

Cependant Calvin, attaqué depuis sept ans d'affections de goutte, de gravelle, d'hémorroïdes, de phtisie, d'asthme, de migraines et de pertes de sang, allait mourir décrépit et même, dit-on, rongé des vers (2). De plus en plus malade, triste, rêveur et mélancolique au point d'être à charge à ses amis, il voulut monter en chaire une dernière fois, au mois de février 1564, fit ses adieux au conseil de la ville le 27 mars, assista le 2 avril, jour de Pâques, au service, reçut la cène des mains de Bèze et dicta son testament le 25 suivant. Il nomma pour son unique héritier, « mais honoraire seulement, » son « frère bien aimé Antoine Cauvin » auquel il ne laissait que la coupe qu'il avait reçue de Mr de Varannes. Il légua au collège et « à la bourse des povres estrangers » chacun 10 écus, et diverses sommes à Samuel, à Jean, fils d'Antoine, et à ses nièces Anne, Suzanne et Dorothée, mais une moindre à Daniel, leur frère, « pour ce qu'il a esté léger et vollage, à moins qu'il ne devienne plus modéré et plus rassis. » Ces sommes étaient représentées par ses meubles, livres, vaisselle, etc. Ses exécuteurs testamentaires furent Antoine Cauvin et « l'espectable » Laurent de Normandie. Le 27 avril, il reçut le Conseil, lui fit ses adieux, l'exhortant à persévérer

(1) Florimond de Rémond, t. 1er, p. 935.
(2) Langey, *ubi supra*, p. 93.

« dans la voie du Seigneur, à la lumière de sa parole sainte ». Le 28, il reçut les ministres, leur fit une exhortation semblable et donna sa main à baiser. Le vieux Farel, malade lui-même, vint l'embrasser. Le 19 mai, veille de la Pentecôte, il voulut paraître au souper en commun des ministres en usage à Genève. Le 27 il perdit connaissance et rendit, à huit heures, le dernier soupir, à l'âge de cinquante-quatre ans, dix mois et dix-sept jours.

Le bruit de cette mort produisit une profonde émotion dans la ville et l'opinion varia sur ses circonstances. Selon Bèze, il aurait expiré en louant Dieu ; selon Langey et même certains luthériens, en blasphémant le nom de Dieu, proférant d'horribles imprécations et maudissant sa vie et ses écrits ; selon les plus modérés, en regrettant amèrement son apostasie et redoutant l'éternité malheureuse à laquelle son schisme l'avait conduit. Il est plus vraisemblable qu'extérieurement au moins, il persista dans ses erreurs et soutint jusqu'à la fin le rôle de toute sa vie. Ce sentiment répond le mieux au caractère orgueilleux et opiniâtre de ce triste sectaire. Quoiqu'il en soit, il est certain que sa mort et ses suites ont été enveloppées de mystères. Chacun voulant voir le cadavre, pour obvier « à toute calomnie », dit Théodore de Bèze, on l'ensevelit aussitôt et on le conduisit sans appareil, mais avec une suite nombreuse, au cimetière de *Plein Palais* (1). Il circulait en effet des bruits étranges. Le corps, disait-on, portait des marques évidentes de la colère de Dieu par sa laideur hideuse et sa rapide décomposition. On rapporte même qu'un écolier s'étant glissé adroitement dans la chambre mortuaire, souleva le drap qui recouvrait et écrivit ceci : « Calvin est mort dans le désespoir d'une maladie honteuse et infâme dont Dieu a menacé les rebelles et les maudits, torturé et consumé par avance, et j'ose l'attester en toute vérité, moi qui ai vu de mes propres yeux sa fin funeste et tragique. »

(1) Bèze, *De Vita Calvini*, p. 100.
(2) « Calvinus in desperatione finiens vitam obiit turpissimo et fœdissimo morbo quem Deus rebellibus et maledictis comminatus est, prius

La mort de Calvin n'excita pas de regrets dans son pays natal, car déjà, en 1551, le bruit ayant couru qu'il était malade et ensuite qu'il était mort, le chapitre de Noyon avait fait faire une procession solennelle d'actions de grâces *(solemni supplicatione*, dit Bèze, *Noviodunum, Calvini patria, canonici suis idolis gratias egerent)*. On rapporte aussi que la maison où il naquit fut rasée par le peuple et qu'un habitant pour l'avoir rebâtie, fut pendu à la porte (1). L'hérésiarque aurait d'ailleurs laissé dans son pays et dès sa jeunesse des souvenirs d'une profonde immoralité. Des auteurs, à la suite de Bolsec, son ami à Genève, mais depuis brouillé avec lui, disent qu'il avait été fustigé et marqué de la fleur de lys pour un crime contre nature. Un chanoine de Reims, Jean de la Rue, selon les registres de l'église de Noyon, aurait porté contre lui, le 7 août 1527, au chapitre une accusation qui fut examinée à deux reprises, mais on n'en dit pas l'objet. Il y avait seulement, en cet endroit, un feuillet en blanc au haut duquel on lisait en gros caractères ce titre : *La condamnation de Jean Cauvin.* Cette simple indication aurait-elle porté le ministre luthérien, Conrad de Slusembourg, à supposer un tel châtiment et inspiré à Léonard Lessius son apologie de Calvin? L'obscurité se fait sur un point aussi grave.

Quoiqu'il en soit, il paraît que Calvin poursuivit de sa haine le fils de Philibert Berthelier, Daniel, bourgeois de Genève, parce que son père, secrétaire de la seigneurie de cette ville, envoyé en Picardie aux informations, aurait rapporté de tristes renseignements sur le personnage. A Noyon, il passait pour « mauvais fils, écolier ingrat et clerc simoniaque ». Philibert aurait lu dans les registres de la ville, qu'il avait été condamné au feu pour pédérastie et que, grâce à l'évêque et aux magistrats, sa peine aurait été commuée en la marque sur le dos. Bolsec, de son côté, assure avoir vu de ses yeux « ès

excruciatus et consumptus, quod ego verissime attestari audeo qui funestum et tragicum illius exitum his meis oculis præsens aspexi » *Joan. Hasennius, apud Petrum Cutzenum*, cité par AUDIN, t. II, p. 418. — BÈZE ne dit rien de ce *morbus pediculuris* dont Calvin aurait été atteint, mais ce silence se conçoit facilement.

(1) VARILLAS, *ibid.*

mains de Berthelier l'attestation du fait écrite par un notaire juré ». Drelincourt accuse celui-ci de mensonge, mais il a bien nié, entre autres choses, l'existence d'une lettre où Calvin écrivait à Farel que si Servet tombait entre ses mains il n'en sortirait pas vivant *(vivum exire nunquam patior)* et cette lettre existe encore aujourd'hui (1). D'autres assurent que l'on a rien trouvé de semblable à Noyon et que l'accusation regarde un autre Jean Cauvin, son neveu, chapelain comme lui, lequel fut en effet châtié pour son incontinence et privé de son bénéfice après la sortie de Calvin de France (2). Quant à ce crime de Calvin, je ne puis, dit Langey, rien affirmer, rien nier, je dirai seulement, ajoute l'impartial écrivain, que « c'était un bruit considérable parmi le peuple qu'il avait vécu peu chastement » si ce n'est quand arriva l'âge des infirmités. D'autres auteurs ont aussi rapporté que le principal du collège de Beaumont accusa Calvin « du grand et vilain crime » sur de jeunes enfants et qu'une sentence de contumace aurait été prononcée contre lui. Enfin on a été jusqu'à dire que s'il n'avait pas fait poursuivre un domestique qui l'avait volé, c'était dans la crainte qu'il ne révélât ses habitudes de ce vice affreux importé d'Italie en France et qui avait pénétré parmi les jeunes seigneurs de la cour (3).

De ce qui précède on doit conclure que si, en l'absence de toute preuve absolument authentique, on ne peut ni admettre, ni rejeter le crime imputé à Calvin, il n'en est pas moins vrai qu'il n'eut pas des mœurs aussi à l'abri de toute atteinte que voudraient le faire croire les écrivains protestants. Ainsi on ne voyait pas sans peine de nobles dames aller fréquemment au logis de cet homme, aux habitudes sévères selon eux, accompagnées d'un tout petit enfant portant des Bibles. Si on leur demandait où elles allaient, elles répondaient : chez un bon et saint homme « qu'elles entretiendraient avec bonheur pour en

(1) Bibl. nat., *collection Dubuy*, salle des *mss.* (AUDIN, t. II. p. 319.)
(2) *Hist. du Calvinisme et du Papisme* contre MAINBOURG.
(3) LANGEY. *De Vita Calvini*, ch. 5, p. 53. Voyez sur ces tristes accusations les textes rapportés par AUDIN dans sa *Vie de Calvin*, (t. II, p. 319), et que nous regrettons de ne pouvoir donner *in extenso*.

apprendre la solution de quelques difficultés ». On parlait de son intimité très grande avec la femme d'un noble réfugié habitant en dehors de la ville, laquelle était fort belle, jeune encore, « au teint naturel, à la taille solide et pleine d'attraits » (*cui color verus, corpus solidum ac succi plenum*). Elle invitait souvent « le vènérable père » à venir souper avec elle, en l'absence de son mari, et il passait des nuits en son logis. Visitant aussi un autre noble réfugié malade, nommé Jacques Bourgongne, il adressait à sa femme nommée Yolande, des propos tels que cette dame irritée finit par tout dévoiler à son mari et lui persuader de quitter Genève pour se retirer au pays de Berne (1).

Théodore de Bèze vante la rigidité des mœurs de Calvin et son aversion pour les richesses. On lui oppose des opinions toutes contraires. Il menait une vie douce dans une jolie maison agrémentée d'un jardin fleuri que le Conseil lui avait procurée et où tout respirait la simplicité et la propreté. On le pourvoyait d'excellents vins et de bois pour l'hiver. Il aimait, dit Langey, la bonne chère et les mets délicats. Sa table était bien servie, surtout en pièces de venaison et en vins des meilleurs crus de Genève. Quand il avait à sa table un ami, lui seul buvait dans une coupe d'argent d'un vin exquis. Son pannetier lui pétrissait un pain d'excellent froment avec de l'eau de rose et où l'on mêlait du sucre, de la canelle, de l'anis, et que l'on appelait, à cause de la finesse de son goût, *Pain de Monsieur* ou du *Seigneur Calvin*. On lui envoyait d'Espagne et de Portugal des confitures molles et sèches. Les riches réfugiés qu'il accueillait, le traitaient bien à leur tour. « Gibier et bons morceaux, dit Bolsec, commencèrent à enchérir, d'où s'éleva double murmur et scandale à Genève pour la gourmandise des estrangers, singulièrement des François qui levoient tout ce qui étoit apporté au Molard. » Tandis que leur maître était ainsi hébergé, des ministres de l'Evangile végétaient dans l'indigence et la misère (2). Cette manière de vivre de Calvin, connue

(1) LANGEY, p. 127.
(2) AUDIN, *passim* et t. II, p. 338. L'un des derniers évêques de

de tous, Bèze ne la nie pas moins avec assurance.

Le désintéressement de Calvin paraît aussi contestable. S'il ne laissa en mourant que 200 écus compris la valeur de sa bibliothèque, ne trouvait-il pas à Genève et chez ses partisans de quoi subvenir à sa dépense ! Il recevait de la ville 100 écus d'or, 12 coupes de blé, 2 tonnes de vin, en considération de ce qu'il était très savant et que les passants lui coûtaient beaucoup (1). On lui faisait de nombreux présents en denrées de toutes sortes et il retirait 2 livres par feuille de ses ouvrages. Des doutes se sont élevés sur la répartition du trésor bien fourni qu'il avait entre les mains pour le soulagement des pauvres. Il aurait éparpillé de fortes sommes qu'il avait reçues de la reine de Navarre et de la duchesse de Ferrare, pour l'avancement de l'Evangile et pour l'encouragement de l'industrie naissante à Genève, cachant ainsi la part qu'il s'attribuait. L'un des trois exécuteurs testamentaires d'un riche seigneur, David Haynault, qui avait légué aux pauvres 2,000 écus d'or, Calvin en attribua 50 à ses amis intimes, 25 à Viret, 20 à Farel et une autre partie à ses deux collègues. De violents murmures s'étant élevés parmi les pauvres, les plus criards furent bannis comme séditieux, athées et « libertins », prétexte ordinaire qu'il apportait pour se débarrasser de ses ennemis. Il avait reçu aussi une autre bonne somme d'argent du banqueroutier Ferré, d'Anvers, beau-père de son neveu Antoine, qu'il avait accueilli à Genève où il échappa à ses créanciers. Son domestique lui ayant enlevé 2,000 écus en numéraire et en vaisselle d'argent, il publia que ces valeurs lui avaient été confiées par des réfugiés. La reine de Navarre lui reprochait dans ses lettres le mauvais emploi d'une somme de 4,000 livres qu'elle lui avait envoyée pour les besoins de l'Eglise de Genève (2). Faut-il enfin rappeler qu'on l'ac-

Genève « manquait souvent de feu pour se chauffer *(ibid.*, p. 15). La comparaison est facile à faire.

(1) VARILLAS, *ibid.* — GALIFFE, t. III, p. 3, cité par AUDIN. — Cet auteur *passim* et t. II, pp. 338-340, ex Registres de Genève.

(2) LANGEY, *De Vita Calvini*, pp. 62-64.

cusa d'avoir quitté autrefois Orléans à la suite d'un vol de calice de la chapelle des étudiants (1)?

Telle fut la vie du trop célèbre Calvin, l'un des érudits les plus marquants du XVI[e] siècle et l'un des fondateurs du protestantisme. Mais avant d'entrer dans le récit des maux que sa doctrine a produits en France, il importe de rapprocher de lui quelques-uns des savants soissonnais, ses contemporains, dont les uns se laissèrent entraîner à sa suite et les autres restèrent *fidèles à la vraie religion*.

III. — Le mariage de Théodore de Bèze, prieur de Ville-Selve, au diocèse de Noyon, et l'une des plus importantes conquêtes de Calvin, fournit une occasion naturelle de parler d'un humaniste bel esprit son rival : Hubert Suzan, en latin *Suzannæus*, *Suzannus*, *Sussanneus*, dont on a fait *Suzanneau*. Né en 1512, il était fils de Pierre Suzan, citoyen de Soissons. Son premier éducateur fut un ecclésiastique, Pierre Rugné, qu'il suivit à Paris, où il continua ses études avec de brillants succès. Il cultiva l'éloquence et surtout la poésie qu'il alla, à l'âge de dix-huit ans, enseigner à Poitiers. Ses premiers essais en vers lui conquirent les bonnes grâces de l'évêque de Coutances, Philippe de Cossé, protecteur des gens de lettres. Il passa de Poitiers à Nantes, où un discours qu'il prononça lui valut force applaudissements, revint, en 1535, à Paris, y expliqua Virgile et Cicéron et gagna Blois avec un seigneur breton qui l'avait engagé à voyager avec lui. Là il rencontra l'évêque de Coutances qui s'y trouvait avec le roi et qui lui fit des libéralités en Bretagne.

D'une humeur inquiète et voyageuse, comme la plupart des lettrés de son temps, Suzan voulut voir l'Italie, mais on le retint à Lyon pour surveiller la correction de quelques ouvrages de saint Cyprien, de Cicéron et d'Horace que devait publier Sébastien Gryphe. S'étant rendu à Montpellier il y tomba malade et réclama les soins du docteur Rabelais, le chantre fameux de Panta-

(2) Varillas, *Hist. de l'Hérésie*, t. II, p. 464. — Une foule d'auteurs se sont occupés de Calvin, et sont tous d'accord sur les principales circonstances de sa vie. On peut les consulter.

gruel et de Gargantua, qui étudiait la médecine à l'école de cette ville. Après sa guérison, il alla à Turin où il donna des leçons publiques sur Cicéron, puis à Pavie et à Mantoue pour visiter la patrie de Virgile. De retour à Paris, il reprit ses leçons sur ce poète jusqu'au moment où on le rappela à Turin pour le même objet. Passant à Grenoble, les magistrats le retinrent en cette ville et lui firent épouser une jeune fille de douze ans nommée Sybille, dont il eut plusieurs enfants, mais son humeur inconstante l'empêcha de s'y fixer. Il alla, en 1547, enseigner les humanités à Romans. Enfin, les instances réitérées de sa mère, fort âgée, le rappelèrent à Paris. Il y soutint sa réputation par sa grande « érudition poétique » et y mourut en 1550.

La jeunesse de Hubert Suzan ne fut pas exempte de libertinage, ainsi qu'il l'avoue lui-même dans un poème qu'il composa sur son mariage. Et, ce qu'il y a de plus surprenant, c'est qu'il ne fut pas séduit par le protestantisme. Il entra en relation avec Pierre Galant, recteur de l'Université de Paris, et avec Guillaume, de Beauvais, chanoine de Soissons, principal du collège de Dormans-Beauvais, et l'un des plus célèbres professeurs de cette Université. Suzan a laissé quatre livres de poésies légères en latin, sous le titre de *Ludi*. Son dernier ouvrage est de 1550, l'année de sa mort. Plusieurs de ces pièces sont des *phaleuques* ou poésies érotiques adressées à une femme du nom de *Candida* ou *Claudina Denos* que Théodore de Bèze épousa et dont Suzan aurait été l'amant. Cette conjecture fit regarder celui-ci comme le rival de Théodore, par Claude de Saintes, dans sa réponse à l'Apologie de ce sectaire voluptueux. Du reste, Claude tirait son induction des œuvres de Suzan lui-même, lequel répondant aux iambes de Bèze, *In Hubertum*, lui dit : « Tu me spécifies une infinité de gens dont je suis connu, mais tu devais bien, dans cette grande liste, ne pas omettre ta Claudine que je connais bien. »

Nam debuisti carmen addere
Me Claudiæ tuæ bene esse cognitus.

Voilà quelles étaient les mœurs de la réforme calviniste qui voulait réformer celles du clergé catholique.

Suzan fit aussi une élégie sur son père qui se trouve au deuxième livre des *Ludi*. Il composa un grand nombre d'autres ouvrages en prose et en vers. L'un de ses poèmes est dédié à Claude Martelle son ami. Dans ses *Ludi*, il poursuit de sa haine les protestants et principalement Etienne Dolet, sous le nom de *Mevius* (1).

Il était difficile aux humanistes de cette époque d'échapper, sinon aux séductions de la Réforme, du moins à l'entraînement des idées nouvelles. Jean Ruel, comme Suzan, enfant de Soissons, où il était né en 1479, eut le courage de la résistance. Ruel apprit presque seul et sans maître les langues grecque et latine, avec une facilité qui le fit passer pour un prodige en ce genre. Il étudia ensuite la philosophie et la médecine dans les auteurs grecs et fut reçu, en 1502, docteur en cette dernière faculté dont il fut, en 1508, nommé doyen pour deux années. L'un des premiers professeurs des nouvelles écoles de médecine, il fit toujours partie des commissions chargées de la vérification des textes grecs. Mandé souvent à la cour de François Ier et de Louise de Savoie, sa mère, qui l'avaient en haute estime, il eût put faire une fortune brillante. Le roi voulut même le prendre pour son médecin, mais Ruel passionné pour l'étude, qui aime la retraite, refusa ce titre qui eût pu entraver cette noble occupation. Encouragé par le *Père des lettres*, il approfondit le sens et l'esprit des anciens auteurs en médecine et fut bientôt en état de restituer les textes d'Hippocrate, de Galien, d'Euclide, de Celse, de Pline, etc., par la confrontation des manuscrits qu'il s'était procurés de toutes parts à force de soins et de dépenses.

Ruel étant entré dans l'état ecclésiastique après la mort de sa femme, Etienne Poncet, évêque de Paris, lui donna une prébende canoniale à Notre-Dame. Il mourut

(1) Liste des ouvrages de SUZAN dans D. GRENIER. — Le P. NICÉRON et LACROIX DUMAINE consacrent un article à ce poète, dont le vrai nom, selon ce dernier, est Suzan, car dit-il : en tête du *Terentianus Maurus* (in-4° chez Simon de Collines) commenté par Nicolas *Brissœus*, il y a des *phaleuques*, à la louange de ce commentateur, par *Hubertus de Suzanna* qui se rend mieux par *Hubert de Suzan* que par *Hubert Suzanneau*. (t. Ier, p. 379, édit. RIGOLEY. — D. GRENIER, collect.)

à soixante-trois ans d'une attaque d'apoplexie, le 14 septembre 1537, et fut inhumé dans cette cathédrale. Ruel, dit Baillet, était l'un des premiers hommes de son temps; il approchait du célèbre Budé par l'érudition et il le surpassait, au jugement de plusieurs, par la pureté et la netteté du style. C'est Budé lui-même qui lui avait donné le surnom d'*Aigle des interprètes*. Néanmoins le savant Huet n'a pas cru pouvoir le justifier d'avoir été scholiaste et commentateur plutôt que traducteur. Un espagnol, son élève, adresse les plus grands reproches à sa traduction de Dioscoride qui fut pourtant beaucoup louée par Tournefort et les plus habiles botanistes. Symphorien Champier exalte les talents de Ruel, sa science du grec, son éloquence, ses travaux sur la médecine et ses connaissances en toutes sortes de facultés. Il était d'une taille médiocre, avait le visage coloré et un air de santé qui semblait lui promettre une vie plus longue. Ses principaux ouvrages sont : *De natura stirpium* (1536), le premier livre de botanique publié en France ; *Scribonii Largi de compositione medicamentorum Johannis Ruellii interprete* (1539) ; *Ex absyto collecti veterinarii medicinæ libri duo* (1530), composé par ordre de François Ier ; *Pedacii Dioscoridis de medica materia libri sex* (1539) ; *Actuarii de medicamentorum compositione* (id.) (1).

Plusieurs autres Soissonnais illustrèrent encore l'Université de Paris en ce siècle par leur génie, leurs connaissances étendues et aussi, il faut le dire, par leur attachement aux doctrines protestantes. A leur tête se place surtout Pierre de la Ramée ou *Ramus* né en 1502, au village de Cutz de l'ancien doyenné de Blérancourt et à deux lieues de Noyon, la patrie de Calvin (2). Sa famille

(1) DUBOULAY, *Hist. Universit. parisiens*, t. VI, à la table. — D. GRENIER, collect.

(2) Ramus naquit vers 1502 et non en 1515, ainsi que l'ont cru certains biographes. Cette date en effet ne concorderait pas avec celle de l'obtention de son degré de maître ès-arts que DUBOULAY place en 1527, puisqu'il n'aurait eu alors que douze ans, ce qui est inadmissible, non plus qu'avec ce qu'il dit de lui-même, en 1568, *in Actione prima* : « qu'il avait vu et entendu bien des choses pendant près de quarante ans dans l'Académie de Paris ». Elle ne s'accorderait pas davantage avec ce que rapporte de lui CAYET, son contemporain, dans sa *Navarréide* : qu'on

était étrangère au pays. Son aïeul, de race noble des environs de Liège, avait été ruiné dans le saccagement de cette contrée du temps des guerres de Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne, et obligé de s'expatrier. Il vint dans le Vermandois, tomba dans la pauvreté et se vit dans la nécessité d'exercer, pour pouvoir vivre, la profession de charbonnier. Deux fois, dans son enfance, Pierre fut attaqué de la peste. Dès qu'il fut en état de faire quelque chose, il garda les troupeaux de son père devenu par son travail un honnête laboureur; mais il montrait déjà un goût prononcé pour l'étude. A l'âge de huit ans, il s'enfuit de la maison paternelle, emportant un peu d'argent que lui avait donné un oncle nommé Charpentier, et se rendit à Paris. Obligé par la misère de quitter cette capitale de toutes les sciences, il y revint une deuxième et une troisième fois dans les mêmes conditions. Enfin, il prit le parti de se faire recevoir comme valet au collège de Navarre, où il se mit à étudier la nuit, après avoir vaqué pendant le jour à ses fonctions subalternes. Cette particularité, qui n'obscurcit en rien la célébrité de Ramus et fait même l'honneur de la science, n'est pas admise par tous les biographes, dont quelques-uns disent seulement : que le père de Ramus, lui voyant des dispositions pour les belles-lettres et voulant lui donner une éducation soignée, l'envoya à Paris, selon un usage depuis longtemps général.

Quoiqu'il en soit, Ramus parvint, en 1527, à obtenir le degré de maître-ès-arts, après avoir terminé son cours de philosophie qui était alors de trois ans et demi. Malheureusement pour lui il s'engagea, dans ce premier acte public, à soutenir que tout était faux dans Aristote regardé alors comme le Dieu de la philosophie par les écoliers et les maîtres qui ne juraient que par lui. L'annonce de cette thèse mit en émoi tout le quartier latin qui se porta en foule au combat qu'elle allait susciter. La

croyait qu'il était mort vierge à l'âge de soixante-dix ans; ni enfin avec les expressions qu'employaient à son égard, Charpentier Dorat et Léger Duchesne en parlant de ses années et de ses cheveux blancs. (*Mém. historiq. sur le Collège de France*, par l'abbé Gouget, p. 10, suite de la 2e partie.)

dispute ne dura pas moins d'une journée entière, et le jeune argumentateur sut si bien répondre aux objections que lui posèrent les plus subtiles docteurs qu'il sortit vainqueur de la lutte, du moins aux yeux de ceux dont l'intelligence n'était pas obscurcie par les vieux préjugés de l'école.

Enhardi par le succès, Ramus se mit à approfondir la doctrine d'Aristote pour pouvoir ensuite le contredire sans ménagement. Il se livra avec une ardeur nouvelle à l'étude de la logique à laquelle il subordonnait ses autres études et même les leçons d'éloquence qu'il commençait dès lors à donner. Il explique lui-même comment il fut amené à lutter ainsi contre les vaines doctrines de l'école. « Quand je vins à Paris, dit-il dans sa *Remontrance* au Conseil privé du roi du 18 janvier 1567, je tombai ès subtilités des sophistes, et m'apprit-on les arts libéraux par questions et disputes, sans m'en montrer jamais un seul autre, ni profit, ni usage. Après que je fus nommé et gradué pour maître ès arts, je ne pouvais satisfaire mon esprit, et jugeois même que ces disputes ne m'avoient apporté autre chose que perte de temps. Ainsi étant en cet esmoi, je tombai conduit par quelque bon ange en Xénophon, puis en Platon où je connus la philosophie socratique; et lors, comme épris de joie, je mets en avant que les maîtres ez arts de l'Université de Paris étoient lourdement abusés de penser que les arts libéraux fussent bien enseignés pour en faire des questions et *ergo;* mais que toute sophistiquerie délaissée, il en convenait expliquer et proposer l'usage. »

Dans le dessein d'en finir avec la philosophie d'Aristote, Ramus publia, en 1543, ses *Institutiones dialecticæ* et ses *Animadversiones in dialecticam Aristotelis* qui provoquèrent de grands troubles dans l'Université de Paris et même dans toute l'Europe savante. On l'appela visionnaire, on l'accusa d'énerver la philosophie en jetant ainsi l'anathème au grand philosophe. Les péripatéticiens de Paris le traitaient d'homme sans religion, de corrupteur des intelligences; on finit même par lui intenter en Parlement un procès que le roi évoqua à son

Conseil le 10 mai 1543. On y décida que Ramus et Antoine Govea « sa principale partie », discuteraient leurs opinions devant quatre docteurs à leur choix, en présence du roi qui en ajouta un cinquième, en cas de partage. Après deux jours de discussion, les aristotéliens, dont trois étaient ennemis de Ramus, craignant que la décision ne tournât à son avantage, tant ils sentaient la faiblesse de leurs raisonnements, demandèrent un nouveau colloque en tenant le précédent comme non avenu. Ramus voyant le piège, récusa les arbitres et appela au roi de leurs décisions quelles qu'elles fussent, mais le prince, qu'on avait prévenu contre lui, rejeta son appel, et les deux docteurs qui lui étaient favorables s'étant retirés, les trois autres prononcèrent contre lui un jugement que François Ier confirma par lettres patentes de 1543, portant défense « d'user de telles médisances et invectives contre Aristote, ne autres anciens auteurs récents et approuvés, ne contre notre dite fille l'Université, ni suppôts d'icelle » (1).

Cet arrêt produisit un déchaînement général contre Ramus; des maîtres, jaloux de son mérite, écrivirent contre lui et l'attaquèrent en toute rencontre, surtout Antoine de Govea, Joachim Périon et Jacques Charpentier, ses plus ardents adversaires. Les écoliers, à leur imitation, le poursuivirent de leurs invectives et des plus grossières plaisanteries. « Je fus, dit-il lui-même, joué, farcé par toute l'Université de Paris, puis condamné pour ignorant, impudent, malicieux, perturbateur et calomniateur; la langue et les mains me furent liées par même condamnation, en sorte qu'il ne m'étoit loisible ni de lire, ni d'écrire aucune chose, ni publique-

(1) Duboulay, *Hist. Univers. parisiens.* et *Mém. de Nicéron,* t. xiii.
(2) M. Desmaze, dans une Biographie de Ramus, dit: que ce qui rendait alors la philosophie péripatéticienne « si forte et si puissante » c'était « l'autorité redoutable de la hiérarchie, une obéissance servile aux décisions traditionnelles » sanctionnées par l'Eglise, enfin un « attachement pédantesque » aux idées qu'elle enseignait. Nous ne demanderions, sur cette phrase assez obscure, d'autre éclaircissement que celui-ci: Où et quand l'Eglise a sanctionné ces *décisions traditionnelles*, celles de la Hiérarchie universitaire, sans doute ? *(Bulletin de la Société académique de Laon,* t. ii, p. 191.)

ment, ni privément. » Ramus supporta, en vrai philosophe, les attaques de ses ennemis et opposa un dédain stoïque aux mauvais procédés de la gent écolière ; il ne songea même pas à se défendre, attendant patiemment une occasion favorable de se *réhabiliter* aux yeux de l'Europe. « *Grata superveniet quæ non sperabitur hora* », disait-il. Elle se présenta et mit fin à la condamnation solennelle qui le réduisait au silence (1).

Les ravages de la peste, qui sévit à Paris en 1544, avait fait fermer les collèges ; Ramus n'en reprit pas moins ses leçons pour les écoliers que le fléau n'avait pas mis en fuite ; il devint même *modérateur* du collège de Presles-Soissons, où Nicolas Lesage le chargea de l'enseignement. Admis ensuite dans l'administration de cette maison, il prononça un discours solennel, aux calendes de décembre 1545, époque où Henri II, par l'influence du cardinal de Lorraine, lui avait rendu la liberté d'écrire et de parler (2). Enfin, devenu principal de Presles, il fut maintenu dans cette charge, en dépit de la Sorbonne qui avait adressé une requête au Parlement pour l'en faire exclure ; il obtint même d'enseigner la philosophie et l'éloquence, et parvint à faire rebâtir ce célèbre établissement. Voici comment l'enseignement se pratiquait alors à Presles, à Dormans-Beauvais et dans les autres collèges.

Au commencement de ce siècle, les professeurs qui faisaient leurs cours rue du Fouarre se retirèrent dans les collèges où l'on commença à tenir des écoles publiques et dont le maître prit le titre et la qualité de principal, avec l'autorisation du Parlement. A Dormans, « il vint quantité d'habiles gens et le collège fut un des plus florissants de l'Université ». Au nombre de ces professeurs illustres furent saint François-Xavier, qui y enseigna la philosophie en 1531 ; Arnaud d'Ossat, depuis cardinal, et Le Maistre, qui devint recteur de l'Université, professeur en Sorbonne et évêque de Lombez. Le collège de Dormans fut uni, de 1597 à 1699, à celui de Presles

(1) GOUJET, p. 2, suite de la 2e partie.
(2) *Ibid. Remontrance de 1567.*

pour l'exercice des classes, mais, en 1699, on les sépara par une muraille et l'exercice entier se fit à Dormans. Dans la période de séparation, on les connut sous la dénomination de *Collegium Prellæo-Bellovacum*, et après ils reprirent leurs anciens noms de *Dormano-Bellovacum* et de *Prellæo-Suessionicum* (1).

Quant aux boursiers du collège de Dormans, ils continuèrent, comme par le passé, à vivre en commun et à recevoir 14 sous par semaine, mais pendant les troubles de ce siècle chacun en vint à s'entretenir et à s'approvisionner soi-même, suivant l'augmentation des bourses, la progression du prix des denrées et les variations des monnaies. En 1631, chaque boursier avait 30 sous par semaine et pouvait avec cette somme pourvoir à tous ses besoins personnels. Ils n'en demandèrent pas moins alors au Parlement le rétablissement de la vie en commun comme plus favorable aux études, et l'augmentation des bourses ou celle des revenus. La cour, par arrêt du 8 mars 1631, ordonna, pour six mois seulement, qu'on leur distribuât une somme de 525 livres en sus et proportionnellement à ce qu'ils touchaient d'habitude. L'augmentation demandée n'était pas encore définitivement réglée en 1646, comme il apparaît par un règlement pour le collège de Dormans du 17 juillet de cette année, rédigé par Matthieu Molé, premier président, par Jules Savarre et Dreux Hennequin, conseillers commissaires, directeurs et réformateurs de ce collège (2). Les bourses y étaient montées, vers 1725, à 50 sous par semaine. Tout porte à croire que la situation des boursiers de Presles ne différait pas de celle des boursiers de Dormans.

Poursuivant le cours de ses bienfaits à l'égard de Ramus, Henri II, à la prière des Guises et surtout du cardinal de Lorraine, lui donna, au Collège Royal, en 1551, la chaire de philosophie et, après Latomus, celle d'éloquence qu'il occupa simultanément. Il conserva une vive

(1) *Hist. de la Ville de Paris*, par D. Michel FÉLIBIEN et D. Guy-Alexis LOBINEAU, bénédictin de la Congrégation de St-Maur. t. 1er, p. 672.

(2) *Petri Rami et Audomaris Talæi Collectaneæ præfationes* (Index Cartarum Universitatis parisiensis, par JOURDAIN.)

reconnaissance pour ce prince qui, dit-il, « me délia et la langue et les mains et me donna pouvoir et puissance de poursuivre mes études; voire m'établit son professeur, pour faire ce que je désiroye ès escoles et professions des arts libéraux » (1). Son discours d'installation au Collège Royal eut pour objet son apologie et la défense de sa méthode d'enseignement telle qu'il l'avait formulée dans un premier discours, en 1546 : *De studiis philosophiæ et eloquentiæ conjungendis* (2). L'affluence y fut telle, écrivait-il au cardinal de Lorraine en lui envoyant sa harangue, que « beaucoup de personnes ne purent même entrer et que plusieurs se trouvant incommodés de la foule se virent contraints de sortir ». Les applaudissements de la majeure partie de ses auditeurs furent pour Ramus un puissant motif d'encouragement (2).

Il se remit avec ardeur « à traiter les disciplines à la socratique, en cherchant et démontrant l'usage, en retranchant les superfluités des règles et préceptes. En cette laborieuse et pénible contention d'étude », travaillant « jour et nuit à enseigner et mettre en meilleur ordre la grammaire grecque, latine et française, la rhétorique et surtout la logique ». Lorsqu'il entama celle-ci au Collège Royal, en 1552, il fut sifflé et couvert de huées; des battements de pieds et de mains couvrirent ses paroles. Ramus s'arrêtait lorsque le bruit était trop fort, puis reprenait sa leçon quand il s'était apaisé. Il parvint, par sa fermeté, à triompher de l'audace de ces auditeurs malveillants que ses ennemis avaient apostés pour l'insulter. Il aborda ensuite « la mathématique ès nombres et grandeurs, qui est l'arithmétique et géométrie, en quoy, dit-il, est présentement du tout occupé nos veilles et labeurs; et s'il plaît à Dieu me donner la grâce de tirer cette charrue encore quatre ans, je m'assure de rendre bon compte de la tasche qui m'a été assignée par le bon roy Henry, et au bout de vingt ans, d'avoir satisfait par tout devoir à la profession des arts libéraux ». Ramus eut une véritable passion pour les

(1) Félibien, *ubi supra*.
(2) Goujet, *ubi supra*, p. 13.

mathématiques dont il avait pris des leçons d'Orontius, maître en cette science (1).

D'autres tribulations plus grandes que les précédentes attendaient encore Pierre Ramus. Elevé dans la religion catholique, il s'était lié avec les sectaires qui s'étaient glissés dans les rangs de l'Université, avait lu les livres protestants, s'y était laissé séduire et aurait même, d'après les lettres de Théodore de Bèze, souhaité vivement de se rendre à Genève pour y enseigner la philosophie. Ce renseignement ferait croire qu'il aurait eu des relations avec Calvin, soit à Paris, soit à Noyon, si rapproché de Cutz son pays. L'édit de pacification du mois de janvier 1562 lui fut une occasion de se déclarer en présentant à Charles IX ses plans de réforme de l'Université, qui étaient la conséquence de ses opinions bien connues sur l'ancien mode d'enseignement. Ils se résumaient en ces deux points : réduction des frais d'études et d'obtention des diplômes, traitement des professeurs prélevé sur les grands revenus « des moines, chanoines et évêques », ce qui sentait fort le huguenotisme, dont l'un des principaux soucis était, comme on sait, de dépouiller l'Eglise à son profit. Il proposait aussi de remplacer les thèses, dans la Faculté de médecine, par l'enseignement pratique et l'explication des bons auteurs tels que Hippocrate et Galien, et dans la Faculté de théologie, par des conférences, des sermons, des lectures dans l'Ancien Testament en hébreu et le Nouveau en grec.

L'édit de pacification était à peine enregistré que Ramus attenta au libre exercice de la religion catholique, quand il l'accordait à la religion de Luther et de Calvin. Il ôta, et, selon Duboulay, il brisa les images du collège de Presles en disant : « qu'il n'avait pas besoin d'auditeurs sourds et muets », acte aussi attentoire à la liberté de conscience que contraire aux intentions des fondateurs de l'établissement. En voici du reste un autre qui

(1) « Remontrance de Pierre la Ramée faite en Conseil privé en la chambre du roi au Louvre, le 18 janvier 1567, sur la profession royale en mathématiques. » (*Index cartarum, etc.*, p. 386. — FÉLIBIEN, *Hist. de Paris*, t. III, p. 695.

montre que, non content de se pervertir lui-même, Ramus cherchait à pervertir les autres. Florimond de Rémont assure avoir vu entre ses mains un livre impie forgé en Allemagne contre les trois religions qui reconnaissaient encore le vrai Dieu : la juive, la mahométane, la chrétienne. « Il me souvient, dit-il, qu'en mon enfance j'ai vu l'exemplaire entre les mains de Ramus, homme assez remarquable par son haut et éminent savoir, qui embrouilla son esprit parmy plusieurs recherches des secrets de la religion, qu'il manioit avec la philosophie. On faisait passer ce méchant livre de main en main parmi les plus doctes, désireux de le voir. O, aveugle curiosité que tu as fait trébucher d'âmes aux gouffres éternels ! » (1)

Lorsque la guerre civile éclata, Ramus dut quitter Paris où il s'était rendu odieux par ses imprudences. Il se réfugia à Fontainebleau, où le roi lui donna un asile, et il mit à profit la bibliothèque de cette résidence pour continuer ses études sur la géométrie et l'astronomie. Pendant cette retraite, l'Université le destitua de sa place de principal de Presles, le collège lui-même fut dévasté et sa riche bibliothèque pillée par les catholiques. Ceux-ci le poursuivirent jusque dans son asile, dès qu'il fut connu, et il lui fallut errer de retraite en retraite pour leur échapper. De retour à Paris, après la conclusion de la paix, en 1563, il fut rétabli dans son principalat de Presles et dans sa chaire du Collège Royal, et s'appliqua plus que jamais à l'enseignement des mathématiques qu'il défendit de l'intrusion de Jean Dampestre, lequel convoitait cette chaire. Il obtint en effet du Conseil du roi un arrêt du 24 janvier 1566, ordonnant qu'elle ne s'obtiendrait plus que dans un concours public, devant les lecteurs et professeurs royaux. Il avait été vivement appuyé dans le Conseil par le grand-maître de l'Université, le cardinal Odet de Chatillon, devenu calviniste. Dampestre irrité s'entendit avec Charpentier, docteur de la faculté de médecine, mais fort ignorant en mathématiques, lequel parvint

(1) Florimond de Rémond, p. 236.

à obtenir cette chaire sans examen préalable. Ramus, ne perdant rien de sa fermeté, cita Charpentier devant le Conseil, se défendit contre ses accusations et ses intrigues et obtint la confirmation du concours pour les chaires du Collège de France, par lettres patentes du 7 mars 1566; mais il s'était fait de Charpentier un ennemi implacable (1).

Tant d'indulgence et de faveurs de la part du gouvernement ne ramenèrent pas Ramus à des sentiments plus modérés. D'un vaste savoir et l'un des plus éminents philosophes qu'ait produits l'Université de Paris, il avait un attachement invincible à ses opinions qui n'étaient pas toujours fondées en raison. Ce fut la source de ses malheurs. Lorsque la guerre civile reprit en 1567, il se déclara de nouveau pour les protestants, se rendit à l'armée du prince de Condé et assista à la bataille de Saint-Denis où il faillit payer sa rébellion de la vie. Ramené de nouveau à Paris par la conclusion de la paix, il fut encore rétabli dans ses divers emplois. C'est sans doute en qualité de *doyen* du Collège Royal qu'il avait agi avec tant d'autorité contre Charpentier. On lui donne en effet ce titre dans une satire anonyme datée de 1567, où on le déchire sans pitié et grossièrement quand toutes les louanges sont pour son antagoniste Charpentier, qu'on peut présumer en être l'auteur : *In Rami insolentissimum Decanum, gravissimi cujusdam oratoris Philippica secunda, etc.* Ces tracasseries engagèrent Ramus à demander au roi l'autorisation de visiter « les nobles académies du monde chrétien ». Il l'obtint et partit en 1568, après avoir adressé une lettre d'adieu au recteur et à l'Académie de Paris (2). Il y a un arrêt du Parlement du 20 janvier 1568, déléguant la principalité de Presles à Me Antoine Muldrat, en remplacement de Pierre de la Ramée, absent pour cause de religion (3), mais il paraît, d'un autre côté, que le roi ne voulut pas qu'il fût privé pendant son absence de ses appointements de professeur au Collège Royal; puis qu'on lisait, sous l'an 1571,

(1) Goujet. p. 13 et suiv.
(2) *Index cartarum Universit.*, p. 387.
(3) *Index cartarum Universit.*, p. 387. — Duboulay, t. xi, p. 659.

dans un registre de la Cour des comptes : « Décharge à Pierre de la Ramée, professeur du roy en éloquence, de sa lecture ordinaire qu'il est tenu de faire, sans préjudice de ses gages et droits » (1).

Ramus fut reçu en Allemagne avec beaucoup d'honneur et de distinction. Il visita Turin, Fribourg, Bâle, Heidelberg, Francfort, Nuremberg, Genève, Lausanne, etc., partout fêté, partout complimenté par les hauts personnages des universités. Invité à se rendre à Cracovie par André Dudith, homme très influent à la cour de Pologne, il s'y refusa. Il refusa aussi le rectorat de l'Académie de Weissembourg, avec de riches appointements que lui offrit Jean Zapol, waivod de Transylvanie. Il n'accueillit pas mieux les belles promesses que lui fit Montluc pour l'engager à aller appuyer de son éloquence l'élection du duc d'Anjou au trône de Pologne après la mort de Sigismond Auguste. Par contre, Ramus employa son talent de bien dire à favoriser une cause moins loyale. Il accompagnait le prince de Condé et l'Amiral en Lorraine, et les reitres qu'ils avaient à leur service se refusaient de passer en France, sans avoir reçu de l'argent. « Après qu'ils en eurent un peu touché, dit Brantôme, par quelques bourcellements que les Huguenots eurent faits entre eux et que Me Ramus les eût harangués, ils en furent gagnés et menés au cœur de la France pour faire assez de maux ».

Durant le séjour qu'il fit à Heidelberg, Ramus donna des leçons publiques (1568). Là, comme à Paris, il se trouva des écoliers turbulents qui ne lui épargnèrent d'abord ni les rires, ni les sarcasmes, ni les huées, mais il sut leur en imposer par l'autorité de sa parole, la profondeur de sa science et l'étendue de son érudition. De son côté, il allait écouter les sermons que les réformés donnaient en français et ce serait à Heidelberg qu'il aurait fait sa profession de foi protestante et participé à la cène. Il renouvela ces actes à Genève et à Lausanne qu'il appelait « les délices du monde chrétien ». Il sollicita une chaire de philosophie et de théologie à Genève;

(1) Goujet, p. 15.
(2) *Mém. des hommes illustres*, t. II, p. 55.

il l'aurait obtenue si, redoutant la supériorité de ses lumières, Calvin et Théodore de Bèze ne lui eussent fait une vive opposition. Ce dernier écrivit même contre lui pour faire échouer sa demande. Esprit inquiet, tracassier et flottant, Ramus, semi-catholique, semi-protestant et mécontent des deux partis, avait déjà proposé des réformes dans la réforme calviniste. Théodore de Bèze les avait combattues énergiquement et même fait rejeter au synode de Nîmes du mois de mai 1562. Sur le point de quitter Bâle, en 1571, il adressa aux citoyens de cette ville, en reconnaissance du bon accueil qu'il y avait reçu, un discours latin intitulé : *Basilea ad senatum populumque Basiliensem*, et qui se termine par ces paroles d'adieu : *Quapropter, viri Basilienses, Petrus Ramus discedens, jucundi, liberalis, humani hospitii memor, grati animi monimentum... apud vos esse voluit.* Cette harangue est un éloge de la ville et des savants, auxquels elle a donné le jour ou qui s'y sont illustrés (1).

On ne peut nier que, malgré ses défauts, Ramus n'ait exercé une sérieuse influence sur l'enseignement en France et en Allemagne; il le modifia, le réforma en bien des points consacrés par la routine. Aux préceptes, il joignait l'exemple. Il est peu de sciences qu'il n'ait cultivées selon ses nouvelles méthodes : la grammaire, les langues, l'éloquence, la philosophie, le droit et les mathématiques pour lesquelles il établit une chaire qu'il confia d'abord à Renier, l'un de ses amis, après lequel elle serait mise au concours. Il fit une étude profonde des anciens auteurs grecs et latins: Platon, Virgile, Cicéron, Aristote, Isocrate, Quintilien, où il puisait ses préceptes et ses exemples. Ses nombreux disciples marchèrent dans la voie tracée par lui et devinrent des hommes distingués. Ramus était au physique un homme

(1) Ramus a eu de nombreux biographes dont voici les principaux : Théophyle Banosius, Jean-Thomas Freigius, Nicolas Nancelius (de Nancel), Bayle; Pierre Goujet; Frédéric Lenz; *(Hist. de la Philosophie)*, M. Filon, auquel M. Desmaze a eu souvent recours. — de la Monnoie; Sponde, A. C. 1572; Théod. de Bèze, *Epist. 34 et 36*, cités par Moréri *(Diction.)*; Feller *(Diction.)*, Michaud *(Biographie)*, Le P. Cossart *(Extempolaris defensio)*; *Ramus, sa vie et ses ouvrages*, par Waddington; V. Cousin, *Histoire de la Philosophie.*

de haute stature, portant une tête noble et belle. Il ne faisait que deux repas par jour, ne vivait que de bouillie et ne buvait que de l'eau. Longtemps il coucha sur la paille et ne pratiqua pour tout remède, en ses maladies, que la diète et l'exercice du jeu de paume fort en usage de son temps et qu'il aimait beaucoup. A cette vie sobre se joignait un labeur incessant; levé avant l'aurore il se livrait toute la journée à l'étude, à la méditation, à l'enseignement, aux conférences avec les docteurs ses amis et avec ses élèves.

Au moral, Ramus sut conserver les mœurs les plus pures et mourut dans sa virginité. Il évitait les sociétés mauvaises ou seulement équivoques et regardait les discours impurs comme un poison corrupteur. Il avait beaucoup d'affection pour sa famille; il n'oublia pas, dans sa vieillesse, son oncle Charpentier qui avait été son bienfaiteur; il mandait de temps à autre sa mère à Paris, où il l'allait voir à Cutz, son pays natal, lui témoignant en toute rencontre la plus vive tendresse. Heureux s'il eût conservé pour son autre mère l'Eglise catholique un attachement aussi profond; on ne l'aurait pas vu devenir à la Saint-Barthélemy l'une des plus illustres victimes de nos discordes civiles et religieuses (1).

Ramus composa un grand nombre d'ouvrages d'arithmétique, de grammaire, et divers traités, tels que : *De Militia Cæsaris* et *De Moribus veterum Gallorum*. Par son testament daté des calendes d'août 1568, il légua une somme de 500 livres sur l'Hôtel de Ville pour le professeur qui enseignerait en trois ans l'arithmétique, la musique, la géométrie, l'optique, la mécanique et la géographie « dans la chaire royale » (Collège Royal) « non selon l'opinion des hommes, mais selon la logique » (1). En cette même année, l'Université était autorisée à expulser ses membres convaincus de professer la nouvelle religion (2).

Au collège de Presles se formèrent sous Ramus des

(1) *Index cartarum Univers.* p. 387. — SAUVAL, *Antiquités de Paris*, t. III, p. 226.
(2) *Ibid.*

élèves qui s'illustrèrent dans les lettres et la diplomatie et restèrent fidèles au catholicisme. Citons le célèbre cardinal d'Ossat, partisan de sa doctrine, saint François Xavier, qui connut à Presles saint Ignace, lorsqu'il y professa à son tour (1). Ramus voua aussi une vive amitié à Omer Talon, du Vermandois, docte et éloquent orateur, qu'il traitait de *frère* et sous le nom duquel il publia certains de ses ouvrages, comme celui-ci : *Audomari Talæi admonitio ad Adrianum Turnebum* (2). D'autres élèves moins connus, mais intéressants à d'autres titres, se formèrent à Presles sous ce maître célèbre, tels que Bergeron, Nicolas de Nancel, Palma Cayet.

Nicolas Bergeron, né à Béthisy, étudia dans ce collège la poésie, la rhétorique, la philosophie, le droit, les langues grecque et latine, les mathématiques. Avocat au Parlement de Paris, il devint l'un des plus célèbres jurisconsultes de son siècle. Ramus l'avait en si haute estime qu'il le désigna à son ami, l'avocat Loysel, pour qu'il le nommât son exécuteur testamentaire. Bergeron, en effet, publia, en 1576, un « *Procès-verbal* de l'exécution testamentaire de feu Pierre Ramus, touchant la lecture et profession des mathématiques instituées par lui ». On a de Bergeron un poème latin sur l'avènement de Henri II, le *Valois-Royal*, dédié à Marguerite de Valois (1583) (3). Il appelait ce livre « une pierre d'attente », d'une grande *Histoire du Valois*, que ses nombreuses occupations l'empêchèrent de composer. Bergeron mourut en 1584, un an après cette publication. En cette même année fleurissait à Paris Nicolas Bouchel, de Crépy, avocat comme lui au Parlement, homme savant qui composa aussi une *Histoire du Valois* et une *Histoire de Navarre*. Nicolas Bergeron, qui fut sans doute lié avec lui, avait également pour ami intime Lacroix Dumaine, lequel lui consacra un article élogieux dans sa *Bibliothèque française* (4).

(1) Mém. de DE THOU, an. 1573.
(2) *Bibl. franc.* de LACROIX DUMAINE, t. II, p. 221.
(3) Paris, chez Gilles BEYS, 1583. — On a encore de lui : *Arrêts notables* complément de ceux de Papon, et d'autres opuscules sans importance.
(4) Lacroix DUMAINE, t. II, p. 146.

Un autre compatriote de Ramus, Nicolas de Nancel (*Nancelius*), docteur ès arts et en médecine, né à Tracy, village peu éloigné de Cutz, ou plutôt à Nancel, qui en est tout proche, ainsi que son nom l'indique, vint aussi faire ses études à Paris, comme boursier du collège de Presles, sous la principalité de Ramus. Il y fut pourvu, à l'âge de dix-huit ans, d'une chaire de langue grecque et latine; puis il se mit à étudier la médecine. Les troubles religieux l'ayant obligé de se réfugier en Flandre, en 1562, il enseigna ces deux langues en l'université de Douai, récemment créée par le roi d'Espagne. De retour à Paris en 1565, il remonta dans sa chaire du collège de Presles, se fit recevoir docteur en médecine et vint se fixer à Soissons. L'exercice de son art ne lui ayant pas fourni de quoi vivre, il se retira à Tours en 1569 et y épousa Catherine de Layrac, veuve de Paul Cay, médecin d'Arras, âgée de vingt-sept ans, et qui lui apporta de l'aisance. Il quitta Tours, en 1587, pour se rendre à Fontevrault, dont l'abbesse Eléonore de Bourbon, tante de Henri IV, l'avait nommé médecin. Il y passa le reste de sa vie dans l'exercice de cette fonction et y mourut, vers 1620, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Nicolas de Nancel passait pour très savant dans les langues anciennes, la philosophie et les mathématiques. Il a écrit « un fort docte et très ample discours de la peste, divisé en trois livres » (1581). Le célèbre chirurgien Ambroise Paré en faisait le plus grand cas, et le recommandait par-dessus tout dans son propre Traité sur le même fléau. Nicolas de Nancel traduisit du grec en français, le *Miroir des rois et des princes* d'Agapet, envoyé à l'empereur Justinien (1582), et beaucoup d'autres auteurs grecs et latins. Pierre de Nancel, son fils, publia, après sa mort, quelques-uns de ces ouvrages, dont le principal a pour titre : *Analogia Microcosmi ad Macrocosmum id est relatio et propositio universi ad hominem, etc.* (1611). Nicolas de Nancel signait ainsi ses ouvrages : *Nicolaus Nancelius, Trachyenus, Noviomensis* (de Tracy et du Noyonnais).

(1) *Ibid.*, p. 172 et t. 5, p. 132 ex Nicéron et de la Monnoie.

Pierre Ramus n'eut pas de prise sur l'orthodoxie de Nicolas de Nancel qui mourut dans un monastère ; mais il fit une excellente recrue pour le protestantisme en la personne de Palma Cayet, dont la *Chronologie Novennaire* sera souvent citée dans ces Annales. Né en 1525, à Montrichart en Touraine, d'une famille pauvre, Cayet fut élevé dans la maison d'un gentilhomme et alla faire sa philosophie à Paris. Ramus l'ayant remarqué l'attira à la secte et lui voua une sincère amitié. Il alla ensuite à Genève se former au ministère, auprès de Théodore de Bèze, puis en Allemagne prendre des leçons des plus célèbres ministres luthériens. Lui-même enfin devint ministre de la petite paroisse calviniste de Montreuil-Bonin, dont François de la Noue était seigneur. Proposé à Jeanne d'Albret pour être le précepteur de son fils Henri IV, il n'en continua pas moins d'étudier les auteurs grecs et latins et les langues orientales. L'éducation du prince terminée, il s'attacha, en qualité de prédicateur, à Catherine de Bourbon, sœur de Jeanne, qu'il accompagna à l'entrée du roi à Paris. S'étant converti, à l'exemple de son royal élève, il fut déposé dans un synode protestant et se fit prêtre catholique en 1595. Devenu professeur suppléant, puis titulaire de langues orientales, Palma Cayet mourut deux mois avant Henri IV, le 10 mars 1610, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans (1).

IV. — Le protestantisme séduisit ainsi les lettrés, les humanistes, par l'attrait de la science, il entraîna le peuple et surtout les grands par l'attrait de la nouveauté. Il se propagea en France sous deux formes : le luthéranisme et le calvinisme, mais les moyens de propagande furent à peu près les mêmes. Il s'agit de les voir en action. Les premiers lieux d'assemblée furent les bois, les caves, les maisons isolées ayant de fausses portes et « des huys » dérobées. Des *avertisseurs* indiquaient le lieu et l'heure des réunions clandestines qui piquaient vivement la curiosité et donnaient quelquefois lieu à des

(1) Collection Michaud et Poujoulat, *Chronol. Novennaire*, Notice sur l'auteur.

choses peu édifiantes, à des rendez-vous, à des pièges ou des femmes laissaient leur honneur. On apportait une Bible à textes falsifiés pour faire une lecture suivie de commentaires inspirés par l'Esprit Saint; on faisait la cène et chacun jurait de garder le secret. Souvent, pour mieux cacher la réunion, le ministre ou prédicant apportait des cartes, des dés ou des livres de compte, afin que la police arrivant on eût l'air de jouer ou de s'occuper d'affaires. Si les cartes ou les dés étaient confisqués, ou quelqu'un des assistants emprisonné, on criait à la tyrannie, tandis que pour les Huguenots, briser les images des saints vénérées par les catholiques, voler, piller leurs églises, martyriser leurs prêtres, c'était justice.

Lorsqu'on accordait aux réformés la liberté de leur culte et que les seigneurs refusaient un local dans leurs châteaux, le prêche et la cène se faisaient sous les halles, dans les granges, les étables où l'on plaçait une chaire et une table. Si l'on avait un temple, on y disposait des bancs où chacun se plaçait sans distinction de rang et de sexe. Le prêche fini, ces lieux se changeaient souvent en tavernes. A défaut du ministre, quelqu'un lisait en français un chapitre de la Bible, une homélie de Calvin, ou faisait une exhortation à sa guise. Le ministre ne portait d'autre habit que celui de la bourgeoisie et une sorte de robe de chambre ou de robe noire, ou bien un manteau, une toque ou un chapeau comme le peuple. A Paris, le ministre Faye prêchait devant Madame, sœur de Henri IV, l'épée au côté, en manteau bleu ou violet, pourpoint et chausses de chamois. On vit des prédicants, prêchant en plein air, ficher devant eux leur épée en terre et s'appuyer sur le pommeau comme sur le bord d'une chaire, et d'autres monter en chaire bottés et éperonnés (1599).

Après une courte prière pour ouvrir le prêche, le ministre commençait un psaume que tous suivaient, « hommes, femmes, enfants, soldats, goujats et chambrières », d'où naissait une telle confusion qu'à Paris, par exemple, le ministre Malo, de Guise, « quoiqu'il tempestât en chaire et battît des mains, ne pouvoit les mettre en mesure ». Et quand il obtenait le silence

« Dieu sait de quel zèle les pucelles aux belles voix desgorgeoient en ceste action leurs tirades fredonnez et leurs roulements regringotez, et si elles avoient le cœur à Dieu autant que les jeunes gens les oreilles attachez et pendues au chant de ces sereines, dont les yeux voltigeoient sur la jeunesse autant que leurs langues pour empoisonner quelqu'un ». Après le psaume, courte prière pour invoquer l'Esprit Saint, le ministre lisait un texte de la bible, qu'il commentait selon l'inspiration d'en haut, et couronnait en frappant sur l'Eglise romaine, ses abus, son culte, le pape, les prêtres, les moines, et « desbacant contre eux, il va où ses colères et humeurs l'eslancent ». On achevait le psaume et, après une nouvelle prière, le prêche était terminé. Suivons encore Florimond de Rémond au temple protestant.

Les jours de cène, on plaçait sur une table de petites tranches de pain, à Genève des oublies prises chez les *oublieux*, des bouteilles et des verres. Le ministre, assisté de diacres, prend un morceau de pain et le rompt en disant, selon la doctrine de Calvin : « Le pain que nous rompons est la communion du corps du Christ », et il en donne au premier membre du consistoire en disant : « Souvenez-vous que Jésus-Christ a pris mort et passion pour vous. » Les autres disent : « C'est ici le corps qui a souffert pour vous », ou lèvent seulement les yeux au ciel en donnant le pain. Le diacre donne à boire au ministre et boit après et le ministre en donne à ceux qui se présentent. Un autre diacre, debout à l'autre côté de la table, dit en donnant le verre : « La coupe de bénédiction que nous bénissons est la communion du sang de Jésus-Christ », ou bien « souvenez-vous que le sang de Jésus-Christ s'est répandu pour vous ». On prend « ce lopin de pain tout debout ou plustôt cheminant, maschant chacun son morceau ». Le reste est pour les pauvres, et on ne réserve rien pour les malades.

Le même ministre faisait la cène deux fois par jour, ou dans chacune de ses églises, le matin pour les valets et chambrières, et plus tard pour les maîtres et maîtresses. Après avoir fait bonne chére, il allait trouver ses autres

brebis qui aussi « après avoir bien repu, s'en vont à la table du Seigneur faire gayement leur cène, à laquelle le ministre participe encore, car il fait toujours l'essay et communie le premier. » Le titre de ministre ne fut pas toujours nécessaire pour donner le sacrement (1). En quittant la table de la cène, chacun jetait de l'argent dans le bassin pour les pauvres, « mais si le ministre est chargé d'enfans, comme ordinairement ils peuplent fort, on luy en fait sa part ». Cela revient assez bien à ce qu'ils appellent la *marmite* des prêtres. Du reste, il y avait des cènes de divers genres : luthériennes, calvinistes, anglicanes, hollandaises, flamandes, écossaises, différant toutes entre elles pour le rite (2).

Un des moyens les plus actifs de propagande employés par la Réformation, fut le chant des psaumes mis en vers par Bèze et Marot, d'après une traduction littérale en prose de Vatable, curé de Brumetz, près la Ferté-Milon, célèbre professeur d'hébreu, mais qu'ils s'étaient bien gardé de suivre rigoureusement. Rien ne flattait plus « l'oreille de la peu caute populace », que « le nouveau chant doux et chatouilleux de ces psaumes rimez, dit Rémond, ça été la chaine et le cordage duquel, comme un autre Amfion, thébain, Luther et Calvin se sont servis pour attirer après soy les pierres dont ils ont fondé et basty les murs de la nouvelle Babylone ». On savait par cœur et on chantait ces *psalmes marotiques, bezeanes ;* le soldat montant sa garde, l'artisan en travaillant, les femmes en cousant, les servantes en lavant leur vaisselle, les lansquenets en jetant les dez sur le tambour, au corps de garde, les escadrons en marche. Sages et fous prisaient ce genre de prière. A la fin des repas on apportait bibles et psautiers sur la table et « jeunes et vieux, après l'esguillon du vin, prenoient leurs ébats ». Les belles dames, de leur côté, « aiguillonnoient les sens » des assistants « par la monstre et admiration de leurs gorges et belles voix », aussi devint-il de mode de cultiver celles-ci avec soin. Heu-

(1) Florimond DE RÉMOND, *ubi supra*, pp. 1023-1034.
(2) *Ibid.*

reux quand le texte sacré ne devenait pas l'expression de l'amour profane ! On y adapta des airs propres ou des airs connus, souvent de vaudeville. Chacun adoptait le psaume qu'il préférait, par exemple : Henri II le psaume : *Quemadmodum cervus desiderat*, « ainsi qu'on oyt le cerf bruire » qu'il chantait à la chasse; la duchesse de Valentinois, celui-ci : *Du fond de ma pensée*, qu'elle chantait « en volte »; la Reine, cet autre : *Ne veuillez pas ô Sire!* qu'elle disait sur un air bouffon; enfin, Antoine, roi de Navarre, prenait celui-ci : *Revange moy, prends la querelle*, qu'il répétait en branle du Poitou (1).

La presse seconda admirablement le mouvement réformateur. Elle multiplia les traductions de la Bible qu'on mit à la portée du peuple, et dont elle fit un objet de spéculation. Les compagnons imprimeurs de France et d'Allemagne en allaient débiter partout avec des catéchismes, des libelles appelés *boucliers*, *marmites*, *anathomis*, surtout de « petits psalmes quand ils furent riméz, doréz, lavéz et régléz. Leur seule joliveté conviait les dames à la lecture ». Pour faciliter leur accès dans les villes, les campagnes, les maisons des nobles, plusieurs se firent « contrecolporteurs de petits affiquets pour les dames, cachant au fond de leurs balles ces petits livres, dont ils faisoient présent aux filles », toujours à la dérobée, comme une chose rare, afin d'aiguiser leurs désirs. Lorsqu'on surprenait « ces postillons de mauvaise marchandise », dont les lois défendaient la vente, on les punissait du bûcher.

C'est surtout de Genève que partaient ces colporteurs qui inondaient la France, répandant partout, imprimés sur des feuilles légères, mille pamphlets, mille facéties en prose et en vers, des *pasquils*, des chansons infâmes contre le sacerdoce catholique, le célibat, les vœux monastiques, tous les gens d'Église; contre les couvents surtout où des sujets, entrés sans vocation, avaient pu porter ou contracter l'amour du libertinage. Ceux-ci ne pouvaient manquer de lire avec bonheur ces attaques

(1) *Ubi supra.*

contre cette vie de reclus qu'ils détestaient. On leur jetait « de petits bulletins et des livrets » par-dessus les murailles des cloîtres, on en passait sous les portes, on avait mille moyens de les faire pénétrer partout. « O moines, moines, mariez-vous ! » ou « *Cœli enarrant gloriam Dei* », leur chantait-on en même temps du dehors. Des « dariolettes, trafiqueuses et regrattières d'amour se glissoient même au-dedans pour leur conter des nouvelles du monde et souffler les bleuettes de la sensualité cachées et comme assoupies sous les cendres de leur règle ». Quels moyens de résister à tant de séductions ! Des moines s'échappent la nuit, emportant croix et calices pour acheter des femmes, courir le monde, et se moquent de leurs supérieurs qui les rappellent. Les nonnains prennent aussi la clef des champs, et moines et moinesses se marient ensemble, faute souvent de trouver ailleurs, et deviennent de chauds calvinistes. Propagateurs ardents de la réforme, ils convient ceux qui restent à « quitter le froc et à se défratrer ». Ils ont laissé en partant, sous les grilles du parloir, sous les prie-Dieu de l'église, jeté dans le jardin de ces feuilles de parchemin telles qu'on en met dans les livres de prières, où sont écrits des textes falsifiés, contre la continence, le pape, l'Eglise. Souvent ces religieux furent obligés de se faire pour vivre colporteurs de livres, *quinquailleurs*, ministres ou régents. On en vit ravir des religieuses, et des ministres choisir parmi celles-ci leurs femmes à l'exemple de Luther (1).

Toutefois, il est nécessaire d'affirmer que la grande majorité du clergé régulier et séculier résista à toutes les séductions, et aussi de dire que beaucoup d'ecclésiastiques, quoique partageant au fond les nouvelles doctrines, conservèrent, au moins extérieurement, les pratiques du catholicisme. Ainsi « les prieurs gardaient leurs marmites, dit encore Rémond, revestuz et païez des ornements catholiques », soit par crainte des lois, soit pour garder leurs revenus. Des prêtres disaient leurs

(1) Nous avons cru devoir omettre le passage littéral de *Florimond* DE RÉMOND sur les débordements de ces moines, à cause d'une crudité que ne supporteraient pas, bien des lecteurs d'aujourd'hui. t. 1er p. 300.

messes « sans consacrer le pain, ni prononcer les paroles sacramentelles », quoiqu'ils en fissent l'élévation et en donnassent la communion au peuple. Le ministre Malo, qui prêchait à Paris après l'édit de janvier, se vantait souvent d'avoir dit la messe pendant dix ou douze ans, sans avoir consacré le pain (1).

Les effets de la propagande protestante, conséquence des principes posés par les deux fondateurs de la Réforme, furent désastreux en France, en Allemagne et en Angleterre, et d'autant plus désastreux qu'elle ouvrait la porte aux déchaînements des plus mauvaises passions en retranchant du christianisme tout ce pouvait les gêner. On ne peut lire sans une profonde douleur ce qu'en racontent des auteurs contemporains. L'un d'eux, Claude Hatton, chanoine de Provins, qui avait vu de près la Réforme à l'œuvre et qui avait été victime de la brutalité de ses premiers sectateurs, s'exprime ainsi : « Or, il était fort facile d'être huguenot en ce temps-là, et n'estoient les fondemens de leur prétendue religion malaisez à apprendre ; il ne fallait qu'estre meurtrier, voleur, larron, sacrilège, paillard, adultère, voleur d'églises et de temples, briseur d'images ; mesdire du pape, des cardinaux, évesques, prebstres, moines et ecclésiastiques ; estre meurtriers de tels gens, haïr et mesdire de la messe et du Saint Sacrement de l'Autel et dire que c'estoit Jean Leblanc ; bailler l'hostie à manger aux bestes et aux chiens, graisser bottes et souliers du cresme et des sainctes huiles ; faire son ordure fécale dans l'eau bénite des benoistiers et des fons, manger chair les vendredi karesme et jours de jeunes, prétendre qu'il n'est point de Purgatoire en l'austre vie, blasmer les pèlerinages ; dire qu'il ne faut prier la Vierge, ni les saincts, ni dire heures, ni matines, ni aultre office divin, sinon psalmes de David en langue vulgaire et rime française par Marot et Théodore de Bèze, et dire qu'il ne faut faire nulle bonne œuvre pour avoir la vie éternelle et paradis, ains que c'est assez de croire en Dieu et en Jésus-Christ, lequel par sa mort et passion a tout fait

(1) *Ibid.* p. 319.

pour nous en ce monde avant d'en partir ; voilà ce que françoys desbauchez de la religion catholique, faisaient pour se mettre de prétendue huguenoterie et estre bien venu des princes, seigneurs, gentilshommes et juges de justice qui estoit de la faction (1).

« Au contraire, continue Hatton, aux catholiques de l'Esglise apostolique et romaine estoit voulu tout mal, dicte toute injure, faicte toute oppression par meurtres, bastures, saccagement, larcins, emprisonnements, fers et liens rigoureux, mespris de leur personne et de leur religion, sans estre ouys en justice en la deffense de leur cause ; on les appeloit séditieux, idolâtres papistes et âmes du Purgatoire du pape... » Les huguenots n'aspiraient qu'à détruire la religion catholique en France. Les princes fidèles se trouvaient si molestés par eux, même à la cour, qu'ils s'en éloignaient. Sous prétexte de collisions, on priva même les catholiques de leurs armes, tandis que leurs ennemis jurés pouvaient garder les leurs ; aussi leur insolence devint intolérable. « Au retour de leurs presches par les rues, ils alloient chantant des psalmes marotiques et bèziens avec aultres chansons scandaleuses » contre l'Eglise catholique et les sacrements pour provoquer leurs adversaires et prendre occasion « à frapper sus, si aulcun vouloit dire quelque chose. » Les vendredis, on les voyait parcourir les rues et les places « mangeant chair devant les catholiques, les provoquant avec injures à sédition ou à leur dire quelque chose qui leur déplut affin, de les battre ou les accuser en justice et faire emprisonner et punir par les juges de leur party (2). »

Calvin avait enseigné à ses disciples trois moyens à employer pour détruire le catholicisme en France : la ruine de la papauté, la sécularisation des couvents, la vente des biens du clergé, déjà si bien pratiquée en Allemagne. Ils eurent pour résultats, non pas d'y détruire la religion, mais de couvrir la patrie de ruines et de sang. Les biens de l'Eglise furent pillés, les monastères saccagés, tout ce qui faisait l'ornement des temples :

(1) Claude Hatton, *Mémoires*, p. 151.
(2) *Ibid.*

vases sacrés, châsses précieuses, riches ornements, statues, tableaux, vitraux, en un mot chefs-d'œuvre de tout genre légués par le moyen-âge, bibliothèques, chartriers, rien ne trouva grâce devant ces réformés qui, selon Erasme, s'entendaient sur deux points : les femmes et l'argent, et dont la prétendue rigidité ne tint pas devant l'appât du vol, de la rapine et de la destruction. Par les exploits des huguenots dans nos contrées, on s'assurera que ce qu'on en raconte dans le reste de la France, n'est que trop l'expression de la vérité.

V. — Avant d'aborder les effets produits par l'introduction de la Réforme protestante au diocèse de Soissons, il n'est pas inutile d'examiner comment elle s'était insinuée dans celui de Laon et dans le nord de celui de Noyon. Le premier aurait dû l'avantage de l'évangélisation, selon un auteur protestant, à l'usage des pays du Nord, *d'aller à la France*, c'est-à-dire faire la moisson aux environs de Paris et de Meaux. Des gens du Laonnois auraient ainsi puisé dans cette dernière ville les principes propagés par les docteurs de l'évêque Briçonnet, et qu'ils auraient rapportés dans leur pays. De ce nombre fut, dit-on, un pauvre ouvrier devenu prédicant qu'on a honoré assez ridiculement du titre d'*Apôtre de la Thiérache*, parce qu'il s'était donné la mission d'y prêcher le pur Evangile et dont voici l'histoire.

« Il y avait en ce temps-là, dit Dom de Lancy, dans son *Livre de Foigny*, en la rue de la Cailleuse, près des Bouleaux (à Lemé), un nommé Georges Magnier, savetier de son métier, et accusé de fausse monnaie, y demeurant, homme de mauvaise vie et accusé d'hérésie. Il passoit d'ordinaire les veillées des nuits ès maisons de Lemé avec une Bible qu'il portoit, attira à soi par ses instructions mauvaises les plus idiots libertins et ceux qui avoient moins de foi et de religion, commença ensuite à faire des assemblées et prêches dans les bois de la Cailleuse, sous un chêne, continua cet exercice quelque temps jusqu'à ce que la garnison de Guise eût ordre de le charger rudement, qui les mit en désordre. A cette déconfiture, ledit Georges Magnier, comme chef de ces assemblées, étant fait prisonnier et convaincu de crime

de fausse monnoie, fut condamné aux galères et y fut conduit où il est mort. Voilà le commencement, progrès et fin du premier maître des huguenots à Lemé (1). »

Lemé ne fut pas le seul village de la Thiérache qui reçut alors « la lumière de l'Evangile. » La Réforme, propagée en cette contrée plutôt par des prédicants chassés de Meaux que par un pauvre savetier, fonda des églises à Guise, à Gercy, à Landouzy (1520-1530), et bientôt gagna le Laonnois, où le prince de Condé ouvrit à ses partisans, vers 1549, les portes des châteaux de Sissonne, de Pierrepont, de Nizy-le-Comte, d'Aulnois et d'Anizy, d'où ils répandaient leurs doctrines. La ville de Laon fut préservée jusqu'en 1552, où les protestants donnèrent signe de vie. Coligny en était alors gouverneur. Depuis, ils s'y livrèrent à toutes sortes d'excès dont le récit appartient à l'histoire de cette ville.

Le diocèse de Noyon, patrie de Calvin, « le grand réformateur, » fut un des premiers à adopter ses erreurs qu'il avait répandues lui-même dans sa famille et parmi ses connaissances, en prêchant à Noyon et à Pont-l'Evêque. Il avait gagné son frère Antoine Cauvin, sa sœur Marie, son parent Olivétan, le traducteur de la Bible, le chanoine Henri de Colmont, qui abjura plus tard, et Jean de Tournes, célèbre imprimeur, né à Noyon. Antoine Leconte *(Contius)*, un autre enfant de Noyon, docteur et régent en l'Université de Bourges, où il avait étudié avec le sectaire, lui résista. Parti pour Genève ainsi que ses partisans, Calvin resta en communication avec le diocèse, par ses messagers, porteurs de ses livres hérétiques. En 1547, Laurent Normandie, lieutenant de Noyon, allait le rejoindre à Genève avec plusieurs de ses concitoyens, et y eut une grande influence. La nomi-

(1) M. le pasteur Douen dit, en parlant du récit de Dom de Lancy : *Voilà l'histoire fanatique*, et de celui de M. A. Piette, sur le même sujet *(Hist. de Foigny)* : Voilà l'*histoire impartiale.* Or, M. Piette a simplement copié le premier, en retranchant ce qui aurait senti le *fanatisme*, c'est-à-dire en supprimant ce qui regarde la profession du *savetier* Magnier, ses *mœurs*, et l'accusation de *fausse monnaie* qui le fit condamner aux galères. Comme l'auteur n'apporte aucune raison pour justifier de pareilles suppressions, nous tiendrons pour seule vraie la narration de Dom de Lancy, qui écrivait vers 1670, jusqu'à ce qu'on lui oppose une autre version authentique qui la contredise ou l'atténue. (O. Douen, *ubi supra.*)

nation d'un inquisiteur de la foi, en cette année, sur la demande du chapitre de Noyon, et au regret de l'évêque Jean de Hangest, que sa tolérance silencieuse rendait suspect, détermina sans doute le départ de cette colonie. On fit même à cette occasion des prières publiques. Ces mesures n'arrêtèrent pas la contagion du calvinisme, ni ses exécutions sacrilèges. Elle gagna beaucoup de nobles de la Picardie qui se signalèrent bientôt parmi les capitaines huguenots. Un chanoine de Noyon, Martine, se montra, en 1562, rebelle à l'Eglise, mais le chapitre de cette ville et celui de Saint-Quentin déployèrent un grand zèle pour l'orthodoxie. Une autre défection des plus fatales, dans le Vermandois, fut celle du seigneur de Genlis, de la maison de Hangest, à cause de l'influence qu'il exerçait sur ses parents et amis, tous appartenant à la noblesse. On le verra à l'œuvre lors de la prise de Soissons par les huguenots.

Saint-Quentin, après avoir longtemps résisté à la Réforme, la vit enfin pénétrer dans ses murs. Véron, le *Ramasseur*, que l'on sait avoir opéré dans le Midi, avait gagné la Picardie avec un de ses compagnons, sans doute à l'instigation de Calvin, pour y *ramasser des âmes*, enseigner le pur Evangile et crier aux portes des couvents l'éternel refrain : *O moines! ô moines! il faut vous marier!* Circulant d'abord autour de la ville et dans les villages, avec ses émissaires il réunissait les âmes *ramassées* sous l'arbre d'Omissy, entre Saint-Quentin et Bohain. Il réussit à pénétrer à Saint-Quentin en 1562, mais il y fut mal accueilli et il fallut remettre à plus tard les conversions (1).

Il était difficile que le diocèse de Soissons ne fût pas envahi, comme ses voisins de Noyon et de Laon, par le protestantisme. Il y entra, paraît-il, avec un nommé Pouillot, lequel, fuyant la persécution, s'était réfugié, en 1546, à Fère-en-Tardenois, où il travailla de son mieux et « amena plusieurs âmes à la connaissance du salut. » Pouillot forma aussi des adeptes dans le voisi-

(1) Voyez, COLLIETTE, *Mém. du Vermandois*, t. III, p. 267. — O. DOUEN, p. 32. — *Hist. de l'Hérésie*, t. II, p. 487.

nage : à Saponay, à Mareuil-en-Dôle, à Villaumé et Beaune. Il fit si bien qu'il fut arrêté, jeté dans les prisons de Paris, condamné à avoir la langue coupée et à être brûlé vif, portant sur ses épaules une charge de livres, selon le récit de Théodore de Bèze. Vers cette époque, la Réforme parut aussi à Bézu-Saint-Germain, village peu éloigné de Fère et de Meaux, et enfin à Soissons même. Elle aurait été aussi importée dans le Soissonnais par le président Delaplace, qui ne se déclara cependant qu'en 1560. Chassé de Paris, lors des guerres civiles, il se retira dans ses terres de Picardie ; rétabli dans ses fonctions, il se réfugia au château de Vez, occupé par ses neveux. Sa retraite ayant été connue, il lui fallut encore quitter ce lieu, sous la protection d'un chef huguenot, Bouchavanne, qui le conduisit au château de Coucy et le confina dans une tourelle où il demeura caché. Il s'occupa, dans ce réduit, de la lecture assidue de la Bible et de la composition de son traité *De l'Excellence de l'homme chrétien et de la manière de le cognoistre* (1).

Du reste, la Réforme dut pénétrer sourdement et peu à peu dans le Soissonnais, surtout par Meaux, pépinière féconde de missionnaires qui s'insinuèrent dans les pays limitrophes et dans toute la France, et par Noyon, où Calvin s'était fait des partisans. On sait avec certitude qu'en 1549, des Soissonnais durent se retirer pour cause d'hérésie, les uns à Genève, les autres au château d'Aulnois, dont le comte de Roucy avait fait un lieu d'asile pour ceux de sa secte. Au nombre des réfugiés de Genève étaient deux citoyens de Soissons : Thomas de Saint-Paul et Simon Laloë, lunetier de profession, dont on racontera la fin déplorable.

Si la Réforme ne fit alors que peu de progrès dans le diocèse de Soissons, où elle n'osait pas encore trop lever la tête, ce fut grâce au zèle de Matthieu de Longuejoue, son évêque, et peut-être aussi à la crainte qu'inspirait son crédit auprès de François Ier et de Henri II qui l'avait continué dans ses fonctions de chancelier, de

(1) *La France protestante* citée par O. Douen, p. 32.

conseiller « étroit » et d'ambassadeur. Mais si ce ne fut qu'après sa mort, et pendant la vacance du siège qui s'en suivit, que les réformés se montrèrent publiquement, il n'en est pas moins vrai que sous son épiscopat et pendant le règne de Henri II, ils commencèrent à donner signe de vie.

VI. — Ce prince, qui monta sur le trône en 1547, ne déploya pas moins de rigueur que son père à l'endroit des protestants. Il en fit brûler plusieurs en 1549, et en bannit un certain nombre qui, selon l'usage, se retirèrent à Genève. Leur supplice avait été précédé d'une procession triomphale du Saint Sacrement, pour faire amende honorable des blasphèmes que les sectaires de toutes les nuances vomissaient contre ce grand mystère de l'Eglise catholique. Quant à l'hérésie, réputée alors pour crime, l'Eglise en remettait le jugement et la punition aux magistrats séculiers, attendu qu'elle ne pouvait prononcer la peine de mort. On usa surtout d'une extrême rigueur à l'égard des émissaires du parti qui repassaient de Genève en France pour y propager les principes désastreux qu'ils avaient puisés à l'école de Calvin et de ses disciples. C'est ce qu'éprouvèrent les deux citoyens de Soissons : Thomas de Saint-Paul et Simon Laloë, qui étaient de ce nombre.

Simon de Saint-Paul étant rentré en France en 1551, pour mettre ordre à ses affaires, se remit à dogmatiser et se fit reconnaître à la manière sévère avec laquelle il gourmandait les blasphémateurs. Il fut arrêté et jeté dans les prisons du Châtelet de Paris. Condamné à mort comme hérétique, il fut brûlé vif sur la place Maubert, le 19 septembre, après avoir été, selon Crespin en son *Histoire des martyrs de la Réforme*, appliqué d'abord à la torture qu'il aurait supportée avec courage, sans vouloir livrer les noms de ses amis. Bien plus, un prédicateur *fanatique*, nommé Olivier Maillard, qui l'accompagnait comme il allait au supplice, lui promettant la vie sauve s'il consentait à abjurer ses erreurs, il aurait répondu : qu'il préférait souffrir dix mille fois la mort que de se rendre. Alors, il fut « guindé en l'air » et « ayant commencé d'admonester le peuple, le feu fut soudain mis

dessous, » et « après qu'il l'eût senti, il fut retiré par l'exhortation de Maillard » qui espérait toujours le sauver. — « Puisque je suis pour aller à Dieu, lui dit-il, remettez-moi et me laissez aller. » Ce malheureux n'aurait eu que dix-huit ans, âge qui, pour le dire en passant, ne s'accorde guère avec les circonstances de son départ et de son retour (1).

Si l'on en croit le même auteur calviniste, la mort de Simon Laloë n'aurait pas été moins *édifiante*. Etant rentré en France comme son compatriote Saint-Paul, pour y répandre des livres calvinistes, il fut arrêté à Dijon et condamné aussi à périr sur le bûcher, le 21 novembre 1553. Le bourreau étant « venu en la prison pour le lier et le mener au dernier supplice, ce personnage d'une face joyeuse le reçut et caressa de cette parole : Mon ami, je n'ai vu de ce jourd'hui homme qui me soit plus agréable que toi; et lui tint plusieurs propos, tellement que l'exécuteur pleurait étant monté sur le tombereau avec lui. Simon, avant de mourir, pria d'une véhémente vertu d'oraison pour ses ennemis, et endura le martyre allégrement. » Ce bourreau, nommé Jacques Sylvestre, aurait été « tellement confirmé qu'il délibéra expressément d'abandonner sa condition misérable et ne plus estre exécuteur du sang innocent; de manière que quelque temps après, il se retira à Genève pour y vivre selon la réformation de l'Evangile. » Cette histoire, renouvelée de nos martyrs convertissant leurs bourreaux, aurait été attestée par des gens à qui Sylvestre l'avait racontée en gémissant et qui le consolèrent en lui disant : que Dieu ne pouvait lui imputer à crime d'avoir fait périr un innocent, puisqu'il y avait été forcé par sa condition d'exécuteur de la justice (2).

VI. — Mais la sévérité de Henri II, pas plus que celle de son père, ne put arrêter les progrès du protestantisme qui était devenu une affaire de mode et d'entraînement; le nombre des adhérents à la secte augmentait de jour en jour. Des seigneurs, des dames de la cour

(1) Crespin, p. 191 et 261. — O. Douen, p. 10.
(2) *Ubi supra*.

entraient dans la Réforme sans réformer leurs mœurs. Des assemblées nocturnes se tenaient à Paris même et aux environs. Les Châtillon, les d'Andelot, les Coligny et bien d'autres rejetaient la messe. En 1558, les hérétiques chantèrent publiquement des psaumes de Marot. Le roi de Navarre, Antoine de Bourbon, et la reine, Jeanne d'Albret, sa femme, s'y étaient mêlés aux sectaires.

En même temps qu'il sévissait contre les huguenots, Henri II tentait quelques efforts pour la réforme du clergé catholique, dont les mœurs et le défaut d'instruction servaient de prétexte à leurs diatribes, témoin certaines ordonnances rendues par lui à Villers-Cotterêts, séjour qu'il aimait comme son père. Du reste l'état des affaires publiques, les agitations de la cour, ses pérégrinations, la guerre, tout semblait conspirer pour couvrir la marche du protestantisme. Le 22 août 1552, Henri II est avec tout son monde à Folembray, château qu'avait rebâti et embelli son père. De là Claude de Lorraine, duc d'Aumale, écrivait à François de Guise, son frère, qui alors s'opposait à la marche de Charles-Quint sur Metz, les nouvelles arrivées au roi, d'Allemagne et d'Italie. On revint rapidement à Villers-Cotterêts, car, le 25, le connétable mandait au duc, de cette résidence, la prise de sept galères par les Turcs sur André Doria, amiral vénitien, nouvelle envoyée par le sieur d'Haramont, qui avait assisté à cette déroute, et la réception de diverses ambassades. Du 25 août au 10 septembre, le roi, le connétable, le maréchal de Saint-André continuent de correspondre avec François de Guise sur les affaires de Lorraine, les fortifications et approvisionnements de Metz, dont le siège va immortaliser le nom du duc. C'est au château un mouvement incessant de courriers partant et arrivant. Henri ne quitte Villers-Cotterêts que pour aller « voir ses grands chevaux » à Choisy-au-Bac, le 7 septembre, selon une lettre qu'il date de ce lieu. Revenu le lendemain à Villers-Cotterêts, il est le 19 à Fère-en-Tardenois, d'où il écrivit au duc de Guise, et le lendemain matin il part pour Reims. Le connétable l'avait reçu dans son château de Fère, qu'il avait fait

embellir et dont il avait remplacé le pont-levis par une galerie dont la porte d'entrée est attribuée au célèbre sculpteur Jean Goujon. De Reims Henri II devait suivre le connétable dans la Picardie menacée par la reine de Hongrie, gouvernante des Pays-Bas, qui, pour venger une injure personnelle, faisait mettre à feu et à sang toute la Thiérache jusqu'à Chauny et surtout brûler les châteaux. De ce nombre fut Folembray, « belle et agréable maison que nos roys, dit Brantôme, avoient fait bastir pour le déduit et plaisir de la chasse, dont le roy prit si grand despit et desplaisir qu'au bout de quelque temps il luy rendit bien son change et s'en vengea sur la belle maison de Bains » appartenant à la princesse.

Ceci se passait pendant le séjour du roi à Reims, qu'il quitta le lundi 25 novembre pour être le mardi à Soissons et, après un jour ou deux passés en cette ville, regagner Compiègne et aller reprendre Hesdin (1). Il avait alors avec lui une jeune fille du duc de Guise, « la plus gentille du monde qui est toujours pendue au col du roy », écrivait le connétable au duc son père à Metz. Parti de Soissons le 1er décembre, il était encore à Compiègne le 30. « Le roy et toute la compagnie y faict bonne chère », écrivait le connétable, le 9, au duc de Guise. Henri, changeant de dessein, avait envoyé l'amiral d'Estrées et Vendôme assiéger Hesdin, et restait à Compiègne pour être plus à portée de donner ses ordres (2).

Le roi y revint l'année suivante, 1553, au mois de juillet avec sa cour, où se trouvaient le connétable, le cardinal de Lorraine et le duc de Guise, témoin des lettres écrites par eux de cette résidence, les 22 et 24 du même mois. Le 2 août, la cour était à Offémont, château peu éloigné de Compiègne, et dut y rester jusqu'au 7, car, dans cet intervalle de temps, le roi, le duc, le chancelier correspondirent avec le sieur de Vennes, chargé de la police de Metz après la levée du siège ; mais, le 18, elle était revenu à Compiègne. Quant au cardinal, il l'avait

(1) *Mém. du duc de Guise.* (Collect. MICHAUD.)
(2) *Ibid.*

quittée le 6 ou le 7, puisqu'il écrivait aussi à de Vennes « de Oschy-le-Chastel » le 8. Il lui écrivait encore le 28 octobre, mais de Villers-Cotterêts, où il avait rejoint la cour, qui s'y trouvait depuis le commencement de ce mois, et y resta tout le mois de novembre. Pendant ce séjour, Henri II rendit un grand nombre d'ordonnances sur les tailles et les aides, le rachat des rentes foncières établies sur les maisons des villes et faubourgs (1). Ce n'est que l'année suivante, 1554, que Henri II tira pleine vengeance des violences exercées par la reine de Hongrie sur la Picardie, en lançant une armée sur le Hainaut. Il s'avança de sa personne jusqu'à Laon et à Marchais, près de Notre-Dame de Liesse. Séjournant au château de Marchais au mois de juin, il y rendit deux ordonnances sur la juridiction des prévôts et sur les receveurs des tailles, puis il revint à Villers-Cotterêts, où il en rendit une autre sur la matière bénéficiale. Etant revenu y passer trois mois de l'année suivante, 1555, il signala ce séjour par de nombreuses déclarations dont une, du 19 octobre, est une confirmation des privilèges de Saint-Jean-des-Vignes de Soissons.

Mais il arriva dans ce mois à Villers-Cotterêts un événement qui mérite surtout d'être rapporté et dont il est parlé dans plusieurs missives datées de ce château. Henri II, par une déclaration du 14 mars précédent, autorisait l'établissement en France de l'Inquisition pour la poursuite des protestants, mais le Parlement de Paris en avait toujours retardé la vérification, quoique les ducs de Guise et de Montmorency n'eussent cessé, par leurs lettres, de presser cette compagnie d'y procéder. Le temps de s'expliquer sur les causes de ce retardement était arrivé, aussi le Parlement envoya-t-il au roi une députation composée du président Séguier et du conseiller Adrien du Drac, pour lui remontrer « les grands périls et désordres que la précipitation d'icelle (vérification) pouvoit occasionner dans les affaires les plus importantes de l'Estat ». Partie de Paris le 19, la députation était arrivée à Villers-Cotterêts le lendemain. Les deux

(1) *Mém. du duc de Guise.*

magistrats ne furent pas admis ce jour-là auprès du roi qui était allé à « l'assemblée » (au conseil), ce qui leur donna le temps de s'informer de l'état des choses à la cour. Ils apprirent que le roi était fort courroucé contre le Parlement pour sa résistance, et on leur conseilla de se montrer « souples et simples et à avoir les oreilles grandes en cas qu'ils fussent mal reçus du roy ».

Le lendemain ils furent admis au lever du monarque dans sa chambre et lui firent la révérence en présence du duc de Guise, du connétable, du maréchal de Saint-André, du garde des sceaux, de plusieurs évêques, des secrétaires des commandements et d'autres personnes de distinction. Ils présentèrent au roi les lettres de la cour de Parlement et on leur accorda la parole pour s'expliquer sur les graves motifs qui justifiaient la conduite de cette compagnie, c'est-à-dire les inconvénients de l'établissement de l'Inquisition en France (1). Le roi, après avoir écouté les députés « sans les interrompre d'une syllabe, parla en bon roy », remercia la cour de l'avoir averti de ce qu'elle jugeait le meilleur parti à prendre, déclara qu'il trouverait toujours bon qu'elle en agît ainsi, qu'il y penserait avec son Conseil et leur ferait savoir sa réponse. Celle-ci se fit attendre et ils la sollicitèrent sans succès. Le jeudi, vers dix heures, le roi les fit venir et leur dit : qu'il avait pensé à leurs remontrances, qu'il était convenable de les peser encore, qu'ils revinssent le trouver et « qu'il en ordonneroit par bon conseil si à propos que chacun seroit content ». Le président Séguier s'excusa pour lui et son collègue sur les obligations qu'ils avaient à remplir. Le maréchal de Saint-André leur dit : « que la cour les remerciait du bon devoir et office qu'ils y avoient apportés », et ils s'en retournèrent à Paris, emportant des lettres du roi, du duc de Guise et du connétable, pleines de témoignages de leur satisfaction et de déférence pour le Parlement. L'Inquisition ne fut pas établie en France.

Henri II revint à Villers-Cotterêts en 1556 et 1557. Le 1er de mai il y rendit une ordonnance enjoignant aux

(1) On peut voir dans les histoires ecclésiastiques le texte de ces remontrances.

évêques et autres prélats, ayant charge d'âmes, de résider, prêcher, catéchiser, sous peine de saisie de leur temporel. Le 8 juillet, la cour était installée à Compiègne, où le roi reçut les plus tristes nouvelles de la Picardie envahie et saccagée par les Espagnols et la perte de la bataille de Saint-Quentin. Le 29 août, il apprend que cette place, après un siège mémorable soutenu par l'Amiral et d'Andelot, s'était rendue le 27, et le lendemain il quittait Compiègne pour mettre sa personne en sûreté à Paris, résolu de périr s'il le fallait à la défense de sa capitale (1). Il ne fallut rien moins que le retour du duc de Guise d'Italie pour rassurer les populations épouvantées. L'année suivante, 1558, le roi put revenir s'installer avec la cour à Villers-Cotterêts, pendant les mois de mars, de juin, de juillet et de septembre. Le 14 juin, il eut l'avantage de mander au Parlement la prise de Thionville par le duc de Guise, qui avait déjà enlevé Calais (2).

Matthieu de Longuejoue, à qui Henri II avait conservé ses faveurs, n'allait pas tarder à terminer sa carrière. Son séjour à la cour et ses diverses ambassades, quoique préjudiciables jusqu'à un certain point à son diocèse, mais n'avaient pas été tout à fait nuisibles à *celui-ci puisqu'il* s'était donné un coadjuteur et un suffragant. Ces derniers étant *morts*, il avait fait à Soissons des voyages plus fréquents pour expédier les affaires urgentes. D'ailleurs, les voyages continuels de la cour aux maisons royales du Soissonnais et du Laonnois le rapprochaient sans cesse de son Eglise, mais il n'avait pu faire, le 17 février 1548, la dédicace de l'église de Saint-Crépin-le-Grand. Nommé alors abbé de Royaumont, il avait assisté, le 10 juin de cette même année, au couronnement de Catherine de Médicis. Le Parlement avait rendu un arrêt, le 4 novembre 1551, déclarant abusive une sentence de son official parce qu'elle portait une amende au profit de l'évêque qui se trouvait ainsi juge et partie en la personne de ce juge d'Eglise. Sous son successeur, l'official de Soissons ayant condamné à la question un clerc accusé de

(1) *Mém.* du duc de Guise (*ubi supra*). — CARLIER, t. II, p. 601.
(2) *Ibid.*

vol domestique, il y eut appel de sa sentence, comme d'abus, mais cette fois un arrêt de 1568 vint déclarer qu'il n'y avait pas abus (1). Matthieu de Longuejoue assista à Reims, en 1554, à une grande procession, indiquée par le cardinal de Lorraine pour la paix de l'Etat.

Ce fut par son ordre qu'on imprima, en 1555, les Antiphonaires et le Bréviaire du diocèse à la fin duquel on lisait en deux endroits: que l'office du *Nom de Jésus* avait été fondé par Jean Lami, chanoine de Saint-Gervais et archidiacre de Tardenois, et qu'il se célébrait le vendredi d'avant les Rameaux. Non-seulement Matthieu de Longuejoue signa, comme conseiller d'Etat, au nom de Henri II, le traité de paix conclu, le 29 juillet 1552, entre ce prince et le duc de Bourgogne, mais le roi voulut lui donner une autre marque d'estime encore plus signalée. Sur le point de rejoindre son armée et voulant laisser en son absence, auprès de la reine, « de bons et notables personnages », pour presser le recouvrement des finances, il composa ce conseil privé, le 15 août 1553, du cardinal de Tournon, du garde des sceaux Jean Bertrand, de Me Matthieu de Longuejoue, évêque de Soissons, du chevalier Claude Durfey, gouverneur du Dauphiné, et de Guillet, sieur du Mortier. Ces conseillers avaient aussi pour mission d'acquitter les dettes du roi et de son père, François Ier, au moyen de coupes régulières dans les forêts de la couronne, agissant « en tout ceci selon le plus grand intérêt des affaires du royaume ».

Matthieu de Longuejoue assista aux Etats de Paris de 1558, où il occupa le dernier rang parmi les vingt-six prélats qui y siégèrent et mourut en cette ville le lundi 7 septembre, âgé de soixante-dix-neuf ans. Son corps fut déposé en l'église de Saint-Gervais de Paris dans la chapelle des *Trois Pèlerins*, lieu de sépulture de ses aïeux. Sur sa tombe, il était qualifié seigneur temporel d'Yverny, du Plessis-au-Bois et de Trélon (2). Il avait donné, en 1555, à l'abbaye de Montmartre, une maison et un jardin qu'il possédait en ce village, afin que les religieuses se

(1) *Mémoires du Clergé*, t. VII, p. 1271 et t. VIII, p. 1290.
(2) *Gall. Christ.* t. IX. — BLANCHARD, *Hist. des Maîtres des Requêtes.* — SISMONDI, *Hist de France.* — VATOUT, *Château de Compiègne*, p. 248.

souvinssent de lui dans leurs prières et lui fissent dire deux messes solennelles le 14 octobre, jour de sa naissance, et le jour anniversaire de son décès. Gervais de Tournai, chanoine de Soissons et né en cette ville, lui avait dédié, en 1550, la traduction de l'*Histoire de Sicile*, par Hugues *Falcandus* ou Falcand, intitulée : *De tyrannide Siculorum*, publiée pour la première fois d'après un manuscrit appartenant à l'évêque de Soissons. Par la mort de ce prélat, la couronne perdit un homme d'Etat dont les conseils et l'expérience pouvaient lui être encore utiles au milieu des progrès toujours croissants de l'hérésie, et le diocèse de Soissons un pasteur qui, par son énergie et sa prudence, eût pu en préserver son troupeau. C'est en effet l'année de sa mort qu'on voit le prêche protestant commencer dans ce diocèse et surtout dans la banlieue de Soissons, et il ne faudra rien moins que l'emprisonnement des ministres et de leurs auditeurs pour faire cesser les conventicules qui ne reprirent qu'en 1560, au détriment de la vraie religion et de la paix publique.

VII. — Après une vacance de quelques mois, le siège de Soissons fut occupé par Charles de Roucy-Sissonne, frère de Joachim, seigneur de Sainte-Preuve, gouverneur de la ville pendant les guerres de religion, et fils de Louis de Roucy, seigneur de Sissonne, et de Jeanne de Blécourt. Il était né en 1555, était chanoine de Laon, abbé commendataire de Valroi en 1540, de Beaulieu, de Saint-Basle, et maître de l'Oratoire du roi, c'est-à-dire son aumônier. Nommé à Soissons le 15 décembre 1558, il se fit sacrer à Paris aussitôt qu'il eut reçu ses bulles, au mois de janvier 1559, et prêta serment de fidélité au chapitre de Reims le 7 septembre suivant; mais il ne fit son entrée solennelle à Soissons que le 7 mai 1560, jour de la *Feste des Prez* (1). Ce fut la dernière fois que l'on observa les anciennes coutumes féodales usitées en cette cérémonie et que plusieurs de ses prédécesseurs avaient déjà négligées. Il fut reçu avec son cortège, qui était superbe, par les magistrats de la ville, Jean Gosset, pré-

(1) Elle se célébrait à la *Croix des Prés* à Saint-Crépin-le-Grand.

vôt; Claude Moreau, procureur; Sanson Bonséré, Pierre Polet, Antoine Barat, Henri Lequeux, gouverneurs et échevins (1). Charles de Roucy fut un des plus éminents prélats qui aient porté la crosse à Soissons. La Providence paraît l'avoir choisi pour faire face aux difficultés sans nombre créées par le protestantisme triomphant.

Dans l'intervalle de la nomination de Charles de Roucy à Soissons et de sa prise de possession, au mois de mars 1559, le roi Henri II était venu avec sa cour à Villers-Cotterêts; le duc de Guise s'y trouva du 22 au 26 de ce mois; il était arrivé avec le duc de Montmorency, le 8, à Soissons (2), où de grandes réjouissances, accompagnées de brillantes cérémonies religieuses, avaient lieu à l'occasion de la paix conclue entre la France et l'Espagne à Câteau-Cambrésis, et du mariage du roi Philippe II avec Elisabeth, fille de Henri II, qui en avait été le couronnement. Cette paix fut publiée à Soissons le 6 avril 1559, avec celle conclue dans le même temps avec l'Angleterre et l'Ecosse. On fit des feux de joie et deux grandes processions où l'on déploya toutes les pompes du culte catholique. La première, celle du 18 avril, partit de la cathédrale avec toutes les reliques, fut suivie par le gouverneur, les magistrats et tout le peuple et se rendit à Saint-Jean-des-Vignes, dont la vaste église put à peine contenir dans ses nefs cette grande multitude. Après une messe solennelle, on entendit un sermon sur la paix. A la seconde, qui se fit le 23, on porta les reliques de St-Médard, de St-Crépin et de Notre-Dame. Au mois de mai il y eut encore des fêtes à l'arrivée du nouvel évêque, mais la mort de Henri II vint troubler l'allégresse publique et jeter dans les esprits les plus vives appréhensions pour l'avenir.

Cette mort arriva le 10 juillet 1559; Charles de Roucy, appelé par sa charge aux funérailles du prince, dût bientôt paraître au sacre de son jeune successeur François II, en l'église de Reims le 21 septembre. Le nouveau roi passa le temps qui s'écoula entre la mort de son père et

(1) « ... Celebri comitatu stipatus ut moris est hujusmodi episcopis, hanc Suessionum urbem magnifice ingressus est. » (Manuscrit d'un chanoine de Soissons à la suite du journal de D. Lépaulart. (Bibl. de Soissons).

(2) *Mém. du duc de Guise.*

cette cérémonie au château du duc de Guise, à Nanteuil-le-Haudouin, et à celui de Villers-Cotterêts où il signa des édits aux mois d'août et de septembre. C'est alors qu'il donna l'abbaye de Saint-Basle à Charles de Roucy. La reine-mère, Catherine de Médicis, vint souvent elle-même à Villers-Cotterêts pour être plus à portée de Chantilly, résidence habituelle du connétable, et de Nanteuil, où venait fréquemment le duc de Guise depuis leur départ de la cour. Auprès d'elle dominaient le roi de Navarre, lieutenant général du royaume, et de « notables personnages de la cour du feu roi » (1). En se rendant à Reims pour son sacre, François II logea à Ostel car, le 10 août, le seigneur de ce lieu demanda à la cathédrale de Laon des tapisseries pour servir à l'embellissement de son château, où le prince devait passer une nuit. Ce seigneur était Félix de Choiseul-Praslin, gentilhomme de la chambre et capitaine de 50 lances, qui périt à Jarnac (2).

Le règne de François II fut de courte durée et un nouveau sacre, auquel assista Charles de Roucy, eut lieu à Reims le 15 mai 1561 : celui de Charles IX. Ce prince vint en cette ville par Monceaux et Nanteuil, où le duc de Guise se joignit à son cortège. Au retour de cette cérémonie il passa par Soissons et, le 17 mai, jour de la Pentecôte, il y toucha des malades ayant des écrouelles. Le 24 il data même de Soissons une lettre de cachet adressée à tous les magistrats du royaume « pour prendre garde qu'il ne soit fait sédition aux processions du Saint-Sacrement », c'est-à-dire pour mettre un terme aux manifestations haineuses des protestants qui manquaient rarement l'occasion d'insulter les catholiques dans l'exercice extérieur de leur culte. Il alla ensuite se livrer pendant l'hiver à la chasse à Villers-Cotterêts. Le mariage du jeune roi avec Elisabeth d'Autriche fut célébré à Compiègne et Charles de Roucy dut y assister également.

Le parti protestant avait continué de grandir sous le

(1) *Mém. du duc de Guise.* — De Thou, t. iv, liv. iv.
(2) Ce château fut démoli en 1810. *(Cinquante ans de l'histoire du Chapitre de Laon,* par E. Fleury, p. 127.)

règne de François II ; il atteignit toute sa puissance sous celui de Charles IX. Les répressions, aussi bien que les concessions, tournaient à son avantage. François II avait signé, le 4 septembre 1559, à Villers-Cotterêts, une ordonnance défendant aux calvinistes les assemblées, les conventicules secrets et enjoignant de raser les maisons où il s'en serait tenus. Mais sous Charles IX le nombre des délinquants fut tel qu'il devint impossible de la mettre à exécution. D'autre part la reine-mère, qui gouvernait pendant la minorité de son fils, avait ordonné l'élargissement des détenus pour cause d'hérésie, et défendu de rechercher ceux qui en faisaient profession, jusqu'à la tenue d'un concile général. Catherine dut surtout se montrer indulgente à leur égard dans le comté de Meaux, le duché de Valois, le comté de Soissons dont on forma son douaire en 1560, et auxquels on joignit, en 1568, le duché de Château-Thierry et la seigneurie de Châtillon-sur-Marne (1).

Un autre personnage, le prince de Condé, se montra plus qu'indulgent dans ces contrées à l'égard des réformés. Protestants déclarés, lui et une partie de sa famille se firent les défenseurs de ceux de leur secte. Il importe donc de les faire connaître pour l'intelligence des récits qui vont suivre: Si Catherine de Médicis eut les revenus du comté de Soissons, Condé en eut le titre. Parmi les nombreux enfants issus du mariage de Charles de Bourbon-Vendôme il faut remarquer Marguerite, femme de François de Clèves, duc de Nevers; Catherine de Bourbon, abbesse de Notre-Dame de Soissons; Antoine de Bourbon-Vendôme, roi de Navarre du chef de Jeanne d'Albret sa femme qui donna le jour à Henri IV; François, comte d'Enghien; Charles, cardinal de Bourbon, *roi de la Ligue;* Jean, comte de Soissons, puis d'Enghien après la mort de François son frère tué à la bataille de Saint-Quentin; enfin Louis de Vendôme, prince de Condé et comte de Soissons, né au château de Vendôme le 7 mai 1530. Cadet de famille, celui-ci dût se contenter, dans sa jeunesse, du titre de gentilhomme de la chambre

(1) *Histoires de France.*

du roi aux gages de 1,200 livres (1). Son mariage avec Eléonore de Roye et de Muret ajouta quelque peu à sa fortune. Quant à ses exploits guerriers ils sont assez connus.

Eléonore ne manquait pourtant pas de noblesse. Sa grand'mère, Louise de Montmorency, sœur du connétable Anne, avait épousé en premières noces Ferry de Mailly et en secondes le maréchal de Coligny, père de l'Amiral, de d'Andelot et du cardinal Odet de Châtillon. Sa mère, Catherine de Mailly, née du premier mariage, avait épousé, en 1512, Charles de Roye, fils d'Antoine de Roye, comte de Roucy, et de Catherine de Sarrebruck, comtesse de Braine et de Roucy. Charles était en outre seigneur de Muret, Buzancy, Nanteuil, Epagny, Nisy-le-Comte, Aulnoye, Pierrepont, Roye, Germigny, Blé et Breteuil. Eléonore, née le 24 février 1535 au château de Châtillon-sur-Loing, où demeurait sa grand'mère, eut pour parrains le dauphin François et l'évêque de Béziers; pour marraines Eléonore, deuxième femme de François Ier, et Marguerite, sœur de ce prince. La maréchale de Coligny mourut le 22 juin 1545, dévouée aux idées nouvelles, et la comtesse de Roye, qui les avait adoptées, y éleva sa fille Eléonore, alors âgée de dix ans, et sa seconde fille Charlotte qui n'en avait que deux. Ainsi, catholique par le baptême, Eléonore grandit dans le sein de la Réforme; elle fut mariée en conséquence (2).

On lui fit épouser, par le conseil de Coligny, Louis de Bourbon, avec l'agrément de Henri II, et le mariage fut célébré, le 22 juin 1551, au château de Plessis-les-Roye, par le cardinal de Bourbon, évêque de Laon et archevêque de Sens, oncle et tuteur de Louis. Celui-ci avait vingt ans et Eléonore quinze. Par contrat de mariage fait à Nisy-le-Châtel (Anizy-le-Château), en présence d'Antoine, roi de Navarre, de Jeanne d'Albret, sa femme, et de Jean de Bourbon, on assignait à Eléonore 12,000 livres de rentes. Louis lui apportait la vicomté de Meaux, les terres et seigneuries de la Ferté-Aucoul, Aillye-sur-

(1) Le P. Anselme, *Hist. générale.*
(2) *Hist. des Princes de Condé*, par le duc d'Aumale, t. Ier, pièces justificatives et documents, p. 339.

Noye, Sourdon et Braye, la Bassecque, « les transports de Flandre » de 303 livres 8 sous 6 deniers tournois et un douaire de 4,000 livres lui était assigné sur ces terres et notamment sur la Ferté et Condé-en-Brie. Sa sœur, Charlotte de Roye, épousa le comte de la Rochefoucauld et lui apporta en dot le comté de Roucy (1).

La terre de Condé, où le prince et la princesse surtout séjournèrent souvent, ainsi qu'à Muret, avait été apportée en mariage par Marie de Luxembourg, fille de Louis de Luxembourg, possesseur des anciens domaines des Coucy, dont elle faisait partie, à François de Bourbon, père d'Antoine, roi de Navarre et de Louis de Bourbon. Celui-ci eut en partage Condé dont le château, selon des titres qu'il renferme encore, aurait été construit par François et embelli par son frère le cardinal. Louis, qu'on appela *Monsieur le prince* dans le parti huguenot dont il devint le chef, prit, à défaut d'autre apanage, le titre de *prince de Condé* qui lui est resté. Il parait bien plus probable que ce titre fut établi sur Condé-en-Brie et non sur Condé-en-Hainaut, quoiqu'un illustre historien laisse la chose indécise. En effet, le premier n'a jamais été érigé en *principauté,* mais les officiers de justice de cette terre, lui en donnaient néanmoins la qualification dans leurs actes. Ainsi, il en existe un du 7 juillet 1573 « de Jehan Lecointe, bailly de la *principauté* de Condé, pour Madame la princesse du dict lieu... », Françoise d'Orléans-Longueville, seconde femme de Condé. (2) Rien au contraire n'autorise à penser que Louis de Bourbon ait pris son titre de Condé-sur-l'Escaut avec lequel il n'a eu aucun rapport connu (3).

Tandis que Condé ne rêvait que guerres et plaisirs, Eléonore s'adonnait à ses devoirs de famille et de religion, et fréquentait ses belles-sœurs : Marguerite, princesse de Nevers et Jeanne d'Albret. A la date du 2 Janvier 1552, où elle écrivait à la première, elle ne

(1) *Ibid.*
(2) Acte des archives du tribunal de Château-Thierry, cité par DE VERTUS, qui se prononce pour Condé-en-Brie. (*Société historiq. de cette ville, Annales*, année 1869, p. 67.
(3) *Hist. des Princes de Condé*, par le duc D'AUMALE, t. Ier, p. 338.

cachait plus son attachement à la Réforme, suivant en cela l'exemple de son mari et des dames de ses amies. Le 29 décembre elle mit au monde, à la Ferté-sous-Jouarre, Henri de Bourbon, marquis de Conty et, deux ans après, au château de Roucy, une fille qui bientôt mourut et fut suivie d'une seconde. En 1557, elle tomba si malade que Coligny, dans une lettre du 26 avril où il la qualifie princesse de Condé, dit qu'elle se préparait à la mort avec résignation. Après le désastre de Saint-Quentin auquel il avait échappé, Condé fit à son tour une maladie, à la suite de laquelle, malgré une grossesse très avancée, Eléonore le conduisit en convalescence au château de Fère-en-Tardenois, que le connétable avait mis à leur disposition. Delà ils gagnèrent la Ferté où elle faillit encore mourir en mettant au monde un cinquième enfant, François de Bourbon, à l'âge de vingt-trois ans. Toute sa famille, sa mère, d'Andelot, Coligny, Condé et elle accentuent de plus en plus leur attachement pour la Réforme. Madeleine de Mailly défend hardiment ses partisans auprès de Catherine de Médicis, jusqu'à l'engager, en 1559, à écouter le ministre Chaudieu. Condé, l'année précédente, avait demandé à Genève un prédicateur pour sa famille, que la princesse dotait d'une nouvelle fille qu'on nomma Madeleine.

Les dépenses de toutes sortes que faisait le prince étaient loin de s'équilibrer avec les revenus. Eléonore se vit une fois obligée de donner en gage à des marchands, pour une somme de 20,000 livres, des bijoux, des objets précieux, et le connétable avança à sa mère 1,500 écus au lieu de la terre de Germigny, qu'elle lui proposait d'acheter. Condé dût engager ses terres pour avoir de quoi soutenir son rang dans une ambassade auprès du roi d'Espagne à Gand, pour laquelle il n'avait reçu du cardinal de Lorraine qu'une ordonnance de 1,000 écus. Puis vint le tumulte d'Amboise, complot qui aurait été tramé à la Ferté-sous-Jouarre et éclata au mois de mars 1560. Condé, fort compromis dans cette affaire déjouée par le duc de Guise, se sauva à la Ferté, gagna ensuite le Béarn et se réfugia auprès de son frère Antoine, à Nérac. Sa femme retirée à Anizy-le-Château

avec sa mère, est attérée par cet évènement. Les deux princes, après avoir refusé de se rendre à l'assemblée des notables à Fontainebleau, se laissent attirer perfidement aux Etats d'Orléans par la cour, malgré les larmes et les supplications d'Eléonore. Condé est arrêté et condamné à mort, la comtesse de Roye est aussi arrêtée à Anizy, et on redouble de rigueurs envers les religionnaires qui avaient en vain réclamé la liberté de conscience. A ces tristes nouvelles, qui lui arrivèrent à la Ferté, la princesse se rend à la cour et sollicite en vain la grâce de son mari auprès des princes, des Guises et du roi : mais François II vient tout à coup à mourir et Condé est rendu à sa femme par ce décès prématuré arrivé le 5 décembre 1560.

Le prince partit pour la Fère, place appartenant à son frère Antoine, avec une bonne escorte, et accompagné d'Eléonore malade qui, dès qu'elle le pût, alla solliciter à Fontainebleau sa réhabilitation. Condé quitta lui-même la Fère, dès le mois de février 1561, et s'achemina vers cette résidence. Le 13 juin fut rendu par le Parlement l'arrêt qui l'innocentait lui et la dame de Roye et, le 24 août, eut lieu à Saint-Germain sa réconciliation avec le duc de Guise. Depuis surtout son voyage de Nérac, Condé se déclara ouvertement pour la Réforme, et il ne parut pas au sacre de Charles IX à cause de la messe à laquelle il aurait fallu assister. Il obtint même de la reine-mère le prêche au palais de Saint-Germain, pour lui, sa femme, Jeanne d'Albret, la duchesse de Ferrare, madame de Roye, Coligny et sa femme. Théodore de Bèze prêcha chez lui dans une réunion « où il y avait tant de monde qu'on y étouffait presque » écrivait ce sectaire à Calvin (1).

Ces séjours du prince de Condé, de sa femme et de sa maison dans le diocèse de Soissons ne pouvait qu'aider au développement du protestantisme. De la ville épiscopale, il pénétra à Compiègne par la faveur que lui accordaient quelques seigneurs séduits par l'attrait de la nouveauté. Charles de Roucy effrayé de ces progrès

(1) *Eléonore de Roye, princesse de Condé*, par J. DE LA BORDE. (Paris 1876.) — *Revue des Deux Mondes*, n° du 15 février 1877.

envoya, en 1560, ses vicaires à Compiègne pour recevoir la profession de foi des officiers du roi, des gouverneurs et notables de la ville, et, en 1562, on mit sur ceux « notez de la nouvelle religion » des assiettes d'impôts, pour lesquelles on obtint « la validation » du roi, par l'entremise du Grand aumônier, abbé de Saint-Corneille. Hénault, élu de Soissons, appela de la cotisation faite aussi sur lui « comme taxé de nouvelle religion ». Au mois de juillet 1560, le prélat avait ordonné des prières extraordinaires pour demander à Dieu de préserver son Eglise de la contagion, et si Soissons ne devint pas le théatre de scènes de désordres, ce fut grâce à l'extrême tolérance de son premier pasteur.

Néanmoins un premier conflit y eut lieu entre catholiques et réformés, à l'occasion d'un prêche que ceux-ci avaient organisé pour le 14 janvier 1561, qui était un dimanche. Les catholiques qu'ils voulaient braver, s'opposèrent avec fermeté à cet acte qu'ils regardaient comme une profanation du jour du Seigneur dans leur cité. Cependant, pour éviter une collision probable, on convint de recourir à l'arbitrage de d'Estrées, seigneur de Cœuvres, fort considéré des deux partis à cause de sa noblesse, du haut rang que lui donnait sa charge de grand-maître de l'artillerie et surtout de ses qualités personnelles. D'ailleurs, si d'une part il était bon serviteur du roi, d'autre part il commençait à sentir fort le huguenot, s'il ne l'était déjà. D'Estrées se concerta avec le prince de Condé, comte de Soissons, et avec Charles de Roucy, lequel « pour vivre en paix » permît que le prêche se tînt à Belleu, village de son domaine, aux portes de Soissons (1). La même année, le prélat, après avoir pris l'avis du chapitre et de son conseil, fit faire, le 22 avril, une procession générale à Saint-Crépin-le-Grand, pour demander à Dieu de nouveau, par l'entremise des saints martyrs, la conservation de la foi dans une Eglise qu'ils avaient formée au prix de leur sang (1).

Les Etats d'Orléans, qu'on avait convoqués pour remédier aux maux du royaume, et où le diocèse de Soissons

(1) *Ubi supra* et DORMAY, etc.

envoya, comme député du clergé, Jean Lépaulart, doyen du chapitre de Saint-Gervais, et que l'assemblée désigna, avec le doyen d'Amiens, pour rédiger le cahier de la province de Reims, ne terminèrent rien. Il en fut de même du colloque de Poissy tenu en 1561, où « Me Jehan Calvin, pape des Huguenots de France, » envoya Théodore de Bèze. Le cardinal Charles de Lorraine, archevêque de Reims, y défendit victorieusement la foi catholique, mais toute la cour assista à ce tournoi religieux comme à un spectacle et, quoique vaincus, les docteurs huguenots furent l'objet de la curiosité et des prévenances de tous ces personnages corrompus qui la composaient. Défrayés par le roi, choyés par les princes et par leurs femmes, la défaite leur fut aussi profitable qu'une victoire. Ceux-ci les prirent pour leurs ministres, et des seigneurs, levant le masque, chassèrent leurs aumôniers lorsqu'ils ne se firent pas huguenots. Le roi et la reine-mère allèrent au prêche de Théodore de Bèze. Seuls, les Guises et le connétable, résistant à l'entraînement général, parvinrent à préserver Charles IX. Après le colloque, Eléonore de Roye reçut les théologiens allemands avec « un accueil des plus aimables. » Elle leur fit part « de ses vives préoccupations et de ses vœux ardents pour l'extension de la piété chrétienne dans les âmes. » Condé, redoublant d'ardeur protestante, ne craignait pas de protéger, avec une escorte de cinq ou six cents cavaliers, le pistolet au poing, dans les rues de Paris, un ministre se rendant au prêche.

VIII. — Après le colloque de Poissy, Charles de Roucy partit avec le cardinal de Lorraine, son métropolitain pour le concile de Trente, où ils devaient tous les deux représenter la province de Reims. Ce départ fut un malheur pour le diocèse de Soissons, où sa présence devenait de plus en plus nécessaire, mais le bien général de l'Eglise, que procurerait cet immortel concile, devait être préféré à celui des Eglises particulières.

En effet, quelques mois après l'affaire du prêche de Belleu, Soissons vit pratiquer, pour la première fois, les cérémonies du culte calviniste. Trois enfants furent baptisés à la façon huguenote, et l'un d'eux, étant

venu à mourir au mois de septembre, fut enterré sur le rempart, auprès de Saint-Pierre-à-la-Chaux. Ce premier exemple fut suivi de beaucoup d'autres, et bientôt on maria, on enterra selon le nouveau rite, parodie bizarre des rites catholiques. Les apostasies même arrivèrent en grand nombre; des prêtres se laissèrent séduire aussi bien que des bourgeois, des artisans, des hommes du peuple. Dès religieux quittèrent leurs cloîtres, et la Réforme s'étendit avec une telle rapidité, dit un historien soissonnais contemporain, qu'il sembla « que Dieu lui-même se fût fait huguenot. » Ces protestants, qui réclamaient avec de si hautes clameurs la liberté de conscience, n'en voulaient pas pour les catholiques, à qui ils ne laissaient d'autre droit que celui de se convertir à l'Evangile. Ils brisaient et mutilaient les images des saints; ils enlevaient pendant la nuit les croix des cimetières; rien pour eux n'était sacré. Chaque jour, c'étaient de nouveaux attentats contre les objets du culte catholique. La huguenoterie était devenue la religion à la mode et tous les beaux esprits se faisaient gloire d'en être. Enfin l'audace des réformés ne connaissant plus de bornes, ils voulurent faire à Soissons un coup d'éclat.

Tout étant concerté pour l'exécution du plan qu'on méditait, les Huguenots des villages et des châteaux voisins s'y donnèrent rendez-vous le 18 septembre, pour y célébrer une cène générale. Les catholiques ayant eu vent de ce dessein se mirent sur leurs gardes et fermèrent les portes de la ville. Les protestants s'y présentèrent par bandes, et, avec l'aide de leurs coreligionnaires de l'intérieur, ne parvinrent pas moins à s'en emparer. Ils chassèrent les catholiques qui les gardaient et allèrent célébrer la cène chez une dame huguenote. Cet attentat aux convictions religieuses d'une cité en grande majorité attachée à la vraie Eglise ne pouvait manquer de produire tôt ou tard une violente réaction. Elle éclata dès l'année suivante (1).

Le colloque de Poissy, lequel fut en réalité favorable à la

(1) Dormay, t. II, p. 462, 483 et 489. — Carlier, t. II. p. 601, *ex* Chronique de la Ferté-Milon. — Cabaret, *mss.* t. II, p. 172. — Rousseau, *mss.* t. II. p. 73.

liberté des calvinistes, avait été suivi de l'*Edit de Pacification* du mois de janvier 1562 qui leur accordait la liberté de s'assembler publiquement hors des villes et sans armes et les obligeait néanmoins à rendre les églises qu'ils avaient usurpées, à restituer les croix, images, reliques qu'ils avaient enlevées, à ne pas entraver la levée des dîmes et revenus ecclésiastiques, à observer les jours de fête, les degrés de parenté pour le mariage, toute la police extérieure de l'Eglise catholique, enfin à s'abstenir de toute invective contre la messe et les cérémonies religieuses dans leurs prêches, écrits et conversations.

Cette nouvelle concession, malgré les restrictions qu'elle contenait, ne fit que redoubler la hardiesse des Huguenots. Abusant de la liberté de réunion que l'édit leur accordait, ils élevèrent des temples sans la permission du roi, y allaient entendre les prédicants venus de Genève, et, « pour despiter et esmouvoir à sédition le peuple catholique, » ils se rendaient au prêche « avec un orgueil incroyable, proférant des injures atroces contre iceux catholiques et la religion apostolique durant les messes, vespres et autres divins offices. » Il y en eut d'assez audacieux pour entrer dans les églises « avec port d'armes et par force y faire cesser la messe et divin office, pour y faire leur presche. » Quand ils n'entraient pas dans les églises, ils s'assemblaient, pour narguer les fidèles, dans les cimetières, tout près de la porte, pour y faire leur prêche et chanter « leurs psalmes marotiques à haute voix et troubler ainsi les offices. » S'ils étaient en force, ils sommaient les catholiques de les cesser. On les vit même, à Paris, se précipiter dans l'église de Saint-Médard, massacrer ou blesser une centaine de personnes et y commettre toutes sortes d'horreurs, et cela avant l'affaire de Wassy, dont ils feront tant de bruit (1).

Des plaintes générales furent adressées au roi, à la reine-mère et au roi de Navarre, mais « peu y profitèrent, car ils penchaient plus du coté des Huguenots » que des catholiques, « et pour ce furent contraints les catholiques

(1) *Apologie*, t. II, p. 494. — Florimond de Rémont, *ubi supra*.

à se retirer vers Messieurs de Guyse, au connétable, à Monsieur le prince de Montpensier et à Monsieur de Nemours. Monsieur de Guyse print gros travail et volontiers s'employa à recepvoir les plaintes et doléances des catholiques et se rendit leur protecteur envers le roy et ses gouverneurs (1). » De leur côté, les Huguenots se serrèrent autour du prince de Condé, de l'amiral de Coligny et de d'Andelot. C'étaient deux partis bien dessinés. Il s'en forma un troisième obéissant au connétable Anne de Montmorency. La reine se rangeait tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, au gré de sa politique astucieuse et les trahissait tour à tour, selon l'intérêt du moment.

Dès que l'édit de janvier, interdisant l'exercice de la religion réformée dans l'enceinte des cités, eût été publié à Soissons, on fit jeter en prison et mettre en jugement pour leurs « excès » ceux des Huguenots qui avaient forcé les portes de la ville et y avaient excité du tumulte. Ensuite, les échevins citèrent à leur beffroi leur ministre et lui signifièrent d'avoir à quitter la ville sans délai avec ses fidèles, en exécution de l'édit royal. Ils obéirent, emportant « le meilleur de leur bien et ne fut fait mal à aucun (2). » Un mois après, lorsqu'on apprit que la guerre civile éclatait et que le prince de Condé s'était emparé d'Orléans et de plusieurs villes, on désarma, dans la crainte d'une pareille surprise, tous les citoyens suspects d'hérésie ou qu'on croyait de connivence avec les révoltés. Vers la fin de juin 1562, on les expulsa aussi de la ville. Le 2 du même mois, à la suite d'une grande assemblée de catholiques tenue à Nanteuil-le-Haudouin par le duc de Guise, avait paru une déclaration du roi portant défense d'admettre aux charges des bailliages de Valois, Senlis, Coucy et Vitry aucun sujet protestant (3). Les Huguenots expulsés de Soissons durent se réfugier auprès de leurs coreligionnaires en attendant des temps plus calmes.

(1) *Ubi supra.* — Mém. de Condé. — *Hist. des martyrs persécutés et mis à mort pour la vérité de l'Evangile*, par SIMON GOULARD, t. Ier, p. 206 et 883. — *Journal de la ruine de St-Crépin-le-Grand en 1568*, par D. LÉPAULART.

(2) CARLIER, t. II, p. 611,

Ils avaient dans le diocèse des asiles où ils étaient accueillis avec faveur, tels que les châteaux de Cœuvres, de Verdelot, du Grand-Rozoy, près d'Oulchy, de Muret et autres appartenant au prince de Condé et que l'on a cités. Jean d'Estrées, seigneur de Cœuvres, grand-maître de l'artillerie avait par sa haute position dans l'Etat, une grande influence dans le Soissonnais; il s'en servit en faveur de la Réforme. Il passa même pour le premier des gentilshommes de Picardie qui l'eussent embrassée et fait faire le prêche en son château de Cœuvres. Il y fit venir les ministres Vassoris et Tristan, qui se livrèrent à la prédication dans le bourg et ses environs, ensuite Jean Helliń et Jean ou Joachim Dumoulin, père de Pierre Dumoulin, célèbre professeur de théologie protestante à Sedan. Pierre dit, dans son *Auto-biographie*, que *Joachim* Dumoulin, son père, fut appelé, en 1570, par Jean d'Estrées pour desservir l'Eglise de Soissons réfugiée chez lui à Cœuvres (1). Ce seigneur se rangea d'abord du parti de la reine-mère contre celui du prince de Condé et du roi de Navarre, dont il était pourtant l'allié par sa femme Catherine de Bourbon, puis il se montra assez flottant et indécis. La Saint-Barthélemy le fit rentrer au sein du catholicisme et l'on croit qu'il fut inhumé dans l'église de Cœuvres.

C'était, dit Brantôme, « l'un des plus dignes hommes de son état depuis qu'il ait été possible jamais, sans faire tort aux autres, » brave, fort habile dans l'art de l'artillerie, auquel il fit faire de grands progrès. Il forma comme une école « de très bons canoniers et bien justes, » et aussi « de très bons commissaires, la plupart huguenots qui avoient imité leur général qui l'étoit fort. » D'ailleurs, « un fort grand homme, beau et vénérable (il était né en 1485), avec une barbe qui descendait très bas, qu'il faisoit beau voir dans ses tranchées et ses batteries qu'il dépassoit de toute la moitié du corps, se tenant teste levée comme si ce fust esté dans les champs à la chasse... et sentoit bien son grand aventurier de guerre du temps passé, dont il avoit fait profes-

(1) O. DOUEN, pp. 31 et 33.

sion, où il avoit appris d'estre un peu cruel (1). » De son mariage avec Catherine de Bourbon, fille de Jacques de Bourbon, bâtard de Vendôme, il eut, entre autres enfants : Antoine d'Estrées et Barbe d'Estrées, dame de Vauxbuin, marquise de Chamorin. Antoine obtint, en 1585, de Henri III, l'érection de Cœuvres en marquisat et succéda à son père dans la charge de grand-maître de l'artillerie dont les emblèmes se voient encore sculptés sur de vastes bâtiments dépendant de son château. Antoine donna le jour à François-Annibal d'Estrées, marquis de Cœuvres, maréchal de France, à Diane d'Estrées, femme de Jean de Montluc, sieur de Balagny, et à Gabrielle d'Estrées, pour laquelle Henri IV, après l'avoir vue, en 1590, au château de Cœuvres, où elle demeurait avec son père, conçut cette passion scandaleuse qui la rendit trop célèbre sous les noms de marquise de Monceaux et de duchesse de Beaufort.

On laisse à penser si un homme tel que Jean d'Estrées ne contribua pas puissamment à enhardir le parti protestant dans le Soissonnais. Launoi, autre château situé à Verdelot, et bâti par François Ier sur la rive du Petit-Morin, abrita non moins sûrement les réunions calvinistes du pays, surtout au temps de la Ligue (2). On y montrait encore en 1789 le prêche qu'on y avait fait construire. Naguère on en voyait un autre au château du Grand-Rozoy, où les Huguenots du village et des environs se réunissaient sous la protection du seigneur. En bien des circonstances, on le verra incessamment, et surtout à la Saint-Barthélemy, le château-fort de Muret appartenant aux princes de Condé, fut le refuge des calvinistes, tandis que le duc de Bouillon les protégeait dans celui de Braine. Soutenus par de si puissants patrons, ceux qui avaient été bannis de Soissons se livrèrent à mille insolences aux environs de Cuiry, d'Arcy et de Fère-en-Tardenois.

Ces nouveaux barbares exaltés par le fanatisme religieux commettaient des dégâts et des profanations sans

(1) BRANTÔME, *Eloges des hommes illustres*, t. II, des œuvres, p. 171 et 173.
(2) *Etat du Diocèse.*

nombre dans les campagnes. Ils employaient les vases des églises à toutes sortes d'usages ; à leurs yeux il n'y avait rien de sacré. Ces désordres provoquèrent, le 4 juillet 1562, un édit du roi contre les pilleurs d'églises dont ils jetaient l'argenterie à la monnaie pour payer des soldats. On avait déjà songé à mettre à l'abri de la vengeance de ces sectaires les choses saintes qu'on savait n'être guère respectées par eux, notamment les châsses contenant les restes des saints vénérés par l'Eglise.

Les premières reliques qu'on fit rentrer dans la ville à Soissons, furent celles de saint Crépin, car l'évêque par ses « mandements » et le sire de Vieilleville, qui commandait les catholiques dans le Valois, par ses missives réitérées, avaient averti les religieux de ce monastère de se préparer à une « insulte ». Le 11 mai 1562, Jean Poncelet, Jean Herpon, Antoine Lore et Michel Regnault, gouverneurs et argentiers de Soissons, étaient venus les chercher pour la dernière fois, à l'occasion de la procession générale du lundi dans l'Octave de l'Ascension. Le 20 juin, dans une assemblée des bourgeois, il avait été décidé qu'on les mettrait à l'abri de la fureur des Huguenots, et, le lendemain 29, le clergé et les citoyens avec l'évêque allèrent en procession générale de Saint-Gervais à Saint-Crépin le Grand. Là, on entendit une messe solennelle et il fut prononcé un discours à la louange des deux patrons de la ville et sur la nécessité de sauvegarder leurs reliques. On porta celles-ci en l'abbaye de Notre-Dame, où elles se trouvèrent en sûreté, à l'abri de bonnes murailles et sous la sauvegarde d'une puissante abbesse, tante de Henri de Navarre et sœur du prince de Condé, commandant de l'armée huguenote (1).

Toutefois les religieux de Saint-Crépin ne s'étaient dessaisis de leur précieux dépôt qu'à cause « de la malice et perniciosité du temps », et on ne livra la fierte à l'évêque qu'après qu'elle eût été vérifiée par plusieurs orfèvres, maîtres-jurés. La description qui en est faite,

(1) *Histoire de Saint-Crépin-le-Grand*, par D. HÉLIE, et *Recueil sur Saint-Crépin*, p. 29 et suiv.

dans l'acte du 29 juin passé à cette occasion, nous la montre comme un précieux objet d'art. Elle était « d'argent verd, autrement dorure, de deux pieds de largeur, de deux pieds un quart de hauteur, et ès cotés bas il y a douze apôtres esquels il y a faute de six mains, et à la couverture et déclivité d'icelle il y a à chacun côté et d'autre la vie de saint Crépin. A l'un des bouts est l'image de Notre-Dame tenante son enfant et deux anges portants chacun un petit chandelier, et à l'autre bout l'image de saint Crépin et saint Crépinien. Il y a dessus une autre petite image portant une couronne, lesquelles dites images sont fermées de chapitaux, fleurons et couronnements, et il y a dessus les chapitaux trois fleurons et couronnements garnis de deux frontons d'argent blanc posés sur les deux bouts ». L'évêque promit « de garder et conserver cette fierte » et de « la rendre aux religieux, quand requis sera ». Malgré cette promesse la châsse de saint Crépin, une fois entrée à Notre-Dame, n'en devait plus sortir, et, à la fin du XVIII[e] siècle, le chanoine Cabaret la vit telle qu'elle avait été décrite dans l'acte de 1562, signé par les notaires Laclef et Lebrun (1).

Cependant la crainte perpétuelle où l'on était à Soissons que les Huguenots expulsés de la ville n'entretinssent des relations avec leurs coreligionnaires de l'intérieur, fit prendre différentes mesures pour sa sûreté et celle du pays. Dès le 6 avril 1561, les gouverneur et argentier, voulurent compléter l'état des défenses ordonné par Henri II, en construisant des magasins pour les vivres et munitions de guerre, « pour en secourir les pays circonvoisins quand l'affaire le requererait ». Ils demandèrent à Charles IX l'autorisation de dresser de nouvelles rues avec une place publique au Mont-Saint-Jean-des-Vignes, renfermé désormais dans l'enceinte fortifiée, entre la croix de Panleu et les anciens fossés, et la concession à la ville de ce terrain pour y bâtir des maisons « et ainsi l'accroistre et embellir, » à la charge d'indem-

(1) CABARET avait fait cette vérification, l'acte à la main. (t. 1[er], p. 26-35.)

niser ceux qui y possédaient des vignes et des jardins. En outre ils priaient le monarque, pour encourager à bâtir et trafiquer en cet endroit, de lui accorder deux foires franches de six jours et un marché le jeudi. Après informations faites sur les lieux mêmes par le trésorier de France en Champagne, et avoir pris l'avis des procureur et receveur du bailliage de Vermandois et de « Jehan Etienne, maistre des œuvres » du bailliage, lequel avait été chargé de faire aussi « un portrait de l'accroissement d'icelle ville », le roi fixa à 10 livres tournois les indemnités pour chaque setier de terrain, les foires au lundi d'après l'Ascension et au troisième lundi de septembre et le marché au jeudi. Il permit aussi de construire des halles, bancs, étaux sur la place du Grand-Marché où ils se tiendraient, mais à condition qu'il n'y eût point à quatre lieues à la ronde d'autres foires et marchés auxquels ils pussent préjudicier (1).

En outre les gouverneur et argentier obligèrent tous les bourgeois à faire une profession de foi devant les officiers du roi, et jurer de prendre les intérêts du monarque et de le défendre contre tous ses ennemis, même au péril de leur vie. Pour les aguerrir et les préparer à la défense de la place, on leur faisait souvent prendre les armes. Les prêtres même ne furent pas exemptés de ces exercices militaires ou sans doute s'y prêtèrent spontanément dans l'intérêt de la défense de la religion catholique. Le 13 septembre 1562, on vit les chanoines, les curés des paroisses de la ville paraître sur la place à une revue générale avec tous ceux en état de porter les armes. On voulait, par ces démonstrations, faire savoir à l'ennemi qu'on était résolu de se bien défendre. Les biens des bannis furent d'abord épargnés, mais la misère publique contraignit de les vendre pour payer les impôts que la nécessité de solder les armées du roi faisait augmenter sans cesse.

IX. — Les Huguenots avaient déjà commis bien des horreurs dans le midi de la France, là où ils étaient les

(1) Lettres patentes datées du 9 novembre 1561, à Saint-Germain-en-Laye, et confirmées par Henri III et Henri IV. (*Société historiq. de Soissons*, Bulletin t. 1er, 2e série.)

maîtres ; ils n'avaient pas massacré moins de deux cents catholiques à Montpellier en 1561. Mais, en 1562, l'affaire regrettable et certainement non préméditée de Wassy leur fut une occasion de mettre à feu et à sang une bonne partie du royaume. Ce massacre avait eu lieu le 1er mars. Condé partit de Paris le 24, accompagné de Théodore de Bèze et de la Noue, pour conduire sa femme Eléonore, prête d'accoucher, à la Ferté-sous-Jouarre, où il avait donné rendez-vous à ses partisans. Le 29, il fit la cène à Meaux avec l'Amiral, d'Andelot et d'autres gentilshommes de sa maison où de ses amis (1). Le 30, il défilait avec tout son monde en armes sous les murs de Paris et on s'achemina vers Orléans. Le 8 avril, il lançait un manifeste à la suite duquel la rébellion devint générale, accompagnée de violences qui ne demeurèrent pas toujours sans représailles de la part des catholiques. Le « saccagement » aurait même, paraît-il, commencé par Meaux, que le prince venait de quitter. Ses soudards, avant de le rejoindre à Orléans, n'avaient rien laissé dans les églises de cette ville, « croix ni calices, meubles quelconques, ymages, chaises, menuiseries, ni aultre meuble. » Ils avaient pillé les maisons des prêtres et des bourgeois catholiques et en avaient tué plusieurs. Accusés à Orléans auprès du prince du pillage de Meaux, ils n'en furent pas moins « réputez et tenus gens de bien et vertueux. » A Orléans même, ils se rendirent coupables des mêmes forfaits, malgré les défenses qui leur furent faites, car elles étaient plutôt au fond une excitation à la spoliation qu'un ordre sérieux (2).

Après le départ de son mari, la princesse de Condé quitta la Ferté-sous-Jouarre pour gagner son château de Muret, avec le marquis de Conty, son fils aîné, âgé de huit ans, et quelques femmes. Sur sa route, elle fut exposée à un grand danger que Théodore de Bèze raconte ainsi : Comme « la princesse s'acheminait, passant par un village nommé Vaudevay, près Lizy-sur-*Ours*, une fourmière de païsans qui estoient en proces-

(1) Théod. de Bèze, *Hist. eccl.*, t. II, p. 5.
(2) Claude Hatton, *Mém.*, p. 147.

sion luy courut sus et à Monsieur le marquis de Conty, à coups de pierres et de bastons de croix et de bannières, sans aucune occasion, sinon que ceste troupe fut suscitée et barée par un prestre malin, en haine de la religion. Or, les feux des troubles commençoient à s'allumer et de toutes parts on voyoit des estincelles! Ceste fureur et rage populaire esmeut ceste bonne dame de telle façon qu'estant sur la fin de son huitième mois, elle accoucha, le jour même, de deux filz par frayeur et avant terme, au village de Gandelu, sans qu'elle eust le loisir de gagner aucune de ses maisons. Et peu de jours après, comme elle estoit courageuse et active, de son naturel, elle se mist en chemin pour aller à Orléans vers Monseigneur son mari, où elle parvint à grandes et difficiles journées ; car vous pouvez penser que les passages estoient ja occupés et qu'il falloit user de ruse et s'exposer en dangers pour faire ce hazardeux voyage (1). »

Telle est la version de Bèze; voici celle que l'on a tirée des meilleurs auteurs; on verra de quel côté est la vérité. Arrivée au delà de Lizy-sur-Ourcq, à *Venderay* (Vendrest), une procession se trouva sur le passage de la princesse. Les pages de son escorte qui entouraient son « carrosse » affectèrent de passer et repasser devant la croix sans se découvrir. Les catholiques, par respect pour la princesse, dissimulèrent leur irritation, ce qui ne fit qu'enhardir les pages, qui se mirent à les insulter, sans aucun respect pour le costume religieux, et à poursuivre les paysans de leurs injures et de leurs railleries. Ceux-ci, voyant que leur patience irritait leurs adversaires au lieu de les calmer, ne purent se contenir davantage. Ils firent pleuvoir une grêle de pierres sur ces étourdis qui lâchèrent le pied et les poursuivirent jusqu'à la litière de la princesse, qui fut aussi atteinte, et, saisie de frayeur, s'évanouit. On eut toutes les peines du monde à la mener jusqu'à Gandelu, où elle accoucha avant terme de deux garçons, dont l'un mourut quelque temps après, et l'autre, qu'on nomma Charles de Condé, devint

(1) *Beza ad Turicenses et Bernates*, 12 avril 1562.

cardinal (1). A peine rétablie à Gandelu, Eléonore alla se reposer à Muret, qu'elle quitta bientôt pour aller rejoindre son mari à Orléans, le grand refuge des protestants révoltés, emmenant avec elle son fils aîné.

Le prince de Condé, la guerre ainsi engagée, et prévoyant qu'Orléans serait assiégé, avait fait partir pour l'Allemagne, sous la conduite de leur grand'mère, la comtesse de Roye, ses autres enfants : le jeune François de Bourbon, âgé de sept ans, Mademoiselle de Bourbon et celui qui était né à Gandelu. Arrivée à Strasbourg, la comtesse se trouva dans la détresse et dut recourir à des emprunts. « Dieu, Madame, lui écrivait pieusement Calvin quelque temps après, a honoré vos petits-enfants en les faisant pèlerins en terre étrangère. »

Que devenaient cependant les catholiques, objets de la haine de l'hérésie en pleine révolte? Un grand nombre de villes étant au pouvoir des Huguenots, partout ils commettent contre eux des atrocités de cannibales, telles que la plume se refuse à les retracer. Que ceux qui reprochent aux catholiques leurs rigueurs, leurs crimes si l'on veut à l'égard des protestants, lisent les Mémoires de Claude Hatton, ils frémiront d'horreur à la peinture des supplices qu'ils firent subir à leurs ennemis et surtout aux prêtres. Ils verront les chefs se repaître du spectacle hideux des vols, pilleries, meurtres, martyres inouïs dont les leurs se rendaient coupables. Pour n'en citer qu'un seul trait, entre mille autres plus affreux encore, parce qu'il eut pour spectateur le prince de Condé, la parole est à notre historien de Provins :

Le curé de Saint-Paterne d'Orléans, âgé de soixante ans, nommé Guéset, ayant été surpris à l'autel revêtu de ses ornements sacrés, est traîné par les rues « en laisse » à la tête de ses paroissiens liés comme lui deux à deux et reste toute une journée exposé à l'une des portes de la ville, « un morion sur la tête ; on le reput d'injures, de coups de bâtons, de crachats au visage comme Jésus-Christ ; » puis on le livra au bailli qui le condamna à

(1) Claude Hatton, *Mém.*, p. 147. — D. Duplessis, *Hist. de Meaux.* — Le duc d'Aumale, *Les Princes de Condé*, t. Ier, p. 139.

être pendu à une potence. « Messieurs le prince de Condé, l'Amiral et d'Andelot estant à Orléans à voir ce spectacle, qui n'en firent que rire en se moquant du dict curé et de la messe. » On lui permit de parler avant l'exécution ; il le fit en termes si touchants qu'il ébranla même les Huguenots et que l'Amiral dit au bourreau « qu'il expédiat » et « sur ce finit ses jours ce bon curé. » Le prince de Condé, ému à son tour, ne put s'empêcher de dire « que véritablement cestoit ung homme de bien et bon pasteur, d'aultant qu'il avoit mis et donné sa vie pour ses brebis, à l'exemple de Jésus-Christ. » Théodore de Bèze, qui se trouvait là aussi, voyant l'émotion du prince, fit sonner le prêche, « mais il eut beau s'escrimer, » plusieurs quittèrent la huguenoterie, rentrèrent dans le sein de l'Eglise et au service du roi. Cette exécution est la plus douce de ceux que rapporte notre auteur (1).

Tels furent pour les catholiques et leurs prêtres les tristes résultats de la prise d'armes de 1562. Sans s'étendre davantage sur les cruautés qui amenèrent de leur part de funestes représailles, il est à propos de remarquer que le parti huguenot était déjà parfaitement organisé et maître d'une partie du royaume où il agissait en souverain, gagnant et perdant des batailles. Condé est fait prisonnier à Dreux par les catholiques, mais le connétable est pris par les protestants et amené à Orléans, où il eut pour hôtesse sa nièce qui avait gardé près d'elle Théodore de Bèze. Cette princesse déploya pendant le siège de cette ville une activité prodigieuse et montra un cœur véritablement héroïque. Mais le duc François de Guise ayant été tué sous les murs de la place investie, le 18 février 1563, par Poltrot, à l'instigation cachée de l'Amiral et de Bèze, il fallut traiter avec les Huguenots. Par la paix d'Amboise, signée le 12 mars suivant, ils obtinrent l'exercice de leur religion, pour les gentilshommes, dans les lieux où ils ont la haute justice ; et pour les bourgeois, en dehors des villes et dans

(1) Voir les *Mémoires* de HATTON, sous l'an 1562, p. 257, et les notes qu'y a ajoutées son savant et impartial éditeur, M. Bourquelot. *(Documents inédits sur l'Histoire de France).*

une ville par bailliage ; la réintégration dans leurs biens et leur rentrée dans leurs pays respectifs.

A la faveur de ces nouvelles concessions, le protestantisme reprit ses allures provocantes. Condé et sa femme continuèrent leurs rapports avec Calvin et Bèze ; le prêche avait lieu chez lui, même lorsqu'il était dans les résidences royales. Ils se montraient les défenseurs des petites églises dans leurs domaines. Condé exprimait publiquement son antipathie pour le culte catholique ; il restait seul lorsque la cour allait à Paris, dont le peuple le haïssait. Ainsi, le roi étant allé de Vincennes à Notre-Dame, le 9 juin, pour une cérémonie, il se joignit au cortège, mais, arrivé au porche, il salua le jeune monarque et se retira au milieu des murmures de la foule. Le soir, au retour, une troupe de cinq à six cents cavaliers armés se présenta tout à coup à la porte Saint-Antoine avec des intentions hostiles, mais il leur échappa en rejoignant le cortège. Ils assaillirent la litière de sa femme, qui suivait à peu de distance, entourée de quelques gentilshommes. La princesse était perdue sans l'adresse de son cocher et le courage de son escorte, dont le capitaine fut tué et cinq autres faits prisonniers (1).

Quoiqu'il en soit, Condé paraît avoir voulu sincèrement l'exécution de la paix d'Ambroise, car, le 15 avril 1564, il écrivait de la Fère qu'on laissât ses coreligionnaires de Roye et de ses terres des environs exercer leur culte hors de la ville et faubourgs, et que son lieutenant en Picardie veillât à ce qu'il n'y eût lieu à aucune collision. Peu après la paix la comtesse de Roye ramenait ses enfants d'Allemagne où elle avait négocié auprès des princes protestants en faveur du parti. L'état affreux où cette première guerre civile avait réduit la France, quoiqu'elle n'eût duré qu'un an, devait justifier aux yeux de tous l'édit de pacification d'Amboise et la nécessité de l'observer, notamment du côté des protestants qui en avaient tous les avantages (2).

(1) Pour ces faits voyez HATTON, p. 147, — *Hist. des Princes de Condé*, t. Ier, p. 258, — *Mém. de Condé et Journal de Bruslart*.

(2) Voyez *Mém.* DE VILLEROY, année 1563 (Collect. MICHAUD). Nous

Aussi de tous côtés ils s'efforcèrent de les mettre à profit. Les prêches se multiplièrent, des temples s'établirent en grand nombre. Au diocèse de Soissons, il y en eut un nouveau à Nogentel, près de Château-Thierry, dans un château aujourd'hui totalement ruiné, appelé la *Maison-Forte*, et les Huguenots tinrent aussi des assemblées dans cette ville. De là la secte gagna les villages voisins, où elle jeta de si profondes racines que Monneaux, hameau d'Essômes, conserva toujours depuis un temple et un ministre, ses habitants étant presque tous protestants (1). Il y avait aussi à Baune des *fidèles* qui, en 1562, adressaient à l'*Eglise* de Genève une lettre signée Bétaut, sans doute un prédicant (2). La Ferté-Milon en possédait un assez grand nombre dans ses murs pour former, selon le style huguenot, une *Eglise*. Malgré leur antipathie pour l'article de la paix concernant le retour des protestants bannis, les notables de Soissons, dans une assemblée tenue au beffroi le 23 mai 1563, se résignèrent, après une longue et orageuse discussion, à les recevoir, pour obéir aux ordres du roi. On n'imposa pas d'autres conditions à leur rentrée que celle de ne pas travailler les jours de fête et de s'abstenir de tout scandale pouvant causer quelqu'émotion parmi les catholiques et ranimer les anciennes querelles.

Mais un triste enchaînement de circonstances ne tarda pas à faire sentir aux Soissonnais catholiques l'inefficacité de cette mesure à l'égard de ces éternels perturbateurs du repos public, sur la modération desquels il n'était plus permis de compter. La peste, qui exerçait ses ravages sur plusieurs points de la France, se déclara dans la ville au milieu de l'été, surtout dans la rue des Cordeliers, d'où elle s'étendit rapidement dans les autres quartiers, faisant de nombreuses victimes. On attribua le développement du fléau aux exhalaisons qui s'élevaient de l'ancien lit de la Crise, supprimé lors de la

aurions voulu pouvoir ici encore citer le tableau navrant que fait de la France, en cette année, un personnage aussi considérable.

(1) HÉBERT, *mss.*, t. II, p. 38 et 576.

(2) *Bulletin du Protestantisme*, DOUEN, p. 26.

construction des nouveaux remparts, et transformé en un égout infect qu'on n'avait pas encore eu la précaution de combler. Pour le faire cesser on eut recours aux moyens employés d'ordinaire dans ces temps de foi. On fit, le 25 août, une grande procession où furent portées, pour la dernière fois, les riches et célèbres châsses de saint Médard et de saint Sébastien. Les bourgeois y parurent en armes, afin de prévenir toute tentative de désordre de la part des Huguenots contre ces reliques qu'ils abhorraient, comme objets d'un culte idolâtrique, et qu'ils devaient bientôt en effet voler et profaner odieusement (1).

La peste ayant disparu, Charles IX parcourut ses états avec sa cour pendant les années 1563, 1564 et 1565, ayant avec lui le jeune roi de Navarre. Dans un de ces voyages, en 1563, ayant couché au château de Moy, selon les uns; chez un nommé Jésus, à Mons-en-Laonnois, selon les autres, le plancher de sa chambre s'étant écroulé il faillit perdre la vie. Il rendit, étant en Roussillon, un édit fixant le commencement de l'année civile au 1er janvier, à partir de 1567. On sait que du temps de Charlemagne elle commençait à Noël et depuis le IXe siècle à Pâques. A Soissons, on observait encore l'ancienne coutume au XIIe, témoin une charte de Joslein de Vierzy, qui l'indiquait à Noël, mais la nouvelle pratique y fut aussi adoptée dans la suite (2).

Dans cet intervalle de paix, Charles IX, pour subvenir aux besoins de son trésor épuisé, rendit, au mois de mai 1563, un arrêt qui ordonnait au clergé d'aliéner de ses biens jusqu'à concurrence de 1,000 écus de revenu. Le prince de Condé, en bon Huguenot qu'il était, profita de cette occasion pour augmenter son domaine du comté de Soissons. A Laon, siège du bailliage de Vermandois, on vendit au plus offrant des justices et sei-

(1) DORMAY, t. II, p. 462 et suiv. — *Hist. de St-Crépin*, par D. HÉLIE. — *Mém. de Condé*, édit. SECOUSSE, t. Ier, p. 149 et t. V, p. 240. — CABARET, t. II, p. 172. — ROUSSEAU, t. II, p. 75.

(2) Ancien Bréviaire *ms.* communiqué à M. Devismes, auteur de l'Histoire de Laon, et ancien livre des Collectes, *ms.* de la bibl. de Laon.

gneuries des abbayes de Saint-Médard, Saint-Crépin-le-Grand, Saint-Crépin-en-Chaye et Saint-Léger, des prieurés de Saint-Pierre-à-la-Chaux et de Coincy, des chapitres de Saint-Gervais et de Saint-Pierre-au-Parvis, de la trésorerie de la cathédrale, de la commanderie de Maupas et de l'évêché. Condé fut du petit nombre des amateurs peu scrupuleux qui se présentèrent. Il les acheta et prétendit même réunir toutes les justices de Soissons et une partie de celles des localités voisines de cette ville, au comté de Soissons, que le roi lui avait rendu après le lui avoir enlevé par une ordonnance du 14 mai 1562. Cette vente forcée fut toutefois annulée lorsque le clergé, lors de la guerre de 1569, offrit pour s'exempter de l'aliénation, une somme de 324,000 liv., le roi ayant ordonné au lieutenant-général de Laon de remettre les choses dans leur premier état (1).

Condé, du reste, ne faisait trève avec les agitations de la guerre, le soin de ses intérêts, les fluctuations de la politique et les intrigues ténébreuses des partis, que pour se livrer au débordement de ses passions dont s'entretenaient la cour et la province. Elles eurent même assez de retentissement pour arriver jusqu'à Genève, d'où Calvin et Théodore de Bèze lui envoyaient, au mois de septembre 1563, des remontrances sur le tort que sa conduite causait à la religion et au parti de la Réforme. Le prince ayant quitté la cour pour se joindre à l'armée de Normandie, Eléonore et sa mère allèrent s'établir au Gaillon, où elles tombèrent l'une après l'autre gravement malades. Ces deux dames durent reprendre le chemin du château de Muret, où Condé revint aussi passer de courts instants après la prise du Havre, avec la Rochefoucauld et le prince de Porcien, son neveu. Deux de ses enfants : Madeleine, âgée de trois ans, et Louis, âgé de dix-huit mois, y moururent en 1563. Eléonore était plongée dans le chagrin, lorsqu'elle apprit la scandaleuse aventure d'Isabelle de Limeuil, de l'*escadron* de la reine-mère, dont les relations intimes avec son mari étaient de notoriété publique, tandis que

(1) Dormay, t. II, p. 454, et Rousseau, *mss.*

la maréchale de Saint-André ne cachait pas non plus les siennes avec le prince qu'elle espérait épouser après la mort de sa femme que sa faiblesse faisait regarder comme prochaine.

En effet la princesse, épuisée par tant d'émotions, d'inquiétudes, de courses, de fatigues, de maladies, de grossesses réitérées, ne put résister cette fois, malgré sa fierté et la fermeté de son caractère, au chagrin cuisant que lui causaient les infidélités d'un mari volage. Quoique affectée d'une hémorragie violente, elle put encore aller passer un instant à la cour à Fontainebleau, espérant peut-être ramener le prince à une conduite plus digne de son rang. Elle en partit avec la duchesse de Ferrare, la reine-mère ayant déclaré que le culte réformé ne pouvait être toléré là où se trouvait le roi. Elle revint à Condé-en-Brie avec sa mère, sa sœur, ses quatre enfants, Henri, Marguerite, Françoise et Charlotte, de Garennes, gouverneur de Henri, la dame de Saint-Cyr et sa fille, mademoiselle des Fossés, gouvernante de Marguerite, des filles d'honneur, les ministres Lespine et Pérusselle, toute une cargaison huguenote. Pérusselle avait assisté Condé dans sa captivité et était son chapelain. Eléonore put encore une fois rejoindre la cour à Troyes, en avril 1564, pour y soigner son mari malade et y écouter les plaintes de ses coreligionnaires qu'elle transmit à Catherine de Médicis.

De retour à Condé, elle fit une rechute au mois de mai, cette fois si grave que le prince vint près d'elle, mais cette vie au chevet d'une malade, qui avait la mort peinte sur le visage, ne lui plut guère, aussi s'occupait-il moins d'elle que de ses plaisirs. « Venez, écrivait-il à Porcien le 6 mai, voir et consoller vostre bon parent et ami qui est fort ennuyé de l'extrême maladie qu'a sa femme, avec levriez et aussy vos chevaulx et armes. Mes chevaulx et armes arriveront aujourd'hui en ce lieu. Espérons que si vous venez nous aurons moien de nous réjouir si Dieu plaist (1) ». Eléonore, qu'il quitta bientôt, après s'être occupé de chasses et de plaisirs, écrivait

(1) *Hist. des Princes de Condé*, t. Ier, p. 509, pièces...

le 25 mai, au maréchal de Montmorency que son flux de sang avait cessé, mais sans espoir qu'il ne reviendrait pas, « m'attendant, ajoutait-elle, à ce qu'il plaira à Dieu de m'envoyer et en déterminer ». Le cardinal de Châtillon, qui était venu la voir à Condé, témoin de ses souffrances, écrivait, le 4 juillet, à l'évêque d'Aqs que ses forces diminuaient à vue d'œil, ce qui l'empêchait de quitter Condé « ne faisant qu'attendre l'heure bien souvent que Dieu la veuille appeler à soye pour les grandes et estranges douleurs qu'elle souffre qui la rend et ceulx qui l'aiment si affligés que vous pouvez penser (1) ». Elle manda sa position au prince, qui accourut près d'elle pour lui donner ses soins, affirma sa foi protestante devant les deux ministres, fit son testament, dit adieu à ses enfants, donna de touchants avis au marquis de Conty, son aîné, âgé de douze ans, exprima par des soupirs et des paroles pieuses sa résignation et son espérance au Seigneur. Éprouvant parfois une sorte d'hallucination mystique elle recommandait son âme à Dieu et, après une courte agonie, elle expira le 23 juillet 1564, à l'âge de vingt-huit ans. Triste et déplorable exemple des illusions que peut inspirer l'erreur : elle finit dans les sentiments de piété tels que peut les inspirer la religion de Luther et de Calvin (2).

La dépouille mortelle de la pauvre princesse fut transportée au château de Muret, où étaient morts Louis, frère jumeau de Charles, cardinal de Vendôme, puis de Bourbon après son oncle, et Madeleine en 1563. La noble famille de Roye avait fondé, au commencement du XVI[e] siècle, pour sa sépulture, une chapelle de la Vierge dans l'église de Muret située près de la porte du château. Antoine de Roye, grand-père d'Eléonore, y reposait, selon une inscription que l'on avait placée sur la muraille de la chapelle (3). Le corps de la prin-

(1) *Ibid.*

(2) *Hist. de Soissons*, par DORMAY, t. II, p, 451, etc. — *Hist. des Princes de Condé*, par le duc D'AUMALE. — *Revue des Deux Mondes*, du 15 février 1877. — *Eléonore de Roye*, par le comte Jules DELABORDE, Paris, 1876.

(3) Matthieu HERBELIN. — *Bulletin de la Société historique de Soissons*, t. XIX, p. 154, 1865.

cesse fut-il déposé, avec ceux de ses enfants, dans un caveau pratiqué sous l'église? On peut le croire si l'on songe que Condé était tout puissant en ce lieu et que les protestants s'emparaient des églises catholiques à leur convenance. Il y avait toutefois une autre chapelle au château qui a bien pu servir au prêche. L'aîné des enfants d'Eléonore hérita des titres de prince de Condé; son autre fils, François, devint prince de Conty et épousa en secondes noces Marguerite de Lorraine, fille de Henri, duc de Guise.

Leur père, sans cesser ses relations avec la Limeuil, se remaria au bout d'un an avec Françoise d'Orléans, sœur de Léonor, duc de Longueville. Ce mariage, qui eut lieu en 1564, lui procura, outre de grands biens, l'usufruit du comté de Soissons dont il avait le titre. Des trois fils issus de ce mariage, l'aîné seul, nommé Charles, survécut et ne mourut que sous Louis XIII, portant la qualité de comte de Soissons. Condé supplia le roi d'être son parrain, mais Charles IX ayant posé pour condition que le baptême se fit dans la religion catholique, il renonça à cet honneur. La princesse sa femme, qui devait devenir veuve à trente-deux ans, fit élever ses enfants dans le sein de la vraie Eglise et y devait mourir elle-même en 1601 (1).

Malgré l'édit de pacification, les intrigues ne continuèrent pas moins entre les partis et il ne fallait qu'une étincelle pour raviver le feu de la guerre civile. De retour du concile de Trente, le cardinal de Lorraine fit de vaines tentatives pour détacher le prince de Condé de l'Amiral. Soit qu'il se fût arrêté en passant, à Soissons, soit qu'il fût venu exprès en cette ville, « où le prince vivait retiré, depuis son veuvage, auprès de sa sœur Catherine, abbesse de Notre-Dame, » toujours est-il que le prélat eut, au mois de décembre 1564, des entrevues dans ce monastère avec Condé et qu'elles avaient été ménagées par Catherine, qui dut y employer ses bons offices. Cela donna de l'inquiétude « à ceux de la religion qui n'en étoient fort contents. » Claude Dubourg,

(1) DORMAY, t. II, p. 457. — Le duc D'AUMALE, dit que Charles IX, se fit représenter à ce baptême à la huguenote.

conseiller au Parlement, personnage fort considéré dans son parti à cause du « martyre » de son frère Anne Dubourg, brûlé à Paris, et par son mérite personnel, adressa au prince une épître afin de le mettre en garde contre les embûches de ses ennemis et lui remontrer que toute alliance où ne seraient pas comprises les maisons de Guise et de Châtillon n'aurait aucun résultat pour la paix du royaume (1). La rupture de ces conférences vint mettre un terme aux alarmes des réformés dont le repos de l'Etat n'aurait pas avancé les affaires. Le cardinal partit pour Paris.

X. — Le concile de Trente ayant été terminé le 3 décembre 1563, l'évêque de Soissons avait dû revenir avec son métropolitain, en compagnie duquel il y était allé. A son arrivée, il vit non-seulement les immunités de son évêché méconnues dans le conseil du roi, sa justice de Soissons et sa seigneurie de Belleu vendues à l'encan au prince de Condé par les officiers royaux, mais encore les biens de ses abbayes de Val-Roi, de Beaulieu et de Saint-Bâle pillés et saccagés par les religionnaires. Toutefois il ne s'en montra pas moins tolérant à leur endroit, et, secondé dans ses vues pacifiques par les sages mesures de police que prit le gouverneur de Soissons, son frère Sainte-Preuve, l'ordre ne fut pas troublé dans cette ville pendant les années suivantes (2).

Charles de Roucy eut, comme tous ses collègues dans l'épiscopat vraiment attachés à la pure doctrine de l'Eglise, la douleur de voir le Parlement s'opposer à la publication du concile de Trente en France, sous prétexte qu'il contenait des dispositions contraires aux usages du royaume et aux Libertés de l'Eglise Gallicane. Charles de Lorraine n'en résolut pas moins de tenir un concile de la province de Reims pour y faire recevoir les règlements arrêtés par les représentants de l'Eglise universelle, avec la sanction souveraine du vicaire de Jésus-Christ. Il convoqua à Reims, pour la fin de novembre 1564, les évêques et le clergé du second ordre

(1) Dormay, t. II, p. 464. — Rousseau, *mss.* — *Hist. des Princes de Condé*, t. I^er^, p. 272.
(2) *Ibid.*, t. II, p. 454. — Rousseau, t. II, p. 75.

de la province. L'évêque de Soissons se rendit à son appel le 25 de ce mois, pour assister à une réunion préparatoire où on régla le cérémonial du concile et l'ordre des préséances. Le lendemain 26, on fit l'ouverture de l'assemblée et le cardinal en exposa les motifs dans un discours. Charles de Roucy, son premier suffragant, célébra la messe du Saint-Esprit et Me Jean Lépaulart, doyen du chapitre de Soissons, licencié en droit canon, fut appelé aux fonctions de promoteur. Avec eux étaient venus de Soissons Antoine Bonseré, trésorier du chapitre et délégué de cette compagnie ainsi que Lépaulart; Jacques Lefèvre, religieux délégué de Saint-Crépin-le-Grand; Me Ponce de Nouvion, chanoine régulier, délégué de Saint-Léger.

Le promoteur Lépaulart s'éleva contre l'érection de Cambrai en métropole, au préjudice de celle de Reims, rejeta les pièces qu'on avait envoyées sur cette affaire et conclut à ce que les évêques de Cambrai, Arras, Tournai et Saint-Omer fussent, malgré les bulles du pape, déclarés contumaces pour ne s'être excusés de n'être pas venus au concile. Mais l'assemblée jugea plus sage de faire remettre par le cardinal cette question à la décision du roi qu'elle touchait également et d'adresser une réclamation au Saint Siège.

Voulant le premier donner l'exemple de la réforme, le cardinal offrit au concile de remettre tout d'abord son administration au jugement des évêques de Soissons et de Châlons, auquel il se soumettrait humblement. Cette manière de procéder à la réforme parut à quelques-uns d'une exécution difficile et ils proposèrent d'en faire l'application à chaque évêché pour que le rapport en fût fait au prochain synode. Le promoteur dit que : ce serait grande honte si l'assemblée se séparait sans avoir rien conclu pour la réformation des mœurs, et il entraîna à son sentiment tous les députés des évêques (absents). Toutefois, l'archevêque prouva qu'il n'avait pas voulu faire une promesse vaine en prenant deux de ses comprovinciaux pour juges de ses actes; car, en 1565, se voyant menacé dans son diocèse, il ne crut pas pouvoir s'en absenter sans avoir préalablement demandé à

ceux-ci leur avis. Et ce ne fut que quand ils eurent décidé que, eu égard aux circonstances, il pouvait le quitter pour se mettre en lieu sûr, qu'il se crut exempté temporairement de la résidence.

L'évêque de Soissons eut, en ce concile, le mérite d'agréer, le premier, le décret concernant les concubinaires publics et la gloire de défendre les droits des curés qui avaient fait parvenir à l'assemblée leurs plaintes relativement aux tributs qu'on leur devait pour l'administration des sacrements. Il remontra aux Pères que certaines cures n'offrant que de médiocres revenus, ne suffisaient pas pour faire vivre le prêtre et qu'il fallait conséquemment lui assigner, en ce cas, une pension *congrue* ou convenable. Il soutint aussi qu'on ne devait pas non plus célébrer une autre messe que la grande, dite ordinairement le matin. Lépaulart, comme procureur du chapitre de Soissons, dit : que les curés ne devaient rien prendre pour l'administration des sacrements, mais qu'ils pouvaient se faire payer la sépulture ; que c'était une chose indigne que les nobles contraignissent quelquefois les curés à célébrer la messe ; qu'il fallait pourvoir à la pauvreté des églises cathédrales et paroissiales par l'union d'autres églises, et que si les peuples offraient quelque chose aux curés par charité, ils pouvaient l'accepter.

Cet incident paraît avoir été soulevé principalement par une requête adressée au concile par le curé de l'Epine-au-Bois, du diocèse de Soissons, dont le cardinal avait donné lecture. Les curés du doyenné de Chézy s'y plaignaient de la modicité de leur revenu et de l'obligation de la résidence qu'on voulait leur imposer malgré cette modicité. Les uns furent d'avis que la plainte fut renvoyée à l'Ordinaire, qui était l'évêque de Soissons, d'autres en émirent un contraire et l'on décida que les plaignants lui seraient en effet renvoyés en première instance et qu'ils pourraient ensuite appeler de son tribunal au concile.

Le promoteur requit des pères assemblés : que l'évêque de Beauvais qui n'avait ni comparu, ni envoyé de procuration, fût déclaré contumace. Cet évêque n'était autre

que le fameux Odet de Châtillon, cardinal, archevêque de Toulouse, et en même temps évêque de Beauvais, fils du maréchal Gaspard de Coligny et frère de d'Andelot et de l'Amiral. C'était un homme aussi distingué par son esprit et par ses talents que par sa naissance mais qui, comme ses frères, se laissa séduire par l'hérésie, embrassa le calvinisme, se maria, fut dépouillé de la pourpre et mourut en Angleterre en 1571, empoisonné par son valet de chambre. L'archevêque s'étant récusé dans cette affaire, à cause de l'inimitié qui existait entre sa maison et celle de Châtillon, l'évêque de Soissons dut prendre la présidence du concile lorsqu'elle y fut portée. Charles de Roucy chercha d'abord à excuser, pour cette fois, le prélat absent, mais pressé par ses collègues, qui ne manquaient pas d'objections contre cette indulgence à l'égard du coupable, et par le réquisitoire du promoteur Lépaulart, qui concluait à sa condamnation comme hérétique, il proposa d'en écrire au roi. Cette proposition acceptée, l'évêque président prononça ces mots : *Maneat, ut vult hæc sancta synodus, contumacia et scribatur ad regem* (1).

A l'issue de la messe d'actions de grâces célébrée le 29 novembre, on fit la lecture solennelle des statuts du concile et le prochain synode fut fixé à Soissons le deuxième dimanche après la Trinité de 1566, mais il n'eut pas lieu. Louis II, cardinal de Guise, successeur de Charles II de Lorraine, en tint un à Reims en 1583, où l'on dressa vingt-sept canons de discipline et une profession de foi basés sur les décrets de Trente. Charles de Roucy y arriva le 2 mai, veille de l'ouverture, et Jean de Piles, abbé d'Orbais, chanoine de Reims, fut l'un des secrétaires de l'assemblée.

Charles de Roucy s'étudia à rendre sa vie épiscopale conforme aux admirables prescriptions du concile de Trente, dont il avait été l'un des pères. Selon l'arrêt du Parlement du 17 janvier 1560, conforme au droit canonique, il obligea les curés à la résidence. Aux impiétés

(1) *Actes de la Province de Reims*, t. III, p. 151. — MARLOT, *Hist. de Reims*, t. II, p. 820.

huguenotes il opposa les prières publiques et particulières et des actes d'une ardente charité. En 1565, il fit célébrer pompeusement le jubilé dans tout son diocèse. A Saint-Crépin-le-Grand, veuf de la châsse des Saints Martyrs, on descendit celle de saint Bandry et l'on fit, le 15 juin, une procession générale « pour les nécessités publiques » (1). En cette année, les blés ayant été attaqués de la nielle, il y eut dans le Soissonnais une disette telle que le blé monta à 60 ou 80 livres le muid, mesure de Soissons. Charles de Roucy vint au secours de ses diocésains. Ses greniers étant remplis de grains un marchand se présenta pour les lui acheter. Le prélat feignit quelques hésitations à s'en défaire, d'autres marchands lui en offrant, disait-il, un prix plus élevé, et il remit le marché au lendemain, invitant le marchand à venir débattre le prix du grain avec eux. Lorsque celui-ci se présenta tous les pauvres de la ville étaient rassemblés dans la cour du palais épiscopal. « Voici, lui dit-il, mes marchands qui me promettent le paradis en récompense du pain que je leur donne ; avez-vous un prix meilleur à m'offrir? » Le marché était conclu. Le clergé soissonnais imita la charité généreuse de son chef, tandis que les protestants et leurs ministres continuaient de conspirer, dans leurs prêches, partout le royaume et surtout en Picardie, ne cherchant qu'à troubler la paix, bouleverser l'Etat en ruinant l'Eglise et à augmenter la misère publique par leurs sauvages pilleries.

A la disette vint se joindre un hiver si rigoureux qu'on le regarda comme une punition du ciel. La gelée commença le 15 décembre et se prolongea avec une telle intensité qu'on traversait les rivières avec des chariots chargés, tant la glace avait de solidité, et qu'on trouva sur les chemins des cadavres de personnes mortes de froid. Une récolte admirable vint réparer les maux causés par cette affreuse saison. On ramassa avec des balais les blés égrainés dans les champs par le vent, ce qui fit donner à cette année la dénomination

(1) *Recueil sur Saint-Crépin-le-Grand*, p. 275.

d'*année aux blés grugés* (1). Le corps des marchands de Soissons ayant obtenu du roi, en 1566, une juridiction consulaire, fonda à cette occasion, à la cathédrale, une confrérie de saint Marcoul, qui célébrait sa fête le 7 juillet dans la chapelle du Sépulcre.

Du reste le développement du protestantisme en France ne fut pas en tout nuisible au catholicisme. Il eut au moins cet heureux résultat de ranimer le zèle et la science au sein du clergé. « Les évêques et docteurs, théologiens, curez, dit Castelnau en ses Mémoires sous l'année 1562, les religieux et autres pasteurs catholiques commencèrent à penser en ces nouveaux prescheurs si désireux et ardens d'avancer leur religion, et dès lors prirent plus de soin de veiller sur leur troupeau et au devoir de leurs charges, et aucuns à estudier ès sainctes lettres à l'envy des ministres protestans qui attiroient les peuples de toutes parts, et craignans que les dicts ministres n'eussent l'advantage sur eux par leurs presches et iceux attirassent les catholiques, ils commencèrent aussi à prescher plus souvent que de coutume, en advertissant les auditeurs de se garder des hérésies des nouveaux dogmatisans, sur peine d'encourir la haine de Dieu en se départant de la vraie église » (2).

Les plus « politiques » pour combattre le protestantisme exposaient ie danger que faisaient courir à l'Etat les nouveautés en matière de religion. « Les jésuites, tous les mandians et autres religieux, qui preschoient aussi plus qu'auparavant, alloient par les villes, villages et maisons particulières admonester un chascun de la doctrine des protestans. Et les évesques envoyoient quérir des pardons et jubilez à Rome, pour faire jeûner les peuples et les convier à prier pour la manutention de la vraye Eglise catholique, et plusieurs ne pouvoient tenir de dire qu'il falloit empescher les protestans de prescher puisque la justice n'en tenoit compte. Toutes

(1) *Ibid.* et *mss.* de BERLETTE, de CABARET et de Pierre-Louis BRAYER. — *Hist. du Valois*, t. II, p. 619. Il y a des doutes sur l'année précise de cette disette et de la récolte extraordinaire que l'abbé CARLIER croit être celle de 1567.

(2) CASTELNAU, *Mémoires*. (Collect. MICHAUD.)

ces choses empeschèrent beaucoup les ministres qui ne preschèrent qu'en crainte : de là commença à naître et s'enraciner une plus grande haine qu'auparavant entre les catholiques et les protestans. »

Aussi la nécessité de la défense personnelle et des propriétés de l'Eglise ne mit pas seulement les armes aux mains des gentilshommes, des bourgeois et des paysans, mais elle fit prendre la dague et l'arquebuse aux ecclésiastiques. « Les chanoines, dit Brantôme en la *Vie de François Ier*, s'y aidoient aussy bien de l'épée que du bréviaire. » En 1567, le roi rendit en effet un édit par lequel il permettait aux gens d'église de porter les armes pour la défense de la religion catholique, de s'enrôler dans ses troupes, sans encourir l'irrégularité, assurant : « que de ce faire il avoit obtenu la licence du Saint-Père le Pape de Rome », « ce qui fut cause, dit Hatton, que plusieurs prestres, moynes et religieux de différents monastères, tant rentez que mendians, quittèrent le bréviaire et l'habit, s'enrôlèrent soubs des capitaines et s'en allèrent à la guerre. Il n'y alla, ajoute-t-il, que les plus jeunes et les plus éventez, moins dévots et aymans leur religion, comme aussy des prebstres séculiers » (1).

(1) Claude Hatton, *Mémoires*, p. 449 et *passim*.

PÉRIODE DE LA RENAISSANCE.

LIVRE TROISIÉME.

Seizième siècle.

(Troisième Partie.)

DEPUIS LA PRISE D'ARMES DES PROTESTANTS, EN 1567, JUSQU'A LA SAINT-BARTHÉLEMY, EN 1572.

SOMMAIRE. — I. Les protestants s'agitent de nouveau, projettent d'enlever le roi et se préparent à la guerre. Voyages de la cour. L'amiral de Châtillon se met en marche. Affaire de Meaux. Charles IX échappe aux Huguenots. Marche de ceux du nord sur Soissons ; terreur en cette ville. Lépaulart, prieur de Saint-Crépin, et curé de Cœuvres, va aux informations ; on cache le mobilier de cette abbaye. — II. Surprise de Soissons par Vandy. On enlève les objets précieux des églises. Occupation de la ville par les Huguenots ; fabrique de poudre aux Cordeliers, pillage général. Dévastation de Saint-Gervais, Saint-Jean, N.-D.-des-Vignes, Saint-Léger, Saint-Médard, etc. — III. Saint-Crépin-le-Grand menacé ; Lépaulart s'obstine à y rester, les Huguenots y entrent ; transport des reliques à Notre-Dame. Sauvegarde du prince de Condé et première tentative de pillage à Saint-Crépin. Charles de Roucy en fuite, la princesse de Condé à l'évêché. Lépaulart se retire près de son frère le doyen. Incendie de son abbaye. — IV. Le prêche à la Cathédrale ; discours des ministres ; controverse entre Lépaulart et les Huguenots ; il propose la Confession d'Augsbourg, assiste à la cène et discute sur les temples et les images. Des catholiques vont au prêche ; principaux ministres prêchant à Soissons. Lépaulart et le ministre Hélin ; controverse sur la messe et le purgatoire. Plaintes du prieur et espérances de paix. Discussion sur les ministres et les prêtres. Discussion à propos du Seigneur de Cœuvres. — V. Les Huguenots fortifient Soissons. Nouvelles de l'armée de Condé. Meurtre de plusieurs prêtres par les Huguenots. Vente du mobilier des églises. Départ de la princesse de Condé. Garnisons de Compiègne, Attichy, Berzy, Pierrefonds, etc. Situation des Soissonnais et générosité des Huguenots. Les environs d'Oulchy et de Neuilly rançonnés. Supplice de plusieurs prêtres Les Huguenots de Vic-sur-Aisne manquent Attichy. Un moine de Saint-Crépin, soldat. Avantages remportés par la garnison de Chauny. — VI. Genlis de retour à Soissons. De certaines coutumes de l'Eglise. Lépaulart, se justifie, perd son argent, discute avec son frère, propose des réformes. Le monastère de N.-D. visité par les Huguenots. Discussion sur cette guerre, sur la justice et l'enseignement. L'égorgement présumé des Huguenots. Lépaulart malade à la Syrène est visité par Vandy, sa tristesse, ses reproches, il refuse d'aller à N.-D. Les Huguenots rejettent les fêtes. *Huguenots et papistes.* Origine du mot Huguenot. — VII. Effets de Lépaulart pillés ; ruine définitive de Saint-Crépin et de Sainte-Geneviève, prédictions du prieur sur cette guerre. Mort de deux soldats. Le doyen va au prêche ; pillage

des ornements pontificaux. Soumission du prieur au concile de Trente; l'Evangile prêché par persuasion. Reproches de l'évêque au doyen et dernière dévastation de la cathédrale. — VIII. Excursions des Huguenots; ils sont repoussés de la Ferté-Milon. Dévastation de Longpont, de Bourfontaine, de Valsery, de Coincy, d'Orbais. Gomer tué à Orbais et massacre de l'abbé de la Croix. Vente du Breuil. Courses des garnisons de Soissons, de Fismes et de la Ferté-Milon. Soissons menacé d'un siège, surprise de Fismes et saccagement du Mont-N.-D., la collégiale est brûlée et les reliques de saint Rufin et saint Valère sont sauvées. — IX. Paix de 1568, publiée à Soissons; évacuation de la ville; départ de la Chapelle de Soissons, et du Prince de Condé de Muret. Destitution de Ramus et de Nicolas Charton. Nouvelle prise d'armes des Huguenots; Genlis échoue contre Soissons; mort de Condé à Jarnac et fin de la troisième guerre civile. Charles IX à Villers-Cotterêts.

I. — La guerre avec les calvinistes se faisait aussi facilement que la paix; on n'avait pas plus tôt laissé les armes qu'on les reprenait; toujours on était en fermentation. Le Conseil du roi, dirigé par la reine-mère et le cardinal de Lorraine, dût prendre, en 1567, de nouvelles mesures pour se mettre à l'abri des coups des sectaires. On leva 6,000 Suisses et on demanda de nouveaux subsides au clergé. Le 13 août se tint à Soissons, en la salle de l'évêché, une assemblée du clergé du diocèse. On y fit lecture des lettres du roi, des députés et syndics de l'Eglise gallicane et du cardinal de Lorraine par lesquelles on demandait 9 millions 300 mille écus, en outre des 700 mille livres déjà versées par le clergé pour le paiement de 16 millions de dettes que les deux prédécesseurs de Charles IX avaient laissées. Les lettres du cardinal mandaient aussi qu'on envoyât des députés du diocèse à l'assemblée générale qui aurait lieu à Paris au mois de septembre. On décida de remontrer au roi et à son conseil : que les biens et revenus ecclésiastiques étaient fort diminués par l'édit d'aliénation, que plusieurs grands seigneurs n'avaient pas rendu ce qu'ils avaient acheté quoiqu'on les eût remboursés, que les dîmes étaient réduites « et moult détériorées, qu'aucuns ne vouloient plus payer » et que Sa Majesté voulût bien avoir égard à ces considérations. La somme demandée fut néanmoins votée avec 4 décimes annuels. Des procureurs « d'abbayes et de collèges » (collégiales) s'étant plaint aussi que des seigneurs ne voulaient pas restituer ce qu'ils avaient acquis, l'assemblée fut d'avis

qu'il n'en fût pas parlé de peur d'irriter les princes.

Ce furent les seules résolutions prises en cette réunion du clergé soissonnais, et pourtant les Huguenots ne cessèrent de reprocher aux catholiques qu'ils avaient alors « conclu et octroyé grandes sommes d'argent » au roi pour les tuer, exterminer et égorger tous en une nuit comme les Templiers jadis. Le fait est que ces votes d'argent et ces enrôlements de troupes inquiétaient les Huguenots, qui se plaignaient toujours d'être persécutés, tandis que c'étaient eux qui ne cessaient de vexer et d'insulter les catholiques et de porter le trouble dans l'Etat. Prenant pour prétexte qu'on en voulait à la liberté du prince de Condé et autres chefs du parti, ils projetèrent de surprendre, le 4 septembre 1567, les principales villes du royaume. Ils poussèrent même l'audace jusqu'à vouloir, en même temps, enlever le roi pour le soustraire aux princes lorrains et autres de son conseil.

Le bruit d'une nouvelle rupture ne tarda pas à arriver dans le Soissonnais. On disait le prince de Condé « parti de la cour malcontent du roy et de la reine-mère, pour quelques hardis propos », laissant pour adieu des pièces en « rytmes françaises » où « il tançait aigrement la cour des vices qui ont accoutumé y régner » ; qu'il s'était retiré à Valence « ès pays d'aménité et invitait tous gens nobles et de bon esprit, leur promettant de fournir de bons maîtres tant pour l'art militaire et exercices d'armes que pour bonnes études de lettres et pure religion », qu'il avait encouru l'indignation du roi parce qu'il avait offert 50 mille hommes pour le bien public. On disait aussi, dans le Soissonnais, que plusieurs seigneurs s'indignaient de l'arrivée de six mille Suisses du fait des Guise, du cardinal de Lorraine et autres du clergé. Mais de tout cela les chefs protestants n'avaient pas l'air de s'occuper et la cour ne s'en inquiétait pas du tout. L'Amiral, qui était l'âme de l'entreprise, pour mieux cacher son jeu, s'était retiré à Châtillon-sur-Loing, « soignant son mesnage et faisant travailler à ses vignes » ; Condé était tout à ses lévriers et à ses chasses et d'Andelot s'occupait à embellir son parc de Tanlay. Les Guise eux-mêmes, pour couper

court à tout prétexte d'exciter une nouvelle guerre civile, avaient quitté la cour.

Celle-ci, partie de Compiègne avec le roi, « circuyoit les rives de Picardie et muoit journellement de place », voyageant à petites journées et s'arrêtant là où elle pouvait se livrer au plaisir. On n'y parlait que de bien passer le temps et aller à la chasse. Condé qui, l'année précédente, avait visité les places de son gouvernement de Picardie (1), avait écrit d'Anizy, le 14 février 1567, à d'Humières, son lieutenant, de réserver certain gibier pour le roi qui devait passer en ces quartiers-là. De la Fère Charles IX arrivait à Saint-Quentin le 23 août, et y rendait une ordonnance sur les grands jours de Poitiers ; puis il traversait le Laonnois pour gagner Marchais et aller à Fère-en-Tardenois. Comme il était à Marchais le bruit courait partout que les Huguenots « se remouvoient et qu'ils se garnissoient et acheptoient fortes armes et grands chevaux, arquebuses et pistolets ». On disait même que dans les environs de Marchais et du côté de Rethel on avait vu « des troupes et compagnies bien armées » et qu'on allait voir quelqu'entreprise bien hardie ; que les ambassadeurs du pape et du roi d'Espagne pressaient le roi de casser tous les édits favorables aux Huguenots pour « contraindre chacun à retourner à la messe » ; que ceux-ci, au nombre de 200 mille gentilshommes bien armés, s'y opposeraient et qu'ils en voulaient surtout au cardinal de Lorraine, qui pressait la réception du concile de Trente en France et aurait dit à la reine-mère : que si elle avait fait comme aux Pays-Bas, « au lieu de permettre des temples », tout aurait été au mieux. Ces bruits arrivaient à la cour et Castelnau venait les confirmer. Des courriers partis de Lyon assuraient « qu'il y avait rumeur de quelques armements et n'avoient jamais veu tant de gens courir la poste et prendre les traverses » sur les chemins qu'ils suivoient d'habitude, notamment pour aller à Châtillon où était l'Amiral, lequel « faisoit les

(1) Lettre de Condé à d'Humières, datée de la Fère, le 12 juin 1565. *Hist. des Princes de Condé*, t. 1er, pièces. — Ce prince était encore à Anizy, le 1er avril 1567. *(Ibid.*, p. 520.)

mandemens, départemens et rendez-vous aux troupes et à ceux de son party qui se devoient rassembler ». Là se trouvaient le cardinal de Châtillon et d'Andelot, ses frères, et force gentilshommes, seigneurs, capitaines, habitants des villes, prenant ses ordres (1).

Lorsque Charles IX quitta Marchais, le bruit courut qu'il était parti pour Paris; le fait est qu'il se rendait à Fère-en-Tardenois. On avait espéré que dans ce voyage il visiterait Soissons où l'on désirait sa présence. L'ambassadeur du pape y avait même fait retenir son logement chez un ecclésiastique nommé Bertin, « demi-chanoine », c'est-à-dire jouissant d'une demi-prébende; mais le roi n'y vint pas, le connétable seul traversa la ville pour aller faire tout disposer dans son château de Fère, où il devait le recevoir. Toutefois les habitants, inquiets des bruits qui circulaient, lui envoyèrent une députation pour qu'il leur permît « de faire garde et guet de nuit et prendre armes pour défense ». La reine les renvoya au connétable, qui leur répondit : qu'il y mettrait bon ordre. Et en effet il fit rendre, le 10 septembre, par le roi, une ordonnance dont on ne tint guère de compte, par laquelle on défendait, sous peine de la vie, toutes levées de deniers, le port des armes et les assemblées illicites, et on enjoignait « que chacun se comportassent doulcement et sans s'esmouvoir ».

Rassurée sans doute par cette ordonnance, la cour ne s'émut pas beaucoup des nouvelles en circulation. La reine cependant fit prendre la poste à l'un des frères Castelnau qui rencontra entre Paris et Juvisy le comte de Saulx « en un coche », avec sept ou huit hommes à cheval, portant une cuirasse qu'on apercevait sous leurs manteaux. Ils allaient dîner à Savigny et de là à Châtillon, lui dit quelqu'un de la suite du comte. Il rencontra aussi plusieurs trains allant jour et nuit sur le même chemin. Pour mieux s'éclairer encore Castelnau chargea un de ses gens d'aller jusqu'à Châtillon, de se faufiler dans la maison de l'Amiral, à la faveur de la presse et de lui rapporter ce qu'il aurait découvert.

(1) *Mém.* du duc DE BOUILLON, ann. 1567. (édit. Michaud.)

Cet affidé accomplit heureusement sa mission et vint lui raconter ce dont il avait été témoin, avec les noms de la plupart de ceux qui allaient à Châtillon ou en partaient pour se rendre de là à Tanlay, lieu du rendez-vous général. Castelnau regagna la cour et dit au roi et à la reine : qu'il avait vu, en moins d'une nuit et un jour, « marcher et assembler plus de 600 chevaux, les uns logeant par les maisons des gentilshommes et les autres en des granges, où ils trouvaient des vivres préparez, et autres par les villages sans aucun bruit ni désordre, tous avec leurs armes » (1).

On en était là au 21 septembre ; la cour toujours voyageant paisiblement avait quitté Fère-en-Tardenois et devait arriver le 22 ou le 23 à Monceaux, ne revenant pas de son étonnement aux nouvelles qui lui arrivaient et ne voulant en rien croire. On s'irritait même contre Castelnau d'y avoir jeté une telle alarme, et on fut sur le point de l'arrêter avec son frère. Le 23, le roi lui-même écrivait à un de ses gouverneurs de province, de Gordes : « Il est impossible de vivre plus doucement que nous faisons, sans qu'il soit aucun bruit de remuement de mesnage ». Ce jour-là même il dut quitter Monceaux, château isolé et sans défense. Là, en effet, était arrivé le troisième Castelnau, Titus, envoyé aussi à la découverte, qui rapporta avoir laissé les troupes de Condé, de l'Amiral et autres, marchant fort serrées et allant « repaître à Lagny et aussitôt remonter à cheval », pour venir enlever le roi, la reine et tous ceux de la cour qui étaient opposés à leur parti ; qu'il avait « marché avec eux, les avait fort bien reconnus ». On rapportait en même temps que 400 gentilshommes étaient arrivés à Rosay. C'est alors seulement que le connétable de Montmorency crut qu'il fallait tenir compte de ces avertissements, avec d'autant plus de raison qu'on avait reçu aussi à la cour l'avis que « tous les Huguenots de Picardie et de Champagne estoient montés à cheval », venant se joindre à l'armée de Condé.

Il envoya donc, la veille de Saint-Michel, Castelnau et

(1) *Mém.* DE CASTELNAU, *ibid.*

ses frères avec « deux chevaucheurs d'écurie et quelques courteaux de l'écurie du roi », pour reconnaître l'ennemi et en faire donner des nouvelles au roi. Ceux-ci le rencontrèrent en effet le 26 septembre, à Lagny, où il commençait à paraître. Ayant aperçu une centaine de chevaux s'avancer pour se saisir du pont de Trellebardou, Castelnau sut les prévenir en le rompant malgré les arquebusades dont ils le criblaient. En même temps il faisait avertir le roi de moment en moment de ce qui se passait. On lui donna ordre de se replier sur Meaux, où la cour put arriver aussi le 27. Comme elle n'avait pas alors un seul homme armé pour la défendre en cas d'attaque, on manda incontinent aux Suisses logés à quatre lieues de là, à Château-Thierry, de venir en toute hâte. Ils arrivèrent le 28 septembre au soir. On mit trois compagnies « en garde » et le reste fut logé au Marché-Neuf. Pendant la nuit, les princes, les courtisans, les dames furent dans de grandes inquiétudes. Au conseil les uns furent d'avis qu'il fallait demeurer à Meaux, que les Suisses pourraient bien défendre jusqu'à l'arrivée de la noblesse catholique; les autres qu'il fallait avec eux gagner Paris. Ce dernier parti l'emporta et chacun fit ses préparatifs de départ pour sortir de la ville trois heures avant le jour. Pendant ce temps-là le maréchal de Montmorency s'était rendu auprès du prince de Condé et de l'Amiral pour tâcher de gagner du temps, en négociant avec eux, et Castelnau courait à Paris pour y faire prendre les armes et amener du secours à la rencontre du roi (1).

Bientôt la nouvelle arrive que le prince, l'Amiral, d'Andelot et de Moy sont logés à six lieues de Meaux, que le maréchal les a vus à Torcy (non loin de Lagny) le 27, tout prêts à monter à cheval pour se trouver, le lendemain 28, avant le jour, à Meaux, avant l'ouverture des portes et présenter au roi leurs représentations; que Montmorency s'efforcerait de les retenir jusqu'à huit heures afin de donner à la cour le temps de

(1) CASTELNAU, *Mém.*, ann. 1567. — *Mém.* du duc DE BOUILLON, *ubi supra*. — Voyez le récit du duc D'AUMALE, qui offre quelques variantes sur l'affaire de Meaux. *(Hist. des Princes de Condé*, t. 1er.)

gagner Paris. Effectivement, par cette conférence, il parvint à retarder le départ des confédérés, et quand le prince de Condé voulut aller au-devant des Suisses venant de Château-Thierry, il était trop tard, ils allaient entrer à Meaux. Aussitôt la réception de ce message, chacun à la cour prépare ses bagages avec précipitation et on fait sortir tout le convoi vers minuit par la porte de Paris, la seule qui fût ouverte.

Les Suisses, arrivés pendant la nuit, ne prirent que trois heures de repos et se trouvaient sous les armes à quatre heures du matin, quoique la veille ils eussent fait douze lieues. Le roi leur ayant mandé qu'il comptait sur leur fidélité et leur courage pour lui ouvrir le chemin de Paris, ils poussèrent des cris de joie et partirent en chantant. La marche s'ouvre par dix enseignes que suivent le roi, la reine, toute la cour, et est fermée par dix autres. On fit environ une lieue dans cet ordre qui fut changé ensuite. Les Suisses marchèrent à côté de la route pour ne pas se former en file et pour conserver l'ordre de combat, le roi au milieu avec une partie des gentilshommes sans armes de guerre et ne portant que la cape et l'épée. D'autres allaient en éclaireurs. A la pointe du jour on était déjà à quatre lieues de Meaux (1).

Cependant arrive le maréchal de Montmorency annonçant que les princes sont à cheval, mais avec fort peu de monde. En effet, Condé avec 200 chevaux paraît sur la gauche et, sortant des rangs, il demande à parler au roi. On ne lui fit pas de réponse, mais il y eut un certain mouvement dans la colonne; le connétable avait fait passer le roi sur le flanc droit, tandis qu'il s'était placé lui-même à gauche et derrière « avec ce qu'il avait de gens de fait », et bientôt le prince n'eut plus en face de lui que le front des Suisses hérissé de piques. Peu après, vers onze heures, d'Andelot le rejoignit et ils formèrent un gros que les divers Mémoires du temps

(1) La cour voyageant en toute sécurité n'était certainement accompagnée d'aucune troupe, mais il est certain qu'il en vint à son secours dès qu'on la sut menacée et qu'on apprit les premiers mouvements des Huguenots.

font varier de 200 à 5 ou 600 chevaux harassés et mal armés. Que faire avec ce petit nombre contre les 6,000 fantassins du roi, les meilleurs du monde soutenus bientôt par plus de 800 cavaliers des compagnies des gardes du corps et par plus de 300 gentilshommes qui ne tardèrent pas à arriver?

Quoiqu'il en soit, dit le duc de Bouillon dans ses Mémoires, si les princes étaient arrivés à temps aux portes de Meaux, si toutes leurs forces s'étaient trouvées au rendez-vous assigné, et si surtout celles de Picardie ne s'étaient pas empressées de prendre Soissons, au lieu d'aller directement et vivement à Meaux, on eût pu enlever le roi (1). Mais le départ précipité du prince, l'arrivée des Suisses ont détruit la combinaison des conjurés, qui n'avaient pas la moitié de leur monde. Ceux-ci ne se divisèrent pas moins en quatre troupes, comme pour charger le gros bataillon, et quelques gentilshommes se mirent à escarmoucher, « mais plus de paroles que de coups. » On s'anime ensuite, les Suisses commencent « à baiser la terre et faire leurs cérémonies habituelles, marque de leur résolution au combat général. » Le roi lui-même, plein d'ardeur et de colère, tire l'épée pour s'élancer avec ses gentilshommes, Montmorency l'arrête, et, tandis qu'il « faisoit ferme » avec les Suisses, le prince, la reine et sa suite se jettent dans un chemin de traverse conduisant à Paris. C'est alors qu'il rencontra d'Aumale, Néville et autres accourus avec ce qu'ils avaient pu réunir de monde, lesquels grossissant son escorte, le mettent à l'abri de tout danger. En quelques heures, il était à Paris. Quant aux Suisses, reprenant leur marche, harcelés plutôt qu'attaqués, ils arrivèrent à Mitry, et, le soir ou le lendemain, ils étaient avec le connétable au Bourget, n'ayant laissé depuis Château-Thierry que trente hommes en arrière. Condé alla coucher à Claye, fort compromis, lui et sa cause, par cette attaque contre la royauté. Charles IX n'oublia jamais que les protestants lui avaient « fait faire la traite de Meaux à Paris plus vite que le pas. » Depuis lors, sa

(1) *Mémoires* du duc DE BOUILLON, 1567.

haine contre eux éclata dans ses lettres et ses paroles (1). De Claye, Condé et les Huguenots se portèrent sur Saint-Denis.

C'est à la bataille de Saint-Denis que le connétable fut blessé à mort. La seule action qui ait eu lieu à la retraite de Meaux fut la défaite d'un corps de reitres par Eustache II, de Conflans, vicomte d'Oulchy, marquis d'Armentières, maréchal des camps et armées du roi, ancien guidon, en 1554, de la compagnie du duc de Guise (2). Eustache se distingua aussi à la bataille de Saint-Denis et fut récompensé de son courage par la charge de capitaine des gardes de Charles IX, qu'il obtint en 1570. C'était un personnage « froid, calme et l'un des plus hommes de bien de son temps (3). » On le verra figurer encore dans les guerres de religion; il était surnommé *la Grande-Barbe*, à cause de sa longue barbe grisonnante qui descendait sur sa poitrine. Il fut député de la noblesse du Vermandois aux Etats de Blois de 1588, gouverneur de Saint-Quentin, ambassadeur de Flandre, chevalier d'honneur de la reine Marie de Médicis, et enfin mari de Charlotte des Ursins, si connue sous le nom de *Vicomtesse d'Auchy*, femme bel esprit, dont Malherbe chanta les beaux yeux et dont Tallemant des Réaux écrivit beaucoup de mal. Le cardinal de Lorraine ne se tira pas sans difficulté de l'échauffourée de Meaux. Poursuivi de très près comme il se dirigeait sur Reims « à l'aide et vitesse d'ung genêt d'Espagne sur lequel il était monté, il se sauva dans la ville de Château-Thierry, dont bien lui print, » mais ses bagages et sa vaisselle d'or et d'argent furent enlevés par les Huguenots.

Les Huguenots du nord, on vient de le voir, en s'arrêtant à prendre Soissons, au lieu de se hâter vers Meaux, avaient contribué à faire échouer le coup de main qui devait livrer Charles IX à Condé et à l'Amiral. Ces deux grands chefs du parti donnaient le mot d'ordre auquel

(1) *Mémoires* de Castelnau, de de Thou, de Bouillon et de Condé, où cette affaire de Meaux est racontée, à peu de nuances près, de la même manière. — Voyez aussi l'*Histoire des Princes de Condé*, par le duc d'Aumale.
(2) *Hist. généalogique* du P. Anselme.
(3) Hatton, *Mém.*, p. 437.

obéissaient les seigneurs principaux des provinces, partisans de la Réforme : dans le Vermandois, François de Hangest, seigneur de Genlis, chevalier de l'Ordre, qui l'avait embrassé en 1560 et s'était attaché à Condé ; Vandy, en Champagne ; Bouchavannes, seigneur de Quincy, lieutenant de la compagnie de ce prince et capitaine de Coucy, dans le Laonnois ; le capitaine Vaudray de Moy ; Antoine de Croy, seigneur de Château-Porcien, neveu de Condé, qui s'était fait aussi protestant, en 1560, après son mariage avec Catherine de Clèves, signa l'un des premiers l'acte d'*Association protestante*, et mourut, en 1567, empoisonné, dit-on, par des gants parfumés, à vingt-six ans. « Jeune seigneur, dit Théodore de Bèze, plein de piété et de vaillance, comme il eût bien fait apparaître davantage si Dieu lui eût donné plus longue vie. » Soupçonnant sa femme d'avoir du penchant pour le duc de Guise, il lui recommanda en mourant de ne pas l'épouser, car, lui dit-il, « c'est l'homme que je hais le plus, et je vous demande en grâce que mon plus grand ennemi ne soit pas l'héritier de ce que j'ai le plus aimé de mes biens. » Catherine n'en épousa pas moins le duc de Guise. C'est ainsi que les partisans de l'*Evangile* pratiquaient le pardon en mourant. Le père de l'ennemi mortel d'Antoine de Croy, le grand duc de Guise, en agit autrement à l'égard de Poltrot, son assassin, soudoyé par ceux de la Réforme. Croy avait établi une Eglise à Montcornet où il résidait souvent. Lambert Desmarets, « homme honoré et opulent, » et grand-père de Samuel Desmarets, y exerçait, en 1562, les fonctions d'*ancien* (1).

Genlis, Vandy et Bouchavannes, ayant donc reçu le mot d'ordre pour le soulèvement du 27 septembre, l'objectif principal étant Meaux et l'objectif secondaire Soissons, avaient mis leurs troupes en mouvement et les avaient fait marcher par divers chemins, sans bruit, leurs armes cachées, à un rendez-vous commun. Mais cet ébranlement de tant de Huguenots à la fois

(1) O. Douen, p. 27, *Hist. eccl.* de Bèze, t. II, p. 241. — *Mémoire de l'État de la France*, t. III, p. 442. — Colliette, *Mém. du Vermandois*, t. III, p. 271.

n'avait pu se faire sans qu'il en transpirât quelque chose. Jean Moreau, receveur du taillon, en fut averti le soir du 26 et courut chez l'un des principaux bourgeois où plusieurs catholiques soupaient de compagnie ; il leur dit tout effrayé que les Huguenots s'assemblaient en armes auprès de Chauny et qu'il fallait au plus vite pourvoir à la sûreté de la ville. Les joyeux convives ne firent que rire de ses terreurs et répondirent le plus légèrement du monde : qu'on n'avait pas reçu d'ordres de la cour pour faire la garde et qu'il n'était pas prudent de jeter l'alarme dans la ville au milieu d'une paix qui durait depuis quatre ans ; que quant aux bruits incertains qui couraient, on enverrait le lendemain à la découverte et qu'alors on aviserait. Dès le matin de ce jour, le prince de Condé était devant Paris et le marquis de Genlis s'avançait vers Soissons avec les Huguenots de Picardie, la nuit d'après celle où les bourgeois, trompés par sa marche silencieuse et ses manœuvres hardies, demeuraient en pleine sécurité.

Les religieux de Saint-Médard furent aussi avertis de ce qui se tramait contre Soissons, mais, plus prudents que les bourgeois, ils eurent encore assez de temps pour cacher ce qu'ils avaient de plus précieux : croix, châsses, ornements, argenterie de l'église, titres de l'abbaye, dans un bûcher situé sous l'infirmerie. Ensuite, ils abandonnèrent la maison avec ce qu'ils purent emporter de mobilier (1).

Ceux de Saint-Crépin-le-Grand reçurent également un avis formel de ce qui se passait dans le parti huguenot. Le 26 septembre, Nicolas Dany, abbé de Vermand, qui avait obtenu du roi Saint-Crépin en attendant ses provisions de Rome, vint trouver le prieur D. Lépaulart et lui dit : « que les Huguenots s'assemblaient en armes pour s'emparer de quelques villes et qu'ils pourraient bien passer par Soissons ; » que l'abbesse de Notre-Dame, dont il était secrétaire, avait appris que, dans les maisons fortes de Chevreux et de Coupaville (2), il y avait

(1) Dormay, t. II, p. 469.
(2) Chevreux, château près de Soissons remplacé par une maison de campagne bâtie, en 1867, par un petit-neveu de l'abbé Sieyes.— Coupaville,

de quoi armer trois à quatre cents hommes ; qu'il l'engageait à aller voir lui-même ce qui en était. Lépaulart se transporta donc à Coupaville, où il ne trouva que le seigneur de Vélu et de Nogentel avec sept ou huit hommes et autant de femmes et de demoiselles ; du reste, aucune apparence de guerre ; il vit même des ouvriers menuisiers occupés à faire des réparations. De Vélu voulut lui montrer toutes les chambres, où il n'aperçut que « trois harnais d'hommes d'armes bien appointés » et huit ou neuf arquebuses, et lui dit : « qu'il se donnoit garde à cause que le roi avait juré par le *Sang-Dieu* qu'avant qu'il fust trois mois, il ferait tout exterminer les Huguenots jusqu'aux petits enfans à la mamelle ; que aussy on ne pouvoit être longtemps sans remuer mesnage, et que plusieurs grands seigneurs ne pouvoient plus souffrir que un comte de Retz et plusieurs étrangers pillassent ainsy le royaume et que la royne ne gouvernoit qu'à leur appétit, *item*, que si la guerre se remouvoit, plusieurs des leurs qui avoient souffert grosses pertes ès troubles derniers se pourroient bien rescourir sur les papistes et ecclésiastiques. »

Lépaulart, on le voit, avait visité à Coupaville un Huguenot renforcé, mais son esprit tolérant lui donnait accès partout et partout il était bien reçu. Il avait même été soupçonné quelque peu de tremper dans les idées nouvelles parce qu'il prêchait « le pur Evangile. » C'était peut-être une calomnie démentie par toute sa vie assez connue dans le pays, mais qui avait quelque fondement, du moins en apparence. D. Nicolas Lépaulart, nom qu'on retrouve encore dans le Soissonnais, était frère du doyen de la cathédrale. Il fut nommé prieur de Sainte-Geneviève, près de Soissons, et curé de Cœuvres, précisément à cause de sa science, afin de prémunir cette paroisse contre l'influence du prêche qu'y avaient établi les Huguenots, sous la protection du comte d'Estrées. Lépaulart a rédigé un *Journal sur la prise de Soissons par les*

maison seigneuriale et abbatiale de Saint-Crépin-le-Grand, située sous Sainte-Geneviève, et où passe la fontaine Saint-Jean-des-Vignes, avec des vignes et un carpier, que louait, à la fin du XVI[e] siècle, Alexandre Delaborde, abbé de Saint-Crépin, à Guillaume Ménard, laboureur.

Huguenots, que l'on citera souvent dans le récit de cet événement (1).

De retour à Saint-Crépin, notre prieur retrouva le sieur de Vermand et les religieux qui tenaient conseil « pour serrer le plus dangereux à perdre et bien buticher les portes de derrière. » Quant à lui, il fut d'avis « que il feisse porter les obligations à Notre-Dame et serrer le reste avec les joyaux de l'église en lieu sec et non facile à accéder, ne trouver, craignant ce que on estimait passage, ne se retint pour longue demeure, comme est advenu (2). » On suivit ce conseil et on passa le reste de la journée à transporter à Notre-Dame les effets les plus précieux pour les mettre à l'abri derrière ses remparts et sous la protection de l'abbesse, sœur du prince de Condé, par la faveur de laquelle Nicolas Dany venait d'être nommé abbé de Saint-Crépin. La communauté, comptant sur le crédit de Dany près de cette princesse, demeura au monastère, attendant l'issue des événements (3).

II. — CEPENDANT, les Huguenots, après avoir marché en silence toute la nuit, étaient arrivés sur la rive droite de l'Aisne le 27 septembre, jour de Saint-Côme et Saint-Damien, avant que le jour parût, sous la conduite de Genlis, de Bouchavannes, de d'Harcourt, de Crécy et autres gentilshommes du Laonnois et du Vermandois. Ils passèrent à gué la rivière au lieudit *le Cul-Sec*, se glissèrent le long de *l'île du Promenoir*, aujourd'hui *le Mail*, et se présentèrent, entre trois et quatre heures du matin, devant l'ancienne poterne appelée *Porte Saint-Quentin* parce qu'elle aboutissait à la rue de ce nom. Elle leur fut ouverte, à l'aide de fausses clefs, par leurs affidés de la ville. Maîtres de ce passage, ils filèrent sans bruit dans les rues encore obscures et formèrent dans tous les quartiers des groupes que grossissaient sans cesse de nouveaux conjurés. Pendant ce temps-là, les capitaines s'emparèrent des portes, des tours, des

(1) Ce *Journal* a été édité par nous pour la Société historique de Soissons.
(2) *Journal* de D. LÉPAULART.
(3) Tous les historiens de Soissons. — *Journal de Lépaulart*, p. 13 et 14.

bastions, des arsenaux, où ils placèrent des postes. Une fois en possession de cette ville endormie, ils en ouvrirent toutes les issues et leurs troupes y affluèrent de toutes parts. Le gouverneur de la ville, Joachim de Roucy, était alors absent, mais l'évêque, son frère, était dans son palais. Tandis que les Huguenots étaient encore sous les armes dans les rues, Genlis leur défendit « estroitement que on ne tuast personne et que on ne pillast point les marchans; puis il alla saluer Madame de Notre-Dame; » mais ses défenses ne furent pas observées, car bientôt on fit main basse sur les magasins. Les bourgeois, éveillés au premier tumulte, coururent aux armes, mais quand ils virent que toutes les communications étaient coupées et tous les postes pris, en sorte qu'il n'y avait pas possibilité de se réunir, ils mirent bas les armes et se résignèrent à leur sort (1).

Durant toute la journée du 27, ce fut dans Soissons une effroyable confusion et une désolation universelle. Les religionnaires continuaient d'arriver par toutes les portes, soit pour participer au pillage, soit pour partager la gloire assez mince de cette surprise de la malheureuse ville. Les chanoines, les prêtres, les religieux, profitant du premier moment de trouble, se hâtaient de cacher ce qu'ils pouvaient, surtout les reliques, les vases et les ornements des églises. On en voyait porter à Notre-Dame leurs objets les plus précieux et se retirer eux-mêmes dans l'enceinte du monastère. Les uns cherchaient des *caches* pour y mettre les calices, les ciboires, les croix; les autres enfouissaient les chapes, les châsses, les ornements d'autel. Un grand nombre, effrayés des bruits qu'ils entendaient, abandonnant leurs maisons, leurs meubles et n'emportant que leur bourse, « se jetèrent bas par les murailles, » d'autres se déguisèrent « en povre estat et sortirent en habits dissimulés. » Plusieurs chanoines se réfugièrent à Reims, où leurs confrères les accueillirent avec amitié et leur firent partager les distributions canoniales; quelques-uns à Laon et à Compiègne, tels que Claude Guinet et Crépin Cocu. Les gens

(1) Journal de D. Lépaulart, p. 13. — *Histoires de Soissons.*

de guerre huguenots commencèrent par « rompre » et piller leurs maisons (1).

L'émoi n'était pas moins grand dans le peuple que dans le clergé. Ce n'était partout que cris de femmes et de filles éplorées, et les bourgeois, stupéfaits d'une pareille surprise, n'y trouvaient aucun remède. Le lendemain 28, la ville était assurée au prince de Condé ; on la garda militairement et on en expulsa toutes les personnes suspectes ; les soldats furent logés chez les bourgeois, surtout chez ceux qui avaient des enfants chanoines ou bénéficiers. Pour se faire exonérer de ces lourdes charges, il fallut ou aller au prêche, ou témoigner du penchant pour la huguenoterie. Le dimanche, vers minuit, Genlis « et ses consors en chevalerie, » laissant l'infanterie à Soissons pour y tenir garnison, sous le commandement supérieur du capitaine Darnel, partit vers Neuilly-Saint-Front, pour recruter en passant « ung grand nombre de gendarmerie qui estoient ès contrées de Brie et la rivière d'Ourcq, tous tirans vers Meaux où estoit le roy et la cour, » croyait-il (1). A la Ferté-Milon, les Huguenots firent leur prêche à la Chaussée, dans l'église Saint-Nicolas (2). Leur arrivée tardive à Soissons, la prise de cette ville, les retards qu'elle occasionna, avaient contribué à faire manquer l'entreprise de Meaux.

Des nouvelles de cette affaire arrivées à Soissons causèrent une joie secrète aux catholiques. On sut comment elle avait échoué surtout par l'arrivée des 6,000 Suisses et parce que tous les ennemis du roi « ne se purent assembler assez soubdainement, dit Lépaulart, à l'heure et lieu qu'ils avoient délibéré, » sans quoi le roi et sa cour « n'eussent peu échapper, tant l'entreprise estoit subtilement dressée. » Mais, ajoute Lépaulart, dont on aime à suivre les impressions personnelles, « par la grâce de Dieu qui donne secours opportun aux innocents et qui est le protecteur des roys qui ne sont point tyrans, il gagna Paris en diligence, où il fut reçu à

(1) *Journal* de D. LÉPAULART, p. 14.
(2) *Ibid.*
(3) CARLIER, t. II.

grande joie. » Les Parisiens, en effet, ayant appris cette conjuration et la prise de Soissons, « firent crier que tous ceulx qui avoient chevaulx ou monture allassent en armes au devant du roy et que chacun eusse ung homme armé à son huiz, tendirent les chaines et ordonnèrent l'estat de guerre comme fidèles subgetz du roy. »

Tandis que le prince de Condé, l'Amiral et d'Andelot, après leur coup manqué, étaient restés aux environs de Paris pour l'affamer, Soissons subissait toutes les vexations dont les Huguenots savaient partout accabler les catholiques. Le jour de la Saint-Michel et toute la semaine suivante, on y vit arriver « gens étrangers par bandes et compagnies en armes, de l'Artois, du Hainaut, du Cambrésis, du Rethélois, de Thiérache, du Laonnois, du Tardenois, au point que les capitaines, embarrassés de leur trop grand nombre, les dirigeaient au camp de Condé. » Ces ramassis de Huguenots commettaient toutes sortes de désordres sur leur passage ; « ils étoient cruels aux prêtres et aux moynes et grans ruineurs et pilleurs d'églises, abbayes, presbytaires, meurdriers et ransonneurs de prestres et papistes ; faisoient ouvrir les coffres et buffets des paysans et les musses (cachettes), puys s'ilz y trouvoient une croix ou quelque ustensille, ou linge, ou calice, ou imagé, ou qui eust apparence de servir à prestrize ou église, ils confisquaient tout le reste à leur prouffit; ainsy demeurèrent peu de gens sans estre pillez ou dommagez. »

Quant à Darnel et à ses capitaines, afin de s'établir solidement à Soissons, ils commencèrent à recueillir le plus fort du butin pour subvenir aux frais de la guerre et à former des magasins où devaient s'entasser les blés, avoines, vins des abbayes et des prêtres ; les calices, reliquaires et « aultres joyaux et argenterie d'église, dont ils feirent forger les testons (1) et des ditz blez et vins fournissoient aux soudars pain et vin de munition. » L'église et le couvent des Cordeliers furent transformés en « ouvroirs et officines pour cuire salpêtre et affiner la poudre à canon. » En même temps, on affichait des « cartels »

(1) Pièce d'argent valant alors 14 sous.

où l'on disait que le prince de Condé et la noblesse de son parti n'avaient pris les armes que pour « donner ordre que le roy, royne et royaume ne fussent plus gouvernez par italiens et estrangers qui les destruisoient; » savoir ce qu'on avait fait de l'argent provenant de la vente des biens d'Eglise; faire observer les édits, diminuer « les tailles, gabelles, impotz et exactions de deniers, et pour réformer toutes choses en mieux. » Enfin, défense était faite à qui que ce fût de mettre obstacle « à tant louable entreprise. »

Cependant, peu contents du butin qui s'était offert à leurs premières recherches, les Huguenots se mirent à fouiller les murs, les caves, les combles des édifices, la terre et tout ce qu'ils supposaient recéler « le meilleur. » Ils se vengeaient de l'inutilité de leurs perquisitions et du peu d'or et d'argent qu'ils trouvaient dans les églises; ils s'attaquaient aux monuments eux-mêmes, se jetant avec fureur sur le bois, le plomb, le cuivre, brisant les images des saints, culbutant les autels, cassant les vitraux peints, rompant les cloches, brûlant les livres et les archives. Vandy avait accordé une journée pour le pillage général; ce devait être ensuite une destruction impitoyable et organisée.

La cathédrale, quoique moins maltraitée d'abord que les autres églises de la ville, reçut cependant les premiers coups. Après y avoir saccagé « les objets d'une honteuse superstition » qui s'étaient trouvés à leur portée, les Huguenots la choisirent pour en faire leur temple, et, le soir même de leur arrivée, après avoir fait une sorte de dédicace, ils y installèrent leur prêche. Le ministre Vassoris monta en chaire, fit la prière publique, et, dès l'abord, exhorta les catholiques à se faire calvinistes et ceux-ci à persévérer dans la religion réformée. Selon l'usage de la secte, il s'emporta avec un accent furibond contre les reliques, les images des saints, les cérémonies du culte catholique qu'il traitait d'idolâtrie. Après cette première harangue du ministre du libre examen, les religionnaires, exaltés par ses invectives, se mirent à briser les têtes des saints qui décoraient le portail et dont on voyait encore, au XVII^{e} siècle,

les restes mutilés qu'on a fait disparaître depuis entièrement ; ensuite, ils se livrèrent à toutes sortes de profanations et de sacrilèges.

Ce ne fut que plus tard qu'ils découvrirent l'or, l'argent et les objets de prix cachés par les chanoines, mais ils tombèrent sur les cuivres, les bronzes qu'on n'avait pu cacher et qui étaient d'un riche travail. Les figures de marbre furent renversées, les portes presque toutes rompues, les tableaux déchirés, les cloches cassées, à l'exception des trois du timbre de l'horloge, de la cloche du guet et d'une moyenne pour sonner les assemblées du matin et du soir. Les calices, les reliquaires, les encensoirs, les images d'or et d'argent, les croix, les chandeliers, les couronnes, les bénitiers, tous les vases sacrés en vermeil d'un prix inestimable, « toutes les chapes, paremens d'autel et ornemens, les ungs de drap de velours cramoisy semé de fleurons d'or, fleurs de lys et aultres enrichissemens d'or, les autres de soie » ou des plus rares étoffes, les linges précieux, les tapisseries servant à couvrir les dossiers des stalles et le sanctuaire, qui avaient été cachés dans des caves sous la salle du chapitre par les sacristains, ayant enfin été découverts, furent livrés à un affreux pillage. L'un de ceux-ci, vaincu, dit-on, par la torture à laquelle on l'avait appliqué, aurait indiqué le souterrain qui contenait ces trésors.

Le grand autel fut renversé et les hosties profanées. Les colonnes de bronze qui l'entouraient furent arrachées ; le grand candélabre placé au milieu du chœur, le pupitre orné de figurines, les clôtures et fermetures du chœur et du portail, les orgues très belles, « les chaizes du vieux chapitre et toutes aultres menuiseries fort riches » furent brisées ; toutes les chapelles du chœur et de la nef détruites ; les fonts, le Sépulcre, qui était très beau, anéantis ; et les croix du cimetière des chanoines devant le portail renversées. Les vitraux « qui estoient fort riches et de belles peintures où estoit en figures tant le Vieil que le Nouveau Testament, comme il se peut encore remarquer, » dit un auteur contemporain, furent cassés, à l'exception de ceux qu'ils ne purent atteindre, au point que la restauration en devint impos-

sible ; leurs débris en faisaient apprécier la valeur, quoique le peu qui en restât fut « tout percé de coups de pierres et de harquebuses. » Ces verrières, ajoute-t-il encore, étaient « de grande valeur et de la fasson et semblables à celles de la Sainte-Chapelle de Paris. » Les vandales huguenots en arrachèrent tout ce qu'ils purent de fer et de plomb. Ayant aussi trouvé les cachettes où l'on avait mis en sûreté six châsses des plus précieuses, « ès quels estoient les relicques de plusieurs corps sainctz, toutes revêtues d'argent, les unes toutes dorrées, les aultres de pierres rares et les autres d'argent blancq, » ils fondirent ces beaux produits de l'art de l'orfèvrerie et les « relicques et ossements des corps saincts ils ont brulés et consumés en cendres. » La *librairie* (bibliothèque) du chapitre, toute remplie de livres, de manuscrits précieux, de « titres, chartres et comptes des revenus, » n'eut pas un meilleur sort (1).

Ces actes de destruction stupide n'eurent pas lieu en un jour, mais à diverses reprises, pendant toute l'occupation calviniste. Ainsi, ce fut aux fêtes de Noël que les verrières furent cassées et le plomb des gouttières et des clochers enlevé. Celui qui s'élançait de la croisée du transept ayant été renversé, la pluie tomba longtemps sur la voûte et sur le pavé de la nef entre les quatre gros piliers qui soutiennent cette voûte, « de sorte, dit D. Lé-

(1) Cette conduite déplorable des Huguenots est attestée, non seulement par D. Lépaulart, mais encore par les actes les plus authentiques, tels que le suivant dont voici un fragment ; il est passé à la requête d'Anthoyne Dieu (ou d'Eu) et de Claude Guynot, chanoines... au nom du chapitre, le 28 avril 1568 ;

« Pardevant Antoyne Quinquet et Baptiste Lebrun, notaires royaulx au bailliage de Vermandois, demeurant à Soissons, sont comparus honorables hommes maistre Samson Bonzeré, bâchelier ès-droit, Pierre Poillet, Anthoyne Barat et Henry Lequeulx, tous bourgeois et gouverneurs de la ville de Soissons. — Et Guillaume Racquenet, Antoine Chocu, bourgeois, et naguères gouverneurs de Soissons. — Me Jehan Moran, receveur de l'augmentation des gens de guerre en l'élection de Soissons, Anthoine Poussin, Nicolas Lequoz et Jehan Bergeron demeurant en la ville de Soissons ont attesté... et attesteront »... que le 27 septembre 1567, Soissons a été surpris par « ceux de la Religion prétendue réformée, environ cinq heures du matin, lesquels de la Religion ont détenu cette ville pendant six mois et plus, pendant lequel temps ils ont pillé et desmoly chacun les temples et esglises estant en la dicte ville et ès environs d'icelle, sauf l'abbaye et esglise de Nostre-Dame-aux-Nonnes du dict Soissons.... » Suit la narration du pillage, en tout conforme à celle de Dom Lépaulart. (Etude de Me Suin, notaire à Soissons).

paulart, qu'à la place où l'on a accoustumé de prescher en la dicte église (c'est-à-dire à l'ambon), il pleuvoit et ventoit comme en la rue, parce que les goujatz et petitz garsons des Huguenotz avoient arraché le plomb, et aussy estoit le lieu empuenté de ce que les ditz garsons faisoient leurs escréments naturelz en la nef et cloistraux de la dicte église. » Le préau, ou petit cloître, était rempli aussi d'ordures et tout l'édifice de pierres, de vitres cassées et de toutes sortes de débris. Pour effrayer davantage les catholiques et les obliger à trouver de l'argent, les Huguenots firent venir des ouvriers pour démolir ces quatre gros piliers, afin de faire descendre toute la voûte, mais heureusement pour l'édifice, ce projet ne fut pas mis à exécution.

Le soir même du 27, ces furieux allèrent aussi à Saint-Jean-des-Vignes, dont l'aspect monumental leur promettait un riche butin. Les chanoines, comptant d'abord que le nom seul de leur abbé, le cardinal de Bourbon, frère du prince de Condé, leur servirait de sauvegarde, avaient reçu la visite de quelques gentilshommes de la religion, et, dans la journée, ils avaient porté une partie de l'argenterie et des ornements de leur église à Notre-Dame, dont l'abbesse, à qui ils avaient également confié une cassette pleine de papiers précieux, leur avait donné un reçu signé de sa main; mais ni le nom du cardinal, ni l'autorité de l'abbesse, si proches parents du prince, ne purent préserver l'abbaye de sa ruine. Ayant reçu la nouvelle de ce qui se passait à la cathédrale, connaissant d'ailleurs la haine des Huguenots pour les prêtres catholiques, et voyant leurs gardes commencer à environner leurs murailles, ils prirent l'épouvante, et, après s'être prosternés en gémissant devant l'autel, ils profitèrent de la nuit pour s'échapper par un aqueduc qui avait un regard hors des murs de la ville, abandonnant leur abbaye à la merci des pillards. Il n'y resta pour tout gardien qu'un frère convers, lequel, ne connaissant pas le danger à cause de son peu d'intelligence, devint le triste jouet de la brutalité des soldats huguenots. Quant aux religieux, ils se retirèrent les uns à Laon, les autres à Paris et d'autres dans leurs familles, pour ne

rentrer à Saint-Jean qu'au bout de six mois, au milieu des ruines.

En effet, les Huguenots, après le premier pillage de la cathédrale, se ruèrent sur l'église de Saint-Jean, l'une des plus riches et des plus belles de la province, et réduisirent cet ouvrage de plusieurs siècles à servir d'écurie à leurs chevaux. Le grand autel couvert d'or ducat, et qui supportait trois statuettes d'or placées dans autant de niches aussi garnies d'or, et du milieu duquel s'élevait une crosse de cuivre doré soutenant une lanterne à jour garnie d'argent servant à renfermer le ciboire, fut démoli avec ceux des autres chapelles, dont les ornements furent aussi mis en pièces. Tous les ouvrages en cuivre qui décoraient le chœur, les colonnes de l'autel, l'aigle de l'Evangile, le griffon ou lectrier et le magnifique chandelier posé sur le degré du sanctuaire furent anéantis. Ce candélabre, ainsi que l'aigle, était un présent de Simon Tardieu, prieur joanniste d'Oulchy-le-Château. Il reposait sur un piédestal soutenu par quatre lions et d'où s'élevait la tige principale qui se terminait par un grand crucifix de cuivre tourné vers le chœur. Au-dessous de l'image du Christ, un ange tenait un cierge, et de chaque côté de la tige sortaient trois branches suspendues et recourbées en culs de lampe; au-dessus, quatre colonnettes portaient les images des quatre docteurs de l'Eglise. Tout cet ensemble était enveloppé d'une efflorescence de roses, de grappes et autres ornements d'une extrême délicatesse. Ce beau morceau d'orfèvrerie fut fondu avec d'autres cuivres non moins précieux.

Mais cette perte fut surpassée encore par celle des pièces d'argenterie. Plusieurs figures de vermeil, la châsse des Onze mille vierges, les reliquaires contenant le bras de saint Jean-Baptiste et une partie du chef de saint Denis, des croix, des livres aux vêtements d'or et d'argent, des calices en nombre égal à celui des chapelles, cachés en partie dans une fausse cheminée, furent convertis en lingots. Quatre chapelles d'ornements de drap d'or, chapes, tuniques, chasubles des quatre couleurs, les parements du haut et du devant de

l'autel, de même étoffe, d'autres ornements de velours ornés de fleurs de lys et autres broderies d'or furent aussi la proie de ces envahisseurs.

Du mobilier, ils passèrent aux édifices. Les trois cloches de la grande tour, les deux de la petite et les quatre du clocher qui s'élançait de la croisée de l'église furent cassées et coulées. Ce clocher lui-même fut renversé pour le plomb qui en couvrait la base, la balustrade, les piliers, et soutenaient sa flèche aiguë couverte d'ardoises. Les deux orgues, dont l'un, placé dans la nef, ne jouait qu'aux solennités, et dont l'autre, placé sur le jubé, ne jouait qu'aux offices ordinaires, furent jetés bas. Les vitraux peints furent cassés et les plombs fondus aux fêtes de Noël. La chapelle du Sépulcre, qui devait aussi son ornementation à Simon Tardieu et où l'on voyait le Christ au tombeau entouré de huit statues de pierre, de grandeur naturelle, fut détruite. Les canaux de plomb qui amenaient l'eau dans le lavoir du cloître, dans le jardin, dans le réfectoire, les cuisines, la cour de l'abbaye vis-à-vis l'appartement des hôtes, furent coupés. La fontaine de cette cour était décorée d'une statue de Saint-Jean, dont un doigt servait de jet d'eau, ainsi que l'agneau symbolique qu'elle portait, ce qui formait ainsi une croix d'eau jaillissante. Une autre fontaine, celle de la première cour, dite *Cour de l'Abbé*, avait un bassin dont le trop plein se déversait dans les fossés du monastère remplis de poissons, il n'en resta plus rien.

Le cloître n'eut pas moins à souffrir des coups de ces ravageurs fanatiques. Le plomb qui en couvrait deux côtés fut arraché. Les deux autres côtés, couverts de ciment et garnis d'une balustrade de pierre dure à claire-voie, furent abattus avec leurs gargouilles garnies de plomb. Les figures qui décoraient chaque pilier et les colonnettes qui les formaient, furent brisées et leurs arcades rompues et démolies. Les vitraux qui y laissaient passer un demi-jour, les bancs du chapitre, ses lambris et ceux du parloir et du réfectoire furent broyés, l'argenterie de table enlevée. Le clocher placé sur le réfectoire et surmonté d'une flèche renfermant une horloge

et une cloche dite de l'*aumône* fut abattu et brûlé. L'appartement des hôtes, vaste bâtiment dont toutes les chambres avaient vue au midi sur le rempart et sur les vignes, dont les murs, les plafonds, les cheminées étaient ornés de peintures et de dorures et qu'on avait pourvu d'un riche mobilier ; toutes les cellules du dortoir, l'infirmerie, l'apothicairerie, fournies de tout ce qui était nécessaire aux malades, furent pillés et renversés de fond en comble.

Afin qu'il ne restât de l'abbaye qu'un amas des ruines, on enleva les charpentes des édifices et celle de l'église, laquelle eut bientôt péri sans retour si l'édit de pacification ne fût venu délivrer Soissons de cette horde de sauvages. Mais la perte la plus sensible pour les religieux de Saint-Jean, après celle des vases sacrés profanés, fut celle de la bibliothèque. Etant montés au cartulaire ou chartrier placé au-dessus de la sacristie, les Huguenots enfoncèrent les armoires qui contenaient les titres et papiers du couvent, dispersèrent et lacérèrent les bulles des papes, les lettres patentes des rois et tous les parchemins qu'ils y trouvèrent. Ne pouvant les emporter tous, ils en jetèrent une partie sur le pavé, dans l'escalier, le cloître, la cour et les chemins. Des bourgeois de Soissons, entre autres Michel Renaut et Samson Bonzeré, greffier de la cour ecclésiastique, avertis de ce pillage, accoururent à Saint-Jean, sous la sauvegarde des capitaines huguenots Boffe, Darnel et Vélu, pour sauver ce qu'ils pourraient des archives. Bonzeré ramassa auprès du *puits de la cour* un parchemin contenant une obligation de la dame de la Roche-sur-Yon de payer 200 livres de rente à l'abbaye, mais, redoutant ensuite la fureur des protestants, il n'osa la garder et la laissa dans une chambre. Les autres bourgeois qui vinrent aussi à Saint-Jean ne montrèrent pas plus de courage pour sauver ces titres précieux de la propriété comme de la gloire du monastère. Un seul homme, Jean le Sellier, l'un de ses fermiers, osa ramasser tous ces parchemins épars, les serrer dans une cassette et les porter à Notre-Dame, pour les mettre sous l'égide de l'abbesse. Quant à Jean de Bourbon, abbé de Saint-Jean, il ne fit

rien auprès du chef des Huguenots pour en arrêter la ruine. Lorsqu'on l'avertit de ce qui s'y passait en le priant d'en écrire au prince son frère, il répondit: qu'il ne voulait pas de correspondance avec un hérétique et que si son armée ruinait des pierres communes, il ferait tout réparer avec des pierres de marbre. On verra comment le puissant et riche cardinal, l'opulent commendataire tint cette superbe promesse.

La dévastation s'étendit sur toutes les églises situées dans l'intérieur de Soissons. Notre-Dame-des-Vignes qui était en construction fut jetée bas par les réformés. Les vitraux, qui représentaient les mystères de la foi, furent brisés, ses toitures renversées, ses cloches, qui n'étaient pas encore montées, furent cassées et fondues. Ils firent saper, dit Lépaulart, à la fin de février 1568, cette église « que on réédifioit au Marché, laquelle n'estoit encore achevée. » Dans plusieurs actes de la dernière moitié du XVI[e] siècle, on mentionne les « grandes dévastations faites à l'église parrochiale et collégiale de Nostre-Dame-des-Vignes par ceux de la religion (1). »

Si ces fanatiques avaient épargné jusqu'à cette époque le chœur de l'église voisine, celle des Cordeliers, avec sa couverture, c'était parce qu'ils y « battoient leur poudre à canon, » mais ensuite ils la ruinèrent (2). Il en fut de même des églises ou chapelles de Saint-Victor, de Saint-Christophe, de Saint-André, de Saint-Martin, de Saint-Antoine, de Saint-Quentin, de Saint-Remy, dont plusieurs s'étaient à peine relevées du désastre de 1414. Elles furent cette fois tellement démolies et culbutées qu'elles ne purent jamais se rétablir. Le bois qui en provenait servit à chauffer les Huguenots tout l'hiver. Saint-Léger perdit tous ses lieux réguliers; son église fut tout à fait découverte, la nef, le portail, la tour furent renversés et le trésor volé, hormis un reliquaire contenant un fragment de la vraie croix, un autre qui renfermait des os de saint Léger et deux petits chandeliers, le tout en vermeil, que les pillards ne purent découvrir et

(1) LÉPAULART, p. 3.
(2) Etude de M[e] Suin, notaire.

qu'on retrouva, en 1666, lorsqu'on bâtit le logement des chanoines réguliers de Sainte-Geneviève. Le cloître de la collégiale de Saint-Vaast eut un sort pareil. Aussi, pendant la première et la seconde semaine de l'arrivée des Huguenots, « on n'oyoit que casser verrières, rompre tuilles et transporter bois et menuiseries dont ils faisoient gros feu nuit et jour (1). »

Lorsque la rage des Huguenots eut jeté son premier accès sur les églises et les monastères de l'intérieur de Soissons, elle alla tomber sur ceux du dehors. Saint-Médard et ses deux superbes basiliques essuyèrent tout ce qu'elle pût leur inspirer de sacrilèges et d'impiétés. Les religieux étaient parvenus, le 27 au matin, à cacher les vingt-trois corps saints qui reposaient dans leurs fiertes de vermeil ou d'argent enrichies d'or et de pierreries, ainsi que toute cette belle orfèvrerie qui leur avaient été légués par tant de siècles divers et qu'ils avaient pu soustraire aux ravages des guerres anglaises. Dès le 28 septembre, lendemain de la prise de Soissons, et tandis que les soldats étaient occupés à organiser la garde de la ville et à la piller, des officiers vinrent sans bruit visiter l'abbaye pour s'approprier ce qu'ils y trouveraient de plus précieux. Ils ne découvrirent d'abord dans le bûcher, où tant de trésors avaient été cachés, qu'un coffre renfermant les châsses de saint Sébastien, de saint Médard, de saint Grégoire, trois croix de vermeil enrichies de filigranes d'or et de pierres fines, des bénitiers et des chandeliers non moins riches. Ils pensaient que c'était là tout le trésor. Chemin faisant ils vidèrent les reliques dans le fossé et dans la vigne de l'abbaye. Elles furent recueillies par Antoine Baré, tailleur des religieux, lequel prétendit qu'elles avaient été poussées miraculeusement sur l'eau, près de sa maison. Il les fit transporter à Notre-Dame par une femme qui, en sa qualité de blanchisseuse de plusieurs Huguenots, put pénétrer dans la ville sans être fouillée. L'abbesse, qui avait vu autrefois ces saints ossements, les reçut avec respect, les reconnut, les fit mettre dans une

(1) Lépaulart, p. 18.

cassette scellée et déposer dans sa chapelle. Un vigneron de Crouy découvrit dans la vigne, près de la porte du *Belvéder*, les os de saint Grégoire, presque réduits en poussière, renfermés dans un sac de damas blanc couvert d'une dentelle d'or. Il les rendit depuis à D. Roquel, prieur de Saint-Médard, qui les déposa aussi à Notre-Dame, ainsi qu'il fut constaté dans un procès-verbal du 17 janvier 1668, dressé par Jean-Baptiste Petit, secrétaire, en présence de l'évêque, des abbés de Vermand et de Saint-Léger, du prévôt et du doyen de Saint-Gervais, du lieutenant du roi et autres témoins.

Le mardi suivant, 30 septembre, Saint-Médard, qui avait été quelque temps comme oublié et qui n'avait vu se présenter devant ses pertes fermées que quelques pillards isolés, fut tout à coup envahi par une partie de la garnison huguenote sortie de la ville, où le butin devenait moins abondant. Une seule journée suffit par achever l'œuvre de destruction. Rien de sacré ne fut épargné. Les religionnaires y mirent un acharnement, un délire effroyable. On eût dit autant de démons lâchés des sombres cachots de l'enfer, selon les expressions d'un historien. Ils tombent sur tout ce qui se trouve sous leurs mains; ils enfoncent les coffres, les armoires, démolissent les autels, les balustres, les colonnes, les orgues, les vitraux, les tableaux; ils fouillent les sacristies, brisent les statues dans l'église, le cloître, le chapitre. Ils violent honteusement les tombeaux des rois mérovingiens : Clotaire et Sigebert, qui reposaient près de celui de saint Médard, brisent les mausolées et les dalles qui les recouvrent, sans épargner celui du saint; ils cassent les cloches qui étaient d'une grosseur extraordinaire. Parcourant les offices et les lieux réguliers, ils en emportent tout ce qu'on y avait laissé : meubles, hardes, denrées. La pioche et le marteau sont partout; ils sondent les puits, les bassins, percent les murs et les voûtes, effondrent les planchers; ils jettent bas les murs des églises et des chapelles, découvrent et démantèlent les édifices conventuels, dortoirs, réfectoires, salles, galeries, chartriers, cloîtres d'ancienne et merveilleuse architecture.

On n'entendait dans le monastère, dit Lépaulart, qu'un bruit de fer, des hurlements épouvantables et un fracas universel de pierres, de bois, de cuivre, de fer, de plomb qui tombaient des églises et des bâtiments qu'ils découvraient, des galeries qu'ils renversaient, des clochers qu'ils abattaient, des charpentes qu'ils culbutaient, des cloches qu'ils brisaient. Fatale journée qui détruisit et anéantit en un instant deux églises qui se le disputoient en richesse et en magnificence, et un monastère qui, par sa grandeur et ses dispositions intérieures, l'emportait sur tous les autres ; et enfin l'ancien palais de Clovis Ier qui était « devenu le Louvre de nos rois de Soissons et, après eux, la maison de plaisance des empereurs et des rois de la première et de la seconde race. » Enfin ces pillards, guidés par l'instinct de la rapine, découvrirent dans le bûcher une seconde « musse » qui contenait le reste des reliques et des ornements. Cette trouvaille les combla de joie. Ils allumèrent un grand feu et y jetèrent ces restes vénérés. Il paraît que s'ils n'avaient été frappés d'une terreur subite, ils auraient détruit la grande basilique. Ils firent de Saint-Médard un de leurs principaux quartiers. Le capitaine qui y commandait, ayant voulu arrêter la ruine totale de l'église et de l'abbaye en faisant faire, en février 1568, par deux notaires, un acte contre deux Huguenots qui voulaient détruire l'édifice, Vandy et d'autres officiers en furent très mécontents et disaient : « Que puisque les papaulx ne ne voellent consentir ne octroïer », qu'ils eussent des temples « pour prescher la parolle divine », ils ne leur en laisseraient non plus « d'entiers pour faire leurs synagrues » (simagrées) (1).

De Saint-Médard les Huguenots passèrent aux autres abbayes de la banlieue de Soissons qui furent, pendant les premières semaines de l'occupation, l'objet d'une pareille rage. Saint-Etienne servit d'abord de corps de garde à la garnison du faubourg Saint-Vaast ; Saint-Crépin-en-Chaye et son église, l'église de Saint-Julien furent entièrement ruinés. Celle des Célestins de Ville-

(1) LÉPAULART, p. 111.

neuve fut pillée, découverte et démolie au point qu'il n'en resta plus qu'un monceau de décombres. Il en fut de même de la chapelle de Sainte-Thècle, sur les fondements de laquelle on a bâti depuis les murailles des jardins de Milempart, ainsi que des églises de Saint-Pierre-le-Viel et de Saint-Germain.

III. — SAINT-CRÉPIN-LE-GRAND, par l'adresse de D. Lépaulart, encore plus que par le crédit de Nicolas Dany, son abbé, auprès de l'abbesse de Notre-Dame qui lui avait obtenu des lettres de sauvegarde du prince de Condé (1), vit sa ruine retardée d'un mois. Le prieur, à la nouvelle de l'arrivée des Huguenots, fit fermer les portes de l'abbaye et pria les religieux de « ne bouger » jusqu'à ce qu'on eût des nouvelles de l'abbesse, d'autant plus qu'on ne disait pas qu'ils « eussent encore tué personne dedans Soissons ». Le mercredi 1er octobre, arrivèrent dans les fauxbourgs, et notamment en celui de Saint-Crépin « plusieurs gens estrangers, champestres, rustiques et mal armés » que pour cela le capitaine Darnel ne voulait pas recevoir dans la ville. Lépaulart parla, « en leur donnant à boire », à leurs conducteurs et à quelques-uns qui lui dirent : qu'on « les persécutoit, brusloit et chassoit hors de leur pays, et que on leur avoit donné les biens des abbayes, esglises et prestres au pillaige », et « qu'on leur avoit mandé que Soissons et les esglises et abbayes d'alentour leur estoient abandonnez ». Il parvint à persuader doucement à quelques-uns, qui venaient de la Brie et de la Champagne, de retourner chez eux. L'arrivée de ces bandes remplit de crainte les pauvres moines qui, pendant cette journée et sur le soir, sortirent de la maison où ils revenaient quelquefois secrètement. Lépaulart parvint à en retenir deux, D. François Mosnier et frère Jehan, en leur disant: « qu'il vivroit et demeuroit jusques au dernier soupire avec eulx, ou tant que l'abbaye seroit forcée » (2).

Dany avait envoyé à Lépaulart quelques hommes pour

(1) Au-dessus de la porte monumentale de la ferme de la Périère à Crouy, appartenant à Saint-Médard, on lit ces mots : *Sauvegarde de Monsieur le prince.*

(2) D. LÉPAULART, p. 14, 16 et 18.

l'aider à garder les portes de l'abbaye et « les meubles, vins, foins, bestial, etc. », qu'elle renfermait; mais ils l'abandonnèrent bientôt, à l'exception des nommés Nicolas et Poupart qui demeurèrent avec lui pendant quelque temps. « Nous avions chair et vin, dit-il dans son Journal, car nous tuasmes deux pourceaux, et j'envoyais l'autre chair en Crize (aux religieux qui s'étaient réfugiés en ce quartier), et avions force vins ». De plus, une dame Manteaux, sans doute une religieuse parente de l'abbesse de Notre-Dame, Lejeune de Manteaux, lui fit dire par une servante « qui portoit le burre et fromage » en cette abbaye, que, s'il en était besoin, il tuât quelques-unes des bêtes à corne qu'elle avait à Saint-Crépin, où l'abbesse mettait en dépôt certaines provisions de bouche. Tout allait donc bien sous ce rapport; mais d'un autre côté, ayant appris ce qui était arrivé aux autres monastères, à l'exception de Notre-Dame et de Saint-Crépin, Lépaulart pensa bien que « finalement » il n'échapperait pas plus qu'eux à la fureur des hérétiques, d'autant plus que « les souldars le menassoient journellement », parce qu'il refusait de les laisser entrer et qu'il « tenoit fort au donjon et logis », il écrivit donc des lettres à de Vélu et au capitaine Darnel.

Ces lettres, qui peignent au vif le caractère et la manière de voir de Lépaulart, exposaient en substance : que ceux qui disent porter les armes pour l'Evangile et pour Jésus-Christ doivent imiter sa douceur; que s'il est demeuré en l'abbaye ce n'est pas « pour rien attenter contre leurs entreprises, mais pour obéir à Madame de Bourbon et à ce qui sera ordonné par le gouverneur et ses capitaines; comment ceux de la Religion de Soissons et des environs s'étaient comportés à l'égard des religieux qui les ont reçus avec humanité durant leurs fuites dès les premiers troubles, qui n'ont « esmeu les armes », contrevenu aux édits concernant la religion; qu'il veuille donc « que moleste ne soit faicte » à leur maison (1).

Le 9 octobre Lépaulart reçut la visite de quelques

(1) P. 18.

sergents de Vandy qui, avec leurs Huguenots, occupaient les environs de Crépy, Pierrefonds, Vivières et Cœuvres. Il leur donna à dîner et ils lui dirent : que M. d'Estrées ne voulant pas s'immiscer en cette guerre, s'estait retiré avec M. de Bouillon à Sedan ou à Jamar et qu'il avait dit qu'il s'en allât, s'il le voulait, en son château de Cœuvres. Peu de temps avant le *tumulte*, d'Estrées lui avait écrit en effet qu'il allait passer huit ou dix jours auprès du connétable et qu'à son retour à Cœuvres il ne manquât pas de s'y trouver « pour terminer certain différend de la paroisse ». Le même jour, sur le soir, le sieur de la Chambre et d'autres personnes vinrent encore lui conseiller de sortir de Saint-Crépin, tandis que d'un autre côté on lui manda de Notre-Dame de rester jusqu'à ce que l'abbesse eût reçu des nouvelles du roi et du prince de Condé, son frère, vers lequel elle avait envoyé.

Le 12 octobre, un dimanche, les alarmes de Lépaulart redoublèrent. Tandis que « la presche » se faisait à la cathédrale, on vint lui dire qu'on « rompoit et desmolissoit Saint-Pierre-au-Parvis, sans égard pour l'abbesse de Notre-Dame, de qui cette collégiale dépendait; et, deux heures après, parut à la porte de Saint-Crépin un caporal avec quinze ou vingt hommes demandant qu'on lui ouvrît. Après un premier refus, le prieur, voyant parmi la troupe des gens de sa connaissance, entre autres Anthoine Lors, ex-gouverneur de la ville, avec Simon Charpentier, et apprenant d'eux qu'ils venaient de la part de Vandy, que Condé avait nommé capitaine de Soissons à la place de Darnel, il fit ouvrir. C'était sans doute le parti le plus sage, car Vandy était « un homme diligent et vaillant », quoique goutteux, « mais acerbe ennemi à l'Eglise romaine et aux ecclésiastiques ». Le caporal avec quelques-uns de ses gens étant venu « au logis abbatial » dit au prieur, qu'il ne connaissait pas, d'ouvrir « sa chambre et estude », déchira et jeta par terre une partie de ses livres en disant : « qu'il les falloit brusler et qu'il s'amusoit à ung tas de papisterie ». Lépaulart sauva ce qu'il pût, en lui remontrant doucement qu'il « n'avoit jamais esté contraire à ceulx de la

religion », et qu'il espérait bien un jour « les faire remercier du tort » qu'ils lui faisaient, par les plus grands seigneurs du pays ses amis. Tandis que la troupe cherchait « les caches et les musses », prenait « quelques menues hardes et meubles, rompait quelques images », le caporal lui demanda à disner pour lui et ses gens, et, comme il leur assurait « que tout le bon estoit à Notre-Dame », ils trouvèrent néanmoins du vin, pillèrent « quelques chairs et provisions » et s'en retournèrent à la ville (1).

Ce premier pillage allécha les Huguenots et désormais ils ne cessèrent plus de revenir à Saint-Crépin « quérir vin par buirre, et demandèrent du foin et furagèrent l'abbaye et le bourg ». C'était à n'y plus tenir. Lépaulart écrivit à l'abbesse de Notre-Dame : que décidément il ne pouvait plus vivre à Saint-Crépin, que quand il y avait « quelques morceaux pour disner les soldats venoient tout prendre », qu'on ne perdrait qu'à attendre si on ne parvenait à gagner quelques-uns des capitaines huguenots en leur promettant certaines mairies et seigneuries, comme Coupaville à de Vélu, la justice d'Acy, Vailly et Celles à d'autres, ce qui pourrait les engager à sauver « le corps de l'abbaye ou partie d'icelle ». L'abbesse lui fit répondre par l'abbé de Vermand : qu'il se gardât bien de s'en aller, que son absence serait une cause de ruine pour le couvent; qu'elle le mettrait en sûreté quand il serait temps, qu'il fût assuré qu'on avait soin de lui, et qu'au reste elle l'enverra « quérir après dîner afin qu'il pût exécuter ce qui lui sera commandé de sa part pour sauver ce qui est en danger ».

Tout ayant été concerté entre le prieur et l'abbesse, celle-ci, dès le lendemain, obtint des capitaines huguenots un passeport pour faire conduire à Notre-Dame « les vins, foings, meubles et bestial qu'il y avait à Saint-Crépin ». L'adroit prieur fit entonner dans des futailles par le tonnelier et le pitancier frère Jean, les choses les plus précieuses, les joyaux, chartes et obligations que l'on n'avait pu emporter à l'arrivée des religionnaires et

(1) LÉPAULART, p. 21.

que l'on avait cachées. Par ordre de l'abbesse, il ouvrit ou fit briser les fiertes des corps saints, principalement la châsse de saint Bandry, et les empaqueta dans une futaille à part. On les chargea sur des chariots avec les pièces de vin, de manière qu'il y eût une futaille contenant ces objets entre deux pièces pleines. Pendant ce temps-là il avait « abreuvé suffisamment » nos Huguenots de l'escorte qui, pensant qu'on n'emmenait que du vin, firent arriver le convoi sans encombre à Notre-Dame. Malheureusement le prieur ne put empêcher que, tandis qu'il remplissait sa commission, quelques Huguenots des environs de Beaurieux n'allassent à l'église de l'abbaye « rompre quelques coffres et armoires » et « furager les chambres des religieux », où ils ne trouvèrent plus grand'chose.

Le 18 du même mois, Lépaulart reçut une lettre de sauvegarde du prince de Condé, datée de Saint-Denis, 16 courant, par laquelle il était défendu à tous capitaines, lieutenans, enseignes, guidons, maréchaux des logis, soldats, fourriers et autres gens de guerre « de loger, furager » sur le domaine de Saint-Crépin, d'en enlever des foins, pailles, blés, avoine, vin ou autres choses, si ce n'est en payant de gré à gré, déclarant : qu'il prend l'abbaye « avecques toutes personnes y demeurans en la protection du roi Monseigneur » et la sienne. Cette lettre et l'assurance que le porteur donna à Lépaulart qu'on traitait de la paix, fit renaître un peu d'espoir dans l'âme du pauvre prieur. Il augmenta encore lorsque l'abbé de Vermand eut mandé au religieux qui était demeuré au prieuré de Sainte-Geneviève sous un déguisement, et aux autres qui étaient dans les environs, de rentrer en l'abbaye où ils seraient en sûreté, mais ils n'y restèrent pas longtemps.

En effet, le dimanche 26 octobre, au matin, la première porte de l'abbaye fut ouverte par surprise. Plusieurs Huguenots entrèrent par celles appelées *Portes des Prés*, et, envahissant l'église, se mirent à « rompre les tables d'autels, crucifix et images qui restoient, avec les grandes armoires des reliques et calices, les orgues, et tout gaster et ruiner. » Tandis que le prieur accourt

pour montrer à ces forcenés sa lettre de sauvegarde, d'autres montent à sa chambre et emportent son manteau, les draps de son lit et d'autres hardes, et déchirent quelques livres. Ensuite, ils voulurent le contraindre « à leur déclarer les musses; » et l'un d'eux leur en montra une, mais ils n'y trouvèrent que des objets sans grande valeur. Les religieux qui étaient rentrés s'enfuirent de nouveau, sauf les frères Jean et Dortus. Comme le prieur se plaignait de leur manière d'agir, un caporal lui répondit : « qu'ilz ne faisoient cette entreprise sans mandement. » Il lui offrit une selle de cheval contre promesse de sa part de lui faire rendre ses effets, mais il ne put rien ravoir.

Le lendemain, on fit une nouvelle tentative pour engager Lépaulart à se retirer à Soissons. Les chanoines Nongentel et Lefébure, l'élu Pilloy, Hainault et autres vinrent le trouver à cet effet, mais il répondit aux chanoines qui lui offraient même leur logis : qu'il attendrait les ordres de Madame l'abbesse à qui il était sûr de déplaire s'il suivait leur conseil. Ce qui choqua surtout nos deux chanoines, qui sans doute s'étaient laissés séduire par la huguenoterie, ce fut quand il leur dit : « qu'il ne viendroit bonne yssue de telle entreprise, et que ce n'estoit la forme de publier l'Evangile, et que plustôt ilz la feroient détester et abhorrer leur religion en y procédant par telle façon, que l'amplifier. » — « Il n'y a pas d'autres moyens « pour abolir l'idolâtrie, » lui répondirent-ils. — Le plus tolérable et meilleur moyen, répliqua Lépaulart, serait de se conformer à la Confession d'Augsbourg. » — Et il ajouta : que c'était une chose certaine « que jamais leur religion ne seroit reçeue en France en l'estat qu'elle seroit practiquée, et veu que sans cérémonies, il n'est pas possible régler ne entretenir l'Eglise en uniformité (1). »

Les nouvelles que Lépaulart reçut du camp de Condé par quelques personnes qui en revenaient, détruisirent encore l'espoir qu'il avait conçu d'une paix prochaine. Le connétable de Montmorency et le sieur de l'Aubespine

(1) LÉPAULART, *ibid.*

s'étaient, au nom du roi, abouchés avec le prince pour en traiter, mais tout était rompu, et « pour quelque *hault propos* » qu'ils avaient échangés, le connétable et Condé s'étaient séparés fort mécontents l'un de l'autre; les escarmouches continuaient entre ceux qui sortaient de Paris et l'armée huguenote, et « on donnait au diable la prise de Soissons à cause du retard de l'entreprise. »

Pendant que sa ville épiscopale était livrée à toutes les indignités qu'inspire le fanatisme et l'avidité du gain, Charles de Roucy avait quitté son palais et bientôt Soissons. Le doyen du chapitre, Lépaulart, ne pouvant le suivre, faute d'un cheval, se vit contraint de se retirer à Notre-Dame, par crainte de « la furieuse rage et inimitié des Huguenots contre la prestrise. » Peu de temps après, étant malade, il se remit entre les mains de Vandy, qui lui permit d'aller se faire soigner en sa maison, l'assurant, en présence de l'abbesse : « qu'il n'aurait *aucun mal de sa personne.* » On lui rendit même les coffres qui avaient été trouvés dans sa musse, mais après « qu'on eust pris le meilleur et faict payer quelque somme de deniers pour rendre le reste. »

La princesse de Condé, Françoise d'Orléans, que Louis de Bourbon avait épousée en deuxièmes noces, et qui était venue à Soissons pour y attendre l'issue des troubles, avait pris à l'évêché la place que le prélat avait laissée vide et y avait été rejointe par l'abbesse de Notre-Dame, sa belle-sœur. Si l'évêque avait pu recevoir en son palais ces deux dames, il eût certainement, à cause de sa qualité, fait tort, par sa présence, au respect qu'avaient pour elles le gouverneur et ses capitaines.

Le 29 octobre, un des gentilshommes de la princesse vint à Saint-Crépin se faire montrer, puis délivrer, ce qui restait encore de provisions en l'abbaye, mais tout se réduisait au bois de chauffage et aux meubles du prieur. Il fit charrier le bois et défendit qu'on touchât à sa *chambre et à ses meubles*; mais il permit à plusieurs soldats d'aller piller l'église. Il est probable que la princesse de Condé n'eut *aucune part dans cette nouvelle* exécution. Quant à l'abbesse, elle paraissait infatigable

pour atténuer le mal que les Huguenots faisaient à Soissons, par son autorité et la dignité de sa personne. On la voyait en robe d'abbesse parcourir les divers quartiers de la ville, faisant éteindre les incendies, arracher des prêtres des mains d'une soldatesque furieuse. De l'évêché, elle pouvait facilement se porter sur tous les points où son intervention devait être utile. Elle ne put toutefois sauver Saint-Crépin d'un dernier désastre.

La veille de la Toussaint, dans l'après-midi, des soldats huguenots surprennent le gardien de la porte, entrent et vont forcer les chambres basses, la cave du prieur et enlèvent « le vin par buyres. » Un lieutenant nommé Maubeuge et un caporal les font sortir, mais, vers cinq heures du soir, arrivent de nombreux étrangers qui jettent bas les deux grandes portes et montent, au nombre d'une trentaine, à la chambre du prieur. L'un lui présente « quelque pistolle à la poitrine, l'aultre la poincte d'une pertuisane; » un caporal le prenant par le bras lui conseille de sortir. Et, comme il s'efforçait de leur persuader qu'il « tenoit de leur religion, » ils répondirent : « — Vous êtes huguenot du pape. Vous êtes de la religion s'il plaît au roi. — Je n'ai jamais fasché Huguenot quelconque, ains leur ay fait du mieulx qu'il ma esté possible, disait Lépaulart. — Je le crois bien, répliquèrent-ils, mais les prestres et moines sont cause que nous avons perdu nos biens et sommes chassez de noz pays; aussi n'en n'espargnerons-nous pas ung, et vous prend bien que vous ne les ressemblez point. » — Cependant, voyant que l'abbaye était remplie de Huguenots et que déjà ils détachaient les petites cloches, le prieur se décida à tout abandonner et se retira chez le sieur de Puisieux, au faubourg Saint-Crépin. D'une fenêtre de cette maison, il vit vendre ses meubles devant la porte, sauf deux coffres qu'il avait cachés, qu'on lui rapporta la nuit suivante et qu'on retrouva vides au prieuré de Sainte-Geneviève, où on les avait transportés.

Le lendemain l'abbesse de Notre-Dame et l'abbé de Vermand, ayant appris l'envahissement de Saint-Crépin,

envoyèrent chercher le prieur et D. François, mais des hallebardiers leur interdirent l'entrée du monastère, à moins qu'ils n'eussent l'assentiment de Vandy. L'abbesse envoya Gourmont, son secrétaire, au gouverneur, qui refusa de le donner et voulut que le prieur vînt demeurer en son propre logis ou qu'il se retirât auprès de Vélu. Et il le fit conduire par le médecin Mouron « en hault, à l'estude de son frère le doyen qui étoit au lit malade en une chambrette voisine. » Il leur « fist délivrer à boire et manger honnestement, » mais ils ne pouvaient parler à personne qu'en présence de hallebardiers, n'avaient que de mauvais lits, point de feu souvent, malgré la rigueur du froid. Le prieur coucha un mois « derrière l'huys sur ung lict pourry, avec un drap neuf d'estoupe et une vielle couverture, sans travers. »

La retraite de Lépaulart fut le signal de la destruction de Saint-Crépin. Le logis abbatial, les lambris des cloîtres, les chaires (stalles), les orgues furent démolis comme dans les autres églises, malgré la sauvegarde du prince de Condé et les recommandations de l'abbesse aux capitaines. Ceux-ci lui promettaient assez de n'y plus laisser les soudards, mais ils n'en pouvaient rien obtenir (1). La maison du doyen, située sur le cloître et que Vandy avait choisie pour s'y établir, offrait bien quelque sécurité à ce chanoine et à son frère, mais ils n'y trouvaient guère de repos. C'était en cette sorte de quartier général que se tenaient les conseils de guerre composés de quelques bourgeois et gentilshommes du pays et des principaux capitaines de la garnison. On y délibérait sur la défense de la place, sur les moyens de faire venir des subsistances pour les troupes, d'étendre leurs quartiers et de les placer dans les villes et châteaux d'alentour après les avoir surpris. C'était là aussi que s'organisaient le pillage et la destruction des maisons religieuses et des objets du culte catholique, le tout pour l'avancement des affaires du parti plutôt encore que pour celui de la Réforme. On voyait s'arrêter devant la porte « des chariotz chargez de long bois à faire des lances et des

(1) LÉPAULART, p. 26 et 34.

picques. » Après les avoir polies et dressées, on les ferrait dans la salle du doyen (1).

IV. — Non content de détruire sans pitié et sans honte tous les objets du culte catholique et les monuments qu'il avait créés, le calvinisme, partout où il était le maître, s'efforçait d'établir sur ces ruines sa religion et ses tristes pratiques. Dès leur arrivée à Soissons, « la grande église, » la cathédrale, avait été transformée en temple protestant. « La presche générale » s'y faisait tous les jours à neuf heures du matin. A trois heures de l'après-midi, il y avait des prières ou des exhortations par divers ministres alternativement. Ceux-ci montaient en chaire et, sans faire le signe de la croix d'usage, ils citaient un texte qui touchait toujours à quelque point de controverse, l'expliquaient, s'appuyant sur des raisons humaines, puis invectivaient contre Rome, contre l'Eglise romaine, contre le clergé.

« Ilz mordoient et picquoient, dit Lépaulart, l'état des ecclésiastiques qu'ilz appelloient papistes et règne de l'Ante-Christ et de Babylone, les notoient de idolatrie, superstitions, hypocrite, Eglise masquée, paillarde romaine ; ilz exhortoient les peuples à s'en distraire, embrasser Jhésus-Christ et la doctrine de l'Evangile, détestoient la messe, les images, paremens, croix, cérémonies, méprisoient les évesques, cornuz prestres, razés moines, chanoines, etc. ; preschoient quelques chapitres du Viel ou Nouveau Testament servanz à leurs délibérations. Ilz persuadoient à leurs sectateurs qu'ilz estoient fidèles enfantz de Dieu, cohéritiers du règne éternel par foy ; que Dieu leur avoit baillé les armes au poinct ou en leurs mains pour défendre sa querelle ; que l'Evangile seroit presché et auroit son cours en ce royaume en despit de Sathan et des satalites de l'Ante-Christ. Ils prioient pour M. le Prince et ses associez, que Dieu favorisasse leur saincte entreprise, et après, pour le roy, que Dieu bénisse son enfance et luy donne grâce de cognoistre l'Evangile, etc. »

(1) *Ibid.* p. 64.
(2) Lépaulart, p. 29.

Le prieur Lépaulart, après son départ de Saint-Crépin, ne demeura pas beaucoup en repos; aux luttes contre les envahisseurs de son couvent succédèrent les luttes théologiques, les controverses avec les savants de la Réforme. Esprit indulgent, mais vif, pénétrant et convaincu de la vérité de sa religion pour laquelle il eût souffert le martyre, il inclinait cependant à croire qu'il y avait encore des moyens de conciliation avec ces hérétiques qu'il confondait par ses raisonnements aussi simples que solides. Erreur pardonnable alors et partagée par bien des esprits qui n'avaient en vue que le bien de l'Eglise et de l'Etat, si profondément troublés ! L'exposé de ces discussions tel que nous l'a livré le naïf historien montre assez que la vraie religion n'a nulle part manqué de défenseurs et qu'elle a toujours eu des réponses prêtes à toutes les subtilités et objections inventées par l'hérésie.

Un jour donc, le 7 novembre, « à l'yssue de la presche, » des habitants de Soissons « de la religion » vinrent trouver Lépaulart et lui demandèrent « s'il trouvoit quelque chose de meschant à la presche ou à la doctrine de leurs ministres, et si elle n'estoit pas plus conforme à la primitive Eglise et à l'Evangile que la papisterie. » Il répondit qu'il « n'avoit encore ouy rien qui lui semblât faulx ne contraire au texte mesme, que le chant des psalmes lui sembloit beau et plaisant, que si l'Eglise universelle avoit permis ou reçeu telle coustume, il seroit le premier qui, après matines, messes ou vespres dictes en sa paroisse, en chanteroit ung avec ses paroissiens, comme on faict ung *Salve* ou ung *Regina cœli;* et que d'abolir le service accoustumé en latin, oultre que ne se pourroit jamais faire, que ce seroit aussy dommaige, veu qu'il y a plus de fruict à ceulx qui l'entendent que audict françois; et que si on n'y avoit rien ajouté depuys saint Grégoire et saint Ambroise, il n'y auroit que reprendre, car c'est ung office bien dressé pour prier. Mais que depuys, les moynes y avoient adjouté et augmenté des choses infructueuses et pleines de superstitions que plusieurs ne voudroient chanter, ne ouyr si les entendoient, et en-

core de jour en aultre on ne cessoit d'y adjouter, changer et muer par chacun ordre et évesché divers usaiges et que ce seroit bien faict pour tant de sortes d'usaiges prendre celuy de Rome. »

« Pourquoi, respondit lung, celuy de Rome, si vous confessez que les psalmes en françois sont bien traduictes? Ne vaut-il pas mieux les chanter comme nous les chantons, affin que chacun s'entende, sans prier en langaige incogneu et non entendu? N'est-il pas requis en priant que on entende ce que on dict, sinon l'esprit ou pensée est sans fruict, comme dict saint Pol? Mais on nous a toujours défendu d'avoir des heures ne d'Evangiles en françois, de peur que nous ne fussions plus saiges que les prestres qui n'y entendent rien. » Il répondit : « qu'il y avoit deux manières de prier et faire oraison à Dieu, l'une particulière, l'autre publique; que quant à la particulière, que chacun qui n'entend latin priasse en langaige commun et de sa nation », il n'y trouvait pas d'inconvénient, « veu que oraison ne gist point tant en la parolle que en l'entendement et désir intérieur où est reqüis que le suppliant élève sa pensée à Dieu et au ciel. Mais, quant aux prières publiques qui journellement se font ès églises, il a été ordonné et est mieux séant qu'elles se facent par gens de savoir et prestres en latin qui est entendu de quasi toutes nations. — Et comment, dit un autre? Je gaige que en toutes les abbayes de Soissons, il n'y en a une demi-douzaine de moynes qui entende son bréviaire, et n'y a pas beaucoup de prestres ne chanoines. » — « Tant pis, répliqua Lépaulart, et je suis d'accord que on ne debvroit instituer prestres qui pour le moins n'entendist le sens histotique ou littéral de la Bible qui est traduicte en latin assez fluide et facil. » — Vrayment, dit un autre, des belles! les chanoines et moynes maintenant n'estudient que au livre des Rois » (au jeu de cartes).

Deux ou trois de ces interlocuteurs, ayant alors tiré le prieur à part, lui demandèrent s'il ne voulait pas autrement se « déclarer et faire profession de l'Evangile comme avoient faict quelques chanoines » qu'ils lui nommèrent, lesquels « avoient ensemble renoncé à la

Babylone et à la papisterie ». Il leur répondit : qu'il ne voulait pas faire « de nouvelle profession, ne aultre que celle de son baptême » et qu'il ne vouloit « estre huguenot ne papiste ». — « Vous voulez donc estre *athéiste, dit un chanoine?* » — « Non, répondit-il, je veult tenir la foy que ont presché saint Pierre, saint Paul et les apostres; s'il y a des controverses ou différens, que ceulx qui sont plus forts et plus hardiz que moi les desmêlent. Je sçay bien qu'il y a de grans abus à corriger en la papisterie, et il y a plus de quarante ans que on ne cesse de quereller et d'escrire lung contre l'autre, et n'y a point de fin. Il y a aussy des choses à vostre religion que je ne pourrois jamais approuver et qui ne seront jamais receues en ce royaume à mon jugement. Tout se portasse mieux sy on se fust résolu en France à la Confession d'Augsbourg, car vous verrez que si jamais les princes veuillent donner la chasse à la papisterie, qu'il nous faudra passer par icelle ou par le *interim* de Allemagne. » — « Mais il y a, dit un autre chanoine, plus de trois ans que vous nous menacez de ceste Confession d'Augsbourg. » — « Elle me semble, lui répliqua Lépaulart, plus salutaire et plus facile à mettre paix entre les Huguenots et papistes que moyen quelconque. »

L'entretien se termina par une invitation à dîner, avec quelques ministres, que le prieur refusa. Il faut maintenant assister en sa compagnie à la cène à la cathédrale et entendre les nouvelles controverses qu'il eut à soutenir à cette occasion, le dimanche 9 novembre. La cérémonie avait déjà eu lieu le dimanche précédent, mais il y était venu peu de monde, parce qu'on n'avait pu s'y préparer à cause « des tumultes de la guerre »; cette fois, il y vint de plusieurs églises protestantes une « grandissime multitude ». Certains Huguenots remarquèrent avec surprise qu'il y avait encore à la cathédrale bien des objets en désaccord avec leur culte : pupitre, sépulchre, une grande partie des autels, des fermetures de chapelles et du chœur, colombes, crosses, chaires, verrières entières, en un mot que l'église n'avait pas soùffert « grand dommaige », sauf que « les images

estoient ostées et aucunes croix rompues, aucunes gettées en des coings à part ». Aussi dirent-ils en murmurant : « que la idolatrie n'estoit point assez abolie en ce lieu pour y faire la cène ». Même plainte se fit entendre le 20 novembre à l'issue du prêche, en présence de Lépaulart, de la part de quelques Huguenots de Soissons et des environs qui étaient venus échanger avec lui quelques saluts : « La grande église, dirent-ils, sent encore trop idolatrie et superstition. »

« En quelqu'état ou réformation que fust la religion chrétienne, leur dit le prieur, il estoit convenable que les temples eussent quelque beauté, paremens et décorations » qui les distinguassent des habitations ordinaires. Et il leur cita celui de Jérusalem, où Jésus-Christ et les apôtres avaient prêché, prié et loué Dieu « quoique les sacrificateurs d'alors ne fussent sans abuz, vices, ne superstition, non plus que nous et qu'ilz commissent des faultes plus désordonnez que les nostres en leurs temples ». Ils furent imités en cela par les premiers successeurs des apôtres, saints évêques et martyrs qui édifièrent des églises. Celle de Sainte-Sophie si magnifique ne fut-elle par bâtie par Constantin, par le conseil « de plusieurs sanctissimes évesques », anciens pères de Nicée qui n'auraient pas voulu « dévier de la longueur d'un ongle de la pure Evangile ». — « Mais, dit un diacre huguenot, y avoit-il des idoles au temple de Jérusalem? » — « Oui, répondit-il, n'y avoit-il pas des chérubins et des figures de bœufs et lionceaulx aux soubassements des chandeliers et grands vases nommés *Mare œneum* (la Mer d'airain), ajoutant : qu'on ne pouvait être coupable de regarder des idoles dès qu'on ne les adorait pas; que nos images n'étaient pas non plus un objet d'idolâtrie, pourvu qu'on ne leur attribuât pas l'honneur qui n'appartient qu'à Dieu; qu'elles « peuvent servir de mémoire et édification aux simples gens qui ne savent pas lire; qu'il n'ignorait pas « quelz dangers et abuz sont survenuz pour les avoir trop décoré et porté au bout d'ung baston pour les mettre à prix chacun an, et de quelque pèlerinage loingtain pour aller saluer et veoir une ymaige »; qu'il voudrait « qu'on ne

les feisse tant riches, ne tant braves, ne magnificques, ains qu'on se contentasse de médiocrité »; mais qu'il n'était pas nécessaire de les abolir entièrement, et, qu'en tout cas, cela ne pouvait être fait que par un concile général.

Il avoua aussi qu'il n'y avait pas autrefois « tant d'autels, parades, ne images, orgues, fiertes, ne chapelles à part comme aux nostres à présent; mais quant aux pupitres et lieux éminentz » il y en avait pour la prédication du « costé qui est vers le chœur et sièges des prestres et clergé », où « le concionateur ou évesque preschoit vers iceulx en grec ou latin en forme de homélie; et à une autre heure, il preschoit retourné vers le peuple en langaige commun et entendu ». Il ajouta qu'il avait ouï dire par des gens qui avaient été à Genève, qu'au temple de Saint-Pierre et autres églises où prêchait Calvin, « il y avait des belles et riches tapisseries où estoient en grant: personnages, figures historiques, les Actes des Apostres, et que en y faisant la presche il y avoit souvent de réchauffeires où on mettoit encens et bonnes odeurs et parfums ». C'est pourquoi il s'étonnait que les Huguenots prissent « si grand plaisir à ruyner et destruire les églises ». Quelques-uns répondirent: qu'ils agissaient ainsi parce qu'ils n'en jouiraient pas longtemps, mais que si on ne leur en accordait pas dans les villes et faubourgs, ils n'en auraient pas non plus. — « Eh! Messieurs, répliqua le prieur, quand vous les aurez ruynés au dyocèse de Soissons, n'y en aura-t-il point encore au dyocèse de Paris, Reims, Laon, Noyon, Amiens, etc. Vous feriez mieux de procéder plus doulcement en ceste guerre ». — « C'est, répondit Lefébure, l'opinion de Vassoris et du ministre qui est logé en ma maison ». — D'autres lui répondirent avec colère: « Vous n'oublierez jamais vostre papisterie » (1).

Tel était le thème sur lequel les ministres brodaient tous leurs discours qu'ils débitaient avec l'accent de la

(1) LÉPAULART, p. 30-34 et p. 55-57. Nous avons cru devoir fusionner ici deux entretiens différents de LÉPAULART avec les Huguenots, parce qu'ils roulèrent sur la même matière et qu'il y fit à peu près les mêmes réponses.

conviction. De plus, ils « chantoient fort bien et mélodieusement les psalmes de David en françois et faisoient esmouvoir à larmes et pitié plusieurs assistants, car le plus souvent les ministres plouroient eulx-mêmes ». Les femmes huguenotes surtout y montraient une grande sensibilité et leurs pleurs en faisaient couler de bien des yeux. Des catholiques, entraînés par l'exemple, la curiosité et le désir de plaire aux maîtres de la ville, dans l'intérêt de leur propre fortune, témoignaient de la sympathie pour la huguenoterie et fréquentaient le prêche, mais il est constant que peu de bourgeois de Soissons s'adjoignirent à ceux de leurs concitoyens qui s'étaient fait religionnaires avant la nouvelle levée de boucliers des princes et le pillage de la ville.

Parmi les prédicants du « saint Evangile », du libre examen et de la haine contre l'Eglise catholique leur mère, se distinguaient par leur éloquence et la violence de leur langage, l'ex-cordelier Vassoris, ministre de Soissons; Hélin, ministre de Cœuvres, et plusieurs autres des environs nommés Saint-Clément, Charvy, Vuyart, qui venaient aider leur collègue de Soissons. Vassoris employait, dans ses harangues, une sévérité d'expressions peu commune; il « increpoit, dit Lépaulart, tensoit et rédarguoit rudement les paillards, rançonneurs et vicieux ». Il y perdait son temps, car « s'il n'y eut pas beaucoup d'habitans qui n'allassent à la presche, ils accomplissoient ce que (les ministres) disoient, moins que nous ne faisons ce que on nous presche, mais tout au contraire ». Quoique le prêche se tînt à Cœuvres depuis plus de trois ans, le prieur de Saint-Crépin, curé de cette paroisse, n'avait jamais voulu y aller quelqu'instance qu'on lui fît d'en donner l'exemple à ses paroissiens, mais, le 6 novembre et jusqu'à la Sainte-Cécile, il se rendit à celui de Soissons où oncque depuis ne retourna (1).

Lépaulart n'était pas pour cela au bout de ses peines, ni des controverses que les Huguenots entamaient avec lui. Le lendemain de la cène, trois individus: Nicolas

(1) LÉPAULART, *ibid.*

Droard, Noël Violette et Pierre Dorche vinrent lui dire qu'ils avaient découvert ses deux coffres et les avaient déposés chez Puiseux. Pour ce service ils lui soutirèrent une pistole et une pièce de quinze sous. Puis il eut l'imprudence d'indiquer à Dorche l'endroit où il avait caché ce qu'il avait de meilleur; celui-ci lui en rapporta la moitié et déroba le reste. Le mardi, Me Jehan Hélin, ministre de Cœuvres, l'élu Hénault, le receveur de Braine et autres l'étant venu trouver à l'issue du prêche, il les pria de recommander aux soldats de la garnison de Cœuvres de ne pas piller le peu qu'il avait dans sa maison de ce lieu, ayant déjà tout perdu à Saint-Crépin. Cette manière d'agir à son égard, leur disait-il, ne plaisait pas même à ceux de la Religion, vû qu'aucun ecclésiastique ne leur avait été moins contraire que lui; que lui, Hélin, savait combien il s'était « comporté doulcement avec ceulx de son ministère, sans estre séditieux, ni incommôder personne »; que même, pour vivre en paix, il avoit perdu depuis trois ans, presque tous les fruits de sa cure. Hélin, le receveur du comte d'Estrées, et le capitaine Pierre lui promirent de faire droit à sa demande.

Ce capitaine l'entreprit alors et lui demanda pourquoi il ne « faisoit estat de la religion comme les autres ». Il lui répondit : qu'il y avait toujours eu des gens « plus hardis les uns que les autres et que cette religion, à ce qu'il voyait, « ne avoit que faire de gens aussy paoureux, débiles, ne maladroits » que lui. — « On n'a que faire de vostre force, reprit le capitaine, mais de vostre esprit et de vostre langue. » Il vaut mieux, reprit Lépaulart, rester ce que l'on est plutôt que d'imiter ceux qui se font protestants et redeviennent catholiques. « J'espère, ajouta-t-il, que ces guerres finiront par quelque bon règlement de la religion; car de cuyder, gaigner tous les poincts ainsy que vous les tenez, jamais ne se fera. Vous cuydez abolir beaucoup de choses qui ne se peuvent changer que avec le temps; et me semble que par telle guerre ne s'en advancera pas beaucoup ». — « Vous jugez témérairement les choses qui sont en la main de Dieu, auquel rien n'est impossible », dit Hélin un peu

piqué. » — « Je ne fais point doubte de l'omnipotence de Dieu, répondit Lépaulart; mais je considère comment notre foi a pris accroissementz par menuz principes et petit à petit; les apostres et martyrs n'ont rien heurté, ne forcé par violence; telle chose se fera cy après que maintenant Dieu protestre, ne veult encore estre faicte. » Et il citait en exemple la mission de saint Paul et saint Barnabé. Puis il lui dit : « J'en vois des vostres qui ne se soucient pas beaucoup de l'avancement de l'Evangile... et si j'estois ministre à vostre place, je mourrois d'ennuy en voyant ce que je vois et ceste pernicieuse manière de vivre de plusieurs; aussy, ne prescherois-je l'Evangile que à ceulx qui la voudroient recevoir comme Jésus-Christ l'a ordonné, etc. »

Quittant ce sujet, qui n'était pas de son goût en présence de ce qui se passait alors même à Soissons et ailleurs, Hélin tomba sur la messe. « Pouvez-vous bien encore y assister et devant les idoles de vos temples, en bonne conscience? » — « Ouy vrayment, répondit le prieur, et ne trouve point d'occasion de ainsy détester et rendre abominable la messe comme vous faictes, veu qu'il y a beaucoup de bonnes choses et salutaires, que vous ne sauriez prouver rejettables; je crois qu'il y a bien des choses adjouptées depuis saint Grégoire, et quelques usaiges abusifs survenuz d'icelle, comme la taxe de deux sols six deniers en marchandise, qui se pourroient bien rescinder ou changer; mais c'est à l'Eglise universelle ou du moins aux prélats et princes du royaume de y donner ordre et non pas à nous particuliers. » Et comme Hélin alléguait la conduite des apôtres qui avaient continué la prédication malgré la haine du monde, il lui répondit : qu'ils avaient affaire aux juifs et aux gentils grands ennemis de Jésus-Christ et de l'Evangile, tandis que protestants et catholiques sont tous chrétiens baptisés, admettant tous les articles des trois symboles, le texte des deux Testaments; qu'il n'était question entre eux que de l'interprétation de quelques passages obscurs sur laquelle ils invoquaient de part et d'autre des autorités, « comme celuy de la justification gratuite, de la prédestination, du libéral ou

serf arbitre et de certaines cérémonies et de quelques décretz et statuz ecclésiastiques concernantz la police, ordre et uniformité et culte externe *in Ecclesiis* ».

« — Et de vostre fournaise de Purgatoire, cria un des assistans, qui a été cause de tant bien farcir la cuisine et faire bouillir les marmites de vous autres moynes et prestres, vous n'en dictes rien? — Si « en cela, comme en d'autres poincts, répondit Lépaulart, je vous allègue quelques authorités de l'Escripture sur lesquels l'Eglise se fonde pour probation d'iceulx, je sçay bien que vous les interprêtez aultrement, et confesse qu'ilz sont obscurs, mais je vous allégueray l'authorité de l'Eglise et du Concile en payement; je sçai bien aussi que l'Escripture ne met apertement que deux voyes et contrariété opposite, comme bien et mal, vray et faux, lumière et ténèbres, Jhérusalem et Babylone, Egypte et Terre de promission, etc., la vie éternelle aux bons et le feu de tourmentz éternelz aux pervers et méchantz impénitenz. Au reste, j'ay plus cher croire le Purgatoire que y aller voir. » — « Voyez, dit le capitaine Pierre, le diable de razé, comment il est plein de responce; mais n'a-t-il point paour que on lui face comme aux aultres prestres. » — « Il n'y auroit pas, répondit Lépaulart, grand acquest et ne me sçauroit-on pas beaucoup oster ou accourcir de ma vie, car je n'espère pas vivre encore trois mois si Dieu ne prolonge mon terme. » — « Tant debveriez-vous plustôt faire le service à Jésus-Christ et emploier les grâces du savoir qu'il vous a donnéez à l'amplification de son Evangile, » répliqua Hélin. — « J'espère, dit-il, qu'il aime ceulx qui vivent en paix et qui attendent et espèrent que il viendra quelque bon règlement cy-après, et cependant demeurent en l'union de l'Eglise. Syméon, Nicodême, Joseph d'Arimathie estoient-ilz des réprouvez? Pourtant ilz n'ont pas crié contre les autres, ne se hazardé pour rédarguer les abus. — « Allons, allons, dit un des assistans, on s'y romproit la teste, venez diner avec nous. » — « Grand'mercy, Messieurs, répondit Lépaulart, je n'oserois mesloigner de l'hostel de M. de Vandy sans permission, car je l'ay promis. » — « Nous irons demander congé pour

vous, dit Hénault. » — « Grand'mercy, répondit-il, » et il les laissa pour se « retirer en sa garde, » c'est-à-dire dans la maison de son frère le doyen, où était logé le gouverneur.

Lépaulart ayant rencontré, le 11 novembre, Vélu et ceux de Soissons qui en sortaient après le conseil de guerre qui s'y tenait chaque jour, les salua et se plaignit de ce qu'on l'avait traité comme un ennemi acharné, laissé piller et mis en danger d'être massacré, quoiqu'il en eût agi avec tant d'égards envers ceux de la religion. Vélu lui répondit : que c'était sa faute, qu'il l'avait averti, qu'il avait su que les moines de Saint-Crépin avaient enlevé ce qu'il avait de meilleur et « qu'il avoit bruit d'avoir une grande finance d'escus. » Le prieur lui dit : qu'il ne croyait pas à la durée de la guerre, qu'il avait craint de déplaire à l'abbesse et à l'abbé de Vermand s'il avait quitté Saint-Crépin pour se retirer près de lui ; qu'il pensait que les Huguenots se contenteraient de « ravir et piller les ustencilles, joyaulx, dorures et argenteries des églises qu'ilz maintiennent servir de idolatrie, superstition et abuz, » et non les biens des particuliers qui n'étaient pas leurs ennemis et ne leur ont jamais fait aucun tort, et qu'en cela il « ne trouvoit loy, livre, ne coustume tant barbare qui permit ainsy dommager ceulx qui ne leur sont adversaires, ne n'ont offensé leur prince, ne républicque, ne confédérés. » Vélu, se rangeant à l'avis de Lépaulart, dit : qu'il avait été impossible d'y mettre ordre. « La maison de Coupaville est à vostre commandement, ajouta-t-il, et vous y ferez conduire avec ce que vous voudrez sauver. Il y a salloir et de la volaille pour vivre. » — « Je craindrais, dit le prieur, les paysans étant illec, et si j'espère que de brief nous aurons la paix. » — « Je ne sais, répondit Vélu, car nous avons délibéré ceste fois d'en estre à une ou tous mourir ; et de ma part je y employerai non seulement mes biens, mais aussy la vie de moy, ma femme et enfans. » — « Dieu, répliqua le prieur, vous voeulle donner la paix. *Amen.* » Le sieur de Vélu, qui témoignait une si grande ardeur pour la paix, avait, peu de jours avant ce colloque, marié sa

fille unique en l'église de Saint-Gervais « à la mode huguenoticque » avec un gentilhomme nommé de Meur (1).

A quelque temps de là, un chirurgien italien, messire Jérôme, « moult familier » à Vandy, montrant à Lépaulart un ancien ministre calviniste qui avait été suspendu pour trois ans parce qu'il s'était permis de trop grandes privautés avec une jeune fille, lui dit pour l'embarrasser que « si on en faisoit ainsy aux prebtres et moines, ilz seroient bien estonnez. » — « Estoit-il marié? » dit le prieur. — « Non, répondit le chirurgien. » — « Si c'estoit par espérance de l'avoir en mariage qu'il luy monstroit quelques gestes et signes d'amour, il me semble que c'est rigueur. » — Et il lui prouva que quand il s'agissait de mariage, il était presque impossible que des jeunes gens ne se donnassent de ces marques d'amour et que, en la religion calviniste, comme « en la papisticque, » on pratiquait l'hypocrisie reprochée par le Sauveur aux Pharisiens. — « Nous faisons, continua-t-il, le plus grand cas de manger ung œuf en caresme ou chair le vendredi que de perpétrer ung adultère ou dommager nostre prochain ou blasphémer Dieu; et vous aultres faictes plus grand scrupule d'aller à la messe ou de entrer en une église où il y a des images, que de saccager, piller ou ruyner quelques povres chrestiens.... préférant noz coustumes et inventions aux ordonnances et commandemens de Dieu. » Jérôme lui ayant dit : que les ministres étaient « plus saiges et plus gens de bien que les moynes ou les prestres, » il lui répondit : qu'il y avait des prêtres et des moines de bonne vie. — « On n'en voit guère, dit Jérôme, qui ne soient paillars et avaricieux, car ils ne font rien sans argent. » — « C'est aussi ce qu'on peut vous reprocher, répliqua Lépaulart, » ajoutant qu'à son avis, Dieu pardonnait plus facilement « la paillardise quand elle est commise sans rapt, inceste ou adultère, » à cause de l'infirmité de notre nature et l'entraînement de la concupiscence, que l'avarice et la poursuite des

(1) LÉPAULART, p. 41 et suiv.

dignités, richesses, bénéfices étaient moins excusables, mais que les ministres non plus « ne vivent de leur propre et qu'ils ne font point leur estat sans estre paeyez et stipendiez. » — Mais, dit messire Jérôme, « ils se contentent de ce qu'on leur donne et ne sont point fondez de rentes et dismes comme vous autres curez. » — « Tant piz, répliqua le prieur, car avec le temps, charité et libéralité se refroidissant, vous trouverez peu de ministres; et croyez avec Melancthon que, en quelqu'état que soit la religion, il est convenable que les ministres et escoles soient fondez et assurez de leurs vivres; et semble que, pour la conservation de la religion, Dieu ait donné les dismes, prémices et oblations estre payez aux prestres, affin que n'ayant en soucy de négocier pour gaigner leur vie, ils fussent plus intensifs à estudier pour enseigner la loy de Dieu au peuple. »

Sur ces entrefaites, il arriva à Soissons des compagnies de Huguenots qui avaient failli s'emparer de Metz et avaient pris et pillé en passant la « villette de Bruyères en Laonnois, » où ils avaient exercé leurs cruautés sous prétexte qu'on leur en avait refusé l'entrée et le passage, ce qui avait jeté la terreur dans Laon, où il n'y avait que peu de gendarmerie. Des bandes de soudards vinrent aussi des environs de Sedan, de Jamets et de Bouillon, que Vandy incorpora dans les compagnies des *Roussiz*. Lépaulart leur ayant demandé des nouvelles du seigneur de Cœuvres, l'un d'eux lui dit : que c'était « ung poltron de faire la canne à l'heure qu'il convenoit de défendre l'Evangile. » Le prieur, prenant la défense du seigneur de sa paroisse, leur répondit : qu'il avait agi prudemment, qu'étant âgé de plus de quatre-vingts ans et n'étant plus propre aux fatigues de la guerre, il ne pouvait être d'aucun parti et qu'on ne pourrait lui reprocher plus tard d'avoir porté les armes contre le roi. « Vous estes, dict un quidam, curé de son village, vous luy pourriez bien avoir conseillé de ainsy se retirer. » — « Messieurs, reprit malignement Lépaulart, M. d'Estrées est tant saige et advisé qu'il n'a que faire d'un tel conseiller que moi. Il a aussy son ministre qui est trop plus familier et docte que je ne suys. » Il ajouta : qu'il

l'avait si peu dissuadé de la guerre qu'il n'avait même pas sû l'entreprise qui lui coûtait à lui plus de 600 livres; que loin d'avoir été mandé au château de Tresme pour le défendre, ainsi que l'un d'eux l'avait ouï dire, il *jurait* qu'il n'en savait pas le motif. Cette expression souleva aussitôt une discussion sur le serment. Lépaulart soutint qu'il était permis et souvent nécessaire de jurer pour une cause grave, même d'après Luther et Calvin, suivant en cela saint Augustin. Un de ses interlocuteurs, sévère huguenot apparemment, dit : que Jésus-Christ, selon un passage pris textuellement par les anabaptistes, « avoit du tout prohibé le serment (1). »

V. — Cependant, il arrivait de temps à autre à Soissons des nouvelles de Paris et du camp de Condé, tantôt rassurantes, tantôt inquiétantes, soit pour les catholiques, soit pour les Huguenots. Aujourd'hui, disait-on, « tout espoir de paix est rompu, » ni le connétable, ni Montmorency, ni Danville ne veulent plus aller parlementer avec le prince, « au sujet des murmures et sugillations des Parisiens qui les avoient pour suspectz et les taxoient de trahison, » à cause de leur parenté avec d'Andelot et l'Amiral. Puis, c'était le roi, le duc de Guise et le cardinal qui « faisoient gros amas de gens de guerre, » tandis qu'il venait à Condé force « Bernois, Rheitres et Gascons. » On parlait aussi d'une « saillie et bravade » de Strozzi et de ses Italiens sur les Huguenots campés à Saint-Denis, et on ajoutait que Montgommery et Genlis s'étaient établis en amont et en aval de Paris pour lui couper les vivres et l'affamer. En effet, le 10 novembre, on apprenait encore à Soissons que le peuple de Paris « murmurait fort contre la reyne et M. le connestable à cause de la dissette, » qu'il était venu au roi des Bretons, des Gascons, des Espagnols et que bientôt on livrerait bataille. Aussi le gouverneur de Soissons, Vandy, dans la crainte d'une attaque, si les catholiques étaient victorieux, faisait-il « ramparer et fortifier les endroicts plus dangereux de la ville » et forçait les habitants des villages voisins « à venir tour à tour

(1) Lépaulart, p. 48 et suiv.

besoigner à la corvée » et continuait d'envoyer ses Huguenots par les églises et paroisses pour en rapporter les calices, les croix et autres joyaux. Il y avait des lieux où l'on vendait des terres des fabriques pour racheter les cloches (1).

D'autres nouvelles vinrent encore, le 12 novembre, jeter le trouble à Soissons. L'armée du roi ayant fait une sortie s'était ruée sur les troupes de Condé et de l'Amiral ; le connétable avait été blessé à mort par d'Estuart, gentilhomme écossais, mais le roi avait perdu la bataille. On donnait « un grand catalogue de grands personnages tuez; » tous les suisses étaient défaits. Le lendemain, c'était le contraire. On avait écrit de Compiègne que l'Amiral, le cardinal de Châtillon et trois mille hommes des leurs « estoient demourez par terre » et que le prince était blessé. Le jour d'après, on vit, en effet, arriver un grand nombre de fuyards qui se réfugiaient dans la ville et dont on retint plusieurs en prison. Pour rassurer la garnison huguenote, on fit chanter des « psalmes de action de grâce de la victoire et la presche fut faicte par Vassoris qui les exhorta à ferme constance et hardiesse avec asseurance de vaincre tous les adversaires, et que l'Evangile seroit presché et despit des ennemys, et fut chanté en rytme françoise le psaume : *Lauda anima mea, Dominum.* » Le fait était que le connétable Anne de Montmorency avait battu les calvinistes à Saint-Denis le 10 novembre 1567. On sut, le 15 à Soissons, qu'après cette « desconfiture, » les Huguenots s'étaient dirigés sur Sens et Auxerre, suivis de près par l'armée royale.

Outre la déroute du camp de Condé, on apprit aussi que les équipages de Vandy avaient été dévalisés au retour et les gens de son fils « escarmouchez » entre Villers-Cotterêts et Vaumoise par les garnisons de cette ville et de la Ferté-Milon. Le lendemain matin, Lépaulart se chauffant à la cuisine, entrèrent les sieurs d'Aspremont, de Montbrecy, d'autres capitaines et des blessés qui racontèrent l'affaire de Vaumoise. « Pour le moins

(1) LÉPAULART, p. 33. 34 et 37.

j'ay sauvé l'argent de Monsieur, » dit un frère de Montbrecy, et, tirant « une grosse bouge (bourse) de ses chausses, » il la mit sur la table. Après ceux-ci vinrent des familiers et gens du pays de Vandy, disant : qu'ils l'avaient échappé belle et qu'ils avaient couché dans la forêt. Des charretiers dirent aussi qu'on les avait renvoyés demi-nus, et l'un d'eux se vantait d'avoir « aydé à tuer quatorze ou quinze prestres, » mais « qu'il n'en tueroit plus parce que ung prestre lui avait sauvé la vie à Corcy ou à Fleury. » Un autre assurait « en avoir despéché huit ou neuf. » Vandy ayant envoyé des lettres de menaces au capitaine de Villers-Cotterêts, celui-ci lui renvoya quelques coffres, des hardes et des armes qui avaient été pillés, surtout une rondache d'acier (1) qu'il n'aurait pas donnée, disait-il, pour 50 écus.

Au récit de pareilles horreurs, Lépaulart s'écria : « Eh ! Messieurs, les ministres de la religion vous ont-ils enseigné de ainsy tuer indifféremment les prestres ? Il vous dusse suffire de prendre les biens et laisser la vie, car un Turc ne feroit pas davantage ; et croyez que si vous tuez ung prestre, homme de bien en son estat, vous n'aurez jamais la vision de Dieu, ou vous ferez grande pénitence, joint que Dieu ne laisse jamais la mort d'ung innocent impunie, et vous verrez que vostre guerre ne s'en portera pas bien. » Ils répondirent : « Ce sont des abuseurs de peuple et qui sont cause que les chrestiens sont idolâtres. » — « Encore qu'il y ait quelque fautte en l'Eglise, répliqua le prieur, ce n'est de maintenant que l'usage en est venu, et n'en peuvent mais les povres prestres qu'il faut qu'ils fassent leurs offices pour vivre et obéir à leurs évesques ; pardonnez-moi si je vous diz : que agissez comme celui qui arracheroit les petits chardons et laisseroit les grands. Faites que le pape, les cardinaulx, les prélats ordonnent de chanter comme vous, et les ditz prestres les chantèront pour vivre. » — « Je prie Dieu, dit un autre, si le moyne ne dict vray, car, en allant au camp, nostre ministre nous en fict lascher ung et luy rendre grande

(1) Sorte de bouclier appelé aussi *rondelle*.

partie de ses biens, » ainsi qu'à « des censiers papistes et dict : que si nous leur faisions mal, il nous laisseroit et invoqueroit le ciel et la terre contre nous. » Un hallebardier ayant répondu : que s'ils les tenaient, eux autres, ils ne les épargneraient pas, le prieur protesta : qu'il n'était pas à sa connaissance que, depuis six ans, un prêtre du pays eût offensé un homme de leur religion (1).

Tandis que ces événements se passaient, une députation, composée des chanoines Guinet et Crépin Cocu retirés à Compiègne, avait été envoyée vers le roi avec les échevins Henri Lequeux, Sébastien Quinquet et Antoine Viet, pour lui exposer la triste situation de la ville de Soissons et le supplier de venir la réduire sous son obéissance (2). De leur côté, les Huguenots s'évertuaient à tirer le meilleur parti possible de leurs pillages. On inventoriait, puis on vendait les chapes, chasubles, ornements et tapis de Saint-Gervais et des autres églises. Des femmes, des enfants de ces voleurs, pour insulter aux prêtres et aux religieux, portaient des vêtements de drap d'or et d'argent qui avaient servi aux solennités catholiques et dont on avait fait des « chausses, pourpoincts et aultres habits (3). » Après avoir jeté ce qu'ils avaient trouvé dans les reliquaires, ils en fondaient l'or et l'argent en masses pour en faire ensuite de la monnaie. Comme on en portait le plus possible au prince de Condé, il arriva que le marquis de Genlis et d'autres capitaines chargés d'une de ces missions perdirent plusieurs de ces masses de métal. Pressés un jour par la garnison de la Ferté-Milon, qui courait le pays contre les Huguenots, ils se virent obligés de les enfouir dans un champ nouvellement labouré nommé l'*Assaut de Cologne*, près du Grand-Rozoy. Ce trésor, retrouvé en 1624, donna lieu à un procès, comme on le verra dans la suite.

Les catholiques auraient bien désiré pouvoir sauver quelques-uns des objets sacrés vendus par les Hugue-

(1) *Procès-verbal* de Sébastien Quinquet.
(2) LÉPAULART, *ubi supra*,
(3) LÉPAULART, *ubi supra*, p. 42. — DORMAY, t. II, p. 479.

nots, mais « nul papiste n'estoit reçu à y mettre enchère ou en acheter ». Ils aimaient mieux vendre à vil prix le drap d'or et les étoffes d'une grande valeur ou les voir servir de vêtements à de misérables coquins, que de les savoir entre les mains des catholiques. Selon D. Lépaulart, « les musses avoient été revellées par ung des prebstres gardes d'église », c'est-à-dire l'un des gardiens de la cathédrale, mais il paraît assez vraisemblable que ce serait le doyen lui-même qui, cédant à la violence, les aurait indiquées. Les troupes qui en revenant de Metz avaient pillé Bruyères-sous-Laon, se mirent aussi à vendre à Soissons de « beaux habitz, linges et meubles à très vil prix, parce que les habitans n'osoient achepter », quoiqu'on donnât pour 4 sous ce qui valait 40 livres.

Les officiers huguenots, dévorés du désir d'emporter d'opulentes dépouilles, malgré la prétendue sévérité calviniste et les prescriptions du « pur Evangile », avaient commis Hanner, greffier, et Soufflet, receveur du prince de Condé, pour « recevoir les grains, deniers et rentes escheues au jour de saint Martin, appartenans à toutes les églises et abbayes, sauf Nostre-Dame-aux-Nonnains ». Ils ne touchèrent non plus au revenu de Saint-Crépin-le-Grand qu'au mois de janvier 1568. Assez mal secondés dans ces opérations, malgré leurs promesses et leurs menaces, par les dépositaires des obligations et des baux, sur lesquels ils devaient faire leurs recouvrements, ils s'adressèrent au prieur Lépaulart, pour savoir ce que les abbayes possédaient auprès de Soissons, et à son frère le doyen pour avoir des renseignements sur ceux de la cathédrale. Le prieur fit certaines déclarations sur quelques maisons religieuses, mais il leur affirma qu'il n'y avait pas à Saint-Crépin-le-Grand de revenus suffisants pour payer les dettes de l'abbé, les réparations et l'entretien des moines. En conséquence, il demanda qu'on s'occupât de son monastère le dernier. Le sieur de Montbrecy et le trésorier des

(1) La copie du manuscrit de LÉPAULART, faite en 1626, attribue en effet cette faiblesse à son frère le doyen dont il aura voulu ménager la réputation (Voyez la remarque de la page 45 de l'édition de 1862).

guerres lui promirent qu'on n'y toucherait pas tant qu'on pourrait se fournir ailleurs (1).

Les nouvelles qui arrivaient des armées avaient rempli de tristesse la princesse de Condé et toute sa maison logée à l'évêché, non seulement parce qu'elle savait le prince et l'Amiral suivis de près par l'armée royale, mais surtout parce que ses enfants avaient été enlevés du château de Blangy et amenés au roi par un gentilhomme adroit nommé Sautral, qui avait été élevé dans la maison de Vendôme et avait conduit l'entreprise avec « très petite compagnie ». On vit bientôt entrer dans la ville 60 à 80 chevaux de « reistres d'armure noire » qui devaient emmener la princesse. Elle partit en effet, vers deux heures après-midi, et se dirigea, avec son cortège de Huguenots, vers la Ferté-sous-Jouarre. Quatre ministres s'étaient présentés à elle avant son départ pour en tirer, disait-on, quelques deniers, mais elle leur dit : que les coffres avaient pris les devants. Deux d'entre eux, Saint-Clément et un autre allèrent se joindre à son escorte et reparurent trois ou quatre jours après. La princesse avait elle-même pour ministre particulier le fils du prince de Melphe, ci-devant moine de Saint-Victor de Paris et depuis évêque de Troyes, lequel avait prêché plusieurs fois « assez modestement, taxant toutefois les papistes de superstition. Comme elle passait avec son train à Coulombs en Brie, « quelques compagnons de guerre tuèrent, près de son chariot, ung gentilhomme de sa maison d'ung coup d'arquebuze, sur quoi elle fit mettre le feu à quelques maisons du village et tuer quelques habitans » (2).

La princesse de Condé se rapprochait le plus possible de l'armée de son mari, qui du Sénonais revenait vers la Brie et la Champagne pour aller au-devant des reitres et allemands venant à son secours, tandis que le roi, de son côté, renforçait son armée aussi vite que le pouvait un prince dont les ordres étaient mal exécutés. Le cardinal de Châtillon, profitant de cette len-

(1) LÉPAULART, p. 45.
(2) LÉPAULART, *ubi supra*.

teur, était venu à la cour, soi-disant porteur de propositions de paix, mais en réalité pour gagner du temps et donner aux étrangers de Condé le temps de le rejoindre. Charles IX envoya quelques compagnies de Bretons et de Gascons en garnison à Compiègne et à Noyon. Les habitants de Compiègne ayant fait difficulté de recevoir ces troupes « les ayant suspectes de huguenoterie » quelques citoyens inoffensifs furent tués. Un détachement alla se cantonner dans le château d'Attichy et resserra les Huguenots de celui de Vic-sur-Aisne qui n'est qu'à une faible distance du premier. Aussi Vandy fut-il obligé d'envoyer à leur secours le capitaine Boffe avec sa compagnie composée de soldats « qui estoient grands pillards et cruelz aux gens d'esglise ».

Vandy envoya aussi des renforts aux garnisons de Vivières et de Berzy, qui étaient molestées par celles de Pierrefonds et de la Ferté-Milon, « où il avoit des prestres, hardis compagnons, qui faisoient bonne guerre aux Huguenotz ». Les garnisons de la Fère et de Noyon venant aussi de leur côté « affronter les Huguenots de Chauny et de Coucy, de bien près », il fallut également leur envoyer deux compagnies. Celles-ci faillirent surprendre la Fère un matin par un épais brouillard, mais quelques prêtres fugitifs des villages voisins, qui étaient couchés dans un cellier assez près des portes, les aperçurent et donnèrent l'alarme à la place. Les Huguenots les poursuivirent, en tuèrent même quelques-uns, mais la ville était sauvée. Peu de temps après, le gouverneur, du Chermes (ou du Charmes), convint avec Vandy qu'ils ne feraient plus de pillage sur les terres de leurs gouvernements réciproques (1).

Malgré les affaires que leur suscitaient l'occupation de Soissons et les courses du dehors, les Huguenots ne cessaient de se fortifier de plus en plus dans cette ville de « se revestir bravement et se garnir de fort belles armes et chevaux et faisoient souvent des revues, et de toutes parts leur arrivoient pour suffire aux dépenses les deniers des esglises, des abbayes et paroisses; tout

(1) LÉPAULART, *ibid.*

n'étoit pas porté au magazin, ne à la recette commune ». Il y avait bien des fraudes et des détournements. Un individu du faubourg Saint-Crépin, Jehan Poussin, s'étant rendu coupable d'un pareil fait, fut fouetté par les rues de la ville et expulsé de sa banlieue, pour servir d'exemple à ses pareils. Les habitants s'écoulaient peu à peu, les uns intimidés par les menaces des Huguenots : « que si on les venoit assiéger, ils les mettroient aux brèches; s'ils estoient forcés, ilz tueroient les papaux » ; les autres parce qu'ils ne pouvaient plus nourrir leurs hôtes, « car il n'y avoit si povre papiste qui n'en eust trois ou quatre logez » chez lui. Quelques-uns se montraient assez traitables, « mais ilz avoient tous les ecclésiastiques en détestation ». Aussi, certains habitants, qui avaient part aux faveurs de l'Eglise ou avaient des enfants pourvus de bénéfices, donnaient à leurs hôtes, les uns 40 sous par jour, les autres 15 livres ou 10 livres par semaine, sans compter le pain et le vin, pour s'exempter de plus lourdes charges. Le plus sûr moyen d'être bien traité était d'aller au prêche ou d'y envoyer sa famille et de dire, « qu'en despit de la messe, qu'en despit des prestres, la religion serait augmentée et l'Evangile presché ».

Des gens du peuple, des mendiants ne manquaient pas d'employer ce moyen hypocrite. « O Messieurs, disaient-ils, Dieu vous y tienne; ces gros chanoines et prestres, quand nous demandions l'aumône, ils nous disoient : que n'allez-vous besogner, et ne nous fesions pas gaigner ung lyart; nous n'eussions point tant eu de aumosnes en dix ans que en avons depuis que estes icy. Jamois ne puissent-ilz revenir, tant ilz sont ruydes (rudes) aux povres. » Les Huguenots en effet se montraient fort larges envers eux « de ce qui ne leur coustoit rien », allant chaque jour « quérir le vin de leur dizaine par buyres et le pain de munition », ils les donnaient à tous ceux qu'ils rencontraient lorsqu'ils les trouvaient de moindre qualité que ceux de leur hôte. Le caporal logé à l'hôtel de la *Syrène* avait 104 pains à distribuer chaque jour et si tel soldat n'avait pas été au guet ou de garde aux portes, ou était allé « à la picquorée, il don-

nait sa part aux pauvres. Il n'avait pourtant de vin que pour sa dixaine et estoit si petit vin et souvent trouble » qu'ils le laissaient « à leurs gougeats qui en donnoient aux povres quand ilz étoient saoulz » (1).

Dans la seconde moitié de novembre, des détachements de la garnison allèrent piller les résidences des gentilshommes et roturiers qui faisaient partie des compagnies d'ordonnance et qu'ils savaient au camp du roi, surtout du côté d'Oulchy et de Neuilly, et en ramenèrent beaucoup de meubles et de bestiaux. Ils amenaient aussi les censiers des églises et des abbayes et les forçaient à payer leurs redevances soit en blé ou avoine, soit en argent. Et comme ils les diminuaient parce que les blés avaient été égrainés par les grands vents survenus au mois de juillet, des censiers composaient avec eux volontairement. Ils amassèrent ainsi de grands magasins en peu de temps. Les frais ordinaires montant de 12 à 1,500 livres par semaine pour l'entretien des troupes, sans le pain et le vin, les Huguenots ne laissaient pas d'en avoir bien besoin et les soudards se plaignaient qu'on ne leur donnait qu'un teston par semaine, avec deux pains et deux tiers de vin de munition et disaient : que leurs capitaines « butinoient tout le prouffit ». Aussi, on en comptait environ sept ou huit cents qui n'avaient pas voulu s'enrôler dans des compagnies et qui « servoient aux armes pour leurs plaisirs ». On comptait parmi ceux-ci de « riches marchans et gens d'estat bien aisé qui s'exposoient ainsi à la persuation de leurs téméraires et faux pronostiqueurs ministres », leur prédisant la ruine de Babylone, c'est-à-dire de l'Eglise romaine, l'abolition de la messe, selon le XVIII[e] chapitre de l'Apocalypse qu'ils interprétaient en leur faveur.

Quelques-uns des censiers qui étaient venus loger à la *Syrène* en apportant leurs redevances, y racontèrent d'horribles exécutions qu'on ne pouvait attribuer qu'aux Huguenots, dont la rage contre le clergé allait jusqu'au délire. Ils avaient trouvé auprès de Neuilly un malheu-

(1) LÉPAULART, p. 77.

reux prêtre « lié par le corps et par les bras sur une pièce de boys, qui estoit à demy escorché, et la peau depuys le nombril rejectée sur la teste et celle des bras sur les espaulles, et si n'estoit encore mort, ains languissoit ». Des Huguenots présents à ce récit se mirent à rire. — « Doucement, Messieurs, leur dit Lépaulart, ce n'est poinct chose à rire, car telle cruauté et tyrannie sera punie et vangée de Dieu cy-après, comme à présent voyez que sont noz fautes, et ne se peut faire autrement. » — « Vous avez, répondit l'un d'eux, un Commyne, capitaine de ung tas de prestres ramassez, qui ne nous épargne non plus que chyens. »

D'autres gens des environs de Coucy racontaient aussi qu'ils « avoient trouvé à la rive des bois deux prestres, les mains liéez par derrière, et par les parties honteuses élevez et attachez à des branches pendant à deux pieds prez de terre ». La même semaine, une charrette traversa les rues de Soissons, chargée de cinq prêtres « liez et garottez d'estolle et vestus par mocquerie de chasubles, tunicques et ornements deschyrez ». Les uns disaient qu'on les menait au château, les autres qu'on allait les jeter dans la rivière. Des demoiselles huguenotes « furent meues de pitié, voyant ces beaux jeunes prêtres nud teste et garottez comme si on les eust mené au gibet et disoient en pleurant : povres misérables prestres, n'eussiez-vous sceu vous tirer arrière d'icy pour quelque temps! » On ne sait ce qu'ils devinrent. Auprès de château-Thierry un autre prêtre, ayant été saisi par deux Huguenots, leur dit : « Messieurs, je vous crye mercy, sauvez-moy la vie, je ne chanteray jamais messe. » Et, sortant un pistolet de ses chausses, il le tire dans le ventre de celui qui le tenait et qui tomba roide mort; puis il gagne un petit bois et sauve ainsi sa vie (1).

On n'en lit pas moins dans la *France protestante*, laquelle avoue du reste « les horribles dévastations » commises par les Huguenots à Soissons « dans les églises et les couvents », que dans cette ville, « comme

(1) Lépaulart, p. 80 à 82.

presque toujours, ils respectèrent les personnes, même des prêtres; et, ce qui était plus rare, qu'ils laissèrent aux catholiques une entière liberté de leur culte (1) ». On doit supposer que les auteurs de ce recueil manquaient des documents connus aujourd'hui sur l'histoire du protestantisme en France, autrement il faudrait les taxer d'une insigne mauvaise foi. En effet, en présence des faits que l'on vient de raconter, c'est-à-dire des affreuses exécutions commises sur des prêtres aux environs de Soissons, comme dans un grand nombre de lieux du royaume, et de l'interdiction absolue du culte catholique dans ceux où ils dominaient, il ne serait plus possible de disculper les protestants de cruauté, de barbarie même et d'intolérance dans la propagation de leur culte.

Le capitaine Boffe, on s'en souvient, tenant garnison à Vic-sur-Aisne, vint à Soissons « avec grande compagnie » demander du renfort à Vandy, afin d'aller « assaillir » la garnison d'Attichy qui les serrait de près. Le lendemain de son arrivée il fut fort mécontent, n'ayant pas reçu du gouverneur de réponse satisfaisante. Toutefois, trois ou quatre jours après il alla avec quelques compagnies à Attichy pour surprendre le château, espérant approcher facilement de la muraille au moyen de la glace qui couvrait les fossés, mais il y avait là « de bons et asseurez soudars » qui le repoussèrent avec perte de quelques tués et blessés. D'autres Huguenots, pour réparer cet échec, « allèrent surprendre la maison et chastel épiscopale de l'évesque de Noyon, nommé Carlepont », gros village situé à quelques lieues de Vic-sur-Aisne.

Voici à quel singulier capitaine on confia cette expédition. C'était un moine de Saint-Crépin-le-Grand, Dom Charles Moustier, homme « facil à se transporter à tout conseil et esventé de teste ». Moustier, voyant tous les religieux de son couvent en fuite « et qu'il n'y avoit plus de pitance », s'était retiré au village d'Autrèches, dont il était natif, avec « ung sien beau-frère, qui estoit

(1) LÉPAULART, *ibid.*

des plus aigres Huguenots », lequel lui avait dit : « qu'on alloit tout saccager, les moynes et les prestres et que s'il vouloit venir avec luy à la guerre qu'il le équiperoit de toutes armes ». Le moine se rendit facilement à ces raisons et nos deux aventuriers vinrent s'enrôler sous le capitaine Boffe à Vic-sur-Aisne. D. Charles fut en peu de temps « tout aguéry et endiablé » avec quelques Hennuyers qui se trouvaient aussi en ce château et fit « plus de mal et de dommaige, ravaiges et ruynes aux prestres et églises d'environ que tous les autres, sans considérer qu'ils estoient ses voysins ». Il n'eut pas même d'égards pour son père, qui « s'étoit mis en ordre de prestrise », depuis la mort de sa femme, car il fut pris et rançonné par ceux de sa compagnie. Après la prise de Carlepont, on l'envoya avec son beau-frère et « ung escadron de soudars, pour tenir ce château ». Ils y soutinrent un rude assaut contre la garnison de Noyon. Tandis que la compagnie « estoit allé à la picquorée », ils furent surpris avec les vingt-deux hommes seulement qui étaient restés dans la basse-cour même du château ; mais ils repoussèrent les assaillants qui perdirent quinze des leurs, lesquels furent occis et eurent leur capitaine blessé à la cuisse (1).

Il s'était formé aussi dans le nord une bande d'environ 800 hommes, composée de « vielz soudars », de prêtres et de gens des environs de Saint-Quentin, la Fère, Ham et Guise qui « venoient journellement courir jusques aux portes de Chauny et de Genlis et quelquefois sommoient ceux de Chauny pour venir se battre ». Ces derniers ayant sû par leurs espions que ces coureurs étaient mal armés et peu accoutumés au maniement des armes, demandèrent quelques compagnies à Vandy, qui leur envoya les capitaines Darnel, Kaste, Guyon et Lamur avec les leurs. Quelques jours après, ils tombaient sur la bande et lui faisaient environ cent quatre-vingts prisonniers. L'honneur de la victoire fut attribué à Darnel qui, après que la bande eût été mise en désordre, avait poursuivi le reste « jusques au fort du

(1) LÉPAULART, p. 85 et suiv.

cimetière » de Hognes, et leur avait promis « honneste composition s'ilz se vouloient rendre, autrement qu'il bruleroit et saccageroit » le village et ceux des environs. Les prisonniers furent en effet bien traités et on ne fit guère payer de rançon qu'aux prêtres. On rapporta aussi force butin et une grande quantité d'armes et de *morions*. Cette victoire, plus retentissante que sérieuse, avait inspiré tant de peur aux papistes que quelques-uns dirent : « Que Dieu estoit devenu Huguenot ». Le prince de Condé et l'Amiral couraient de tout autres dangers. La reine ayant échoué auprès d'eux dans de nouvelles tentatives de paix, l'armée du roi continua de les serrer de près et « se rua sur eux », la veille de Noël, près de Notre-Dame-de-l'Epine, sur la route de Châlons à Sainte-Menehould, et le bruit courut que si on n'avait pas arrêté la fougue des royalistes « ilz eussent tout desconfit et froissé ceulx de M. le Prince ».

VI. — Au temps de Noël, des espérances de paix coururent encore dans le Soissonnais, parce que Genlis et certains capitaines revenaient du camp de Condé. D'autres expliquaient ce retour sur ce que Genlis avait été mécontenté par l'Amiral, qui ne cessait de lui reprocher d'être cause de la prolongation de la guerre, parce qu'il ne s'était pas rendu à Meaux à l'heure convenue pour enlever le roi et la cour, ainsi qu'il l'avait promis. Quoiqu'il en soit, Genlis arriva bientôt à Soissons, « ayant bien butiné en certaines bourgades, abbayes et églises de la Brie, » avec 150 chevaux et quelques piétons qu'on ne sût où loger parce que « les grosses hostelleries et tavernes estoient abandonnées de leurs hostes » et que les maisons étaient déjà remplies de Huguenots. Quant à lui, il fut reçu honorablement de Vandy, soupa avec lui en la maison du doyen Lépaulart et alla le lendemain en toute hâte à Chauny rejoindre sa femme, grièvement malade. Il s'était brouillé avec Vandy avant son départ, parce que celui-ci avait refusé de lui remettre le gouvernement de Soissons, disant : qu'il ne pouvait s'en décharger qu'entre les mains du prince de Condé, de qui il l'avait reçu, et « aussi qu'il avoit grand compte à rendre. » Toutefois, Vandy étant venu quelque temps

après à Coucy, ils se réconcilièrent et convinrent d'aller attaquer ensemble la garnison de Noyon. Les Français et les Gascons qui la composaient firent « saillie sur eux et se escarmouchèrent assez bien et y en demoura d'une part et d'autre. » Un enseigne et un lieutenant y perdirent chacun un bras et furent repoussés dans la ville. Genlis et Vandy emmenèrent quelques prisonniers de peu d'importance (1).

A quelques jours de là, des diacres, des surveillants et autres se trouvant chez Vandy, un des gens de ce dernier se mit à dire : « Le prieur prend bien de la peine à revanger les prestres. » — « En estes-vous esbahy, dict ung autre, il est du mestier, on nous a dict qu'il est ung baptiseur de cloches; où trouvez-vous tel baptesme en l'Escriture? » Lépaulart répondit : qu'il y avait des coutumes en l'Eglise qu'on ne saurait prouver être d'institution divine ou apostolique, mais que l'on suit pour obéir à son autorité, pour ne pas « troubler la charité qui est entretenue par conformité de cérémonies. » — « Mais, répondit un diacre, cela entretient le peuple en idolâtrie et en abusion. » — « Non, répliqua Lépaulart, pourveu qu'il ne constitue en cela l'asseurance ou but de son salut. Où pourriez-vous prouver que on deusse chanter les psalmes en rythme françoise ou en musique? » — « Les trouvez-vous mal faictes? reprit un autre. » — « Non, dit encore le prieur, et me semblent assez proprement traduictes et de ma part, je les oy chanter volontier; mais encore y a-t-il plus de fruict les disant en latin pour celuy qui les entend; et ceulx qui entendent l'hébraïque affirment qu'elles sont encore plus excellentes et fructueuses en hébrieu, auquel langaige elles ont esté premièrement composées. » — « Il n'y a pas beaucoup de prestraille, ne de moynes qui entende ne l'ung ne l'autre, dit le surveillant. » — « Messieurs, répliqua Lépaulart, en quelque manière que vous desguisiez le nom de prestre, qui est aujourd'huy en tel mespris et abomination, si vous ne pouvez nyer que ce ne soit nom de dignité et office en l'Eglise, » et il cita

(1) LÉPAULART, p. 98.

les Actes des Apôtres sur cette matière ; que s'il y avait des « ignorans et négligens » dans une religion comme dans l'autre, « l'estat ou la dignité n'en est à condamner, » car il y a de la différence entre « la créence et la manière de vivre ; » que quant à celle-la, ils devraient mieux traiter la religion romaine, qui avait conservé les points fondamentaux de la foi, mais que, pour les mœurs, il y avait bien à corriger (1).

C'était donc à tout propos des discussions interminables et sur les mêmes objections sans cesse répétées. Les uns disaient à Lépaulart qu'il avait « quelque temps prêché l'Evangile purement ; » d'autres, qu'il en était devenu « le plus grand ennemy. » Et lui répondait : qu'il avait suivi les interprétations des anciens Pères plutôt que celles qui ont été données depuis par des gens « qui ont plus pensé au prouffit de la pécune, que au salut des âmes ; » qu'il n'avait jamais prêché hors de sa paroisse et que, comme il s'accordait avec les ministres « en certains poincts et en d'autres non, » ils avaient supposé qu'il voulait « en faire un meslange de la papisterie. » Mais, lui disaient-ils, le sieur Postel, « homme de profond savoir, » avait voulu ainsi « de deux ou trois opinions en faire une bonne religion, » à quoi la reine avait répondu : que les Etats du roi étaient « assez troublez et embrouillez de deux religions de papistes et de huguenots sans en dresser une tierce comme avoient faict les anabaptistes en Allemagne. » Lépaulart, à cette observation, répondit : l'histoire n'apprend-t-elle pas que « sitôt que les princes ou prélats de la chrétienté ont voulu la religion par hautesse, forces et armes ou contrainte, sont survenues hérésies, diableries, guerres, séditions et maulx infinis. » On m'a déjà assez reproché, ajoutait-il, d'être « nicodémite, athéiste, » assez traité de « cagot, de caphard, de pantouflier du pape » et assez répété que c'est de crainte de perdre mes biens que je ne veux pas être de l'Evangile (2).

Le 20 novembre, Lépaulart eut encore une discussion au sujet des églises et des images. Il répondit aux

(1) LÉPAULART, p. 51 et suiv.
(2) LÉPAULART, p. 96.

Huguenots comme il l'avait déjà fait, mais il commença dès lors à fuir leur compagnie et à se « retirer plus solitaire en l'estude » de son frère, où il était logé et où il n'y avait pas même de cheminée pour faire du feu. Il couchait toujours sur son vieux lit pourri avec une « raze couverture et un drap d'étoupe neuf. » Aussi, pour conserver un peu de chaleur, il s'affublait la nuit de son haut de chausse, s'échauffant à trembler. Dans la chambrette où était son frère, on ne pouvait non plus faire de feu « qu'on ne crevast de fumée, » et d'ailleurs ils manquaient de charbon. Le doyen resta plus de sept semaines au lit et le prieur était réduit à se chauffer dans la cuisine, où les gens de Vandy lui faisaient toutefois bon accueil et le traitaient bien. Mais il y avait le plus souvent là quelque Huguenot qui le « venoit irriter de disputes et picquoit toujours les papistes » et l'état ecclésiastique, et s'il lui tenait tête, « cestoit noise. » Du reste, l'adroit prieur sut gagner « l'amitié des chirurgien, cuisuynier, sommeliers » et autres de la domesticité du gouverneur, et, moyennant « quelque présent de trente sols ou trois testons » qu'il leur fit, ils ne le laissèrent manquer ni de pain, ni de viande, « car il y en avoit tousjours en grande abondance à son logis et y estoit plus difficile avoir de l'eau nette que du vin. »

Une triste nouvelle lui arriva encore le 23 novembre. Le nommé Pierrot Dorche, qui l'avait servi un mois auparavant, étant parvenu à lui apporter un peu de linge qu'il avait emporté chez lui lorsqu'il avait été pillé, lui dit : qu'on allait abattre tout Saint-Crépin, que son jardin était déjà rempli de pierres qu'on jetait du haut des galeries et le conjura de lui dire où il avait caché l'or ou l'argent qu'il avait mis trente ans à épargner, faisant « des juremens, sermens et exécrations qu'il ne feroit point de tort d'ung sols. » Lépaulart, ne pouvant sortir de la ville sans une escorte de hallebardiers, se laissa gagner, indiqua la cachette et dit à Dorche d'aller chercher le trésor pendant la nuit et de l'enterrer en sa vigne, lui promettant de lui « bailler sa maison de Crise à 100 sous de rente, de lui prêter de l'argent pour l'aider à vivre et marier sa sœur, s'il lui

rendait un compte fidèle. » Le lendemain, Dorche vint lui dire : qu'il n'avait pas trouvé les 100 écus cachés près de la porte, ni les 20 cachés sous l'auge de son étable, mais seulement ce qu'il y avait « près du coingt de la chambrette » et sous des tuiles ; et il lui nomma ceux qu'il prétendait les avoir pris. Lépaulart vit bien qu'il « mentait méchamment, » mais, dans la crainte de perdre le reste, il prit le sage parti de dissimuler (1).

Le pauvre prieur « estant moulte triste et faché » s'en alla le lendemain « à la chambrette » où son frère était couché et se plaignit du malheur d'être ainsi prisonniers dans leur vieillesse « sans avoir offensé ne les Huguenots ne les papistes..... ne avoir faict tort à personne. » Bien plus, il avait, disait-il, favorisé lesdits Huguenots depuis qu'il était curé de Cœuvres, « tant par crainte des grands seigneurs » que parce qu'il espérait qu'on pourrait enfin « dresser une bonne réformation de l'Eglise, en faisant des deux religions une bonne, assavoir : en abolissant beaucoup d'abuz et superstitions ou cérémonies trop grossières inventées depuys cinq ou six cens ans en noz églises, et recevant ce qu'il y a de bon en l'autre ; » que, depuis six ans qu'avaient commencé les troubles, si on eût voulu aviser, il n'y aurait pas eu tant de calamités dans le royaume ; qu'on ne manque pas de gens de savoir et que l'on est d'accord sur « des pointz fondamentaux et capitaux de la foy » définis par les Apôtres et leurs premiers successeurs jusqu'après les quatre conciles ; que ce qui était en discussion est « quasi tout amphibologue et indifférent, trois ou quatre poinctz réservez ». Mais, continuait le prieur, *Radix omnium malorum cupiditas*, « car, tandis que le pape, cardinaulx, archevêques, prélats et grosses communautés, ne veulent rien quitter de leur grandeur, ne relascher de leurs constitutions et ordonnances, ne donner les biens ecclésiastiques et bénéfices ecclésiastiques à gens doctes et bien morigénez, et qu'ilz ne veulent souffrir de changer ou de laisser escouler beaucoup de statutz et manières de faire et

(1) LÉPAULART, p. 57 et suiv.

usaiges divers qui ne servent de rien à nostre salut, ne à la foi chrétienne, cela est cause que les adversaires de l'Eglise se sont multipliez de jour en jour. »

« Eh ! qu'eût-on pu faire davantage, répondit le doyen à son frère, les Huguenots n'ont voulu se rapporter ni au concile général, ni à tant d'autres assemblées, ni à tant d'édits, et ils n'avancent rien qui n'ait « esté débatu et vuidé prudemment. » Le roi leur a permis les prêches; pouvait-on, à Orléans et à Poissy, « changer rien sans la permission du pape et du concille général? » — Mais il me semble, répliqua le prieur, qu'un concile national eut été plus utile pour le royaume et qu'en abandonnant quelques points comme des jeûnes, des fêtes, la diversité de costume; en réduisant les « ordres et numérosité des moynes, couventz, abbayes et églises collégiales qui sont en nombre infini; » en abolissant « tant de pardons généraulx, indulgences plénières, porteurs de rogations » (prières, requêtes); en remettant les corps saints et les reliques, comme autrefois, dans les autels; en ne faisant plus de prêtres sans titre de cure ou de bénéfice suffisant; en ne disant que deux ou trois messes par jour dans une église et sans « en plus faire de taux à six blanz; » en faisant bien payer les dîmes, sans rien exiger pour les sacrements; en réduisant à cinq, dans chaque ville, les églises et abbayes, une pour l'évêque et le chapitre; une de l'Ordre de saint Benoit; une de celui de saint Augustin « pour tous les moynes blancs et bigarrez; » une pour les mendiants, dotée sur le revenu des autres, de rentes suffisantes « pour leur vivre et par teste ou *viritim*, affin qu'ilz n'eussent procès, ne divertissement de leur estude pour prêcher, comme ont fait ceulx qui ont revenuz en terres et possessions; » une pour « toutes religieuses tant noires, blanches que de deux couleurs. » Il faudrait aussi, continua le prieur, qu'on ne possédât plus qu'un bénéfice; qu'on réunît « un taz de chapelles » aux cures des paroisses de qui elles dépendent et, si celles-ci sont suffisamment dotées, aux hôpitaux ou aumôneries; qu'on « ne feisse plus tant de questes par plateletz durant la messe pour des messes votives sur la

sepmaine, » mais que chacun dépose ses dons sur les autels à sa dévotion ; qu'on réforme l'office sur celui de saint Ambroise, de saint Grégoire et des Saints Pères de leur temps, et qu'il devienne uniforme par tout le royaume ; qu'on y abolît « d'infinies additions superstitieuses et qui seroient tenues pour mocqueries si on les disait en françois, » et « qu'il fust abrégé comme l'usaige romain, en sorte que sans tant de répétitions, on dist le psaultier chacune sepmaine; » qu'on n'admît à chanter ou à servir dans l'église personne qui ne sût le latin ; qu'on permît au peuple et aux ignorants de dire « leurs prières et oraisons particulières en langaige entendu. » Enfin, « si d'adventure l'évesque » permettait qu'à l'issue des matines, messes ou vêpres, on chantât « ung psalme en françois, clergé et peuple ensemble, comme un *Salve*, cela contenteroit plusieurs (1). »

« Mon frère, répondit le doyen, vous vous rompez la teste et sont toutes paroles perdues ce que vous dictes, » car, non-seulement ce que vous demandez ne se peut faire et quand on l'aurait fait, « les dicts Huguenots ne se contenteroient pas et ne se déporteroient, car il y a autre chose qui les maine que vous ne savez pas. » — « Il ne faut donc plus s'attendre d'avoir que mal en ce royaume de nostre vie, et qui piz est, il est presque impossible de y faire son salut, ne vivre selon Dieu, le tout estant en tel trouble et fureur ; car une partie ne voulant rien sauver ne quicter à l'autre, on ne s'accordera jamais et le recours sera aux armes pour consummer l'ung l'autre, » comme il est arrivé en Allemagne, en Angleterre et comme il arrive aux Pays-Bas, en Artois, Hainaut, Flandre et Brabant. « Ainsy voilà une vraie consummation du royaume ; et puisque je voy autant ou plus de desrèglement en leur manière de vivre que à la nostre, je leur quicte leur presche et n'iray plus. »

Comme les deux frères étaient en ces propos, exprimant peut-être, sans s'en bien rendre compte, la dissidence profonde qui séparait le catholicisme du protes-

(1) Lépaulart, p. 57 à 63.

tantisme et les motifs plus humains que religieux qui poussaient ce dernier à tout envahir, il leur vint par un hallebardier des nouvelles de l'abbaye de Notre-Dame. C'était la seule qui, au grand regret des Huguenots, échappait toujours à leur convoitise et sur laquelle ils jetaient des regards avides, en songeant que ces murailles, qu'ils ne pouvaient franchir, renfermaient, outre ses propres trésors, les richesses qu'on y avait apportées de toutes parts. Elle était protégée par son abbesse, par le prince de Condé, son frère, qui l'avait prise sous sa sauvegarde, ensuite par la présence de sa femme et enfin par les ordres réitérés de ses capitaines. C'est là que s'étaient d'abord réfugiés l'évêque et les chanoines avant d'obtenir des saufs-conduits pour gagner Reims et d'autres lieux où ils seraient en sûreté. C'était aussi à la protection de la pieuse et puissante abbesse que l'évêché et la chapelle de Sainte-Geneviève durent leur conservation, et Saint-Crépin-le-Grand de n'être pillé et ruiné que plus tard, et après les autres monastères que les Huguenots appelaient *idolâtries* de Soissons. Ceux-ci cherchaient donc des prétextes pour pénétrer dans celui de Notre-Dame et le traiter comme les autres, c'est-à-dire le profaner, le piller et le brûler.

Selon le hallebardier, des capitaines et caporaux de garde sous les murs de l'abbaye étaient venus se plaindre à Vandy du danger qu'ils y couraient. Ils avaient vu « plus de cent mesches sur les murailles; » on leur avait rué des pierres; on leur avait dit que plus de trois cents prêtres y étaient cachés; la galerie, qui conduisait de l'abbaye à l'hôtellerie par-dessus la rue, « les tenait subjet » et si lui, gouverneur, ne la faisait abattre, ils n'y mettraient plus de gardes ou ils la jetteraient eux-mêmes en bas. Vandy fit « renforcer les feux et corps de garde, » prendre des renseignements, d'abord auprès du prieur Lépaulart, qui, n'étant pas allé à l'abbaye depuis longtemps, ne savait rien, et auprès du doyen, de qui il apprit qu'il n'y avait guère, lorsqu'il en sortit, que vingt-cinq hommes, dont douze ou quinze « vieux, invalides et impuissants aux armes » et que le reste se composait de domestiques de l'abbesse et de fa-

miliers de la maison ; que les bourgeois et chanoines qui s'y étaient sauvés en étaient sortis peu à peu ; que, pour qu'on n'eût plus rien à craindre de la galerie, il suffirait d'en ôter le plancher et « murer l'huys vers l'abbaye. » Le lendemain le gouverneur, accompagné d'une dizaine de capitaines et de plusieurs *caporalz*, y alla lui-même, vérifia la vérité de ce que le doyen lui avait dit et se contenta de faire lever le plancher de la galerie, comme il le lui avait conseillé, sans avoir causé à la maison aucun dommage. Seulement, à leur retour, ces Huguenots éhontés disaient chez Vandy qu'ils n'avaient pas vu l'abbé de Vermand, « mais qu'ils avoient veu dix ou douze religieuses enceintes, et tels propos de calumnie, » auxquels le prieur répondait : « que c'estoit la maison plus notable en chasteté que maison de ce royaume. »

Aux faux bruits concernant Notre-Dame s'en vint mêler d'autres plus vrais et plus importants. On disait que tout espoir de paix était perdu et que le roi renforçait son armée de Gascons, Bretons, Poitevins et Normands, tandis que celle de Condé recevait force Reitres, Allemands et Hennuyers. Il y a quatre noms commençant par un P, disait le prieur Lépaulart aux Huguenots, qui vous seront fort contraires ; ceux de Pape, de Paris, de Prêtres et de Philippe d'Espagne. Il trouvait parfois de l'écho dans le cœur des soldats. Plusieurs se lassant d'une pareille guerre protestaient qu'ils ne demandaient qu'à rentrer en paix chez eux, mais « les capitaines et soudars qui aymoient le butin et non la religion les retenoient. » Quant au bon prieur, avec lequel ils causaient et disputaient sans cesse, « mal couché et mal vestu, » il finit par tomber malade de froid et « aussy d'ennuy et de fascherie. » Une fois même, dans « l'estude de son frère, » il faillit mourir de soif, la nuit, faute d'eau. Il demanda à Vandy de le laisser aller à la Charte (maison de justice du chapitre) ou à l'Hôtel-Dieu, mais celui-ci le fit conduire à la maison Gargan, où logeait une partie de son train dont « la musse » avait été découverte quelques jours auparavant par les gens du sieur d'Apremont ; il y avait là force meubles et argent. Les inventeurs n'ayant pu s'entendre sur le partage du butin,

on vint mettre la main dessus et on fit porter le meilleur à Vandy. Le logis appartenait au beau-frère de Gargan, le chanoine Pinson ; on donna un lit à Lépaulart dans la « sallette » où couchaient aussi quatre hallebardiers et d'autres gens du gouverneur. Il y trouva plus d'humanité que dans la chambrière et les serviteurs de son frère le doyen, mais il n'y avait pas de repos à espérer la nuit. Les hallebardiers ne cessaient « d'aller et venir aux rondes, aux gardes, aux écoutes, et revenuz couchez, ils ronfloient de aussy grand bruit que moulin à vent. » Ils l'obligeaient à chanter avec eux « des psalmes en françois et vouloient toujours disputer ; » ils lui amenaient des diacres, des surveillants et des prêtres « reniez » (renégats) qui ne le laissaient pas en paix. « Je ne souhaitoie, dit-il, que la mort (1). »

Un soir, le jour de la Saint-André, 1er dimanche de l'Avent, des gentilshommes et hallebardiers, après avoir monté la garde ou fait la ronde, arrivent pour se chauffer à la « sallette Gargan », où l'on faisait nuit et jour un grand feu avec les bois des combles des abbayes, des églises et maisons des prêtres. Parmi eux il y avoit des gens de lettres qui « savaient assez bien arguer contre les papistes » sur les points en litige dont le prieur concédait les uns et réfutait les autres. Quelques-uns se mirent à détester la guerre, regrettant, celui-ci un cheval de 60 écus perdu devant Paris, celui-là d'avoir été blessé et d'avoir perdu un fils et beaucoup de biens, « tous donnoient les prestres et la messe aux diables ». — « Eh ! Messieurs, leur dit Lépaulart, qui est-ce qui vous a meu à commencer la guerre? Quel tort vous avoit-on faict? » Puis il ajouta que ce n'est pas ainsi qu'on procure l'avancement de l'Evangile qu'il désirait aussi bien qu'eux ; que le roi les avait favorisés en leur permettant les prêches publics, la liberté de conscience ; que l'on n'était plus au temps de ses prédécesseurs, où « par leurs ordonnances on brusloit ung povre homme pour avoir brisé une image ou mangé ung lopin de chair, ou ung œuf en Caresme, ou murmuré contre

(1) LÉPAULART, p. 63 et suiv.

le pape ou les pardons, ou avoir ung Nouveau Testament en français » ; cette guerre était donc injuste. Et il leur cita, à l'appui de son dire, un passage de Cicéron sur les guerres civiles (1). — « Quant à moy, répondit un gentilhomme, je n'entends poinct faire la guerre au roy, ains aux prestres, moynes et ceulx qui les soutiennent ». — « Monsieur, répliqua Lépaulart, quel tort vous ont-ilz faict depuis l'édict de pacification? Je ne sçay (ce) que ont faict les prestres à vostre pays ; mais depuis cinq ans je ne sache prestre en ce pays qui ait, en quelque sorte, molesté ung Huguenot. » — « Esse point assez quand vous avez fait assemblée pour donner grande somme d'argent au roy pour nous faire esgorger en une nuict? Vous et vostre frère y estiez. » — « Messieurs, s'écria Lépaulart, il n'est serment que je ne face que il ne s'est faict jamais en ceste ville, assemblée où il ait esté parlé de faire mal à ceulx de la religion. » Et il leur expliqua le motif de l'assemblée de Soissons dont il a été question. Un des Huguenots présents soutint qu'en son pays « aucunes abbayes avoient baillé grande somme d'argent pour esgorger touz les Huguenots et qu'il y avoit des moynes qui le leur avoient confessé ». Lépaulart soutint que rien de pareil n'avait été fait ici, et chacun s'en alla coucher.

Le lendemain on s'occupa de l'envoi qu'on avait fait des quelques compagnies à la découverte du côté de Chauny et de Coucy, sur le bruit qui avait couru que des Gascons allaient à Noyon et que la garnison de la Fère « venoit fleurer jusques aux portes de Chauny », où il y avait peu de Huguenots, mais le mardi il survint une querelle dans la maison de Gargan, entre des domestiques de Vandy et un hallebardier de sa garde, « qui estoit assez honneste homme en sa religion ». Cet homme citait les épîtres et les évangiles avec une étonnante facilité et était « moult curieux de disputer avec le prieur ». Comme il resta à coucher ce soir-là « en la sallette » on entra en question. Le hallebardier se mit naturellement sur le compte des prélats « et supé-

(1) *De Officiis.*

rioritez de l'Eglise » et sur celui surtout des magistrats et gens de justice et disait « qu'on n'avoit que faire de tout cela, et qu'il ne falloit que ung bon ministre pour ung villaige pour tout dresser les affaires ». A cela le prieur répondit : que cela serait vrai si tous étaient gens de bien, et dans la perfection primitive de l'homme, alors il ne faudrait « juges, avocats, procureurs, ne sergens », de même il ne faudrait « livres, escriptures, ne ministres, ne prescheurs », mais que les choses étant bien autrement il faut des rois, des seigneurs, des gens de justice pour tenir les bons en sûreté et réprimer les méchants ; semblablement des livres, des prêtres et gens de science pour « remonstrer et enseigner continuellement ». Le Huguenot répliqua qu'un ministre « prescheroit bien et exerceroit bien la justice tout ensemble », mais Lépaulart lui répartit : « J'ay ouy dire que Calvin se vouloit ainsy entremettre de tout à Genève, jusques à faire justice ou condamnation des criminels ; qu'il avoit faict brusler Servet comme hérétique et noyer une sienne sœur convaincue d'adultère », tandis que Jésus-Christ n'a pas ordonné aux Apôtres de s'occuper du partage d'une succession entre deux frères, quoique l'un d'eux « l'en requist ». — « Où avez-vous trouvé cela », dit le surveillant. — « En l'Evangile », dit Lépaulart. — Le surveillant voulut gager dix écus que cela n'y était pas, ajoutant : « Voilà comment vous autres prestres nous faites accroire beaucoup de choses estre en l'Evangile qui n'y sont pas. » — Le prieur déclara qu'il n'avait pas dix écus à gager, mais qu'il gagerait bien « ung bon chapon et le vin » pour la compagnie. Les sieurs de Breul et Jehan de Vaux répondirent pour lui.

Le lendemain, vers six heures, comme il était encore au lit, on apporta un Nouveau Testament en français et on disait que Vandy et d'autres seigneurs huguenots voulaient savoir qui aurait gagné. Lépaulart ouvrit le livre au XII[e] chapitre de saint Luc et montra ce passage : « *Et quelqu'ung de la troupe dict à Jésus : Maistre, diz à mon frère qu'il départe avec moy l'héritage, et il lui dict : ô homme ! qui m'a constitué juge ou partisseur sur*

vous ? ». Les juges de la gageure marquèrent l'endroit et le portèrent à d'Apremont, qui s'écria : « Le moyne a gaigné, le prestre a gaigné. » On se moqua du surveillant qui s'irrita, ne parla plus au prieur et se répandit en propos méchants contre lui : par exemple, il l'accusait d'avoir dit, pour les décourager, que cette guerre n'aboutirait à rien de bon ; qu'elle n'était pas juste ; qu'on « reculeroit l'Evangile » plutôt que de l'avancer. Plusieurs des hallebardiers du pays de Vandy et son chirurgien italien, étant partis pour retourner chez eux, ne pouvaient détruire l'effet de ces mauvais propos, qui furent crus et rapportés à Montbrecy. Presque tout le monde montra désormais « grise-mine au pauvre moine, à qui on n'envoyait plus rien de la cuisine et qui ne mangeait plus que ce que le maistre chartier lui donnoit ».

Montbrecy lui-même vint, le jeudi de la première semaine de l'Avent, le trouver à son lit, où il était malade, avec un grand curé qui s'était fait Huguenot, et quelques autres, dans la « sallette » du chanoine Pinson, contiguë à la maison du doyen, son frère. Après lui avoir demandé des nouvelles de sa santé, il s'assit au bord du lit et lui tint aussi des propos sur l'injustice de cette guerre, sur l'égorgement des Huguenots, hommes, femmes et enfants, sur les craintes qu'ils avaient conçues à la suite de l'argent fourni par le clergé pour leur extermination au sû et au vû de lui et de son frère. N'était-il donc pas temps de prévenir cette exécution et de prendre les armes ; et les catholiques n'auraient-ils pas agi comme eux s'ils eussent été prêts les premiers. A ces reproches le prieur fit les mêmes réponses qu'auparavant ; que quant à ceux de Soissons, dès les premiers troubles, on les avait laissés sortir de la ville avec ce qu'ils avaient de plus précieux, sans leur faire aucun mal, « sauf deux ou trois qui furent prisonniers et leur procès fait pour avoir forcé les portes de la ville et commis quelques excès », encore furent-ils élargis. « Et croyez, ajouta-t-il, qu'il n'y a ville icy entour où on ait autant enduré d'eux ; mesmement pour vivre en paix, Monsieur de Soissons a octroyé à Mon-

sieur le Prince que la prêche se feisse à Berleu, qui est villaige dépendant de son évesché ».

Le capitaine lui répondit : qu'il avait foi en ses paroles, mais qu'il lui fallait chercher un autre lieu pour se faire panser, car plusieurs des hallebardiers se fâchaient de ce qu'il y avait là un prêtre. « Monsieur, lui dit le malade, vous voyez que je ne puis plus me soustenir et me semble que je ne pourrois plus longuement vivre ; je vous prie, au nom de Dieu, me voulloir laisser transporter à la Chartre ou à l'Hôtel-Dieu. Si ay des nepveux, mais leurs maisons sont pleines de gens de guerre à moy inconnuz ». — « Or, reprit Montbrecy, regardez où voulez aller demain et je feray faire défense de par M. le gouverneur de vous faire mal, ne fascherie. » — « Monsieur, je prieray Dieu pour vous », répondit le prieur.

Il demanda d'être transporté à Notre-Dame, mais on s'y refusa, et son frère, sans autre explication, lui fit dire de quitter au plus tôt la maison de Pinson. Enfin, le deuxième dimanche de l'Avent, on le transféra à l'hôtellerie de la *Seraine* (Syrène), qui appartenait à Gobert Duez, son beau-neveu. Là étaient logés « un caporal et autres de Guyse ». C'était d'ailleurs, en cette maison, un mouvement continuel de survenants. « Hoste, disaient quelques-uns, montrez-nous ce prestre que on dict aussy saige que l'ung de noz ministres » ; et ils ne cessaient de venir « l'irriter et interpeller de propos mordans et arguans ». Tous avaient en horreur et détestation le nom de prêtre. Aux uns il disait : que parmi les prêtres il y en a de bons ; aux autres : « *Pourquoi* portez-vous indifféremment telle haine contre les prestres, veu que Martin Luther, Zwingle, Calvin (1), Bèze, Vassoris, Proselly et plusieurs de vos ministres ont esté prestres ? » A ceux qui lui demandaient pourquoi il n'avait pas voulu être ministre, il répondait : qu'il trouvait plus sûr de rester dans l'Eglise catholique et qu'il lui semblait qu'à la fin on pourrait s'accorder sur plusieurs points, jamais sur d'autres. « Ainsy taschoie,

(1) Calvin ne fut jamais que simple tonsuré.

dit-il en son Journal, en échapper, car les disputes ne les eust appaisés ne prouffité à moy ne à eulx » (1).

Ne se croyant pas en sûreté à l'hôtel de la *Syrène*, Lépaulart fit encore demander à Vandy de pouvoir se retirer à Notre-Dame, « luy remontrant qu'il n'espéroit de l'issue de (sa) maladie que la mort ». Le gouverneur vint le voir avec quatre de ses gens et lui fit apporter « ung flacon de bon vin » en lui disant : que s'il lui manquait quelque chose il envoyât à son logis, mais qu'il n'irait pas à Notre-Dame ; que c'était sa faute s'il avait tout perdu puisqu'on l'avait averti ; qu'il aurait fallu se montrer moins méfiant. On lui demanda s'il n'y avait pas là des comptes de Saint-Crépin, de Saint-Médard et de Saint-Jean ; s'il n'y avait pas aussi, comme on l'avait rapporté au gouverneur, grande quantité de poissons en l'étang de Saint-Crépin. « S'il y en a plein vostre chapeau, répondit-il, je vous quitte ma vie ; vous verrez par les videnges et saurez par les voisins qu'il estoit nouvellement curé et expurgé. » Quant aux comptes il déclara qu'il n'y en avait pas ; que le meilleur revenu de Saint-Crépin avait été reçu par avance et le reste pris par la garnison de Vailly ; que les plus riches censes étaient occupées par ceux de la religion et que les menues rentes ne suffiraient pas à payer les dettes ; aussi l'abbesse de Notre-Dame avait-elle promis qu'on n'y toucherait pas plus qu'au revenu de ce monastère. Un Huguenot lui répéta que quand il aurait déclaré quelque chose, on ne toucherait au sien que lorsqu'on ne pourrait plus rien trouver ailleurs. Lépaulart finit par les prier de le laisser en paix, d'aller s'enquérir à d'autres et que d'ailleurs il y réfléchirait.

« J'estois alors, écrit le prieur, en grand dœul et griefve maladie, considérant que si je mouroie despourvu de toute consolation, prisonnier et captif, sans avoir offencé que Dieu, esloigné de tous mes frères religieux qui estoient espars, les uns à Braine, aultres à Compiègne, aultres fugitifs et desguisez par les villaiges

(1) LÉPAULART, p. 78-80.

et encore plus, despourveus de leur nécessité de vivre, que moy ; mais ils estoient dispos et en liberté de fuyr, et j'estois subgect à la miséricorde du plus méchant gougeaz de leur troupe, auquel il n'eust fallu pardon pour m'avoir coppé la gorge ou traspercé d'une basle ». (1).

Les tristes nouvelles qu'on recevait à la *Syrène* des mauvais traitements qu'on faisait endurer à des prêtres et aux Soissonnais qui étaient tombés entre les mains des Huguenots, mirent le comble aux tristesses de Lépaulart, au point qu'il lui était indifférent de vivre ou de mourir. Cette disposition l'enhardissait à parler sans crainte à ceux qui étaient logés à l'hôtel ou le venaient voir. Les uns le traitaient « d'athéiste » parce qu'il ne voulait être ni papiste, ni huguenot, et qu'après avoir étudié plus de dix ans à apprendre à être bon chrétien, il trouvait que les deux partis causaient « des maux infinis à ce royaume ». Un soir qu'il était couché en la « sallette » arrive le capitaine Boffe, lequel était venu demander du secours à Vandy pour renforcer la garnison de Vic-sur-Aisne, qui avait à se défendre contre celle d'Attichy. Plusieurs gens de sa suite voulurent voir le prêtre qu'on leur avait dit être dans la maison. Tandis que Boffe allait souper chez le gouverneur, ils demandèrent de la chandelle au neveu de Lépaulart et d'eux d'entre eux s'approchèrent « de la chernelle » où il était couché. Ils avaient sans doute de mauvais desseins contre lui, car le neveu leur dit : que c'était Vandy lui-même qui l'avait envoyé là ; qu'il avait défendu de lui faire aucun mal et lui envoyait même de son vin.

« Et bien, Messieurs, leur dit assez aprement le prieur, tandis qu'ils s'étaient assis sur son lit, que me demandez-vous après avoir pillé tous mes biens, encore que je n'aye jamais faict aucun dommaige à ceulx de vostre religion ? Voulez-vous avoir le corps ? Voulez-vous oster la vie à ung homme demy mort ? Pour le moins vous ne toucherez pas à l'âme. » — « Nous congnoissez-vous

(1) *Ubi supra.*

bien? dit un grand brave qui le regardait de près. » — « Non, répondit Lépaulart, mais j'en vois ung de là qui ressemble bien à celluy qui me déroba mon manteau et la couverture de mon lict, environ huit jours auparavant que nostre abbaye fusse forcée, et tandis que le capitaine Moreau me amusoit à mon estude en prenant tous mes livres où il y avoit des rouges, disant: que c'estoient livres de papisterie où aucuns Huguenots de Soissons leur avoient dict que je m'amusois trop. » — « Vous me prenez pour ung aultre, répliqua le pillard. » — « Vous verrez, reprit le prieur, comment il vous en prendra, je ne l'ai point célé à vostre capitaine, auquel j'ay escry qu'ilz nous estimoient comme prestres de Baal où Bélial, en nous exposant ainsy en proye et en ne faisant non plus de cas de nous piller et mourdrir que turcques, sans discerner non plus d'ung qui ne feist jamais mal à personne que de leur plus grand ennemy, qui sera cause que vous ne pouvez espérer bonne issue de ceste guerre; car Dieu est juste et vangera ci-aprez ceulx qui auront esté oppressez, pillez et patibulez à tort. » Ils rejetèrent la cause du mal sur la guerre, sur l'égorgement des Huguenots projeté par les papistes, sur l'abolissement de la messe prédit par leurs ministres. Lépaulart répondit aux premiers griefs, comme il l'avait déjà fait plusieurs fois, avec l'accent de la vérité et ajouta: « Quant à la messe, il suffira bien, si vous vous pouvez abolir la marchandise que on en faict pour six blancs. » Le caporal se mit à sourire et lui demanda à souper. Il lui répondit: que c'était à eux à lui donner à souper et de l'argent pour le faire guérir de la « pychrochole » (maladie de la bile). — « Et quelle maladie est-ce? dit le caporal. » — « Elle est, répondit le prieur, pire que sept vérolles; les médecins n'y congnoissent rien. » Ils le quittèrent en riant (1).

Ces émotions continuelles que ressentait Lépaulart n'étaient guère propres à faire avancer sa guérison. Toutefois, dans la semaine de Noël, la maladie « se abcéda » à la hanche « comme une scyatique », qui ne lui laissait

(1) LÉPAULART, p. 83 et suiv.

pas de repos la nuit, mais qui le laissait dormir le jour. On pensait qu'il allait mourir, quoique son urine fût semblable à celle d'un homme en santé. Il eut recours à la médecine et pria Balthazar de lui procurer du *lignum sanctum*, mais « parce qu'il y avait trop d'hermodate », il lui « subvertit l'estomac et sécha le foye de telle sorte » qu'il perdit tout appétit. Toutefois le mal « se retira petit à petit sur le pied où il y avoit tumeur et rubeur intense avec douleur ». Il disait à Balthazar « qu'il le seignast ou sacrifiast », mais le médecin s'y refusa parce que le temps n'était pas propice et il l'enveloppa « d'amplastres de devigo » qui lui échauffèrent beaucoup les pieds et produisirent la fièvre (1).

Tandis qu'il était entre les mains du médecin du gouverneur et qu'il essayait les remèdes alors en usage, l'abbé de Vermand lui envoya son domestique Antoine, pour lui dire que s'il voulait, l'abbesse le ferait entrer à Notre-Dame. C'était la veille de Noël. Il répondit : qu'il ne pouvait se soutenir et qu'il allait mourir ; qu'il était bien temps de penser à lui ; qu'on n'avait cessé de lui mander qu'on s'en occupait et qu'il y avait deux mois qu'il était prisonnier et malade ; qu'on n'avait pas seulement songé à lui envoyer une pinte de vin. Antoine lui ayant répondu : qu'à Notre-Dame on le croyait toujours avec son frère le doyen et que Vandy les faisait soigner ensemble, il déclara : qu'il ne demanderait plus rien, qu'on l'avait trop de fois payé de refus ; qu'il se recommandait à « Madame » et à « Monsieur » de Vermand et les priait, s'il mourait, de le faire enterrer au cimetière de Saint-Gervais. Lépaulart demeura donc à l'hôtel de la *Syrène* (2).

Les réformés ne célébrèrent pas la fête de Noël à Soissons. On força les gens à aller à la corvée comme à l'ordinaire, et les quatre « drapiers » ou « chaussetiers » qu'il y avait à l'hôtel « causoient plus instament que les autres jours ». Quelques Huguenots vinrent encore attaquer sur ce point le bon prieur. Les papistes,

(1) *Ibid.*, p. 87.
(2) *Ubi supra.*

lui dirent-ils, appellent leurs fêtes « des *bons jours*, comme si ung jour étoit meilleur que l'aultre ». Il les réfuta en leur rappelant celles en usage sous l'Ancien Testament et dès la primitive Eglise, en mémoire des mystères de Jésus-Christ et qui ont pour but de « réchauffer nostre tépidité et nonchalance ». Un des assistants reprit : « Il se commet plus de péchés les jours de feste en yvrognerie, en danserie, en noise et débatz et en médisant d'aultrui qu'il ne faict le jour où on faict sa besogne. » — « Je vous le confesse, dit Lépaulart, mais c'est faulte que on ne s'occupe point à prier Dieu, à le remercier et rendre grâces, à ouyr la parolle de Dieu, à visiter et consoler lung l'aultre, à exhorter lung l'aultre, à lire de bons livres, à enseigner ses enfans ou serviteurs et quelquefois se délecter à quelque jeu honneste sans cupidité de gain ou d'atraper les deniers d'aultrui par subtilité ». Ils convinrent que si on agissait de la sorte les fêtes seraient bonnes, mais qu'en tout cas il y en avait trop, car « beaucoup de povres gens ont affaire à gaigner leur vie ». Lépaulart avoua qu'on pourrait faire en sorte qu'aux fêtes secondaires « il fut estroitement recommandé au peuple de se trouver de bon matin au service divin et quelque briève prédication, pour qu'ilz peussent aller faire leur besogne jusqu'au soir, qui est le vespre à proprement parler, et lors revenir encore à l'oraison à l'église » et que les prélats ne s'y refuseraient pas. Les Huguenots lui dirent qu'eux « s'y accorderoient bien ». — « Ainsy, ajoute Lépaulart, s'en allèrent de moy contens. »

Le lendemain, des voisins l'étant venu visiter dans sa maladie, on se mit à deviser « des guerres et malice du temps ». Survinrent quelques Huguenots « et comme leur tabourin battoit par la rue », l'un d'eux se mit à dire : « Escoutez, voylà le tabourin qui dict : rendez-vous, papaux ». Une femme qui se trouvait là répondit : « Mais je mesbahy d'où vient que vous ne cessez de nous appeler ainsy *papaux*, c'est ung laid nom ». — « D'où vient que vous nous appelez *Huguenotz* qui n'est guère plus beau ? Dictes le nous, curé ; on dit que vous savez beaucoup de choses ». — Lépaulart répondit avec

beaucoup de sens : « Messieurs, ces deux noms-là sont causes de infiniz débats et noises et ne servent que de irriter les personnes. » Jésus-Christ n'a-t-il pas défendu de dire aucun mot injurieux à son frère. Quand il arrive des divisions dans l'Etat ou dans l'Eglise, les partis se donnent des appellations diverses comme *Juifs* et *Samaritaïns*, *Arriens* et *Homousiastes*, *Bourguignons* et *Armagnacs*, *Papistes* et *Huguenots*. Le nom de *Papistes* fut donné par Martin Luther à ceux qui adhéraient au pape et à l'Eglise romaine, les accusant d'en faire un second Dieu sur la terre, d'avoir plus de confiance aux pardons et indulgences du pape qu'en la Passion de Jésus-Christ, etc. « Et ne disoit-il pas vray, reprit un caporal? et néanmoins, vous autres prestres, n'avez garde de dire que les pardons ne valent rien, car vous craignez d'en perdre les questes et prouffitz. » — « Quant à moy, je n'en futz jamais grand prescheur, depuys que j'ay cognu les abuz que on y commettoit, et me semble que telz pardons généraulx et indulgences plainières deveroient estre réformées et que on suyvit ce que dict saint Cyprien, au livre *De Lapsis*, où il taxe bien et rédargue les prestres et évesques, qui à tout propos et profusément et indiscrètement et trop facilement eslargissoient la miséricorde et rémission aux pescheurs publicques, comme ung serviteur prodigue du bien de son seigneur. Or, je m'en rapporte au concille et ne diray autre chose ».

Passant ensuite au nom de *Huguenot*, sans égarer davantage la conversation, Lépaulart énuméra les diverses opinions qui s'étaient déjà produites sur ce point. Les uns disent qu'il vient de Hugues le Grand, comte de Paris, usurpateur du royaume de France; les autres de Hugues Aubriot, prévôt de Paris, qui s'était mis à vouloir réformer les clercs et écoliers, à persécuter les prêtres et chanoines, sans tenir compte des privilèges ecclésiastiques, ce qui le fit accuser d'hérésie et emprisonner par l'évêque de Paris « comme mal sentant de l'Eucharistie et chefz de l'Eglise ». D'autres le font venir de Haguenau, ville d'Allemagne, « où se tinrent des dietes ès quelles les protestants et luthériens nyèrent

et impugnèrent la Transsubstantiation » ; ceux-ci de la porte Hugon, à Tours, où ils se réunissaient pour faire le prêche la nuit, avant l'édit de mars 1561, qui leur permit d'avoir des temples et des ministres ; ceux-là enfin le font sortir de la bouche même du roi qui, se plaignant un jour de ces assemblées nocturnes et clandestines, se serait par hazard écrié : « Que pourroit-on faire pour remédier à ces Huguenotz? » (1). Avant 1560 on appelait les protestants : luthériens, zwingliens, calvinistes, etc, suivant la secte à laquelle ils appartenaient. On les comprend aujourd'hui sous la dénomination générale de Huguenots. Le caporal, avec lequel il conversait, lui ayant demandé s'il était huguenot ou catholique, il répondit comme toujours : qu'il n'était « ne papiste, ne huguenot » avec les mêmes explications.

VII. — Des Huguenots de Soissons furent fort chagrinés de ce que Lépaulart ne voulait plus aller au prêche et avait déclaré qu'il ne serait jamais de leur religion si elle n'était reçue en France par les prélats et les magistrats, qu'il était impossible de faire son salut dans « l'estat de haine ou querelle » où ils étaient toujours, attendu que c'était séparer la charité de la foi sans lesquelles réunies on ne peut se sauver. Dès lors ils ne gardèrent plus de ménagements avec lui. Les soldats

(1) Du Verdier, fait venir le mot *huguenot* de Jean Hus dont les protestants *ont suivi la doctrine, d'où l'on aurait dit : guenons de Hus.* — Castelnau prétend qu'il leur fut donné par le peuple qui les mettait au-dessous d'une petite monnaie de la valeur d'une maille, laquelle avait cours sous Hugues Capet. — D'autres le tirent de l'allemand *hesquenauz*, gens séditieux, ou *eidgnossen*, alliés en la foi (de *eid*, foi, et *gnossen*, associé). — Il en est aussi qui prétendent qu'il vient d'un allemand, lequel interrogé sur la conjuration d'Amboise, en présence du cardinal de Lorraine, commença sa harangue par ces mots : *Huc nos venimus* et ne put aller plus loin. Enfin, Pasquier, croit que les protestants ont été appelés *Huguenots* de ce que par leurs réunions, ils imitaient les courses nocturnes d'un lutin que le peuple de Tours appelait le *roi Hugon*, dont ils étaient comme les disciples. (Lépaulart, remarque). L'opinion la plus vraisemblable, est celle qui, trouvant dans *huguenot* un nom de faction, prétend que les protestants tenaient pour la postérité de Hugues Capet comme ayant droit au trône, contre les prétentions des Guises qui tenaient ce prince pour un usurpateur et soutenaient qu'ils avaient droit à la couronne comme descendants de Charlemagne. En effet, plusieurs écrits protestants parurent contre eux en ce sens, ce qui fit que les Guisards appelaient par moquerie les Calvinistes, *Huguenots*. (*Apologie pour la Réformation*, t. II, p. 328.)

occupés activement à chercher « les musses » des chanoines, des prêtres et des habitants qui s'étaient enfuis, en donnaient une partie aux capitaines qui les faisaient vendre. Ils trouvèrent et pillèrent deux bahuts que Lépaulart avait fait transporter à son prieuré de Sainte-Geneviève, chez Pollet, son fermier, et qui contenaient son calice, son linge et ses habits; ils en prirent le meilleur et apportèrent le reste aux capitaines. « Aussy, dit le prieur en parlant des religionnaires, je n'en voye que bien peu qui fussent plus loing de l'Evangile que nous..... La pluspart ne pensoient qu'à piller, guerroier, ruyner autrui et faire grand'chair aux dépens du povre monde; leur cruauté et malignité estoit plus détestable devant Dieu que les voluptés ou superstition des papistes. »

Pour surcroît de malheur Lépaulart apprit, le 8 décembre, de son neveu, l'hôte de la *Syrène*, que l'on continuait à ruiner Saint-Crépin, où tout était à l'abandon, « que chacun y couroit au bois, plomb, carreaux et tuilles ». Il devint « tant mélancolique » qu'il désirait encore de mourir. Il engagea son neveu à aller à Notre-Dame prier l'abbé de Vermand de sauver au moins, s'il le pouvait, quelques chapelles de l'abbaye, une partie du dortoir et les cloches qui n'étaient pas encore « parpayés » (payées entièrement) et de rappeler au gouverneur la défense qu'il avait faite d'entrer désormais à Saint-Crépin. Trois fois le neveu se présenta à la porte de Notre-Dame sans pouvoir y entrer, « tant les souldars, qui estoient à la garde de la porte, estoient facheux et rebelles ». Voulant sauver au moins Sainte-Geneviève, le prieur fit offrir aux sieurs de Vélu, Billet, Bouchers, Mouron, Haudé, qui tenaient le second rang aux conseils de guerre, 20 écus pour le préserver, et même de payer la moitié de la valeur du bois et des tuiles du comble qu'ils menaçaient de brûler, pour la construction d'un temple à Soissons ou dans ses faux-bourgs. On lui fit réponse : que l'on ferait pour lui tout ce qui serait possible; mais que quelques-uns avaient

(1) LÉPAULART, p. 75.

dit que Sainte-Geneviève « estoit la plus grande idolâtrie de Soissons après Saint-Crépin-le-Grand ».

La destruction de Saint-Crépin fut à peu près consommée vers la fin de décembre et au commencement de janvier 1568. Aux fêtes de Noël il n'y avait plus de comble à l'église, au dortoir, au réfectoire et aux chambres des religieux. Les paysans des environs « emportaient et desmolissoient ce qui estoit demouré des dictz huguenotz ». On mettait le feu aux cloîtres et on brûlait les lambris. Le 1er janvier on incendia aussi le grand clocher et le comble du chœur qu'on n'aurait pu démonter sans beaucoup de frais et sans danger d'être écrasé. Des voisins accoururent pour éteindre l'incendie, mais les Huguenots les menacèrent « de les ruer en bas des galleries ou de les geter au dict feu ». Le bourg de Saint-Crépin faillit lui-même être brûlé par les flammèches et les charbons que le vent envolait au loin.

A la nouvelle de cette destruction de son monastère, Lépaulart en conçut « tant de dœul et tristesse » qu'il en faillit mourir et qu'il ne parlait plus à personne. Le lendemain des Rois, il apprit aussi qu'on voulait en finir de même avec le prieuré de Sainte-Geneviève, qu'il était question d'y mettre le feu et que le caporal, qui en avait reçu la commission, n'avait différé que pour l'amour du doyen, son frère, dont il était l'hôte. On lui conseilla de nouveau de donner de l'argent au capitaine Lamur, à qui le gouverneur avait concédé ce prieuré ; mais réfléchissant que quand il l'aurait racheté de Lamur un autre pourrait aller, pour son plaisir, le brûler ou le ruiner, il fit supplier Montbrecy et d'Apremont, parents de Vandy, de faire surseoir à l'exécution jusqu'à ce qu'il eût parlé au fermier. Néanmoins, il pensa bien que si l'on n'avait pas épargné Saint-Crépin, muni d'une sauvegarde du prince, on n'épargnerait pas davantage Sainte-Geneviève.

En effet, les fermiers des deux censes de ce lieu vinrent lui dire que Vélu avait tout fait pour sauver au moins la chapelle par considération pour lui, mais qu'il n'y pouvait réussir parce que plusieurs des princi-

paux Huguenots répétaient que c'était « la plus grande idolâtrie de Soissons après Saint-Crépin ». Lépaulart leur permit d'en faire enlever le comble afin de préserver, à tout événement, la voûte du feu, sauf à la faire recouvrir « de cyment à crépon ». Malheureusement les deux fermiers parlèrent de ce projet à des Huguenots qui vinrent bientôt s'attaquer à la chapelle dont ils sapèrent les murs et crevèrent les voûtes, à la statue qu'on y vénérait, et à « l'hostel » du prieuré. Le mardi d'après, le fermier Paulet vint le voir avec le fourrier de la compagnie et le contrôleur des guerres pour lui proposer d'acheter le comble ou de lui permettre à lui-même de l'acheter, qu'on lui en demandait 40 écus, mais qu'il l'aurait à meilleur marché. Lépaulart répondit : « qu'il n'y voudroit adventurer que 6 escus, et que c'estoit achepter grues en volant », qu'il le laissait faire ce qu'il voudrait sans engager en rien sa propre responsabilité. Paulet lui montra, après dîner, une quittance de 32 écus qu'il disait avoir versé à Lamur (1).

On inquiéta de nouveau Lépaulart au sujet des rentes de l'abbaye, car le lendemain le greffier Hanner et des gentilshommes vinrent lui demander une déclaration de celles du couvent, de l'église, de l'abbé, et l'engager à dire où étaient les comptes. Comme il s'en excusait, ainsi qu'il l'avait déjà fait, ils lui déclarèrent qu'ils avaient ordre de le mener, tout malade qu'il était, devant le gouverneur et le conseil. Il les pria « d'en laisser pour ces povres moynes », et, sur la promesse qu'ils lui firent encore de n'y avoir recours qu'à l'extrémité, il leur en indiqua quelques-unes, mais elles avaient déjà été payées à l'abbé, à Notre-Dame et à d'autres. Ils lui assuraient qu'ils ne pouvaient plus fournir aux frais de la guerre qui montaient, disaient-ils, à 14 ou 1,500 livres par semaine et qu'ils étaient obligés d'user de contrainte à l'égard de ceux qui tenaient à Soissons des maisons,

(1) La chapelle, fondée dès 1042, ne conservait plus, au XVIII[e] siècle, que des restes de l'ancien édifice qui était assez considérable. Elle était attenante au prieuré et à la ferme. Aujourd'hui, chapelle, prieuré, fermes, tout a été transformé en une fort belle maison de campagne où l'on conserve quelques débris de l'autel de la chapelle qui n'offrent aucun intérêt.

des chapitres, abbayes ou églises, pour leur en faire payer les rentes, les tailles, impôts et deniers du sel (1).

Alors recommencèrent ces controverses qui peignent si bien les sentiments et l'esprit général de l'époque. Lépaulart, ayant prié son neveu d'offrir du vin à ses interlocuteurs, fit à ceux-ci les mêmes reproches déjà adressés à d'autres : qu'ils devaient en user autrement envers les habitants de Soissons; qu'ils faisaient ruiner le portail et ce qui restait de Saint-Crépin, sans qu'on ait jamais eu à se plaindre des religieux qui, dès les « premiers tumultes », leur avaient montré « force amitié », les « recœullant selon » leur « petite puissance »; qu'ils auraient dû laisser au moins deux ou trois chapelles entières et « quelque petit logis » où ils eussent pu se retirer; que la guerre ne pouvait pas longtemps durer et que leur religion ne prendrait jamais dans ce royaume, etc. — « De quoi vous souciez-vous, répondit Hanner, n'avez-vous pas vostre cure? Vostre abbaye nuysoit à la ville. » — « Vous n'épargnez pas plus, dit Lépaulart, celles qui ne nuysent aux fortifications; on commence déjà à ruyner Saint-Jehan, ce serait assez pour nous tous si nous savions accorder blanc, gris et noir ensemble. » — « Qui veult bien effaroucher les pigeons, il faut jeter embas les colombiers, cria un des assistants. » — « Messieurs, reprit Lépaulart, je suis asseuré que aucuns de voz ministres et plusieurs gens de bien qui, non par légèreté ou malice, se sont mis de vostre religion, y pensant vivre selon l'Evangile et les commandements de Dieu, sont bien estonnez de ce qui se fait aujourd'huy par vos soudars ». — Puis, leur rappelant les malheurs qui fondirent sur les Israélites pour s'être mêlés aux gentils et avoir servi leurs idoles, il ajoutait : — « Aussy grande partie de ceulx de vostre guerre n'ont pas grand soucy de la religion ne de l'Evangile, mais (de ce) qu'ils en puissent avoir. Je sçay bien (ce) que j'en ay oüy dire par aucuns tandis que tenoie nostre abbaye closé ». — « C'est ceste pute

(1) Lépaulart, p. 101.

messe et vostre prestraille qui est cause de tout ce mal cy, s'écria un caporal ». — « Allons, allons, dit un Huguenot de Soissons, ce prieur cy n'est que des bons; mais il a ceste prestrize en recommandation et croy que sans cela il fusse piéça (déjà) des nostres. Adieu, prieur! »

Ceux-ci partis, des voisins vinrent trouver Lépaulart en la chambre où il était au lit « recheu malade d'ennuy et mal traictement », pour savoir ce qui s'était passé. Il leur dit d'un ton prophétique : « Asseurez-vous qu'il y en aura qui se repentiront de l'entreprise de la guerre : Dieu ne se contentera jamais faire de son benoitz fils Jésus-Christ ung Hercules, ung Achyles, ung Alexandre le Grand ou ung Jules César, pour faire triompher sa doctrine qui est l'Evangile, par forces d'armes et par dompter ou gaigner villes et chasteaux. C'est plus, ce que dit saint Pol aux Hébreux, se mocquer de luy et le crucifier encore une fois. N'a-t-il pas dict : *Regnum meum non est de hoc mundo.* Quels gens de guerre estoient les apostres, les martyrs, les confesseurs? Ont-ilz procédé par armes? Aussy leur adviendra-t-il ce que a dict Isaïe : *Væ qui prædaris quoniam ipse prædaberis, etc.* Et verrez ce que dict le dict prophète en ung chapitre qui commence : *Malheur sur Ariel, etc. (1).* Vous le voyez à présent, car le roi n'a point de puissance de leur accorder aucuns articles qu'ilz demandent, si le pape n'en est consentant et l'empereur et le roy d'Espaigne ».

L'un des assistants, un vieux pêcheur, de Guise, alla tout raconter au caporal Gabriel et autres, de Guise et des environs, « gens notables en leur religion, qui ne faisoient moleste à personne, vivoient de leurs biens et donnoient grande partie de ce que on leur bailloit de de pain et vin, au magazin, pour Dieu aux povres » (2). Seulement, comme il faisait dire à Lépaulart « que ce n'estoit point au roy de faire paix aux Huguenotz s'il ne plaisoit au pape », ces expressions les irritèrent au point

(1) Isaïe, xxxiii, 1 et 29.
(2) Plus haut il qualifie ces Huguenots de Guise de « gens assez modérés et bien vivans en leur religion. »

qu'ayant fait souper son neveu avec eux ils enjoignirent à celui-ci de le retirer de la « sallette » où il était pour le mettre « en une petite chambrette de derrière, près du retraict et dessus des estables à chevaux où les planchers estoient rompuz et déterrez ». Le pauvre malade y alla en effet le lendemain et y fit porter sa *chernelle*, « priant Dieu d'avoir pitié de luy et de l'oster de ce monde, ou luy donner patience ».

La prophétie de Lépaulart par rapport au sort futur réservé à ces pillards huguenots semblait déjà se réaliser. Un de ceux qui occupaient la maison de Pierre Guy, sergent de Notre-Dame, au Parvis de Saint-Pierre, « perturbé de son entendement, se pendit d'une grosse corde tandiz que ses compagnons estoient allez à la garde ou à la picquorée ». Ceux-ci l'ayant trouvé « ainsy attaché et mal estranglé » se mutinèrent et ayant rassemblé un grand nombre de soudards, ils coururent chez le gouverneur en criant : que c'était l'abbesse de Notre-Dame qui avait fait faire cette exécution par Guy, et qu'ils iraient forcer l'abbaye. Vandy les en empêcha, mais ils allèrent abbattre la maison du sergent qu'ils conduisirent, en le frappant, au château, où il demeura prisonnier jusqu'à ce que ses parents et les soudards, compagnons du pendu, eussent prouvé que déjà il avait plusieurs fois essayé de se noyer ou de se pendre. Un autre Huguenot, qui prenait ses repas à la *Syrène*, eut à peu près la même destinée. Il ne cessait de dire : qu'il voudrait être mort ou qu'on le tuât, qu'on lui tirât un coup d'arquebuse parce qu'il avait tué un gentilhomme et un prêtre, forfaits dont il ne pouvait faire taire les remords. Le 15 janvier après-midi, se trouvant au carrefour de Grosse-Tête, il se mit « à charpenter et chamailler sur ceulx qu'll pouvoit attaindre ». Une rixe s'en suivit ; il en blessa trois ou quatre et « fut occis par les souldars » (1).

C'était le temps où courait le bruit de l'approche de l'armée royale et de la résolution de Vandy de se défendre dans Soissons. Lépaulart disait à ceux de l'hôtel

(1) LÉPAULART, 100-107.

qui lui rapportaient ces rumeurs : qu'il ferait mieux de se rendre que d'exposer tant de pauvres gens à être saccagés. Et, comme ils lui demandaient encore pourquoi il n'allait plus « à la presche, » tandis que son frère, qui était guéri, y allait avec Vandy, il leur répondit : qu'il n'était pas sorti depuis la première semaine de décembre et qu'il était bien en danger « de n'en partir jamais que les pieds devant; » que son frère « faisoit bien pour gaigner sa renson, » mais que, quant à lui, il n'aurait « que faire de renson, » puisqu'il n'avait plus rien et qu'il ne vivrait plus guère. Quelques-uns disant, pour disculper Vandy, qu'il avait puni des soudards qui démolissaient des maisons, il leur répliqua : « Pourquoy il ne défend de ainsy ruiner la grande église de Saint-Jehan et quelques aultres, » puisqu'il était nécessaire qu'il y eut « quelques beaux temples et spacieux. » Pour couper court à toute nouvelle discussion, Lépaulart envoya quérir une tarte et eux « deux flacons de vin chez M. de Vandy, » et il leur dit gaiement : « Parlons de boire. »

Toutefois, des capitaines et « caporalz » s'étant vanté qu'on avait découvert « une musse à l'évêché où estoient les mirelificques et fanfares » de M. de Roucy, c'est-à-dire ses crosses, mitres et ornements pontificaux, il ne put s'empêcher de leur dire : qu'il n'y avait pas dans le royaume de prélat qu'ils eussent dû ménager plus que lui, attendu qu'aucun ne s'était pas « plus modestement comporté vers ceulx de la religion que luy, » jusqu'à permettre, « pour éviter sédition, » qu'ils eussent un prêche dans un village à lui appartenant et ne point souffrir, depuis le dernier édit de pacification, qu'on fît « fascherie aux Huguenotz de Soissons, » quoiqu'ils usurpassent les justices et juridictions des églises et des terres qu'ils avaient rachetées et payées et que le prince de Condé avait depuis achetées à son tour et non payées. Ils lui demandèrent où était alors le prélat; il leur dit : qu'il était à Laon ou à Reims. « Il faut, répondirent-ils, qu'il envoie force écus pour les ravoir (1). »

(1) LÉPAULART, p. 108 et suiv.

Lépaulart demeura à la *Syrène* depuis le 7 décembre 1567 jusqu'au 29 mars 1568, sans en vouloir sortir, et toujours dans le plus grand dénûment, quoiqu'il eût « baillé certains deniers » qu'il avait cousus à son haut de chausses. Un jour, l'ayant mis derrière son chevet, on lui avait, la nuit, dérobé ses « esguillettes (1), » mais on ne s'était pas aperçu que les écus y étaient. Soit à cause des Huguenots, soit à cause de sa maladie, son neveu, ni sa nièce, ni leurs enfants ne s'occupaient de lui ; il ne pouvait avoir ni bois, ni vivres, et on ne lui donnait que le plus mauvais vin de la maison, quoiqu'après tout compte fait, l'hôte lui fût encore redevable, lorsqu'il quitta la *Syrène*, de 28 livres 15 sous sur l'argent qu'il lui avait avancé pour sa pension à l'hôtel. Sa chambre, la plus méchante du logis, était au-dessus des écuries « où s'entrebattaient les chevaux toute la nuict » et on y envoyait coucher « quatre ou cinq laquais et goujats de huguenotz qui ne faisoient que quereller ou resver toute la nuict. » Si on lui trouvait une bourrée, ils la brûlaient en revenant de leur ronde. Ils lui prenaient ce qu'il réservait pour le lendemain ; ils lui dérobèrent « ung bas de chausses » et il lui fallut garder le silence auprès de leurs maîtres, qui étaient irrités contre lui. Presque toujours assis sur son lit « en sa chernelle » pour éviter le froid, il s'occupait à lire dans une Bible qu'on lui avait proposé d'acheter. Dans ce piteux état j'étais, dit-il, « sans consolation de parents, ne de abbé, ne couvent, combien que j'eusse esté cause de saulver les relicques, chartres, tiltres, chappes, ornementz et meilleurs meubles du dict abbé et de l'église, et de quarante quatre muids de vin, lesquelz, si j'eusse volu rendre et livrer aux capitaines huguenotz, tôt après la prise de Soissons, ilz me offrirent plusieurs fois me saulver mes meubles et biens particuliers. Et pour saulver le commung, j'ay presque tout perdu ce que j'avois espargné en trente ans, je désirois morir (2). »

Une fois, les Huguenots de l'hôtel vinrent le prendre pour le faire participer à un dîner auquel ils avaient in-

(1) Les aiguillettes servaient à attacher le haut chausse au pourpoint.
(2) LÉPAULART, p. 111 et suiv.

vité quelques-uns de leurs compagnons et qui eut lieu dans la grande salle, mais c'était pour l'obliger à déclarer « de quelle foy ou religion » il était, attendu qu'il disait à tout propos: qu'il ne voulait être « huguenôt ne papiste, et que l'ung et l'autre estoit bien loing du praticque de l'Evangile et du debvoir d'un bon chrestien. » Après leur avoir déclaré qu'il ne leur répondrait pas plus qu'il ne l'avait fait à Hélin et aux autres ministres et les avoir prié de ne pas « forcer davantage sa conscience, » il répondit à l'un d'eux qui lui objectait le bruit qui avait couru qu'il avait prêché l'Evangile et « promis à M. d'Estrées d'estre son ministre : » — « Ouy bien, à l'église de la paroisse. Et comment luy eussè-je promis d'estre ministre de vostre religion, veu que auparavant qu'il me feit prendre la cure de Cœuvres, je n'avoie veu faire presche, prières, ne exhortations, ne chant de psalmes à vostre mode, et n'eusse sçeu par où commencer? Quant à prescher l'Evangile, j'ay suivi les anciens docteurs en leurs expositions, principalement saint Jhérome, saint Augustin, saint Grégoire, saint Chrisostôme, et quelque fois Théophilacte et Erasme, et puis bien avoir blasmé quelques cérémonies grossières et usaiges que je pensoie que le concille de Trente aboliroit et mueroit; mais, environ demy an après que je fuz curé du dict Cœuvres, les prélatz de France reveindrent du concille, qui estoit conclud, et tôt après il fut imprimé. Quand je l'eu veu, je me dèportay de rien innover en ma paroisse et me conformay en preschant icelluy, ce qui feit dire par aucuns gentilzhommes que j'avoie quitté l'Evangile. » — « Et vostre concille de Trente est-il pardessus la parole de Dieu, » s'écria un des plus lettrés de la compagnie. « Vous voulez faire comme Plostel, qui avoit composé une religion meslée de la papisterie, luthéraniste et calvine et turcique; mais quand ce livre fut présenté à la Royne, elle parla bien à luy et luy dict : que on estoit assez empesché pour accorder les deux religions en France sans en amener encore une troisième. » — « Quant à moy, reprit Lépaulart, à qui cette observation avait déjà été faite, je n'en vœul point d'autre que celle que tient

l'Eglise, mais qu'elle soit réduite en tel estat qu'elle estoit il y a mil ans, » moyennant la suppression de certains abus, mais la guerre n'amènera rien de bon.

Et, comme un caporal répéta encore qu'il avait bien fallu que les Huguenots prissent les armes « quand la prestraille les vouloit faire à touz coper la gorge en une nuict, » il jura de nouveau qu'il n'en avait rien su, les pria de laisser là les questions de la religion débattues depuis plus de quarante ans « entre les plus doctes et savans de l'Europe; » qu'ils avaient beaucoup de textes de l'Ecriture pour eux, que les catholiques en avaient aussi pour eux « avec l'interprétation et usaige de l'Eglise; » qu'on aurait jamais fini de « questionner sur la prédestination, libéral ou serf arbitre, justification par foy, etc. » — « J'entends bien, reprit un autre, vous n'en sçavez que trop plus de bien que n'en voulez faire. » — « Comment, ajouta un troisième, ne craignez vous point l'ire de Dieu qui vous a donné cognoissance de l'Evangile et recelez la vérité? » — « Il faut, dit Lépaulart, prêcher l'Evangile à ceulx qui la voeullent volontier escouter et non par la force des armes. Celluy qui a dict: *Preschez l'Evangile à toute créature* a dict aussy: *qu'il ne faut pas donner les choses sainctes aux chiens, ne les pierres précieuses aux pourceaux (1);* et que on se départe de ceulx qui ne voeullent ouyr parler d'amendement et paix évangelicque, que mesme on secoue la poudre des pieds en tesmoignage, etc. Et semble qu'il ne soit pas mestier que chacun entende les secretz de l'Escripture, car plusieurs réprouvez n'en feroient pas bien leur prouffit. Voylà pourquoy Jésus-Christ disoit à ses Apostres : *A vous est donné de cognoistre le mystère de la parole divine, mais aux autres par paraboles (2).* Et séparément et à part, il déclarait tout à ses disciples. » — « Vous voulez dire qu'il se fault attendre aux prestres pour savoir l'Evangile, ilz se cognoissent mieulx au Livre des Roys. Buvons et ne questionnons plus (3).

A mesure que l'occupation de Soissons par les Hugue-

(1) S. Marc, XVI, 15.
(2) S. Luc, VIII, 10
(3) LÉPAULART, p. 113 et suiv.

nots se prolongeait, la situation de la ville devenait plus pénible. La pénurie de poissons et même de viande pendant le Carême la rendit intolérable. Lépaulart faillit mourir de faim à la *Syrène* et « devint sec comme bois, » ne mangeant que des rôties au beurre. S'il y avait « un meschant harant à la pesche » (poissonnerie), c'était pour lui. Quoiqu'il ne se sentît pas d'appétit pour la viande, il dut néanmoins en manger quelquefois pour se soutenir. Il n'y avait ni pois, ni fèves, ni fruits, ni herbes, ni fromages pour aider à observer l'abstinence, et on n'avait guère que du mauvais pain.

La troisième semaine de Carême, le doyen, son frère, dont il n'avait pas de nouvelles depuis la Saint-André, vint le voir à la *Syrène* pour lui faire part de ses déboires causés par les nouvelles qu'il avait reçues de Laon, où Charles de Roucy était toujours, à propos d'un trait qui dévoile la cupidité effrénée de ces Huguenots, dont leurs apologistes font un si grand éloge. Le gouverneur Vandy, à la fin de son séjour à Soissons et avant son départ, déclara au doyen : que si l'évêque et le prévôt du chapitre de la cathédrale, voulaient lui donner « quelque nombre d'écus, » il laisserait intact le reste des grosses cloches, l'horloge, les titres qu'on avait découverts, et la tour. Le doyen envoya son domestique à Laon pour faire part au prélat de cette proposition. Loin d'y accéder, celui-ci et le prévôt Merlet lui firent adresser des paroles de menaces et de mécontentement pour avoir seulement osé la leur communiquer. Non-seulement ils n'étaient pas en mesure de pouvoir fournir la somme demandée, mais ils regardaient comme indigne d'eux de traiter avec des hérétiques du rachat d'objets qui ne leur appartenaient pas et dont ils s'étaient emparés par violence. D'ailleurs, ils savaient qu'on traitait de la paix et qu'il y avait tout lieu de croire que Soissons ne tarderait pas à être délivré de ces pillards décorés du nom de réformateurs de l'Eglise de Dieu. Il paraît que des propositions semblables faites par Vandy au cardinal de Bourbon, pour son abbaye de Saint-Jean, furent également repoussées.

Quant au doyen, ils l'accusaient d'avoir été au prêche,

d'avoir découvert aux Huguenots les caches de l'église où se trouvaient les reliques, l'argenterie, les joyaux et les titres, faisant ainsi connaître « la mauvaise opinion que l'on avait toujours eu de luy. » Il semble, en effet, avoir mérité ces reproches par ses relations et ses communications journalières avec les hérétiques, comme aussi par la conduite qu'il avait tenue à l'égard de son frère, dont il n'avait pas même envoyé prendre des nouvelles par un de ses valets, soit par lâcheté, soit par indifférence. Au récit que lui fit le doyen, le prieur, qui l'avait laissé parler, ne fit aucune observation; il ne lui adressa non plus aucun reproche sur sa manière d'agir à son égard. Quoiqu'il en soit, le doyen n'ayant pu porter à Vandy une réponse favorable de la part de l'évêque et du prévôt, le gouverneur commit à la cathédrale les dégâts dont il les avait menacés en cas de refus d'une somme d'argent. Les grosses cloches qui restaient furent brisées, ainsi que l'horloge, les titres emportés et le beffroi de la grosse tour rompu. Les Huguenots se ruèrent de nouveau contre la cathédrale avec un tel acharnement que l'édifice fut plus endommagé dans les quinze derniers jours que pendant les cinq mois de l'occupation. Elle fut même, disent des témoins oculaires, « tellement dégastée et ruinée » qu'elle ressemblait plus « à une halle qu'à une église ou temple, en laquelle les chanoines d'icelle église ne pourront faire le saint service en raison des démolitions ci-dessus » et « que la perte, ruyne et démolition de la dicte église est si grande qu'ils ne pourroient estendre (1). »

VIII. — Après les premiers jours de pillage à Soissons et dans sa banlieue, les Huguenots firent des excursions dans la campagne et vers les villes et châteaux du pays qu'ils espéraient pouvoir surprendre. La deuxième semaine de leur arrivée à Soissons, ils s'emparèrent de Chauny, de Coucy, Braine, Vailly, Fère, Cœuvres, Vic-sur-Aisne et autres villes closes où ils mirent des garnisons. Ils placèrent aussi quelques troupes dans les villages de Berzy, d'Ambleny et autres,

(1) Lépaulart, p. 119.

où il y avait des tours, des forts et des moyens de défense. L'alarme était partout, chacun s'efforçait de se mettre à l'abri de la fureur et de la cupidité des religionnaires. Bientôt, en effet, toute la contrée fut foulée, et ce ne fut partout que ruines et ravages. Toutefois, ils épargnaient généralement ceux des habitants qui voulaient bien leur payer les tailles ou des contributions. Mais ce fut d'abord sur les abbayes, véritables mines de butin, qu'ils tombèrent. Ils firent des courses à Longpont, Bourfontaine, Valsery, Coincy, et aux prieurés du Petit-Vaucelles, de Bazoches et de Saint-Thibauld, où ils commirent, ainsi qu'on va le voir, les mêmes actes de vandalisme qu'à Soissons. Le pillage général des maisons religieuses eut lieu depuis la surprise de cette ville jusqu'au mois de novembre de l'année suivante (1568).

Les Huguenots tombèrent ensuite sur les églises et les presbytères des paroisses, maltraitèrent ou tuèrent les prêtres. Ils saisissaient aussi les marguilliers pour les obliger à livrer les vases sacrés, croix, calices, ornements. Ils les enlevaient avec leurs bestiaux lorsqu'ils refusaient de les donner ou de dire le lieu où ils étaient. Sous prétexte de chercher des pièces concernant la messe, ils faisaient ouvrir tous les coffres et prenaient tout ce que bon leur semblait « des biens des bonnes gens. » Ainsi, « quand ils trouvoient un soupli (surplis) ou une croisette, ou moindre chose servant à l'église, au coffre de quelque povre gens, ils disoient que tout estoit confisqué, et ravissoient tout à leur volonté ; mesme aucuns maintenaient que tous meubles cachez estoient de leur gibier et leur appartenoient. C'estoit grande pitié de voir la confluence des gens qui se venoient complaindre à M. de Vandy tout le jour. Il ne fesoit que envoyer halbardier pour y donner ordre. Il en fit pendre deux pour une fois et quelque temps après ung atteint d'avoir forcé son hôtesse et permis brusler ung qui *contra usum naturalem* abusoit des femmes (1). »

Sans cesse sur les chemins avec leurs compagnons

(1) LÉPAULART, p. 18, 26, 30 et 54.

et soudards, les capitaines huguenots, non contents d'un premier pillage, trouvaient mille moyens de multiplier leurs exactions. Des villageois se virent obligés de racheter jusqu'à deux et trois fois, sous peine de prison et de coups, le mobilier de leurs églises, leurs vitres, leurs cloches non encore brisées ou même le comble des édifices religieux que leur éloignement de Soissons avaient préservées de la destruction. Quant aux habitants de cette ville, pour échapper à une si cruelle oppression, ils tâchaient de s'évader et d'emporter ce qu'ils pouvaient, en donnant de l'argent à des caporaux ou enseignes et capitaines huguenots. Une fois partis, ceux qui étaient logés chez eux « faisoient leur propre de tout ce qui était resté, estaing, linge, banc, scabelle, coffre ou buffet, ou vin ou bled, s'il en estoit demouré et les vendoient, même les futailles, et si on n'avoit rien laissé, ils rompoient les huiz, fermetures, verrières et paliz et planchers. C'estoit grande pitié d'ouyr les clameurs des povres gens artizans qui n'avoient argent pour se retirer aux villaiges ». — « Pourquoy nous faictes-vous tant de dommage et de rudesse? Que vous avons nous faict? disaient un jour à des Huguenots quelques-uns de ces malheureux ». — « Pour ce, dit un d'entre eux, de la Ferté-Milon, que vous soustenez les prestres. » — « Nous faisons tous les diables, répondit un papiste, nous voudrions que tous les chanoines fussent en ceste plaine de Maupas avec le bois de leurs maisons, et que nous deussions mettre le feu dedans; c'est presque à eux toute la ville; que ne vous prenez-vous à eux? » — « Ils n'ont garde de se y trouver, reprit un autre, les quarrés y sont trop chaulx ». Il n'y avait en effet presque personne qui n'attribuât aux prêtres les maux dont on souffrait; mais c'étaient les Huguenots qui avaient répandu parmi les catholiques ce préjugé odieux. Pour intimider les habitants de la ville ces misérables ne cessaient de dire aussi qu'en cas de siège « ilz les mettroient les premiers aux bresches et s'ils étoient forcés de la quitter, qu'ils tueroient les papaux » (1).

(1) LÉPAULART, p. 54 et suiv.

Les Huguenots ne virent pas toujours leurs incursions couronnées d'un succès facile; ils trouvèrent de la résistance à la Ferté-Milon, à Longpont, à Bourfontaine, à Coincy. Ils attaquèrent la haute ville à la Ferté, dans la première semaine de novembre, espérant la surprendre, mais les habitants s'étaient mis sous les armes et les religionnaires furent repoussés avec autant de perte que de honte. Ce récit serait quelque peu contredit par celui que Carlier a emprunté à la *Chronique de la Ferté*. Les protestants seraient seulement passés à côté de la ville pour se rendre au siège de Paris entrepris par Condé, auraient logé à la Chaussée et au marché, et comme ils n'avaient que des pièces de campagne on ne se serait pas effrayé de leur présence. Ils auraient tenu leur prêche en l'église de Saint-Nicolas et seraient allés de là se faire battre à Saint-Denis, le 10 novembre suivant, avec l'armée du prince (1). Quoiqu'il en soit, il y avait au château de la Ferté le capitaine Comine qui ne cessait « d'escarmoucher » les Huguenots qu'il rencontrait épars et de se porter contre ceux de Soissons qui venaient courir aux environs et ravager ses quartiers. De son côté, Vandy essaya plusieurs fois de surprendre les catholiques de la Ferté-Milon, mais ils avaient soin de ne pas trop s'avancer dans la forêt de Retz d'où ils avaient été repoussés avec perte de plusieurs des leurs.

Ce fut après le 26 octobre que les Huguenots allèrent à Longpont, « où ils commirent, dit Lépaulart, cruelz meurtres et inhumanitez » parce qu'ils trouvèrent de la résistance. Ils brûlèrent le logis abbatial et les édifices adjacents, toutes les cellules du dortoir. Ils découvrirent les toitures, enlevèrent les plombs qui recouvraient les conduites des eaux, lesquelles, pendant longtemps, s'y infiltrèrent. Pour comble de méchanceté, ils firent un grand feu de toutes sortes de matières combustibles qu'ils avaient amassées contre leurs parois, afin que calcinées par l'incendie elles ne fussent plus susceptibles de réparations. Après avoir profané l'église par

(1) *Hist. du Valois*, t. II, p. 625.

toutes sortes de souillures, ils pillèrent la chapelle de la Vierge, brisèrent les stalles sculptées, dont la belle ornementation faisait l'admiration générale, ils descendirent les tableaux, les statues, recherchèrent toutes les reliques et en firent un monceau sur la place du grand portail et y mirent le feu. « *Sileat lingua !* », disait un manuscrit cité par Muldrac en sa Chronique, *necdum valeo recensere ruinas ac calamitates quas experti sumus ab Hugnotis.* Tous les religieux, au nombre de vingt-sept, s'étaient retirés avec leur prieur, Claude de Lépine, dans la maladrerie de la Ferté-Milon, où ils célébraient l'office divin dans la misère et la tristesse. Selon une antique tradition, les hérétiques auraient poussé l'impiété jusqu'à souiller les images et brûler les reliques sur les marches même de l'autel (1).

Il n'y avait pas loin de Longpont à Lieu-Restauré. Les Huguenots vont brûler les bâtiments de l'abbaye et les maisons des fermiers qui l'avoisinent. Le couvent est spolié, le chartrier détruit. L'église néanmoins échappe à l'incendie, et il fallut que Nicolas de Primelles, premier abbé commendataire (1570), vendit la terre de Vez pour réparer les édifices claustraux (2). Les chartreux de Bourfontaine, au bruit de l'arrivée des Huguenots, avaient mis en lieu sûr ce qu'ils avaient de plus précieux; mais ils n'avaient pu emporter tout ce qui devait tenter la cupidité des soldats. Beaucoup de gens des environs, surtout de la forêt de Retz, s'étaient même réfugiés dans l'encointe de l'abbaye et y avaient apporté une partie de leur mobilier. Les religionnaires n'eurent pas plutôt appris par leurs espions qu'il y avait là un bon coup à faire, que des officiers de la garnison de Soissons, à la tête d'un détachement de leurs troupes, poussèrent jusqu'à Bourfontaine qu'ils espéraient trouver sans défense et emporter d'emblée. Ils ne furent pas peu surpris d'y rencontrer une véritable résistance. Les gens qui s'y étaient réfugiés, résolus de se bien défendre, avaient choisi parmi eux un commandant et formé une garnison de tous ceux qu'ils avaient trouvés en état de

(1) Muldrac, *Chronic.* — CARLIER, t. II, p. 622 à 627.
(2) *Annal. Præmonst.*, t. II, p. 74. — *Gall. christ.*, t. IX.

porter les armes. Les capitaines, voyant donc les murailles bien garnies, commencèrent par reconnaître les lieux et, aussitôt l'arrivée du détachement, ils sonnèrent l'assaut. Les réfugiés se défendirent avec intrépidité et repoussèrent les Huguenots.

Cette défaite inattendue, l'espoir d'un butin considérable et la haine qu'ils portaient aux moines excita au plus haut degré la fureur des religionnaires. Les officiers les rallient et cette fois ils surent joindre l'adresse à la rage. Ayant découvert un endroit de l'enclos de la chartreuse plus faible et moins pourvu de défenseurs que les autres, ils dirigèrent, pour donner le change à la garnison, une fausse attaque vers l'endroit le plus fortifié, puis, tout à coup, se rabattant sur le point où devait se faire le véritable assaut et où ils n'étaient pas attendus, ils culbutent au premier choc les paysans qui se présentent et qui n'étant pas soutenus se débandent aussitôt. Ils entrent dans la clôture l'épée à la main, massacrent tous ceux qu'ils rencontrent et aucun des malheureux réfugiés n'aurait peut-être échappé à la mort, si ces soldats furieux que le sang enivrait n'eussent été détournés du massacre par l'appât du pillage.

Les Huguenots vont d'abord à l'église et y commettent, selon leur coutume, toutes sortes d'indécences; ils forcent le tabernacle, le trésor, la sacristie et emportent tout ce qui leur paraît de quelque valeur. Sans respect pour la cendre des morts, ils brisent les monuments funéraires et les dépouillent des métaux qui les décorent. Celui qui renfermait le cœur du roi Philippe de Valois, déposé dans une boîte de plomb, ne put trouver grâce devant eux. Il était soutenu par deux anges au milieu d'ornements sculptés, ciselés et gravés, et était placé sous l'arcade du sanctuaire décorée elle-même de plusieurs groupes de chérubins. Tout fut mis en pièces, le cœur profané, ses cendres jetées au vent et ce qui était en argent ou autre métal, enlevé. Cest ainsi que ces mécréants respectèrent le précieux reste d'un roi de France, fondateur de l'abbaye. L'irréligion et le patriotisme sont rarement réunis. Du reste, ils ne trouvèrent pas dans la chartreuse les trésors

qu'ils avaient rêvés. Les religieux l'avaient quittée, hormis trois prêtres qu'ils tuèrent à coups de mousquet, et deux frères qu'ils égorgèrent dans l'église. Ils menèrent leur butin avec eux jusqu'à la Ferté-Milon où ils éprouvèrent l'échec dont on a parlé plus haut (1).

Le prince de Condé ayant formé ses quartiers d'hiver, les garnisons de Guise, de Saint-Quentin et autres places du parti catholique, se mirent à les inquiéter. Une partie ayant été liée pour mettre fin à leurs entreprises, un escadron de cavalerie de la garnison de Soissons alla se renforcer des Huguenots de Chauny et mit en déroute les coureurs catholiques dont ils emmenèrent une partie en grand triomphe à Soissons. Maîtres du pays ils pillèrent Prémontré et Saint-Nicolas-aux-Bois. Le monastère de Valsery, déjà bien maltraité dans les guerres des Anglais, eut une destinée semblable. Les religieux s'y laissèrent malheureusement surprendre. Plusieurs d'entre eux furent assommés; on en pendit d'autres la tête en bas; le reste fut brûlé vif dans une cabane à laquelle on avait mis le feu. Le pillage de cette abbaye, à peine rétablie de ses ruines, ne dura pas moins de trois jours et fut favorisé, dit-on, par Jean d'Estrées, seigneur de Cœuvres, et fauteur de la faction huguenote. On prétend même qu'il n'assista pas sans plaisir à sa destruction et qu'il vit avec satisfaction piller ses terres, massacrer et martyriser ses moines réfugiés dans une carrière voisine avec les ornements, les vases sacrés et les reliques de leur église, emporter les meubles, l'or et l'argent, enfin renverser les bâtiments de fond en comble. Ce seigneur y aurait même fait mettre le feu pour servir de divertissement aux capitaines de l'armée calviniste, un jour qu'il les régalait en son château de Cœuvres (2). Il faudrait attribuer plutôt à quelque capitaine de la forteresse cette attitude reprochée à d'Estrées, car on n'a pas oublié que celui-ci, selon Lépaulart, s'était, pendant cette

(1) Dormay, t. II, p. 481. — Carlier, t. II, p. 622 à 627. — Cabaret, *mss.*

(2) Carlier, t. II, p. 622 à 627. — *Gall. christ.*, t. IX. — *Annal. Præmonst.* — Cabaret, t. II, p. 508.

guerre, éloigné de Cœuvres à cause de son grand âge.

Les Huguenots s'étant portés au midi de Soissons, vers Oulchy, trouvèrent une résistance sérieuse à Coincy. Les catholiques s'étaient renfermés dans l'enceinte du prieuré de ce bourg, bien résolus de se défendre derrière ses remparts. Ils envoyèrent même, par une sorte de bravade, « semondre les Huguenotz de les veoir quand ilz vouldroient, et disoit-on que c'estoient gentilz compagnons ». Le parti qui s'était aventuré jusque-là se contenta, pour répondre à cette provocation, de faire auprès de Coincy « quelque ravaige en haste » (1) faute de mieux; encore eut-il à essuyer quelques pertes. Le prieuré ne fut pas pour cela sauvé. Les Huguenots revinrent en nombre à la charge, l'emportèrent et, après l'avoir saccagé, le réduisirent en cendres. Il ne resta guère debout de l'église que le chœur et les deux tours. La nef, qui avait été renversée, n'ayant pu être rebâtie, ces deux parties de l'édifice demeurèrent désormais séparées.

Ce désastre arriva lorsque Claude de Guise retenait encore la commende de Coincy, ou bien la première année où elle fut possédée par Charles des Ursins, c'est-à-dire en 1568. Claude, cardinal et abbé de Cluny, était frère de Henri de Guise dit le Balafré, avec lequel il fut tué, le 24 décembre 1588, aux Etats de Blois, par ordre de Henri III (2). Ses armes avaient été sculptées dans l'église du prieuré. A Charles des Ursins succédèrent, en 1578, Adam Ravineau et en 1580 Matthieu Ravineau. Pierre d'Espignac, archevêque de Lyon, paraît être le dernier prieur de Coincy du XVI[e] siècle (1595). L'année même où périt Claude de Guise, la peste ou l'épidémie qui désola la France sévit surtout à Coincy et dans ses environs et mit le comble à ses malheurs. Du mois de janvier au mois de juin 1588, il mourut dans ce bourg quarante-deux grandes personnes sans compter les femmes et les enfants (3).

Ce fut sans doute après l'affaire de Saint-Denis que les

(1) LÉPAULART, p. 44.
(2) *Gall. christ.*, et *Recueil sur Coincy.*
(3) *Hist. de Coincy*, p. 37.

Huguenots vinrent s'attaquer en passant à l'abbaye d'Orbais. Ils y furent appelés par Gomer, meurtrier du frère de l'abbé, Nicolas de la Croix, et dont la vengeance ne s'était pas éteinte dans le sang de son ennemi. La haine de Gomer avait même redoublé contre l'abbé et contre le monastère sur les biens duquel il se rua sans honte. Les guerres de religion, la rapacité avec laquelle les protestants s'emparaient des richesses des maisons religieuses, l'absence de l'abbé occupé au service du roi, étaient autant de circonstances qui favorisaient ses desseins. Il ajouta à son domaine du Breuil la seigneurie de Franc-Fauge qu'il se fit adjuger pour 3,375 livres, qui étaient la taxe de l'abbaye en 1563; il employa à son profit la meilleure part du produit des dégradations qui se faisaient en la forêt de Wassy. L'abbé apprit bientôt ce qui se passait; ayant terminé ses négociations à Soleure, où il avait fait bâtir l'hôtel de l'ambassade française, il se mit en mesure d'attaquer Gomer sur les aliénations faites au détriment du monastère. Bien plus, alléguant que Gomer, son ennemi juré, d'accord avec son receveur et fermier, Jean Aubry, s'était emparé de ses titres, il parvint à se faire décharger d'une partie considérable de la taxe du clergé par la commission qui en faisait le recouvrement, et cela en dépit de l'évêque et du chapitre de Soissons qui avaient, selon le Manuscrit d'Orbais, surtaxé l'abbaye à leur propre avantage.

Mais de son côté Gomer ne restait pas dans l'inaction. Ayant été informé de la marche des Huguenots du prince de Condé sur Soissons pour assiéger cette place, il trouva moyen de faire passer par Orbais la troupe de Genlis, l'un des capitaines du prince. Genlis vint assiéger l'abbé dans le château ou logis abbatial et, au bout de deux jours, le 15 décembre 1567, le força de se rendre. Les Huguenots pillèrent au couvent: provisions, livres, linges, vêtements, tapisseries, vaisselle d'argent et meubles de prix. Tout, par la malice infernale de Gomer, devint ainsi la proie de cette bande.

La Croix n'était pas d'humeur à pardonner une telle injure. Aussi, dès que les troupes furent éloignées, il chercha les moyens d'avoir raison de son implacable

ennemi et de lui faire rendre ce qu'il avait pris à l'abbaye qu'il faisait alors réparer. Gomer sentit accroître sa rage en raison des efforts de l'abbé pour lui faire rendre gorge. Le 13 octobre 1571, sous prétexte de faire une visite, en sa qualité de maître particulier de la forêt de Wassy, il arrive à Orbais tout cuirassé et accompagné de Christian, son fils aîné, et d'environ 20 cavaliers pour surprendre l'abbé en son logis et l'assaillir. Mais il trouva une résistance inattendue ; il fut même tué avec Charles Gosset et Jean Bonnefaut qui partageaient son acharnement contre l'abbé et avaient résolu comme lui de s'en défaire. On ne sait toutefois si ce fut la Croix lui-même ou ses domestiques, Louis Pigeon, Robert Bouillard, et leurs compagnons, qui firent le coup par ses ordres.

Telle fut la fin misérable et bien méritée de Christophe Gomer, l'un de ces hommes propres à tout comme il s'en produit dans les temps de trouble. Deux fois, il avait racheté sa vie par le crédit de ses amis et à l'aide de fausses informations, après l'assassinat du prêtre Corresme et de Jean de la Croix. Il périt au lieu même où il avait commis son premier meurtre, en cette abbaye à qui il avait causé tant de dommages. Au reste, s'il n'eût pas péri en cette occasion, il n'eût pas manqué de porter sa tête sur l'échafaud dans la poursuite que Charles IX avait ordonnée contre les factieux. L'abbé portait contre lui, en effet, les plus graves accusations. Il avait suivi les Huguenots dans les diverses entreprises qu'ils avaient faites sous le prince de Condé à Amboise, à Dreux, à Saint-Denis, à Meaux ; il avait fait de son château du Breuil le rendez-vous de certains gentilshommes calvinistes ; il y avait reçu le capitaine la Palice, l'avait envoyé, avec plusieurs soldats du parti, au château d'Esternay, pour y tenir garnison contre le sieur de Forcy, royaliste. Assiégé et contraint de se rendre la vie sauve, Gomer l'avait reçu au Breuil, puis mené à Paris, où, ayant été reconnu, il fut renfermé à la Conciergerie pour avoir contrevenu aux édits en portant les armes contre le roi ; il avait été de l'entreprise qui avait amené la reddition de Château-Thierry aux rebelles ; il avait

« pratiqué » avec le capitaine Marthault, les Vandières, les Lemer, les Hurtebise, les Hartonge et les d'Apremont, tous gentilshommes rebelles au roi; il avait entretenu chez lui un nommé Marc Blanchard, commissionnaire des Huguenots, qui recevait leurs paquets et les faisait passer en Angleterre, où sa femme les distribuait, et un nommé Remy d'Ivry, couturier, échappé des prisons d'Orbais. Après être venu à Vincennes faire sa soumission au roi et avoir obtenu son pardon, il avait manqué à son serment de ne plus porter les armes contre lui, lors du voyage d'Orléans, en prêtant de l'argent aux étrangers et en recommençant à guerroyer avec ses ennemis. Il eût donc été bien difficile à Gomer de se tirer d'affaire cette fois comme les premières.

Quoiqu'il en soit, le drame d'Orbais ne fut pas terminé par la mort de ce partisan des Huguenots; il laissait une femme et quatre fils, héritiers de sa haine : Christian, François, Pierre et Jacques Gomer. On racontait, au commencement du XVII[e] siècle, que la veuve de Christophe avait conservé sa chemise et ses habits ensanglantés, qu'elle les étala devant ses enfants en versant des torrents de larmes, et qu'elle leur tint les discours les plus touchants et les plus propres à aigrir leurs esprits et à les porter à tirer vengeance de la mort de leur père. Ces tragiques accents entrecoupés de sanglots portèrent bientôt leurs fruits. Christian, fils aîné de Christophe Gomer, à peine âgé de dix-neuf ou vingt ans, ayant appris que la Croix, lequel, après avoir repris son poste à Soleure, où il était demeuré plus de quatre ans, était de retour à Orbais, résolut d'en finir avec lui.

Accompagné de l'un de ses frères, de son beau-frère Malherbe, d'une trentaine de cavaliers et de quelques soldats de pied, il alla lui dresser des embuscades, le 22 juillet 1577, sur le chemin de Condé à Orbais, en trois endroits différents pour ne pas le manquer. Les mesures furent si bien prises que l'abbé, poursuivi et enveloppé par les trente cavaliers, fut obligé de se réfugier au village de Verdon pour gagner la maison des Marthault, contiguë au cimetière. Malheureusement son

cheval s'abattit dans la descente, et, s'il put gagner cet asile, ce fut grâce à son suisse, nommé Petit-Jean, qui le défendit à outrance contre Christian et ses affidés. Il y était à peine entré que ceux-ci menacèrent les Marthault de les brûler vifs avec leur maison s'ils ne le leur livrait. Ces menaces furent suivies d'exécution. Ils brisent et brûlent les portes et ils enlèvent le malheureux abbé qui est jeté dehors et massacré par Christian, dont il avait tué le père, il est vrai, mais dans une attaque de vive force où il lui fallut défendre sa vie. Son fidèle suisse fut massacré avec son maître. Après avoir donné « cent coups de dague et de pistolé » au cadavre, dit L'Estoile, « usant envers lui d'honnesteté, ils le baillèrent en garde à l'hoste avec toutes ses hardes, chevaux et bagages, sans offenser ses serviteurs qui ne leur firent point de résistance (1). » Il fut ensuite transporté et inhumé à Orbais. Ainsi périt Nicolas de la Croix, le plus inhumain des abbés commendataires. Cette triste catastrophe fut regardée comme une punition de sa dureté envers ses moines.

L'assassinat d'un homme aussi considérable que de la Croix, qui avait rendu à l'Etat des services signalés, surtout dans sa dernière ambassade où il avait renouvelé les antiques alliances avec les Suisses, qui était revêtu d'un caractère sacré et en qui on venait de braver l'autorité même du roi, dont il était le représentant et l'aumônier, ne pouvait pas ne pas avoir un immense retentissement. L'effet fut tel que Christian, son meurtrier, ne put trouver en France ni asile, ni protection et qu'il fut obligé de se réfugier à l'étranger, à Dinan. Cette ville ayant été assiégée, sa mère, Charlotte de Marle, et ses trois frères se donnèrent tant de mouvement que l'un des articles de la capitulation de la place, approuvée par le roi, spécifia l'*abolition* de Christian, sauf le paiement des intérêts aux parties civiles, qui montèrent à 30,000 livres, dont le tiers fut payé à la veuve de Denis Lambin, « homme illustre » qui s'était signalé sous le règne de Charles IX et duquel est issu « Lefèvre, sieur

(1) *Journal de l'Estoile*, an. 1577, juillet.

de Bailly, et dont le reste revint aux héritiers de l'abbé de la Croix.

La haine que se portaient les familles de Gomer et de la Croix ne s'éteignit pas avec le temps. Elle fut même entretenue et fomentée par ce Jean Lefèvre, écuyer, seigneur de Bailly et de Verdon, dont du moins il prenait le titre, avocat au Parlement de Paris et petit-neveu de Nicolas de la Croix par sa mère, veuve de Denis Lambin, laquelle, on vient de le dire, avait reçu le tiers des 30,000 livres de Christian Gomer, comme partie civile; et d'un autre côté par Charles Gomer, seigneur engagiste de Marcharotte, et François Sauge, petit-fils de Christophe Gomer. Ceux-ci, quoique parents et alliés, firent si bien qu'au bout de cent ans, les deux familles n'étaient pas encore réconciliées (1).

Au commencement de janvier 1568, le capitaine Guyon et d'autres officiers huguenots de Soissons allèrent aussi faire des courses jusqu'aux portes de Compiègne pour en effrayer les habitants et ceux de Soissons qui s'y étaient réfugiés. A leur retour, ils se vantèrent d'avoir approché si près des murailles qu'ils avaient tué une sentinelle, ce que nièrent ceux de Compiègne. Le bruit courut alors que le roi envoyait de la gendarmerie pour reprendre Soissons et que l'artillerie destinée au siège était chargée sur des bateaux pour remonter la rivière, mais ce bruit, qui dut alarmer les Huguenots, était faux, car leurs coreligionnaires, après s'être renforcés de quelques compagnies de reitres et d'étrangers, se rapprochaient alors de Paris et allèrent bientôt assiéger la ville de Chartres (2). Toutefois les garnisons royales des environs, que ces bruits sans doute encourageaient, resserraient de plus en plus celle de Soissons qui, dans la semaine de la saint Sébastien (20 janvier), n'osait plus s'écarter, si ce n'est du côté de Chauny et de Coucy. Les garnisons de Laon et de Fismes d'une part, et de la Ferté-Milon de l'autre, la tenaient en respect sur les

(1) *Manuscrit* d'Orbais. On y trouve la copie d'une *production* du chartrier d'Orbais fournie au bailli ou lieutenant-général au siège présidial de Château-Thierry, contenant toute l'histoire de Christophe Gomer et de Nicolas de la Croix.

(2) LÉPAULART, p. 100.

autres points. La seconde était soutenue par deux hommes solides, le sieur de la Chapelle, capitaine de cinquante hommes d'armes, et le sieur Comines, qui avait toujours « bonne compagnie de prestres et de paysans. » On avait renforcé celle de Fismes d'une compagnie de carabins qui, à l'aide de quelques soudards du pays, « escarmouchèrent » ceux de Soissons et leur tuèrent du monde auprès du Mont-Notre-Dame.

Vandy put néanmoins aller, vers ce temps, à Braine et à Fère rechercher des munitions de guerre et de bouche, vins et blés. Il amena une grande quantité de blé, dit-on, de Cœuvres, dont le seigneur, on s'en souvient, ne voulant prendre parti « ne pour les Huguenots, ne pour les papistes, » s'était retiré à Sedan. Le dimanche d'après, le bruit courut de nouveau que l'armée du roi allait venir assiéger Soissons, que l'artillerie arrivait par la rivière et que les troupes se concentraient à Compiègne et à la Ferté-Milon. Ces nouvelles réjouirent les uns et effrayèrent les autres, tant Huguenots que catholiques. Ce qui restait d'habitants s'enfuirent avec ce qu'ils avaient de plus précieux, emmenant les femmes et les enfants. Vandy ne leur marchandait pas trop les passeports et « les caporaulx et capitaines, gardes des portes, butinoient et prenoient argent de plusieurs ou quelques hardes pour les laisser passer. » La ville se dépeuplait ainsi de plus en plus. Vandy était résolu de s'y défendre et y avait fait rentrer les garnisons de Berzy, de Vic-sur-Aisne, de Nesle et autres. Il parlait de brûler et de détruire les faubourgs et de faire, dès l'arrivée des catholiques, « une saillie pour les chocquer. »

Bien résolu de prendre sa revanche sur la garnison de Fismes, il fit partir de Soissons, le mardi soir de la semaine suivante, les capitaines Darnel, Guyon, Roussy et cinq ou six enseignes, tant d'infanterie que de cavalerie, « garny de munitions et d'eschelles, » sans qu'on sût où ils allaient. Ils cheminèrent toute la nuit, et, vers minuit, traversèrent Braine, où la garnison de Vailly vint les rejoindre. Les prêtres et les religieux qui s'étaient réfugiés dans cette ville eurent grande frayeur, mais ils les rassuraient en disant : « Dormez, rasez et ne

bougez, ce n'est à vous qu'on en vœult. » Arrivés à Fismes au point du jour, ils y donnèrent l'assaut. Les carabins et les habitants se défendirent d'abord assez vaillamment, tuèrent et blessèrent plusieurs des assaillants et repoussèrent l'escalade, mais les Huguenots, « se couvrant de futailles, » percèrent et sapèrent les murailles qui étaient « vieilles et non remparées. » Les mieux armés entrèrent par quelques pertuis, tuèrent plusieurs capitaines des carabins, de simples soldats et des habitants qui les soutenaient, et le reste se sauva dans la tour, où le gouverneur, le sieur d'Erlon, capitula. La ville fut pillée, ce qui jeta la terreur à Reims. D'Erlon se replia sur Laon, prenant en passant le château de Pontarcy. On s'étonna fort que le bailli du comté de Soissons, l'un des principaux du conseil des Huguenots et fort ami de Vandy, ne l'eût pas détourné de cette entreprise contre Fismes, où il avait encore sa mère et des parents papistes.

Le siège de Chartres par l'armée de Condé et de l'Amiral continua pendant le mois de février 1568, et les Huguenots, se sentant en force, « se tenoient roydes sur les articles qui estoient capitulez entre le roi, la reine et leurs ambassadeurs. » Ceux qui tenaient Soissons, Coucy, Chauny, Vailly et leurs environs, et « estoient riches de butin, » n'en désiraient pas moins vivement la paix et ne se faisaient pas faute de dire que « puisqu'ilz ne pouvoient avoir des temples ès villes, qu'ilz estoient plus tost contens d'aller quatre lieues loing à la presche que de prolonger la guerre. Plusieurs s'escouloient et s'en retournoient secrètement en leurs maisons. » Sur la fin de février, les bruits de paix augmentèrent. On commença à distribuer les munitions avec moins de largesse, les villages proches de Soissons se trouvant tout à fait épuisés. Les garnisons de Laon, de Noyon, Attichy, Compiègne et la Ferté-Milon empêchaient toujours les Huguenots de Soissons de s'écarter et le bruit d'un siège prochain ne tombait pas, « ce qui rendoit nos Huguenotz plus doux que auparavant. » Ils avaient voulu que les *gouverneurs* de la ville imposassent une taille sur elle et sur les lieux voisins, mais ils leur avaient résolument

répondu : « qu'il estoit défendu de asseoir taille sur le peuple sous peine de la hart; » que les plus riches avaient abandonné leurs maisons et « que si on les vouloit faire pendre cy après, ilz aimoient autant que les Huguenotz le feissent à présent. » Il n'y avait pas à répliquer, mais on forçait les habitants à aller chaque jour à la corvée et les villages à envoyer un certain nombre d'hommes « besogner ès fossés et remparts en telle diligence, comme s'ilz eussent volu soustenir le siège et obsidion contre le roy. » Durant le Carême, on ne trouva pas de poisson parce que deux pêcheurs ayant été tués par les Huguenots dès leur arrivée, les autres avaient pris la fuite, et parce que les étangs voisins étaient déjà pêchés. Les bouchers ne voulant pas non plus préparer de viande, il fallut que le bailli et les officiers du comté les menaçassent de confisquer leurs « mestiers » et de les donner à d'autres. Les Huguenots ramenaient les agneaux des villages et des fermes voisines.

La deuxième semaine de Carême, *le bruit courut que*, cette fois pour certain, Soissons allait être assiégé, que l'artillerie arrivait par la rivière, que le sieur de la Vielville venait en avant-garde avec 8,000 hommes et que Montmorency et Danville suivaient avec un gros corps d'armée. De fausses alarmes furent sonnées la nuit, ce qui jeta l'épouvante parmi les habitants demeurés dans la ville et une partie des Huguenots. Chacun se mit à fuir, de sorte qu'il ne resta plus que les pauvres gens avec les soldats. Les uns disaient que les Huguenots, assurés d'une paix avantageuse, faisaient courir ces rumeurs pour effrayer encore une fois les papistes, les autres en faisaient des sujets de moqueries. « Messieurs, disait le prieur Lépaulart à quelques-uns de ces derniers, j'ay bien paour que telles mocqueries ne coustent cher cy-après à vous et à nous. » — « Qui a paour il perd, » lui répondirent-ils. Il pensait avec raison que les Huguenots continuant le siège de Chartres, il n'était pas croyable que le roi éloignât son armée de Paris, qu'il laisserait ainsi à découvert. Pendant que Soissons était livré à ces terreurs, les capitaines Boffe, Monin, Lamur et autres n'en sortaient pas moins pour aller butiner,

achever la destruction des églises et faire racheter aux paroissses leurs cloches, verrières et combles, car ils avaient bien besoin de « trouver gros denier pour payer les Reitres et les soldats étrangers, » attendu qu'il était stipulé par le traité de paix, dont ils connaissaient déjà la teneur et qu'ils différaient de promulguer pour pouvoir se livrer encore à leurs rapines, que les Huguenots paieraient la moitié de leur solde et le roi l'autre (1).

En attendant cette promulgation de la paix que Vandy devait encore différer quelque temps, les troupes de la garnison de Soissons continuaient leurs excursions et leurs pillages. Plusieurs fois, pendant le mois de février 1568, elles traversèrent le pays de la Vesle, de Soissons à Fismes, et trois fois elles campèrent dans les plaines de Bazoches. Après Fismes, le Mont-Notre-Dame fut saccagé. Ils s'attaquèrent d'abord au château, édifice de construction solide, consistant en un puissant donjon avec un rempart flanqué de quatre tours, et auquel il ne manquait pour soutenir un siège régulier que des approvisionnements et une bonne garnison. Les Huguenots l'attaquèrent à l'improviste et l'emportèrent en un seul assaut. Cette forteresse, par sa position dominante, avait été pour les armées protestantes un sujet fréquent d'inquiétude. Tous leurs mouvements aux environs en étaient aperçus. Par des signaux convenus, la garnison avertissait les habitants de leur approche et ceux-ci prenaient aussitôt la fuite ou se mettaient sur leurs gardes, ce qui avait souvent déjoué les projets des religionnaires et leur avait fait manquer leur proie lorsqu'ils croyaient déjà la tenir. Aussi, dès qu'ils en furent maîtres, ils en brûlèrent et renversèrent les bâtiments et en démantelèrent les murailles et les tours. Du château, ils se portèrent sur la collégiale, et, après l'avoir pillée, ils y mirent le feu en plusieurs endroits. Ce superbe et vaste édifice fut, en quelques heures, découronné de ses combles et de ses charpentes, et ses murs demeurèrent exposés aux ravages de la pluie et des vents. Le bourg, qu'elle dominait si majestueusement, fut aussi dévasté,

(1) LÉPAULART, p. 116.

et jamais ni l'église, ni le bourg ne se relevèrent de ce désastre. Ce ne fut qu'avec bien des peines qu'on était parvenu, en 1594, à relever quelques chaumières et à rebâtir cinq des maisons canoniales.

Dans la prévision de ce qui allait se passer, le chapitre de Bazoches avait fait transporter à Reims, dès 1560, les reliques de saint Rufin et de saint Valère, qui échappèrent, par cette troisième translation, aux fureurs des calvinistes, en 1567 et en 1568. Elles furent ramenées à Bazoches après les guerres de religion et y demeurèrent jusqu'à leur quatrième translation à Saint-Paul-lès-Soissons, d'où elles allèrent, le 11 juillet 1617, prendre place dans le trésor aux reliques de la cathédrale. On n'en établit pas moins à Bazoches, leur résidence naturelle, une confrérie en l'honneur des deux saints dans l'église de Saint-Pierre, la collégiale qui leur était dédiée ayant été ruinée (1).

IX. — Cependant la paix fut enfin signée et on renouvela l'édit de pacification de janvier 1562, dont voici la substance : Les gentilshommes et seigneurs de la religion pourront faire le prêche en leurs maisons. — Les protestants seront conservés dans leurs biens, charges, honneurs, et ne seront pas inquiétés pour ce qui s'est passé dans la dernière guerre. — Désarmement général, reddition au roi des places occupées par eux, cessation des ligues au dedans et au dehors du royaume. — Restitution des églises au clergé catholique. — Permission de tenir des conférences, mais à condition que le gouverneur du pays, ou son lieutenant, nommera un commissaire pour y assister et veiller « à ce qu'il ne soyt tracté d'aulcune chose que de la discipline et doctrine de la religion. » — Concession d'écoles aux lieux où se fait l'exercice de ladite religion, avec le droit pour chacun de faire instruire chez lui ses enfants.

La paix fut publiée le 23 mars à Paris. Le mercredi 25, arriva à Soissons un hérault « de par le Roy » pour y remplir les mêmes formalités, mais Vandy s'y opposa

(1) Carlier, t. II, p. 623.

formellement et l'envoya à Sedan en disant : que l'argent « à quoy estoient cotizés les Huguenotz » sous ses ordres n'était pas prêt. Le hérault protesta qu'il avait « charge expresse du Roy et qu'il feroit le récit de la rébellion. » Il retarda néanmoins de cinq jours la publication de l'édit de pacification, quoique certains capitaines huguenots, loin d'entraver l'exécution de ses ordres, la désirassent. Pendant ce temps-là, les gentilshommes et les soldats calvinistes « troussèrent leurs pacquetz et emmenèrent les ungs par eau, les autres par chariot; ils avoient tant de plomb et de métaulx qu'ils ne sçavoient que faire. » Vandy « en chargea des tonnes par bateaux et en donna trois ou quatre tonnes à Madame de Notre-Dame. » On rendait cette justice à Vandy qu'il n'avait « fait tuer aucuns prêtres » dans ces déplorables circonstances, qu'il avait « répondu modestement aux plaintifs des povres gens » et que ses serviteurs s'étaient montrés « bonnes gens et humains en leur huguenoterie. » On lui reprochait seulement « d'amasser volontiers des biens ecclésiastiques. » D. Lépaulart en cite ce trait: qu'il fit vendre tout ce qu'on avait trouvé dans ses coffres, encore l'excuse-t-il sur ce qu'il l'avait nourri pendant six semaines.

Dès que la nouvelle certaine de la paix se fut répandue, les ecclésiastiques, chanoines, prêtres, peuple, qui avaient quitté Soissons et avaient trouvé une retraite dans les villes voisines, à Laon, Reims, Compiègne, la Ferté-Milon, se rapprochaient de la ville pour y rentrer aussitôt que le reste des Huguenots étrangers en seraient sortis. Ces derniers s'en allaient à la débandade malgré les observations de Vandy qui les retenait autant qu'il pouvait, leur montrant les dangers qu'ils pourraient courir en s'écoulant ainsi en désordre. Lui-même enfin, après avoir vendu le reste des farines et des munitions, et achevé le chargement de ses hardes et de son butin, ayant appris que la Chapelle des Ursins, lieutenant de Montmorency, gouverneur de Paris et de l'Ile de France, s'avançait avec une belle suite pour reprendre, au nom du roi, possession de Soissons, sortit avec quelques troupes au-devant de lui sur le chemin

de Paris (1). Ils rentrèrent ensemble par la porte Saint-Christophe, le 6 avril, vers quatre heures de l'après-midi, et Vandy rendit solennellement à la Chapelle les clefs de la ville, qui se repeuplait déjà à vue d'œil. Le même jour, Vandy, après lui avoir « faict grande révérence, s'en alla avec célérité au giste à Braine (2), » laissant Soissons dans le plus déplorable état. Aussi, dans les actes de 1568 qui furent passés chez les notaires et tabellions, est-il souvent question de *masures*, qui étaient naguère des maisons, démolies et ruinées par « ceulx de la nouvelle religion. »

Malgré les excès dont ils avaient été les victimes, les catholiques soissonnais ne tirèrent aucune vengeance des calvinistes de leur ville. On se contenta de loger chez eux la compagnie de la Chapelle et de mettre aussi des troupes chez les catholiques « suspectz de les avoir favorizé, et Dieu sçait quelle chaere ! » et quelles actions de grâces furent rendues au ciel ! Durant les seize jours que la Chapelle demeura à Soissons, il s'appliqua à empêcher qu'il n'y eut « émotions ne séditions et tumultes qui peussent esmouvoir entre les habitants, tant de l'une que de l'aultre religion, » d'autant plus à craindre que les bourgeois, en rentrant chez eux, ne trouvaient que désastres et qu'ils en voyaient, parmi leurs concitoyens, les auteurs ou les complices. Il ordonna de nettoyer la cathédrale et d'en enlever les immondices qui la déshonoraient, afin qu'on pût, dès le lendemain de son arrivée, y chanter la messe et y faire la prédication. Le jeudi 8 avril, un Huguenot fort riche qui, pendant l'occupation de Soissons, avait fait partie des conseils tenus par Vandy, ayant été tué près de la maladrerie, la Chapelle fit pendre à un des créneaux de la porte Saint-Christophe Gourmont, secrétaire de l'abbesse de Notre-Dame, qu'on accusa de ce crime, afin de faire un exemple. L'abbesse regretta vivement

(1) Parmi les hommes d'armes, des ordonnances du roi, servant sous la Chapelle des Ursins, était Nicolas Marquette, seigneur de la Cour-au-Bois, près de Condé et de Vailly, où il demeurait. (*Bulletin de la Société historiq. de Soissons*, t. XVII, p. 118.)

(2) LEPAULART, p. 120.

son secrétaire et ceux de la religion romaine pleurèrent leur malheureux coreligionnaire dont le crime n'avait peut-être pas été constaté par des preuves suffisantes.

La Chapelle partit le 16 avril, après s'être assuré qu'il n'y avait plus de troubles à craindre à Soissons et avoir fait signer aux principaux habitants, tant huguenots que catholiques, une promesse de vivre en paix et d'observer l'édit de pacification. Du reste, il ne montra pas plus de délicatesse que Vandy, son prédécesseur, car il fit rechercher pour se l'attribuer, le cuivre, le plomb et tout ce qui restait dans les maisons des dépouilles des églises et les détourna « à son proufit dont il en remporta un grand scandale et injure. » Il en dut tirer, en mettant ces métaux au prix de 2 sous la livre, plus de 40 mille livres. On fut trompé à Soissons dans l'espoir qu'on avait conçu, après la paix conclue et la réorganisation des autorités municipales, de n'y plus voir de troupes et de pouvoir réparer ses pertes en complet repos. En effet, le dimanche 2 mai, on vit arriver la compagnie du capitaine Freta, et, deux ou trois jours après, celle du capitaine Chaperon, montant à 200 hommes, lesquelles prirent la garde des postes tout en déclarant qu'ils n'étaient venus que pour se rafraîchir et maintenir le bon ordre. Toutefois, Charles IX, pour dédommager Soissons des maux et des désastres qu'il avait essuyés dans cette guerre, lui accorda, par lettres du 30 mai, la remise d'une contribution de 3,300 livres à laquelle il avait été taxé pour sa part dans un emprunt général demandé par lui à ses sujets, et depuis on l'exempta encore de divers tailles et subsides (1).

(1) D. Lépaulart. — Manuscrit faisant suite à ce dernier. *(Bibl. de Soissons.)* Après le Journal de D. Lépaulart, les auteurs dont nous avons condensé les récits dans notre narration de la prise et de l'occupation de Solssons, sont : Berlette, historien contemporain ; Dormay, liv. VI, chap. 43-47, lequel touchait à cette époque funeste et qui travaillait d'après la tradition et des manuscrits encore récents ; *La Chronique de Saint-Jean*, par Legris, et son *Histoire*, par de Louën ; l'*Histoire de Saint-Crépin-le-Grand*, *mss.*, par D. Hélie ; *Les Mémoires de Cabaret* ; l'*Histoire de Soissons*, par H. Martin et P. Lacroix. — *Une Histoire de la surprise, de la ruine et incendie de la ville de Soissons arrivée le jour de saint Cosme et saint Damien, 27 septembre de l'an 1567, par l'armée des religionnaires et de tous les environs*, in-f° *mss.*, cité par le P. Lelong, dans sa bibliothèque, n° 18,003, n'a pu être retrouvé.

Genlis, après sa sortie de Soissons, se retira dans ses foyers, mais il n'y resta pas longtemps en repos. La paix, qui porta le nom de *Petite Paix*, ne dura guère plus de six mois. Les sectaires, sous mille prétextes, se réorganisèrent, équipèrent une flotte et s'unirent avec la reine d'Angleterre et avec les princes protestants d'Allemagne. La cour, de son côté, défendit aux religionnaires de s'assembler, proscrivit, sous peine de mort, l'exercice de toute religion autre que la catholique et ordonna à tous les réformés fonctionnaires publics de donner leur démission. Le Parlement exigea même des magistrats, avant de la donner, le serment de vivre et de mourir dans la religion catholique, et l'Université, de ses docteurs gradués, une profession claire et précise de la foi orthodoxe; elle frappa même ceux qui l'avaient abandonnée de la privation de leurs charges. C'est en conséquence de ces dispositions que Pierre Ramus et Nicolas Charton, le premier, principal du collège de Presles-Soissons, et le second, principal de Dormans-Beauvais, furent destitués, malgré l'opposition des écoles de droit et de médecine. En atteignant ces habiles maîtres, on portait, en effet, un coup sensible à ces écoles, mais Jean de Dormans et Raoul de Presles n'avaient pas fondé ces établissements pour y laisser enseigner des fauteurs d'hérésie et des ennemis des croyances qui avaient été celles de toute leur vie.

Pour appuyer ces mesures, la cour leva une nouvelle armée dont elle donna le commandement au duc d'Anjou, et Catherine de Médicis tenta de faire arrêter le prince de Condé et les autres chefs du parti. Cette entreprise n'eut d'autre résultat que d'irriter encore davantage les réformés; ils levèrent leurs troupes, et la troisième guerre civile allait bientôt recommencer avec tous les excès que produisaient chez ces sectaires le fanatisme et le ressentiment. Condé, qui était venu au château de Muret, où la mère de sa première femme, la comtesse de Roye, venait de mourir, s'y établit de nouveau cette année. C'est de ce lieu, où il était encore le 12 mai, chez la marquise de Rothelin, sa belle-mère, qu'il écrivait, le 8, à ses amis catholiques et protestants

pour leur donner des rendez-vous de chasses au lévrier (1). Mais il ne pouvait prolonger son séjour à Muret, car il recevait chaque jour les plus tristes nouvelles. Un de ses gentilshommes, le capitaine Rapin, condamné à mort dès les premiers troubles par le Parlement de Toulouse, venait d'être exécuté, et deux autres officiers de sa maison avaient été assassinés : l'un près de Blandy, l'autre près de Villers-Cotterèts, et un troisième depuis la paix (2). Le 29 juin, il écrivit au roi pour s'en plaindre, et le porteur de sa lettre avait trouvé, à l'entrée de Paris, cinq cadavres de Huguenots massacrés et abandonnés sur le grand chemin. De plus, le bruit courait que de nouveaux projets s'élaboraient contre les chefs du parti protestant. Il s'agissait de leur arrestation, comme on vient de le voir. Lavallette devait tomber sur Condé à Muret, Chavigny surprendre l'Amiral chez lui, Tavanne et Barbezieux se saisir de d'Andelot. Le séjour d'un château comme Muret, quoiqu'entouré d'un fossé profond et muni de certaines défenses, ne semblait pas présenter à Condé une sécurité suffisante ; il alla à Noyers en Bourgogne, à sept lieues d'Auxerre, place assez solide que possédait sa femme, et y mit une garnison. Il passa ensuite dans le Midi, pour une prise d'armes (3).

Dès le mois de juin le prince avait mandé aux Huguenots de Picardie de se tenir prêts et Genlis avait réuni les gentilshommes ses voisins des environs de Laon et de Soissons : Renel, Morvillers, de Renty, Moy, d'Hautricourt, Esternay, Feuquières, la Personne, Poy, etc., et leur avait donné rendez-vous à Chauny, où se trouvèrent douze ou quinze cents cornettes et deux mille arquebusiers. Genlis et ses amis préludèrent à des hostilités plus sérieuses par des courses à travers le pays, et ne pouvant faire leur jonction avec Condé, ils allèrent se réunir au prince d'Orange qui guerroyait

(1) Lettre de Condé à d'Humières, du 8 mai 1568 (Bibl. nation., *mss.*). — *Mém. du roi Charles IX.* — *Histoire des Princes de Condé*, t. II, p. 6, et pièces, etc., *ibid.*, p. 359.
(2) *Histoire des Princes de Condé*, t. II, pièces, p. 354.
(3) *Hist. des Princes de Condé*, t. II, p. 7 (juin 1568).

contre le duc d'Albe, lieutenant du roi d'Espagne, sur la rivière de Sambre. C'est en allant vers le prince étranger qu'ils brûlèrent notamment Pouilly, Crécy, Nouvion-l'Abbesse, Dercy, Dizy, puis se rabattant vers le Vermandois, ravagèrent les environs de Saint-Quentin, Ribemont et Crèpy.

Enfin, le prince d'Orange étant venu le joindre, Genlis fit une tentative sur Soissons; mais cette fois le gouverneur Sainte-Preuve le reçut avec tant de résolution qu'il dut se retirer avec honte. Irrité de cet échec, il s'en vengea sur les terres de Roucy et de Sissonne, et sur le château de Sainte-Preuve qui appartenaient au gouverneur et à l'évêque son frère, et n'épargna pas davantage les églises de Liesse et de Corbeny (1). A son tour le gouverneur de Soissons fit ruiner par représailles les terres des gentilshommes de l'armée huguenote et et abattre plusieurs de leurs maisons. Genlis mourut le 14 février 1569 à Barzabarn de la fièvre, disent les protestants, de la rage dit Belleforêt. Son frère cadet, non moins zélé huguenot que lui, racheta cette faute par d'éminents services rendus à la bonne cause, fut pris en 1570 et trouvé étranglé dans sa prison (2).

Cependant le duc d'Anjou et le prince de Condé se rencontraient enfin à Jarnac, le 13 mars 1569; celui-ci se battit comme un lion, au milieu de la déroute générale des siens. Forcé de se rendre, il fut tué traîtreusement, gisant à terre, par Montesquiou, d'un coup de pistolet par derrière. Triste résultat des guerres civiles où l'esprit de vengeance fait taire le cri de l'honneur et de l'humanité; et aussi triste punition d'un prince que l'ambition, encore plus que le fanatisme religieux, avaient poussé à la ruine de sa patrie. Son corps ne fut pas même respecté de ses ennemis; il fut transporté sur une ânesse à Vendôme et déposé dans la sépulture de sa famille. D'Andelot, l'une des plus fortes têtes de son parti, mourut aussi quelque temps après.

(1) Les reitres logèrent en 1568 à Marolles près la Ferté-Milon, ayant à leur tête le duc de *Sascqs* et allant sans doute rejoindre Genlis. (CARLIER, t. II, p. 626, *ex* Chronique de la Ferté-Milon.)

(2) DORMAY, t. II, p. 486. — *Mss.*, à la suite du Journal de LÉPAULART.

Mais il restait aux Huguenots le fier et stoïque Coligny, Jeanne d'Albret et son fils : Henri de Béarn. Jeanne releva le courage des siens et Henri fut proclamé chef des protestants sous la direction de l'Amiral avec le jeune Henri de Condé, dont le frère de père, Charles, fut la souche d'une nouvelle branche des comtes de Soissons. L'évêque de Soissons avait en vain revendiqué la mouvance du comté de son évêché; on la réunit, en partie d'abord, puis en totalité à la couronne de France lorsqu'il fut élevé en duché-pairie, l'an ....

La bataille de Jarnac avait été gagnée le 13 mars. Le 13 février précédent, le duc et la duchesse de Montmorency recevaient à Soissons de grands honneurs dans un séjour qu'ils y firent depuis le mercredi des cendres jusqu'au mardi suivant. Le samedi 19 mars, arrivaient en cette ville des nouvelles de la victoire, envoyées par le sieur de Loches. Le lendemain il y eut à la cathédrale procession solennelle et *Te Deum*. On n'y fit pas d'autres réjouissances à cause de la mort du prince de Condé, comte de Soissons, mais le dimanche suivant, il y eut par ordre du roi des feux de joie et des décharges d'artillerie. Il courut sur le meurtre du malheureux prince un quatrain burlesque :

L'an mil cinq cens soixante-neuf
Entre Cognac et Château-Neuf
Fut mené mort sur une ânesse
Le grand ennemi de la messe.

C'est à Soissons, où il était le 13 mai, que Charles IX apprit la mort de d'Andelot blessé à Jarnac. Le lundi 4 octobre 1570, il reçut aussi à Soissons la nouvelle de la victoire de Montcontour, gagnée le 3, sur l'Amiral de Coligny, par le duc d'Anjou, déjà son vainqueur à Jarnac.

Ces victoires amenèrent la conclusion d'un traité de paix qui fut signé à Saint-Germain, au mois d'août 1570, et termina la troisième guerre civile. On la nomma : *Paix boiteuse* ou *mal assise* et *Paix fourrée*, parce qu'elle avait été l'œuvre de Biron qui était boiteux et de de Mesme, qui était seigneur de Malassise, et surtout parce

qu'elle ne parut pas sincère à cause des avantages qu'elle procurait aux Huguenots. Elle leur accordait, entre autres choses, de rentrer dans leurs biens, offices et bénéfices « dont il arriva grand trouble à Soissons, dit un auteur, et tout le peuple fort mal content, mais le roi le voulut ainsi » (1).

Charles IX, après son mariage à Mézières avec Elisabeth d'Autriche, fit son entrée à Soissons le lundi 4 décembre 1570, et se rendit ensuite à Villers-Cotterêts. La cour y passa l'hiver qui fut fort long ; il tomba une grande quantité de neige, ce qui donna lieu à des combats et à des chasses en forêt. On raconte que le roi prit deux cerfs sans chiens dans la neige, mais il avait fait placer des relais de veneurs et de chevaux pour lui et ses compagnons, ce qui diminue quelque peu la valeur de cet exploit cynégétique. « Il s'y fit deux ou trois bastions de neige où l'on se frottoit avec courage ». Il y eut aussi des combats à la barrière dans la grande salle du château et dont le duc de Bouillon rend compte en ses Mémoires. Charles rendit, le 29 décembre, à Villers-Cotterêts, deux ordonnances dont l'une fut l'objet de vives protestations de la part des protestants qui prétendaient qu'elle falsifiait ou annulait plusieurs des dispositions de l'édit de pacification de Saint-Germain. Une célèbre députation des princes de la Confession d'Augsbourg, venant le complimenter sur son mariage, l'exhortèrent aussi à le faire observer religieusement. Charles se contenta de répondre à la harangue des ambassadeurs, qui était un plaidoyer en faveur de la liberté de conscience, qu'il se ferait un plaisir de suivre leurs bons avis, et il les renvoya comblés de présents (2).

(1) Manuscrit à la suite du journal de LÉPAULART.
(2) CARLIER, t. II, p. 627, et DEVISME, *Manuel historique de l'Aisne.*

PÉRIODE DE LA RENAISSANCE.

LIVRE CINQUIÈME.

Seizième siècle.

(Cinquième Partie.)

DEPUIS LA SAINT-BARTHÉLEMY, EN 1572, JUSQU'A LA LIGUE DES CATHOLIQUES, VERS 1576.

SOMMAIRE. — I. Nouveaux pillages des Huguenots aux environs de Soissons. La mort de Coligny résolue. Préludes de la Saint-Barthélemy. Mort de l'Amiral. La Saint-Barthélemy à Paris et en province. Pierre Ramus est massacré. La Saint-Barthélemy à Soissons. Dumoulin, ministre de Cœuvres, va à Saint-Pierre-Aigle. Le ministre des Rosiers. Mort de Charles IX et d'Eustache de Conflans. Sacre de Henri III par le cardinal de Lorraine. Protestation de l'évêque de Soissons. Les reitres saccagent les environs de cette ville. — II. La cathédrale après le départ des Huguenots. Premières réparations. Le chapitre au XVI^e^ siècle. Chanoinie et prébende. Dons à l'église. Pouillé du diocèse, droits du chapitre. Prébendes théologale et préceptoriale. Communauté des chapelains. Archidiacres et doyens. Prevôt et doyen du chapitre; illustrations : Albin des Avenelles, Gervais de Tournai, Jean Cannart, Robert Ceneau. Bienfaiteurs. Les chanoines Launoi et Poulain. L'évêché au XVI^e^ siècle. Jouises à l'évêché. — III. Retour des Joannistes. Réparations à Saint-Jean. L'abbé condamné à y contribuer. Abbés de la famille de Gondi. Réparation des fermes, vente de Troësne. L'office reprend au chœur. Adoption du Bréviaire romain. Horace Zamet, prieur-curé d'Oulchy. La justice de Saint-Jean au XVI^e^ siècle. La mense abbatiale affermée par Pierre de Gondi. Fortune de cette famille. Bibliothèque et école de Saint-Jean. Notin de Compiègne et Duport, bienfaiteurs du collège de Dormans. Nicolas de Beaufort, hagiographe. Ses manuscrits et les Bollandistes. Pierre Legris, historien; Chronique de Saint-Jean. Michel Bertin, prieur, Berlette et Duchesne, historiens. Antiquités de Soissons. Nicolas de Béthisy et Charles de Verbin, prieurs-curés joannistes. — IV. Extinction des collèges de Sainte-Catherine et de Beauton. Collège de Saint-Nicolas au XVI^e^ siècle. Jean Desmarêts, principal. Reconstruction des bâtiments. Principaux et professeurs. Election du principal. — V. Restauration de Saint-Crépin-le-Grand. Aliénations par l'abbé Dany; sa mort, ses ouvrages. Gaspillage au monastère. La châsse de saint Crépin reste à Notre-Dame; le chef du saint reste à Saint-Crépin. Procession annuelle. Nouvelles aliénations et réparations. — VI. Restitution des reliques à Saint-Médard; leur authenticité. Réforme de ce monastère. Marchés de Vic-sur-Aisne. — VII. Les Célestins de Villeneuve au XVI^e^ siècle. Religieux distingués. Restauration de Saint-Léger, de Saint-Etienne (Saint-Paul) par Charles de Roucy, des églises de Saint-Martin, de Notre-Dame-des-Vignes et autres. Pierre Moreau, bienfaiteur de cette collégiale. Rétablissement de la confrérie du Saint-Sacrement. — VIII. Fondation des Minimes de Soissons. Pierre Moreau, avocat à Soissons; il assiste à des exor-

cismes ; il est obsédé du démon. Appréciation de cette obsession. Son voyage à Rome. Ouvrages de Moreau. Il rebâtit le couvent des Minimes. Le démon s'irrite contre ceux-ci. Moreau prend l'habit de minime. Son renoncement au siècle, son testament, sa profession et son genre de vie. Fureurs du démon contre lui. — IX. Charles de Roucy et plusieurs possédés. Nicole Aubry, de Vervins. Livre de Gervais de Tournai sur les possédés du Soissonnais. Raison de ces possessions. Laurent Boissonnet, premier possédé. On consulte le Théologal Cannart. Laurent devant l'évêque ; son exorcisme. Sortie du démon. Nouvel exorcisme. Nicole Leroy, deuxième possédée. Consultation des médecins, exorcismes et interrogations. Marguerite Obry, troisième possédée. Nicolas Faquier, quatrième possédé. — X. Les sciences occultes au XVI^e^ siècle. Diableries. Sabbats. Sorciers dans le Valois et le Soissonnais. Jeanne Harvillier, sorcière de Verberie, livrée au diable ; ses sortilèges, son arrestation, son interrogatoire, ses aveux. Elle est condamnée au feu à Ribemont ; son supplice. Démonologie de Bodin. — XI. Charles de Roucy établit à Soissons l'office perpétuel. Divers fléaux et tremblements de terre à Château-Thierry, à Soissons et autres lieux.

I. — La cour de France, tout en recherchant, sous l'inspiration de l'Amiral de Coligny, des alliances protestantes en Allemagne, songeait, sans rompre avec l'Espagne, à soutenir secrètement la révolte des Pays-Bas. Le duc d'Albe ayant assiégé Mons, l'Amiral, comme un véritable potentat, offrit 3,000 hommes pour les envoyer au secours des insurgés. En attendant, des capitaines huguenots, Louis de Nassau, Gustave de la Noue en conduisirent en Flandre. Les deux Renty, Jumel et autres seigneurs protestants des environs de Soissons avaient levé leurs gens de guerre, comme ils avaient fait la première fois, dans ce pays où ils étaient fort puissants, même « sans l'aveu du roi », dit un manuscrit, ou du moins sans son consentement ostensible. Quoiqu'il en soit, ces troupes, en pleine paix, « firent de grandes extorsions, pilleries, rançonnements, violemens de femmes et autres maux innumérables tant aux villages d'ici alentour que à l'entour de la ville de Laon ». Ils étaient au nombre de 36 enseignes. Arrivés à Saint-Guilain, près de Mons, ils furent tués ou faits prisonniers par les Espagnols qui prirent tous leurs bagages et renvoyèrent les pauvres gens, sous la conduite de quelques Huguenots, tout nuds, sans chemises, chapeaux, ni souliers, ce qui fit appeler la bataille : « *Journée des Tous nuds* » (1). Elle eut lieu le 11 juillet 1572.

(1) *Mss. ubi supra.*

Coligny, protégé par le roi mais contrecarré par le duc d'Anjou, avait fait lever son armée de 3,000 hommes et en promit 15,000 au prince d'Orange pour prendre sa revanche. Il voulait qu'on attaquât ouvertement l'Espagne sur tous les points ; son arrogance ne connaissant plus de bornes, il est plus roi que le roi. Catherine conjure celui-ci de sortir de ce honteux asservissement, et Charles, après de vaines promesses, est de nouveau fasciné par l'Amiral, qui n'admet pas de milieu entre une guerre civile et une guerre étrangère. Une lutte à mort s'engage entre lui et Catherine qui ne veut ni de l'une ni de l'autre. Elle résolut, avec le duc d'Anjou, la perte du seul Coligny qui dérangeait, par une politique hardie, sa politique de contrepoids. Mais de complot de la cour contre les Huguenots, c'est un fait admis aujourd'hui, par les critiques impartiaux, qu'il n'y en eut pas. Coligny avait eu le tort irrémédiable de contrebalancer, auprès du roi, l'influence de sa mère et de lui conseiller de sortir de sa tutelle ; là est tout le secret du déplorable événement qui se préparait. La circonstance du mariage du prince de Béarn avec Marguerite de Valois vint encore aggraver la situation contre l'attente du roi qui, outre l'espoir qu'il avait conçu en mariant sa sœur avec Henri de Bourbon, une catholique avec un protestant, de cimenter l'union des deux partis, espérait bien arriver, en arrachant Henri à la Réforme, enlever aux Huguenots un prince dont tout faisait déjà pressentir les talents et l'avenir. La médaille qui fut frappée à cette occasion, témoigne assez que ces espérances ne sont pas inventées à plaisir. Elle portait d'un côté cette légende : *Constricta hoc vinculo discordia*, au milieu d'un lien figuratif ; et au revers un Agneau pascal avec ces mots : *Vobis annuntio pacem* (1).

Le prince de Navarre et Coligny, par leur contenance à cette grande cérémonie, affichèrent trop leurs senti-

(1) Pour tout ce qui regarde la Saint-Barthélemy, outre les auteurs ordinaires anciens et modernes, nous avons surtout consulté la remarquable et impartiale étude, insérée dans le tome 1er de la *Revue des Questions historiques*, par M. Georges Gandy, où on les discute tous en y ajoutant un luxe de recherches qui indique assez l'amour profond de l'auteur pour la vérité.

ments intimes. Pour témoigner son mépris de la messe, le premier se promena en faisant du bruit sur le parvis de Notre-Dame. Cette affectation imprudente et intempestive irrita le peuple de Paris, dont les sentiments étaient profondément catholiques. L'Amiral, de son côté, y parut avec une suite aussi brillante que nombreuse et fut l'objet de mille caresses de la part du roi. La reine-mère, le duc d'Anjou et tout le parti catholique s'en trouvèrent profondément blessés. Catherine s'unit étroitement aux ducs de Guise, de Nevers et de Montpensier, qu'on avait tenus depuis peu éloignés de la cour et qui y revinrent avec un grand nombre de gentilshommes attachés à leur fortune. Henri de Guise nourrissait contre Coligny, qu'il regardait toujours comme le meurtrier de son père, une de ces haines sombres et implacables qui ne s'apaisent que dans le sang. Il ne fut pas difficile de lui faire agréer le meurtre de cet homme. Les vengeances, les colères, les rancunes couvaient donc sourdement. Les Huguenots conspiraient, les catholiques n'attendaient que le moment de montrer enfin qu'ils n'avaient oublié aucuns des affronts sanglants qu'ils avaient reçu dans la foi antique de leurs pères. Les passions populaires n'attendaient qu'une étincelle pour s'allumer et éclater en un affreux incendie. Enfin, l'heure allait sonner, le glas funèbre allait donner le signal.

Le 22 août 1572, Nicolas de Louviers, seigneur de Maurevert en Brie, se mit en embuscade dans une maison du cloître Saint-Germain-l'Auxerrois, et d'une fenêtre couverte d'un rideau il tira un coup d'arquebuse sur l'Amiral de Coligny au moment où il se rendait du Louvre à son logis, rue de Béthisy (1). L'Amiral blessé rentra sanglant chez lui, soutenu par deux gentilshommes. A cette nouvelle, le roi furieux, suivi de la reine-mère, du duc d'Anjou et de plusieurs gentils-

(1) Maurevert avait déjà tué de Mouy au siège de Niort, en 1569, d'un coup de pistolet tiré par derrière. Le 10 octobre de la même année, le duc d'Anjou écrivait de Plessis-les-Tours à son frère, le duc d'Alençon, de lui bailler le collier de son ordre en récompense de cette action, et de faire en sorte que la ville de Paris lui fît quelque « honnête présent, selon ses mérites » (Addition au *Journal de l'Estoile*, édit. MICHAUD).

hommes, se rendit près de lui et lui prodigua mille marques de tendresse ; il fit rechercher le meurtrier pour en faire justice et déclarer partout qu'il voulait fermement l'exécution des édits de pacification. Selon ses désirs, le prévôt de Paris assure la tranquillité de la ville ; il nomme une commission d'enquête sur le meurtre, dans laquelle il fait entrer des protestants ; il donne à Coligny un détachement de ses gardes et fait loger près de lui la noblesse protestante ; il invite le prince de Condé, le roi de Navarre et leurs amis à loger au Louvre ; il fait saisir les domestiques de la maison d'où est parti le coup et un de ceux du duc de Guise. Henri et le duc d'Aumale, mécontents de ces procédés du roi, se retirent en leur hôtel de Guise. De son côté, l'Amiral prévient le roi contre la reine-mère, à qui Charles reproche d'accaparer, avec le duc d'Anjou, tout le gouvernement, en jurant qu'il y mettrait bon ordre.

C'en était trop pour Catherine. Le samedi, elle se réunit au jardin des Tuileries avec le duc d'Anjou et plusieurs grands seigneurs et la mort de l'Amiral fut de nouveau résolue. Pendant ce temps-là les Huguenots s'irritaient, bravaient les Guise, menaçaient de se faire justice à eux-mêmes si on ne la leur faisait pas, et organisaient un complot contre la cour, les catholiques, le roi même ; la guerre civile était imminente. Dans un nouveau conseil, la reine-mère, les Guise peignent au roi le danger qu'il court et le poussent à se défaire de l'Amiral et de ses principaux adhérents. Le jeune prince se croyant environné de complots, ce que ne justifiaient que trop bien les intrigues des calvinistes, leurs paroles imprudentes, leur puissance dans l'Etat, leur passé surtout, consentit, mais avec peine et après bien des réticences, à ce qu'on demandait de lui. Il se couche sous l'impression du danger qu'il court, se lève bientôt, va trouver la reine-mère, mande ses autres conseillers et tous ensemble s'exaltant par l'imminence du péril, le roi, transporté de colère, ordonne que le massacre aura lieu la nuit même au point du jour, le 24 août 1572. L'horloge du palais donnera le signal à deux heures du matin. On commencera par la mort de l'Amiral. Une

croix blanche au chapeau et une écharpe de même couleur au bras gauche, fut le signe de ralliement des catholiques. Chacun court au poste qui lui est indiqué, les victimes sont désignées.

Une pareille résolution ne pouvait pas être prise sans laisser dans ses auteurs une émotion profonde. Le roi, la reine, le duc d'Anjou, après quelques moments de repos, s'en vont saisis de terreur « au portail du Louvre », près du Jeu de Paume, dans une chambre qui donnait sur la place « de la basse cour », pour voir le commencement de l'exécution. « Tandis que nous considérions les événements et les conséquences d'une si grande entreprise, dit le duc d'Anjou (Henri III) dans ses confidences à son médecin Miron, à laquelle, pour dire vraye, nous n'avions jusqu'alors guères pensé », un coup de pistolet partit qui redoubla la terreur des princes et « l'appréhension des grands désordres qui s'alloient commettre ». Sur-le-champ, ils envoient un gentilhomme vers le duc de Guise pour lui défendre de rien entreprendre contre l'Amiral, étant sûrs que, l'Amiral épargné, l'affaire n'aurait pas de suite, puisqu'il avait été convenu qu'on ne ferait rien avant qu'il fût tué. Le duc fit répondre qu'il était trop tard, que l'Amiral était tué et qu'on commençait l'exécution « par tout le reste de la ville ». L'Amiral, qui avait sur la conscience le meurtre de son père, dont il ne s'était jamais bien lavé, qui avait rempli le royaume de troubles et de désolation, avait en effet été atrocement tué dans son lit et son cadavre jeté par une fenêtre dans la rue. Enfin, l'heure fatale sonne, le tocsin du palais donne le signal et on laisse l'exécution, c'est-à-dire le massacre, suivre son cours. Au Louvre le roi de Navarre est obligé, sous peine de la vie, de renoncer à la Réforme; le prince Henri de Condé, menacé aussi de mort, abjure après un entretien avec le ministre des Roziers. Bientôt ce fut dans Paris un tumulte épouvantable, une véritable boucherie, une confusion inimaginable, une suite de scènes d'horreur dont les acteurs s'étaient recrutés, comme il arrive toujours en temps de révolution, parmi les gens avides de pillage, de sang et de vengeances

personnelles; d'artisans de troubles et de tout ce qui compose les bas fonds de la société dans une grande ville.

Telle fut en résumé la Saint-Barthélemy jugée si diversement jusqu'à nos jours, et trop souvent avec une passion qui ne devrait jamais s'allier à la gravité de l'histoire. Elle fut avant tout un crime politique à jamais regrettable, aussi bien pour les catholiques que pour les protestants. Il vaudrait mieux jeter un voile sur cette lamentable catastrophe que de la surcharger d'anecdotes hasardées, de circonstances imaginaires, de faits douteux ou puisés à des sources peu sûres et souvent plus que suspectes. Ainsi, rien n'est moins prouvé que les coups d'arquebuse tirés par le roi, selon un pamphlétaire protestant, des fenêtres de sa chambre et autres choses du même genre, dont on a flétri à plaisir la mémoire de ce jeune et malheureux monarque. Les prétendus courriers expédiés dans toutes les provinces pour y porter des ordres impitoyables n'ont jamais existé; ils étaient chargés d'ordres tout contraires. Si dans le premier moment on en donna de cruels, il est certain qu'à partir de midi de la journée du 24 et les jours suivants, défense expresse fut faite d'aller plus loin; que les chefs des Huguenots devaient seuls être sacrifiés, et que si le massacre devint général, ce fut contre la volonté de la cour et les ordres réitérés du roi. Il continua ainsi jusqu'au 29 et il y eut encore des meurtres jusque dans le mois de septembre. Les auteurs sont loin d'être d'accord sur le nombre des victimes à Paris, ils varient entre mille et quinze mille; le chiffre le plus probable serait de mille à douze cents.

Les provinces imitèrent, mais dans des proportions minimes, l'exemple de la capitale. Les massacres qui eurent lieu dans certaines villes furent des mouvements populaires et des représailles des atrocités qu'y avaient commises les protestants. Le roi d'ailleurs s'efforça de les prévenir ou de les arrêter. Il écrivait aux gouverneurs : qu'il avait dû prendre des mesures contre les conspirations de l'Amiral, qu'il regrettait amèrement la sédition, qu'il voulait garder les édits de pacification,

qu'il fallait éviter toute violence et mettre fin à celles qui étaient commencées. Mais d'ordres secrets en contradiction avec ces défenses ostensibles il n'y en eut pas. Partout les mouvements éclatèrent irrégulièrement du 25 août au 27 octobre. La réponse héroïque du gouverneur de Bayonne est apocryphe comme les prétendus ordres de massacre qu'il aurait reçus. Le maréchal de Montmorency, gouverneur de l'Ile-de-France, le duc de Longueville, gouverneur de Picardie, et plusieurs autres continrent l'irritation des catholiques et l'émotion de la populace. Ici encore nul accord entre les historiens sur le nombre des victimes qu'ils font varier entre les chiffres de deux mille et de cent mille, compris celles de la proscription et de la misère. Ce dernier chiffre est d'une exagération insoutenable. D'après le *Martyrologe* protestant de Crespin, ouvrage très fautif, le nombre des victimes désignées individuellement serait de 15,168. Il est plus probable qu'il fut de 2,000, mais des variations si énormes indiquent assez qu'on ne peut faire ici qu'un compte approximatif.

L'une des plus déplorables victimes de la Saint-Barthélemy fut un Soissonnais de naissance, l'illustre Pierre Ramus, que l'on a vu précédemment voyager en Allemagne. Malgré ses velléités de se fixer à Genève, il s'était comme invinciblement laissé attirer vers Paris, la ville du mouvement, la capitale du monde savant. Il y était revenu à la fin de 1571 ; ce fut la cause de son malheur. Au premier bruit du massacre, il s'était réfugié dans une cave où il ne fut découvert qu'au bout de huit jours par des sicaires envoyés à sa recherche et guidés par son ennemi implacable, Charpentier, qui se montra l'un des plus ardents à la sédition. Ramus supplia qu'on lui laissât la vie sauve ; il offrit même à ses assassins, pour la racheter, tout ce qu'il possédait. Ils acceptèrent sa proposition, mais quand ils furent maîtres de ses biens, ils se jetèrent sur l'infortuné, le couvrirent de blessures, l'égorgèrent ensuite et jetèrent le cadavre dans la cour du collège de Presles. « J'ai péché contre toi seul, ô Jéhoyah, s'écria-t-il lorsqu'on l'assassinait, et j'ai fait le mal devant toi ; tes jugements sont la vérité

et la justice ; aie pitié de moi et pardonne à mes meurtriers ; ils ne savent ce qu'ils font. » La chute du corps dans la cour fut si terrible que les entrailles sortirent, et, chose horrible à raconter, les écoliers, excités par leurs maîtres, les répandirent dans les rues, traînèrent le cadavre jusqu'à la place Maubert, le frappant de verges en signe de mépris de sa profession, et finirent par le jeter dans la Seine. Ainsi périt, le 4 août, à l'âge d'environ soixante-neuf ans, le malheureux Ramus, plutôt victime de l'une de ces vengeances personnelles, qui furent si nombreuses en cette lamentable catastrophe, que de ses opinions calvinistes.

Si, dans certaines villes, on se jeta, comme à Paris, aveuglément sur les Huguenots, dans d'autres, il n'y eut que quelques victimes, et dans le plus grand nombre on les épargna ou on leur donna le temps de se cacher ou de s'échapper hors du royaume pour laisser passer l'orage. A Meaux, le massacre eut lieu le 25, mais ce ne fut pas par ordre de Catherine de Médicis, ainsi que l'ont avancé certains historiens, tandis que Crespin n'en dit rien dans son *Martyrologe*. Il y aurait eu en cette ville 225 victimes, et celui-ci n'en nomme que 25. Le Laonnois, le Soissonnais, où le calvinisme avait jeté, dès son origine, de fortes racines, n'en comptèrent qu'un très petit nombre, de l'aveu même d'un historien local, dont nous citons souvent des passages. Cet auteur n'en donne pas moins, pour l'édification de ses lecteurs, un extrait des *Mémoires de l'Estat de la France*, par le calviniste Froumenteau *(Furnesterus)*, qui contient une peinture fort chargée de la Saint-Barthélemy (1). Les historiens de Laon disent que, dans cette ville, on ne fit aucune violence aux Huguenots, mais que la crainte en fit abjurer un grand nombre entre les mains de l'évêque. De tous les gentilshommes huguenots du Laonnois, un seul, le comte de Roucy, fut massacré. Le clergé, en beaucoup de lieux, cacha les protestants et s'opposa à leur exécution (2).

(1) *Estat des Finances de la France*, t. II, p. 277, cité par O. Douen, p. 33.
(2) *Hist. de Laon*, par Melleville, t. II, p. 277.

On ne peut douter qu'à Soissons Charles de Roucy, prélat pieux, d'un caractère doux et conciliant, et qui avait montré une si grande tolérance à l'égard des réformés, n'ait usé de son influence pour arrêter de grands malheurs. Dans sa ville épiscopale, dont les ruines encore subsistantes rappelaient à toutes les mémoires les horreurs commises par les Huguenots, il n'y eut pourtant que trois « hommes de condition » mis à mort le vendredi 29 ; et encore, un seul historien, Claude Dormay, qui écrivait d'après des Mémoires qu'il avait sous les yeux, est-il le seul qui rapporte ce fait (1). Ces malheureux étaient ,le procureur du roi, Boucher ; le contrôleur Griffon ; et Gobert, ancien receveur du comté de Soissons. Gobert avait dû quitter la ville en 1568, et le roi lui avait donné pour successeur un catholique. Profitant de l'édit de pacification de 1569, il y était rentré, et il avait été réglé, par arrêt du Conseil, que le catholique et le huguenot exerceraient alternativement l'emploi de receveur, lorsque celui-ci fut massacré. Les autres Huguenots eurent, durant quatre ou cinq jours, la liberté de sortir de Soissons et de se retirer en lieu sûr. Si ces trois imprudents ne profitèrent pas, comme leurs coreligionnaires, de cet avantage, ce fut peut-être leur faute, dit Dormay, « soit qu'ils eussent méprisé le danger ou qu'ils se fussent fiez en leurs amis ou en leurs biens (2). » La nouvelle des massacres de Paris, qui était arrivée à Soissons le lundi 25 août, avait été le signal de la fuite des Huguenots de la ville, et c'est le vendredi suivant seulement que Boucher, Gobert et Griffon furent mis à mort avec plusieurs

(1) Parmi ces mémoires pouvait se trouver le manuscrit dont on voit une copie à la suite du journal de D. Lépaulart. *(Bibl. de Soiss.)* que nous citons plus bas et qui, aux trois Huguenots dont parle Dormay en ajoute « plusieurs autres ». Du reste, Dormay ne mentionne que des « hommes de condition .»

(2) DORMAY, t. II, p. 2 et 493. — Henri MARTIN et LACROIX remarquent que les *Mémoires de Charles IX;* l'*Histoire de la Popelinière;* le *Recueil des Martyrs protestants*, par GOULARD, continuateur de Jean CRESPIN; l'*Histoire des Eglises réformées*, par Théodore DE BÈZE ne disent rien de ce qui s'est passé à Soissons; que FIQUET, dans ses *Mémoires, mss.* sur Soissons, pense que les Huguenots y furent épargnés et que la Saint-Barthélemy n'y causa pas la moindre effusion de sang. *(Hist. de Soiss.*, t. II, p. 453.)

autres, « à l'exemple de ceux de Paris, » selon l'auteur du *Mémoire sur Saint-Crépin-le-Grand (1)*.

Les Huguenots ne demeurèrent pas longtemps exilés car, au bout de trois mois, ils obtinrent, sur leur demande, de rentrer dans la ville, et plusieurs voulurent être reçus dans l'Eglise romaine qu'ils se repentaient, disaient-ils, d'avoir quittée. L'évêque, Charles de Roucy, à qui l'on en référa, consentit à les y recevoir, pourvu qu'ils abjurassent solennellement l'erreur devant l'autel, après avoir été interrogés, et qu'ils entendissent la messe à genoux, un cierge à la main, pendant trois mois, comme amende honorable de leurs blasphèmes contre la présence réelle. Ces conversions furent-elles sincères? On ne saurait l'affirmer, ni le nier: Dieu se sert de la crainte, comme de la persuasion, pour changer les âmes (2).

On ne sait que peu de choses de ce qui se passa dans le reste du diocèse à la suite de la Saint-Barthélemy, mais on constate, entre autres conversions, celle de d'Estrées, seigneur de Cœuvres, qui avait été un des plus fervents adeptes du protestantisme dans le pays. Il chassa sans pitié de ce village Joachim ou Jean Dumoulin, son ministre après Hélin. Ce malheureux, malade et sans argent, se retira avec sa femme et ses enfants chez une femme catholique nommée Ruffine, qui portait intérêt à cette famille, et qui les cacha dans sa maison, à un quart de lieue du village. Là, selon le récit du fils de Dumoulin, « vinrent les massacreurs qui avaient charge de les tuer, » mais cette pauvre femme les jeta sur la paille et les couvrit d'un lit et d'une couverture et ils échappèrent aux yeux de ceux qui les cherchaient. On se demandera seulement comment, dans une étroite chaumière, une famille composée de plusieurs individus ne fut pas facilement découverte par des gens qui eussent voulu réellement les massacrer? Quoiqu'il en soit, Dumoulin et les siens se sauvèrent à Muret, situé à quatre lieues de là et l'un des refuges des calvinistes du prince de Condé. Ayant appris, en ce château, que le duc de

(1) *Manuscrit* à la suite de Lépaulart.
(2) DORMAY, t. II, p. 493. — *Ms.* cité ci-dessus.

Bouillon, qui avait quitté la cour pour se retirer à Sedan, passait à Braine, il vint l'y trouver avec sa femme, sa fille Esther et son fils Pierre, et le suivit jusqu'à cette ville, où il arriva le 3 janvier 1573, par un froid très vif. La mère mourut le 3 février suivant, par suite des fatigues et des privations qu'elle avait endurées. C'était, dit Pierre Dumoulin, son fils, « une femme vertueuse et courageuse et craignant Dieu, qui a souffert beaucoup de maux pour la parole de Dieu (1). »

Jean Dumoulin se remaria, assista au synode de Mony (Mouy ou Moregny?) et devint pasteur de Saint-Pierre-Aigle, près de Cœuvres, où il avait évangélisé. Il s'y rendit avec sa femme seule, laissant ses enfants à Sedan, mais les troubles l'obligèrent à retourner en cette ville le 11 janvier 1577. Il revint à Saint-Pierre-Aigle en 1578, après Pâques, avec un Italien nommé Burlamachi et y demeura paisible jusqu'en 1580, où la prise de la Fère par Condé ayant ranimé les partis, il lui fallut regagner Sedan. Revenu pour la troisième fois à Saint-Pierre-Aigle, Dumoulin fut contraint par les guerres de la Ligue de regagner Sedan en 1584. Nommé pasteur à Orléans en 1595, et déchargé du ministère en 1615, à cause de son âge qui était de soixante-dix-sept ans, il mourut trois ans après, c'est-à-dire en 1618. Chargé de famille et accablé par la pauvreté et la maladie, il avait dû se séparer de son fils Pierre, qui alla gagner sa vie ailleurs, et « devint bientôt l'une des gloires de l'Eglise protestante » (2).

(1) O. Douen (*ex Autobiographie* de Pierre Dumoulin), p. 33.
(2) *Ibid.* (*ex Bulletin du Protestantisme*, t. VII, p. 170.)

Pour donner au lecteur quelqu'idée de l'impartialité dont les protestants d'aujourd'hui usent encore à l'égard des catholiques, voici ce que nous lisons dans le livre de M. O. Douen :

« A la Saint-Barthélemy, Robert, receveur du comté de Soissons, fut égorgé avec deux de ses coreligionnaires. A ce propos l'historien, Claude Dormay, prêtre, exprime le regret amer qu'il éprouvait..... de ce qu'on n'avait pas, à l'exemple de plusieurs villes, fait main basse sur tous les Huguenots sans exception et sans délai, au lieu de leur laisser la liberté de sortir de la ville. » *(Eglises réformées du Département de l'Aisne*, p. 33, *ex France protestante*, X^e^ partie, p. 282.)

Or, voici textuellement le passage de Dormay :

« Après le massacre général qui se fist à Paris, le 24 aoust, les autres villes suivirent l'exemple de cette capitale, mais non pas avec une esgale chaleur, n'y avec une pareille violence. En quelques unes on fit main

Une accusation grave avait été portée contre Dumoulin, celle d'être l'auteur d'un livre intitulé : *La Défense civile et militaire des innocents et de l'Eglise du Christ*, imprimé à Lyon en 1563, sans nom d'auteur ni d'imprimeur. Dans cet ouvrage on s'efforçait de démontrer « qu'il est loisible de tuer et roy et roine, ne voulans obéir à la religion prétendue réformée et porter le parti des protestans », dit Lacroix Dumaine, en sa Bibliothèque française. Dumoulin rejeta la paternité de l'ouvrage, qui fut attribué ensuite à Hugues Sureau du Rosier (des *Rosiers* ou de la *Rosière*), originaire de Rozoy-sur-Serre, dont il a sans doute tiré son surnom et qui était ministre protestant en 1568. Bèze, en son *Histoire ecclésiastique* (1), dit : que du Rosier ou Sureau, ministre d'Orléans, fut longtemps après recherché pour la même accusation, mais que son innocence fut reconnue. Il ajoute : que du Rosier, ministre plein de zèle autrefois, avait publié une abjuration qui causa un grand scandale dans le parti, et s'était efforcé d'attirer ses coreligionnaires à suivre son exemple, combattant la doctrine qu'il avait prêchée si longtemps; que pourtant ce « déserteur » voulut rentrer dans le sein de l'Eglise protestante, mais qu'il ne put regagner la confiance qu'il avait inspirée jadis, et qu'enfin lui, sa femme et ses enfants moururent de la peste à Francfort (2). Du Rosier a écrit un traité touchant sa *Confession de foi avec abjuration de la profession huguenotique (1573)*. Prisonnier à la Saint-Barthélemy, il devait être immolé. Ce fut ce

basse sur tous les Huguenots, sans exception, ni délay; en quelques autres on y alla plus lentement, leur donnant le loisir de se reconnoistre, ou d'eschapper au naufrage. Ceux qui ont lu ce qui s'est fait de maux dans Soissons durant que la ville fut au pouvoir des hérétiques, pourront-ils se persuader qu'on leur ayt laissé le chemin libre pour se sauver ? Toutefois, si l'on en doit croire aux Mémoires qui nous ont esté laissez, on leur donna la liberté de sortir de la ville pendant quatre ou cinq jours et chercher des lieux de seureté. Ainsy il n'y eut que trois hommes de condition qui furent mis à mort, le vendredy 29 du même mois, spit qu'ils eussent mesprisé le danger ou qu'ils se fussent fiez en leurs amis ou en leurs biens. L'un des trois nommé Gobert.... » (DORMAY, *Hist. de Soiss.*, t. II, p. 493.) C'est maintenant au lecteur à décider entre DORMAY et M. DOUEN.

(1) *Hist. eccl.* DE BÈZE, t. III, p. 244, citée par LACROIX DUMAINE, édit. Rigoley, t. Ier, p. 383.
(2) *Ibid.*, p. 475.

livre qui lui sauva la vie en prouvant son retour au catholicisme (1).

Le roi Charles IX, triste et malheureux instrument d'une exécution qu'il n'avait ni préparée, ni méditée d'avance, ne lui survécut pas longtemps. Dévoré de remords, le reste de sa vie fut rempli de fantômes et de souvenirs sanglants. A la guerre civile, dont le duc d'Aumale, tué au siège de la Rochelle, fut la victime, et pour lequel on chanta un service à la cathédrale de Soissons, le 25 février 1573, se joignait une grande cherté de vivres. Charles avait dû, par une déclaration donnée à Villers-Cotterêts, au mois d'octobre 1573, prohiber l'exportation des grains dont le commerce avait déjà pris une grande extension dans le Soissonnais, et défendre le port de riches habits. Le 25 décembre de cette année, il s'arrêta à Soissons en venant de conduire le duc d'Anjou, allant prendre possession du trône de Pologne. Il avait été précédé, dès le 11 novembre, en cette ville, par le Grand-conseil, et y fut rejoint par le duc de Bouillon, un ministre protestant nommé Saint-Martin et le sieur Thoré. A la suite du roi étaient la reine-mère et Henri de Bourbon qui, depuis la Saint-Barthélemy, était traité en prisonnier. Il suivait assez piteusement la cour et l'on n'avait pas l'air de croire que « ce petit roitelet de Béarn que chacun galopait de brocards et qui avoit plus de nez que de royaume », serait un jour Henri le Grand. Charles devait aller de Soissons à Compiègne, tenir les Etats mais il en fut détourné par ses conseillers, et il se rendit par Villers-Cotterêts à Saint-Germain.

Vers Pâques de l'année suivante, 1574, qui tombait le 11 avril, « les Huguenots et autres ennemis du roi et du repos public, dont il y avait bon nombre d'entour de Soissons », formèrent une nouvelle conspiration. Il ne s'agissait de rien moins que de tuer le roi, de surprendre Paris le jour de Pâques « et de tout tuer et massacrer », mais ils furent découverts, l'entreprise

(1) Voyez *l'Histoire de notre temps*, édit. de Jean Lefèvre, de Laval, et Belleforest, t. II, des *Annales de la France*, f° 1609 et 1653; *Essai sur Rozoy*, par MARTIN-VIGNON.

échoua et il y eut encore des victimes de cette nouvelle imprudence. Le roi, qui était alors au bois de Vincennes, courut le plus grand danger ; il y mourut le 30 mai 1574. La nouvelle de cette mort causa un grand deuil à Soissons, car si ce jeune prince, qu'on y avait vu plusieurs fois, était d'un caractère mobile, irritable, ombrageux, impressionnable, il avait des qualités qui le faisaient aimer.

Le 18 juillet mourut aussi à Paris son capitaine des gardes, Eustache Ier de Conflans, sur le point d'être nommé maréchal de France. Ayant eu à Vincennes la garde du roi de Navarre après la Saint-Barthélemy, il sut si bien concilier ses devoirs avec les égards dûs à son prisonnier qu'il gagna les bonnes grâces de Henri. Le corps de messire Eustache fut ramené à Brécy-le-Buisson, l'une de ses seigneuries, voisine de celles d'Oulchy et d'Armentières. Son oraison funèbre fut prononcée dans l'église de ce village, le dernier jour d'août 1574, à la cérémonie de ses funérailles, par Maurice Poncet, bénédictin, docteur en théologie en l'Université de Paris. Ce religieux est auteur de Méditations spirituelles, de plusieurs autres ouvrages de piété et d'une *Remontrance à la Noblesse de France de l'utilité et repos que le roi apporte à son peuple*, imprimés en 1572 et 1574 (1).

Pendant ce temps-là, le duc d'Anjou, averti par la reine-mère de la mort de Charles IX, revenait de Pologne, et le roi de Navarre attendit son retour et le départ du duc d'Alençon de la cour pour s'échapper lui-même. Deux fois il vint chasser vers Villers-Cotterêts et deux fois il était revenu à Paris, mais à la troisième fois qu'il était allé chasser dans la forêt de Montfort-l'Amaury, il gagna le pays d'au delà de la Loire. Dès qu'il se sentit libre il revint au protestantisme et vit bientôt le parti huguenot se grouper autour de lui (2). Quant au duc d'Anjou, dès qu'on eût appris son retour, la tristesse publique se changea en allégresse. A Soissons on chanta un *Te Deum* à la cathédrale ; il y eut des feux de joie et

(1) Lacroix Dumaine, t. v, p. 49 et t. II, p. 3.
(2) Cayer, an 1586.

on fit tonner l'artillerie de toute la place. La reine-mère ne vit pas non plus sans plaisir monter sur le trône ce fils qu'elle avait toujours préféré parce qu'il était le plus soumis à son influence dominatrice (1).

Le siège de Reims se trouvant vacant par la mort du cardinal Charles II de Lorraine, arrivée le 26 décembre 1574, et Louis II, cardinal de Guise, son neveu et successeur, n'ayant pas encore reçu la prêtrise, c'était à Charles de Roucy, évêque de Soissons, que revenait l'honneur de sacrer Henri III; il lui fut enlevé par Louis Ier de Lorraine, cardinal de Guise, évêque de Metz, et oncle du futur archevêque. Charles de Roucy fit de vives remontrances au conseil du roi pour conserver à son siège un droit consacré par un grand nombre de précédents et fondé sur l'ordre hiérarchique dans la province de Reims; mais le prélat lorrain était trop puissant et la famille de Guise trop dominante à la cour pour qu'on admît ses raisons, et la question fut décidée en faveur de son adversaire. Charles de Roucy eut du moins l'honneur d'avoir soutenu les prérogatives de son siège et de réserver les droits de ses successeurs.

Henri III arriva à Reims pour le sacre, le 11 février, et la cérémonie eut lieu le dimanche suivant 13. Ce fut l'évêque de Soissons qui le reçut au portail de la métropole, comme s'il eût été le prélat consécrateur, et de plus il représenta, en qualité de pair ecclésiastique, Jean de Hangest, évêque de Noyon, absent (2). Le lendemain 14, le roi fut fiancé à Louise de Lorraine qu'il épousa le 15. Il partit de Reims le 22 pour se rendre à Corbeny, où il fit faire la neuvaine à Saint-Marcoul par son grand aumônier. De là il passa par Soissons pour se rendre à Paris, où il arriva le dimanche 27. Il descendit de son coche au Louvre et alla rejoindre la reine-mère à l'hôtel du Mortier, près des Filles-Repenties (3). A son passage à Soissons Henri III reçut, comme ses prédécesseurs, les requêtes que les habitants ne man-

(1) *Manuscrit* à la suite de Lépaulart.
(2) DORMAY, t. II, p. 523. — *Gall. christ.*, t. IX. — *Cérémonial français*, t. Ier, p. 321.
(3) *Journal de Henri III*, par L'ESTOILE.

quaient jamais de présenter aux rois, en pareille circonstance, surtout après le sacre. Il y fit droit, notamment en diminuant les impositions de la ville à cause des malheurs que lui avait causés l'occupation des Huguenots en 1567, et en leur donnant la permission et les moyens de rétablir leur grande halle détruite (1).

La paix conclue avec les Huguenots à la suite du siège de la Rochelle mit fin à la quatrième guerre civile, mais, dès le mois d'octobre 1574, ils faisaient venir des troupes de reîtres de l'Allemagne. D'autres soudards entrèrent aussi en France pour se joindre aux troupes du roi. Celles-ci, enrôlées par le sieur de Moindreville, arrivèrent à Soissons, sous sa conduite, à la fin d'avril 1575. Les premières furent battues près de Château-Thierry, par Henri de Guise, qui reçut, en cette rencontre, un coup de pistolet au visage, d'où lui est venu le surnom de *Balafré*. Les secondes, quoiqu'au service du roi, n'en firent pas moins « plusieurs maux et grandes ruines, voleries, larcins, rançonnemens, pilleries et meurtres. Elles tuèrent à *Lenoy* (Launoy?) un gentilhomme nommé Tourneville avec sept ou huit de ses gens, pillèrent, saccagèrent et brûlèrent une partie de sa maison ». Ils mirent aussi le feu aux villages de Chavigny, de Vregny et autres. Les habitants de la campagne se réfugiaient à Soissons avec leurs bestiaux et leurs meubles, ce « qui estoit une grande confusion et grande pitié voir ». Les reitres séjournèrent tant en deçà qu'au delà de l'Aisne pendant trois semaines, jusqu'à la nouvelle de la paix entre le roi et les Huguenots. En quittant le pays, ils emmenèrent un grand nombre de chariots chargés de butin, qui couvraient les chemins l'espace de trois lieues. Cette paix contenait des articles fort avantageux aux Huguenots, « ce qui fut cause de grand étonnement et horreur au peuple ». Dans le même temps, les vignes rongées par des vers qui coupaient les jeunes raisins, et les blés gâtés par la nielle causèrent aussi de vives inquiétudes. On fit, le 24 mai, la troisième fête de la Pentecôte, une procession

(1) DORMAY, t. II, p. 523.

générale à Saint-Crépin-en-Chaye, où il y eut une messe avec sermon, pour les biens de la terre. On avait convoqué les paroisses de Pommiers, de Pasly et de Cuffies à cette cérémonie, où se rendit une grande multitude de peuple. Les craintes qu'on avait conçues ne se réalisèrent pas, car « l'année fut plantureuse tant en bleds qu'en vins, contre l'opinion d'un chacun » (1).

II. — Aussitôt que l'on put respirer, Soissons s'efforça de réparer les pertes qu'il avait éprouvées. Après un exil de six mois, tous les ecclésiastiques rentrèrent avec leurs concitoyens expulsés comme eux. Quelle ne dut pas être leur douleur à l'aspect de tant de ruines amoncelées! les églises détruites, les abbayes brûlées, tous les objets du culte vendus, dispersés ou anéantis, la religion abolie. Charles de Roucy revenu, ainsi que son frère Joachim, l'ancien lieutenant du roi à Soissons, déploya une rare activité pour effacer les traces de tant de profanations. Il avait à remplir un rôle plus difficile encore que celui de l'un de ses prédécesseurs, Jean Milet, après le siège de 1414. Malgré les pertes qu'il avait lui-même subies, il abandonna, pour subvenir aux réparations les plus urgentes de la cathédrale, trois années du revenu de ses bénéfices jusqu'à concurrence d'une somme de 22,000 livres; mais hélas! le dommage était immense et presque irrémédiable. Quel spectacle pour les chanoines lorsqu'ils se retrouvèrent les larmes aux yeux dans cette cathédrale qu'ils avaient laissée encore si superbement décorée, malgré ses désastres du siècle dernier! « Les parois nues et tailladées, les autels culbutés et démolis, les marbres, les colonnes amoncelées, le sol remué et couvert de débris de toute espèce, les voûtes entr'ouvertes, les portes enfoncées : tout offrait l'image de la désolation. » Il fallut se contenter pour le moment de déblayer la nef, de maçonner ou de clore de verres blancs les fenêtres de cette partie de l'église; de refaire le pavé avec des fragments de dalles funéraires; de boucher les brèches avec des tapisseries.

(1) *Manuscrit* à la suite du Journal de D. Lépaulart.

L'édifice aurait eu besoin d'être recouvert en son entier; il fallut encore cinquante ans pour le mettre tout à fait à l'abri des vents et de la pluie (1).

Charles de Roucy fit réparer la chapelle du Sépulchre, où l'on célébra l'office canonial, et employa le revenu de son évêché à restaurer le grand autel, les stalles et les clôtures du chœur. Le chapitre s'occupa des chapelles absidales et décida que chaque chanoine donnerait, à l'occasion de sa réception, une chappe au lieu des 12 écus d'usage. La cathédrale ainsi restaurée à la hâte, on y célébra la fête de Pâques le 18 avril 1568. La solennité s'accomplit sans trouble quoique les Huguenots n'eussent pas encore tous quitté la ville, et qu'on fût encore sous l'impression des horreurs dont ils l'avaient remplie. Le chapitre de Laon, sur la demande des chanoines de Soissons, leur donna, à titre d'aumône, plusieurs ornements et joyaux, des linges et autres objets nécessaires à la célébration du saint Sacrifice (2). Celui de Beauvais ne se montra pas moins généreux. On se servit aussi de quelques autres pièces retrouvées dans des maisons particulières, comme l'ancienne tapisserie des stalles représentant la vie et le martyre de saint de Gervais et saint Protais, qui était demeurée chez le grènetier Lefébure, lequel passait pour Huguenot (3).

Ni l'évêque, ni le chapitre ne songèrent, en réparant la cathédrale, à la dégager des constructions hétérogènes qui s'abritaient sous son ombre et étaient venues même s'accoler à ses murailles qu'elles déshonoraient; ils avaient bien autre chose à penser. Les chanoines ayant à peu près abandonné leurs maisons du cloître et habitant dans la ville, en louaient des portions pour servir à différentes industries. Le cimetière Saint-Gervais qui, avec sa croix monumentale, occupait la partie de gauche du grand portail, continua de subsister. Un

(1) *Hist. de Soiss.*, par H. MARTIN, t. II, p. 441.
(2) *Cinquante ans de l'Hist. du Chapitre de Laon*, par E. FLEURY, p. 186.
(3) CABARET. — Un fragment de cette curieuse tapisserie, recueilli en 1844 par les soins de l'un des membres du conseil de fabrique de la cathédrale, se voit encore aujourd'hui dans le bas-côté gauche de l'église vis-à-vis de la chaire.

petit cabaret était loué par le chapitre au fripier Roland, et une autre maison, également près de l'église, était habitée par le libraire Pipelard. Il est aussi question dans les titres de la seconde moitié du XVI^e^ siècle d'une troisième maison, à l'*Image de l'Ange*, devant le portail et la porte de l'évêché de ce côté, et enfin de deux autres, dont l'une dite de la Chapelle-Saint-Pierre et Saint-Paul, rue de la Burie, et la seconde devant le cimetière Saint-Gervais, tenant à la ruelle Jaulzy et par derrière à la Chapelle-Saint-Pierre (1).

Les dons affluèrent pendant le reste de ce siècle et les deux suivants. Le 1^er^ juillet 1569, le chapitre de Reims envoya un calice de vermeil, des ornements et linges qui avaient servi au sacre de François I^er^. Deux ans après, l'évêque de Laon, Jean de Bours, donna de l'argent pour acheter des ornements. En 1574, Charles de Roucy donna sept colonnes de cuivre pour entourer le grand autel, une croix, un bénitier, un grand ciboire de vermeil et, en 1580, l'Enfant-Jésus de la suspense. La même année, le chanoine Huguet donna aussi un calice de vermeil; le cardinal de Bourbon, abbé de Saint-Jean-des-Vignes, contribua à la restauration de l'autel du Sépulchre, des orgues, des diverses chapelles, et donna une vierge de marbre blanc placée au-dessus de la porte intérieure de la petite sacristie (2). En 1585, le chanoine Bouzie donna un calice de vermeil et son neveu une chappe de velours brodée en soleil d'or, un devant d'autel et un rétable d'une égale richesse. Enfin, en 1597, chaque chanoine s'imposa d'une somme de 3 liv. pour faire fondre quatre petites cloches, les Huguenots n'en ayant laissé qu'une seule des anciennes (3).

En même temps qu'il réparait ses pertes le chapitre se réorganisait avec l'aide de Charles de Roucy, lequel à mesure qu'il avançait en âge, s'appliquait de plus en

(1) Acte de l'étude de M^e^ Suin *(Bulletin de la Société historique de Soissons)*.

(2) CABARET, t. II, p. 301. Cette sacristie était la Chapelle Saint-Pierre et l'ancien Sépulchre.

(3) *Ibid.*, p. 414. — DORMAY, t. II, p. 458 et 521. — En 1580, fut passé avec un verrier du bourg d'Aisne un traité pour la réparation des vitraux de la cathédrale. (*Bulletin, ibid.*, t. XII, p. 104.)

plus au bien de son diocèse. Il établit une procession générale, à l'occasion de la sortie des Huguenots de la ville. On la confondit avec celle que le chapitre avait fondée, le 30 mars, à la suite de la concession « d'une garde gardienne » par Henri II avant sa mort, privilège qui ne l'avait pas sauvé de la fureur des hérétiques. Une prébende étant venue à vaquer par la mort de Guillaume Regnault, Charles de Roucy, à la demande du chanoine Gervais de Tournai, l'annexa à la dignité d'écolâtre et fit confirmer cette annexion par Grégoire XIII. Les chanoines consentirent mais à la condition que la prébende ne donnerait pas à l'écolâtre voix délibérative, et que celui-ci serait obligé de remplir diverses fonctions stipulées dans un acte capitulaire (1).

La réforme introduite au XV^e^ siècle dans le chapitre de Saint-Gervais continua de porter ses fruits. Les chanoines donnèrent l'exemple de la science et de la vertu et, à peu d'exceptions près, restèrent fidèles à la foi catholique, dont ils se montrèrent les zélés défenseurs pendant les troubles du protestantisme. Plusieurs même auraient préféré la mort plutôt que de trahir le secret du lieu où l'on avait caché les reliques du trésor. Pour relever leur église de ses ruines, ils s'imposèrent pendant deux cents ans des sacrifices inouïs. Ils montrèrent leur zèle pour l'avancement des belles-lettres, en agréant la réunion à la mense des boursiers du chapitre, de toutes les chapelles foraines à leur nomination, et en rétablissant la bibliothèque capitulaire qu'ils ne cessèrent d'augmenter dans la suite. Le doyen Lépaulart surtout n'épargna ni démarches, ni dépenses pour réunir les pièces du chartrier dispersées pendant l'occupation des Huguenots.

C'est aussi du temps de Charles de Roucy, et sans doute par son ordre, que fut rédigé un *Pouillé* du diocèse connu sous le nom de *Livre rouge de l'Evêché* de Soissons, à cause de sa couverture de velours cramoisi. Ce manuscrit en parchemin est d'une écriture imitée du XIII^e^ ou

(1) DORMAY et CABARET, *ubi supra, passim.*

du XIVe siècle, car il porte la date de 1573 et il y est question du concile de Trente (1). Il contient des renseignements sur la cathédrale, le chapitre, l'évêque, l'organisation du diocèse, ses dignités, ses bénéfices, etc., dont il a été déjà question dans les précédents volumes (2). Il ne peut donc s'agir ici que de certaines particularités se rapportant au XVIe siècle.

Selon l'opinion reçue alors à Soissons, ce furent saint Pierre, les autres apôtres et les saints pères qui établirent les sièges épiscopaux, lesquels remplacèrent ceux des prêtres payens *(sedes flaminum* et *archiflaminum)*. Il n'y aurait eu que les noms de changés avec la foi et la religion, en sorte que la transformation du sacerdoce payen en sacerdoce chrétien n'emporta pas le changement de résidence. Ainsi les flamines éteints ou supprimés, on établit à leur place des prêtres chrétiens, des patriarches, des primats, là où il y avait des flamines du plus haut rang, des archevêques où il y avait des archiflamines, des évêques où il y avait de simples flamines, de sorte que la juridiction des dignitaires chrétiens eut les mêmes limites que celles de leurs prédécesseurs payens. Car, quoique le pape Denis, martyr, ait partagé les temples, cimetières et paroisses entre les prêtres, il n'est pas improbable *(non incongrue interpretatur)* qu'il ait conservé les anciennes divisions. Ainsi ce ne serait pas précisément sur les divisions politiques et administratives que se seraient modelées les divisions ecclésiastiques, mais sur les divisions hiératiques payennes. Il est bon toutefois de remarquer qu'il y eut un *flamine* dans toutes les *cités* jusque sous Dioclétien (3).

Appliquant cette théorie ingénieuse, dont le tort est de supposer une organisation générale et hiérarchisée du culte payen, à l'Eglise de Soissons, ses partisans

(1) Ce concile commencé en 1549 finit en 1563.

(2) Pullarium Ecclesiæ Suessionensis, sive collecticium *in quo omnia* beneficia diœcesis Suessionensis denominantur: et ad cujus præsentationem vel collationem pertineant. 1574, in-4° en velours rouge cramoisi, 57 fos et 2 feuilles de garde.

(3) C'est l'opinion émise par le savant M. Longnon *(Bulletin du Comité des travaux historiq.*, année 1883, p. 167.)

disent : qu'après la mort des saints martyrs Crépin et Crépinien sous l'empereur Maximien et sous le pontificat de Caius, XXVII[e] pape, l'évêque Sixte et le prêtre Sinice furent envoyés de Rome à Soissons par Marcellus, son successeur, à la suite d'une vision céleste, au temps de la persécution de Dioclétien et de Maximien, vers 292. Sixte prit la place du chef des flamines, établit, au lieu de ceux-ci, des chanoines, et les anciennes possessions du sacerdoce payen furent attribuées à l'évêque et à ses clercs, ministres du culte nouveau.

Cette antique origine attribuée aux chanoines était bien propre à flatter leur amour-propre si vivement froissé par le concordat de Léon X, qui leur enlevait une de leurs grandes prérogatives : l'élection de l'évêque. Ils n'en demeuraient pas moins de droit, continue le Pouillé, ses *assesseurs*, son sénat et son conseil : *In arduis causis et negociis ut iidem consulant et cum episcopo consentiant, jure vocari et appellari debent (canonici)*. Selon les prescriptions du concile de Trente, relatives à la vacance du siège, dans les huit jours qui suivent la mort de l'évêque, le chapitre devait choisir un économe pour le temporel et un official, ou confirmer l'ancien; de même pour les autres officiers de la juridiction spirituelle, jusqu'à la prise de possession du successeur. Il percevait les fruits, selon l'ancienne coutume, visitait les églises par ses commissaires ou vicaires qui avaient droit de *past* ou de procuration chez les visités, jugeait et absolvait les excommuniés, conférait les bénéfices à charge d'âmes, à la collation de l'évêque ou à la présentation d'autres personnes, présidait le synode par son vicaire et faisait exercer par un suffragant, à son choix, les fonctions de l'ordre épiscopal. Les évêques étaient nommés par le roi, mais l'ordonnance de 1561, qui resta sans résultat, voulut faire revivre en partie, sur ce point, l'ancienne discipline. L'élection devait se faire par l'archevêque, les évêques de la province et le chapitre qui s'adjoindrait douze nobles du diocèse et douze citoyens de la ville, élus eux-mêmes par leurs concitoyens en la maison de ville *(in domo urbis)*. Au jour

fixé, les électeurs réunis choisiraient trois sujets idoines, âgés d'au moins trente ans, qu'ils présenteraient au roi, lequel désignerait l'un d'entre eux qu'il présenterait à son tour à la nomination du Pape.

L'évêque de Soissons, au milieu de ces changements, conserva toujours ses droits et honneurs dans la province de Reims, et dans son diocèse la prééminence attachée à sa dignité. Cependant plusieurs monastères et le chapitre cathédral lui-même avec ses chapelains, vicaires, habitués, choristes étaient toujours exempts de sa juridiction et de celle de ses archidiacres, soit par droit acquis de l'agrément de ses prédécesseurs, soit en vertu d'une antique et constante coutume, sauf en cas de déposition, de grande négligence et de retardement dont il pouvait connaître. Il conservait son officialité, composée d'un official, d'un promoteur, d'un greffier exerçant sa juridiction spirituelle et connaissant des causes personnelles tant civiles qu'ecclésiastiques du chapitre, mais non des causes réelles ressortissant de la juridiction civile.

Auprès de l'évêque et lui faisant cortège, s'échelonnaient dans les cérémonies les neuf *personnats* improprement appelés *dignités*, le *personnat* ayant la prééminence sans juridiction et la *dignité* exerçant la juridiction et l'administration ; puis venaient les simples chanoines selon l'ordre de nomination. Le prévôt, le premier après le prélat, occupait la première place à sa gauche, le doyen la seconde à sa droite, le grand archidiacre la troisième à sa droite, l'archidiacre de la Rivière la quatrième à sa gauche, le trésorier la cinquième à sa droite, l'archidiacre de Brie la sixième à sa droite, l'archidiacre de Tardenois la septième à sa gauche, le chantre la huitième à sa gauche et l'écolâtre la neuvième aussi à sa gauche. Chacun de ces dignitaires pouvait, selon l'ancienne coutume, obtenir une prébende avec le personnat, mais non deux personnats ou deux prébendes, à moins qu'il n'y en eût une déjà annexée au personnat. Mais un chanoine prébendé ne pouvait obtenir un personnat quand même la prébende aurait été annexée à celui-ci. D'ailleurs, à Soissons, il

n'était pas requis, pour l'obtenir, que le prébendé fût chanoine (1). L'évêque conféra toujours de plein droit les archidiaconés et la trésorerie, et le chapitre les autres personnats : la prévôtée, le décanat, la chantrerie et l'écolâtrerie que le prélat confirmait.

On distinguait la *chanoinie* de la *prébende*, en ce que la première était le droit, produit par l'élection et la réception, à pouvoir recevoir une prébende, tandis que la seconde était le fruit procédant de l'institution et de l'office, celui qui remplit l'office ayant droit au bénéfice. Ainsi des laïques tels que les sonneurs (*pulsatores*) de l'église pouvaient obtenir une prébende et non une *chanoinie* ou canonicat. Les prébendes de Saint-Gervais avaient atteint le nombre de soixante-deux, dont cinquante-huit pleines et canoniales. On avait annexé une prébende au décanat, à la chantrerie et à la trésorerie, mais les fruits de celle-ci ayant été unis à la fabrique par lettres apostoliques et du consentement des trésoriers, son titulaire n'eut plus d'autre obligation que celle de distribuer, le 20 décembre, un lot de vin à chaque chanoine. Une prébende était attachée à l'abbatiat de Saint-Jean avec obligation de la résidence et d'assistance personnelle au service de la cathédrale, mais sans canonicat, ni voix au chapitre, même dans les élections ; sans droit de collation et de présentation des bénéfices, et sans partage dans les pensions des maisons canoniales, l'abbé en ayant une dans le cloître. Toutefois celui-ci devait assister au chapitre général de la veille de saint Jean-Baptiste, où il était appelé après les personnats. Il siégeait aussi au chœur à droite après eux, en laissant vide un siège intermédiaire pour marquer une distinction.

Charles de Roucy, en annexant une prébende à l'écolâtrerie, avait voulu relever cette dignité qui, d'après les édits d'Orléans et de Blois, devait toujours être attribuée, ainsi que celle de *maître* et de *théologal*, à des ecclésiastiques d'une piété et d'une instruction reconnues. Depuis 1560, la prébende de *maître*, qui était occu-

(1) *Pouillé* de 1573.

pée par un chanoine ou autre ecclésiastique du diocèse, obligeait celui-ci à donner l'instruction gratuite aux jeunes chanoines et aux autres enfants de la ville et dans les mêmes écoles sous le nom de *précepteur*, d'où cette prébende fut appelée *préceptoriale*. Elle était à la nomination collective de l'évêque, du chapitre, du maire et des échevins. Par son union au collège des pères de l'Oratoire, le supérieur de cette maison en devenait titulaire après sa présentation à l'évêque et au chapitre, seule formalité qu'il eût à remplir. L'intervention du corps de ville dans la nomination du *maître* fit concevoir à celui-ci, en 1564, la prétention de nommer aussi à la dignité de *théologal*, mais il fut ramené aux termes de l'ordonnance d'Orléans qui confirme cette nomination aux évêques et aux chapitres (1).

La prébende affectée au *Maître de théologie* ou *théologal* lui imposait la résidence, avec l'obligation de prêcher et de lire au moins deux fois la semaine, en public, à l'église ou dans un lieu convenable, tels que le chœur ou le chapitre, des passages des Livres Saints (2). Selon l'Ordonnance d'Orléans de 1580, c'était chaque dimanche et fêtes solennelles qu'il devait prêcher, et trois fois la semaine donner ses leçons. La Pragmatique sanction et le Concordat exigeaient que le théologal fût docteur ou au moins bachelier en théologie. A Soissons, le théologal était exempté de prêcher aux prières des Quarante heures du Mardi-gras et le dimanche dans l'Octave de l'Ascension, à cause de la *Fête des Prés*, où les moines de Saint-Crépin donnaient le sermon en en plein air, dans leur prairie, auprès de la *Croix des*

(1) CABARET, t. II, p. 301.

(2) M[e] André Pecquet, boursier du collège Lemoine, et bachelier en théologie, avait obtenu à plusieurs reprises du chapitre de Soissons, un congé d'un an sous prétexte de prêcher à Paris (1584), mais en réalité pour gagner de l'argent. Il était en effet théologal de Soissons et d'Amiens et touchait par conséquent deux prébendes. Le chapitre de Soissons ayant voulu l'obliger à la résidence, il s'adressa au Parlement à l'effet d'obtenir du temps pour achever ses études et prendre le bonnet de docteur, sans perdre sa prébende. Chauvelin, son avocat, soutint sa prétention, mais l'avocat du roi Faye, alléguant la Pragmatique sanction et le Concordat, soutint qu'étant théologal de Soissons, il devait prêcher en cette église et non ailleurs. Sa requête fut repoussée par arrêt du 24 novembre 1587, sauf à lui de se pourvoir devant le chapitre. (*Mém. du Clergé*, t. III, p. 727, édit. de 1671.)

Prés, si le temps le permettait. Mais, au XVII[e] siècle, l'évêque Charles de Bourlon obligea cet officier du chapitre à donner le sermon, même ce jour-là, à commencer par l'abbé de Vassan, alors théologal, mais il fallut que le chapitre intentât un procès à du Fortet, son successeur, pour l'y contraindre (1).

Les revenus de la prébende fondée par Jean Milet dans la chapelle de la Trinité avaient été réunis à ceux de la fabrique pour l'acquit d'une messe quotidienne à la chapelle de Sainte-Barbe et de la Trinité, dans la cathédrale. La maison de la Trinité, où avait été la chapelle, rue Neuve de la Mandellerie *(Amigdalariæ)*, était unie à la prébende à laquelle présentaient les trois chanoines en tour *(in turno)* pour la nomination aux bénéfices, et était à la collation du chapitre, qui en désignait aux voix le titulaire. Celui-ci fut, en 1573, admis *in turno* et à participer aux revenus des maisons canoniales par la cession qu'il fit au chapitre de la maison de la Trinité, tombant en ruines.

Quoiqu'en exécution de l'Ordonnance d'Orléans de 1580, l'évêque conférât une prébende au principal du collège pour lui tenir lieu de la rétribution scolaire que lui devaient les écoliers de la ville, celui-ci n'était pas, à proprement parler, chanoine, mais il précédait les chanoines dans les ordres sacrés et siégeait au côté gauche. La prébende de l'argentier avait été supprimée. Deux des demi-prébendes avaient *chanoinie*, voix au chapitre, droit dans les distributions et les gros fruits, deux parts de blé et une demie d'avoine, deux tiers dans les obits, une demie dans l'argenterie et une entière dans les rentes des maisons canoniales. Les deux chapelains des Martyrs avaient chacun une demi-prébende, avec droit aux distributions manuelles et autres comme les chanoines « pleins, » rang parmi les prébendés et les mêmes droits honorifiques au chœur. Leur demi-prébende consistait dans les deux tiers « du gros billet » d'un chanoine et dans « le petit billet plein, » à l'exception de certains autres revenus. Ils commençaient la

(1) *Registre du Chapitre*, extrait par M. A. Matton, archiviste de l'Aisne.

première antienne et le *Te Deum* à certains offices, et n'avaient pas *vocem sed aditum in capitulo*, c'est-à-dire qu'ils entraient au chapitre, mais n'y avaient pas voix délibérative. L'évêque conféra toujours *pleno jure* les deux chapellenies des Martyrs, comme tous les canonicats et prébendes.

Il y avait, au XVI[e] siècle, à la cathédrale de Soissons, trente et une chapelles presque toutes déjà mentionnées au XIII[e] siècle dans la description de cet édifice. A chacune d'elles on avait attaché un chapelain et des chapellenies à leur autel. La communauté des chapelains membres de l'église, ayant ses revenus propres, était chargée de soulager le chapitre dans l'acquit des fondations qu'il n'aurait pu remplir qu'au détriment de l'office canonial. Aussi cette compagnie l'avait-elle admise en participation de la moitié des *jouyses* affectées à l'office canonial et d'une portion de la fondation des obits qu'ils acquittèrent plus tard dans les deux chapelles du Sépulcre. Cette communauté perdit une partie de ses biens et revenus dans les guerres qui désolèrent la France, surtout au temps des sièges de Soissons, en 1414, par Charles VI et de 1567, par les Huguenots. C'est pourquoi ses membres, dit Michel Bertin, se firent autoriser à posséder, pour subvenir à leur subsistance, avec leurs chapellenies, des canonicats dans les collégiales de la ville et des cures à la campagne, ce qui fit dégénérer leurs titres en bénéfices simples et amena enfin, au XVIII[e] siècle, l'union de leurs biens à la mense de la fabrique (1).

(1) Ces chapelles et chapellenies ont déjà été mentionnées dans le cours de ces Annales, mais il a paru utile de les grouper ici d'après les *Pouillés* de 1573 et 1755. Il y avait à la cathédrale deux chapelles du Sépulchre, l'une bâtie à l'extérieur et adossée à l'extrémité du pignon du croisillon nord; l'autre, l'ancienne, dite aussi chapelle de saint Martin, qui devint le vestiaire *(in revestorio quæ olim fuit in sepulchro)*; au-dessus de celle-ci la chapelle de saint Jacques où était le trésor et les archives; la chapelle de saint Jean l'Evangéliste à laquelle était attachée la cure des Fonts *(capellaniam ante Fontes)*; deux chapelles de saint Thomas, martyr, à droite et à gauche; la chapelle de Notre-Dame à droite et celle de saint Pierre et saint Paul à gauche de l'entrée du chœur *(juxta introitum chori)*; les chapelles des saints Cyprien, Corneille et André, des saints Rufin et Valère, de saint Blaise, de saint Jean-Baptiste; deux de saint Nicolas; les chapelles de saint Thomas, apôtre, des saints martyrs Etienne et Nicaise, de la Madeleine, de saint Guillaume, de saint Laurent et de saint Michel près des orgues et dans celle des Martyrs *(in capella superiori Martyrum)*; de saint Paul à l'autel de saint Nicolas; de saint

La réception du prévôt, du doyen, des chanoines, chapelains, habitués de l'église était précédée d'un serment prêté sur l'Evangile, d'acquitter fidèlement ses fonctions et de rien faire au détriment du chapitre. Le récipiendaire était ensuite installé dans sa charge ou dignité avec certaines cérémonies propres à chacune d'elle, comme de le mettre en possession de sa place au chœur ou de le revêtir de certains habits de chœur. La formule de ce serment était à peu près la même pour le trésorier, les archidiacres, les doyens de chaque chrétienté, les curés, etc. Le cérémonial de celui que prêtaient les vassaux de la cathédrale, ayant fief mouvant de la tour d'Ambleny, par exemple, mérite d'être rapporté. Ils se présentaïent « teste nue, genouil ploiez et bastons, dagues et espée et esperons ostez....., » mettaient la main sur l'Evangile, et, quand on leur avait lu la formule, ils disaient : « Ainsi je jure et le promets. » Elle consistait dans la fidélité à ses engagements, à rendre au seigneur les honneurs qui lui étaient dus, « à bailler son dénombrement au chapitre sous quarante jours; » après quoi ils baisaient « le dessus de la main droite du président et le président les baisait à la face. »

Les offices d'archidiacre et de doyen n'avaient guère encore subi de modifications au XVI^e siècle. Ils consistaient toujours, pour les premiers, à faire diacre auprès de l'évêque, à examiner les aspirants aux ordres sacrés et aux bénéfices de leur circonscription; à convoquer les curés pour l'élection des doyens ruraux, assister à cette élection, présenter l'élu à l'évêque, visiter les paroisses de leur archidiaconé, y corriger et amender les procès

Eloi à l'autel de la Madeleine; deux chapelles de saint Nicolas-aux-Ecoliers *habitum habens in ecclesia* (habitués du chœur); de sainte Marie ou sainte Anne aux Ecoliers; deux chapelles de saint Sébastien fondée l'une, par Pierre d'Ailly, et l'autre, par Pierre de Scule *(de Sculla)*, à l'autel des saints Rufin et Valère; la chapelle du Beau Pignon *(de Pulchro pinnaculo)* au même autel; les chapelles de saint Louis et saint Martin réunies à l'autel de la Sainte Trinité, et plus tard transférées ensemble dans la chapelle double de saint Louis de l'Evêché. Dans la chapelle supérieure *(in capella superiori domus episcopalis)*, était la collégiale de saint Louis; à la chapelle inférieure furent attachés les revenus de la Trinité qu'on réunit ensuite à la Fabrique. La chapelle de la Madeleine, en l'hospice Saint-Gervais, dépendait de la cathédrale.

et légers délits, et renvoyer à l'évêque ou à son official la connaissance des affaires plus difficiles et des crimes graves; mais l'évêque seul pouvait visiter les abbayes non exemptes. Pour avoir droit au past, il devaient faire la visite par eux-mêmes et ne pouvaient rien exiger de plus, le reste étant tombé en désuétude. L'archidiacre de Soissons ou grand archidiacre exerçait toujours sa juridiction spirituelle sur les personnes de son archidiaconé par ses officiaux, tandis que ses collègues n'exerçaient plus la leur qu'en cours de visite, et, comme on vient de le voir, pour des causes de moindre importance et qui se peuvent décider sommairement. Entre sa juridiction et celle de l'évêque, il y avait lieu à prévention dans tous les cas, excepté celui d'un crime méritant privation, déposition, dégradation, incarcération perpétuelle, qui appartiennent au prélat. Le doyen était soumis à l'archidiacre, et à l'évêque qui l'avait dû nommer sur sa présentation, s'il n'avait pas de cause légitime pour le repousser. Ces fonctions, qui ne varièrent pas, étaient: de veiller à ce que les curés et clercs de son district se conformassent aux règles de l'Eglise et évitassent de se rendre coupables de négligence et de paresse dans leurs divines fonctions, sous peine d'être dénoncés à l'évêque; de leur faire passer ses Mandements, de leur distribuer les Saintes Huiles, de les visiter en cas de maladie et de leur administrer les sacrements. De plus il pouvait réconcilier les pénitents, absoudre les prêtres s'accusant d'une faute, en leur enjoignant une pénitence salutaire, mais il ne devait rien faire contre les ordres de l'évêque et ne pouvait dispenser que du troisième ban. Sa connaissance des délits sur ceux de son doyenné n'allait pas au delà de 5 sous et on pouvait appeler de ses jugements à l'official. Au synode, les doyens devaient être revêtus d'habits longs avec l'amict, l'étole, le manipule et l'aube.

Les dignités du chapitre de Saint-Gervais étaient occupées, au XVI[e] siècle, par quelques hommes remarquables. Les prévôts furent Nicolas Noblet (1516); Ultinus Thiébaud (1534); Claude-Catherin Merlet, mort en 1586, lequel avait été prieur de Saint-Pierre à la

Chaux et official (1). Prévôt prébendé pendant plus de cinquante-deux ans, il fit preuve de capacité dans plusieurs affaires dont il fut chargé par le clergé en des conjonctures difficiles. Après lui, Antoine Fournier cumula la prévôtée avec l'officialité jusqu'au commencement du XVII[e] siècle. Il était chapelain de la Madeleine, avait son hôtel rue Saint-Nicolas (2) et devint chanoine et official de Notre-Dame de Paris. Les doyens furent N. Cambier qui, en l'absence du prévôt, présida plusieurs des chapitres où fut agitée la querelle de Claude de Louvain et de Guillaume Cornet, ces deux ambitieux qui briguèrent l'évêché de Soissons après la mort de Jean Milet. Ses successeurs, Pierre du Ruel (1529), Gilles Thomas, n'ont donné que leurs noms à l'histoire, mais Jean Lépaulart, frère d'Antoine Lépaulart, simple chanoine, et de Lépaulart, prieur de Saint-Crépin le Grand, n'a pas passé sans laisser de traces. Doyen prébendé, il assista, le 5 janvier 1557, à l'Assemblée des notables, fut promoteur au concile de Reims de 1564 et joua un rôle assez triste pendant l'occupation de Soissons par les Huguenots. Ayant aussi, en 1536, blessé grièvement le chanoine Girard, son confrère, qui lui avait donné un démenti dans l'église, il avait obtenu l'absolution de sa faute, *ad cautelam*, mais en même temps, il avait été condamné par le chapitre à 20 livres de dommages-intérêts et aux dépens. C'est lui enfin qui, comme doyen, avait protesté, le 24 mars 1556, contre l'entreprise de l'évêque de Laon, Jean d'Oc, lequel, conduisant en cette ville, pour y être enterré, le corps du cardinal de Bourbon, son prédécesseur, traversa Soissons en habits pontificaux (3). Les derniers doyens du XVI[e] siècle furent Ubald Thibaud et Honoré Pecquet, lequel mourut en 1617 (4).

Le chapitre posséda aussi dans son sein des hommes

(1) *Bulletin de la Société historique de Soissons.* (Acte de l'étude de M[e] Suin...).
(2) *Ibid.*
(3) *Inventaire des titres du Chapitre, ms.*, par A. MATTON.
(4) Selon le catalogue des évêques de Laon, Louis de Bourbon mourut le 13 mai 1557, et, Jean d'Oc lui succéda la même année. *(Hist. de St-Vincent de Laon,* par WYARD, éditée en 1858, par les abbés Cardon et Matthieu, p. 28.

de lettres au XVI^e siècle. Le premier est Albin ou Aubin des Avenelles, dont la vie est fort obscure et qui, après bien des pérégrinations, retourna à Crépy en Valois, son pays natal, où il devint chanoine et chantre de Saint-Thomas (1). Il eut de la réputation dans son temps et parut tenir le premier rang, après saint Gelais, sur le Parnasse français. Ses poésies sont licencieuses et dans le goût payen d'une époque trop livrée à l'amour et à la débauche. Ses opuscules en rimes françaises, imprimés dans les années 1548 et 1556, en petit format, renferment : l'*Art d'aimer d'Ovide;* la *Clef d'amour*, les *Sept arts libéraux*, le *Remède d'amour*, du pape Pie II (Æneas Sylvius), la *Complainte et repentance dudit Sylvius ;* la *Description de Cupido*, du même.

Ces seuls titres suffiront pour donner une idée du genre de poésie que cultivait des Avenelles. Plusieurs de ses pièces ne sont que des traductions ou imitations libres d'auteurs plus anciens, notamment de Virgile. On croit que notre poète, qui comptait sans doute beaucoup « sur les franchises de son état et le respect qu'on devait avoir de son temps pour les gens de lettres, » avait en vue, dans l'Epitre à « tout lecteur, amateur de l'amour divin, » Diane de Poitiers, duchesse de Valentinois :

Le temps n'est plus de faire l'asne,
Moins d'adorer quelque Diane
En guerroyant vostre repos.
Sages humains, faisans de mesme
Venés chanter l'honneur suprême
D'amour divin pour vostre los.

Albin des Avenelles paraît n'avoir été que peu de temps chanoine de Soissons ; il devait néanmoins occuper ici quelque place, ne fût-ce que pour montrer que le fameux curé de Meudon, Rabelais, eut dans le clergé des imitateurs de sa muse payenne. Du reste, il s'amenda dans sa vieillesse et revint à des pensées poétiques plus en rapport avec sa vocation; témoins ces vers de la complainte sur les Amours d'Euryale :

(1) DORMAY, t. II, p. 526, ex *Pouillé de 1617 et titres du Chapitre.*

Vous devez croire à ma sage vieillesse
Beaucoup plus tôt qu'à ma folle jeunesse,
Et si devez le pontife de Rome
Plus estimer qu'un autre privé homme ;
Jetez Enée et Pie recevez
Ce nom payen me fust comme savez
Par mes parents à moy gentil donné,
Et le chrestien m'a esté ordonné
Quand j'ai reçu la grâce apostolique :
Si vous lisez donc l'histoire lubrique
De deux amans Euriale et Lucrèce
Que j'ai écrit dans ma folle jeunesse, etc. (1).

Gervais Tournai ou de Tournai occupa dans le chapitre de Soissons une place plus honorable et plus digne que celle d'Albin des Avenelles. Il était de cette ville et sans doute d'une famille originaire de Flandre. De simple chanoine, comme son frère Jérôme Tournai, il devint, en 1561, écolâtre, dignité à laquelle Charles de Roucy annexa, sur sa demande, une prébende alors vacante. Gervais fit honneur à son pays par son amour pour les belles-lettres qu'il cultiva avec fruit et succès. Il composa la préface de l'*Historia de Rebus gestis a Siciliæ regno ab anno 1025 ad annum 1169, auctore Falcando*, publiée par Matthieu de Longuejoue, évêque de Soissons, d'après une copie qui en avait été faite de la main de Gervais lui-même. Cette copie fut conservée dans la bibliothèque du ministre le Peletier sous ce titre : *Gervasii Tornacensis bellum salvum adversus Albios hæreticos, liber scriptus anno 1550.* Il avait dédié ce travail au prélat. Gervais de Tournai fit une pièce de vers latins pour être placée en tête des Statuts synodaux de Charles de Roucy, imprimés en 1561. Il y exhorta les curés du diocèse à pratiquer ce qui est ordonné dans ces Statuts. Il donna aussi une traduction de l'Enéïde de Virgile et de quelques oraisons de Démosthènes, avec les arguments du sophiste Libanius sur les Philippiques. Enfin, il publia, par ordre de Charles de Roucy : *Divina quatuor Energume-*

(1) LACROIX-DUMAINE, *Bibl. franç.*, T. III, p. 38. Voyez pour la critique des œuvres de DES AVENELLES, cet auteur et l'abbé CARLIER qui donne de longs détails sur le personnage dans son *Histoire du Valois*. Nous ne nous en occupons ici qu'en passant.

norum liberatio facta apud Suessiones anno 1582 (1), dont on parlera dans la suite plus au long. La famille de Gervais de Tournai avait à Soissons plusieurs autres de ses membres. Outre Jérôme, chanoine de Saint-Gervais, il y eut un Gervais de Tournai, juge-prévôt de Soissons en 1589, et un autre Gervais de Tournai, prieur de Saint-Jean des Vignes en 1594, peut-être le même que le chanoine (2).

Jean Cannart, archidiacre de Soissons, confrère et ami de Gervais l'écolâtre, fit par son savoir et sa piété l'admiration de ses contemporains. Docteur de Sorbonne et principal du collège Lemoine, il abandonna ces dignités et le séjour de Paris, le foyer des lumières, pour venir, simple chanoine, habiter Soissons. Après avoir fait l'édification du chapitre et de la ville, il voulut entrer dans l'ordre des Minimes, alors dans sa première ferveur, et fit profession, le 22 mars 1583, en la maison de Nigeon, près de Paris. Envoyé peu de temps après en celle de Vincennes pour y enseigner la théologie, il y mourut le 2 janvier 1589. Gervais de Tournai parle de Cannart avec éloge dans sa traduction de Desmothènes. Cannart, n'étant encore que bachelier en théologie, avait publié un *Compendium rhetorice* qui eut l'honneur de plusieurs éditions, notamment en 1585. Lorsqu'il eut embrassé la vocation monastique dans l'ordre des Minimes, il s'occupa de recueillir les privilèges accordés à cet ordre par les souverains pontifes. Cette collection fut imprimée après sa mort sous ce titre : *Summa privilegiorum Ordinis Minimorum a Summis pontificibus concessorum.* Il laissa, en outre, divers ouvrages restés manuscrits. Cannart figura avec Gervais de Tournai dans les exorcismes de plusieurs possédés d'Audignicourt, où il prêta le secours de sa science et de sa sainteté (3).

(1) LACROIX-DUMAINE, *Bibl. franç.*, t. Ier, p. 271 et t. IV, p. 45. — LELONG, *Bibl. de la France*, t. Ier nº 5752, nouvelle édit. — D. GRENIER, *Collect.*

(2) Etude de Me Suin, notaire. *(Bulletin de la Société historique de Soissons.)*

(3) Remy THUILLIER, *Diarium Minimorum*, t. Ier, pp. 2, 5 et 6. — D. GRENIER, *ibid.*

Un de leurs contemporains, Robert Céneau ou *Cenalis*, né à Paris en 1483, parvint à l'épiscopat après avoir fait partie du chapitre de Soissons, d'où son mérite le fit tirer pour occuper cette haute dignité. Docteur en théologie de la Faculté de Paris et pénitencier de Soissons, Céneau assista, le 21 octobre 1516, avec son évêque Foucault de Bonneval, à l'ouverture de la châsse du Saint Suaire à Saint-Corneille de Compiègne, en présence de François Ier. Ce prince, qui recherchait tous les talents, informé du mérite du pénitencier de Soissons, le nomma, en 1523, évêque de Vence et, deux ans après, trésorier de la Sainte Chapelle de Paris. Transféré à l'évêché de Riez, puis à celui d'Avranches, il se livra partout à l'étude jusqu'à sa mort, arrivée au mois d'avril 1560, et fut une des lumières de l'Eglise de France. Inhumé à Saint-Paul, on grava sur son monument une épitaphe en vers où l'on rappelait le souvenir de son éloquence et de ses vertus. On a de lui un grand nombre d'ouvrages savants écrits en langue latine (1).

La cathédrale ne manqua jamais de bienfaiteurs dans le sein du chapitre. Le chanoine Guillaume Sabiou ou Galiou, secrétaire de Jean Milet et official du diocèse, fonda la *Messe des Paresseux* qu'on disait chaque jour à la chapelle de la Vierge, à l'entrée du chœur, après la clôture des grilles *(post clausuram ferrorum)* et l'achèvement de l'office du matin ; une autre messe à la chapelle des Martyrs, sur le grand portail ; trois obits et un grand nombre de messes basses. Il donna pour ces fondations 11,116 livres, des maisons, des vignes, des rentes, une ferme, et constitua en mourant la cathédrale héritière de ce qui lui restait. Le chanoine Eustache du Tour fonda, en 1500, le répons : *Gaude Maria* pour la fête de l'Annonciation ; son collègue Antoine Dupré, le même répons pour celle de l'Assomption, donna un grand chandelier à sept branches, et fit bâtir la chapelle de *Notre-Dame de Piété*, où l'on chanterait une messe tous les vendredis. Jean Lamy, archidiacre de Tardenois, fonda l'office du *Nom de Jésus* le vendredi d'avant le dimanche

(1) D. GRENIER, *collection*.

des Rameaux. Jean de la Fontaine, abbé de Saint-Jean des Vignes, fonda, comme chanoine de Saint-Gervais, la procession, avec l'Antienne *Regina Cœli*, en usage les lundi, mardi et mercredi d'après Pâques, et augmenta les distributions qu'on faisait aux chanoines et aux chapelains depuis le premier dimanche de l'Avent jusqu'à Pâques, lesquelles avaient été établies par d'anciens membres du chapitre (1).

Deux autres chanoines figureront également ici, mais à des titres bien différents : le trop fameux Matthieu Launoi, dont la vie peut passer comme des plus aventureuses, même en ces temps de perturbation générale : (on le verra jouer un rôle actif dans la faction des Seize à Paris), et Me Louis Poulain, dont la fin fut tragique. Il fut tué dans le cimetière Saint-Gervais, au parvis de la cathédrale, d'un coup de pistolet. On ne put saisir le meurtrier qui avait sans doute exercé une vengeance particulière, et on ne donna pas même suite à cette affaire « à l'occasion en partie, selon un vieil auteur, que le dit Poulain étoit assez mal renommé (2). »

Charles de Roucy passe pour avoir reconstruit le palais épiscopal, mais il paraît probable qu'il n'y fit que des réparations, d'autant plus que la présence de la princesse de Condé pendant l'occupation dut le préserver de grandes dégradations. Ce palais, rebâti plusieurs fois, n'offre presque plus de traces de sa structure primitive, si ce n'est les quelques arcades ogivales du XVe siècle enclavées dans le mur de la façade, dont il a déjà été parlé, et qui peuvent être l'œuvre de Jean Milet. Un simple pavillon central le distingue aujourd'hui des habitations ordinaires, mais il forme encore une masse assez imposante de bâtiments. Son enceinte, la même qu'aux XIIe et XIIIe siècles, embrassait le terrain qui forme la place Mantoue depuis le coin de la tour de la cathédrale jusqu'à la rue de Panleu, ou plutôt de la Grande-Burie. Il était séparé de celle-ci et du parvis par un haut mur formant un angle surmonté d'une tourelle

(1) DORMAY, t. II, p. 526. — *Gall. Christ.*, t. IX. — CABARET, t. II, p. 248 et t. Ier, p. 329. — D. GRENIER, t. Ier, p. 265.
(2) *Ms.* à la suite du Journal de Lépaulart.

en encorbellement au coin de la rue et de la place. Rien ne le séparait de l'enceinte de la cathédrale. La porte d'honneur, édifice monumental, était sur la place Saint-Gervais, mais il y avait une autre entrée sur la rue de la Grande-Burie donnant dans les jardins. Outre la collégiale Saint-Louis, inférieure et supérieure, qui était la chapelle épiscopale, il y avait entre autres édifices, au XVI[e] siècle, faisant partie de l'évêché : l'officialité, rue du Chaperon-Rouge, la prison de la justice temporelle de l'évêque, ayant pour geôlier, en 1590, Nicolas Grenier qui, du consentement de Jérôme Hennequin, céda sa charge à un marchand, Sébastien Willot, dont la signature parlante consistait en deux clefs, symbole de sa géôle. Le prélat la lui avait affermée pour 60 sous tournois et une somme de bois de *fau* (hêtre). Le sceau de l'évêque s'affermait aussi, mais les revenus de l'évêché étaient bien diminués (1). Il possédait encore à Soissons le *Four l'Evêque*, le *Moulin l'Evêque*, sur la Crise, le *Clos de vignes de l'Evêque*, de 8 arpents, que cultivaient des vignerons de Septmonts ou de Villeneuve et qui, renfermé dans les nouveaux remparts, s'étendait entre Panleu et le vieux rempart (2).

C'est du Clos de vignes de l'Evêque que l'on tirait le plus souvent le vin qu'on servait aux *Jouyses* ou *Joies* que l'évêché devait, à certaines fêtes, au chapitre et au clergé de la cathédrale. Ceux-ci tenaient extrêmement à ces sortes de collations et réjouissances et ne négligeaient rien pour en maintenir l'usage. Elles avaient pu souffrir quelques interruptions dans les troubles, mais Charles de Roucy en fit pour l'évêché une *réobligation* le 1[er] avril 1584. Il y en avait à Noël, à la Saint-Eloi et le Jeudi-Saint. Voici comment se pratiquait celle de Noël : pendant les trois jours de cette fête, tout le personnel de la cathédrale se rendait processionnellement à l'évêché après les vêpres. La salle basse était éclairée par treize torches ; deux enfants de chœur se plaçaient contre les deux piliers de la pièce tenant chacun deux petites

(1) *Bulletin de la Société historique de Soissons.* (Titres de M[e] Suin, notaire.)
(2) *Ibid.*

torches. L'évêque délivrait à chaque chanoine, chapelain, habitué, clerc du chœur, à deux sergents ou appariteurs, aux coutres ou gardiens qui sonnent les cloches, au lecteur de la leçon de Prime, un pain blanc de 32 onces, un lot de vin *clair* (clairet), soit du Clos de l'Evêque, soit d'ailleurs, à leur choix. Il fournissait un pot d'étain et un hanap de *madre* pour apporter ce vin que servaient les coutres et les sergents (1). Les dignitaires recevaient double portion. Les enfants de chœur portant les croix, cierges et encensoirs et leurs *ménétriers* (maîtres de musique) recevaient, en outre, chacun dix oublies ou *nieules (nebulæ)*. L'on remplissait le pot de vin de manière qu'ils pussent boire à leur guise pendant que le chapitre restait dans la salle.

Le Jeudi-Saint, on distribuait à chaque prébendier et serviteur de l'église présent au *Mandatum*, deux pains blancs de 32 onces et 6 lots de vin blanc dont il buvait trois fois dans un verre ou un gobelet d'argent; aux dignitaires, le double et 60 sous nérets équivalant à 36 sous parisis. Pour la messe de Pâques, ils recevaient 9 sous; pour « la litanie *Christus Vincit*, 60 sous et la chantrerie 60 sous. » Il y avait encore d'autres jouyses et distributions sur certains revenus de l'évêché en grains, vin ou argent. Regnault des Fontaines avait reconnu ces charges en 1430, mais, en 1438, le chapitre les modéra à cause des ravages éprouvés par les terres de l'évêché. Désirant que les chapelains assistassent à tous les offices et obits, celui-ci régla, le 25 février 1542, leurs honoraires en jouyses et distributions de pain, vin et argent pour ces assistances, dont il excepta les six jours par mois consacrés à la saignée (2).

III. — Le premier soin des religieux soissonnais, de retour dans leurs cloîtres après le départ des Huguenots, fut de réparer les désastres qu'ils avaient amoncelés. Les Joannistes revinrent à peu près tous, les uns de chez leurs parents, les autres de chez les bénéficiers, leurs confrères les plus éloignés de Soissons, près desquels ils s'étaient réfugiés. A leur arrivée, vers la Semaine

(1) Vase fait de racine ou cœur du bois.
(2) *Inventaires des Titres du Chapitre*, t. II.

Sainte, ils ne trouvèrent pas même un endroit pour se loger dans le monastère et il leur fallut chercher un abri dans des maisons bourgeoises. « Des pierres, un peu de bois, » voilà ce qui restait de la splendide abbaye ! Leur prieur, Michel Bertin, à la vue de ces ruines, se prosterna contre terre et les religieux fondirent en larmes en présence de ces lieux saints profanés, de cette église sans portes, dont on avait fait une écurie et qui était encore remplie de fumier et d'ordures. Mais, après les premiers moments consacrés à la douleur, il fallut songer à une installation et par conséquent aux réparations les plus urgentes. Le prieur fit d'abord nettoyer l'église, et pour reprendre l'observance régulière, approprier trois salles de la bibliothèque dont les voûtes épaisses et bien cimentées n'avaient pu être crevées par les Huguenots, établir enfin dans la salle capitulaire une chapelle provisoire où, à partir du jour de Pâques, on célébra la messe et les offices. Ce ne fut toutefois qu'au bout de trois mois que les chanoines purent loger dans la maison.

Ils s'étaient préalablement adressés à l'abbé commendataire, Charles de Bourbon, à la charge duquel tombaient les grosses réparations. Ce prince de l'Eglise, si fier et si opulent, opposa un refus à leur demande et il fallut recourir au Parlement. Ils firent dresser, le 2 avril 1568, un devis des travaux par Samson Bonzeré, Raoulant Darly, Jean Herpin et Simon Poncelet, bourgeois de la ville, dans une « visitation qu'ils eurent en l'abbaye, accompagnés de maistres massons, charpentiers, couvreurs, plastriers, menuisiers, serruriers et victriers. » Les réparations devaient porter sur les objets suivants : la tournelle de la première porte, la barrière, la loge en bois du portier, le pont-levis entre les deux tourelles, la clôture du cimetière, un trumeau du grand portail, les trois houppes des pignons, les autels démolis, les colonnes, cloisons, verrières, les trois portes du grand portail, un des côtés de l'édifice, le petit clocher, les couvertures, les dortoirs, le corps de logis y attenant, le cloître, la fontaine, le bac du cloître, la partie de celui-ci couverte de tuiles, le réfectoire, la cuisine, les cheminées, le vieux logis tenant au logis neuf,

la galerie tenant à la grande salle, le logis du prévôt et le cellier, la grange à blé, l'autel d'une des chapelles, le colombier de la grande cour, les orgues, l'horloge et la plomberie. Le dégât était estimé à plus de cent mille livres. On voit quelles sommes importantes et combien de temps il faudra pour le réparer (1).

Cet état estimatif, approuvé par Jean Gosset, prévôt royal de la ville, « commissaire en cette partie, » fut envoyé au Parlement, qui en fit la base d'un arrêt obligeant l'abbé à faire les réparations sur ses revenus propres. Celui-ci, pour s'alléger, vendit à son trésorier, Jacques Ligier, une fort belle maison, rue Saint-Jacques, à Paris, où avait demeuré Jean Liset, président au Parlement. Charles IX et Catherine de Médicis donnèrent les bois nécessaires à la réparation d'une partie des combles. Une fois assuré du concours forcé du cardinal, Bertin fit activer les travaux; on restaura d'abord le réfectoire, le dortoir, les chambres au-dessus des cloîtres où on sculpta les armes de l'abbé en plusieurs endroits; mais ce n'est qu'au milieu du XVII^e^ siècle, c'est-à-dire au bout de quatre-vingts ans, que disparurent enfin les dernières traces de la fureur des calvinistes, et Dieu sait au prix de quelles difficultés avec les successeurs de Charles de Bourbon!

Ce prince s'étant engagé plus tard dans les grandes affaires de la Ligue fut nommé roi de France sous le nom de Charles X. Il avait donné sa démission d'abbé de Saint-Jean en 1573. Son successeur, Charles-Maximilien de Grillet, de la famille de Gondy par sa mère Marie de Gondy, ne se montra pas plus disposé que lui à contribuer aux réparations de l'abbaye. Dans la première visite que lui firent les anciens pour le complimenter et lui offrir les hommages de la communauté, il répondit au tableau qu'ils lui firent de l'état déplorable de la maison par de belles promesses dont il ne tint aucune. Il fallut encore avoir recours au Parlement qui imposa, par arrêt, à l'abbé commendataire le sacrifice du quart du revenu de son bénéfice jusqu'à sa complète réparation.

(1) Pièce provenant du notaire Quinquet. (*Bulletin de la Société historique de Soissons*, t. XX, p. 166.)

Grillet, ainsi acculé, entra en arrangement avec le couvent qui, moyennant une somme d'argent une fois payée, se chargea de continuer les travaux (1). Grillet s'étant marié se démit, en 1577, et le roi nomma en sa place Pierre de Gondy, son oncle, évêque de Langres, puis de Paris lequel fut successivement commandeur des Ordres du roi, chancelier et aumônier d'Elisabeth d'Autriche, femme de Charles IX, député aux Etats de Blois, ambassadeur en Savoie et à Rome et cardinal en 1587. Si ce haut personnage montra, en maintes circonstances, sa générosité envers les maisons religieuses, ce ne fut pas envers son abbaye de Saint-Jean-des-Vignes. Il fallut aussi, dès sa prise de possession, entrer en procès avec lui pour les réparations du monastère. A force de procédures, il fut enfin mis en demeure de faire travailler aux stalles et aux vitraux du chœur et des transepts de l'église; ce ne fut qu'en 1640 que l'on répara ceux de la nef aux dépens du couvent.

Ce n'était pas assez de restaurer le monastère. On commença aussi, en 1573, à relever les bâtiments des censes détruits par « ceulx de la nouvelle religion quand ilz tenoient la ville de Soissons. » On voit, vers ce temps-là, le fameux Bastien Zamet, ce financier de l'époque, fils d'un simple cordonnier italien, signer des baux faits par lui à des fermiers, comme mandataire des religieux de Saint-Jean. Ainsi, en 1577, il rédigea ceux de la cense de Rozoy-lès-Oulchy, située près de l'église; du bac de Pommiers, de la maison et seigneurie de Violaines, près de Longpont, où les Huguenots s'étaient installés et dont ils avaient détruit en partie les bâtiments.

Pour faire face aux réparations des fermes et payer les sommes imposées le 20 septembre 1576 (2), à l'abbaye par les délégués du pape, à Paris, il fallut aliéner, au mois de janvier suivant, plusieurs domaines, notamment celui de Troësne, dont la possession datait de 1110 au moins, puisque à cette date Saint-Jean avait déjà l'église de ce village. On l'avait augmenté, depuis cette

(1) *Hist. de Saint-Jean*, par DE LOUEN, et *Chronic. Sancti-Joan.*, de LEGRIS.
(2) Minutes du notaire Damard, *ubi supra*.

époque, par une suite non interrompue de donations, échanges, acquisitions, lorsque, le 26 août 1577, il fut vendu à Guillaume le Cirier, seigneur de Varenfroy et de Neufchelles, par les commissaires délégués aux ventes et aliénations ecclésiastiques du diocèse de Soissons, sauf la cure et les dîmes que l'abbaye se réserva. Louis le Cirier, sans doute fils du précédent, et sa femme Marie Dambry, baronne de Rougerie, possédaient aussi à Troësne le fief de Notre-Dame de Soissons et celui de Châtillon, relevant de la grange de cette abbaye à Chouy et celui du Marais qui avait appartenu, au XVI[e] siècle, à la famille de Billy-sur-Ourcq. Un membre de cette famille mourut à Troësne en 1611 et donna lieu à une sorte de miracle que rapporte Sconin, auteur d'une Vie de ce saint. Saint-Jean et Notre-Dame voulurent rentrer dans ces biens, mais, à la suite d'une transaction du 10 juillet 1624 avec Marie Dambry, veuve de Louis le Cirier, les religieux et l'abbé commendataire renoncèrent à ce retrait, et celle-ci, la même année et en 1627, donna toutes ses possessions de Troësne à la chartreuse de Bourfontaine (1).

L'aliénation faite par Saint-Jean de son domaine de Troësne l'aida à supporter de nouveaux malheurs. La guerre civile qui reprit avec ardeur et le fléau de la grêle ruinèrent ses récoltes au point que la communauté eut à peine du pain pour sa subsistance. Bien lui avait pris de se défaire de Troësne, car cette localité et ses voisines furent particulièrement éprouvées. « Le village de Chouy et autres des environs est grandement ruyné, disait des Avenelles dans son enquête du 18 avril 1595; la plupart des maisons bruslées et ruynées, y ayant fort peu d'habitations, non plus de dix feus fort pauvres qui souloit auparavant la guerre faire le nombre de cent feus, les terres, qui estoient de bon labour, sans culture et en savart et n'y a n'y chevaux, ni bestial. Il n'y a pas de fermier de la seigneurie depuis six ans, personne n'a voulu enchérir (2). » Quant aux chanoines de Saint-

(1) Déclaration de 1625 (*Annal. de la Société historique de Château-Thierry*, vol. de 1875, *Notice sur Troësne*.
(2) *Ibid.*

Jean, c'est une justice à leur rendre que, malgré leur profonde misère et de nouvelles tracasseries de l'abbé commendataire, l'office du jour et de la nuit et la régularité des exercices ne souffrirent aucune atteinte.

Dans les restaurations de leur église, les Joannistes durent placer en première ligne celle de la sépulture de leur fondateur, Hugues de Château-Thierry, que les hérétiques avaient brisée. Le beau mausolée qui la recouvrait fut remplacé par un autre fort simple, et encore celui-ci fut-il enlevé de dessus le caveau avec un reste de l'ancien que l'on plaça entre l'Aigle et l'Ange ou Moïse et l'on y grava cette épitaphe transcrite par l'historien de Louen :

« *Hîc jacet Do. Hugo, miles de Castro Theodorico, cœnobii hujus Sancti Joannis Suessionensis fundator, ad annum Domini 1076. Cujus tumbam ingenti ac decoro lapide prius structam, ut residua ejus pars nigra huic adhærens utcunque docet, Calvinistæ post conflata sibiho cce loco de campanis ecclesiarum tormenta bellica, semiustam reliquerunt anno 1568, mense Martio, quamobrem, tantilla hæc pro varietate calamitosi temporis suffecta est ad præclarissimi viri memoriam (1).* »

Vers 1577, il fut question à Saint-Jean de se servir du Bréviaire romain, à cause du petit nombre d'exemplaires du Bréviaire et des livres liturgiques édités par l'abbé Prudhomme, échappés au pillage des Calvinistes. Après bien des hésitations, le Bréviaire romain, publié nouvellement par saint Pie V, fut adopté, mais on y introduisit les fêtes à neuf leçons, avec leurs offices particuliers propres à Saint-Jean. Nicolas de Beaufort, chanoine de la maison, et dont il sera bientôt parlé, fit partie de la commission chargée de ce travail qui fut achevé en 1588. Le nouveau Propre fut encore corrigé en 1619, et le Bréviaire romain, ainsi modifié, continua d'être en usage dans l'abbaye et ses bénéfices-cures (2).

La chapelle de la paroisse Saint-Jacques, près de la grande porte du monastère, n'avait pas non plus été épargnée par les Huguenots. On y avait transporté,

(1) DE LOUEN, *Hist. de Saint-Jean*, p. 12. — LEGRIS, *Chronicon*.
(2) DE LOUEN, p. 13.

en 1558, sous l'abbatiat de Jean de la Fontaine, les fonts baptismaux de la chapelle Saint-Blaise en l'église abbatiale, où était autrefois le titre de Saint-Jacques. La chapelle ruinée, on reporta de nouveau son titre à celle de Saint-Blaise, dans le côté gauche du transept. Ensuite, comme l'office paroissial troublait souvent l'office canonial, on pratiqua une autre chapelle sous la voûte de la petite tour, à droite du grand portail. Enfin, messire Jacques Dufresne, ancien prieur de Charly, plusieurs fois grand-prieur claustral et en dernier lieu curé-cardinal de Saint-Jacques, fit réparer à ses frais, en 1679, l'ancienne chapelle et bâtir un nouveau presbytère auquel on adjoignit un cimetière pris sur le jardin de la trésorerie, au côté gauche de la grande tour (1).

Il y eut, en 1575, à Saint-Jean quelques troubles intérieurs causés par une protestation que firent les prieurs-curés ruraux contre l'élection d'un prieur claustral. En 1589, un autre prieur et les religieux élevèrent des réclamations au sujet de la collation de la paroisse d'Oulchy-la-Ville. Richard Laversine, chapelain de la cathédrale, procureur d'Horace Zamet, frère de Bastien Zamet, prieur de Notre-Dame d'Oulchy-le-Château « et curé de l'église paroissiale de Mr Saint-Pierre d'Oulchy-la-Ville, » avait résigné cette dernière, en son propre nom, le 22 novembre, entre les mains de Claude Merlet, prévôt de Saint-Gervais et vicaire général de l'évêque de Soissons. Cette cure étant à la présentation de l'abbé et du couvent, c'était empiéter sur leurs droits. Aussi les religieux chargèrent, le 25 novembre, Gervais Tournai, leur procureur, assisté du chanoine Nicolas de Beaufort, de sommer la Fontaine, aussi chanoine de la maison, et vicaire général de « messire Pierre de Gondy, abbé commendataire et admodiateur perpétuel d'ycelle abbaye, » de « comparoir à neuf heures du matin au chapitre, » afin de s'entendre « pour choisir une personne capable et suffisante » et la présenter à l'évêque ou à son vicaire comme curé d'Oulchy-la-Ville. La Fontaine s'y refusa, mais il est à croire que la communauté

(1) DE LOUEN, *Hist. de Saint-Jean.*

maintint ses droits de présentation conjointement avec l'abbé. Quant à Zamet, originaire de Turin, il devint abbé de Notre-Dame de Juilly, au diocèse de Meaux, et fut tué dans le pillage de cette maison, le 21 avril 1591 (1).

Saint-Jean ne soutenait pas avec moins de fermeté les droits de sa justice temporelle. Un nommé Julien Dellinain, « scieur d'ais » du faubourg Saint-Crépin, ayant blessé « en playe ouverte et effusion de sang » un manouvrier du faubourg Crise, son bailli condamna le coupable, le 6 mai 1575, à une somme d'argent au profit de la victime. La *Justice patibulaire* de l'abbaye était située sur une pièce de terre de la ferme de Toisy, appartenant à Longpont, mais tenant par le bas à la burie de Saint-Jean et de l'autre côté au chemin de Longpont. Un chanoine nommé Leblanc ayant été arrêté revêtu de ses habits religieux en la maison du libraire Ogé, on ne sait pour quelle cause, et jeté dans les prisons du beffroi, Gervais Tournai, alors prieur, assisté de deux de ses confrères, alla faire sommer, le 24 juillet 1595, Jean Cailleu, lieutenant du prévôt des maréchaux, de le lui remettre, mais celui-ci s'y refusa parce que Leblanc avait été emprisonné par ordre du procureur du roi. La justice de l'abbaye dut s'incliner devant cette justice supérieure (2).

Pierre de Gondy, trouvant plus à propos de se débarrasser de la gestion de la mense abbatiale de Saint-Jean, qui n'avait pas laissé de lui causer quelques ennuis, finit par la donner à bail pour une somme fixe. Le 3 octobre 1600, M^e André Courtin, chanoine de Notre-Dame de Paris, son mandataire, et Jean de la Fontaine, son vicaire général, l'adjugèrent à Jean de la Porte et à Jean de Montigny, marchands et bourgeois de Soissons, avec tout son revenu, pour six années, à l'exception des offices, bénéfices et mainmorte des religieux, moyennant 2,533 écus un tiers, payables à Paris, six cordes de bois de la forêt de Retz livrables en l'abbaye, la fourniture du foin, à raison d'un écu deux tiers par cent, et de l'avoine, à raison de 6 écus deux tiers par muid, mesure

(1) La signature de Bastien Zamet se voit dans les minutes du notaire André Vallet *(ubi supra)*. — Pour cette pièce, *ibid.*

(2) Minutes de André Vallet *(ubi supra)*.

d'Oulchy, le paiement des décimes ordinaires, l'acquit des charges accoutumées et de la rente de cinq muids de grains au sieur de Blicgny sur les dîmes de Saint-Bandry. De plus on convint que l'excédent de la somme stipulée sur la recette brute serait partagée par moitié, que le compte serait rendu tous les ans à Paris et que si cette reddition durait plus de quinze jours par la faute du cardinal, les frais seraient à sa charge (1).

C'est par ces moyens et par ses dignités dans l'Etat que s'édifiait l'immense fortune de la famille de Gondy, qui ne rougissait pas de trafiquer des biens de l'Eglise. Banquiers florentins, les Gondy étaient entrés en France à la suite de Catherine de Médicis. « Ils n'avaient pas tous ensemble, dit L'Estoile en son Journal, 2,000 livres de revenu et de patrimoine, leurs debtes payées, cent sous vaillant. » Cependant, le comte de Retz mort, le 15 juin 1674, maréchal de France, premier gentilhomme de la chambre, etc., possédait 100,000 livres de rente au moins et une fortune mobilière de 1,500,000 à 1,800,000 livres. Son frère Pierre, évêque de Paris, avait aussi 30 à 40,000 livres en bénéfices, était grand-aumônier et chancelier de la reine Catherine de Médicis et d'Elisabeth d'Autriche, chef du conseil du roi, abbé de Saint-Jean-des-Vignes, de Saint-Crépin-le-Grand de Soissons, de Saint-Aubin d'Angers, de Saint-Martin de Pontoise, de Champagne et de l'Espau, et possédait en valeurs mobilières 200,000 écus (2).

Le monastère de Saint-Jean-des-Vignes participa au grand mouvement littéraire du XVIe siècle et fournit son contingent d'hommes aussi savants que modestes. Son école continua de fleurir dans les siècles suivants. On y cultivait les belles-lettres, l'histoire, la poésie latine surtout. Les travailleurs avaient à leur disposition une bibliothèque nombreuse et choisie et un riche chartrier. Les Calvinistes, en pillant ou dispersant les manuscrits précieux que les abbés avaient achetés ou fait copier sans interruption par les jeunes profès, y avaient causé un tort considérable, mais outre qu'on en

(1) Minutes de Nicolas Boullye *(ubi supra)*.
(2) *L'Estoile*, sous l'an 1574.

put retrouver des débris et qu'on prit des mesures sévères pour la rentrée des ouvrages prêtés sur gages, et en prévenir toute aliénation, l'invention de l'imprimerie, en multipliant les livres, fournit aux prieurs claustraux les moyens de rétablir la bibliothèque. (1) Elle devait s'augmenter, dans les derniers temps, par l'adjonction de celle de l'abbé de Sassenage, en 1761, et, en 1770, de celle du chanoine de la cathédrale, Chollet, qui en fit la plus riche et la plus complète de la ville de Soissons. C'est au moyen de ce dépôt de livres et de l'enseignement donné dans l'abbaye et au collège de Dormans-Beauvais à Paris, où l'on envoyait des boursiers, que se formèrent ces religieux instruits du XVI^e^ siècle, qu'il importe de remettre en mémoire.

On ne sait si messire Notin, prêtre, procureur de Dormans-Beauvais, était joanniste, mais il est sûr qu'il fut le bienfaiteur de cet établissement, dont Saint-Jean avait toute la direction, et que c'était un homme fort ami de l'instruction. Notin, maître ès arts et chapelain ordinaire du roi, était né à Compiègne. Son testament, de l'an 1501, mérite d'être cité, du moins en ce qui regarde ce collège. Il laissait à Charles Jacquillon, son clerc et serviteur, 60 livres, ses meubles, robes, lits, couches, couchettes, couvertures, linges, coffres, bancs et autres instruments de ménage en bois, acier, airain, cuivre; les livres et bréviaires contenus dans sa chambre et étude au collège, le bois à brûler qui s'y trouvait; son cheval, le foin et l'avoine qu'il avait dans sa maison, « où pend l'image de saint Christophe », rue Saint-Germain-l'Auxerrois. Il donnait au collège cette maison, sa petite maison de Manteaux; une autre, rue des Lombards; une autre, rue de la Bauderie, où « pend l'image d'un paon », avec les cens et rentes foncières, pour la fondation d'un chapelain perpétuel, à condition que Jacquillon, en faveur duquel il faisait cette fondation, serait le premier nommé, et après lui les plus

(1) « Aliud est præceptum de libris bibliothecæ : quod illi qui habent restituant, vel litteras renovent de mutuo eisdem facto et illis alienatio eorum sub pœna excommunicationis prohibetur a jure. Aliorum etiam librorum qui eis conceduntur, ad vitam alienatio prohibetur, et si quis perdiderit ad restitutionem tenetur » *(Chronic. Sancti-Joan.*, p. 311.)

proches de sa famille, et, en cas d'extinction de celle-ci, un sujet de bonne condition, né de légitime mariage. Il donnait ensuite au collége une petite maison, rue de Dernostel, près de sa maison neuve, ses rentes et biens d'Inchy, Victry, Lanne, Plessis-l'Evêque, Queuil-sous-Montmorency, pour fonder aussi deux petites bourses au profit de ses plus proches parents et, à leur défaut, des enfants de Compiègne. Il remit « pour l'amour de Dieu » à ses débiteurs toutes leurs dettes, afin qu'ils priassent pour lui, et laissa à ses exécuteurs testamentaires 6 écus d'or, le drap d'une robe noire et un chaperon; aux pauvres 12 livres tournois. Il avait voulu être « sépulturé » en la chapelle du collége, où l'on devait placer une tombe, avec une épitaphe, contre le mur, et laissait 12 livres pour ses funérailles. Il assignait 10 sous au curé du lieu où il décéderait et 10 sous à son clergé. Les maîtres, sous-maîtres, chapelains et écoliers boursiers assisteraient à son convoi et recevraient, les premiers, 5 sous, les seconds 4 sous, les troisièmes 2 sous chacun. Son service funèbre se composerait de 3 messes hautes, avec vigiles et recommandaces, et de 3 messes basses. On ferait les mêmes offices au bout de l'an; le luminaire se composerait de 12 torches d'une livre et demie, de 4 cierges d'une livre, et ses neveux et nièces recevraient de quoi porter le deuil (1). On savait alors unir au soin de son âme l'amour des pauvres et le zèle pour l'extension des lumières.

Treize ans après, en 1514, Guillaume Duport, né à Retheuil, prenait l'habit à Saint-Jean et devenait successivement curé de Louâtre, d'Ostel, de Tréloup et de la Ferté-Gaucher. C'était un homme pieux et instruit qui fut docteur et professeur en la Faculté de théologie de Paris. Il fonda au collége de Dormans une procession le 16 mai, à laquelle on distribuerait à chaque docteur une somme de 10 sous et à chaque boursier 1 sou et 1 cierge. Après la messe la procession devait se rendre à l'église des Carmes, place Maubert, suivie des boursiers, des chapelains, du principal, du sous-maître,

(1) D. GILLESON, *mss.* sur Compiègne.

du procureur et des docteurs, et chanter le *Regina Cœli* devant l'image de la Vierge, après quoi on reviendrait en la chapelle de Saint-Jean à Dormans. C'est en cette maison que Duport mourut et fut inhumé en 1580 (1).

Jean Bouchel, son contemporain, natif de Crépy-en-Valois, fut envoyé par ses supérieurs faire ses études à Paris, où il prit tous ses degrés et où il conquit le bonnet de docteur en théologie, science qu'il professa dans l'Université. Il revint mourir en son bénéfice de la Ferté-Gaucher. Les actes de ces hommes vertueux firent contrepoids au scandale que donnait, à cette époque, Me Nicolas Charton, principal du collège de Dormans-Beauvais, lequel fut révoqué de ses fonctions, par arrêt du parlement du 22 janvier 1568. Il était accusé de n'avoir jamais voulu chanter la messe, d'avoir quitté le collège pour fait de religion et d'être allé rejoindre les ennemis du roi (2).

Nicolas de Beaufort, né à la Ferté-Gaucher, prit l'habit à Saint-Jean en 1570, à l'âge de seize ans et devint l'un de ces érudits infatigables que produisit le XVIe siècle. Ayant formé le dessein de donner un supplément aux *Vies des Saints* de Surius, Beaufort se mit à parcourir toutes les bibliothèques et archives de la province pour rechercher les manuscrits qui pouvaient lui être utiles. Son ouvrage composé, il s'agissait de le faire imprimer. S'étant rendu en Belgique, avec la permission de ses supérieurs, il trouva à Bruxelles un de ses confrères joannistes, Henri de Savreux, que l'on fera bientôt connaître, lequel, usant du crédit dont il jouissait en cette ville, fit approuver son livre par Guillaume Fabricius, censeur de l'Université de Louvain, et lui obtint un privilège du Sénat de la capitale du Brabant. Muni de ce privilège, Beaufort alla trouver les jésuites d'Anvers qui approuvèrent aussi son dessein et lui indiquèrent un imprimeur : Joachim Troignes (*Tro-*

(1) *Hist. de Saint-Jean*, par DE LOUEN, p. 207.

(2) DUBOULAY, *Hist. Universit. parisiens*, t. VI, p. 658. — On sait que des messagers servaient d'intermédiaires entre les étudiants des universités et leurs familles. A la fin du XVIe siècle, un nommé Jacques de la Motte, s'intitulait : *Messager juré en l'Université de Paris* et habitait à Soissons, rue du Mouton. (Act. de l'étude de Me Suin, notaire.)

gnesius), avec lequel il traita. Celui-ci s'engagea à tirer le nombre d'exemplaires voulu et donna 60 florins à Beaufort, lequel, obligé de revenir en France, laissa aux pères jésuites le soin de surveiller l'impression de l'ouvrage. Là devaient, ce semble, se terminer les tribulations de l'auteur, mais il n'en fut rien. D'autres lui furent suscitées par Aubert le Mire (*Aubertus Miræus*), chanoine d'Anvers, neveu de Jean le Mire, évêque de cette ville et auteur d'un grand nombre d'ouvrages pleins de science et d'érudition. Il fit arrêter, dit-on, l'impression de celui de Beaufort sous prétexte qu'il était sur le point d'en éditer lui-même un pareil et beaucoup plus étendu, lequel ne vit pourtant pas le jour.

Le récit de Dormay sur cette particularité de la vie littéraire de Beaufort ne s'accorde pas avec celui que nous venons d'emprunter à de Louen, historien de Saint-Jean-des-Vignes et joanniste comme lui. Dormay dit : que Beaufort ayant fait beaucoup de dépenses pour visiter les bibliothèques de Bruges, de Bruxelles et autres villes de Flandre, avait été obligé d'engager son manuscrit pour 20 écus à Troignes qui le vendit, pour le même prix, à Aubert le Mire. Quoiqu'il en soit, il est constant qu'il resta entre les mains des jésuites d'Anvers et que l'un d'eux, le célèbre Bolland (*Bollandus*), fondateur des *Acta Sanctorum* et qui a laissé son nom à ses confrères de la Société de Jésus chargés de les continuer, l'inséra, du moins en partie, dans cet ouvrage monumental. Ainsi que le fait remarquer Dom Ruinart, de la Congrégation de Saint-Maur, dans ses *Acta primorum martyrum sincera et selecta*, Drouet de Maupertuy, qui édita ce dernier ouvrage en français (1708), traduisit indûment le nom latin de Beaufort (*Belfortius*) par *Belforêt* et fut imité en cela par plusieurs auteurs. Les extraits insérés par les bollandistes dans les *Acta Sanctorum* portent : *Ex manuscriptis Nicolai Belfortii canonici regularis sancti Joannis in Vineis.* Dormay pense qu'une partie du travail de Beaufort a été perdue ou se trouve mêlée dans les œuvres d'écrivains restés inconnus (1).

(1) DORMAY, *Hist. de Soissons*, t. II, p. 505. — DE LOUEN, *Hist. de Saint-Jean*, p. 211.

Dans le temps que Nicolas de Beaufort travaillait aux Vies des Saints dont il avait recueilli les actes, Pierre Legris, l'un de ses confrères, s'occupait de l'histoire de l'abbaye de Saint-Jean-des-Vignes. Né à Paris, Legris avait pris, en 1563, l'habit de chanoine régulier dans cette maison, à l'âge de seize ans. Encore tout jeune profès, il se mit à recueillir les débris des archives dispersées par les Calvinistes. Il retrouva dans les décombres les feuilles éparses d'un vieux manuscrit, monument précieux du passé du monastère, les réunit et les fit examiner et censurer par le prieur claustral: Michel Bertin. Ce livre ainsi rétabli était composé de trente feuilles échappées « à la rage » des protestants, mais mutilées et tronquées, et était divisé en quatre chapitres relatifs à la prise d'habit, à la profession, aux constitutions, aux actes du chapitre général et aux actions remarquables des ancêtres. Bertin savait par tradition que l'ordre suivi pour la tenue du chapitre était attribué à l'abbé Jean Gouvion qui florissait vers 1370 et avait en outre transcrit de nombreux documents sur l'abbaye, détruits, dispersés et même jetés dans les puits par les Huguenots. On avait de lui une description des prieurés, des cures et même des moindres chapelles ou chapellenies de la dépendance de ces bénéfices avec leurs revenus et fondations, presque tous détruites (1).

Legris enseigna la rhétorique et la théologie au monastère, avec un zèle infatigable, passant souvent des nuits à étudier sans manquer toutefois à aucunes des prescriptions de la règle. Il fut nommé sous-prieur et grand-prieur du couvent, charges auxquelles il fut

(1) Rectification sur ce qui concerne le prieuré d'Oulchy (t. II, p. 274, des *Annales*). Jean Gouvion, abbé de Saint-Jean, n'avait pas été prieur d'Oulchy, mais seulemant pendant trois ans, l'un des quatre *associés* du prieur. Celui-ci possédait « *Capellaniam Sancti-Jacobi in foro de Ulcheio quæ propter bella nunc destructa est.* » De son temps, on y célébrait, dans l'Avent et le Carême, des messes dites *quadragesimales* à la charge du prieur. Ces fondations diminuées ont été transférées à un autel de l'église « du consentement des fondateurs. » Au prieur appartenait en outre « *Capellaniam Sancti-Nicolai in leprosia in villa situata tanquam ad patronum.* » Après la suppression de la léproserie cette chapelle devint celle du château voisin, nommée la *Grand'Maison*. (*Chronic. Sancti-Joan.*, p. 314.)

réélu à l'expiration de ses trois ans. On lui confia aussi les prieurés-cures de la Ferté-Gaucher et de la Ferté-sous-Jouarre. A la Ferté-Gaucher il devint le premier directeur des chanoinesses de cette ville : Barbe et Louise Drouyn (vers 1620). Il dressa des règlements et des constitutions pour leur couvent, qui fut commencé par deux religieuses de Saint-Etienne de Reims, mais la mort l'empêcha d'y mettre la dernière main. Elles furent achevées et ensuite approuvées par Séguier, évêque de Meaux, le 2 décembre 1640, sous le titre de *Constitutions de Sainte-Monique.*

C'est dans les loisirs que lui laissait l'exercice du ministère pastoral à la Ferté-sous-Jouarre, que le P. Legris écrivit une Histoire des chanoines réguliers : *De clericis regularibus utriusque sexus Historia,* et une Chronique de Saint-Jean-des-Vignes : *Chronicon abbatialis canonicæ S. Joannis apud Vineas Suessionensis* (1). Legris composa aussi un Commentaire sur saint Augustin et un propre des saints dont on faisait mémoire à Saint-Jean. On peut voir par ces productions qu'il écrivait en latin avec autant de facilité que de pureté et qu'il savait colliger et coordonner les documents en véritable et solide érudit. Lorsqu'au siècle suivant, le cardinal de la Rochefoucauld eût reçu le bref du pape pour la réforme en France des monastères de chanoines réguliers, Legris fut invité par ce haut dignitaire à faire partie de la conférence composée des supérieurs de cet ordre, dont il devait prendre les avis. On verra, en son lieu, ce qui arriva alors à Saint-Jean au sujet de cette réforme. C'est aussi à Pierre Legris que Jérôme Hennequin, évêque de Soissons et successeur de Charles de Roucy, donna la commission de visiter et réformer les couvents de filles de son diocèse. Ses confrères les chanoines avaient d'ailleurs pour lui autant d'estime que de vénération. Plusieurs d'entre eux lui adressèrent les pièces de poésie latine qui ornent la préface de sa Chronique. Il l'avait terminée à la Ferté-sous-Jouarre où il mourut

(1) Elle fut imprimée à Paris, en M.D.C.XIX, ainsi que l'*Histoire des Chanoines réguliers,* en M.D.C.XXV.

aveugle après un ministère fructueux, en 1630, à l'âge de soixante-dix ans (1).

Le prieur de Saint-Jean, Michel Bertin, était lui-même un de ces humbles et savants prieurs qui retraçaient dans leur vie celle des abbés réguliers auxquels ils avaient succédé. Né, ainsi qu'on l'a dit, à Missy-sur-Aisne, il avait pris l'habit à Saint-Jean le 9 octobre 1545, à l'âge de vingt ans, et avait été ensuite admis à la profession et à la prêtrise. Devenu sous-prieur, puis grand-prieur à la mort de Pierre Basin, le dernier abbé régulier, il dut s'enfuir à l'arrivée des Huguenots. Sa douleur fut extrême lorsqu'il rentra à Saint-Jean après leur départ, et il déploya une grande somme d'énergie pour y rétablir la communauté. Il alla occuper, à l'expiration de son temps de priorat, la cure de Chaudun, où il remplit les devoirs d'un zélé et pieux pasteur et revint à l'abbaye. Nommé une seconde fois grand-prieur, il sollicita, après ses trois ans, l'office de portier de la maison, et c'est dans cette humble charge qu'il mourut de la pierre, le 3 mai 1593, dans les plus atroces douleurs, ayant refusé toute opération. Michel Bertin passait pour fort habile dans les langues hébraïque, grecque et latine en si haute estime au XVI[e] siècle. Il s'occupa aussi de recherches sur les antiquités de Soissons, surtout pendant son séjour à Chaudun où il savait, comme Legris, occuper utilement ses loisirs (2).

Michel Bertin avait été précédé dans cette voie par Nicolas Berlette, bourgeois de Soissons, qui avait eu lui-même communication de matériaux amassés par D. Lépaulart, prieur de Saint-Crépin et auteur du Journal qui porte son nom. Berlette paraît être en effet le premier qui s'occupa des annales de cette ville et de son église (3), mais il fut arrêté dans son travail par une mort prématurée qui, en 1552, l'enleva à l'âge de vingt-cinq ans. Le P. Lelong donne pour continuateur de l'ouvrage de Berlette, en cette même année, un

(1) *Hist. de Saint-Jean*, p. 219. — *Chronicon.; præfat.*
(2) *Hist. de Saint-Jean*, p. 206.
(3) Nicolas Berlette avait une maison près du *Lion noir*, vis-à-vis la la chapelle Saint-Antoine, rue de ce nom. (Actes de l'étude de M[e] Suin, notaire.)

auteur anonyme, lequel, dit-il, avait conféré, en 1577, sur les antiquités de Saint-Médard avec Jean Judas, prieur de cette abbaye, et avait vu un vieux livre mal écrit sur les églises de Soissons, « lequel, ajoute-t-il, est de la composition de D. Lépaulart, prieur de Saint-Crépin-le-Grand, homme de bonne littérature » (1). Un avocat de Soissons, Jean Duchesne, en épousant la veuve de Berlette, hérita de ses papiers et de ses manuscrits historiques auxquels avait aussi collaboré Lancelot Mariage, ami du défunt. Le tout du reste ne consistait guère qu'en une rédaction informe, composée des pièces dépouillées aux archives du *comté* et de la ville, et en dissertations sur les corps de métiers, les confréries, le Prince de la jeunesse et les coutumes antiques de la cité. Jean Duchesne se contenta d'ajouter aux travaux de ses prédécesseurs un certain nombre de notes et remit à Michel Bertin ces premières ébauches. Celui-ci, qui avait lui-même souvent servi de guide à Berlette et travaillé sur la matière et s'était même occupé de numismatique, conçut le projet de fouiller de nouveau les archives soissonnaises que le bailli du comté, Renduel, devait mettre à sa disposition, mais il fut arrêté par la maladie qui le conduisit au tombeau et par la « malignité du temps ». Il s'était donc contenté de refondre et de coordonner les matériaux laissés par Berlette et ses collaborateurs : extraits de registres, chartes, dissertations, et d'en tirer un récit plus suivi, plus régulier, en liant entre elles et en distribuant par livres les parties séparées par des lacunes dans l'ouvrage *incomplet* qu'il avait entre les mains. Ses infirmités l'empêchèrent de publier cette *Histoire de Soissons* qui jouissait déjà, quoique manuscrite, de l'estime du public lettré et qui fut son principal titre de gloire. L'ouvrage est en effet signalé comme tel dans l'épitaphe suivante qu'on grava sur sa tombe : *Hebraice, grece et latine doctus, ad colligendas hujusce urbis Suessionicæ antiquitates se convertit, iisque tandem immortuus laudabili fine quievit 1593.* On tira un grand

(1) Lettre de l'abbé Lebeuf à M. Maillard, avocat.

nombre de copies de cette histoire intitulée : *Recueil des antiquités et choses mémorables advenues en la ville et pays de Soissons depuis sa première fondation* (1).

Il est certain que Michel Bertin, n'ayant pu se livrer à de nouvelles recherches, n'a pas beaucoup amélioré les travaux de Berlette et de Duchesne au point de vue vraiment historique. Berlette, selon Lebeuf, est un écrivain stérile chez lequel il n'y a presque rien à puiser. Son continuateur, ajoute le chanoine d'Auxerre, a encore moins de critique que lui et ne fit qu'ajouter aux sottises de Berlette des sottises plus grandes encore. N'eût-il pas été plus équitable de dire : que quelle que soit la faiblesse et la stérilité de ces trois écrivains, ils furent les premiers qui ouvrirent la marche à ceux qui se sont occupés des antiquités soissonnaises, qu'ils ont recueilli les plus vieilles origines de la ville et furent les narrateurs contemporains de bien des événements qui, sans eux, seraient tombés dans l'oubli.

Deux autres illustrations joannistes, au XVI[e] siècle, furent Charles de Verbin et Nicolas de Béthisy, compatriote de Nicolas Bergeron, l'auteur du *Valois Royal*. Charles de Verbin, contemporain du P. Legris, ayant pris l'habit, à Saint-Jean en 1588, devint prieur-curé d'Ostel. Il enseigna la grammaire au jeune seigneur de ce lieu, qui devint le maréchal de Choiseul, et le guida en même temps dans la piété. Cet homme illustre, plein de reconnaissance pour son digne maître, lui fit une pension viagère. Après avoir mené une vie édifiante dans sa paroisse, Charles de Verbin voulut rentrer au cloître pour se préparer à la mort qui vint le visiter le 10 mai 1649. Il avait donné à l'église de Saint-Jean un ostensoir, un calice de vermeil, deux chandeliers d'argent et remis entre les mains du prieur le produit de ses épargnes (2). Fuyant les vanités du siècle et les

(1) Berlette, *Bibl. de Soissons.* — *Hist. de Saint-Jean*, p. 207. — Lemoine, *Antiquités de Soissons*, Avertissement, p. 5. — H. Martin et P. Lacroix, *Hist. de Soissons*, t. II, p. 533. — L'exemplaire de Berlette que possède la bibliothèque de Soissons (n° 239 des manuscrits) est un petit in-f° de 240 pages. Il a été acheté à Tours, en 1824, par M. Brayer-Willesme, conservateur de cette bibliothèque. — L'établissement en possède aussi la continuation par M. Bertin.

(2) Legris, *Chronic.*, p. 14, 24 et 64, — *Hist. de Saint-Jean*, p. 215.

honneurs ecclésiastiques que lui assurait la promesse d'une abbaye, Nicolas de Béthisy, natif de Crépy-en-Valois, entra à Saint-Jean. Il faisait son noviciat sous Michel Bertin lorsque les Huguenots pillèrent le monastère, mais rien n'ébranla sa vocation. Revenu avec les anciens, il fut admis à la prêtrise et à la profession en 1561. Nommé sous-prieur et deux fois grand-prieur, il mérita par sa charité le titre glorieux de *Père des pauvres*. Nicolas fut aussi prieur-curé de Montlevon et de la Ferté-sous-Jouarre. Le protestantisme s'étant développé dans cette ville, où l'on transféra le prêche de Bézu, en 1623, et dans les environs, on l'y envoya pour travailler à la conversion des hérétiques (1). Il parvint par son zèle ardent et éclairé à en ramener plusieurs dans le sein de l'Eglise. Arrivé à l'âge de quatre-vingts ans, il reçut la mort, dit un pieux historien, « comme un hôte dont on fête l'arrivée ». Il y avait trois ans qu'il s'y préparait par un redoublement de jeûnes, d'aumônes et de pieuses lectures. Il s'éteignit doucement le 11 décembre 1628, et fut inhumé dans son église (2).

IV. — La culture des lettres était, on vient de le voir, en honneur à Soissons au XVI^e^ siècle. En dehors des couvents, il ne manquait, ce semble, à cette ville, sous le rapport de l'enseignement, qu'un titre d'*Université*. On ne peut douter en effet que la plupart des savants du pays n'aient puisé dans ses collèges, comme dans ses monastères, leur première instruction. Des trois collèges de Soissons, un seul, celui de Sainte-Catherine, s'était éteint au commencement du siècle. Un acte du cartulaire de Saint-Jean ne laisse subsister aucun doute à cet égard. L'abbé possédait, rue Saint-Remy, une maison du nom de Sainte-Catherine, « où on tenait, y est-il dit, les écoliers pour qui les rentes du dict collège ont été constituées ». Elle était louée, en 1516, 4 liv. 8 sous parisis, dont 4 liv. revenaient au chapitre de Saint-Gervais, parce qu'il n'y avait plus d'écoliers (3). Cette

(1) *Hist de l'Eglise de Meaux*, par D. T. Duplessis, t. 1^er^, p. 439 et 461.

(2) *Hist. de Saint-Jean*, p. 210. — Muldrac, *Valois Royal*, p. 18.

(3) Actes de l'étude de M^e^ Suin, notaire. *(Bulletin de la Société historique de Soissons.)*

même maison fut plus tard affectée au couvent des Minimes (1).

Un autre collège, celui de Bauton, atteignit la fin de ce siècle. Berlette, qui vivait en 1582, assure qu'il avait « flori » jusqu'à réunir 4 ou 500 écoliers; il aurait donc été à peu près fermé au commencement du suivant. En effet il avait encore en 1612 un principal, nommé Pierre d'Amboise, « maistre écrivain », appelé par le duc de Mayenne, « lieutenant général de l'Estat et couronne de France ». En 1602, un sieur François Desruro, qui habitait près de cette maison, ayant voulu la faire abattre pour agrandir la sienne, la ville s'y opposa et, par délibération du 29 juillet de cette année, déclara qu'une telle entreprise ne pouvait pas être tolérée « atttendu que le dict collège est un bien destiné et fondé pour instruire la jeunesse en l'étude » et qu'on s'informerait à quel titre et pour quel sujet il voulait démolir ce collège, sauf à aviser ensuite. L'établissement, quelques années après, ne devait plus être qu'un souvenir, car, en 1613, il était habité par un prêtre nommé Claude Lejeune, contre lequel le procureur du roi de la ville porta plainte de ce qu'il disposait à son gré de la maison et de ses biens ruraux, et de ce que, malgré un revenu assez considérable, on n'y faisait plus aucun exercice, n'y ayant plus ni régents, ni écoliers, comme jadis, ce qui portait préjudice aux habitants et à la jeunesse. A la suite de cette plainte, Lejeune fut assigné pour rendre compte des revenus, mais c'en était fait du collège qui était tombé pour ne plus se relever, grâce à l'apathie d'un principal incapable et négligent. Lorsqu'on voulut introduire, en 1622, les jésuites au collège de Saint-Nicolas, le roi, par lettres patentes du 27 octobre, et la ville, par délibération du 19 décembre 1622, décidèrent l'annexion à cette maison des revenus de Bauton et, en 1675, celle-ci en remit un inventaire aux Oratoriens, lorsque ces religieux y entrèrent. Toutefois ce fut seulement en 1764 qu'on s'occupa du recouvrement des biens et des revenus usurpés par des

(1) *Cartul.*, n° 2, de Saint-Jean-des-Vignes. *(Bibl. de Soissons.)*

particuliers. Un monitoire ayant été, à cet effet, publié par la ville et plusieurs titres ayant été rapportés aux échevins, on en délivra des copies aux directeurs de l'Hôpital général et des poursuites furent ordonnées contre leurs détenteurs. Cette particularité indique qu'ils furent ensuite donnés à cet établissement charitable par la ville, laquelle paraît avoir toujours eu seule la propriété et l'administration du collège de Bauton (1).

Le collège Saint-Nicolas, l'ancien *Hôpital des pauvres clercs*, s'enrichit de la ruine de ses deux rivaux et conserva, avec l'orthodoxie des doctrines religieuses, des études florissantes, malgré ce qu'il avait dû souffrir de la présence des religionnaires à Soissons et des guerres qui agitèrent si violemment le pays. Depuis la lettre adressée le 10 juillet 1450, par l'évêque Jean Milet, à ses diocésains, faisant appel à leur générosité, pour en relever et restaurer les bâtiments, la prospérité y était revenue, et il était monté au rang de collège de plein exercice fréquenté par de nombreux écoliers. Cette prospérité, il la dut surtout à son principal, Jean Desmarets, doyen de Saint-Pierre-au-Parvis, qui seconda admirablement les vues du prélat, surtout en intéressant sa propre famille à cette œuvre de restauration, et en attirant les jeunes écoliers par sa science et son habileté dans l'enseignement.

Jean Desmarets, originaire d'Haillez, au diocèse d'Amiens, était fils d'un honnête laboureur et frère d'un autre Desmarets. Le père et les fils s'installèrent au collège et y sont morts. Jean eut la charge de principal à vingt-huit ans environ et l'exerça jusque vers 1560. Il déploya tant de zèle et de générosité dans sa gestion que Michel Bertin, qui avait été son élève de 1545 à 1548, dit : qu'il mérita le titre de second fondateur du collège. Nicolas Berlette, qui avait étudié sous sa direction, en avait fait avant lui le plus grand éloge et portait à 6 ou 700 le nombre de ses élèves, tant de la ville que des villes voisines : Laon, Compiègne et même Reims,

(1) *Recueil Brayer, mss.*, p. 271. — FIQUET, *Mém., Notices.* etc. — Le collège de Bauton, situé à l'ouest de la rue de la Cloche fondue, occupait la maison De Reimpré, notaire.

quoiqu'il y eût dans cette ville une Université et des collèges dans les deux autres. Bertin ne s'éloigne pas beaucoup de ce chiffre en disant que, de son temps, ils étaient plus de 500 écoliers sous six ou sept régents. Il fallut songer à augmenter les bâtiments et à en construire de nouveaux pour loger les régents et les écoliers étrangers à la ville; Desmarets y parvint au moyen de ses économies sur les revenus de l'établissement et de ses propres bénéfices.

Il releva d'un étage le logement des maîtres et des élèves, et y pratiqua une bibliothèque et une galerie. Il fit ensuite refaire le bâtiment au côté gauche de la porte en 1546 et en 1550, il y ajouta aussi un étage pour le relever à la hauteur de la galerie et de la bibliothèque. Son patriotisme lui fournit des noms historiques pour ces édifices; il nomma le premier *Péronne*, en mémoire de la levée du siège de cette ville par l'empereur Charles-Quint, en 1537, au moment où on le construisait, et le second *Landrecies*, à l'occasion du succès que les Français avaient obtenu devant cette place. En rehaussant plus tard la partie qui unissait *Péronne* et *Landrecies*, il y eut une façade avec deux corps de logis en retour, c'est-à-dire un édifice complet et régulier (1). Le chapitre de la cathédrale fut si satisfait et si reconnaissant des services rendus à son collège, par Jean Desmarets qu'il lui accorda, le 2 juillet 1537, la jouissance, sa vie durant, des chambres, de la bibliothèque et de la galerie de *Péronne*, au cas où il donnerait sa démission de principal en faveur d'un autre.

Voulant assurer une existence aussi solide que brillante au collège Saint-Nicolas, Desmarets lui légua la moitié de ses biens pour servir à la dotation de deux chapelains ou « prêtres boursiers » qui diraient chaque jour la messe aux élèves alternativement, à sept heures du matin, et acquitteraient un obit pour lui tous les mois. Desmarets, « homme de savoir » et d'une vie toute consacrée à l'enseignement, mourut en 1576, à l'âge de quatre-vingts ans ans et fut inhumé dans la chapelle de Saint-Nicolas.

(1) Berlette, *mss.*, Fiquet et Brayer, *ubi supra*.

Desmarets avait eu pour collaborateurs, en ce collège, des hommes d'un véritable mérite, tels que Claude Merlet, chanoine, puis prévôt de Saint-Gervais; Gervais Tournai, chanoine et écolâtre, qui traduisit Démosthène et d'autres auteurs grecs; Jérôme Tournai, son frère; Pierre Duchesne, qui se fit un nom dans la médecine; Philippe Delestres, médecin et chanoine de Soissons, etc., signalés par Berlette. Jean Desmarets eut pour successeur dans la principalité Jean Dortu jusqu'en 1578. Après celui-ci vinrent Jean Geblin, qui fut destitué en 1583; Eloi Poulle, décédé en 1597; Jean Caquerel, ancien principal du collège de Noyon, décédé en 1605; Pierre Roussel, chanoine de Soissons et curé de Saint-Martin; Louis Dequen; Laurent le Poix, nommé en 1635; François Méreault; Nicolas Berthemet, curé de Lhuys, nommé en 1657; et Sconin en 1671, où le collège fut confié aux Oratoriens. Tous ces principaux étaient des prêtres séculiers (1).

L'élection du principal, au moins depuis 1578, n'appartint plus au chapitre seul, mais à celui-ci avec l'évêque et la ville comme supérieurs et directeurs du collège. C'est ce que prouvent un grand nombre de titres, recueillis et imprimés en 1756, où l'on voit que l'élection ne peut se faire séparément, mais conjointement, suivant l'ordonnance d'Orléans de 1560, confirmée par celle de Blois de 1579, dont les articles IX et XXIII appelaient à concourir à la nomination du principal des collèges et des écoles ces trois pouvoirs. Jusque-là le chapitre élisait celui de Saint-Nicolas et l'évêque ne donnait que son agrément au choix fait par cette compagnie qui réclama en vain pour le maintien de son privilège. Depuis, la ville affirma son droit par les subventions fréquentes qu'elle allouait au collège « pour aider à vivre » le principal et ses régents, par exemple une de 100 livres en 1595 et une autre de la même somme en 1797, sur ses deniers patrimoniaux et sur les revenus de la maison de Charité de Soissons.

(1) Cette liste a été tirée par Fiquet d'un Recueil imprimé, en 1756, par ordre de la ville, mais elle peut renfermer quelques omissions. (*Mss.*, t. III, p. 274.)

V. — L'ABBAYE de Saint-Crépin-le-Grand fut en tout moins heureuse que celle de Saint-Jean-des-Vignes qui, avec le temps, parvint à cicatriser ses plaies. Ses religieux, comme les joannistes, ne trouvèrent pas à leur retour de l'exil un endroit pour se loger, encore moins pour faire l'office. Ils cherchèrent un abri dans les maisons de leurs vassaux du faubourg Saint-Crépin et disposèrent comme ils purent la chapelle de la Vierge pour s'y acquitter de l'observance régulière. L'indifférence des deux abbés, Nicolas Dany et François Leroux (celui-ci agissant toujours en cette qualité), lesquels étaient plus occupés de leurs intérêts propres que de ceux de la maison de Dieu, et les taxes imposées sur le clergé, en 1568 et 1569, retardèrent pour longtemps le rétablissement des bâtiments claustraux. Les moines, afin de s'acquitter de leur quote-part, qui monta à 1,100 livres, durent vendre leurs censes de Bucy et de Coupaville ; ce qui resta de la vente fut employé aux réparations les plus urgentes. La mort du prieur Lépaulart, arrivée vers 1570, retarda encore les travaux, car l'abbaye perdit en lui l'homme le plus actif et le plus zélé pour ses intérêts. Il avait failli mourir de chagrin à la nouvelle de l'incendie de l'église de Saint-Crépin, la douleur abrégea ses jours. S'il eût vécu plus longtemps, il n'eût pas manqué d'agir fortement auprès de l'abbesse de Notre-Dame, qui possédait la meilleure partie des revenus du couvent, et sur les deux abbés, qui jouissaient du reste, pour activer la réédification du sanctuaire de Saint-Crépin et Saint-Crépinien.

Nicolas Dany ne reçut ses bulles qu'en 1574, quoique son brevet du roi pour Saint-Crépin datât de 1566. Dans cet intervalle, il géra les affaires de l'abbaye comme vicaire et procureur de Leroux. Le retard de l'expédition de ses bulles vint sans doute de l'impossibilité où il se trouvait de payer les 1,700 florins auxquels l'abbaye était taxée en cour de Rome. Quoiqu'il en soit, Dany, dissipateur éhonté, fut un véritable fléau pour la maison. Sous prétexte d'acheter des ornements et des cloches et de relever l'église, il aliéna presque toutes ses fermes. Jean d'Estrées eut celle de Cutry ; Nicolas Marquette celle de

la Court au Bois ; Nicolas Périer, seigneur de Raucourt, les fiefs de Morisson et de Briquet ; Nicolas de Gonnelieu, seigneur de Pernant, 22 arpents de terre près de ce village. Antoine Valperge acquit, en 1577, la cense de Saint-Audebert, dont la vente servit à payer au roi 1,170 livres de subvention. Dany avait une telle manie d'aliéner que, vers la fin de ses jours, il donna aux moines une procuration générale pour affermer les biens, soit à vie, soit à longs termes, selon leur gré. C'était achever de tout perdre à Saint-Crépin, où la commende et la guerre avaient ruiné déjà la régularité et le bon ordre. Malgré ces aliénations, plus de cinq années après le pillage de l'abbaye, les religieux n'avaient pas encore de logements et ils n'osaient pas recourir aux mêmes moyens que ceux de Saint-Jean contre l'abbé commendataire, de peur de déplaire à l'abbesse de Notre-Dame, sa protectrice. Pendant ce temps-là, la discipline s'en allait avec le gaspillage du temporel, l'office divin était négligé ; les sept moines qui restaient ne connaissaient plus l'antique observance. Errants hors de leur cloître en ruine, ils cherchaient comme ils pouvaient leur subsistance, vicariant tantôt ici, tantôt là, perdant leur vocation et tombant même dans des désordres scandaleux. A peine si cet état de choses reçut quelqu'amélioration avant la réforme que la Congrégation de Saint-Maur y introduisit un siècle après.

On parvint néanmoins, en 1574 et 1575, à pratiquer un dortoir dans le grand réfectoire demeuré debout et au-dessus un autre réfectoire. On recouvrit même d'ardoise ce corps de logis et la chapelle de la Vierge. Deux ans après, par le conseil d'un architecte, afin de remettre l'église en état, on abattit la nef jusqu'aux deux gros piliers des transepts, et on démolit la voûte et la partie haute du chœur jusqu'aux grandes fenêtres. Enfin, on établit sur ces murailles étrangement mutilées la charpente de la couverture et on ferma le chœur par un pignon adossé aux deux gros piliers. Ce moyen déplorable, mais facile de restaurer une église, eût pu être employé plus tôt. Au lieu de cela, l'abbé et les moines

avaient vendu les matériaux qui étaient restés de la ruine de l'édifice. Les travaux ayant été terminés avant Pâques de 1578, l'évêque Charles de Roucy officiait un an après, dans ce reste de l'église de Saint-Crépin-le-Grand (1).

Dany, en bon courtisan qu'il était, avait fait mettre les armes de Catherine de Bourbon et de son frère le cardinal au-dessus de la porte du pignon qui servait de portail, comme s'ils eussent été les titulaires de l'abbaye. Il est vrai qu'il devait tout à la puissante abbesse dont il avait su captiver les bonnes grâces. Né au Mans, il avait changé son nom de Davy en celui de Dany. La tante de Henri IV le fit nommer chanoine et grand-archidiacre de Soissons, aumônier de la reine, abbé de Vermand et de Saint-Crépin. Ce n'était pas toutefois un homme sans mérite, et ces divers emplois ne l'empêchèrent pas d'étudier les langues anciennes et modernes et d'acquérir des connaissances horticoles. Il traduisit du latin : l'*Arbre de Vie* ou *Traité de l'Amour divin*, de Louis de Grenade (1575) ; de l'espagnol l'*Oratoire des religieux*, d'Antoine Gueuvare, évêque de Mondognet (1578) ; de l'italien le *Psaltérion de l'âme dévote*, imprimé avec le *Trésor de dévotion* (1578) ; le *Discours de la différence des esprits*, de D. Séraphin Fermo. Il composa un *Traité de la manière de semer et faire pépinières de sauvageaux, enter toutes sortes d'arbres fruitiers et faire vergers* (1551). Nicolas Dany mourut à Soissons au mois de septembre 1583. Catherine de Bourbon le fit inhumer dans le chœur de l'église de Notre-Dame, sous les orgues, avec une épitaphe sur sa sépulture (2).

Après une vacance de quelques années, pendant laquelle le prieur François Mounier et les religieux conférèrent les bénéfices, la commende de Saint-Crépin échut à Alexandre Desbordes, qui ne prit possession qu'en 1592, quoique depuis cinq ans il prît le titre d'abbé et gérât le temporel. Profitant de la vacance, les moines avaient présenté une requête sur la nécessité de mettre un

(1) D. Hélie, *Hist. de St-Crépin-le-Grand*, chap. vi.
(2) D. Grenier, *collect.* — Lacroix-Dumaine, *Bibl. franç.*, t. ii, p. 151 et t. v, p. 106.

terme à la désolation du monastère et obtenu du Parlement un arrêt du 12 janvier 1584 ordonnant une visite de l'établissement dont les réparations furent évaluées à la somme de 2,289 livres. Un an après, ils avaient abandonné à Jean le Thieullier, curé de Jouy, la moitié des grosses dîmes de cette paroisse qui avaient été l'objet d'un grand procès. Dans les années suivantes, deux compétiteurs se disputèrent l'administration du temporel : Barthélemy Servant, se disant procureur de Desbordes, et Jean Chabanet, lequel, ayant fait enregistrer, vers 1589, au greffe du comté et prévôté de Soissons, des lettres qui lui conféraient l'économat, prenait la qualité d'abbé et obligeait une partie des fermiers à lui payer les redevances. Durant ces tiraillements, les pauvres moines, mourant de faim, se virent obligés de présenter au prévôt royal une requête où ils lui disaient : que, par suite des prétentions des deux rivaux, les revenus étaient tellement diminués que ceux qui en étaient les héritiers légitimes et en acquittaient les charges pieuses ne pouvaient plus rien obtenir des fermiers pour leur nourriture et entretien, l'ornementation et le luminaire de l'église ; qu'ils étaient résolus de quitter la maison si on ne remédiait à ces désordres et si on ne leur fournissait incessamment ce dont ils avaient un si pressant besoin. Le prévôt fit comparaître devant lui, au mois de novembre 1792, Servant et Chabanet, et l'année suivante, ce dernier ayant cédé ses droits, Desbordes devint paisible possesseur de la malheureuse abbaye. Desbordes se trouvant à Soissons nomma, le 10 juin 1595, D. Nicolas Rousseau son vicaire général, tant au spirituel qu'au temporel, mais Saint-Crépin n'en continua pas moins à s'acheminer vers une nouvelle décadence (1).

L'abbesse de Notre-Dame, de son côté, gardait toujours, malgré les réclamations trop tardives peut-être des religieux, la châsse de ses saints patrons, le plus précieux trésor de l'abbaye qui ne lui avait été donné qu'en dépôt. Ils regardaient comme leur bien, cette châsse

(1) D. HÉLIE, *ubi supra*.

qui leur avait été enlevée par un pieux larcin ; l'abbaye, disaient-ils, en avait fait la dépense, la possédait depuis plus de quatre cents ans et seuls ils avaient le droit de la porter à la procession annuelle. On leur répondait : que leur droit n'était pas mentionné dans l'acte du 29 juin 1562, que la dépense avait été partagée par la ville, qu'ils ne l'avaient pas réclamée après les troubles, qu'en la bâillant, ils avaient déclaré dans l'acte, qu'ils obéissaient aux ordres de Viéville et de l'évêque, qu'ils l'auraient sûrement réclamée, en 1568, si elle leur eût appartenu, comme ils avaient réclamé celle qui contient le chef de saint Crépin. D'ailleurs, l'abbesse de Notre-Dame, si esclave de sa parole, n'eût pas manqué de la restituer si elle l'avait reçue à titre de dépôt. En effet, le procès-verbal de la restitution des autres reliques faite par elle et dressé par le procureur du roi Petit, en 1568, n'en disait rien ; le prieur Lépaulart, qui avait signé l'acte du 29 juin et pris tant de précautions pour préserver l'abbaye du pillage, n'en avait même pas parlé non plus dans son Journal. Enfin les religieux ne pouvaient produire aucun acte touchant leur propriété prétendue, si ce n'est celui qu'ils ont fait aussi rédiger le 29 juin 1562 et qu'on peut traiter de clandestin, puisqu'il n'y est fait mention ni du corps de ville, ni de la présence de l'évêque, ni du choix de l'abbaye de Notre-Dame comme lieu de refuge des reliques. Il était faux de dire : que le refus de l'abbesse se motivait sur une dépense de 1,000 liv. que lui aurait coûtée la restauration de la châsse, puisqu'elle était encore, en 1775, conforme à la description qu'on en avait faite en 1568.

Catherine de Bourbon et les abbesses qui lui succédèrent, pour donner plus de force à ces arguments, dont plusieurs sont fort attaquables, prirent toutes leurs précautions pour que l'espèce de fraude qui leur avait procuré les reliques de saint Crépin, ne se renouvelât pas à leur propre détriment, à l'occasion de la procession annuelle d'actions de grâces établie pour remercier Dieu de leur conservation dans le sac de la ville en 1567, et autres calamités publiques. Elles exigèrent que deux échevins restassent en ôtages dans l'abbaye pendant la

cérémonie ; mais après 1730 elles se contentèrent d'un acte notarié par lequel le corps municipal s'engageait à remettre la châsse à Notre-Dame aussitôt qu'elle serait terminée. C'est ainsi que l'abbaye de Saint-Crépin, dépositaire née des reliques de son glorieux patron, s'en vit privée, à l'occasion des troubles du XVI[e] siècle, par l'abbesse de Notre-Dame (1).

Il est vrai que ces châsses n'étaient guère en sûreté dans une abbaye telle que celle de Saint-Crépin, n'ayant ni une enceinte, ni des portes solidement fortifiées et par conséquent aucune force militaire pour la défendre en temps de guerre, et qu'elles étaient regardées avant tout comme celles des patrons de la ville. Les religieux se consolèrent de leur perte par la possession qui ne leur fut jamais disputée d'un os du bras et du chef de saint Crépin qui en avaient toujours été distraits. On leur avait rendu aussi, avec la châsse de saint Bandry, les autres reliques distinctes ou mélangées, recueillies par D. Lépaulart ou ramassées après le pillage. Elles furent renfermées, avec leurs anciens parchemins et un précis des derniers événements, dans trois châsses principales : celles de saint Bandry, de saint Félix et de sainte Perpétue. La cérémonie de ces translations avait été faite le 15 janvier 1578, par Charles de Roucy, à la prière de l'abbé et du prieur Monnier (2).

La grande procession annuelle vouée aux saints martyrs Crépin et Crépinien, lors de la peste qui ravagea Soissons en 1127 et 1137, continua d'avoir lieu le lundi d'après le dimanche de la *Fête des Prez*. Deux bourgeois portaient en tête du cortège une grande bougie filée, enroulée autour d'un cylindre et ornée de fleurs et de feuillages. Elle représentait celle qui dût être offerte à la châsse des protecteurs de la ville à l'occasion de la cessation du fléau. Ce jour-là, le corps de ville et les officiers de l'abbaye se transportaient le matin à Saint-Crépin pour y prendre les religieux et recevoir

(1) D. HÉLIE, *Hist. de St-Crépin-le-Grand*, Abbés du XVI[e] siècle. — *Gall. christ.*, t. IX. — CABARET, t. I[er], p. 26-35.
(2) D. HÉLIE, *ibid.* et *Mém. sur St-crépin-le-Grand. (Bibl. nat.)* supplément franç., n° 1521. — DORMAY, t. II, p. 483.

un déjeuner avant le départ de la procession. Celle-ci achevée, on les reconduisait jusqu'à la fausse porte seulement où finissait le *Te Deum*. Depuis 1683, le déjeuner fut converti en un dîner où les religieux devaient servir le brochet d'usage, et le corps municipal le vin de dessert, Bourgogne ou Champagne, le café et les liqueurs. Comme ce dîner avait lieu après la procession, il accompagnait les religieux jusqu'à l'église d'où ceux-ci passaient au réfectoire et les officiers municipaux en la salle où le banquet leur était offert par le prieur et les officiers du monastère. Les quatre chanoines que le chapitre de la cathédrale députait pour tenir le chœur selon l'usage, pendant la grand'messe, allaient, de leur côté, prendre part à une collation qui était préparée dans la sacristie à tous les officiants, lesquels, depuis 1704, ne devaient plus assister à ce repas en habit de chœur. Tous les frais de la procession étaient supportés par la ville (1).

Alexandre Desbordes et les moines de Saint-Crépin firent de louables efforts pour la restauration du monastère, lorsque la paix, heureux résultat de l'abjuration de Henri IV, parut renaître en France. Ils demandèrent, en 1595, à Jérôme Hennequin, successeur de Charles de Roucy, l'autorisation d'aliéner encore une certaine quantité de biens pour réparer, lui disaient-ils en leur requête, les dommages causés par les guerres qui depuis sept à huit ans désolaient le royaume, surtout le Soissonnais, et pendant lesquelles toutes les maisons du faubourg Saint-Crépin, dépendantes de l'abbaye, ses fermes, et leur église avaient été ruinées. Le prélat ayant accédé à leur demande, ils donnèrent à surcens à Nicolas Facier, écuyer, seigneur de Rocourt et de Milempart, la cense de Villeneuve-Saint-Germain. Desbordes loua aussi la maison de Coupaville et le clos de la Folie au faubourg Saint-Crépin; toutes les dîmes de ce quartier furent affermées pour 5 écus à un nommé Nicolas Cuiret (2).

Mais hélas! ces ressources étaient encore bien insuffi-

(1) CABARET, t. II, p. 607.
(2) Actes de l'étude de Me Suin, notaire. (*Ubi supra*).

santes pour remédier à l'état déplorable que les religieux avaient exposé à l'évêque de Soissons. Aussi, le 18 août 1599, le lieutenant général au bailliage et siège présidial, accompagné de son greffier et du procureur du roi, ayant dû faire une descente à Saint-Crépin, reçut la déclaration suivante de D. Jean Dortu, alors prieur claustral et vicaire général de l'abbé commendataire. Il n'y avait plus au monastère que neuf religieux, dont sept prêtres, un novice, un frère lai. L'abbé, Alexandre Desbordes, habitait en Gascogne; Saint-Crépin, si riche en fondations, ne lui rapportait plus que 700 livres tournois et 50 muids de blé. Les officiers royaux ayant fait la visite des bâtiments, trouvèrent l'église dans un état si pitoyable qu'il n'y avait pas moyen d'y célébrer l'office qu'on faisait encore dans la chapelle absidale de la Vierge, derrière le grand autel. Quatre chapelles n'avaient ni combles, ni couvertures, et ceux des autres étaient en mauvais état. Les lieux réguliers étaient tellement ruinés que les moines habitaient des chambres éloignées les unes des autres, et la plupart couvertes de chaume, qu'ils avaient bâties dans l'enclos.

Sans désemparer, le magistrat ordonna des réparations, et les travaux furent adjugés au rabais. Les couvertures du chœur, qu'on refit en ardoises, coûtèrent seules « huit vingt écus sols » ; mais, par une fatalité déplorable, il semble qu'à mesure qu'on s'efforçait de rétablir cette malheureuse abbaye, elle retombait plus avant dans sa ruine. Neuf ans après ces réparations, le grand comble du chœur s'écroula et il fallut encore faire de nouvelles aliénations pour le restaurer avec ceux des quatre chapelles. Le prieur, François Monnier, triste témoin de tant de disgrâces, aimant mieux rester au milieu de ses ruines que d'aller habiter son abbaye de Vermand, mourut à Soissons en 1599. Pour comble de malheur, les abbés continuèrent à dévorer les revenus, à grever les biens et à vendre des terres. Sans daigner songer au spirituel de la communauté, ils absorbaient le plus clair du temporel qui, malgré tant de pertes, montait

encore, en 1623, à 1,650 florins d'or pour leur part (1).

VI. — L'ABBESSE de Notre-Dame montra plus de justice à l'égard du monastère de Saint-Médard qu'envers celui de Saint-Crépin. Elle lui rendit les reliques qu'elle en avait reçues en dépôt, quoiqu'elle ne manquât pas de raisons assez plausibles pour les conserver aussi, ou au moins pour en différer la restitution. Sur la requête du prieur D. Roquel et de ses religieux, Charles de Roucy vint, le 17 janvier 1569, à Notre-Dame pour en constater l'authenticité, la manière assez singulière dont elles avaient été sauvées exigeant qu'on prît cette précaution et qu'on les mît, par un procès-verbal en bonne forme, à l'abri des attaques de l'hérésie. Au jour indiqué pour la cérémonie, une foule de peuple venue de la ville, des bourgs et des villages voisins, assiégea la porte du monastère. On fit entrer la veuve Jeanne Hurillon, Masson, curé de Rozières, Monnart, ancien frère convers de Saint-Médard, et douze témoins du bourg Saint-Vaast, « tous gens sans reproches », dit Dormay, lesquels firent serment devant Villefroy, officier de la cour ecclésiastique, de dire la vérité. Après cette prestation de serment, on les introduisit dans une salle de l'abbaye où se trouvaient réunis l'évêque et son clergé, l'abbesse, les abbés de Saint-Léger et de Vermand, le prévôt et un des archidiacres de la cathédrale, le doyen de Notre-Dame des Vignes, le prieur des chartreux de Bourfontaine, le lieutenant du roi, les officiers de la justice de l'abbaye et plusieurs autres personnes de marque.

Le prieur demanda : que Madame de Bourbon voulût bien rendre les corps de saint Médard et de saint Sébastien qu'elle avait reçus en dépôt pour les mettre à l'abri de la fureur des Calvinistes. L'abbesse fit apporter sur une table, au milieu de l'assemblée, une cassette de chêne fermée et déclara que les reliques qu'elle contenait lui avaient été apportées par la veuve Hurillon; qu'elle les avait conservées en sa chapelle, dans la persuation

(1) *Hist. de St-Crépin*, par D. HÉLIE, chap. XIV. — *Gall. christ.*, t. IX. — H. MARTIN, t. II, p. 173.

où elle était que ces reliques, qu'elle avait vues plusieurs fois avant le sac de la ville, étaient bien celles de saint Sébastien et de saint Médard ; qu'aucun changement n'y avait été fait, et elle en remit les clefs à l'évêque. Le coffret ouvert, on plaça tous les os sur la table de manière que chacun pût les examiner scrupuleusement et à loisir. Après la visite publique, les témoins déclarèrent par trois fois, avec serment, que ces os étaient bien ceux qu'ils avaient vus plusieurs fois aux processions et aux fêtes solennelles dans les châsses de saint Sébastien et de saint Médard. Alors l'évêque ordonna que les reliques fussent désormais considérées comme celles des deux saints et honorées comme auparavant, et on les exposa sur-le-champ à la vénération des assistants (1).

Il y avait eu certaines difficultés pour reconnaître celles de saint Médard, confondues avec des ossements, presque réduites en poudre et déposées dans un sac de damas blanc, couvert de drap et de dentelle d'or d'un pied et demi de longueur sur huit de largeur. Elles avaient été remises, en leur état primitif, au prieur Roquel par le vigneron qui les avait trouvées, en présence de deux anciens religieux : de Lignières, de Billy, et du novice Salnove qui devint aumônier de l'abbaye. Le sac de soie demeuré intact ayant été reconnu par les témoins et rendu par un homme dont on ne pouvait suspecter la bonne foi, la relique fut reconnue comme authentique. Le procès-verbal de cette reconnaissance, signé par les témoins, fut regardé comme une réponse victorieuse à ceux qui prétendaient que les os de saint Médard n'avaient pas plus échappé que les autres aux flammes. Si l'on en croit l'auteur de la Vie et du culte de ce saint, les châsses auraient été, après la visite des reliques, reportées à Saint-Médard par l'évêque, les religieux et toute l'assistance suivis d'une foule de peuple, et replacées derrière le grand autel ; mais il paraît, selon d'autres auteurs, qu'elles ne furent réintégrées dans l'abbaye qu'en 1578, à la suite d'une procession générale de

(1) *La Vie et le culte de St-Médard*, p. 25. — Dormay, t. II, p. 487 — H. Martin, t. II, p. 443.

toutes les paroisses de la ville (1). Ce retard dût être causé par l'état horrible où Soissons se trouvait en 1569, un an après le départ des Huguenots; ses portes et une partie de son enceinte renversées l'exposant sans cesse aux coups de l'ennemi (2).

Les abbés commendataires de Saint-Médard, les cardinaux Hippolyte et Louis d'Este, ne mirent pas plus d'empressement l'un que l'autre à rétablir le monastère, ce qui ne pouvait manquer de jeter une grande perturbation dans son régime intérieur. Aussi avait-il fallu songer, en 1571, à y faire revivre la règle et la discipline. Les religieux mourant de faim, ayant adressé leurs plaintes au Parlement, on envoya de Paris même trois commissaires chargés de porter la Réforme dans cette communauté en pleine décadence. Ces commissaires étaient le prieur de Saint-Germain-des-Prés, le sacristain de Saint-Magloire et le conseiller Claude Dubreuil. Ceux-ci arrivèrent à Soissons le 11 septembre, avec une suite de vingt-quatre chevaux qu'exigeait sans doute le peu de sûreté des chemins et restèrent quatre jours à Saint-Médard, où l'on fit pour les recevoir une dépense de 194 livres. La commission décida que les moines seraient réduits à dix-huit avec deux frères convers seulement; que l'abbé fournirait, pour leur nourriture et entretien, une somme de 904 livres tournois, 60 muids de vin, 1 de rapé, 60 cordes de bois, 17 muids et demi de blé, 2 de méteil, 6 porcs, 6 moutons, 10 cochons, 24 chapons et 15 esseins de pois. On répara comme on put la grande église, mais le plomb et le fer arrachés par les protestants n'ayant pas été remplacés, elle ne subsista que quelques années. Les coups qu'ils lui avaient portés furent si terribles que l'édifice ébranlé de toute part finit par s'écrouler en 1621. De celle de Sainte-Sophie il ne resta que le cul-de-lampe (l'abside) qui fut totalement rasé en 1773 avec l'agrément du cardinal de Bernis, alors abbé commendataire de Saint-Médard.

Hippolyte d'Este trouva sans doute onéreuse la charge qui lui incombait car, en 1575, il fit le partage des biens

(1) *Relation de cette reconnaissance*, par D. SALNOVE.
(2) *Ubi supra* et *mss.* de D. COFFIAUX.

entre lui et les moines, ce qui dût amener des conflits. En effet, D. Guillaume Pellant, prieur, et D. Jacques Dubreuil, religieux de Saint-Germain-des-Prés, vinrent, en 1578, visiter et réformer Saint-Médard par ordre de leur abbé et du Parlement. Leur mission eut tant de succès que tous les différends furent assoupis et que, le 9 novembre de cette année, la paix était rétablie dans le cloître. Avant leur retour à Paris, les visiteurs obtinrent des religieux un doigt de saint Sébastien, un de saint Grégoire-le-Grand et un fragment d'une côte de saint Médard, en retour de ce signalé service. Ils déposèrent ces reliques au trésor de Saint-Germain, munies de lettres d'attestation délivrées par Jean Judas, prêtre, prieur claustral de Saint-Médard. Le prieur raconte, dans cette pièce, ce qu'ont fait les commissaires *pro bono pacis quam zizaniarum sator turbaverat*, et que ceux-ci, après avoir demandé à voir et à baiser les corps de saint Grégoire et de saint Sébastien, avaient senti en eux le désir d'avoir de leurs reliques (1).

Le cardinal de Ferrare avait obtenu de François I^er, pour le bourg de Vic-sur-Aisne, en 1536, deux foires annuelles et un marché hebdomadaire, ce lieu étant « situé et assis en bon et franc pays, peuplé et habitué de bons marchands et sur chemin passant », Henri II confirma cette concession en 1581, en faveur du cardinal d'Este, mais en changeant le jour et en obligeant les villages de la châtellenie de Vic-sur-Aisne et de la Potée de Cuisy de le fréquenter. Enfin, Henri IV, par considération « des continuels services que rend continuellement » François Hotman, abbé de Saint-Médard, lui accorda la même faveur, mais remit le marché du vendredi au mercredi, comme il était auparavant, à cause de ceux qui se tenaient ce jour-là aux environs et qui rendaient celui de Vic « du tout inutile ».

VII. — On ne sait quelle fut la nature des dégâts éprouvés par une autre maison religieuse de la banlieue de Soissons, celle des Célestins de Villeneuve qui ne fut pas plus épargnée que tant d'autres. Toutefois, elle

(1) D. Bouillard, *Hist. de St-Germain-des-Prés*, p. 197 et preuv., p. xciv.

paraît être sortie assez heureusement des désastres du XVI[e] siècle ; elle reçut même des donations et fournit quelques illustrations à la République des lettres. Marie d'Amboise, dame de Genlis, qui fut inhumée dans son église, y avait fondé, en 1500, un obit solennel. En 1555, Jean Bobœuf, curé de Bagneux et doyen de la Chrétienté, lui donna une maison près de Soissons et tout ce qu'il possédait à Bagneux. Le frère Jean Mallet, qui devint prieur, l'avait gratifiée, en 1533, onze jours avant sa profession, de ses biens immeubles. La liste des bienfaiteurs connus des Célestins de Villeneuve se termine à Henri de Montmorency, pair de France, qui leur donna, en 1617, des témoignages de sa munificence. Il est présumable aussi qu'une relique de sainte Apolline, que possédaient les religieux et à laquelle les habitants du pays attribuaient la vertu de guérir les maux de dents, leur procurèrent quelques profits par les visites fréquentes qu'elle dut recevoir (1).

Les Célestins de Villeneuve comptèrent dans leurs rangs, aux XV[e] et XVI[e] siècles, des hommes de mérite. Un simple religieux, Gilles ou Eloi du Corroy, qui, après sa profession, le 25 mars de l'an 1500, remplit dans cette maison l'office de dépositaire pendant de longues années avec une rare fidélité et se rendit habile dans la science des armoiries, composa sur le blason un livre qui fut imprimé, mais qui n'existe plus. Ce livre fut si goûté du public, et surtout des chevaliers de Malte, que ceux-ci associèrent son auteur à la participation de tous les privilèges de l'Ordre (2). Un autre : Simon du Corroy, sans doute de la même famille noble du Beauvaisis qu'Eloi du Corroy, quitta le monde, où sa naissance l'appelait à briller, pour venir aussi se confondre au milieu des moines de Villeneuve, dont il devint prieur en 1543, après y avoir fait profession en 1527. Il se distingua par son zèle, sa prudence et sa science. Il fit imprimer à Lyon, en 1547, et ailleurs depuis, une Concordance des quatre Evangélistes, sous ce titre : *Pandectæ novæ legis, hoc est omnium*

(1) *Gallicæ Cœlestin. Francicæ Congreg. monasteriorum fundationes* p. 44. — LELONG, p. 346.— *Histoires de Soissons.*
(2) *Ibid. Gallicæ*, etc. p. 147.

quæ in quatuor Evangeliis sparsa sunt. Il laissa en manuscrit un ouvrage sur la *Règle de Saint-Benoît ;* un opuscule sur la *Pénitence* et un *Traité des trois vertus théologales.* Simon alla, en 1552, remplir à Paris la charge de provincial et mourut, en 1569, à l'âge de soixante-neuf ans, « ornement de gloire de son Ordre, » où sa mémoire resta en bénédiction. C'est assez dire que ses ouvrages respirent la piété et la science sacrée et qu'il emporta dans la tombe les regrets de tous ses confrères (1).

Saint-Léger n'avait pas moins souffert que Saint-Médard et Saint-Crépin. Si l'on excepte le chœur et les transepts, le reste de son église, le cloître, le dortoir, le réfectoire, le logis abbatial, tout était ruiné. L'abbé, Georges de la Fontaine, parvint néanmoins à le faire sortir de ses décombres. Son œuvre de restauration est encore empreinte sur les murs et les voûtes de la nef de l'église. En réédifiant le principal corps de logis, il put conserver deux côtés de l'ancien cloître, avec toute la salle capitulaire. Les habitants de la paroisse rebâtirent la nef et une partie des bas-côtés et les décorèrent de chapelles, mais hélas ! dans un goût qui annonce à la fois le malheur des temps où on les construisit et la dégénérescence complète de l'art chrétien. Ces restaurations, faites en partie avec d'anciens débris, ne furent terminées qu'en 1624. Le nouveau portail de l'église, son clocher, le corps de logis et les autres bâtiments de l'abbaye paraissent dater du commencement du XVII[e] siècle, et, sauf le portail, n'offrent aucun intérêt architectural. Les religieux replacèrent dans l'église les reliques de la Vraie Croix, celles de saint Léger et le chef de sainte Marguerite, qu'ils avaient soustraits aux recherches des Huguenots (2).

L'abbaye de Saint-Etienne (ou Saint-Paul) lès Soissons, voisine de Saint-Médard, n'avait pas été moins maltraitée par ces hérétiques et n'était pas au bout de ses vicissitudes. Aucun établissement religieux n'en

(1) *Ibid. Virorum illustrorum*, p. 108, ex *Operibus Cancellarii*, p. 162. — Bibliothèque générale des écrivains de l'Ordre de St-Benoît.

(2) Manuscrit d'un chanoine de Soissons, à la suite du Journal de Lépaulart.

subit peut-être pas de plus fréquentes dans le cours des siècles. Tour à tour séminaire de clercs, paroisse, prieuré de moines de Saint-Victor, enfin couvent de religieuses, il demeura néanmoins toujours sous la règle de Saint-Augustin. Son abbesse, au milieu du XVI[e] siècle, Anne de Butor ou de Buton, était une ancienne religieuse de Notre-Dame de Soissons. Après sa mort, arrivée vers 1560 ou 1561, on jeta les yeux, pour la remplacer, sur une autre religieuse de la même abbaye, Jeanne de Bourbon-Vendôme, laquelle mourut précipitamment en 1567. Après celle-ci vint Madeleine de Bourbon-Vendôme, qu'on croit être aussi sortie de Notre-Dame. Ces deux abbesses étaient filles de Jacques, bâtard de Vendôme, seigneur de Bonneval, etc., chambellan du roi, gouverneur du Valois et bailli du Vermandois. Une autre de leurs sœurs, Catherine de Bourbon-Vendôme, épousa Jean d'Estrées, grand-maître de l'artillerie, aïeul du duc d'Estrées, maréchal de France et gouverneur de l'Ile de France. Madeleine de Vendôme trouva au-dessus de ses forces le rétablissement d'une maison dont il ne restait plus que des murailles.

Les difficultés qui s'opposaient à la restauration de Saint-Etienne n'effrayèrent pas Charles de Roucy, dont l'activité égalait la générosité. Voulant à tout prix prévenir la disparition de cet antique monastère, il résolut de le rebâtir à ses propres frais. Madeleine de Vendôme ayant bien voulu le résigner entre ses mains et retourner à Notre-Dame, où elle avait été quarante ans religieuse et où elle décéda le 25 août 1588, il le donna à sa propre nièce, Anne de Roucy-Sissonne, en 1578. Anne était fille de Joachim de Sainte-Preuve, gouverneur de Soissons, son frère, et religieuse de Notre-Dame. Par le crédit de son oncle, elle obtint ses bulles de Rome l'année de sa nomination, et, l'année d'après, la restauration de l'église et des édifices conventuels se trouvant achevée, le prélat la bénit et l'installa le 29 juin 1579. Anne répondit aux espérances que son vénérable oncle avait conçues de sa future gestion. La vie régulière et l'esprit de piété reprirent peu à peu à Saint-Etienne et devinrent pour le pays un sujet d'édification

jusqu'au moment où la communauté s'étant transportée à Reims fit place à des religieuses du Val-des-Ecoliers (1).

Imitateur fidèle de son prédécesseur Jean Milet, Charles de Roucy, par l'ardeur de son zèle à relever tant de ruines, ne pouvait que faire rougir de honte les abbés commendataires. Quoiqu'il eût déjà abandonné à sa cathédrale trois années de son revenu, il n'épargnait rien : secours en argent, exhortations, mandements, pour activer et seconder le rétablissement des sanctuaires détruits soit dans sa ville épiscopale, soit dans le diocèse. En peu d'années, on vit s'élever une nouvelle chapelle sur l'emplacement de Saint-Pierre-à-la-Chaux, dont l'antique abside avait seule été conservée ; l'église Saint-Martin fut rebâtie ; l'église Saint-Victor toutefois ne fut pas relevée et sa paroisse dut être fusionnée avec celle de Saint-Quentin, qui n'en était qu'un secours.

L'église Saint-Martin avait été construite, disait-on, dès le VIII[e] siècle, sur le bord du fossé de la ville. Rasée en 1414, avec les faubourgs Saint-André et Saint-Martin, elle était à peine rebâtie lorsqu'en 1567 elle fut détruite par les Huguenots. On l'avait placée cette fois dans un autre endroit de la nouvelle enceinte, soit quand elle fut reconstruite sous Henri II, soit seulement après sa seconde ruine par les Huguenots, car il est question, dans un acte de la fin du XVI[e] siècle, du lieu « où étoit l'église Saint-Martin anciennement avec son cimetière (2). » Charles de Roucy, seigneur de ce quartier ; Zacharie du Tour, chanoine et archidiacre de la Rivière, unirent leurs efforts à ceux des habitants, et on parvint à élever la nef et le bas-côté droit. Le clocher ne fut bâti qu'en 1633, le côté gauche en 1688, l'ornementation intérieure terminée qu'en 1736, et l'autel de marbre blanc posé qu'en 1750. Les cloches, qu'on avait fondues pendant que s'élevait le clocher, s'étant trouvées trop

(1) DORMAY, t. II, p. 213 et 496. — CABARET, t. II, p. 441. — *Gall. christ.*, t. IX. — ROUSSEAU, t. I[er], p. 174.
(2) *Actes* de l'étude de M[e] Suin, notaire. *(Ubi supra)*.

grosses pour sa dimension, on les échangea avec celles de Saint-Léger.

En reconnaissance de l'intérêt que Charles de Roucy avait porté à la réédification de cette église, le chanoine du Tour, son curé, lui fonda un obit le 6 octobre (1). L'église Saint-André n'ayant pas été relevée, son titre paroissial fut transféré à Saint-Martin. Cette cure, autrefois à la nomination du chapitre, devint à la collation de l'évêque, lorsque François de Fitz-James opéra la réunion de dix prébendes et des chapelles de la cathédrale à la fabrique. D'un médiocre revenu quoiqu'augmenté de celui de Saint-André, cette paroisse avait un vicaire qui remplaçait le curé lorsqu'il avait un autre bénéfice (2). Celui-ci fut toujours le neuvième des prêtres cardinaux. La cure comprit dans son territoire l'abbaye de Notre-Dame, le couvent des Feuillants, l'Hôpital général et la Maison de travail. La rue Saint-André et la porte de la nouvelle enceinte s'appelèrent désormais rue et porte Saint-Martin, quoique la Vieille porte Saint-André ait subsisté jusqu'en ces derniers temps.

Mais Notre-Dame des Vignes, détruite par les Huguenots avant d'être achevée, fut surtout l'objet des libéralités de Charles de Roucy. Ce prélat fit reconstruire et couvrir cette église, lui donna quatre cloches, des vitraux peints et une couronne. Il partagea les frais de la construction avec un bourgeois nommé Pierre Moreau et un marchand vinaigrier (épicier) nommé Hurillon, lequel fit, en outre, présent à la fabrique de belles pièces d'argenterie. Un boulanger nommé Cornet, demeurant près du rempart Saint-Christophe, rue des Treilles, donna aussi une verrière à cette église, sa paroisse, qui avait alors pour doyen Richard Laversine, curé de Saint-Gengoulph, lequel habitait rue de la Pomme-Rouge, près de celle de Richebourg (3).

Lorsque, à la conclusion de la paix générale, on fit des prières et des réjouissances publiques à Soissons, Notre-Dame des Vignes éprouva de nouveaux malheurs. Les

(1) CABARET, t. II, p. 370.
(2) *Etat du Diocèse.*
(3) *Actes, ibid.*

décharges de pièces d'artillerie placées au-dessus de la grande halle, du côté de la croisée de l'édifice, et qui terminèrent la procession, l'ébranlèrent et firent casser tous les vitraux de ce côté, notamment celui de la croisée donnant sur la halle. Il représentait le jugement dernier et fut réparé dans le même style. Le vitrail opposé représentait la création. On y voyait le portrait de Charles de Roucy, sans doute à titre de donateur. Le chœur, la nef, les bas-côtés de Notre-Dame-des-Vignes étaient voûtés.

Pierre Moreau, qui avait été baptisé en cette église, lui délivra religieusement les legs pieux faits par ses parents en sa faveur et lui donna deux coupes d'argent pour servir à l'ablution des laïques après la communion, selon l'intention manifestée par sa mère en mourant. Déjà il avait contribué largement aux travaux de l'édifice. Le portail fut construit à ses frais et conçu, comme toute l'église, dans le style de la Renaissance, mais déjà moins chargé d'ornements. Un petit clocher le surmontait. Moreau ne voulut pas qu'on y mit ses armes, selon la coutume du temps. Il avait vendu, pour se procurer les fonds nécessaires, une terre à Saint-Nicolas-au-Bois, près de la Fère, que lui acheta Brossart, seigneur de Bonneuil ; une maison au faubourg Saint-Christophe et une rente de 100 livres à Chevrières, entre Compiègne et Beauvais. On admirait aussi dans cette belle église les stalles et le jubé de bois sculpté. Il y avait à Notre-Dame des Vignes une petite tourelle où l'on chantait l'Evangile le jour des Rameaux, après leur bénédiction à Saint-Léger, et où l'on faisait une prédication, depuis la suppression de la *Tour* de l'Evangile pour l'agrandissement des fortifications.

Charles de Roucy rétablit à Notre-Dame-des-Vignes la confrérie du Saint-Sacrement, que l'évêque Languet de Gergy devait relever encore en 1729, en lui donnant de nouveaux statuts. Ceux-ci réduisirent les anciens offices au jeudi de chaque semaine, au troisième dimanche du mois, jours où on faisait en entier l'office du Saint-Sacrement, et placèrent la fête de la confrérie, qui se terminait par une procession solennelle dans la

paroisse, le jour de l'Octave de la Fête-Dieu (1). L'église ne devait être dédiée qu'après son entier achèvement, le dimanche qui suivit l'Octave de Pâques de l'an 1602, par Jérôme Hennequin, successeur de Charles de Roucy (2). Cette paroisse était regardée comme la première de Soissons et de tout le diocèse ; son curé, en même temps doyen de la collégiale, avait le premier rang parmi les prêtres cardinaux. Nommé par le chapitre, il était confirmé par l'évêque. Il y avait à Notre-Dame-des-Vignes quatre chapelles, dont une canoniale au grand autel, à la collation du chapitre de la collégiale. Les Cordeliers et les Frères de la doctrine chrétienne s'établirent sur cette paroisse, dont la seigneurie était partagée entre le duc de Valois, le chapitre et le trésorier de la cathédrale (3).

VIII. — Pierre Moreau, que l'on vient de voir si généreux envers l'église de Notre-Dame-des-Vignes, a surtout attaché son nom à la fondation du couvent des Minimes de Soissons, où il devait lui-même ensevelir sa jeunesse et ses talents. Cet ordre, fondé en Italie par saint François de Paule, ne s'introduisit en France que vers 1480. Il était fort austère ; on y prononçait les trois vœux de pauvreté, d'obéissance et de chasteté et celui « de la vie quadragésimale » ou d'abstinence comme en Carême. Il était gouverné par un *Correcteur général*, des supérieurs provinciaux et se composait de frères clercs, de frères laïques ou oblats. On était admis à la profession à dix-huit ans. Le profès n'avait qu'une légère couronne de cheveux sur la tête ; il portait jour et nuit l'habit long de drap grossier de laine noire, à larges manches, un capuchon de même couleur toujours rabattu en arrière et qui descendait devant et derrière au milieu de la cuisse. On y ajoutait des sandales découvertes, de palme, de paille, de jonc ou de corde, selon les provinces ; une ceinture ronde de laine noire, nouée de cinq nœuds simples pour les profès et de trois pour les novices qui portaient, en outre, comme marque distinc-

(1) Manuscrit d'un chanoine *ubi supra*.
(2) *Ibid.* et Cabaret, t. II, p. 232.
(3) Manuscrit d'un chanoine, *ubi supra* et Cabaret, t. II, p. 232.

tive, le capuchon descendant jusqu'à la ceinture. Les oblats portaient le même habit, mais ne descendant que jusqu'au gras de la jambe, la ceinture à quatre nœuds, la chaussure entière et un capuce décent avec un surtout, selon l'exigence des lieux. Ceux-ci exerçaient les offices mineurs de la communauté. Tous pouvaient, du reste, porter par dessous des tuniques de drap ordinaire ou de toile, des caleçons *(femoralia)*, des bas *(caligas)* tirés jusque sur le genou et même une *clamide* de couleur noire descendant sur la jambe. Les seuls profès portaient la cucule propre à couvrir la tête et attachée par derrière à la clamide. Les oblats portaient, à leur volonté, un manteau fermé, sans capuce ni cucule. Ils pouvaient monter sur un âne en voyage.

Pour les offices les Minimes suivaient le rit romain, mais les oblats ou converts ne récitaient pour chaque partie qu'un certain nombre de *Pater* et d'*Ave* entremêlés de *Gloria Patri*, et n'avaient pas voix au chapitre. Les religieux ne sortaient jamais seuls et ne pouvaient entrer dans les couvents de femmes que pour prêcher ou demander l'aumône, et il devait y avoir entre elles et le prédicateur un rideau qui l'empêchât de les voir. Ils ne mangeaient ni viande, ni graisse, ni œufs, ni fromage, ni beurre, qu'ils remplaçaient par l'huile, hors le cas de maladie. Encore fallait-il que l'on fût assez malade pour être transporté de l'infirmerie du cloître dans l'infirmerie extérieure, afin que cette transgression n'eût pas lieu dans le couvent proprement dit. Cette infirmerie devait être, autant que possible, éloignée de cinquante pas au moins des lieux réguliers. Le jeûne s'observait dans l'ordre depuis la Quinquagésime jusqu'au Samedi-Saint et de la Toussaint à Noël exclusivement, sans compter les jours de jeûne prescrits par l'Eglise, les mercredis et vendredis de toute l'année, hormis les mercredis d'entre Pâques et la Pentecôte et d'entre Noël et la Purification. Les oblats jeûnaient le vendredi seulement pendant toute l'année et depuis la Sainte-Catherine jusqu'à Noël. Cette austérité n'empêchait pas de recevoir les hôtes avec la joie dans le cœur et le calme sur le visage *(hilari corde et vultu*

placido). On observait partout un silence rigoureux dans l'église, le cloître, le dortoir, le réfectoire, et on ne pouvait le rompre que par nécessité et à voix basse (1).

Les Minimes étaient surnommés les *Bons hommes* et les *Bons chrétiens*, à cause de la bonté qui les caractérisait et qui faisait désirer partout des couvents de leur ordre. Des bourgeois de Soissons, jaloux des fruits que recueillaient de leur présence les villes qui les possédaient, tant par leurs prédications que par le spectacle de leur vie mortifiée, résolurent de les y appeler en 1582. Ces bourgeois étaient François Bonzeré, conseiller en l'élection; Denis Manscour, capitaine du château de Septmonts, qui les logea même chez lui pendant quelque temps, et surtout l'avocat Pierre Moreau, le bienfaiteur de Notre-Dame-des-Vignes. La communauté ne se composa d'abord que de cinq ou six religieux amenés par le P. Naudé, ancien provincial de l'ordre, en la province de France, grand-oncle du fameux Naudé, bibliothécaire du cardinal François Barberin à Rome et ensuite du cardinal Mazarin à Paris. Ce père travailla activement à obtenir les autorisations nécessaire, tant du roi que de l'évêque, du chapitre et du corps de ville, et l'on s'occupa aussitôt de trouver un emplacement convenable pour y installer le nouveau couvent. L'ancien collège de Sainte-Catherine, situé à peu de distance de la cathédrale, était resté fermé faute de revenus et d'écoliers. Il était venu, par baux à longs termes, avec sa chapelle, entre les mains du capitaine Manscour. Bonzeré ajouta à ses bâtiments une maison provenant de sa femme, et tous deux les abandonnèrent aux Minimes. L'évêque, qui les avait accueillis avec bonheur, le cardinal de Gondy, abbé de Saint-Jean-des-Vignes, dont les religieux avaient eu la direction de ce collège, le prieur joanniste de Saint-Remy, sur la paroisse duquel il se trouvait, agréèrent cette transformation du collège en un couvent de Minimes, lequel donna son nom à l'ancienne rue de la Procession où il se trouvait établi.

(1) *Vita et regula fratrum Ordinis Minorum*. (1596, ex *Bibl. Minim*, *Suess.)*

La vie de l'un des fondateurs des Minimes de Soissons est tellement liée à l'histoire de ce couvent qu'elle doit être racontée avec elle. Pierre Moreau était né à Soissons, le 25 octobre 1552, en pleine Réforme, d'une ancienne famille bourgeoise, laquelle fournit, le 2 juin 1576, un recteur à l'Université de Paris, en la personne de François Moreau, principal du collège de Dormans-Beauvais. Son père, Jean Moreau, était seigneur de plusieurs terres considérables, et sa mère, Anne Botté, descendait d'une des meilleures familles de la Fère en Picardie. Ils devaient avoir pour parent Claude Moreau, chanoine de Notre-Dame des Vignes, qui avait en 1588 une maison où pendait le *Heaume*, et qui a donné son nom à la rue ou impasse du Heaume (1). Tous deux se distinguaient par une grande piété, et leur maison était la maison des pauvres. Si on avait tenu compte des avertissements de Jean Moreau, la ville aurait évité le désastre de 1567. Pierre puisa dans la maison paternelle l'amour et la pratique de toutes les vertus. Ayant achevé ses humanités au collège de Saint-Nicolas, il alla étudier à Paris la philosophie et toutes les sciences qu'on prisait dans un érudit au XVI^e^ siècle : la cosmographie, l'astronomie, la géographie que Michel Servet, celui que fit brûler Calvin, venait de fonder en France par sa traduction de Ptolemée, la chimie, la mécanique, les langues grecque et hébraïque qui lui devinrent familières comme la latine. Enfin il alla étudier le droit aux célèbres écoles d'Orléans, selon la marche suivi par Calvin et les savants de l'époque. Son père mourut le 27 juin 1578, léguant une partie de son bien aux églises et aux pauvres.

Pierre Moreau, reçu avocat à Paris, suivit les affaires du barreau au Parlement et revint à Soissons pour y exercer, au bailliage de cette ville, sa noble profession, défendant gratuitement la veuve et l'orphelin et se montrant toujours le tuteur des pauvres et des malheureux. Aussi s'attira-t-il la haine de ses confrères qui le voyaient, par cette conduite désintéressée, condamner

(1) *Actes* de l'étude de M^e^ Suin, *ubi supra*.

leur rapacité. Charles de Roucy aimait à l'entretenir souvent, malgré sa jeunesse, et, pour le fixer près de lui, l'engagea à entrer dans les ordres et lui offrit une prébende dans sa cathédrale; mais l'humble avocat, ne se croyant pas digne de ces hautes fonctions, voulut se contenter d'édifier sa ville natale par son zèle contre l'hérésie, sa science consommée et sa fervente charité. Il était de toutes les conférences savantes qui s'y tenaient et où l'on s'entretenait d'histoire, de philosophie, de théologie, et des réponses à faire aux hérétiques dans leurs objections contre les dogmes de l'Eglise.

Rempli de zèle pour la défense de la foi et désirant ardemment voir Jésus-Christ triompher du démon par le Sacrement de l'Eucharistie, Pierre Moreau se rendait assidûment aux exorcismes de possédés qui eurent lieu dans la cathédrale de Soissons. D'ailleurs, sachant les langues anciennes, il pouvait donner l'interprétation des mots grecs ou hébreux que l'esprit de ténèbres prononçait par la bouche de ces malheureux. Le jour même que le corps de ville s'était réuni pour délibérer sur l'admission des Minimes à Soissons, eut lieu à la cathédrale l'exorcisme de la fameuse possédée Marguerite Aubry, de Beauvais, et Charles de Roucy avait prié Moreau d'y remplir les fonctions de secrétaire. Celui-ci, qui avait assisté en silence à ceux de Nicole Leroy et de Laurent Boissonnet dont on parlera bientôt ne put, cette fois, retenir la sainte colère qui l'animait contre le démon, lorsqu'il entendit les blasphèmes qu'il lui faisait proférer. Tandis que Charles Blandec, ancien prieur de Marchiennes, procédait aux exorcismes, il lui parla donc avec fermeté. C'est alors que la possédée, se tournant vers Moreau en écumant de rage et en vomissant des injures, le menaça d'un ton de voix effroyable, de s'emparer de lui et de ne lui laisser plus aucun repos.

Cette menace fut suivie de tristes effets, car il fut dès lors, et pour toute sa vie, non pas *possédé* du démon, mais seulement *obsédé*, c'est-à-dire soumis aux attaques extérieures de cet ennemi du genre humain, importuné d'horribles fantômes et de cuisantes douleurs physiques, comme il est arrivé aux Antoine, aux Hilarion et autres

pères du désert ou saints anachorètes. La guerre ainsi déclarée par Satan, le serviteur de Dieu, trouva le jour même, en rentrant dans son cabinet, tous ses livres en désordre, quoiqu'il en eût seul la clef, et il tomba dans un accès de fièvre. L'évêque, touché de sa situation, lui envoya de sages et vertueux chanoines pour le consoler et lui donna même une croix remplie de reliques qu'il s'appliqua sur toutes les parties du corps, jusqu'à ce que la douleur eut entièrement disparu. Le lendemain il voulut revenir aux exorcismes, mais le démon, pour se venger, lui joua un autre tour. Il prit la figure d'un pauvre écolier passant et alla demander l'aumône à sa porte. Comme il aimait beaucoup les jeunes étudiants, il le fit entrer et lui donna un teston. Le jour suivant, pendant l'exorcisme, la pièce de monnaie se trouva dans la main de la possédée et le démon déclara par sa bouche qu'il l'avait reçue de Moreau en gage d'amitié; mais Moreau, mandé sur-le-champ par l'évêque, confondit l'imposteur.

La première pensée qui doit venir à l'esprit en notre siècle, où domine le naturalisme et où l'on est assez enclin à rejeter tout ce qui porte un caractère trop miraculeux ou trop surnaturel, c'est que cet état étrange dans lequel tomba Moreau, peut être attribué à un caractère sombre, mélancolique et ascétique, ou bien à une disposition physique maladive, propre à exalter et à dérégler une imagination vive. Mais il suffira de dire, pour détruire cette explication, que le caractère naturel et dominant dans Moreau était une humeur franche, ouverte, agréable et légèrement enjouée; qu'il jouit toujours d'une complexion forte et vigoureuse, malgré son obsession et ses austérités prodigieuses; qu'il avait l'esprit orné, pénétrant, judicieux, au point qu'il était le conseiller de toute la ville de Soissons; que les évêques l'appelaient toujours dans les assemblées ecclésiastiques, dont il était la lumière; que le duc de Mayenne, lorsqu'il se retira à Soissons, après la dissolution de la Ligue, prenait souvent ses conseils; qu'il fut admiré par les plus grands personnages de son temps, et qu'enfin il fut plusieurs fois élu supérieur du couvent des

Minimes de Soissons où on va le voir entrer. D'autre part, la durée de cette obsession, sa naissance instantanée, les marques extérieures de la persécution infernale que le démon lui infligeait en le frappant de coups qu'on entendait, en déchirant ses habits, en meurtrissant son visage et en couvrant même son corps de plaies sanglantes, suffiraient à écarter les doutes à cet égard, si on n'avait d'ailleurs le témoignage de quatre prélats, qui occupèrent le siège de Soissons dans cette période, Charles de Roucy, Hennequin, de Hacqueville et Legras; celui de tous les ecclésiastiques qui le fréquentaient, de tous les religieux et religieuses Minimes et autres qui étaient entrés en relations avec lui et qui tous regardaient son obsession comme trop évidente et voyaient en lui un nouveau Job.

Saisissant l'occasion de la présence du P. Naudé à Soissons pour l'établissement des Minimes, Pierre Moreau en fit son directeur et reçut de lui les plus sages avis pour la conduite de son âme dans les circonstances exceptionnelles où il se trouvait. Par son ordre, il renonça à l'étude de l'astrologie et de la chimie, qui pouvaient donner prise au démon sur lui, et brûla ceux de ses livres qui traitaient de ces sciences fort en vogue depuis que la cour de France était devenue italienne, c'est-à-dire intrigante, galante et empoisonneuse. Ce fut sans doute aussi pour obtenir sa guérison et par le conseil de Naudé que Moreau, après la mort de sa mère, fit à pied le pèlerinage de Rome en compagnie du P. Blandec, du chanoine Hatté et de Mariage, bourgeois de Soissons, son parent. Nos pieux pèlerins visitèrent tous les lieux de dévotion qui se trouvaient sur leur route. On dit qu'en passant par Genève, la nouvelle Babylone, le refuge de tous les sectaires de l'Europe et où Calvin avait établi son effroyable despotisme, il se déclara hautement papiste, dans l'espoir de quelque mauvais traitement de la part de l'hérésie, et qu'il n'y voulut prendre aucune nourriture quoiqu'on fût au soir et qu'on y dût passer la nuit. Lorsque la petite caravane fut arrivée à 25 milles de Rome où elle entra le 29 novembre, il voulut jeûner encore, mais pour un tout

autre motif. Aussitôt son entrée, sans prendre de repos et sans jeter les yeux sur les superbes monuments de la Rome moderne, et sur les ruines admirables de la Rome ancienne, il alla prier au tombeau des Apôtres. Pendant les deux mois qu'il y resta, il visita les églises, les cimetières, les saintes reliques, priant partout dans toute l'effusion de son âme tendre et désolée, mais pleine de confiance et de résignation. Après Rome il vit Lorette, sanctuaire privilégié entre tous de la Vierge Marie, où il ressentit pour la première fois le mouvement d'entrer dans l'ordre des Minimes; puis le Mont-Cassin où il vénéra le tombeau de saint Benoît. De retour de ce long et pénible voyage, il alla rendre grâces à Dieu dans le sanctuaire de Notre-Dame de Liesse et s'affermir dans les résolutions prises à Lorette.

Rentré à Soissons, Pierre Moreau assista assidûment aux offices de Saint-Gervais et on le vit demeurer longtemps en prières dans l'un de ces recoins sombres et mystérieux qu'offrait alors la cathédrale et que les révolutions et le vandalisme des restaurateurs modernes ont fait disparaître. Mais c'est surtout dans l'intérieur de sa maison qu'il se livrait aux exercices d'une mortification extrême. Ses communions étaient fréquentes, sa charité pour les pauvres immense; il avait fait de sa demeure comme un hôpital et une aumônerie. Chaque dimanche il envoya quérir au portail de la cathédrale un malheureux pour le faire dîner avec lui; il le mettait à la place d'honneur et lui servait lui-même ce qu'il y avait de meilleur. Une de ses parentes avait la charge de lui faire connaître les pauvres de la ville. Dans les temps de disette, où trop souvent les marchands de blé fermaient « selon leur pernicieuse coutume » leurs magasins pour faire hausser les prix, il vendait le sien à un prix raisonnable et faisait faire de grandes distributions de pain à sa porte.

Moreau n'entra pas d'abord au couvent des Minimes, mais il embrassa le tiers-ordre de l'institut qui n'empêche pas de vivre dans le monde et qui avait sa règle particulière tracée par saint François de Paule, approuvée par le Saint-Siège. Avant de faire profession du

tiers-ordre il y avait une année de noviciat; la profession n'imposait pas de vœu et n'obligeait pas à quitter l'habit séculier ; aussi cet état intermédiaire était-il embrassé par un grand nombre de personnes du monde et même d'ecclésiastiques. En prenant donc le cordon de saint François, la seule marque distinctive du tiers-ordre, Moreau ne renonça pas à la culture des lettres qu'il avait toujours aimée. En 1585, et dans les années suivantes, il fit un recueil d'arguments en faveur de la présence réelle, composa sur le même sujet des pièces de poésies latines et françaises et trois *Traités de l'Eglise catholique*, où il s'appliquait à démontrer qu'elle seule est la véritable Eglise de Jésus-Christ, qu'elle seule en peut porter le nom et qu'elle en a toutes les marques évidentes. A ces ouvrages il faut ajouter un dialogue entre un catholique et un huguenot sur la *Vérité des Miracles de l'Eglise catholique*; un traité de l'*Antéchrist*, de l'*Hérésie* et des *Démons*; un des *Princes de ce monde*; un de la *Providence* et de la *Prédestination des Saints*, toutes matières à l'ordre du jour, et quelques autres de l'*Oraison mentale* et de la *Théologie mystique*. Il traduisit aussi de l'italien la *Vie de saint François de Paule*, par Paul Régius, qu'il avait rapportée d'Italie. Enfin il fit encore, avant sa profession, un *Discours sur l'avantage des gouttes* en tant que servant à la sanctification de ceux qui en sont atteints; un *Calendrier historial et chronologique*; une *Chronologie sacrée des sept âges du monde* et deux *Dialogues sur la Vérité de l'Eucharistie*. Ces nombreux ouvrages, fruit, d'une éducation distinguée, d'une grande variété de connaissances, et en même temps d'une profonde et sincère piété, n'ont jamais été imprimés et se conservèrent manuscrits à Soissons, d'où ils ont disparu.

Si Pierre Moreau fut le bienfaiteur insigne de Notre-Dame des Vignes, le couvent des Minimes fut surtout l'objet de ses largesses. Les vieux bâtiments du collège de Sainte-Catherine, malgré les additions qu'on y avait faites, ne pouvaient former un monastère bien régulier et sa petite chapelle tombait de vétusté; il proposa au P. Naudé de le rebâtir en entier, ce que celui-ci accepta

avec reconnaissance. Moreau, quelque temps après, lui apporta 4,000 livres, auxquelles il ajouta par portions 2,000 autres livres, lesquelles, jointes à diverses sommes fournies par plusieurs personnes charitables de la ville, permirent de bâtir le cloître, le dortoir, l'église et les autres lieux réguliers. Pour assurer la subsistance aux religieux, il leur abandonna des terres produisant un revenu de 6 muids de blé, et pour fournir l'église d'ornements, sa vaisselle d'argent, hors une écuelle et douze cuillers qu'il destinait à un autre usage. Il ajouta à ce don deux burettes d'argent. Il n'en refusa pas moins le titre de fondateur avec les droits et les honneurs qui y sont attachés. Il s'opposa aussi à ce qu'on plaçât ses armes aux lieux les plus apparents, demandant seulement l'application à perpétuité de la messe conventuelle aux âmes de ses père et mère et à la sienne. Mais, en 1587, le R. P. Grégoire de Paule, général de l'Ordre, lui adressa une lettre où, après l'avoir remercié, au nom du chapitre général de cette année, de sa générosité envers les Minimes de Soissons, il le mettait au nombre des fondateurs de l'Ordre, l'en nommait syndic ou procureur en France, lui accordait toutes les grâces et tous les privilèges concédés à ces titres par le Saint-Siège, avec participation à toutes les œuvres de l'Institut. Le chapitre de France, présidé par le R. P. Joseph Le Tellier, provincial et ancien général, accepta les contrats passés entre lui et les religieux de Soissons, le nomma à son tour, par lettre du 4 octobre 1588, premier et principal fondateur de ce couvent. Enfin les religieux firent graver, malgré lui, ses armes sur la porte du chapitre et le R. P. Claude du Vivier, provincial, en cours de visite, ordonna, en dépit de ses larmes, qu'elles fussent apposées également sur la porte de l'église.

Tant d'humilité jointe à une si grande générosité ne fit qu'irriter la haine de Satan qui s'en prit, non seulement au fondateur, mais aussi à la communauté naissante. Une fois il fit un tel bruit dans le monastère qu'il sembla que toitures, planchers et murailles se crevassent et allassent tomber. Une autre fois, il apparut à

deux pères, fort avancés en spiritualité, qui allaient prêcher à Marizy, près de Neuilly-Saint-Front, sous la forme d'un voyageur pauvre et leur parla d'abord un langage si peu intelligible qu'ils le prirent pour un étranger n'entendant pas le français. Alors l'un des pères lui demanda s'il avait quelque connaissance de la langue latine : « Je l'entends mieux que toi », répondit-il. Malgré cette réponse arrogante, le Minime lui offrit un morceau de pain pour lui aider à continuer sa route; mais il le refusa avec mépris; puis tout à coup il dit au religieux : « *Quid est Deus*, qu'est-ce que Dieu? » Celui-ci, qui était prêtre, et qui soupçonnait quelqu'imposture de l'esprit de ténèbres, lui répondit avec calme : « *Est prima Veritas*, Dieu est la vérité première. » A cette proposition, qui était la condamnation de l'esprit de mensonge et de son éternelle malice, il répliqua : « Non, il n'en est pas ainsi, mais il faut dire : Dieu est le premier être, *est primum Ens.* » Le père soutint vigoureusement ce qu'il avait avancé : que Dieu est la vérité première et que cette notion de son essence était excellente. Alors le fourbe jetant le masque s'écria : « *Vos venistis ut me torqueretis, sed ego torquebo vos;* c'est-à-dire : vous êtes venus ici vous Minimes pour me tourmenter, mais c'est moi qui vous tourmenterai. » — « Oui, dit le Père, mais Dieu sera avec nous, et s'il est avec nous qui sera fort contre nous? *Si Deus pro nobis quis contra nos?* » Le prétendu voyageur disparut et, malgré les efforts du démon, la communauté des Minimes de Soissons prospéra; elle fit même une conquête qui dut exaspérer Satan, celle de Pierre Moreau, son fondateur.

Cet homme vertueux résolut en effet d'y prendre l'habit religieux. Il fut déterminé dans cette vocation par la mort prématurée du R. P. Jean Dupire, l'un de ses amis, qui lui fit envie et dont il voulut prendre la place dans l'espoir de mériter une semblable fin. Il s'en ouvrit au R. P. Le Fondeur, alors son confesseur, et il prit, pour se mieux disposer à ce nouvel état, l'habit ecclésiastique et les ordres mineurs; mais le P. Joseph Le Tellier, provincial, fut d'avis qu'on différât son admission

jusqu'à ce qu'il eût eu un entretien avec lui, parce qu'il redoutait les rigueurs de la règle pour un homme déjà âgé de trente-six ans et qui faisait d'ailleurs tant de bien dans le monde. En attendant l'arrivée du provincial, il composa, pour son utilité particulière, deux *Traités de la vie religieuse et des Anciens pères* qu'il intitula l'un *Deiferi Patres*, l'autre des *Démons et du devoir des exorcistes*. Sentant son ardeur pour la vie religieuse redoubler avec les obstacles, dès que le P. Le Tellier fut arrivé à Soissons, il alla se jeter à ses pieds et lui réitéra sa demande, qui fut agréée. Il alla aussi se jeter aux pieds de son évêque, Jérôme Hennequin, successeur de Charles de Roucy, dit adieu au monde, fit des aumônes considérables et prit l'habit le 17 juillet 1588, au milieu d'une grande affluence de ses concitoyens.

Pierre Moreau embrassa avec joie toutes les humiliations pratiquées dans l'Ordre. Le démon, de son côté, ne lui laissa pas de repos, l'obsédant au chœur, en sa chambre, au réfectoire; il entreprit même de le faire tomber dans l'incontinence, puis dans la langueur et le dégoût des choses spirituelles; en un mot il l'environna de toutes sortes de pièges, mais le saint homme sortit victorieux par la mortification et l'exercice assidu de l'oraison. Il composa même plusieurs prières, dans l'une desquelles il dit adieu à tout ce qui fait le charme de la vie en ce siècle : « Je renonce à tout ce qui peut satisfaire ma veue, aux villes, aux châteaux, aux maisons de plaisance, aux compartiments des jardins, aux montagnes, aux vallées, aux champs, aux prés, aux forêts, aux courants des eaux et à toute la beauté et la magnificence des édifices. Je renonce à tous les plaisirs de l'ouïe : aux belles voix, aux airs, aux concerts mélodieux, aux sons des cythares, des luths, des orgues, des épinettes et de tous les autres instruments de musique. Je renonce à tout ce qui peut flatter l'odorat : aux fleurs des parterres, aux poudres de senteur et aux parfums les plus exquis. Je renonce aux compagnies divertissantes, aux festins, aux visites, aux compliments, aux caresses du monde et à ses honneurs, aux nouvelles et aux bruits de ville, aux jeux, aux promenades, aux

récréations, aux conversations enjouées et à toutes sortes d'occupations inutiles... » Pierre Moreau aimait donc la nature, les beaux-arts, la poésie, la musique, la société, le monde, puisqu'il y renonce devant Dieu, auquel seul il promettait de s'attacher sans retour. Son sacrifice n'en fut que plus méritoire.

Avant de faire sa profession il rédigea son testament. Il laissa le soin de sa sépulture à la disposition de ses supérieurs, quoiqu'il eût acquis, comme fondateur, le droit de reposer dans l'église des Minimes de Soissons. Il témoigna seulement le désir d'y être enterré au cas qu'il vînt à mourir dans l'un des couvents de l'ordre, rapprochés de la ville, mais seulement au bas de la nef, près du seuil de la porte, afin d'être foulé aux pieds par les séculiers. Il avait préparé ce distique latin pour sa dalle funéraire :

Qui Minitano produxit in ordine vitam
In sacra hac minimo conditur æde loco
Deo gratias.

Il demanda que les messes qu'on devait célébrer pour lui après sa mort, à la cathédrale et aux Minimes, le fussent après sa profession qu'il regardait comme sa mort au siècle, et qu'on fît ce jour-là de grandes aumônes. On devait envoyer à dîner aux prisonniers et aux pères Cordeliers, alors les seuls religieux mendiants de la ville, du pain, du vin, quelques viandes recherchées à l'Hôtel-Dieu pour les malades et deux lits complets, plusieurs paires de drap ; de l'argent pour habiller douze orphelins des deux sexes, à la condition qu'ils viendraient dire pour lui, en l'église des Minimes, cinq *Pater* et cinq *Ave ;* donner à plusieurs de ses fermiers et vignerons du drap de minime pour eux, et de la toile pour leurs femmes ; enfin, distribuer à tous les pauvres qui se présenteraient un pain blanc, et à vingt-quatre indigents des deux sexes chacun 10 sous. Il remit à ses fermiers tous les arrérages, fit des présents à ses domestiques, à ceux de ses père et mère encore existants et à tous les ouvriers de sa maison, constitua des dots pour de pauvres filles, légua à l'Hôtel-Dieu une rente de

20 livres, donna à son couvent une maison dans la ville, 500 livres comptant, de l'argenterie pour l'église et divers biens destinés à la fondation d'une communauté de Minimes à Noyon. Il est inutile d'ajouter que toutes ces donations provenaient de ses acquisitions et économies et de ce que lui avait valu sa profession d'avocat. Il avait laissé à ses parents ce qui devait leur revenir, aussi n'élevèrent-ils aucune plainte contre lui à cet égard.

Tout étant ainsi réglé, le P. provincial, Joseph Letellier, qui lui avait donné l'habit, vint à Soissons pour recevoir ses vœux le 17 juillet 1589, jour de Saint Alexis, qui avait été celui de sa vêture. La cérémonie eut lieu au milieu d'un nouveau concours de peuple. Ses vœux prononcés, Pierre Moreau s'efforça constamment de les remplir. Il redoubla d'application à l'étude de la théologie, de l'Ecriture, des Pères et de la morale, et devint un casuiste habile et un confesseur éclairé. A la demande de ses supérieurs, Jérôme Hennequin lui conféra la prêtrise deux ans après sa profession, au mois de septembre 1591. Ce ne fut qu'après cinq semaines de préparation qu'il dit sa première messe où il parut plutôt un ange qu'un homme. Il resta au couvent de Soissons jusqu'à sa mort, prêchant, instruisant, confessant, assistant les malades et les moribonds, s'occupant surtout des pauvres, des enfants, des prisonniers et des condamnés au dernier supplice. Une seule fois, en 1593, le P. Guillaume Leber, provincial, l'envoya passer huit mois aux Minimes de Reims, qui avaient besoin d'être édifiés par ses exemples. Redemandé par les bourgeois de Soissons, ses concitoyens, et élu correcteur de son couvent, il dut y revenir. On fit en sorte qu'il ne sortît plus de la ville, dont on le regardait comme l'ange tutélaire.

Les austérités de la vie claustrale et celles qu'il s'infligeait volontairement ne délivrèrent pas Pierre Moreau de son obsession, au contraire. Le démon s'acharna contre lui d'une manière si horrible qu'il n'y a peut-être pas d'exemple de pareilles tortures dans la vie des saints. Il le frappait, lui enfonçait des pointes aiguës dans la chair, déchirait ses habits, le jetait par terre, le traînait sur le plancher, le brisait de coups, lui cassait

les dents, lui ensanglantait le visage. Le bourreau agissait invisiblement, mais toute la communauté voyait les marques sanglantes de ses coups. En se rendant à l'office, il n'apercevait devant lui qu'abîmes et précipices, que bêtes féroces prêtes à le dévorer ; il se munissait du signe de la croix et passait. Arrivé au chœur, il lui fermait la bouche, l'obsédait de distractions et lui donnait au seul office de matines jusqu'à quatre cents coups, lesquels redoublaient à l'Antienne de la Sainte Vierge qui terminait chaque heure canoniale, ce qui faisait compassion à ceux qui étaient au chœur avec lui. Quand après l'office il restait seul à l'église en oraison, prosterné le visage contre terre devant l'autel, exhalant ses soupirs et ses gémissements pour implorer le secours d'en haut, des bruits épouvantables retentissaient dans l'édifice sacré ; le démon semblait se jeter sur lui avec une fureur inouïe et les coups qu'il lui donnait s'entendaient jusqu'au dortoir. Même pendant sa messe, excepté depuis la consécration jusqu'à la communion, il n'était pas exempt des attaques de son ennemi. Un jour, il « déchira son chaperon depuis la gorge jusqu'en bas » sans toucher cependant aux habits sacerdotaux. Un autre jour, pendant les ablutions, il lui donna un soufflet si violent qu'il lui cassa une dent qui tomba dans le calice. Souvent, pendant son action de grâces, il l'entourait de spectres hideux et formidables ou lui causait des douleurs atroces. Une fois entre autres, il le frappa si fort que le serviteur de messe courut chercher le supérieur pour venir à son secours.

Il en était de même dans les autres exercices. Au confessional, il l'obsédait ; au réfectoire, il communiquait à ses mets un goût infecte, lui serrait les dents ou il les agitait convulsivement pour l'empêcher de manger. S'il se livrait dans sa cellule à l'oraison, à l'étude, à la composition, ou au repos, il lui donnait des éblouissements, lui appesantissait la main, lui arrachait la plume, bouleversait ses livres ; tantôt même, il le saisissait à la gorge comme pour l'étouffer ou l'étrangler, et tantôt il faisait un fracas si horrible que le supérieur ou les religieux accouraient en sa chambre, le trouvaient rompu de coups ou

couvert de sang et ne pouvant plus se soutenir. En société même, on voyait trembler le siège où il s'asseyait. Ces faits étranges ont été attestés par le P. François Grandpied, minime; le R. P. Bourguin, provincial de Champagne; le P. Sigebert Saublot; les PP. Augare, Guillon, Quinquet, de Soissons, depuis général de l'Ordre; le lieutenant en l'Election, Bonzeré; Pépin, bailli du comté; M. d'Orléans; les supérieurs, ses confesseurs, notamment les PP. Raynsant, lequel fut son correcteur en 1593, et Robert Troson, ainsi que plusieurs autres religieux dignes de foi qui rendirent les mêmes témoignages.

A ces tortures physiques se joignaient dans P. Moreau des tortures morales infiniment plus grandes. Figures et objets abominables, concupiscence ardente, idées lascives, tentations contre la foi ou l'espérance, ténèbres épaisses jetées sur son intelligence, défaillances dans le cœur, dégoût amer des choses de Dieu, découragement profond, voilà ce qu'il eut à supporter et dont il sortit victorieux au point que rien ne paraissait troubler son humeur naturellement joyeuse, égale et sereine. Il avait un tel abandon à la volonté de Dieu qu'un jour, le prince de Condé, les ducs de Nevers, de Longueville et de Mayenne lui ayant demandé, dans une visite qu'ils lui lui firent, pourquoi il ne priait pas avec instance d'être délivré de ce terrible mal, il répondit: qu'il craignait que cette délivrance ne fût pas ce que Dieu demandait de lui. L'étude des ruses du démon qu'il avait faite sur sa propre personne, dans les livres qui en traitaient, dans ceux qu'il avait composés, lui fournissait les moyens de les déjouer. Aussi les personnes atteintes d'obsessions s'adressaient à lui ou lui étaient adressées par l'évêque de Soissons et ses grands-vicaires. Les moyens qu'il employait étaient surtout la vigilance, la confession très fréquente où il savait toujours trouver matière à l'absolution dans le défaut de correspondance à la grâce, quoiqu'il ne commît pas même de péché véniel; la mortification exercée par la haire, le cilice, les ceintures de crin et de plomb, la discipline et le jeûne. Sa nourriture se bornait à du potage fait d'herbes et d'huile dans le-

quel il trempait des croûtes sèches et dures qu'il ramassait et qui n'étaient propres qu'à le gâter. Si, par obéissance, il lui fallait manger du poisson ou d'autres mets bien assaisonnés, il jetait dessus de l'eau ou quelque chose d'amer. Il ne but un peu de vin que dans sa vieillesse.

La régularité de Pierre Moreau était parfaite. Il ne manquait jamais aux offices du jour et de la nuit et ne prenait guère qu'une heure de repos à sa cellule, encore était-elle troublée par son implacable ennemi. Son oraison était presque continuelle tant à l'église que dans cette cellule où l'on alla toujours visiter, depuis sa mort, les deux enfoncements que ses genoux y avaient creusés et qu'on baisait avec respect. Le P. Givry, provincial de l'Ordre, vint souvent prier, les genoux sur ces vestiges, lorsqu'il était supérieur du couvent de Soissons. Pierre Moreau faisait sans cesse le signe de la croix qu'il gravait aussi partout et dont il parsemait ses lettres et ses compositions. Il méditait sur les mystères de la Trinité, de la Passion et de l'Eucharistie, et avait une grande dévotion à la Sainte Vierge, aux anges et aux saints, surtout à saint François d'Assise, patriarche des Mineurs, et à saint François de Paule, fondateur des Minimes. Il avait obtenu de ses supérieurs la permission de porter sous l'habit de ces derniers la tunique des Cordeliers. Souvent, il visitait les reliques honorées à Soissons et il avait obtenu pour son couvent des portions de celles de saint Gorgon et de saint Fulgence, qui furent apportées dans cette ville, en 1613, du monastère de Sainte-Sabine, si célèbre par le séjour de saint Dominique. Sa foi et son humilité étaient sans bornes. Il signait ses lettres : *Frère Moreau, très grand et très misérable pécheur, pauvre et chétive créature.* Sa patience, sa douceur, son amour de la pauvreté étaient admirables. On ne fit aucun changement à sa cellule pendant les trente ans qu'il l'habita; ses meubles consistèrent toujours en un lit pauvre et dur, une chaise de paille, une planche pour table, quelques images en papier et un crucifix de bois. Il ne renouvelait ses habits que quand on lui en donnait d'autres. Cinq fois, il fut élu supérieur; la première fois,

en 1593, il en fut comme anéanti et n'accepta que par obéissance.

IX. — CHARLES de Roucy ne fut pas seulement appelé à donner des consolations à Pierre Moreau dans son obsession, il dut encore déployer son zèle et sa charité à l'égard de plusieurs pauvres énergumènes, par des exorcismes auxquels le pieux Minime assista, ainsi qu'on l'a vu précédemment, et surtout par l'application de l'Eucharistie, regardée alors comme souverain remède. Que de nombreux miracles aient été opérés par ce sacrement, toute l'antiquité en fait foi. On peut en citer au XVI[e] siècle, où le protestantisme niait la présence réelle. Erasme, dont le témoignage n'est guère récusable, en rapporte un arrivé en 1528. Florimond de Rémond en rapporte d'autres pendant les années 1561 et 1578, celui surtout dont il avait été témoin à Laon, en 1566, et qui l'avait « retiré de la gueule de l'hérésie, » ainsi qu'il s'exprime. Son témoignage est trop important pour ne le point rapporter, d'autant plus qu'il mettra sur la voie du récit qui va suivre. Il s'agit de la fameuse Nicole Obry, de Vervins, dont la possession a donné lieu à tant de controverses (1).

« Tous les diables, dit-il, qui s'étoient emparez d'elle avant que j'y fusse arrivé avec quelques escoliers, mes compagnons d'estude, avoient été chassez de leur garnison, sauf leur prince Béelzébuth qui tenoit bon encore. Ceste misérable et infortunée créature, conduite en l'église à la veuë d'un peuple infini, estoit tellement tourmentée qu'on oyoit craquer ses os, grincer les dents, perdant, par les estranges contornemens de son corps, toute figure humaine. Elle venoit grosse, enflée comme un muy, ouvrant la gueule de telle façon que ceulx qui estoient auprès d'elle lui voyoient le fond de l'estomach. Parfois elle tiroit un pied de langue et

(1) Christophe de Héricourt, d'une famille du Laonnois, doyen, puis archidiacre de Laon, a écrit par ordre de Charles IX, en 1565, en latin et en français, *l'Histoire du diable de Laon* ou de la *Possession de Nicole de Vervins*, dont le manuscrit se conservait au chartrier de la cathédrale et dont Jean Boulet fit imprimer, en 1575, un sommaire qu'il dédia à Henri II. De Héricourt, dont on verra la famille s'illustrer plus tard à Soissons, était mort dès 1570. (LACROIX-DUMAINE, *Bibl. franç.*, t, 1[er], p. 123, édit. de Rigoley.)

rouillant les yeux dans la teste gros et enflammés, elle les rendoit étincelants comme chandelles. Et en cêt estat seslançoit en l'air sans que douze ou quinze hommes la pussent retenir. Quand le bon évesque de Laon tenant la sainte hostie sur la teste faisoit ses exorcismes, disoit l'oraison dont saint Bernard se servit à Milan..., c'était alors qu'elle « s'eslevoit en l'air, détournant sa veüe de la sainte hostie qu'il lui présentoit, vomissoit mille blasphèmes; puis regardant la voûte de l'église, avec des yeux renversez et hideux, elle poussoit un vent et voyoit-on sortir de sa bouche une fumée et souffle comme d'un bœuf qu'on égorge. Elle trémoussoit, trembloit, se hérissoit et tomboit tout à coup en extase, se difformoit, s'arrondissoit comme un hérisson, et pressé de répondre pourquoy il entroit ainsy en frayeur, voyant la sainte hostie : Cest cêt *Hoc est*, respondoit le diable, montrant que cestoit la vertu des paroles sacramentelles qui sont cêt : *Hoc est corpus meum.*

« Je laisse les estranges propos lesquels le diable proféroit par sa bouche. Enfin, Béelzébuth vaincu par la présence du corps précieux de Jésus-Christ sortit hors et quitta sa prise, après avoir fait une fumée et jeté deux coups de tonnerre, laissant un brouillard épais qui environna les clochers de l'église et tous les assistants ravis d'une si grande merveille. Miracle fameux et l'un des plus grands que jamais l'œil humain ait advisé, que les diables même n'ont pu obscurcir. »

Ceux arrivés à Soissons ont eu moins de retentissement, mais ne sont pas moins dignes d'attention, aussi bien au point de vue religieux qu'au point de vue historique. Ils sont rapportés dans les plus minutieux détails par le chanoine Gervais de Tournai en son livre intitulé : *Cinq histoires admirables, tant en latin qu'en françois, auxquelles miraculeusement, par la vertu et puissance du Saint Sacrement de l'Autel, a esté chassé Béelzébud, prince des diables, avec plusieurs autres démons qui se disoient estre ses subjets, hors des corps de quatre diverses personnes, le tout advenu en ceste année M.D.L.XXXII, en la ville de Soissons (1).* Cet ouvrage, adressé à Charles de Roucy

(1) « Divina quatuor energumenorum liberatio facta apud Suessiones,

et dédié par le prélat à Grégoire XIII, auquel il l'envoya, a été composé dans les deux langues, l'année même où les faits s'étaient passés et par un témoin oculaire. Un autre témoin et acteur, comme Gervais de Tournai, Charles de Blandec, recueillit aussi et mit en ordre les « *Cinq histoires admirables advenues au diocèse de Soissons en Picardie, l'an 1582, touchant aucunes personnes possédées du malin esprit et comme il en a été chassé miraculeusement (1).* » C'est ce même auteur qui a donné une traduction française du *Viola animæ*, de Raymond de Sébonde (2). Blandec (Blandek ou Blandeq), natif d'Arras, était un moine de Marchiennes, abbaye qui possédait le prieuré de Vregny, près de Soissons, dont il était sans doute titulaire et que la guerre obligeait souvent à se retirer en cette ville, où il habitait le faubourg Saint-Vaast.

Malgré les témoignages de bonne foi et de véracité dont ces histoires de possessions sont appuyées, la gravité des personnages qui y ont figuré, on s'abstiendra ici de toute appréciation tendant à les faire admettre comme à les faire repousser, pour se borner au rôle de narrateur. La croyance commune en ce siècle était : que Dieu avait permis ces effets de la puissance du démon afin de montrer la puissance de l'Eucharistie et raffermir la foi en la présence réelle chez les chrétiens et la faire naître dans les hérétiques qui la niaient. C'est ce qu'exprime Gervais de Tournai par ce passage de son livre : « *Eodem anno, admiranda hæc apud Suessionnes evenerunt, divino, ut credere æquum est, arbitrio, ad multorum stabi-*

anno millesimo quingentesimo octavo secundo, in qua sacro sanctæ Eucharistiæ vis et veritas plane elucet. Eam scripsit Gervasius Tornacensis Scholarchus et canonicus Suessionensis, auctoritate et jussu Reverendissimi P. et D. Caroli Rucyensis, episcopi Suessionensis. » (*Parisiis apud Guillelmum Chaudière, via Jacobæa sub insigni Temporis et Hominis Sylvestris,* M. D. L. XXII, *cum privilegio regis.*) Ce livre curieux faisait partie de la bibliothèque de Saint-Jean-des-Vignes en 1604. L'exemplaire provenait de Des Avenelles..... qui l'avait reçu de l'auteur *(ex dono auctoris.)*

Charles de Roucy envoyant au pape cet ouvrage s'exprime ainsi : « et mitto non solum latinam hanc historiam quam veram esse fateor et attestor, sed et gallicam quæ eodem genere argumenti scripta est. »

(1) Paris, l'an 1582, chez Guillaume Chauldière.

(2) Arras, 1600. *Bibl. française de* LACROIX-DUMAINE, édit. Rigoley, t. Ier, p. 103.

liendam fidem et ad proponendum incredulis apertum verumque doctrinæ ecclesiæ exemplum (1). » Cet auteur ne perd jamais de vue cette disposition providentielle qui revient dans tout le cours de son livre.

Les quatre possédés qui en font l'objet sont : Laurent Boissonnet, Nicole Leroy, Marguerite Obry et Nicolas Faquier, qui furent tourmentés à peu près de la même manière. Le démon leur faisait endurer toutes sortes de tortures physiques en même temps qu'il leur bouleversait l'esprit de craintes, d'agitations, de projets de crimes. Il parlait par leur bouche, conversait avec eux, leur racontait de folles anecdotes, leur faisait des prédictions, se vantait de ses exploits sur d'autres malheureux. Il leur apparaissait sous formes de spectres, de fantômes, d'hommes, de femmes noires, de chèvres bêlantes, d'oiseaux, de personnages connus, tantôt à la maison, tantôt au dehors, même à l'église. On employait pour les délivrer les prières, l'eau bénite, le chapelet, la croix, les reliques, les pèlerinages, les sacrements, l'Eucharistie, et, quand la possession revenait ou ne cessait pas entièrement, les curés de ces pauvres gens les adressaient avec leurs familles à l'évêque pour qu'il employât les exorcismes.

Celui qui fut le premier amené à Charles de Roucy dans ce but était un enfant de douze ans, Laurent Boissonnet, d'Audignicourt, village de son diocèse. Selon sa mère, qui était veuve, il y avait, en 1582, déjà cinq ans qu'il était obsédé de l'esprit impur qui le rendait menteur, insolent, etc. Celui-ci ne pouvant entrer en lui se jouait dans ses vêtements comme un serpent, lui apparaissait sous la forme d'une colombe l'attirant en se jouant dans la fontaine du village, ou d'un grand spectre cornu, blanc, bêlant comme une chèvre, se jetant sur lui et le terrifiant, d'une femme blanche, d'un corbeau à voix humaine, d'un passereau, d'une tête de cheval, d'âne, d'homme cornu, etc. On pratique, pour le guérir de ces hallucinations, des saignées, on fait un pèlerinage à saint Florentin; une femme passant pour opérer des guérisons

(1) *Ubi supra.*

s'applique sur le coude la ceinture de l'enfant et déclare que sa maladie est celle de sainte Restitute; la mère voue un pèlerinage à cette sainte, mais ces moyens restent sans efficacité. Enfin, la mère et le fils ayant communié, celui-ci éprouva du soulagement pendant quatorze mois. Cependant, un jour qu'il était chez le chanvrier David, son oncle, et puisait de l'eau à un puits, il vit assise sur la margelle une femme éclatante de blancheur, et tomba malade de frayeur. Une autre fois, le démon lui tordit un bras derrière le dos; une autre fois encore, il le fit tomber dans une fontaine. Conduit à l'office par sa mère, il prononça des paroles ridicules, demandant des germes d'herbes, ou le sein comme un enfant. Le démon lui promit de l'argent en retour de son âme ou de son corps après sa mort. Une nuit qu'il était couché avec David, celui-ci lui demanda quel esprit il était. Il répondit : que son nom était dans toutes les bouches, qu'il était vêtu de vert, qu'il était dignement connu des Noyonnais, dont il avait occupé les chemins et les frontières pendant les quatorze mois qu'il avait laissé Laurent en repos et qu'il était allé souvent à Compiègne; qu'il avait, en mendiant, demandé du pain chez son voisin, dont la femme l'avait traité durement, le prenant pour un soldat traînart; que, s'étant mis en route dès le matin, il était allé à Cutz chez le seigneur de Saponay, s'était assis au foyer et avait été bien traité par ce gentilhomme; de là, chez le seigneur de Caisne *(Canniacum)*, lequel, après un long entretien, l'avait invité à dîner, mais qu'il avait refusé à cause de la multiplicité de ses affaires, préférant manger séparément dans la salle et partir en silence; qu'il s'était ensuite rendu à Pontoise dans une chaumière où il y avait des malades, s'y était entretenu avec la femme d'un pestiféré qui était à lui, et mille autres folies du même genre.

Ayant su que le curé d'Audignicourt devait aller consulter à Soissons le docte théologal Cannart, avec l'oncle de Laurent, il se vanta de les devancer lorsque déjà ils avaient atteint le faubourg, mais les signes de croix du curé dérangèrent ses projets et il revint torturer

Laurent. Le curé ayant demandé à celui-ci comment il se trouvait, pour toute réponse, il frémit, enfla ses joues et se couvrit la tête lorsqu'on lui jeta de l'eau bénite ; puis il répéta à son oncle ses entretiens avec le curé durant la route, lui dit qu'il avait des lettres pour le curé de Blérancourt, qu'il se hâtât de les porter, et il prononçait plaisamment des formules de salutations. Chose plus étrange ! lorsque le théologal recommanda Laurent aux prières à la cathédrale, il s'éleva une tempête si violente que le peuple en fut épouvanté et que, pendant vingt-quatre heures qu'elle dura, on craignit que tous les vitraux des fenêtres ne volassent en éclats. C'était, dit le narrateur, l'œuvre du démon qui ne pouvait souffrir que l'on priât pour Laurent. Le même jour, aux vêpres d'Audignicourt, ce malheureux avait été tellement tourmenté qu'il avait failli mourir et que, son oncle ayant voulu lui parler, il lui dit avec colère : *Va-t-en toi qui as reçu le Blanc,* allusion protestante à l'hostie blanche de l'Eucharistie. En effet, David et ses autres parents avaient communié le matin et partirent pour Soissons. Chemin faisant, le cheval s'abattit et la charrette versa du fait du démon, qui dit à l'enfant quand on le releva : qu'il l'arrangerait d'importance s'il n'avait reçu « le Blanc. » Lorsqu'on fut arrivé aux vergers de la ville, l'une des roues ayant frappé contre le jambage de la voiture l'endommagea et, le soir, il dit au conducteur : que cela était arrivé parce qu'il n'avait pas communié comme les autres.

Cependant, on se rend chez le théologal Cannart, qui interroge Laurent, dont on n'eut pas de réponse ; ses yeux deviennent hagards, sa bouche s'enfle, son visage s'agite et ses intestins sont tourmentés. On le mène à l'évêque au milieu d'une foule innombrable qu'attire ce triste spectacle. Le prélat l'attendait dans la salle voûtée située au-dessus de la porte d'entrée du palais. Il l'interroge à son tour sur sa maladie et engage le théologal à l'envoyer à l'Hôtel-Dieu, où l'on s'assurerait plus exactement de son état. Interrogé le lendemain, le démon reprit par la bouche de Laurent sa loquacité. Il dit : qu'il n'avait plus de pouvoir sur le seigneur Duvoisin

parce qu'il avait fait dire une messe, mais qu'il en tenait un autre nommé Baufis *(Baufio)*; qu'il détestait la bibliothèque du théologal, construite de tablettes et ornée de toutes sortes de bonnes choses. On lui demande son nom, il répond Bonnoir *(Bon-Noir)*, couleur qu'on attribue en France au démon, et dit à Cannart qu'on ne le chasserait qu'à force de coups, c'est-à-dire de prières et de jeûnes. Le théologal exhorte tout le monde à prier avec lui et jette de l'eau bénite à Laurent qui pousse des cris et qu'on a grand'peine à retenir. Le bon évêque lui parle avec douceur, l'appelle son fils, lui dit de le regarder, mais ce fut en vain; l'esprit malin continua à le tourmenter, et prières, aspersions, tout demeura inutile.

Charles de Roucy mit auprès de Laurent deux Franciscains: Robert Bunay et Antoine Flobert, qui avait assisté aux exorcismes de Nicole, de Vervins. Dans son exaltation, Laurent brisa les armes du prélat peintes dans une fenêtre. C'était alors la Saint Sébastien, jour de grande solennité à Saint-Médard, où tout le clergé de la ville se rendait en procession. On y conduisit Laurent et sa famille. Pierre Avenelle, premier magistrat de Soissons, assista à la cérémonie dirigée par Claude Merlet. A la messe pontificale, où il fit diacre, le théologal Cannart adressa au peuple, sur l'Evangile du jour, un discours analogue à la circonstance, parla du miracle de Laon et de celui qu'on espérait voir s'accomplir en ce moment, lequel pourrait extirper l'hérésie, rattacher les fidèles à l'Eglise et faire enfin accepter le concile de Trente, dont l'inexécution avait produit tant de maux, etc. La messe achevée, l'évêque procéda aux exorcismes, en présence de 3 à 4,000 personnes qui se pressaient dans l'église trop étroite.

On avait préparé les reliques, une croix et de l'herbe de rue que le prélat mit, selon le rit romain, dans la bouche de l'énergumène, tandis qu'on le touchait avec les saints ossements sur diverses parties du corps. Ensuite, il lui fit des signes de croix au front et à la poitrine, et demanda encore au démon son nom. Celui-ci répondit: « Bonnoir. » — « Ton maître? » — « Béelzébud. »

— « Quelle est la cause de la possession de Laurent? » — « Son oncle a volé un bélier. » — « Tu mens, » lui dit le théologal. — « Quand partiras-tu, dit à son tour l'évêque, et à quel signe le saura-t-on? » — « A midi, mais sans aucun signe. » Pressé de dire pourquoi il tourmentait Laurent, il répondit : « Pour la gloire de Dieu, » ce qui combla de joie le prélat, le théologal et toute l'assemblée. On redoubla de prières, et l'évêque lui commanda de sortir pour ne plus rentrer dans aucun homme et de retourner aux enfers. Il répondit : « Lorsqu'on présentera le *Blanc* à Laurent, s'il l'accepte, je m'envolerai, sinon je resterai. » La joie redoublant dans l'assemblée, l'évêque prit les saintes hosties des mains du chanoine Jean Pinson, qui l'assistait, pour en introduire une dans la bouche de l'énergumène, que le théologal tenait entr'ouverte avec les doigts consacrés, mais dès qu'il l'eut reçue, l'esprit impur fit des contorsions pour la cracher, et il fallut que Cannart lui tînt les lèvres et le nez fermés pour la faire retenir. Pendant ce temps-là, le malheureux poussait des mugissements et des grognements qui arrachaient des larmes à l'évêque, lequel ne pouvait plus prononcer une parole. « Rends gloire au Dieu vivant et véritable, s'écriait le théologal, rends honneur à Jésus-Christ et à son très saint corps qui est au sacrement de l'autel; obéis à Dieu, obéis au Christ, obéis au très saint corps; obéis à son Eglise catholique et romaine! afin que tous ne fassent qu'un et que toute la terre l'adore et chante ses louanges. »

A ces mots l'esprit malin disait d'une voix sourde : qu'il était suffoqué et demandait par où il passerait. En effet l'énergumène, tenu toujours par Cannart, pouvait à peine respirer et on disait même qu'on pourrait l'étouffer en lui serrant ainsi le nez et la bouche, mais celui-ci répondait : qu'il n'y avait aucun danger et que c'était le démon et non Laurent qui parlait. Ayant néanmoins retiré un des doigts, il sortit une légère fumée, signe du départ du démon; puis jugeant les saintes espèces consommées il le laissa libre. Alors Charles de Roucy lui demanda avec douceur, en le

prenant par la main, comment il allait. L'enfant répondit : qu'il allait bien et se jetant à terre il rendit grâces à Dieu. Tous ses parents communièrent, les larmes aux yeux, des mains du prélat, pendant le chant du *Te Deum*. On retourna à la cathédrale, Laurent marchant derrière le pontife, un cierge à la main, et tous les yeux de la multitude se portaient sur lui. Les uns même lui demandaient s'il était bien guéri, les autres exaltaient le prodige, d'autres maudissaient les Huguenots et les athées confondus par un tel miracle.

Laurent étant néanmoins retombé, une vingtaine de jours après, dans son obsession, et les moyens ordinaires pour l'en délivrer n'ayant pas eu de succès, on le ramena à Soissons. Charles de Roucy se trouvait alors à Saint-Etienne (Saint-Paul) qu'il avait fait restaurer à grands frais après sa ruine par les Huguenots. Ayant soupé avec l'abbesse sa sœur, il revint à la ville. Il était à peine entré sous le porche de l'évêché que Laurent, obsédé par un autre démon, compagnon de Lannoir, et nommé Lannesson s'écria : « Voilà le chassieux, le pleurnicheur. Oh ! je n'ai subi sous toi aucun exorcisme, je t'en avertis. » Le prélat lui ayant demandé où il s'était retiré : « Dans un bateau chargé de fagots sous le port de Saint-Médard, répondit-il » ; et il continua de torturer Laurent qui était allé dans le jardin de l'évêché. Ayant trouvé là la mère de Cannart, Nicole, il lui dit : que son fils était mort à Paris, faisant allusion à son entrée aux Minimes de cette ville. Le lendemain il donna un soufflet à sa mère en ricanant et le chanoine Pinson approcha de sa bouche un *Agnus Dei* et des reliques. Le seigneur de Maupas, neveu de l'évêque, était absent et cependant il s'écria comme s'il eût été là : « Te voilà aussi toi, le Gras qu'on appelle de Maupas ; tu as bien jeûné assis sur un tas de pains. » On le fit voir au médecin Lyevin, « homme très savant et très bon » ; il le salua comme une connaissance quoiqu'il ne l'eût jamais vu. Un dominicain ayant voulu aussi lui faire baiser des reliques : « Eh ! te voilà, ô commerçant de moine ! Eh ! que vas-tu dire ! » L'évêque fit des prières et lui donna en vain à baiser des reliques appor-

tées par Nicolas Dany, abbé de Saint-Crépin-le-Grand, lequel, en sa qualité d'archidiacre et de chanoine de Saint-Gervais, assistait à toutes ces cérémonies. Enfin Charles de Roucy ayant dit la messe dans la chapelle Saint-Louis de l'évêché, il l'exorcisa de nouveau et lui demanda son nom et celui de sa légion. Il répondit : « Lannesson de l'ordre de Satan et légion de Béelzébud, mon maître. » Laurent ayant reçu l'Eucharistie fut enfin délivré de son obsession.

Le village de Nancel, voisin d'Audignicourt, fournit l'énergumène Nicole Leroy, fille d'un berger et femme de Charles Pierre, tisserand, natif de Saint-Aignan en Brie (1). En 1580, après sept mois de mariage, elle vit apparaître au-dessus de son lit une femme blanche, montrant un chapelet. Effrayée elle s'écrie et conjure son mari de l'éloigner, mais celui-ci ne vit rien. Un mois après, nouveau spectre de forme humaine, grand et à l'air farouche; elle saisit un morceau d'une faux pour le tuer et appelle son mari à son secours. Le spectre avait disparu, mais elle devint malade de peur. On crut qu'elle était affectée du mal de sainte Restitute et elle alla, au mois de juillet 1581, en pélerinage à Arcy, en faisant et disant des extravagances. S'étant confessée à son curé, celui-ci lui recommanda d'avoir recours aux sacrements et à la récitation du rosaire, préservatifs des atteintes du démon, et lui indiqua encore d'autres prières et dévotions. Ce curé était un pieux chanoine de Saint-Crépin-en-Chaye, dont l'abbé était alors Aliot Gonnelieu, archidiacre et chanoine de Soissons, homme recommandable par sa doctrine et sa piété. Nicole ayant mis au monde un enfant, commença à se mieux porter; mais à Noël elle et son mari n'ayant pas communié, comme beaucoup d'habitants, on attribua cette abstention au mépris de la discipline de l'Eglise et on en tira mauvais augure. En effet, Nicole retomba malade le lendemain des Innocents et au commencement de 1582 le démon reprenait son travail sur elle; son gosier s'enfle, la langue pend au dehors d'une manière

(1) Nicole était âgée de 20 ans.

effrayante. L'eau bénite qu'on lui jetait, au lieu de la calmer, l'irritait et elle l'essuyait. Un troisième spectre lui apparut sous la forme d'un beau jeune homme qui se transforma ensuite en colombe et en une souris *(mustèla fœnaria)* grimpant sur un saule. Des méchants, lui dit le jeune homme, avaient détourné son mari d'aller à une noce à Marigny-sur-Marne; il devait, en son absence, faire des prodiges; il se contentera toutefois de si bien effrayer ceux qui la garderaient qu'ils n'oseraient plus revenir. Elle lui répondit : qu'elle comptait sur les anges, et il la poussa à noyer ou étrangler son enfant, à mettre le feu chez ses voisins et à se tuer elle-même. Comme elle invoquait les noms de Jésus et de Marie et faisait des signes de croix, il lui disait des obscénités. Il accabla de menaces le curé de Nancel, Guillaume Flamand, son parent, et celui d'Audignicourt qu'elle avait fait venir. A la préface d'une messe à laquelle elle assistait, il lui fait jeter son chapelet et le pain qu'on lui présentait, et lorsqu'après l'Evangile de saint Jean, le prêtre lui mit l'étole sur la tête, elle la mordit et arracha l'aube; elle repoussa également l'eau bénite avec horreur. A la vue de l'Eucharistie qu'on lui montra son mal s'accrut, mais au nom du Saint Sacrement et de la Trinité elle éprouva du soulagement. Enfin le curé ayant récité les litanies, le démon s'enfuit, et elle s'en retourna en versant des larmes, n'ayant plus de souvenir du passé.

Le lendemain son sein se gonfla et devint dur comme une pierre. Le démon lui dit : qu'il s'était trouvé bien petit garçon en présence du curé, que ce qui le rassurait c'est qu'il ne lui avait pas demandé son nom, mais qu'il en redoutait un plus élevé que lui, c'est-à-dire l'évêque de Soissons, et il employa toutes sortes de menaces pour la détourner d'aller à Soissons. Le curé, voyant que le démon redoutait les exorcismes et craignant d'outre-passer ses pouvoirs, conseilla à ses parents de l'y conduire après avoir communié. La charrette sur laquelle elle était montée avec plusieurs personnes ayant fortement penché, son mari la soutint; le démon s'étant mis à rire, le mari effrayé laissa aller les guides et

ils s'égarèrent. Partis de Nancel à neuf heures du matin, ils n'arrivèrent à Cuffies qu'à six heures du soir. La gaîté s'empara de Nicole et dans l'auberge où ils étaient descendus, elle demanda du vin et tout ce qu'il y avait, excitant les autres à boire et tenant des propos joyeux. Arrivés le lendemain à huit heures à Soissons on alla trouver l'évêque qui, à son retour du chœur, lui donna la confirmation, espérant la soulager dans son mal qui l'avait repris. Le prélat étant rentré au vestiaire, elle s'alla jeter à ses pieds, mais, à ses gestes, il vit bien que le spectre avait reparu. Elle lui dit : qu'elle avait vu sa grand'mère sortir de la porte « supérieure » pour lui demander de faire dire des messes pour elle, et aussi des anges. Charles de Roucy l'envoya à Cannart, chez qui se réunissaient, pour faire les interrogatoires, le chanoine Jean Pinson, le franciscain Flobert; l'élu de Soissons, François Bonzeré ; N. Servat et Adrien de la Croix, notaire royal, chargé de rédiger les témoignages.

L'évêque, ayant fixé le dimanche suivant pour attaquer le démon par les exorcismes, engagea les parents de Nicole et ceux qui devaient y assister à faire trois jours de jeûnes et il fit examiner celle-ci par les médecins. Les hommes de l'art, après une inspection sérieuse, trouvèrent qu'il n'y avait dans le gonflement des mamelles qu'un effet naturel, mais ils furent stupéfaits de la crépitation des intestins, de la dureté de l'un des seins et de l'oubli où Nicole était de tout ce qui venait de se passer. Ils persévérèrent à déclarer que cela surpassait les limites de l'art médical, et ordonnèrent toutefois une médecine qui produisit plus de mal que de bien. Elle ne prit du reste qu'un peu de bouillon que Charles de Roucy lui avait envoyé à cause de l'allaitement de son enfant qui d'ailleurs ne souffrait pas de la maladie de sa mère. Elle fut aussi visitée par Philippe Delettres, médecin et chanoine de Soissons, qui la palpa en plusieurs endroits du corps qu'elle frottait aussitôt avec son tablier pour en effacer les traces, comme elle essuyait l'eau bénite qu'on lui jetait pour ne pas retomber, disait-elle, dans une nouvelle cécité. Bague, cha-

pelet, elle jette tout, oublie son nom, disant qu'elle n'est plus Nicole, mais un certain *Bonnoir*, démon inférieur. Barbaran, l'un de ceux qui l'avaient accompagnée, étant venu prendre de ses nouvelles, elle répondit : qu'ils se souciaient bien de sa santé, eux qui avaient bien dîné, mangé pour 7 sous de poissons, bu gaîment du vin blanc et du rouge à 6 et à 4 sous. Le fait vérifié au cabaret fut trouvé exact; le démon avait parlé par sa bouche.

Ses parents et amis étaient descendus dans une auberge à l'enseigne du *Croissant de la Lune*, où ils partageaient une chambre à deux lits, trois dans un lit, deux dans l'autre, dont les planches quoique neuves et solides se rompirent. Foulchre, l'un des cinq, vit même un spectre à face humaine incandescente qui tourna autour de la table, et, s'approchant de la cheminée, ranima le feu, prit un long tison qui, à plusieurs reprises, brilla comme une chandelle « éclatante » et l'éteignit ensuite. Epouvantés à la vue de ce spectre, tous poussèrent un cri et demandèrent de la lumière. Une servante accourut, mais la chandelle qu'elle avait à la main s'étant éteinte à son entrée dans la chambre, elle se sauva et les gens de Nancel ne purent fermer l'œil de la nuit, estimant que tout cela était l'œuvre du démon.

Sans plus de retard, Charles de Roucy procéda à la cérémonie des exorcismes « divins ». Il célébra une messe accompagnée de chant et de musique, où Cannart fit diacre et Robert Hugues, sous-diacre, avec les chanoines Jean Pinson et Raillon pour assistants. Le chapitre s'était rapproché de l'autel pour arrêter la foule qui les pressait par derrière au nombre de 3 à 4,000 personnes, campagnards et étrangers curieux d'entendre parler le démon. Nicole d'abord tranquille commença à s'agiter quand on lui imposa la particule de la vraie croix que l'abbesse de Notre-Dame, Catherine de Bourbon, avait envoyée à l'évêque. Bientôt la face s'enfle, sa couleur change; elle devient rouge et agréable lorsqu'on lui met la tête de saint Voué sur la sienne. Elle avoua qu'elle avait alors éprouvé quelque chose de divin

et s'être sentie piquée comme par des épines autour de la tête et du visage. Elle sentit aussi naître une tumeur à l'endroit où l'on fit toucher la ceinture de la Vierge, autre relique venant également de Notre-Dame. Elle ne témoigna du reste aucun ennui, priant à genoux, les mains jointes, pendant qu'on lui faisait les exorcismes, selon le Sacerdotal romain.

Lorsque le pontife en vint aux interrogations et lui demanda en latin son nom, le démon fut forcé de répondre : *Varlet*, dit-il en français, — « de quel ordre? — des *Varlets* (ou serviteurs). — Quel est ton maître? — Je suis le varlet du maître des varlets. — Quel est ton nom? répéta l'évêque en continuant ses exorcismes. D'une voix rauque et voilée, il répondit : *Ebul.* Pressé de s'expliquer : *Bzébul*, dit-il. Des voix ayant demandé qu'on le forçât à s'exprimer plus clairement, l'évêque ordonna à Nicole de lever la tête et au démon de dire Béelzébul, il prononça le mot en entier à voix basse. Interrogé pourquoi il tourmentait ainsi cette pauvre femme et s'était emparé de son corps, il répondit : un péché, puis un péché secret et enfin un péché non accusé. Interrogé si, le péché accusé, il la quitterait, il se tut voyant ses mensonges inutiles. Interrogé quand il s'en irait, quel signe il en donnerait et par où il irait, il dit : quand on lui donnerait *le Blanc*. L'évêque embarrassé consulta le théologal Cannart, qui fut d'avis de ne point donner la communion à Nicole avant qu'elle eût fait une confession à un prêtre. Alors pour lui faciliter cet acte il commanda au démon de la laisser tranquille. Elle alla se confesser à un franciscain et revint trouver le prélat qui lui appliqua la relique de la tête de saint Denis du couvent de Notre-Dame. A ce contact elle se sentit comme percée, surtout quand on lui appliqua sur le front la châsse ouverte ; et lorsqu'elle eut reçu l'Eucharistie, le démon forcé de déclarer la cause de son occupation de cette femme : « C'est pour la gloire de ton maître », s'écria-t-il à trois reprises, et la faisant tourner vers le peuple il l'obligea à répéter les mêmes paroles. Il déclara qu'en signe de sa sortie, il éteindrait un cierge et déchausserait un des pieds

de Nicole ; qu'il partirait par une fenêtre garnie de verres, remarquable par sa couleur rouge, qu'il montra à la droite de cette femme et du côté de l'Orient. Les choses arrivèrent comme il l'avait prédit.

Les exorcismes, les hymnes et les oraisons achevées, l'évêque apporta l'Eucharistie au milieu du sanctuaire et implora sa puissance contre un si redoutable ennemi ; il vit Nicole regarder la fenêtre indiquée, son visage s'enfler et sa bouche ouverte laisser voir la langue grossie et plus ronde que de coutume. Interrogée sur ce qu'elle ressentait, elle répondit : qu'elle avait senti sortir de sa bouche quelque chose de velu et de hérissé ; qu'elle avait éprouvé une grande faiblesse ; qu'il lui avait dit qu'il partirait quand le cierge qu'elle tenait à la main s'éteindrait et qu'elle avait vu une tourterelle à la fenêtre. Pour se soutenir, elle demanda du vin, assurant que l'ennemi était parti et que c'était bien elle-même cette fois qui parlait ; elle rendit gloire à Dieu et demanda instamment la communion qu'elle reçut avec son mari et son beau-père Ambroise. Il ne lui resta de sa maladie qu'une certaine faiblesse.

La troisième obsédée fut Marguerite Obry, fille d'un vigneron de Villers-Saint-Paul, au diocèse de Beauvais. Entrée au service d'un boulanger de Senlis, elle fut violemment tourmentée par les démons *Béelzébud* et *Astaroth* (1). Etant allée voir à Chantilly un de ses oncles, celui-ci la présenta à la duchesse de Montmorency, femme du connétable Anne de Montmorency, qui la traita avec bonté et lui donna de l'argent pour aller trouver l'évêque de Beauvais. Le prélat fournit aussi à ses besoins, la fit examiner par des médecins et des matrones qui la déclarèrent pure et la renvoyèrent pour les exorcismes à son curé, Jacques Cornoy, franciscain, lequel employa en vain l'Eucharistie et toutes sortes de prières et moyens liturgiques. Elle alla ensuite à Notre-Dame de Liesse, à Notre-Dame de Laon, où le démon, se souvenant d'y avoir été exorcisé, l'eût empêché d'entrer si l'on n'eût employé la force. De là, elle vint à Cha-

(1) Elle était comme Nicole âgée de 20 ans ; sa mère s'appelait Claudine de la Croix.

vignon, puis à Soissons, où elle logea à l'*Hôtel Sainte-Restitute*, au faubourg Saint-Vaast, après avoir tenté de se jeter dans un fossé plein d'eau. Elle alla assister à la messe à la cathédrale, et ses parents ayant déclaré vouloir la présenter à l'évêque, Jean Pinson et Pierre Moreau leur ménagèrent une entrevue avec Charles de Roucy, qui les accueillit avec son humanité et sa bienveillance ordinaires. Le prélat jeta l'eau bénite à la jeune fille et envoya quérir le religieux de Marchiennes, Charles Blandec, qui l'interrogea chez le secrétaire de l'évêque, en présence de Pinson, de Pierre Moreau et de Nicolas Vivier, magistrat vénal *(latrunculator)*, de Géri Pesché, marchand ; d'Adrien de la Croix, notaire. Elle entendit la messe de l'évêque à Saint-Louis ; on lui appliqua la relique de la vraie croix, apportée de Saint-Jean par le prieur Rozet, et Blandec fit les exorcismes. Le démon déclara qu'il était Béelzébud qui avait possédé Nicole Obry, de Vervins, en présence de Rosset, de Pinson, de Nicolas Regnault, procureur du roi, de Guy du Pesché, d'Adrien de la Croix, de Nicolas Buly, d'Adrien Gosset, de Jean Judas, prieur, et de Alexandre de la Cour-Neuve, aumônier de Saint-Médard, etc. Le dernier exorcisme eut lieu sur un théâtre élevé devant la porte du chœur, contre le jubé, en présence de la foule du peuple qui remplissait la nef et les transepts. Le prélat célébra la messe à l'autel de la Vierge du jubé qui dominait l'estrade. Il était entouré du chapitre et de la magistrature. Le démon, vaincu par la puissance de l'Eucharistie, sortit en rugissant du corps de Marguerite.

Chose assez étrange ! le quatrième possédé qu'eut à exorciser Charles de Roucy était de Cutz, village voisin de ceux de Nancel et d'Audignicourt. C'était un mécanicien, Nicolas Faquier, âgé de cinquante ans, qui était tourmenté par trois démons : *Cramoisy*, *Pieroly* et *Levectior*, leur maître, de l'ordre 1^er^, commandé par Lezabel. Il avait trois frères huguenots : Brice Gagnon, Lucien Liepent et François Gagnon, et c'était pour les ramener à la vraie foi qu'ils s'étaient emparés de lui. Les deux premiers se convertirent, en effet, en le voyant

ainsi frappé, et le troisième lorsqu'il le vit guéri. Faquier vint à Soissons avec ses proches et ses amis : Gérardin Héroin, Antoine et Adrien Gallet, etc., sa femme, Marie Gallet, munie de lettres de son curé, et se présentèrent à Charles de Roucy, à qui ils exposèrent les faits relatifs à cette possession. Le démon lui avait apparu, disaient-ils, au commencement de 1582, sous la forme de spectres hideux, de femme, de loup, de chien noir, et il le frappait avec violence. Il entrait et sortait de son corps à certaines prières. Nicolas se sauva dans les bois, d'où il fallut employer la force pour le ramener. Il reçut néanmoins du soulagement de l'Eucharistie en y voyant un enfant adoré par les anges. L'évêque manda encore Charles Blandec pour lui confier l'affaire, à cause de la faiblesse de sa santé, et voir si réellement Nicolas était possédé, ce dont lui-même ne pouvait guère douter, à cause des attaques dont il avait été saisi lorsqu'il lui avait donné son anneau à baiser.

Cependant il voulut entretenir François Gagnon pour l'arracher à l'hérésie, lui représentant que c'était là le but de ces sortes de guérisons. Gagnon lui répondit : qu'il n'allait pas au prêche, mais sentait des doutes s'élever dans son esprit sur les questions controversées avec les Huguenots, et que s'il en avait la solution il reviendrait à d'autres sentiments. Alors Blandec l'entraîna chez lui pour en disserter et lui fit promettre d'apporter les livres qu'il avait à Cutz pour être brûlés, si l'évêque le désirait. Il eut l'après-midi un nouvel entretien avec Blandec et Charles de Roucy qui l'exhortèrent à se convertir, puisqu'il était la cause de l'obsession de son malheureux parent. Comment, répondit Gagnon, peut-il porter la peine d'autrui ? « Ainsi osait discuter, dit Gervais de Tournai, un homme du peuple et de la campagne et fort ignorant de la philosophie. » On lui répondit : que personne, en effet, ne souffrirait pour un autre les peines éternelles, mais que Dieu pouvait quelquefois envoyer des châtiments temporels pour en tirer moyen de salut, ainsi qu'il est marqué dans l'Ecriture. Ensuite, l'exorciste l'admonesta sur l'audace qu'il affichait si témérairement pour un homme ignorant comme lui des

lettres divines et humaines, de disputer ainsi devant une si docte assemblée et contre son évêque à qui il ne doit qu'obéir, écoutant ses paroles comme l'expression de la vérité. Gagnon protesta de son respect et de sa soumission à l'évêque et néanmoins exposa ses doutes sur la messe, le purgatoire et l'invocation des saints. Blandec, sans plus discuter, l'exhorta à écouter la voix de son pasteur, à prier, à assister au sacrifice de la messe, où il n'avait pas été depuis longtemps, et à se déclarer catholique; puis il poursuivit ses exorcismes qui eurent lieu dans la chapelle Saint-Louis, en présence de l'évêque. François Gagnon suivit ses conseils, et Faquier fut délivré. Tel est en substance le récit consigné dans le livre de Gervais de Tournai sur ces faits étranges et qu'il fit suivre d'une dissertation non moins bizarre sur *Astaroth* et les *Energumènes*.

Des faits d'un autre genre, mais se rapportant à la même matière, donnèrent lieu à la composition d'un autre livre : *La Démonologie des Sorciers*, par l'auteur de la *République*, le célèbre Jean Bodin, lequel mourut en 1596. Quelque fastidieux que puissent paraître à certains esprits le récit de tant de choses qu'ils regardent comme absurdes, on ne doit cependant pas les négliger, ne fut-ce que comme peinture de mœurs en ce siècle singulier qui a vu et remué tant de choses.

X. — De tout temps, on a cru aux fées, aux sorciers, aux sciences occultes, à l'astrologie judiciaire, mais il est certain que ces croyances et ces pratiques n'eurent jamais plus d'empire en France que sous les derniers Valois. L'art de la magie, de la nécromancie, de la chiromancie, des sortilèges, des diableries, de la divination et des maléfices de toutes sortes y avait été importé par l'invasion des Italiens à la suite de Catherine de Médicis, qui accordait une grande faveur aux pratiques superstitieuses. Paris et surtout la cour foisonnaient d'astrologues. Il y en avait jusqu'à 30,000 en 1572, et, comme on les avait toujours tolérés, ce fut tout un événement lorsqu'on brûla, comme sorcier, Dominique Miraille et sa belle-mère, bourgeoise d'Etampes. « On ne trouva chez ce magicien que livres de conjurations, caractères,

plaques d'argent, lames de fer blanc, figures, papiers, formules pour invoquer fées, esprits malins, dit l'Estoile en son journal, et autres instruments servant au fait de magie. » C'était la mode que chaque prince ou grand seigneur eût son astrologue, son devin. Catherine consultait les siens dans les affaires de l'Etat et leur accordait ainsi sur leur marche une influence funeste (1). De la cour, dont ils secondaient les passions immondes, les vices infâmes, ces hommes répandirent leurs pratiques parmi le peuple, enclin naturellement aux superstitions et aux extravagances.

Peut-être faut-il aussi rechercher l'une des sources de ces folles croyances dans les *mystères*, les *moralités*, les *farces* et surtout les *diableries* qui devinrent plus fréquentes sous les rois Charles VIII et Louis XII et mirent les *sabbats* à la mode. Pour comble de folie, des auteurs se mirent à recueillir et à rédiger des pièces diaboliques. Ceux qui les représentaient ne manquaient pas de paraître sur la scène avec des costumes analogues à leurs rôles, c'est-à-dire couverts de peaux noires et de masques affreux. Les diableries ordinaires ne comportaient que deux diables, mais dans les grandes, il en paraissait quatre ; et, comme ces diables réunis faisaient un vacarme effrayant, s'agitaient, poussaient des hurlements, jetaient des feux par la bouche, tenaient de grands bâtons noirs d'où s'échappaient aussi des flammes et de la fumée, on en tira ces proverbes : « Faire le diable à quatre ; jeter feu et flammes. » Le premier ouvrage dans ce genre eut pour auteur Eloi d'Amerval, directeur de la Maîtrise des enfants de chœur de Béthune, et parut en 1507. Deux autres poètes, les Grébans, de Compiègne, composèrent aussi de ces sortes de pièces qu'ils apportèrent de Paris dans leur pays (2).

Après ces diableries vinrent les *sabbats*, qui n'en étaient qu'une imitation plus accessible à tous, plus facile et moins dispendieuse. On se réunissait dans la campagne, les bois, les enclos. Ces assemblées prirent

(1) *Journal* de L'Estoile.

(2) Voyez le tome précédent, *Mystères*.

le nom de sabbat, de celles des juifs dans leurs synagogues. Un seul personnage y jouait le rôle de diable. Comme elles avaient lieu pendant la nuit, ce qui rendait le spectacle plus saisissant et plus facile à fréquenter pour les travailleurs, elles dégénérèrent en réunions de débauches et de crimes. Composées d'éléments divers, d'indigents, de libertins, d'individus des deux sexes gagnés par l'espérance ou dominés par la crainte, de voleurs et de gens sans aveux, ce ne furent bientôt plus qu'infamies et prostitutions, vols, blasphèmes, parjures, renoncement à Dieu, raffinements de libertinage dans ces amalgames de gens de toutes sortes exploités par des chefs habiles, dépourvus de toute honte et protégés par les ténèbres qui les dérobaient aux recherches de l'autorité. Ceux-ci, sous le nom de *sorciers*, composaient des poisons lents ou subtils qui, dans un temps où la pharmacie était encore dans l'enfance, passaient pour des secrets provenant d'un commerce avec les esprits infernaux. Ils s'en servaient comme moyen de satisfaire les vengeances personnelles et en fournissaient à ceux qui en avaient quelqu'une à exercer.

Un profond secret couvrait ces assemblées nocturnes et avant chaque séance on s'assurait de la discrétion de tous les assistants. Il suffisait d'un signe de croix pour dissoudre la compagnie, parce que ce signe était dans ceux qui s'en armaient une marque de repentir de s'être laissé endoctriner par les *sabbatiers*, ou d'opposition formelle à des pratiques qui blessaient la religion ou les bonnes mœurs. On levait aussitôt la séance afin d'ôter aux personnes suspectes la connaissance des mystères d'iniquité qui allaient se consommer. Les réunions commençaient à minuit: l'été dans les bois, l'hiver dans des fermes écartées et finissaient au chant du coq. On croyait que pour y être reçu il fallait être muni d'un balai dont on tenait la tête à deux mains et le manche entre les jambes. La chambre où se tenaient les sabbats d'hiver n'était éclairée que par une seule lampe placée dans un coin de la cheminée et dont la faible et tremblante lumière ne dissipait qu'à demi les ténèbres.

Lorsque tout était disposé, le diable apparaissait au milieu de la cheminée et trônait sur un tréteau élevé de deux ou trois pieds, tantôt sous la forme d'un grand bouc velu, tantôt sous celle d'un cavalier noir, quelquefois sous celle d'un gros barbet. A sa gauche il avait la lampe, à sa droite dans un enfoncement, le personnage, homme ou femme, dépositaire des poudres et graisses nécessaires pour opérer les enchantements. Les assistants étaient rangés de chaque côté sur deux lignes parallèles. L'affreux président ouvrait la séance par un discours et chacun pouvait ensuite lui adresser des consultations, après quoi on procédait à la distribution des poudres et des graisses et quelquefois de crapauds baptisés qu'on donnait comme préservatifs sous le nom de *mirmilots.* Il arrivait aussi que le diable se faisait adorer et donnait son nombril à baiser en signe de soumission. La cérémonie se terminait par un repas où l'on mangeait du pain noir, et qui était suivi de danses lascives et de débauches monstrueuses. Quelquefois le président imprimait une marque sur le corps de ceux qui voulaient être initiés, en y appliquant un peu de graisse qui faisait naître une espèce de « rogue » insensible qui pénétrait fort avant dans la chair et devenait une preuve permanente de l'initiation (1).

Si la reine Catherine de Médicis protégea à la cour les adeptes des sciences occultes, il semble que sa faveur en ce genre s'étendit dans le Valois qui lui appartenait. Il est certain en effet qu'il y eut à cette époque, dans ce duché et au diocèse de Soissons, une sorte de recrudescence de sabbats et de sortilèges. Un ancien curé de Rhuys, près de Verberie en Valois, aumônier de Catherine, passait pour un des plus grands calculateurs astrologues de son temps. On tint de grands sabbats du côté de Verberie et de la Ferté-Milon. Dans cette dernière ville on nommait *chevaucheurs d'escouvettes* et dans la première *chevaucheurs de ramons* ceux qui passaient pour les fréquenter. Ces mots signifiaient dans le patois du pays *chevaucheurs de balais.* Ils avaient

(1) CARLIER ex BODIN, t. II, p. 592.

lieu d'ordinaire la veille des dimanches et fêtes, afin que ces fatigantes orgies fussent suivies d'un temps de repos réparateur. Les sorciers de Verberie acquirent alors une véritable célébrité qui devait coûter bien cher à deux malheureuses de cette ville (1). Leurs pratiques diaboliques, leur procès et leur triste fin méritent d'être rapportées.

D'origine bohémienne et très habile dans l'art des maléfices et de la prostitution, la nommée d'Harvillier, de Verberie, donna le jour, en 1528, à une fille qu'elle nomma Jeanne et qu'elle voua au diable, à la persuation d'un sorcier, selon les formules et les rites prescrits par les grimoires. Il est bon de savoir que, d'après ces sortes de rituels, les pères et mères pouvaient vouer leurs enfants au démon et un mari sa femme, mais non réciproquement. A la fin du règne de Louis XII avait paru un livre intitulé : l'*Histoire du chevalier qui donne sa femme au diable*. Jeanne Harvillier, à l'âge de douze ans, stylée par sa mère, fut présentée à un prétendu diable ayant la figure d'un homme noir, à la taille élevée et bien prise, botté et éperonné comme un cavalier qui va monter à cheval. L'homme noir déclina d'abord ses qualités, puis assura la jeune fille que si elle voulait se donner à lui, il lui procurerait un sort heureux, lui enseignerait les moyens d'être utile à ses amis et de se venger de ses ennemis. Jeanne accepta ces offres brillantes et s'estima trop honorée de s'instruire à si bonne école. Le cavalier lui dit : qu'elle devait renoncer à Dieu et lui fit réciter des formules dans ce but. La malheureuse enfant fut jetée ainsi dans la prostitution et la débauche. Une fois dominée par son maître tyrannique, elle suivit toutes ses impressions et vécut avec lui, sous ce couvert diabolique, dans un commerce infâme, qui ne dura pas moins de vingt-huit ans. Il lui apprit certaines recettes, à l'aide desquelles on pouvait en peu d'heures faire périr les hommes et les animaux. Elles consistaient en des graisses de quatre couleurs coordonnées selon l'art magique, et en certaines poudres.

(1) *Ibid.*, t. II, p. 587 et 643.

L'homme noir venait ordinairement la trouver à la nuit close, à cheval et dans le même costume qu'il portait la première fois qu'elle l'avait vu. Il lui faisait de temps en temps des présents et lui donnait de l'argent. Ce commerce demeurant secret Jeanne fut demandée en mariage par un jeune homme du Laonnois. Avant de s'engager elle consulta l'homme noir qui lui conseilla d'accepter, mais prit en même temps des mesures pour que cette union ne nuisît pas à ses relations criminelles. La cérémonie eut lieu et le mari ne soupçonna rien de ce qui se passait. Quelque temps avant de quitter Verberie pour le suivre en son pays natal, Jeanne eut la mauvaise idée d'éprouver l'efficacité des poudres que lui avait données celui qu'elle croyait le diable en personne. Ce fut le commencement de sa perte. Son premier essai se fit dans un village du bailliage de Senlis. Les poudres ayant produit les effets qu'elle désirait, notre sorcière qui avait travaillé au grand jour fut dénoncée au bailli, saisie et jetée en prison. Dans l'interrogateire qui suivit son arrestation, Jeanne compromit sa mère, laquelle, à son tour, fut aussi arrêtée et incarcérée à Senlis. On instruisit leur procès et toutes deux furent condamnées en 1558, la mère, comme sorcière et empoisonneuse, à être brûlée vive; la fille, à la peine du fouet et à la marque sur l'épaule avec un fer rouge. Elles appelèrent de ce jugement au Parlement, qui confirma la sentence, et elles subirent leur supplice sur la place de la ville.

Après l'exécution, Jeanne quitta Verberie avec son mari et se retira dans le Laonnois, où elle continua d'exercer ses maléfices. S'étant, en dernier lieu, fixée dans une chaumière du faubourg d'En bas, à Ribemont, elle s'y fit bientôt une telle réputation en fait de sortilèges qu'il n'y eut pas de sottises qu'on ne lui attribuât. On avait vu, la nuit, des lumières au travers des fentes de sa porte; elle avait « communié avec l'hostie rousse » au sabbat; elle avait, en entrant dans les maisons, fait gâter la pâte et empêché la crême de venir en beurre; elle avait jeté des sorts à des animaux qui en moururent. Une année elle avait fait périr les fruits de la

terre ; elle avait fabriqué des images de cire qui inspiraient l'amour ou procuraient la mort; elle avait donné une maladie de langueur à la fille du procureur du roi de Ribemont, et même noué l'aiguillette au tabellion du château, lequel, en effet, depuis l'arrivée de Jeanne, n'habitait plus avec sa femme, quoiqu'il eût mangé à jeun des piverts rôtis avec du sel ; elle avait même fait danser René-Hector de Marigny, nu-pieds, sa chemise entre les dents, en lui faisant aspirer, en guise de tabac, une poudre mystérieuse. Tous ces bruits absurdes furent confirmés par une aventure qui occasionna pour Jeanne une nouvelle arrestation suivie d'un arrêt de mort.

Une fille qu'elle avait s'étant prise de querelle avec un voisin qui la frappa et proféra des paroles de mépris contre sa mère, celle-ci accourut et fit des menaces qu'elle ne tarda pas à réaliser. Ayant demandé un sort au diable, qui lui continuait ses visites, il lui donna une poudre qu'elle devait placer sur le passage du voisin qui en contracterait une maladie suivie d'une mort douloureuse. Mais il arriva que celui à qui elle en voulait fut précédé, dans le chemin où elle avait mis cette poudre, par un autre villageois nommé François Prudhomme, laboureur, avec lequel elle était en bonnes relations, et ce fut lui qui gagna la maladie. Jeanne eut l'imprudence de l'aller trouver, de lui avouer son crime, de lui demander pardon et de lui offrir ses services qu'il accepta.

Cependant l'homme noir étant venu la voir, elle lui demanda les moyens de réparer sa funeste méprise. Le diable ayant déclaré le mal sans remède, ils se prirent de querelle et Jeanne lui défendit de ne plus jamais la revoir. Malheureusement les propos de vengeance qu'elle avait tenus avaient été recueillis, et des passants avaient remarqué les gestes et les contorsions qu'elle avait faits en plaçant le sort. De plus, l'aveu fait au malade avait été divulgué et ce malheureux vint à mourir deux jours après la visite du diable. C'en était trop, Jeanne, effrayée du danger qui la menaçait, se cacha dans une grange pour attendre la nuit, confirmant

ainsi les bruits sinistres qui circulaient sur son compte. Le procureur du roi, Claude d'Offay, fit saisir et jeter la sorcière dans une tour du château de Ribemont, sans redouter ses sortilèges qui, de l'aveu des sorciers eux-mêmes, n'ont pas de pouvoir sur les juges, ni sur les clercs dans les ordres sacrés. D'ailleurs un décret de prise de corps suffisait également pour enlever l'assistance du diable. Jean Bodin, angevin, juge au présidial de Laon, fut désigné, au mois d'avril 1578, pour présider la cour qui devait juger ce procès extraordinaire, et on lui adjoignit deux commissaires.

Avant l'interrogatoire on examina le corps de Jeanne pour voir s'il n'était pas nanti de quelqu'un de ces signes bizarres, que la nature ou le hasard impriment quelquefois à l'enfant au sein de la mère, et qu'on regardait alors comme des marques de la possession du démon et qui rendaient insensibles au fer et au feu. On y enfonçait des épingles et si l'accusé criait c'était une marque de non culpabilité. Jeanne ayant été trouvée pourvue d'un de ces sortes de stigmates, une tache jaunâtre de forme ovale sur l'épaule, Jean Hérem, exécuteur des hautes œuvres à Laon, fut désigné pour faire cette épreuve. On adjoignit à Hérem pour l'assister deux chirurgiens, Jehan Langellerie, de Ribemont, et Robert Lartizien, d'Origny-Sainte-Benoite. Jeanne ayant subi l'épreuve sans sourciller, les deux praticiens se portèrent garants de son insensibilité et du rapport de l'officier. Ce chirurgien Langellerie paraît dans une inscription de l'église de Ribemont, avec le titre de *chirurgien, receveur en l'église de céans*, ainsi que *Génefiefve Macquaine, sa femme*. Au-dessus de la légende on remarque deux écussons. Sur l'un on a gravé en sautoir des ciseaux et un rasoir, insignes de sa profession de chirurgien-barbier, sur l'autre une sorcière portant un balai et une sorte de cuiller ou papinette, instruments obligés du sabbat, allusion évidente au rôle rempli dans le procès de Jeanne par le praticien (1).

Les préliminaires achevés, la malheureuse Jeanne fut

(1) *Bulletin de la Société académique de Laon*, t. VIII^e^. — Charles GOMARD, *Essai sur Ribemont*, p. 153 et *passim*.

amenée devant le tribunal, nu-pieds et conduite à reculons, de crainte que son regard ne fascinât les juges. Elle avoua ses mauvais antécédents et notamment qu'elle était la cause de la mort de Prudhomme. A la question qu'on lui fit sur la marque ovale, elle répondit qu'elle provenait d'un clou qu'elle avait eu autrefois à l'épaule. Le juge s'étant approché de l'accusée et lui séparant les paupières : « Voici, dit-il en montrant une petite tache qu'elle portait à l'œil droit et qui ressemblait à la cicatrice qu'aurait laissée une taie après sa guérison, voici un signe qui ne trompe jamais », et il ajouta : « Tu le vois, le démon t'a marqué le corps et l'âme et cependant tu persistes à résister à l'Esprit-Saint ; mais ceci ne te portera pas profit et ta punition n'en sera que plus lourde. » D'Offay ayant voulu revoir la marque imprimée par Satan sur l'épaule de Jeanne, la trouva effacée, nouvelle preuve de sorcellerie qui fit reconnaître en elle ces *indicia legitima prægnantia et sufficientia ad torturam ipsam.* Et en effet la cour rendit un arrêt, motivé sur de nombreux passages d'auteurs de jurisprudence, la condamnant à subir la torture. La lecture de l'arrêt terminée, le juge exhorta Jeanne à confesser la vérité qu'elle ne pouvait plus cacher. Elle répondit avec une grande présence d'esprit : que le mensonge n'étant pas moins coupable aux yeux de Dieu que la sorcellerie, elle ne pouvait se décider à mentir et que, comme elle l'avait déjà fait, elle se déclarait innocente. Alors le juge se découvrant et s'inclinant devant la cour prononça ces paroles : « Nous faisons savoir à l'honorable tribunal que la question ordinaire et extraordinaire va être appliquée à Jehanne Harvillier, sorcière entêtée et blasphématrice, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. *Amen.* »

Aussitôt toute la cour, s'étant levée, entra dans un caveau voûté qui touchait à l'auditoire de la justice. Jeanne, livrée aux mains du bourreau, se sentit faiblir à la vue des torches allumées et de l'appareil effrayant des instruments de torture. Tombant aux pieds du magistrat elle lui demanda grâce en s'écriant : « Hélas ! je vois bien ce dont il s'agit. J'ai mené une vie indigne ;

je suis la plus misérable des femmes. Née dans la Bohême, le premier fruit porté à mes lèvres a été le fruit défendu. Je ne sais quelles affreuses passions, quels terribles caprices m'ont battue de leurs ailes. Vous demandez des aveux, si je vous en faisais ils vous feraient frémir vous-mêmes ». Lorsqu'on lui demanda si elle pouvait ensorceler, elle répondit que oui. — Qui lui en avait appris les moyens? — Elle dit: que c'était Satan; — combien de démons étaient à ses ordres? — un seul. Puis elle raconta comment sa mère l'avait jetée dans les bras de l'homme noir; comment il se présentait à elle quand elle le voulait, et combien ses lèvres étaient froides dans ses embrassements; comment il la transportait dans les assemblées nocturnes des sorciers après s'être oint le corps avec « de la graisse d'enfant mort sans baptême ». Elle chevauchait, ajouta-t-elle, un bouc noir qui allait si vite et si loin qu'elle se sentait ensuite toute meurtrie et foulée. Que si elle était entrée dans la troupe des sorciers depuis son âge le plus tendre, c'était pour réparer les pertes qu'elle avait éprouvées dans les guerres qui lui avaient tout enlevé. Quant à la marque qu'elle avait sur l'épaule, c'était le diable qui la lui avait faite la première fois qu'elle s'était rendue à leur assemblée. Puis elle parla des divers sorts qui lui servaient à faire mourir les bestiaux. Ils consistaient surtout en une composition si remplie de sacrilèges, impiétés et profanations, dit Bodin, qu'il vaut mieux l'ensevelir dans l'oubli que de la décrire, le seul récit ne pouvant qu'exciter l'horreur. Cet affreux mélange, mis dans un pot de terre, était placé sous le seuil de la porte des étables ou dans les chemins par où passaient les animaux, et tous mouraient tant que le sort n'était pas enlevé ou que celui qui l'avait placé était existant. Jeanne avoua qu'elle était l'auteur de tous les faits de sorcellerie arrivés dans le village, mais elle nia être la cause de la mort de Prudhomme; enfin elle exprima son repentir et demanda pardon à Dieu, à la satisfaction de tout le tribunal.

Jeanne fut ramenée le lendemain en présence du juge pour entendre la lecture de l'acte contenant ses déclara-

tions et aveux de la veille; mais, comme elle avait entendu dire qu'elle devait être brûlée, elle lui déclara, à travers mille injures et imprécations, que tout ce qu'elle avait dit lui avait été arraché par la crainte de la torture, et qu'il n'y avait pas un mot de vérité dans ses dépositions. Alors le juge l'ayant de nouveau fait conduire dans le caveau de la question, elle changea encore de langage, et, dans son effroi, reconnut que sa confession de la veille était la vérité pure; elle avoua même encore des crimes plus étranges.

Le tribunal fut d'avis que Jeanne Harvillier avait mérité la mort, mais il fut partagé sur le genre de supplice qu'on devait employer pour la procurer. Un des juges, au cœur plus « pitoyable », opina qu'on devait employer la corde, y ayant dans la conduite de cette malheureuse plus de libertinage, de folie et d'imbécillité que de sorcellerie, et d'autres se rangèrent de son avis. Cette opinion ayant transpiré au dehors, le peuple s'assembla tumultueusement autour de l'auditoire, menaçant d'enlever la magicienne et de la brûler parce qu'on avait vu des sorciers survivre au supplice de la corde au moyen de leurs enchantements. Mais il n'était pas besoin de cette pression extérieure pour faire condamner Jeanne à la peine du feu. Le tribunal, après l'aveu de tels crimes; en vertu de l'ordonnance de Charles VIII enjoignant de « rôtir, brûler, sans autre forme de procès, les sorciers, magiciens et autres qui pullulaient dans le royaume »; en vertu de la coutume en vigueur dans toute la chrétienté et observée en France de toute antiquité, condamna Jeanne à être brûlée vive « *quia plus est occidere veneno quam gladio* ». On avait voulu d'abord écarter le fait de sortilège pour n'admettre que celui d'empoisonnement, mais Bodin s'y était opposé. Calvin n'avait-il pas établi le supplice du feu contre la sorcellerie à Genève? En effet dans l'espace de soixante ans, selon les registres de cette ville, 150 personnes le subirent (1).

Il ne restait plus qu'à exécuter la sentence contre

(1) Audin, *Hist. de Calvin*, t. II, p. 128.

Jeanne. Le greffier criminel se rendit à la prison, accompagné d'archers. Elle était à genoux, récitant des oraisons, elle écouta sans montrer d'émotion la lecture du jugement, répondit : *Amen!* fit le signe de la croix et continua ses prières. Le 30 avril 1578, un bûcher s'élevait sur la place du Vieux-Marché à Ribemont ; dès le matin on criait la sentence par les rues et carrefours, et on indiquait le supplice pour deux heures. Une grande foule accourut des villages voisins et la place fut encombrée de monde. A deux heures, Jeanne et son cortège sortirent de la prison du château. Le procureur du roi d'Offay ouvrait la marche, la sentence à la main, suivi de Jeanne, la tête et les pieds nus, la hart au cou, un cierge à la main, ayant à ses côtés un moine de Saint-Nicolas-des-Prés qui lui présentait de temps en temps le crucifix à baiser. Puis venait la foule des soldats, du clergé et du peuple. Devant le portail de l'église Saint-Pierre, Jeanne fit amende honorable et demanda à Dieu pardon de ses fautes. On lui lut sa sentence, on chanta des psaumes analogues à la circonstance et le cortège reprit sa marche funèbre. Insensible en apparence à ce qui se passait autour d'elle, Jeanne semblait chercher des yeux quelqu'un dans la foule, sa fille sans doute, pour lui adresser ses adieux, mais elle avait pris la fuite dès l'arrestation de sa mère. On sût depuis qu'elle était « de la sorcellerie », ainsi que les filles de Barbe Doré qui avaient aussi pris la fuite « sans estre accusées ni recherchées ».

Arrivée au lieu du supplice, Jeanne prononça ces paroles : « Adieu, que le ciel vous pardonne ! Pendant ma vie j'étais égyptienne, une fille vagabonde ; j'ai été bannie, frappée de verges, marquée d'un fer chaud. J'ai mendié mon pain de porte en porte ; j'ai été chassée de village en village, comme un chien enragé. Qui alors aurait ajouté foi en mes paroles ? Mais aujourd'hui, attachée au bûcher, prête à mourir, mes paroles ne tomberont pas à terre, ajoutez foi à ce cri de vérité : Je suis innocente des crimes qu'on m'impute, je n'ai rien fait pour mériter la mort cruelle qu'on me fait subir ! » Elle la subit, triste victime de la crédulité et des préjugés de

son temps qu'il serait injuste d'apprécier au point de vue du nôtre.

Ce procès de Jeanne Harvillier, que ses prétendus maléfices et recettes avaient rendue fameuse dans le Valois et la Picardie, fut une des causes célèbres du XVI[e] siècle. Jean Bodin s'éleva vivement contre les juges qui avaient pu révoquer en doute l'existence des sorciers, et une grande controverse s'engagea entre lui et le médecin Jean Huvier, de Coulommiers en Brie, homme versé dans l'étude de l'histoire naturelle, d'un caractère calme et positif, l'opposé de celui de Bodin, qui était fort porté à l'enthousiasme et à la crédulité, témoin sa conduite dans l'affaire de la sorcière de Verberie. Huvier publia la même année à Bâle un livre *De Prestigiis*, où il attribue à des causes naturelles les effets des prétendus maléfices, sortilèges, enchantements, magie, etc., et blâme la conduite des juges lesquels, sur les dépositions de la populace, condamnaient au feu des malheureux qui n'étaient souvent coupables que de supercherie et de libertinage. Il exposa le même sentiment dans un autre ouvrage sur les *Lamies*.

Bodin se croyant attaqué riposta par son traité de la *Démonomanie* ou *Traité des Sorciers*, divisé en quatre livres et dont l'épitre dédicatoire, datée de Laon le 20 décembre 1579, est adressée au président de Thou. Mettant à profit les nombreux matériaux qu'il avait amassés à l'occasion du procès de Jeanne Harvillier, il s'efforce de jeter quelque lumière sur la matière fort obscure des sortilèges, des illusions et du pouvoir des démons (1). C'est dans cet ouvrage qu'il a consigné les principales circonstances de la vie et du supplice de Jeanne. Non content de vouloir prouver l'existence des sorciers à l'encontre de Huvier, il voudrait presque persuader à ce médecin qu'il était sorcier lui-même. On comprendra le degré de crédulité auquel était arrivé l'auteur de *La République*, lorsqu'on saura qu'il fit construire un bateau pour se sauver, nouveau Noé, avec sa famille, des eaux d'un second déluge universel prédit par les astrologues de

(1) Bodin, incrédule, croyait à l'existence des démons.

son temps. Mais il convient de passer à un autre ordre de faits.

XI. — A MESURE qu'il s'efforçait de restaurer les temples de Dieu, après la catastrophe de 1567, Charles de Roucy réorganisait le culte et redoublait d'activité pour procurer le bien spirituel de son clergé et de ses diocésains. La discipline ecclésiastique, il la maintenait par ses statuts synodaux; les calamités publiques, il cherchait à les conjurer ou à les atténuer par des prières extraordinaires et par son incomparable charité. C'est surtout pour empêcher les danses et les débauches, qui déshonoraient trop souvent les anniversaires des dédicaces des églises, qu'il décréta que toutes se célébreraient le même dimanche (1). Dès 1569, un an après le départ des Huguenots de Soissons, il s'occupa d'établir, dans toutes les églises et les couvents de sa ville épiscopale, l'office perpétuel, *Laus perennis*, en désignant les heures où il devrait se célébrer dans chaque collégiale ou communauté. A la cathédrale l'office était fixé à cinq heures du matin, les fêtes solennelles, et à six les fêtes simples. Les autres heures furent distribuées dans l'ordre suivant : Saint-Léger et Saint-Crépin-en-Chaye commençaient Matines à huit heures du soir; Saint-Crépin-le-Grand à dix heures, Saint-Jean et Notre-Dame à minuit, les Minimes, et plus tard les Minimesses, à deux heures, les collégiales de Saint-Pierre-au-Parvis et de Saint-Vaast à six heures. Ce règlement fut toujours observé jusqu'à l'époque où cessa, à Saint-Gervais, l'office canonial de la nuit (2).

Charles de Roucy ne manquait jamais d'occasions de signaler sa charité. Lorsque le roi Henri III, en 1578, se rendit en Flandre, où le protestantisme agitait aussi les esprits, le Soissonnais eut beaucoup à souffrir, à l'occasion de ce voyage, de la part des gens de guerre qui y tenaient les champs. Ces soudarts vivant à discrétion sur le pays, y commirent mille pilleries, tuant et rançonnant les pauvres paysans et se montrant « si inhumains que jamais on oüit parler ». Ceux-ci finirent par

(1) DORMAY, t. II, p. 523.
(2) CABARET, t. II, p. 226.

se réunir, se jetèrent sur eux et en tuèrent plusieurs, ce qui les força à se retirer. Cette année fut « plantureuse » en bon blé et bons vins, mais la suivante, la province fut accablée de divers fléaux. Une épidémie du genre de celles qu'on désignait sous le nom de *peste* étendit ses ravages sur plusieurs villes et villages, comme Braine, Vailly, Missy, Celles, Bucy, Neuville, Cuisy et autres. Le pieux évêque qui, en 1577, avait publié le jubilé pour le 2e dimanche de Carême, et avait fait faire, pendant les trois mois de sa durée, de « belles processions » dans la ville, les bourgs et les villages, en ordonna une solennelle le dimanche 5 juillet 1579, à l'effet de préserver Soissons de la contagion. Le dimanche suivant on en fit encore une autre, où les reliques de saint Médard, saint Sébastien et saint Grégoire furent portées par les religieux de Saint-Médard à la cathédrale. L'évêque chanta une messe « fort solennelle », à laquelle assista une immense foule de peuple.

L'année 1580 ne fut pas plus prospère. Le 6 avril, un tremblement de terre jeta l'épouvante dans les villes de Laon, de Coucy, de Chauny, de Château-Thierry et de Soissons, où l'on en ressentit les violentes secousses. A Château-Thierry, « il commença, dit le chroniqueur Hatton, à sept heures du soir, dans le chasteau qui est assiz auprez d'une montagne et d'un rochez fort ferme. Duquel chasteau tremblèrent les logiz si rudement que les chiennets ou landiers qui estoient sous les cheminées, tombèrent à terre, tant ceulx des chambres basses que des haultes, comme aussy firent-ilz en plusieurs maisons de la ville, où furent cassez potz de terre et verre qui estoient sur les dressoirs, planches et buffets des dites maisons. Les verrières des esglises et mainsons sonnoient et retentissoient à merveilles et en telle sorte que les habitans habandonnoient leur logiz de peur qu'ilz tombant ne les accablassent dessoubz. Et dura le dict tremblement deux nuicts l'une aprez l'autre et non le jour. Le fauxbourg Saint-Nicolas, qui est oultre la rivière, du costé de la Brie ne trembla aulcunement et n'y eust que la ville et chasteau. Les habitans coururent à l'église pour prier Dieu de les conserver et

firent pour apaiser l'yre de Dieu des processions par chascun soir jusques au jour de l'octave de Pâque en jeusnant et confessant leurs péchez » (1).

A Soissons l'épouvante ne fut pas moins grande. On y fit aussi des processions accompagnées de jeûnes et de prières qu'il fallut recommencer le mois suivant. Le 24 mai un orage effroyable fondit sur cette ville; la cathédrale fut frappée de la foudre qui endommagea beaucoup les toitures. Pendant cet été, la peste, qui avait reparu, fit à Soissons de tels ravages « que c'étoit pitié et mourroit infiniment de peuple ». Paris, Laon, Noyon, ne furent pas plus ménagés. Si l'on en croit de Thou, il mourut à Laon 6,000 personnes. Le jour de Pâques de l'année suivante, une nouvelle tempête étendit ses ravages sur les environs de Soissons. Elle renversa des édifices, des maisons, des granges et même des églises sous les ruines desquelles plusieurs personnes, qui étaient à l'office, furent écrasées. Elle abattit des cheminées, des toitures, et brisa des vitres sur son passage. Une levée des gens de guerre ayant été faite dans le Soissonnais au mois d'août, ce fut pour les pauvres villageois un surcroît de misère. Charles de Roucy se montra toujours à la hauteur de ces tristes circonstances, payant de sa personne et de sa bourse (2).

(1) Manuscrit d'un chanoine de Soissons.
(2) *Ibid.*

PÉRIODE DE LA RENAISSANCE.

LIVRE SIXIÈME.

Seizième siècle.

(Sixième Partie.)

DEPUIS L'ORIGINE
DE LA LIGUE DES CATHOLIQUES, VERS 1575,
JUSQU'AUX TENTATIVES DE PAIX AUPRÈS DU DUC DE MAYENNE,
EN 1590.

SOMMAIRE. — I. La Sainte Ligue, sa naissance, son but et ses moyens. Elle éclate en Picardie et est jurée à Péronne. Etats de Blois de 1570. Impôts du diocèse de Soissons. Doléances sur la situation du Soissonnais. Rôle des députés du Vermandois. Henri III signe la Ligue. Elle est jurée par la noblesse du Vermandois. — II. La cour de Henri III. Confrérie des Pénitents. Processions blanches à Paris. Processions de Châtillon, Fère, Arcy, Oulchy, Soissons, Nogent-l'Artaud, la Chapelle-sur-Chézy. Dévotion aux lieux de pèlerinages au XVI[e] siècle, dans le Soissonnais. — III. Mort du duc d'Anjou à Château-Thierry. Bruits d'empoisonnement. Charles de Roucy au Concile de Reims de 1584. Mort de Sainte-Preuve, son frère. Mort de Charles de Roucy. Son éloge. — IV. Jérôme Hennequin, 80[e] évêque de Soissons, sa famille; le président Hennequin. Nouveau cérémonial de l'entrée des évêques. Gouverneurs de Soissons pour la Ligue. Continuation des fortifications. La ville échappe aux Huguenots. Organisation définitive de la Ligue. Le ligueur Launoi, chanoine de Soissons. Ses ouvrages. Il prêche la Ligue en cette ville. Surprise de Châtillon-sur-Marne. Soissons place de sûreté de la Ligue. Tentative des Huguenots repoussée. Le roi en félicite les habitants et la garnison. — V. Guerre des trois Henri. Braine et beaucoup de lieux se fortifient. Conseil tenu à Soissons par Henri de Guise. Le duc mandé à Paris par les ligueurs. Projet d'enlever le roi. Guise se rend à Paris malgré la cour. Journée des barricades. Edit d'*Union* et villes assurées à la Ligue. Etats de Blois de 1589. Assassinat du duc de Guise. Subsides votés par le clergé de Soissons, ses charges, contributions en nature. Mayenne, chef de la Ligue. Henri III se disculpe de la mort du duc de Guise. D'Humières, gouverneur de Compiègne. Fidélité de cette ville récompensée par le roi. Exploits de sa garnison. — VI. Paris menacé d'un siège. Assassinat de Henri III. Son corps déposé à Saint-Corneille de Compiègne, puis transporté à Saint-Denis. Le cardinal de Bourbon proclamé roi à Soissons. Compiègne se met en état de défense. Vic-sur-Aisne pris et saccagé. La bataille d'Ivry fêtée à Compiègne. Mayenne réorganise son armée à Soissons. Prise de Fère. Rançon d'un prisonnier, le sieur d'Haramont. — VII. Négociations pour la paix. L'évêque Jérôme Hennequin et le Synode de Tours. Mayenne reprend Fère, Pontarcy, Braine, etc. Affaires de Cramailles, de Longueval et de Pontarcy. Henri IV poursuit le duc de Parme. Reddition de Braine,

Nouveaux exploits de D'Humières en dehors de Compiègne. — VIII. Addition aux fortifications de Soissons. Saint-Médard, menacé de démolition par Jérôme Hennequin, vive opposition à cette mesure. Disgrâce de Catherine de Bourbon, abbesse de Notre-Dame ; son exil, sa mort, son mausolée, son administration. Religieuses remarquables du monastère au XVI[e] siècle.

I. — Le cinquième édit de pacification, le plus favorable qu'eussent encore obtenu les Huguenots, était loin de satisfaire les catholiques. On rendait aux premiers l'exercice public de leur religion ; on y stipulait que les prêtres et les moines mariés ne seraient pas inquiétés et que leurs enfants seraient tenus pour légitimes; qu'il y aurait dans les divers Parlements du royaume des chambres mi-parties, etc. Ces concessions de la cour, l'audace toujours croissante des protestants, la faiblesse de Henri III, la duplicité de la reine-mère irritèrent les catholiques au dernier point, et ils résolurent de faire un suprême effort pour réagir contre ceux qu'ils regardaient comme les ennemis irréconciliables de la religion et du royaume. Ils organisèrent cette association formidable qu'ils appelèrent la *Sainte-Ligue*. Soissons a joué un si grand rôle dans les luttes qu'elle eut à soutenir, il lui servit si souvent de refuge, jusqu'au moment où elle vint expirer dans ses murs, en la personne de son dernier chef, qu'il importe d'en décrire les origines et le but avoué ou secret.

Les ligues partielles formées par les protestants s'étaient réunies ensuite en un grand parti ayant ses chefs, ses troupes, ses places fortes et ses finances. Les catholiques, après s'être unis aussi en petites ligues particulières, confréries, associations pour la défense de leur religion, formèrent, à l'exemple de leurs adversaires, une ligue unique, puissante, en état de lutter contre la ligue protestante. Le cardinal de Lorraine en avait conçu le projet au concile de Trente, après la bataille de Dreux; elle devait avoir pour chefs les princes de sa maison. La perte de son frère François de Guise, lâchement assassiné, lui fit retarder l'exécution de ce projet jusqu'à ce que son jeune neveu pût prendre la place de son père, c'est-à-dire pendant

quinze années entières durant lesquelles on put le mûrir et songer aux moyens de réunir en un seul corps toutes les fractions du parti catholique. On élabora un règlement dont les articles devaient être jurés et qui contient le but et les moyens d'action de la Ligue. En voici la teneur :

L'association, faite « au nom de la Sainte Trinité », avait en vue le rétablissement et la conservation de la religion catholique, celle de la royauté avec ses droits et prérogatives en la personne du roi Henri III et de ses successeurs, la restitution aux provinces de leurs anciennes libertés et franchises. En cas d'opposition à la réalisation de ce double but, de quelque manière ou de quelque part qu'elle vînt, les associés s'engagent, au prix de leurs biens et même de leur personne, à « punir, chastier » ceux qui l'auront suscitée, et à leur « courir sus », à se défendre mutuellement, en cas de molestation ou oppression, pour cause de la Ligue, « de leurs corps, biens et moyens pour avoir vengeance » de ceux qui en seront les auteurs « soit par voie de justice ou par les armes, sans nulle acception de personnes. » Ceux qui se départiront de l'association, sous quelque prétexte que ce soit « seront offensés en leurs corps et biens, en toutes sortes qu'on pourra aviser, comme ennemis de Dieu, rebelles et perturbateurs du repos public », sans que les associés puissent être inquiétés ni recherchés de quelque manière que ce soit. Ceux-ci jureront obéissance et service au chef qu'on nommera et qui aura une autorité presque absolue. Tous les catholiques seront sommés « secrètement » d'entrer dans la Ligue et de se « fournir duement d'armes et d'hommes » selon ses moyens, et, en cas de refus, seront réputés ses ennemis « et poursuivables par toutes sortes d'offences et molestes. » Les associés remettront tous leurs différends à l'arbitrage du chef de la Ligue. Les provinces qui y entreront devront se soumettre à toutes ces conditions.

Le serment que prononçait chaque ligueur reproduisait en substance ces dispositions. En voici la formule : « Je jure Dieu le créateur, touchant cet Evangile et sur peine

d'anathématisation et damnation éternelle, que j'ay entré en ceste saincte association catholique, selon la forme du traité qui m'est lu présentement, loyaument et sincèrement, soit pour y commander ou y obéir et y servir, et promets, sous ma vie et mon honneur, de m'y conserver jusques à la dernière goutte de mon sang sans y contrevenir, ou me retirer par quelque mandement, prétexte, excuse n'y occasion que ce soit. »

En somme, le but avoué de la Ligue était purement religieux et patriotique puisqu'il s'agissait de sauver l'existence du catholicisme que les protestants voulaient remplacer par l'hérésie ; d'empêcher le démembrement du royaume qu'ils prétendaient partager en provinces confédérées, et enfin de rétablir les libertés locales. C'étaient là de nobles intérêts à sauvegarder, mais on ne tarda pas à voir que créer une telle Ligue en dehors du prince, c'était saper son autorité, mettre le peuple en état permanent de rébellion contre lui avec un chef élu à qui l'on vouait une obéissance aveugle, des levées de troupes et d'argent, en un mot créer, à l'exemple des protestants, un autre Etat dans l'Etat et enfin, en déclarant une guerre des catholiques contre les hérétiques, achever de mettre le royaume en combustion. Le pape Grégoire XIII en jugea ainsi, car il refusa, en dépit de certaines menaces, de ratifier les articles rédigés par les chefs de l'entreprise.

D'où partit la première impulsion? C'est ce qu'on ignore, mais il paraît qu'il faut l'attribuer au cardinal de Lorraine qui aurait définitivement arrêté, en son château de Marchais en Laonnois, l'exécution de son projet conçu à Trente. Il est sûr que la Ligue éclata d'abord en Picardie, dont on avait rendu le gouvernement au prince de Condé avec Péronne pour résidence. La crainte que ce prince n'y voulût établir la Réforme s'étant répandue partout, le clergé, la noblesse, les principaux bourgeois des villes se réunirent pour adopter le traité de la grande association dont on vient de voir la teneur et l'esprit. On fit le serment solennel qu'il imposait ; bientôt ce fut comme un feu qui embrasa toute la France et la *Sainte-Ligue* était

établie. Elle fut jurée à Laon le 4 février 1576; à Péronne le 15; Saint-Quentin s'empressa d'y entrer; Soissons l'adopta plus tard avec non moins d'ardeur. A Laon, elle fut signée par une partie de la noblesse du grand bailliage de Vermandois convoquée en cette ville, sur l'ordre du roi, par le maréchal de Montmorency, gouverneur de la province, dont la femme, Diane, légitimée de France, venait d'être gratifiée, à titre de rachat perpétuel, des domaines de Coucy et de Folembray. L'assemblée députa à Henri III Guillaume de Mirecourt, seigneur de Berrieux, et Louis de Douglas, seigneur de Ployart, pour l'informer de la résolution prise à Laon.

C'est de Péronne qu'est daté l'acte le plus ancien qui nous reste de cette prestation de serment à la Ligue par les gentilshommes, ecclésiastiques et bourgeois picards. Les calvinistes s'étant engagés à substituer leur religion à l'ancienne, même par le renversement de l'Etat, les catholiques crurent devoir, à leur exemple et à leur tour, jurer de maintenir celle-ci au prix de leur sang et de leurs biens. « Les grandes pratiques et conjurations faites contre l'honneur de Dieu, la sainte Eglise catholique et contre l'Etat et la monarchie du royaume de France, tant par ses sujets que par des étrangers; » la nécessité de venir en aide au roi affaibli par les guerres civiles, et de maintenir la religion catholique comme religion de l'Etat, voilà les considérants de l'acte d'union en Picardie. On y déclarait aussi : qu'en tout on obéirait au roi, mais la Ligue ne devait pas tarder à avoir un autre chef que Henri III, quoiqu'il se fût déclaré comme tel aux Etats de Blois.

Ces Etats s'étaient réunis à Blois, en 1576, pour chercher un remède aux maux qui accablaient la France. Unissant la dévotion à la licence, Henri III ordonna des prières publiques à cette occasion. Le jour de Notre-Dame, 8 décembre, par mandement du roi, dit un vieil auteur, « le peuple se mit en bon état, recevant la sainte communion avec jeûnes, processions et prières faites la semaine précédente » pour attirer les béné-

dictions du ciel sur les Etats « afin qu'ils pussent se continuer et achever à l'honneur de Dieu et au repos et soulagement du pauvre peuple ».

Ce pauvre peuple, c'est-à-dire le tiers-état, exposa ses demandes qui sont une peinture locale des misères dont il souffrait. Il demandait, sans avoir égard aux changements apportés par le temps, qu'on ramenât les impôts au taux où ils étaient sous Louis XII. Ainsi, il faisait observer que le diocèse de Soissons avait dû verser dans le gouffre du fisc, sous le règne des trois successeurs de François Ier, c'est-à-dire dans l'espace de trente ans, 47,050,000 liv. tourn. au lieu qu'il n'avait été imposé, dans les seize années du règne de Louis XII, que de 5,119,000. Mais sous ce prince le revenu de tout le diocèse était de 1,000,000 liv. et il était tombé ou plutôt estimé à 160,000 liv. Depuis le règne du *Père du peuple* tout était modifié, transformé. Les gens de justice s'étaient multipliés outre mesure et leurs gages sensiblement augmentés. La « fourmillière » des percepteurs s'accroissait tous les jours dans le bailliage. « La gendarmerie tenait les champs, vivant sur le bonhomme » et avait englouti des sommes énormes payées par le peuple et par le clergé sur lequel pesaient les subventions de quatre décimes par an. Quant aux riches ecclésiastiques, les gens à gros bénéfices, les commendataires à plusieurs abbayes, qu'ils cumulent avec des évêchés, ceux-là on les accusait, non sans raison, d'être « aussi » amoureux de leurs voluptés qu'ils ne fesoient difficulté de dépendre (dépenser) chacun an deux ou trois mille écus, voire pour entretenir des dames ».

Autrefois, continuent les députés du « pauvre peuple » la noblesse savait s'opposer à une telle oppression, mais maintenant elle ne fait plus rien pour le soulagement des peuples « rongés par certains nouveaux hoberaux et gentillâtres qui les rongent et les suçent presque jusqu'aux os tacitement, les côtisent et imposent » sans qu'on ose élever de réclamations. Mais rien ne peint mieux la situation du Soissonnais que ces particularités rapportées par le même auteur : « Qui

voudrait, dit-il, semblablement particulariser les doléances que Soissons fait à cause des concussions et pilleries qu'il supporte, à cause des ministres de justice, ce ne seroit jamais fait. Bref, depuis que Soissons est Soissons, il n'a jamais senti tant de calamités comme il fait et ne lui reste pour le présent aucune apparence digne de faire connaître à la postérité que, durant le temps de cet état, on a levé sur lui plus de deniers que leurs prédécesseurs n'ont fait auparavant depuis Charlemagne. » Et pour bien caractériser cette noblesse de date récente qui avait remplacé l'ancienne noblesse féodale, il ajoutait : que ces hobereaux étaient en général « d'une telle race qu'à la bien examiner, elle rendait raison de demi-an, ou trois mois après le commencement des troubles », c'est-à-dire qu'elle ne datait que de peu de temps après la guerre civile. Cette nouvelle noblesse formait une Ligue qui, au premier signal, pouvait réunir quatre ou cinq cents hommes en armes. « On les loue, dit-il enfin, ces gentillâtres et amadoue, chacun les honore, encore qu'on sache très bien qu'ils aient été, il n'y a pas vingt-cinq ou trente ans, les uns notaires, les autres sergents, marchands de soie, de draps, cordonniers, tisserands et autres artisans. »

Telle et pire encore était la situation du Soissonnais ; et cependant on ne voit pas que les députés du bailliage de Vermandois aux Etats de Blois, l'évêque de Laon pour le clergé, le seigneur d'Esdingneuls pour la noblesse, et le philosophe Me Jean Bodin pour le tiers-état s'en soient beaucoup préoccupés. Bodin paraît avoir borné son action dans cette assemblée à réclamer, par de longues harangues, la préséance pour ses collègues après les députés de Paris et à demander la réunion d'un concile général ou national pour régler « le fait de la religion ». Des députés des villes de Soissons, Reims et Châlons, vinrent en leur nom « désavouer le député de Vermandois comme ayant demandé deux religions ». Ce désaveu ne fut pas admis par le conseil du roi et les procureurs ne purent même faire consigner au procès-verbal des Etats la démarche

qu'ils avaient faite au nom de leurs commettants.

Jusqu'aux Etats de Blois, la Ligue n'avait eu qu'un caractère facultatif; elle y acquit un caractère légal. On y prit deux grandes mesures : la révocation de l'édit de pacification et la signature de la Ligue par le roi. Henri III avait cru en les assemblant arrêter les progrès de l'Union; mais ceux-ci se déclarèrent plutôt pour elle et résolurent de faire la guerre aux Huguenots. Dans la crainte d'être bientôt débordé le roi alla plus loin : il s'en déclara le chef afin d'annuler la prépondérance du duc de Guise, mais il ne fit rien pour soutenir cet acte de politique habile, et le véritable chef de la Ligue avoué et reconnu fut toujours le duc. Il faut le dire : l'illustration de sa maison, le souvenir de son père, son attachement invincible à la religion catholique, sa valeur personnelle, et, d'un autre côté, le mépris où était tombé le roi par ses désordres et les gages de faiblesse qu'il avait donnés à l'égard des calvinistes, étaient des motifs plausibles pour justifier un choix d'ailleurs si populaire.

Que la politique, guidée par l'ambition de la maison de Lorraine, soit entrée largement dans la formation et la conduite de l'Union, que celle-ci ait commis des fautes, même des crimes, qu'elle ait continué la guerre d'une manière intempestive après l'abjuration de Henri IV, il n'en reste pas moins avéré que cette grande association, formée de l'immense majorité de la nation a sauvé, en ces temps difficiles, la religion catholique en France et l'intégrité du royaume (1). Que fussent en effet devenus l'une et l'autre sous l'empire du faible et voluptueux Henri III? Ce qui se passa l'année qui suivit les Etats de Blois en donnera la preuve. Les protestants, irrités des mesures prises par les catholiques pour leur sauvegarde, en l'absence de leurs chefs, le roi de Navarre et le prince de Condé qui avaient refusé de s'y rendre, se révoltèrent de nouveau et obtinrent du roi un autre édit de pacification à peu près semblable au dernier, et qui fut signé

(1) MEZERAY, LE LABOUREUR, DANIEL, DE THOU, HÉNAULT, *passim*.

à Poitiers au milieu de ses succès (1). Ce comble de la faiblesse irrita les catholiques, rendit les calvinistes plus insolents et plus redoutables que jamais et eut pour résultat définitif de serrer plus étroitement les rangs des deux partis.

II. — Tandis que la Ligue s'organisait ouvertement, la cour se livrait à mille extravagances propres à lui aliéner les chefs sérieux des deux partis. Ce n'était au Louvre que jeux, intrigues galantes; on n'y parlait que de duels, d'entreprises folles. Les femmes comme les hommes y avaient perdu toute pudeur. Henri III donnait l'exemple avec ses courtisans, ses mignons, ses favoris, courant comme eux les noces, les foires, les marchés, les rues, les places publiques. On ne s'occupait que d'orgies et parties de débauche, qu'empoisonnements, maléfices, assassinats, jalousies, espionnages, confidences et délations. A toutes ces infamies s'entremêlaient les pratiques religieuses les plus bizarres : messes servies et chantées par les jeunes seigneurs, pèlerinages et processions qu'on quittait pour aller consulter les astrologues, les devins, et faire composer des filtres par ces empyriques attirés d'Italie par Catherine de Médicis. D'autres actes de dévotion plus sérieux faisaient pourtant diversion à ces folies d'une cour corrompue. Le samedi 12 novembre 1582, le roi revenait à Paris d'un voyage « qu'il avait voué et rendu à Nostre-Dame de Liesse » et, le 7 janvier 1583, la reine partait de Paris pour faire aussi ce pèlerinage « à ce qu'il plust à la belle dame intercéder pour elle pour avoir lignée et venir enceinte d'un fils ». Les royaux époux en firent d'autres à Chartres, à Cléry, et envoyèrent à Notre-Dame de Lorette à la même intention (2).

Mais rien ne produisit un plus bizarre effet que les processions des *Pénitents de Notre-Dame de Mars* ou de l'*Annonciation*, de *Notre-Dame des Battus* ou *Flagellants*, congrégation établie sur le modèle des pénitents d'Avignon. Ceux-ci, comme les *Battus* de Rome, portaient sur leurs habits une espèce de sac de toile ceint d'une corde

(1) *Ibid.*
(2) *Journal* de L'Estoile, an. 1582 et 1583.

d'où pendaient un gros chapelet, une tête de mort, une discipline, et sur la tête un capuchon couvrant le visage avec deux trous pour les yeux. Il y avait des pénitents blancs, des noirs, des bleus, selon la couleur du sac. Les premiers étaient les plus nombreux. Les blancs étaient ceux du roi, les noirs ceux de la reine, les bleus ceux du cardinal d'Auvergne, etc. Le roi se déclara chef de la confrérie et y entra le premier avec ses mignons et les gentilshommes de sa cour. Il engagea les cours souveraines à suivre son exemple, mais un petit nombre de leurs dignitaires répondirent à son appel.

C'est le 24 mars 1583 qu'eut lieu la première procession; elle partit des Augustins et se dirigea sur Notre-Dame. Le roi était confondu dans les rangs, le cardinal de Guise portait la croix, le duc de Mayenne, son frère, était maître de cérémonie; les chantres étaient ceux de la chapelle du roi. Le mouvement, une fois donné, se propagea rapidement. Des *processions blanches* sillonnèrent Paris, et bientôt toute la France se rendait aux lieux des grands pèlerinages et aux châsses des saints les plus renommées. Les habitants des deux Gemeaux et d'Ossy, près de la Ferté-Gaucher, conduits par deux gentilshommes de ces villages, vinrent à Notre-Dame de Paris dans cet accoutrement et les pieds nus, au grand ébahissement et à la grande édification de toute la ville. L'exemple leur avait été donné, disaient-ils, par ceux des Ardennes qui, à la suite de grands prodiges dans l'air, s'étaient rendus à Notre-Dame de Liesse au nombre de dix à douze mille. Les 19 et 20 arrivèrent encore à Paris de semblables compagnies de pèlerins de Crécy, Villemarœil, Saint-Clair, Jouarre et autres pays de la Brie, et de Roissy en France, qui portèrent des présents à la Sainte-Chapelle, à Notre-Dame et à Sainte-Geneviève (1).

Dans la Brie même, la Champagne, le Valois, le Soissonnais, ce n'était que pérégrinations de quinze à vingt lieues, où l'on portait le Saint Sacrement et des reliques. Les paroisses se réunissant au nombre de

(1) L'Estoile, *ubi supra*.

quinze ou vingt se rendaient au lieu désigné pour la station, qui était toujours à trois ou quatre jours de marche. En général elle était ouverte par les filles et les garçons ; les femmes venaient ensuite, puis les hommes. Tous étaient vêtus de blanc et marchaient nu-pieds, un cierge et une petite croix à la main. Une couronne de romarin distinguait les jeunes filles des femmes. Les prêtres fermaient le cortège avec le Saint-Sacrement sous un dais blanc que portaient les plus qualifiés d'entre eux et que soutenaient quatre gentilshommes. On portait aussi les croix, les bannières, des torches et des cierges allumés et une lanterne pour conserver le feu à travers les champs. Deux chœurs chantaient des cantiques et des hymnes et, après chaque strophe, on répétait ces mots : *Ave Maria*, *Domini mater alma*, *cælites plena gratia* ou *cælicola plena gratia* de l'ancienne prose de l'Assomption *Aurea virga*.

On ne se mettait pas en peine de la subsistance dans ces multitudes ; partout où elles stationnaient, la sympathie qu'inspirait leur pieux pèlerinage faisait arriver toute espèce de secours sur la route. Le vendredi 5 août 1583, une procession composée de 600 habitants de Châtillon-sur-Marne et villages voisins, du diocèse de Soissons, hommes, femmes, filles, garçons vêtus de blanc et la petite croix à la main vint à Saint-Médard vénérer les reliques de saint Sébastien, auxquelles ceux de Laon voulurent aussi faire leur station. Le jeudi 11, ceux de Fère et des environs, au nombre de 500, firent le même pèlerinage. Le mercredi suivant, ce fut le tour des gens d'Arcy, apportant leur châsse de sainte Restitute « qui émeut le peuple à grande dévotion ». Vingt-deux paroisses des environs d'Oulchy et de la Ferté-Milon vinrent aussi faire une station à Notre-Dame de Soissons (1).

On raconte qu'au moment où la procession de Châtillon entra à Soissons par la porte Saint-Martin avec le Saint Sacrement et suivie d'une grande foule de peuple, un gentilhomme huguenot poussa son cheval

(1) CARLIER, t. II, p. 633.

en avant pour fendre la presse et passer outre. Mais l'animal, au lieu d'obéir à son cavalier, plia les jarrets et parut s'agenouiller jusqu'à ce que le Saint Sacrement fût passé, puis se relevant l'emporta avec la rapidité de l'éclair, ce qui fut regardé comme un effet presque miraculeux. Du reste, ces nombreuses populations attirées à Soissons par des motifs pieux n'y manquaient de rien pendant leur séjour, tant par les soins que prenaient les gouverneurs pour l'approvisionnement de la ville, que par l'abondance des aumônes et des largesses des catholiques. Pierre Moreau, par exemple, ne cessait de leur distribuer du pain et du vin avec sa charité ordinaire.

Soissons ne demeura pas simple spectateur de la dévotion des pèlerins qui y affluaient de toutes parts. Non seulement les habitants se joignirent à eux pour aller à Saint-Crépin, à Saint-Médard, à Notre-Dame et à la cathédrale, ils voulurent aussi entreprendre un grand pèlerinage au dehors. Ils organisèrent une procession, composée de 1,500 personnes, qui se mit en marche pour Laon, le 29 août, et bientôt après une seconde plus considérable encore, qui devait se rendre à Liesse. Charles de Roucy, malgré son âge avancé, voulut la présider en habits pontificaux, accompagné de son clergé en chapes et suivi des longues files des pèlerins habillés de blanc. La confrérie des douze apôtres y assista, entourant le dais sous lequel on portait le Saint Sacrement, revêtue du costume juif tel qu'on le concevait alors: la barbe longue et chaque membre ayant les attributs évangéliques propres à son rôle. L'évêque de Soissons fut reçu par son collègue de Laon, Jean de Bours, qui vint à sa rencontre avec ses officiers. La confrérie fut accueillie avec des honneurs particuliers. Elle fut traitée dans la salle de l'évêché sous les yeux de l'évêque; le reste du peuple et les bourgeois logèrent chez les habitants avec les femmes et les enfants. De Laon on s'achemina vers Liesse, où Simon de Bucy chanta une messe solennelle; puis on revint à Soissons dans le même ordre. Les chants religieux, le costume blanc des pèlerins qui tenaient un crucifix d'une main et un cierge

de l'autre « touchaient, dit Dormay, les cœurs les plus endurcis ».

Les mêmes scènes se répétaient sur tous les points du diocèse. On alla aussi à Notre-Dame de l'Epine et à Saint-Marcoul de Corbeny. Une des processions qui fit le plus de bruit fut celle de Nogent-l'Artaud, se dirigeant vers la ville de Meaux. Le 4 septembre 1583, elle partit au nombre de 800 personnes, les hommes vêtus de toile blanche avec des rabats qui descendaient jusqu'à la ceinture et des chapeaux couverts d'un linge blanc; les filles et les femmes enveloppées d'un drap de toile blanche pendant jusqu'aux talons, et la tête ceinte aussi d'un linge blanc en forme de *couvrechef*, ayant une longue queue qui leur pendait sur le dos. Des enfants placés entre les deux lignes de la procession commençaient à chanter *Kyrie eleïson*, et les hommes ajoutaient *Kyrie eleïson qui pretioso sanguine mundum redemisti.* De jeunes filles, placées également entre les deux rangs des femmes, entonnaient ensuite l'*Ave Maria* et les femmes continuaient *Domini mei Mater alma.* Puis les hommes reprenaient, et ainsi de suite alternativement pendant toute la route. Lorsque les chemins devenaient difficiles les chants cessaient et l'on marchait modestement et en silence. Les prêtres de Nogent et des environs portaient le dais avec le calice où était le *Corpus Domini.* Chemin faisant la troupe grossissait de gens des pays par où l'on passait.

On rencontra la procession de la Chapelle-sur-Chézy qui se rendait aussi à Meaux par un long circuit et qui se joignit à celle de Nogent sans aucune confusion. On passa le bac à Trilport et l'on ne tarda pas à voir s'avancer sur le chemin le chapitre et le clergé des paroisses de Meaux suivis d'une foule d'habitants. On forma une immense procession qui entra dans la ville, vers cinq heures du soir, dans l'ordre suivant. En tête de tout le cortège paraissait un pénitent blanc portant une croix et un cierge, et deux autres portant la grande croix de Nogent et une bannière de satin blanc avec croix rouge au milieu; puis, sur deux files, venaient 200 jeunes filles et au milieu d'elles de jeunes garçons

pour soutenir le chœur; 2 à 300 femmes dont le chant était aussi soutenu par de jeunes garçons; 200 jeunes gens et enfin 200 hommes, dont quelques-uns n'avaient pas moins de quatre-vingts ans, tous portant un cierge et une croix; enfin venait le dais de chaque paroisse, sous lequel le curé pieds nus portait le Saint Sacrement, suivi du clergé. Beaucoup de pèlerins marchaient aussi pieds nus et « pleuraient à chaudes larmes ». Les rangs de cette procession se déployaient sur un espace d'une demi-lieue. Lorsqu'elle fut entrée dans la cathédrale, un cordelier monta en chaire et prononça un sermon pathétique qui fit pleurer tous les assistants. Le lendemain, 5 septembre, on s'y réunit de nouveau et on se rendit à Saint-Fiacre, à la grande édification du peuple de Meaux. Les pèlerins disaient : que les draps qu'ils portaient étaient destinés à les ensevelir après leur mort et les croix à être mises sur leurs tombes, ce qui ne pouvait manquer d'augmenter la componction dans les âmes. Une procession du même genre de plus de 2,000 personnes se rendit de Meaux à Senlis. Ces processions continuèrent jusqu'à la Saint-Martin d'hiver, époque où les déplacements devenaient plus difficiles (1).

La dévotion aux lieux de pèlerinages ne s'évanouit pas avec les processions blanches; elle reprit même une nouvelle ardeur, grâce aux attaques passionnées des protestants contre le culte des saints, des reliques et des images. On ne se contente plus de visiter les anciens, on en établit de nouveaux. Il y a des chapelles solitaires dans les plaines, les bois, les lieux écartés et sauvages, sur le bord des chemins, aux carrefours des routes. Ces petits sanctuaires, la plupart du temps sans dotation et par conséquent sans service religieux, servent de station aux processions souvent lointaines, ou sont visités par ceux qui ont une dévotion particulière aux saints sous l'invocation desquels ils sont placés. Mais la foule se

(1) Pour toutes ces processions, voyez DORMAY, t. II, p. 498. — *Hist. du Valois*, t. II, p. 653. — HÉBERT, *mss.* sur Château-Thierry, t. I, p. 692, d'après un autre manuscrit. — *Vie du P. Moreau*, par GIVRY, p. 68. — ROUSSEAU, *mss.*, p. 103, 4e partie. — *Ms.* à la suite du Journal de D. Lépaulart. — H. MARTIN et P. LACROIX, *Hist. de Soissons*, t. II, p. 461.

portait surtout aux pèlerinages célèbres, où elle attirait les marchands en tous genres. On appelait *Grands Pèlerins* ceux qui avaient visité plusieurs fois le Mont-Saint-Michel, Saint-Hubert des Ardennes, Saint-Jacques en Galice, Saint-Pierre de Rome, Jérusalem et même Saint-Jean-Baptiste de Saintines en Valois, du côté de Béthisy et Notre-Dame de Liesse, par opposition à ceux qui n'avaient visité que les lieux saints plus à leur portée. Presqu'en chaque pèlerinage il y avait des pierres sacrées, qu'on baisait respectueusement, des fontaines merveilleuses dont on buvait de l'eau, chacune ayant sa vertu particulière.

On y allait chercher la guérison d'une maladie spéciale. A Saintines, on guérissait de l'épilepsie ou mal de saint Jean. Pour cela il fallait se plonger dans une fontaine d'eau glacée; mais cette pratique ayant donné lieu à des indécences et à un trafic scandaleux, Sanguin, évêque de Senlis, interdit l'immersion. Les marguilliers appelèrent de sa sentence au Parlement, qui les condamna par arrêt du 28 février 1650. Ils furent apaisés d'ailleurs par la fondation que fit un curé de Saint-Pierre de Verberie, sous la condition que les pèlerins ne se plongeraient plus dans la fontaine. On visitait Saint-Prix de Gilocourt pour la paralysie, saint Blaise dans les églises de Saint-Martin de Béthisy, de Jouy, de Saint-Jean-des-Vignes de Soissons, de Serches, de Buzancy et ses fontaines sacrées à Saint-Bandry, au prieuré de Vingré-Nouvron pour les maux de gorge. On allait à Saint-Fiacre dans les églises de Saint-Pierre de Béthisy, de Vieil-Arcy, de Chéry; à Notre-Dame de Champlieu, à Saint-Germain de Verberie, à Saint-Félix de Valois de Cerfroy pour les enfants en langueur; à Saint-Vaast de la Ferté-Milon et de Verberie, à Saint-Guilain d'Allemand, à Saint-Ursace de Maast-Violaine pour la guérison de la fièvre; à Sainte-Geneviève de Soissons, de Marizy, de Tartiers; à Saint-Front de Neuilly contre la fièvre; à Saint-Mamer de la Ferté-Milon contre la colique; à Saint-Vulgis de Troësne contre l'épizootie du gros bétail; à Saint-Rufin et Saint-Valère de Bazoches et à Saint-Quentin de Louvry contre l'enflure; à l'ermitage Saint-

Antoine contre la gale; à Dampleux contre la peur; à la Croix-Saint-Ouen contre la surdité; à Sainte-Apolline des Célestins de Villeneuve contre les maux de dents; à Saint-Cosme et Saint-Damien des Feuillants de Blérancourt contre la fièvre; à Arcy-Sainte-Restitute contre le mal caduc; à Saint-Euphrosine de Saint-Jean-au-Bois contre la fièvre et autres maladies; à Saint-Hubert de Limé et surtout de Brétigny contre la rage; à Sainte-Gemme contre les maux de jambe; à Notre-Dame de Bon-Secours de Compiègne pour les petits enfants. Ainsi chaque genre de maladie trouvait son remède dans l'invocation de quelque saint; naïves croyances, inoffensifs préjugés si l'on veut, mais qui avaient généralement leur origine dans d'anciens faits miraculeux !

Il y avait encore au diocèse de Soissons d'autres lieux de pèlerinages honorés de la présence de reliques ou d'images vénérées. On allait invoquer saint Crépin à Soissons en plusieurs églises, sainte Claire à Berneuil et au Charmel, saint Hippolyte à Chavignon, saint Eucher à Pinon, sainte Restitute à Crécy-au-Mont, sainte Léocade à Vic-sur-Aisne et à Longpré, saint Gunéfort à Beaunes, saint Loup à Brugny, saint Martin à Montmirail, saint Eutrope à Mareuil-sur-Marne, saint Cénéric à Château-Thierry et à Launoy, saint Annobert à Morienval, saint Caprais à Chartève, sainte Eulalie à Corrobert, sainte Berthe en sa chapelle, auprès de la ferme de Saint-Martin à Filain; sainte Radegonde à Missy-sur-Aisne, saint Morant, fils de sainte Rictrude, fondatrice de Marchiennes, à Margival, et dont la fontaine est surmontée d'une inscription du XVI[e] siècle. A Missy on montre, près de la fontaine sacrée, un rocher où l'on prétend voir l'empreinte des pieds du cheval que montait la reine. A Saint-Yves d'Hartennes il y avait une confrérie composée d'environ 500 membres, une de 400 à Saint-Caprais de Chartève; à Sainte-Eulalie de Corrobert, la chapelle, isolée au milieu des champs, comme celle de Saint-Annobert de Morienval, était entretenue par des quêtes et le revenu d'un bois voisin (1).

(1) *Etat du Diocèse.* — CARLIER, *passim.*

La chapelle la plus historique en ce genre était celle du Calvaire, sur le chemin de Braine à Reims, près de Courcelles, où le Vendredi-Saint on honorait la Passion du Sauveur. Cet édicule avait été élevé, en 1265, par Enguerrand de Courcelles, à son retour de la croisade, à une distance de ce village égale à celle qui sépare le Calvaire de Jérusalem. L'historien du Valois raconte de Catherine de Médicis un trait fort bizarre à propos des pèlerinages. Cette princesse ayant fait vœu dans une circonstance grave d'envoyer à Jérusalem un homme qui ferait à pied le chemin de cette ville en reculant toujours d'un pied sur trois, il s'agissait de trouver quelqu'un qui se croirait capable d'exécuter un pareil tour de force. Un marchand de Verberie se présenta, fut agréé et accomplit scrupuleusement ce rude pèlerinage. Il reçut une récompense digne de son dévouement et fut anobli lui et sa postérité. Ses armes, écartelées d'une croix de Jérusalem et d'une palme, furent conservées par ses descendants, quoiqu'ils aient dérogé en continuant d'exercer la profession du chef de la famille (1).

Les pierres sacrées placées sous l'invocation d'un saint, d'ordinaire le titulaire de l'église de la paroisse où reposaient de ses reliques, faisaient concurrence aux fontaines dont l'eau opérait des guérisons : les rochers de saint Front, de sainte Radegonde et ceux consacrés, en beaucoup de lieux, à saint Martin, à sainte Anne, comme à Morsain, à Berry-Saint-Christophe, etc. On vénérait à Caisne un bloc de grès fiché en terre auprès de l'église, sous le nom de *Grès de Saint-Lucien* On y baisait l'empreinte des pieds de ce saint apôtre du Beauvaisis. Ce pèlerinage est encore aujourd'hui fréquenté pendant la neuvaine de sa fête par cinq ou six cents personnes. On fait trois fois le tour de la pierre en récitant des prières, et on y frotte la partie du corps affectée de quelqu'infirmité. A Saint-Hubert de Brétigny on venait aussi prier devant un grès du même genre ; mais aucune de ces pierres ne l'emportait sur la vertu de la fontaine de sainte Clotilde de Viviers, auprès de

(1) CARLIER, t. II, p. 556 et t. III, p. 63.

laquelle il y aurait eu anciennement une chapelle. Les pèlerins qui assistaient le 3 juin, jour de la fête patronale, aux cérémonies de l'église, allaient visiter la fontaine ; on en emportait de l'eau et des poignées d'herbes fines qu'on appelait *Cheveux de Sainte-Clotilde*. L'eau avait la propriété de guérir de la fièvre, de faire marier dans l'année la jeune fille qui en buvait et de procurer un enfant à la jeune femme mariée. Toutes ces légendes merveilleuses frappaient l'imagination de nos pères, embellissaient leur vie simple et toute locale. Aussi attiraient-elles en ces lieux la foule des peuples, avant que leur foi naïve fut éteinte ou affaiblie par le souffle de l'impiété (1).

III. — C'est à la suite du carnaval de 1583 que Henri III fit son pèlerinage à Notre-Dame de Chartres et que mourut à Château-Thierry son frère le duc d'Alençon, et duc d'Anjou depuis son avènement au trône de France. Ce prince, qui eut une existence fort agitée, venait souvent de Paris à la Fère et à Château-Thierry qui faisait partie de son apanage. Le 2 octobre il allait à la Fère voir sa sœur, la reine de Navarre, qui était toujours, dit L'Estoile, « diaprée et fardée, ce qu'on appelle à la cour bien accoustrée à son avantage ». En 1581, il revenait à Château-Thierry rejoindre ses troupes pour les conduire en Flandre et alla à Fère où, dit Sully qui l'avait suivi, « chascun estrilla bien messieurs les daims » (2). La reine-mère vint aussi à Château-Thierry, le 17 août 1583, pour voir son fils. Au mois de décembre suivant, le prince étant en cette ville fit saisir, la veille de Noël, un soldat qu'on avait trouvé, disait-on, « garni d'un pistolet chargé », et qui avait eu l'intention d'attenter à ses jours ; mais on découvrit que c'était une ruse de deux fins matois de Paris, les nommés Dentart et Sauvage, qui voulaient lui escroquer de l'argent. Mis en jugement, ces malheureux furent condamnés, le 2 mars 1584, à être pendus en place de Grève. Le 11 février, le duc était retourné à Paris, où il se livra avec

(1) Voyez dans ces Annales la translation des reliques de sainte Clotilde à Viviers, et la légende de Sainte Radegonde, t. 1er.
(2) *Mém.* de Sully.

le roi son frère, à toutes sortes de folies et d'orgies pendant le carnaval, et revint à Château-Thierry le 21, emportant, paraît-il, une somme de 100 mille écus « qui lui feroient plus grand bien que les collations de Paris et de Mme de Sauve qui l'avoient trop échauffé ».

En effet, le malheureux prince étant tombé malade d'une hémorragie de la bouche et du nez, la reine-mère partit de Paris le 14 pour venir le voir. C'est en cet état, qui persévéra jusqu'à la fin de mai, qu'il reçut les ambassadeurs des Pays-Bas qui voulaient le reconnaître pour leur souverain. Le sachant perdu, le roi envoya le duc d'Epernon au roi de Navarre pour l'en informer et l'engager à revenir « à la messe », son intention étant de le faire son successeur. D'Epernon et les cent gentilshommes qui formaient sa suite avaient reçu du roi, pour ce voyage, le premier 200 mille et les autres de 100 à 200 écus. Il partit après avoir soupé à l'hôtel de Gondy avec son souverain, qui lui avait gagné 2,500 écus au *passedis*. Henri alla faire pénitence à Vincennes avec ses confrères les *Hiéronymites*. La reine mère revint voir son fils mourant qu'elle quitta le 1er juin, faisant « emporter par eau les plus précieux meubles de son dit fils, abandonné des médecins et de tout secours humain ». Le prince succomba à l'âge de trente et un an, le 10, vers midi, en son château. Son hémorragie, accompagnée d'une fièvre lente, n'ayant pu être arrêtée « l'avoit petit à petit rendu tout sec et éthique ». Il disait, sur son lit de souffrances, « que depuis qu'il avoit été à Paris voir son frère... il n'avoit pas porté de santé et que cette veue et la bonne chère qu'on luy avoit faite à Paris lui coustoient bien cher ».

Cette mort donna lieu à des bruits d'empoisonnement qui ne sont pas justifiés. Le duc d'Alençon laissait d'ailleurs la réputation d'un prince généreux et guerrier, « françois de nom et d'effet, ennemy de l'estranger », surtout des Espagnols et de la maison de Guise. Par sa mort, le duché de Château-Thierry, Châtillon, Epernay et ses autres apanages furent réunis à la couronne. Son corps, emporté le 21 juin, fut déposé à Saint-Magloire. La cérémonie des funérailles fut magnifique et dura

plusieurs jours. Il paraît que le duc devait, en tout état de cause, périr cette année. Le 11 juillet, un bourguignon de Dôle, Balthazar Gérard, meurtrier du duc d'Orange, déclara dans son interrogatoire qu'il devait tuer aussi le prince français, tous deux étant les plus grands ennemis de la religion catholique, acte qu'il regardait comme très méritoire et dont la première idée lui venait d'un jésuite de Rome; qu'il était venu à Château-Thierry, au mois de mars précédent, avec les députés des Etats de Flandre, mais que n'ayant pu trouver alors l'occasion favorable d'exécuter son dessein, il était allé voir l'ambassadeur d'Espagne qui l'avait encouragé, lui promettant une récompense de son roi; qu'il s'était ensuite rendu en Flandre, où il avait reçu du duc de Parme les mêmes promesses et encouragements et qu'il avait commencé par le prince d'Orange. Ce misérable fanatique fut exécuté à mort après ces atroces révélations qu'il suffit d'exposer pour en faire justice.

La fin prématurée du duc d'Alençon à Château-Thierry, les processions blanches et les pèlerinages, quelques exécutions capitales, tristes résultats des bouleversements intérieurs de la France, tels furent à peu près les événements qui marquèrent dans le Soissonnais en 1582-1584. La première de ces années fut fertile « en blés et bons vins ». La suivante, on pendit et on étrangla à Soissons, au Grand-Marché, Botté, sergent de Vermandois, et son serviteur, pour avoir volé, le jour du Vendredi-Saint, pendant le sermon de la Passion, chez son voisin Lore, marchand du bourg Saint-Vaast, la vaisselle d'argent et tout l'or et l'argent monnayé qu'il y avait trouvés. Ce triste spectacle fut donné au peuple le 23 mai, veille de la Pentecôte, et renouvelé en 1587. On avait trouvé près du corps de garde de la porte Saint-Crépin, sur le rempart, le cadavre d'un nommé Lepage, marchand de la ville, qui avait eu la gorge coupée. Un « cordonnier en vieux », appelé Nicaise, auteur de ce meurtre, fut exécuté le 3 juin, près de l'église Saint-Martin, c'est-à-dire traîné sur la claie jusqu'à la potence, après quoi on lui coupa le poing et il fut pendu et étranglé.

Charles de Roucy assista, en 1584, au concile provincial, tenu à Reims par Louis II, cardinal de Guise, métropolitain, avec les évèques de Laon, de Chartres, de Châlons et de Noyon. On reçut dans cette assemblée le concile de Trente en ce qui concerne la foi et plusieurs points de discipline, et on convint de tenir le synode tous les trois ans, selon la bulle de Jean XII. On abolit la *Fête des fous* encore en usage à Châlons et dans plusieurs villes de la province. Le cardinal avait pour grand vicaire « vénérable et scientifique personne Pierre Remy, docteur en droit canon, grand archidiacre et chanoine de Notre-Dame de Reims », natif de Chouy. Remy avait rempli les mêmes fonctions auprès de Charles de Lorraine, oncle du cardinal, et fut le bienfaiteur de l'église de son village où il fonda un obit (1).

L'évèque de Soissons avait déposé dans la tombe son frère, le seigneur de Sainte-Preuve, gouverneur de la ville, décédé le 18 novembre 1576, et auquel il devait survivre pendant quelques années. Ce seigneur fut vivement regretté à Soissons pour la prudence, la bravoure et l'équité avec lesquelles il avait rempli ses fonctions. Ces qualités avaient fait oublier la surprise de la place par les Huguenots sous son gouvernement, témoin les éloges funèbres en grec et en latin qui furent composés en son honneur. Son cœur fut placé à la cathédrale devant la chaire épiscopale et son corps, après avoir été l'objet de grandes cérémonies funèbres, fut transporté à Sissonne le lendemain de son trépas (2).

Quant au prélat, son frère, étant allé à Paris pour quelques affaires, en 1585, il y tomba sérieusement malade et se fit ramener à Soissons. Il put encore à son arrivée recevoir la visite de son clergé qui le vénérait, mais la maladie allant en progressant, il reçut les sacrements avec une telle expression d'humilité et de dévo-

(1) Ces renseignements ont été relevés sur une pierre funéraire placée au bas du sanctuaire dans l'église de Chouy, grand édifice du XV^e^ siècle. Dans cette paroisse il y avait deux chapelles : une de Saint-Nicolas à Edrolles, et une à la Loge Tristan, appartenant au chapitre de Vincennes. La pierre indique le concile de Reims en 1584 et la fondation de l'obit en 1586.

(2) Dormay, t. II.

tion que tous les assistants versèrent des larmes. Il fonda son obit le 6 octobre 1585, jour de sainte Foi, fit son testament et mourut le même jour, à l'âge de soixante-dix ans. Il légua à la cathédrale sa chapelle composée d'une croix, d'un calice, de deux burettes et deux bassins en vermeil, d'une chappe, d'une chasuble, de parements d'autel, et toutes ses tapisseries, regrettant de ne pouvoir donner davantage. C'étaient les seules richesses qui lui restassent, ayant tout sacrifié pour la restauration des églises de son diocèse. Aussi voulut-il être enterré sans pompe dans le sanctuaire de la cathédrale, auprès du trône pontifical qu'il avait occupé pendant vingt-huit ans.

Michel Bertin décerna à Charles de Roucy cet éloge de son vivant, dans son catalogue des évêques de Soissons : « Bon pasteur et prélat à présent vivant en toute sainteté et vertu, faisant croistre de jour en jour l'honneur et bonne renommée qui est de longtemps en la noble et ancienne maison de Sissonne dont il est » (1). Eloge qui fut justifié à sa mort par les regrets qu'elle inspira au clergé et au peuple du diocèse, qui le regardaient comme l'un des prélats les plus pieux et les plus distingués de son temps (2). L'inscription suivante, gravée en lettres d'or sur une plaque de marbre noir placée par le chapitre sur le jubé ou ambon, devait transmettre à la postérité le souvenir de ses bienfaits et de ses vertus :

« Anno Domini millesimo quingentesimo, septuagesimo secundo Karolus de Roucy, Ecclesiæ Suessionensis antistes, spoliato sacrilegis hereticorum manibus hoc templo, subsellia de integro reparavit; altare septem æreis columnis decoravit : dubium quid mirere magis in optimo præsule pietatem an magnificentiam ! »

« Anno vero millesimo sexagesimo sexto capitulum hujus Ecclesiæ hunc ambonem magnifica et eleganti structura dispositum impensis suis perfecit et absolvit. »

(1) DORMAY, t. II, p. 486.
(2) *Mss.* de BERLETTE continués par BERTIN, p. 150. — DORMAY, t. II, p. 521. — *Gall. christ.*, t. IX. — CABARET, *mss.* — *Ms.* à la suite du Journal de Lépaulart.

On lisait encore au même endroit une autre inscription sur la principale grille du chœur :

« Messire Charles de Roucy, évêque de Soissons et conseiller maître de l'Oratoire de Henri IIe du nom, après la démolition et ruine de cette église faite par les Huguenots en 1567, pour la réparation d'icelle a délaissé tout le revenu de son évêché durant trois ans, duquel ont été aussi réparées les chaires et achevées l'an 1572, et de son pontificat le 16, et de son âge de 60, lequel décéda le 6 octobre 1585. Son corps fut inhumé le 7 octobre 1585, dans le chœur, devant la chaire pontificale. *Pauper et inops (Domine) laudabunt nomen tuum.* (Ps. 73, v. 22). »

Il resta enfin de Charles de Roucy une médaille de cuivre représentant d'un côté une tête de bœuf, deux cornes d'abondance et deux mains entrelacées avec cette légende : *Fide et labore expectans expectavi ;* et de l'autre côté les armes de Roucy au lion d'azur, l'écu surmonté de la crosse épiscopale avec ces mots : *Carolus eps*, et entouré de deux branches de laurier (1).

IV. — Le prélat qui recueillit la succession de Charles de Roucy fut Jérôme Hennequin, d'une illustre famille de robe, qui a joué un grand rôle dans les fastes de la Ligue. Très anciennement connue à Paris, elle avait des biens dans le Soissonnais. On l'appelait : « la grande et riche maingnée des Hennequins » de Paris, où tous ses membres remplirent de nombreux emplois dans la robe et la finance, ce qui les exposait aux morsures de la satire, sans compter qu'ils furent d'enragés ligueurs pour la plupart. Henri IV l'appelait : « race ingrate ». On dit à Paris, raconte Tallemant des Réaux, « qu'il n'y a pas de sages Nicolas, de saincts Barthélemys, ny de pauvres Hennequins et que parmi les Hennequins, il y a plus de fous que de coquins » (2).

(1) *Gall. christ.*, t. IX. — Dormay, *passim.*, etc.
Le portrait gravé et photographié, qu'on donne comme étant celui de Charles de Roucy « mort en odeur de sainteté en 1585 », d'après une vignette conservée, dit-on, dans les archives de sa famille, offre une telle ressemblance avec ceux de S. François de Sales qu'il faut l'attribuer à ce dernier.
(2) Tallemant, *Historiettes.*

Originaire de la Flandre, la famille Hennequin s'établit d'abord à Troyes, d'où elle se répandit en France, surtout à Paris, contractant des alliances considérables qui produisirent jusqu'à seize branches, toutes fécondes en hommes illustres. Celle d'où sortit l'évêque de Soissons avait pour chef, paraît-il, Dreux, Drause ou Drausin Hennequin ou Hannequin, chevalier, seigneur d'Acy, président en la cour des comptes, qui mourut en 1551. Il avait épousé Renée Nicolaï, aussi d'une famille de robe, laquelle décéda le 1er juin 1585. De ce mariage sont issus : Nicolas Hennequin, sieur de Perray, président au Grand Conseil; Oudard Hennequin de Bienville, maître des requêtes; Antoine Hennequin, sieur d'Acy, président aux requêtes; Oudard Hennequin, sieur de Chantereine, maître des comptes; René Hennequin, sieur de Sermoise, maître des requêtes; Aimar Hennequin, évêque de Rennes; Nicolas Hennequin, sieur du Fay; Jérôme Hennequin, évêque de Soissons; Jean Hennequin, sieur de Manœuvre, trésorier de France en Picardie. Jérôme était donc le sixième fils de Dreux Hennequin.

Pierre Hennequin, fils d'Oudard Hennequin de Bienville, maître des comptes et contrôleur général des finances entre Seine et Yonne, quitta le barreau pour devenir conseiller et, en 1568, président au Parlement, charge qui, selon ses lettres de nomination, lui était donnée en récompense de sa probité et de sa littérature. L'année même de cette nomination il prêta à Charles IX 60 mille francs qu'il sut se faire rembourser. Il mourut à Paris le 22 juillet ou le 11 août 1577, après une grande maladie, avec le regret amer, dit L'Etoile, des grands biens et des honneurs dont il jouissait. « C'était, selon ce dernier, un homme d'esprit et de menée, grandement riche, mais avaricieux et ambitieux outre mesure, accort, desguisé et un fin renard..., duquel il portait la vraie trongne, au reste grand catholique, mais turbulens et factiens, créature de Messieurs de Guise et ung des principaux pillers et conducteurs de la Ligue. » Pierre, ajoute le journaliste, n'était du reste recommandable ni par les talents, ni par les vertus que

supposent la charge qu'il exerçait, et que l'argent, aidé de l'influence des Guises, lui avait fait avoir. Les Huguenots le récompensèrent de son humeur ligueuse en le persifflant. Ils le surnommèrent : *Asinus Quintus*, par allusion à son nom de Hennequin et à son rang de naissance, en latin *Annetus Quintus*, dans un *pasquil* qui fut semé dans les carrefours de Paris, affiché et répandu partout, au mois de janvier 1568, à l'occasion de sa nomination de président à mortier. On lit en effet dans le libelle cette phrase : « *Puero regnante, femina imperante..... archypirata Senonense suffragante, Asinus Quintus præses sextus creatus.* » Après avoir « pasquillé » Pierre Hennequin pendant sa vie, les Huguenots lui composèrent aussi des épitaphes après sa mort, pour immortaliser sa mémoire et le canoniser à la mode de la Réforme (1).

Jérôme Hennequin, oncle de Pierre, naquit à Paris sur la paroisse de Saint-Jean-en-Grève, devint lui-même conseiller au Parlement, chanoine de Paris et abbé de Bernay, au diocèse de Lisieux. Son frère Aymard, né aussi à Paris le 22 juin 1544, occupa l'évêché de Rennes de 1573 à 1596, figura aux Etats de Blois de 1588 et était désigné en 1594 pour le siège de Reims. René, sieur de Sermoise, leur frère, paraît être le seul de la famille qui n'embrassa pas le parti de la Ligue. Si l'on s'en rapportait au *pasquil* qu'on vient de citer, Jérôme aurait été, dès 1568, suffragant de l'évêché de Sens, mais il ne faut que citer de pareilles productions, sans y ajouter foi. Il est difficile de croire que Jérôme Hennequin ne dût pas en partie sa nomination au siège de Soissons, à l'attachement bien connu de sa famille pour la Sainte-Union. Il la reçut du pape Sixte-Quint qui lui donna le rochet, et il se fit sacrer à Rome des mains du cardinal de Joyeuse, archevêque de Narbonne.

La France se trouvant de nouveau en proie à la guerre civile, lorsqu'il vint prendre possession de son siège (2). Jérôme Hennequin ne put être reçu à Soissons avec le cérémonial accoutumé. Depuis ce prélat, les évêques

(1) L'Estoile, *journal*, 1577.
(2) Dormay, t. II, p. 524, Cabaret, etc.

ayant laissé tomber cet antique cérémonial qui était devenu trop féodal pour les temps nouveaux, leur intronisation perdit beaucoup de sa solennité. Ce qui s'observa à l'entrée de Jérôme Hennequin, ayant toujours été pratiqué depuis jusqu'à la Révolution de 1789, il importe d'en donner la description.

Le corps de ville, accompagné de la milice bourgeoise en armes, allait recevoir le prélat à la porte de la ville, ordinairement celle de Saint-Christophe, où aboutissent les chemins de Paris et de Compiègne. Aussitôt son arrivée, les cloches étaient mises en branle jusqu'à ce qu'il fût parvenu à l'évêché. Le chapitre venait le saluer sur-le-champ, ou le lendemain après la messe, et on lui portait du vin. Il nommait une délégation de six chanoines qui allait s'entendre avec le prélat pour fixer le jour et l'heure de son installation et convenir du cérémonial qu'on y devrait suivre. La veille de ce jour, les cloches en avertissaient le peuple et le jour même la milice formait la haie depuis la grande salle du palais jusqu'à la porte du chœur de la cathédrale en attendant que l'office de l'après-midi fût terminé. Pendant les vêpres on sonnait deux *appeaux* avec la grosse cloche ou *beudon* (bourdon). Les complies chantées, le chapitre s'assemblait pour entendre la lecture des bulles et des lettres apostoliques, et nommait une députation composée des quatre archidiacres et de quatre chanoines anciens qui devait accompagner l'évêque. Ces opérations terminées, la députation allait prendre « Monsieur de Soissons » à l'évêché et le conduisait à la cathédrale. Le prélat portait le camail violet, le rochet et le bonnet carré. Depuis la sortie du cortège de l'évêché jusqu'à son arrivée à l'église les cloches sonnaient à toute volée.

Cependant le sous-diacre tenant le livre des Evangiles et les officiers du chœur revêtus d'ornements de la couleur du jour sortant de la sacristie par la porte du côté des fonts, se rendaient au chapitre précédés de la procession, y prenaient les chanoines et tous allaient au portail pour attendre « Monsieur de Soissons ». Lorsqu'il paraissait, le prévôt du chapitre lui offrait

l'eau bénite, et après que le sous-diacre lui avait donné à baiser le livre des Evangiles ouvert, il le complimentait au nom du corps capitulaire. L'évêque se mettait à genoux sur un prie-Dieu qui avait été préparé et était conduit au chapitre, où il prêtait les serments ordinaires à genoux sur un autre prie-Dieu et la tête découverte, en présence de quatre témoins pris parmi les nobles de la ville. Du chapitre on se rendait processionnellement au chœur; le prélat était conduit à l'autel par le prévôt, adorait le Saint Sacrement à genoux en habits pontificaux, montait les degrés, touchait un calice, le livre de messe, les reliques et passait au trône. Alors le prévôt, tourné vers le peuple ou le chœur, proclamait les bulles et l'installait devant les quatre témoins. De là il était conduit à la stalle épiscopale, la première à droite de la grande porte du chœur, et de cette porte le prévôt proclamait de nouveau les bulles, tourné vers les témoins; puis il conduisait le prélat vers la nef, où il lui présentait la corde d'une des quatre petites cloches, ordinairement celle du chapitre, qu'il tintait trois fois, et le reconduisait à la sacristie par la petite porte des fonts. Après s'être revêtu de ses habits pontificaux, l'évêque rentrait au chœur accompagné de ses deux assistants et de son porte-crosse, aux couleurs du jour. Remonté sur son trône, en chappe, le bâton pastoral à la main, il entonnait le *Te Deum* au son de toutes les cloches, disait les versets et les oraisons, donnait la bénédiction solennelle, retournait à la sacristie et de là au palais par le grand portail, reconduit par le chapitre et la milice bourgeoise. Aussitôt il y recevait les corps civils et ecclésiastiques, réguliers et séculiers qui venaient le complimenter. Quoiqu'on l'installât sur son trône, l'évêque n'y pouvait toutefois siéger que lorsqu'il officiait pontificalement; lorsqu'il paraissait au chœur pour assister à l'office, il ne devait revêtir que l'habit de chanoine et n'occuper que sa stalle (1).

(1) *Pouillé* de 1755, p. 324. — CABARET, t. II, p. 210. — DORMAY, t. II, p. 524, et ROUSSEAU, t. II, p. 109.

Un clerc de la maison de Jérôme Hennequin, ayant été accusé d'avoir

En même temps qu'un nouvel évêque, Soissons reçut dans ses murs un gouverneur tout dévoué, comme le prélat, aux intérêts de la Ligue et aux princes lorrains. Il se nommait de Heuqueville et succéda dans cette charge au sieur du Glas, successeur lui-même du seigneur de Sainte-Preuve; il était, ainsi que ses prédécesseurs, sous les ordres du gouverneur de l'Ile de France qui comprenait le Soissonnais. L'un d'eux, le sieur de Rocourt, s'était attribué le titre de lieutenant du gouverneur, mais les bourgeois le lui firent retirer par de Villequier, successeur de Montmorency dans ce gouvernement, en lui promettant de le seconder efficacement dans la défense de la ville. Mais, au mois de juin suivant, Arthus de la Fontaine, seigneur d'Oignon, capitaine de Crépy, lequel fut ambassadeur à Constantinople, était gouverneur des villes et châteaux de Laon et de Soissons.

Il ne suffisait pas de donner aux villes de bons gouverneurs, il fallait aussi s'occuper de leurs fortifications. Celles de Soissons durent être achevées par ordre du successeur du duc de Montmorency et exigèrent de grandes dépenses. La ville s'adressa au roi pour les faire peser aussi sur les élections voisines. Les habitants lui remontraient, dans leur supplique, l'importance de la place et les charges qui les accablaient. Elle est, disaient-ils, « grande et spacieuse », près de la frontière de Picardie; ses fortifications sont avancées; il importe de la maintenir sous son obéissance, étant « journellement enviée d'aucuns ennemis du repos public, lesquels y jouiraient de six cent mille livres de revenu annuel des biens ecclésiastiques » et de tous les impôts, s'ils venaient à l'occuper comme ils l'avaient déjà fait. Epuisés des sacrifices et des pertes causés par la prise de la ville, ils n'ont plus pour toute ressource que 7 livres sur le grenier à sel, qui ne suffiraient pas « à parfaire » la trentième partie des ouvrages ordonnés par le duc; sans parler des dom-

volé et forcé ses coffres, on lui avait fait faire son procès en l'officialité de Soissons qui l'avait condamné à la question. Le clerc en appela comme d'abus, mais le Parlement de Paris, par un arrêt de 1598, rejeta son appel. (*Mém. du Clergé*, t. VII, col. 1271), *ex* CHOPIN *De Sacra politica*, L. II, *titul* 3, n° 11, p. 242, édit. de Paris, 1609.

mages causés par la démolition des anciens murs pour servir aux « hautz et spacieulx rampartz » qu'il faut construire, ni du « gros donjon et pont-levis de la rivière qui les menace d'une prochaine ruyne, si promptement n'y est pourveu », ni enfin de la « halle nouvellement construite » par ordre du roi et qu'il faut approprier « à la tenue et séance de la juridiction du comte et pour y accommoder un prétoire ».

Henri III, d'après l'avis de Villequier, gouverneur de l'Ile de France, ordonna, le 22 mars 1580, aux trésoriers de France des bureaux de Paris et de Châlons d'imposer et répartir la somme de 1,333 écus au soleil, un tiers, avec le plus d'égalité possible, sur les contribuables des élections de Soissons, Epernay, Château-Thierry et Compiègne, à savoir pour la première 500 écus, pour la seconde 200, pour la troisième 333 un tiers, pour la quatrième 300, plus 3 sous tournois par écu, pour frais d'expédition des lettres du roi, de répartition et perception de ces sommes recouvrables par quartiers jusqu'en 1582, lesquelles seront versées à la caisse du receveur ou argentier de Soissons pour être distribuées aux entrepreneurs selon les ordonnances de Villequier.

Des oppositions à cette mesure ne tardèrent pas à se produire, d'abord de la part des trésoriers généraux qui firent des difficultés pour la vérification des lettres du roi, alléguant que Soissons a été exempté « des tailles et crues » à cause « de la prinse et saccagement de la ville »; que le produit de ces tailles, dont elle est exemptée et qui sont affectées aux nouvelles fortifications, ne pourrait jamais suffire « à cause du grand circuit de cette ville et nouveau desseing qui a esté prins » pour les élever. Le roi n'eut point égard à ces remontrances, et invoquant l'usage où sont les élections circonvoisines de contribuer à des fortifications dont elles « peuvent tirer comodité », ordonna, le 7 mai 1581, l'entérinement immédiat de ses lettres, afin qu'on pût lever l'imposition et travailler dès cette année aux remparts, à la charge toutefois pour Soissons de supporter au moins un tiers des 500 écus imposés à l'élection.

Après les trésoriers ce furent les contribuables qui réclamèrent. Epernay fit valoir ses droits à l'exemption de cette imposition. Puis ce fut Compiègne, dont les habitants remontrèrent au roi : qu'ils travaillaient « par corvées » à leurs fortifications ; que Soissons, qui pouvait se suffire à lui-même, ne leur était d'aucune utilité ; que son élection comprenait cinq à six villes et trois cents villages ; que celle de Compiègne n'en renfermait que trente-cinq ; qu'ayant son gouverneur et sa juridiction particulière, il ne serait pas juste que leur ville eût la charge de ses propres fortifications et de celles de Soissons qui ne lui est d'aucun secours et auxquelles elle n'a jamais contribué, même depuis 1552 où l'on a commencé à fortifier les villes de cette province. Ils le supplièrent donc de révoquer ses lettres « pour le soulagement et décharge du povre peuple » de la ville et de l'élection « affligé d'ailleurs tant pour les tailles et levée de pionniers, que pour le fourniment de cinquante muids de blé pour le camp de la Fère, et gens de guerre passant par les villages » des environs de la ville. Henri III, reconnaissant la justesse de ces réclamations, exempta, le 13 juillet 1580, Compiègne et son élection de l'impôt des fortifications de Soissons (1). Les réclamants n'avaient dit que la vérité, car dès le mois d'octobre 1568, tandis que Soissons était occupé par les Huguenots, ils faisaient le guet et mettaient leur ville en état de résister à une attaque de leur part. On continua de travailler aux remparts de Compiègne les années suivantes et, en 1580 et 1587, on les garnit d'artillerie.

Il n'était que temps de s'occuper de la défense de Soissons, car, au mois de mars 1585, la ville, sans la vigilance d'un bourgeois, aurait été surprise par un corps de Huguenots de la Champagne, commandé par le sieur de Liéramont. Dans la nuit du 27, Guillaume Debeine, citoyen vigilant, faisant sa ronde sur les remparts, précédé de sa servante ayant une lanterne à la main, entendit quelque bruit et aperçut des gens qui

(1) *Bulletin de la Société historique de Soissons*, 2e série, t. IX, p. 17, Communication de M. de Marsy.

travaillaient dans le fossé. Sur le champ il court donner l'alarme, on sonne la cloche du beffroi, les bourgeois accourent en armes aux murailles; mais l'ennemi se voyant découvert avait déjà disparu, abandonnant cordes, ferrements et échelles disposés pour une escalade. Soissons avait failli redevenir la proie des protestants. On y établit une procession dite *Procession aux lanternes*, en mémoire de cette préservation de la ville d'une nouvelle catastrophe (1).

A la mort du duc d'Anjou, qui rendait le roi de Navarre héritier présomptif de la couronne, Henri III n'ayant pas de postérité, et son successeur Henri de Béarn étant hérétique, la Ligue eut une nouvelle recrudescence qu'excitait d'ailleurs l'audace toujours croissante des Huguenots. Elle obtint du roi l'édit de 1585 ordonnant qu'on ne reconnaise plus dans tout le royaume qu'une seule religion, la religion catholique; elle afficha hautement ses projets de rétablir l'Eglise et l'Etat, de chasser l'hérésie, de pourvoir à la succession au trône dont il fallait repousser un prince hérétique, d'expulser de la cour les favoris et de dégrever le peuple des impôts qui l'écrasaient. Bien plus, les Guises mirent à sa tête pour chef apparent le vieux cardinal de Bourbon, et pour chef réel Henri de Guise. Approuvée par le pape Sixte-Quint, successeur de Grégoire XIII, l'Union s'organisa partout. A Paris, un bourgeois, deux curés et Matthieu de Launoi, chanoine de Soissons, en furent, dit Palma Cayet, « les premiers piliers ». Sous leur influence, le nombre des adhérents s'éleva bientôt jusqu'à cent. Ils nommèrent entre eux un conseil composé de neuf à dix personnes, dans lesquelles Launoi fit entrer le sieur de Maneuvre de la maison des Hennequins, et dont cinq furent chargés des seize quartiers de Paris, d'où lui est venue la dénomination de *Ligue des Seize*, qui embrassa bientôt presque toute cette grande ville.

La Sainte Union ne pouvait manquer de trouver de nombreux partisans dans le diocèse de Soissons où tant

(1) Manuscrit d'un chanoine de Soissons, *ubi supra*. — Tous les historiens de Soissons.

de ruines attestaient l'oppression des réformés. Elle fut prêchée à la cathédrale par ce même Matthieu Launoi, si connu à Paris par l'ardeur qu'il déployait pour sa propagation. Personnage singulier qui, de zélé calviniste, était devenu ardent ligueur et de ministre protestant, prédicateur catholique, jouant partout le rôle d'un factieux.

Launoi ou Launai était né à la Ferté-Alais, au diocèse de Sens. Après s'être rangé, en 1560, du côté du protestantisme, il fut nommé ministre à Sedan où il se maria ; mais sur le déclin de l'âge, il se dégoûta de sa femme, tomba dans la misère et redevint catholique (1). En récompense de son abjuration, il obtint, par la faveur des princes lorrains, une prébende dans le chapitre de Soissons. Exalté par les passions religieuses et voulant surtout prouver la sincérité de son retour, il entra dans la Ligue dont il devint l'un des plus fougueux partisans, ce qui lui aurait valu la cure de Saint-Merry. S'étant mis à la tête des Seize, il se rendit fameux dans l'histoire de cette faction. Il fut même le principal acteur de la tragédie du 15 novembre 1591, où le président Brisson et plusieurs autres catholiques perdirent la vie. Le duc de Mayenne en ayant fait poursuivre les auteurs, Launoi dut abandonner sa cure de Saint-Merry et se retirer en Flandre où il serait mort si on s'en rapportait à un passage (cité par Bayle), du cordelier Henri Sédulius en sa *Réponse à l'Alcoran des Cordeliers*. Toutefois il paraît qu'il vivait encore en 1605 (2). Selon de Thou, il aurait quitté la Réforme de crainte d'être puni d'un adultère dont il avait été convaincu. Les Mémoires de la Ligue disent qu'il fut pendu en effigie à Sedan pour avoir déshonoré une sienne cousine » (3).

D'où il résulte que Launoi était fort décrié pour ses mœurs, et que protestants et catholiques n'eurent pas beaucoup à regretter ses défections. Lorsqu'il revint au catholicisme, il publia son apologie (1575), tant pour

(1) De Thou, sous l'an 1587.
(2) *Ibid.*
(3) *Mém. de la Ligue*, t. VI, p. 326, et les auteurs contemporains.

sa défense propre que pour celle de Henri Pennetier, « contre les accusations et perverses calomnies des ministres ». Il est de plus l'auteur de plusieurs ouvrages de controverse où il se montre aussi peu favorable aux calvinistes qu'il l'avait été aux prêtres catholiques, lorsqu'il était dominé par les erreurs de Calvin. Leurs titres seuls démontrent l'ardeur de cette polémique. Ce sont : « Déclaration et réfutation des fausses suppositions et perverses applications des Saintes Ecritures desquelles les ministres se sont servis en ce temps à diviser la chrétienté » (1579). — « Réplique chrétienne sur la réponse faite par les ministres à cet ouvrage ». — « Réponse chrétienne à vingt-quatre articles de blasphèmes et absurdités dressées par Pierre Pineau dit des *Aigues*, prédicant *zuuin-calvinian* (partisan de Zuingle et de Calvin) sur la transubstantiation dans l'Eucharistie ». (1581) — « Discours chrétien contenant une remontrance charitable aux pauvres » (1578) (1). La satire Ménippée appelle Launoi : « le petit Launay, ci-devant ministre en l'Université de Genève, et à présent boutecul en Sorbonne (2), après avoir mangé les grands Bréviaires et Heures du feu roy (3), à faire festins à monsieur le lieutenant... » (4).

Tel était Launoi, chanoine de Soissons, et prédicateur de la Ligue en cette ville. Doué d'une éloquence « brutale, hardie et fanatique », il exhorta en termes entraînants le clergé, la noblesse et le peuple à imiter l'exemple du souverain en entrant dans la Sainte-Union et en la jurant. Les exhortations de Launoi se traduisirent en faits positifs. Les catholiques soissonnais, le chapitre de Saint-Gervais et toutes les abbayes du diocèse s'empressèrent à l'envi de payer les taxes imposées pour soutenir les frais de la guerre contre les protestants et poussèrent même le dévouement à cette sainte cause, jusqu'à aliéner une partie de leurs

(1) L'Estoile, *Mém.* — Sponde, *Annales.* — *Diction. historiq.* — Lacroix-Dumaine, *Bibl. franç.*, t. v, p. 46.
(2) On nommait ainsi grossièrement les moines convers.
(3) Allusion aux grands Bréviaires que Henri III fit imprimer.
(4) M. le Lieutenant était Mayenne, lieutenant général du royaume. — *Satyre Ménippée*, édit. Labitte, p. 66, Charpentier.

biens dont s'enrichirent les gentilshommes de la province (1).

Ce zèle de Soissons pour la Ligue et l'importance de sa situation, surtout par rapport à Paris, en fit ambitionner la possession par les princes lorrains, comme place de sûreté. En 1585, on entama avec eux des négociations qui devaient aboutir au traité de Nemours. La reine-mère se rendit à Epernay, tandis que le duc de Guise s'avança jusqu'à Châlons avec des troupes. Catherine avait couché à Charly le 2 avril et était arrivée à Epernay le jeudi suivant. De là elle manda au duc de venir la rejoindre « pour pacifier les choses et non pour les aigrir », et pour lui demander justice de la prise de Châtillon-sur-Marne par ses troupes.

En effet, un des capitaines de son parti nommé Jacques, avait surpris un samedi au point du jour « cette petite bourgade fermée, en laquelle il y a ung assez bon chasteau, où l'on pouvoit mettre une garnison très préjudiciable au commerce de la rivière », but que s'était sans doute proposé le capitaine en s'en emparant. Il y avait eu cinq habitants tués « sans qu'ils se défendissent ou résistassent ». La pluie qui était tombée toute la nuit, avait obligé ceux qui étaient de garde « à aller se rafraîschir, de sorte que les pauvres habitants ne pensèrent à rien. Tous ceulx qu'ils ont tués sont catholiques, n'y ayant en ladite ville qu'un seul huguenot » (2).

Dès les premiers pourparlers. le jeune Pinart, vicomte de Comblisy, seigneur de Cramailles, qui « travailla » beaucoup à la cour de Catherine, fut envoyé à la recherche du cardinal de Bourbon qu'il trouva achevant une neuvaine à Liesse. Guise, qui voulait obtenir tous les avantages pour son parti, entravait de mille manières les intentions conciliatrices de la reine, laquelle brûlait du désir de conclure, tout en sauvegardant, dans la mesure du possible, les intérêts du

(1) CABARET, t. II, p. 245. — *Les Historiens de Soissons.*
(2) *Traité de Nemours, etc.*, par E. DE BARTHÉLEMY), *Revue des Questions historiques* (livrais. du 1er avril 1880). Lettre du 1er avril 1585, de Brulart à Dinteville, p. 469.

roi. Parmi les articles proposés, dont elle envoyait faire part au roi, il y en avait un qui accordait au cardinal pour sa sûreté, 30 arquebusiers à cheval, Compiègne et Soissons avec 20 soldats. Dans le conseil du roi on concéda Compiègne seul « car Soissons, écrivait Henri à sa mère, estant de telle importance que ceste place là est, il n'y a un seul de vos serviteurs qui ayt esté d'avis d'en plus parler » (1). Il n'en fallut pas moins s'exécuter en présence de la ténacité du duc et du cardinal. Soissons et Châlons furent obtenus par les ligueurs pour faire partie des places de sûreté que le roi leur accorda dans les articles secrets de la paix, ou édit de Nemours, conclue le 7 juillet 1585. Les princes lorrains devinrent tout puissants à Soissons et l'environnèrent de nouvelles fortifications pour en faire l'un des boulevards de l'Union.

Après la publication de cet édit, déclarant la religion catholique seule reçue dans le royaume, beaucoup de Huguenots de Soissons et des environs se convertirent et allèrent à la messe; mais ces changements n'étaient guère sincères, car il paraît qu'il y aurait eu entre eux et le duc de Bouillon un complot pour lui livrer la place. On aurait même promis aux reitres, que le parti protestant faisait alors venir en France pour combattre les catholiques, de leur bailler trois villes, dont celle de Soissons, pour leur servir de retraite (2). Ces diverses tentatives des Huguenots échouèrent devant la vigilance de Thomassin, capitaine, et de Arthus de la Fontaine, gouverneur de la ville et lieutenant général de l'Ile de France. Henri III écrivait en effet de Paris à celui-ci, le 1er juin 1585, pour le féliciter de ce que lui et ce capitaine avaient si bien pourvu à la sûreté de Soissons, que la place n'aurait pas à craindre de surprise de la part du duc d'Aumale qui réunissait des troupes aux environs de Laon, « quand même il y viendroit essayer », les 130 soldats de Thomassin composant la garnison, et les habitants, suffisant pour la

(1) *Ibid.* Lettre de Benri III à la Reine Mère.
(2) Manuscrit d'un chanoine, etc., *ubi supra.* — *Les Historiens de Soissons.*

garder (1). Et il leur recommandait de faire en sorte qu'il n'y eût aucune division parmi ces derniers, qu'il priait de « s'unir ensemble, s'ils aimoient leur conservation ».

D'Aumale n'avait pas tardé à faire une tentative pour enlever Soissons, selon les prévisions du roi, mais elle n'eut aucun succès, car, dans une seconde lettre du 2 juin, il témoignait au gouverneur, qui lui en avait mandé la nouvelle, « son contentement de ce que ceux de la ville avoient fait si bon devoir à résister aux gens de son cousin d'Aumale » lequel s'était présenté devant Soissons « pour essayer de faire quelque surprise par l'intelligence qu'il pensoit estre dedans » et qui devaient s'être écoulés vers Reims et Epernay. Le prince terminait sa lettre en disant: « Je vous ay envoyé ce moys pour le payement des cxxx hommes du capitaine Thomassin et espère tout de vostre bon devoir et de celui de tous les habitants, que ma ville de Soissons sera conservée en toute sécurité » (2).

V. — Après avoir payé sa contribution pour les frais de la guerre qu'on allait soutenir contre les Huguenots, le Soissonnais souffrit encore de la grande disette qui désola la France en 1586 et 1587. Dans cette dernière année le froid fut si intense et si persévérant jusqu'au mois de juillet que la récolte manqua. Le blé tripla de valeur, de sorte que « le peuple étoit rongé jusqu'aux os. Tout étoit permis en ce temps hors de bien faire et bien dire ». Mais ces calamités n'arrêtèrent pas l'exécution des projets des ligueurs. Le duc de Guise, qui cachait sous ses menées son ambition secrète, n'avait pas tardé à éclater. Partout les villes se soulèvent en faveur de la Sainte-Union; l'audacieuse et puissante faction des Seize qui domine à Paris, se met en correspondance avec les provinces, et bientôt le roi se trouve n'avoir plus d'autre parti à prendre que celui de traiter avec les ligueurs. Par la paix de Nemours, il avait enlevé aux calvinistes tout ce qu'on leur avait accordé, même leurs places de sûreté

(1) *Bulletin de la Société historique de Soissons*, t. XI, p. 142.
(2) *Ibid.*

jusqu'à douze, parmi lesquelles, on l'a vu, était Soissons. A cette nouvelle, Henri de Navarre se soulève dans le Midi où il fait de grands progrès qui donnent naissance à la guerre des trois Henri, ainsi nommée à cause des chefs des trois partis qui y prirent part : Henri III, Henri de Navarre et Henri de Guise, le premier, chef des royalistes; le second, chef des protestants; et le troisième, chef des ligueurs.

La guerre est donc déclarée; les partis se remettent à parcourir la campagne, laissant aux chemins eux-mêmes des dénominations qui rappellent leurs passages habituels, tels que le *Chemin de la Ligue* à Saint-Pierre-Aigle, le *Chemin des Huguenots* à Tracy-le-Mont, etc. Les villes, les villages, les églises, les cimetières sont fortifiés de tours, de murs crénelés; les clochers sont garnis de meurtrières, surtout lorsqu'ils commandent certains passages. Ces forts reçoivent tantôt des garnisons ligueuses, tantôt des garnisons calvinistes ou royalistes (1). Les habitants de Braine obtiennent du roi, en 1586, de fermer de murs le faubourg de Saint-Remy. Les lettres adressées à ce sujet à Villequier, gouverneur de l'Ile de France, au bailli de Valois ou son lieutenant à Oulchy-le-Châtel, renferment dans l'exposé des motifs de cette concession une peinture vraie de l'état du pays dans ces guerres intestines. « Leur église paroissiale de Saint-Remy, y est-il dit, étant située au faubourg, tandis qu'ils allaient au service divin les portes restaient ouvertes, ce qui les mettait en danger d'être surpris, tant par ceux de la religion réformée que par les gens de guerre et autres personnes tenant les champs, le plus souvent sans aveu, et d'être pillés, tués, et de passer par la rigueur de telles gens; même des compagnies qui logent au dit faubourg, vivent à discrétion, mangent et dissipent le bien et substance des habitants du faubourg sans rien payer. » D'ailleurs, l'église de Saint-Remy a déjà « souffert plusieurs ruines et dégâts parce qu'elle est hors des murailles et clôture de la ville ». C'est par ces considérations que le roi les

(1) Les cimetières de Courtieux et de Croutoy, etc., ont conservé leurs enceintes fortifiées.

autorisa à lever la somme de 300 écus pour « faire murailles, portes, fossés, portaulx et pont-levis », 200 sur le faubourg et 100 sur la ville, avec le droit d'expropriation le cas échéant, moyennant une juste indemnité (1).

Cependant Henri de Navarre gagne la bataille de Coutras, le 20 octobre 1587, sur le duc de Joyeuse que le roi avait envoyé contre lui, et les Seize poussent l'audace jusqu'à vouloir s'emparer de la personne même du souverain. La conspiration ayant été découverte, ces forcenés, qui formaient la partie exagérée de la Ligue, n'espérèrent échapper au gibet, dont ils étaient menacés, que par la protection du duc de Guise. Celui-ci, qui commandait une armée sur les frontières d'Allemagne et s'était rendu à Nancy pour y tenir un conseil avec les chefs de la Ligue et les princes de sa maison, fut mandé par eux à Paris avec les plus vives instances. D'autre part le roi instruit de leur dessein défendit au duc de mettre le pied dans cette capitale. Après avoir longtemps balancé sur le parti qu'il devait prendre, celui-ci se décida à répondre au message des Seize; et, au commencement du mois d'avril, il arriva à Soissons où il avait donné rendez-vous aux principaux ligueurs : l'archevêque de Lyon d'Espignac; « l'intellecte et l'âme de la Ligue, le duc d'Elbeuf et les cardinaux de Vendôme, de Bourbon et de Guise. Le roi avait chargé La Guiche de se rendre auprès d'eux à Soissons pour entamer des négociations. Le duc ne s'avança pas moins sur Paris, mais, à la nouvelle de l'arrivée de 4,000 suisses à Lagny, il revint vite à Soissons où Pomponne Bellièvre, dépêché aussi vers lui, lui fit la défense « qu'il n'eust à venir à Paris ». Celui-ci ne put rapporter au roi de sa part que « des réponses ambigues avec hautes paroles de mécontentements ». Henri III renvoya Bellièvre à Soissons pour dire encore au duc : « qu'il n'eust à venir à Paris qu'il ne le mandât, et que s'il y venoit

(1) *Lettres de Henri III*, CARLIER, t. III, pièces justificatives, p. 201. — L'enceinte fortifiée de Braine est encore marquée aujourd'hui par les anciens fossés où coulent les eaux de la Vesle et les remparts par les murs des jardins qui y aboutissent. L'ancien chemin de ronde porte encore le nom de *Rue des Remparts*.

les affaires estant en l'estat qu'elles estoient, pourroient y causer une émotion de laquelle il le tiendroit à jamais aucteur et coulpable de tout le mal qui en adviendroit ». A tout cela le duc se contentait de répondre : que son honneur lui était plus cher que la vie et qu'il ferait tout ce que lui devaient inspirer son zèle pour la religion et pour son pays.

Le roi était en effet convaincu qu'il se tramait à Paris contre lui et contre l'Etat une conspiration dont il fallait prévenir l'explosion. C'est pourquoi, non content des remontrances que ses envoyés faisaient au duc de Guise, il se met lui-même en état de défense à Paris, « fest faire fort guet de nuict et de jour, en renforcer ses gardes à l'entour de son Louvre avec résolution d'y chasser quelques ligueurs perturbateurs du repos de la ville et de l'Estat ». Les ligueurs, avertis de ce projet, avaient envoyé au duc l'avocat Brigard, qu'on appelait le *Courrier de l'Union*, afin de le supplier de les venir secourir contre les cruels desseins du roi. Brigard, pour l'y déterminer, lui parla du danger que courait la Ligue à Paris, lui dit : que sa présence y était nécessaire et que s'il tardait « il ne falloit plus qu'il fist estat d'y avoir aucun serviteur », que « les frères estoient fort desbauchés, mais que sa présence rabhilleroit tout, et qu'il le pouvoit asseurer sur sa vie et son honneur que tout se porteroit bien s'il y venoit ». Enfin, le commandeur Marco était venu à Soissons lui offrir de la part du roi d'Espagne 300,000 écus, 6,000 lansquenets et 1,200 lances aussitôt qu'il aurait rompu définitivement avec Henri III. Il lui promettait en outre que ce prince retirerait son ambassadeur de la cour et l'accréditerait auprès des chefs de la Ligue ; et l'on avait traité sur ces bases.

Les choses en étant là, le duc, après avoir réfléchi un instant et rappelé à Brigard la défense du roi, prit sa résolution, c'est-à-dire qu'il préféra se rendre aux instances de l'avocat plutôt qu'aux prières et aux menaces des ambassadeurs de son souverain. Durant ces négociations la duchesse de Montpensier, sœur du duc, n'était pas non plus restée inactive à Paris. Le jeudi 5 mai, elle avait donné à dîner « à cinq ou six cui-

rasses » dans une maison dite du *Bel Esbat,* en dehors de la porte Saint-Antoine. Il avait été convenu que ceux-ci surprendraient le roi à son retour du Bois de Vincennes, ce qui leur serait facile, puisqu'il n'était guère accompagné que de « quatre ou cinq grands laquais et un gentilhomme ou deux ». Ils feraient rebrousser son carrosse en toute diligence vers Soissons et donneraient l'alarme à Paris, en criant : que les Huguenots avaient enlevé le roi pour lui couper la gorge et faire naître ainsi l'occasion aux ligueurs de se jeter sur les politiques pour les massacrer ainsi que ceux du parti du roi. Henri, averti à temps du complot, revint à Paris accompagné d'une centaine de chevaux et le coup fut manqué (1).

Cependant le duc de Guise montait à cheval avec Brigard et huit gentilshommes, le 8 mai, vers 9 heures du soir, laissant à Soissons le cardinal de Guise, son frère, et la princesse de Joinville. Il courut la poste toute la nuit et arriva à Paris le lendemain 9, vers midi, et alla descendre aux Filles-Repenties, où logeait la reine-mère. Tandis que cette princesse le recevait avec effroi, toute la ville faisait éclater la joie que lui causait sa venue. Ensuite il se rendit au Louvre au milieu de l'ivresse générale. Le peuple se pressait sur son passage dans les rues Saint-Denis et Saint-Honoré qu'il faisait retentir de ses acclamations. Les ligueurs, les artisans, les crocheteurs criaient : « Vive Guise ! Vive le pilier de l'Eglise ! » Et il les saluait à droite et à gauche. Une demoiselle « estant sur une boutique, abaissa son masque et s'écria : « Bon prince, puisque tu es ici, nous sommes tous sauvés ! » On voit de quelle popularité jouissait le duc. Il exerçait sa séduction non seulement sur les masses, mais encore sur les gentilshommes. « Les Huguenots estoient de la Ligue quand ils regardoient M. de Guise. » Et en général les princes lorrains avaient si bonne mine qu'auprès d'eux « les autres princes paroissoient peuple ».

(1) *Pièces diverses*, additions au *Journal* de l'Estoile. (Edit. Michaud.) — Procès-verbal de Nicolas Poulain, lieutenant de la prévôtée de l'Isle de France, etc.

Lorsque son arrivée fut connue à la cour, on conseilla au roi de le faire tuer pour en finir avec cet ambitieux, mais il hésita et répondit : « qu'il n'estoit encore besoin de cela et qu'il espéroit de donner ordre à tout en bref, par un autre plus court moïen. » Le duc s'excusa du mieux qu'il pût auprès de lui avec l'aide de la reine-mère, et Henri s'appaisa, « mais non tellement toutefois qu'il n'en demourast du ressentiment dans l'estomac de ce prince », surtout « quand il eust entendu en ce jour les grandes révérences et acclamations que le peuple lui avoit faites dans les rues Saint-Denis et Saint-Honoré ». La journée des barricades eût mis la couronne sur la tête du duc s'il n'eût pas trop compté sur sa fortune et sur l'avenir. Le roi l'avait laissé maître de Paris, mais la perte du *guisart* était résolue dans son esprit. « Par la mort Dieu, il en mourra », s'était-il écrié en apprenant son arrivée dans sa capitale. Cette journée donne l'explication de la tragédie de Blois (1).

Après un événement si fatal à la royauté, on n'en signa pas moins l'édit d'union arrêté le 21 juillet 1588, entre la reine, le duc de Guise et le cardinal de Bourbon. Obligation d'obéir à la Sainte-Union sous peine de crime de félonie et de sacrilège; guerre à outrance aux calvinistes jusqu'à leur entière destruction. Telle était en substance la teneur de ce traité. Le duc de Guise devenait généralissime de toutes les troupes ; les ligueurs recevaient des places de sûreté, devenaient gouverneurs des villes et des provinces; les favoris étaient chassés de la cour et la réunion des Etats-Généraux à Blois était fixée au 1er octobre, pour aviser au soulagement des peuples et à la réforme du gouvernement. Outre Soissons la Ligue s'était assuré, à cette époque, de Château-Thierry et de la Ferté-Milon et dominait sans doute sur tout le pays d'entre ces trois villes. La dernière, prise par des brigands l'année suivante, retombait bientôt aux mains de Saint-Chamant, sieur Dupesché, capitaine ligueur.

Compiègne, qui paraît avoir flotté d'abord entre le roi

(1) *Relation de la Mort du duc de Guise*, par MIRON, médecin de Henri IV; addition à *l'Estoile*.

et la Ligue, envoya des vivres, des moulins à bras, des bateaux au siège de la Fère, et des présents à Matignon qui y commandait, recueillait les malades des assiégeants et fit un don à d'Humières, gouverneur de Saint-Quentin. Ce dernier l'était devenu aussi de Compiègne après la mort de Philippe de Brouilly, arrivée en 1587, « lorsqu'il vint signer l'Union ». Bientôt cette ville donna des marques non équivoques de sa fidélité au roi.

Les Etats de Blois furent entièrement dévoués au duc de Guise, mais ce prince y trouva le terme fatal de sa vie et de ses projets ambitieux. Le 23 décembre 1589 il périt assassiné par ordre de Henri III, à l'âge de quarante-deux ans, ainsi que son frère le cardinal de Guise, auquel on reprochait, pour justifier ce meurtre sacrilège, d'avoir « pris les finances de Sa Majesté » à Château-Thierry et ailleurs. Le duc de Mayenne accourut de Lyon à Paris et fut nommé lieutenant-général du royaume et chef de la Ligue.

On a recueilli quelques chiffres des taxes imposées sur le clergé et les églises pour l'indemnité des députés du Soissonnais aux Etats de Blois. Ainsi, la paroisse et la maladrerie de Largny furent taxées à 6 livres 2 sous 6 deniers. Le curé de Bruyères près de Fère, à 6 livres 11 sous 1 denier; celui de Pontarcy à 8 livres 6 sous 3 deniers; le prieur de Vieil-Arcy à 9 livres 4 sous 6 deniers, le curé de Mont-Notre-Dame à 6 livres 16 sous 6 deniers; le curé de Buzancy à 6 livres 7 sous 9 deniers. Le Valois avait envoyé trois députés; celui du clergé fut Arthus, prieur des Célestins de St-Pierre-en-Chastre; celui de la noblesse du Vermandois fut Louis de Moy, chevalier des Ordres du roi, dont les frais de voyage à Blois avaient été fixés par le bailli de Vermandois à 540 écus. Le nom du troisième n'est pas connu (1).

Le clergé ne devait pas seulement payer les taxes obligatoires, mais encore s'en imposer d'autres pour l'entretien de l'armée de la Ligue. Au mois

(1) CARLIER, t. II, p. 166-417, *passim*. Rôle des ecclésiastiques qui ont payé en 1588, etc.— *Bulletin de la Société historique de Soissons*, t. II, p. 53. Acte de Petit, notaire, du 22 mars 1599, par lequel transport est fait de cette somme sur la noblesse. (Etude de Me Suin).

d'avril 1589, Soissons avait pour garnison « une bande de sept vingt dix hommes de guerre à pied français.... pour le service de l'union catholique », piquiers, arquebusiers « lampassades », et commandé par André de Huyard et le capitaine Despréaux. Le 21 juillet de cette année, « messire Hiérosme Hennequyn », très zélé ligueur, fit en l'hôtel épiscopal de Soissons, une assemblée « représentant la plus grande et la plus saine partie du clergé de la ville et banlieue de Soissons » à l'effet de voter des subsides pour l'Union. Elle se composa, pour n'en citer que les principaux membres : de Claude Merlet, prévôt du chapitre ; de Zacharie du Tour, archidiacre de la Rivière ; de Robert Huguet, chantre ; d'Antoine Bonzeré, trésorier de Saint-Gervais et syndic du clergé ; de Georges de la Fontaine, abbé de Saint-Léger ; de Me Jean Masson, *déan* (doyen) de Notre-Dame-des-Vignes ; de Guillaume Petit, trésorier de Saint-Vaast ; de Jean Leclerc, trésorier de Saint-Pierre-au-Parvis ; de Claude Guinet, argentier de l'église Saint-Louis-de-l'Évêché ; d'un religieux de chacune des abbayes de Saint-Jean, Saint-Médard, Saint-Crépin-le-Grand, Saint-Crépin-en-Chaye, des Célestins de Villeneuve, des curés joannistes, Jehan Molard de Saint-Remy, Adrien Dupuis de Saint-Jacques ; de Me Hubert des Humblières, curé de Saint-Martin ; de Mes Jean Losellier, curé de Saint-Pierre-le-Vieil, et Damier Simonnet, curé de Saint-Germain.

En cette assemblée, on désigna des procureurs chargés de vendre une rente perpétuelle de 500 écus au prix de 6,000 écus sols qui seraient versés à la caisse de Raoulland, trésorier général des deniers catholiques à Paris. Ladite somme ayant été accordée à « Messieurs les gens tenant le conseil général de l'Union catholique establie à Paris pour aide et entretenement de l'armée catholique », la rente fut assignée sur tous les biens du clergé. Cette procuration, passée par-devant les notaires royaux Raoullet et Dupire, fut signée par les deux députés des Célestins de Villeneuve, Lescuier et Ducorroy, comme par tous les autres ; toutefois ce ne fut qu'en 1592 et par une saisie pour le paiement de sa

quote-part que la communauté en eut connaissance. Huit jours après, le 31 décembre, la cloche réunissait les religieux au chapitre et là, en présence de Andouyn, provincial de l'Ordre, et par-devant notaire, ils révoquèrent la procuration donnée par les deux moines, déclarant : « qu'ils n'avoient jamais estés advoués ni en charge des dicts prieurs, religieux et couvent des dicts Célestins, encore moins pouvoir d'obliger généralement tous les revenus de leur monastère en paiement de la rente de 500 écus et au rachapt d'icelle, attendu qu'il leur est expressément défendu par leurs statuts et ordonnances de leur ordre » (1).

Du reste, pour justifier cette conduite des Célestins de Villeneuve, et démontrer jusqu'à l'évidence que le clergé a toujours contribué aux charges de l'Etat, dans la mesure du possible, il suffirait de citer, pour le XVI[e] siècle, deux auteurs contemporains. « Le clergé, dit l'Estoile, fut, sous Henri III et ses prédécesseurs, écrasé de taxes sous le nom de décimes et autres subventions extraordinaires, quoiqu'il se fût toujours montré généreux pour tous les besoins de l'Etat et du roi ; que d'un autre côté les offrandes devinssent nulles, les décimes (dîmes) mal payées, et qu'il fût alors à la cinquième aliénation du temporel » (2). Villeroy, en son *Advis à Monsieur le duc de Mayenne*, peignant, après la mort de Henri III, la déplorable situation de la France, parle ainsi des gens d'Eglise : « ils ne sont pas plus à leur aise que les autres, car leurs biens des champs étant pillez et ravagez autant et plus que les autres, ils n'ont pas de quoi subvenir aux charges de leurs églises, n'y à leur nourriture, et néanmoins sont tous les jours comprins aux taces (taxes) et corvées, comme les autres habitans auxquelles il faut qu'ils contribuent » (3).

Ce n'était pas seulement en argent, mais encore en nature qu'il fallait contribuer aux charges publiques représentées, ici par le roi légitime, là par le chef de la Ligue. Voici un nouvel exemple des réquisitions impo-

(1) *Bulletin de la Société historiq. de Soissons*, t. XI, p. 53.
(2) *L'Estoile*, an. 1586. (Collect. Michaud.)
(3) VILLEROI, *Mém.* fin de 1587, *ibid.*

sées au mois de juin à la ville de Soissons. Les gouverneurs avaient reçu un ordre du 21 juin 1589 donné à Coulommiers par Mayenne de lui fournir 200 mille pains, 15 muids d'avoine et 15 de vin. Ils assemblent les habitants « au son de la ban-cloche au beffroy, lieu accoustumé à tenir les assemblées publiques ». Il fut décidé que « tant du clergé que gens layes » on en enverrait environ la moitié, que les blés pour faire ces pains de 12 onces seraient achetés dans les greniers de Jacques Moisant, marchand de Paris et autres de la ville. Le facteur de ce dernier s'étant refusé d'ouvrir les siens, il fallut que le prévôt royal y procédât par justice et fit forcer les portes par un serrurier. On commença par la porte de la grande salle de l'évêché et on prit dans cette salle, dans une *tournelle* servant d'office près de cette salle, dans une autre salle servant autrefois de censive, et en celle servant de cuisine, une partie du grain nécessaire. Le reste fut tiré des greniers des *Garrois*, près de Notre-Dame, et d'autres magasins du riche marchand de grains, pour les livrer aux boulangers (1). On voit par là que l'évêque avait abandonné l'évêché, où des blés étaient emmagasinés pendant la Ligue, et qu'il résidait à Septmonts.

La mort du duc de Guise n'avança guère les affaires de Henri III. La Ligue avait trouvé un autre chef et lui un autre ennemi implacable. Deuxième fils du duc François, Mayenne, né le 6 août 1554, avait épousé Henriette de Savoie, veuve du seigneur de Montpezat, plus âgée que lui mais fort riche, ce qui fit dire : que « ce jeune, beau et gaillard seigneur fut attrait à ce mariage par le moïen de 100,000 livres de deniers clairs et comptants qu'elle lui donna ». Gouverneur de la Bourgogne, il y avait organisé la Ligue, avait combattu les Huguenots en plusieurs rencontres, et, quoiqu'il fût d'un caractère violent, emporté et bien inférieur à son frère le duc Henri, la cour, pour rabaisser celui-ci, le mettait fort au-dessus de lui.

(1) Acte du 28 juin 1589. *Bulletin*, t. XVIII, p. 208. — Dans cet acte paraissent les noms de Jacques Tournai, licencié en droit, prévôt royal, de Jehan Chocu, seigneur de Rochemont, etc...

Henri III sentit la nécessité de se purger de l'assassinat du frère de Mayenne et du cardinal, mais tandis qu'il envoyait à Rome une députation pour obtenir son absolution du pape, le duc en envoyait une de son côté pour détruire les allégations de celle du roi. Jean de Piles, abbé d'Orbais depuis 1579, lequel paraît avoir quitté le parti de Henri pour s'attacher à celui des Guises, fut de l'ambassade du chef de la Ligue. La harangue de cet abbé et de ses collègues est rapportée par Davila dans son Histoire des troubles de la France sous l'an 1589 (1). Le roi écrivit aussi, le 24 décembre 1588, à Charles d'Humières, gouverneur de Compiègne et de Saint-Quentin, où il était alors malade, pour lui exposer les motifs qui l'avaient porté à se défaire du duc de Guise, afin qu'il connût et fit connaître la vérité sur le fond de cette affaire. « Ayant eu avis très certain, lui disait-il, qu'il était sur le point de faire éclore l'engence de ses pernicieux et mauvais desseins, avec résolution de se saisir de ma personne et en faire à sa dévotion ; j'ai pensé que je ne pouvais éviter un tel inconvénient qu'en faisant tourner la chance contre lui, le châtiant par la perte de la vie, de ses fautes et démérites... » Il affirmait ensuite au brave d'Humières sa résolution de faire la guerre aux hérétiques et sa confiance qu'il remplirait les devoirs de la charge qu'il lui avait confiée (2).

Répondant à cette bonne opinion que le roi avait de lui, d'Humières envoya à Compiègne le sire de Brégé pour prendre avec les bourgeois les mesures qu'exigeaient les circonstances. Dans une lettre du 1er janvier 1589, il engageait ceux-ci à continuer d'être fidèles au roi, et il leur faisait passer en même temps les instructions qu'il en avait reçues. D'Humières conserva au roi Saint-Quentin et Compiègne. Aussitôt sa guérison il se rendit en cette dernière ville qu'il se hâta de mettre en défense, réparant et augmentant les fortifications, levant des troupes, organisant une compagnie de ses gardes à ses couleurs et faisant au dehors des excursions souvent lointaines. Du reste, sur toute

(1) *Mss.* d'Orbais.
(2) *Notice sur d'Humières* par J. du Lac *(vide infra)*.

la surface du pays, ce ne sont que prises et reprises de villes, de villages, de châteaux, de simples forts. D'Humières alla échouer devant Chaulnes et devant Pierrefonds, défendu par Champion Bonvouloir, personnage dont on voit la sépulture dans l'église de Soucy, près de Villers-Cotterêts, et sur laquelle on lit : « *Cy gist noble homme Sulpis Champion, gouverneur du chasteau de Pierrefonds du temps des guerres civiles advenues sous Henri III, et depuis procureur du roi de la chastellenie et prévosté du dict lieu lequel sestant retiré en ces quartiers, le pays abandonné, y mourut le 13 février, âgé de 74 ans, auquel cours il a fondé en ceste église une messe anniversaire l'an de grâce 1640. Æterna pace.* »

Au mois de février 1589, la Ligue l'emportait à Laon ; Saint-Quentin jurait fidélité au roi le 20 ; Coucy et Crépy étaient sous son obéissance. Si la Ferté-Milon recevait une garnison ligueuse, Chauny, La Fère, Compiègne, ne faisaient pas défection. Le château de Ribécourt, qui appartenait à d'Humières, fut attaqué avec du canon et pris par le duc d'Aumale sur Lavigne, archer des gardes du corps de Henri III, qui le défendit avec 16 hommes seulement. D'Humières n'en poussa pas moins, de Compiègne, ses incursions jusqu'aux portes de Beauvais, d'Amiens, de Péronne, de Roye et de Montdidier. Il défit le vidame d'Amiens qu'il ramena prisonnier à Compiègne dont la garnison revint chargée de butin. Cette place servait de refuge aux ducs de Longueville, de Chaulnes, d'Estrées, au vicomte d'Oulchy, lesquels, par l'intermédiaire du Châtelet et de la Capelle, tiraient des troupes de la Champagne et maintenaient leurs communications avec l'étranger. D'Aumale menaçant Senlis, il envoya à Thoré, commandant de cette place, 50 cuirassiers, 30 arquebusiers à cheval avec 1,400 livres de poudre, 200 arquebusiers à pied avec des munitions, sous la conduite du vicomte d'Oulchy, sieur d'Armentières. Ensuite la place ayant été assiégée dans les formes, il réunit une foule de gentilshommes et de gens de guerre qu'il forma en corps d'armée, dont le duc de Longueville prit l'avant-garde et lui le gros de la bataille. Arrivés à Senlis au moment où la ville allait

être forcée de se rendre, ils engagèrent le combat avec les assiégeants, remportèrent la victoire, poussèrent jusqu'à Paris, ravitaillèrent Vincennes et revinrent par Meaux à Compiègne (1).

D'Humières sut toujours résister aux promesses et aux menaces des ligueurs de Paris et maintenir cette ville sous l'obéissance du roi qui, de son côté, écrivait aux habitants les lettres les plus flatteuses et récompensait leur zèle par les avantages qu'il leur accordait. Une ordonnance, datée de Blois le 6 mars 1589, établissait à Compiègne un bureau des finances; le 10 février il y transférait la cour des monnaies de Paris et le 24 mars 1590, il donnait à son gouverneur plein pouvoir pour lever tous les impôts, deniers royaux, tailles, gabelles, etc., échus ou à écheoir des quartiers de janvier et d'avril, dans les élections de Compiègne, Soissons, Meaux, Senlis, Paris, et généralement dans tous les bailliages et diocèses de la généralité de Paris et de l'Ile de France, pour être versés en la caisse de son trésorier général et servir à la solde des gens de guerre qu'il avait sous lui au service du roi. Le 23 avril 1589, Henri III lui manda de Tours, que devant mettre sur pied une armée puissante, il le chargeait de réunir « le plus grand nombre de gentilshommes que faire se pourra » et de les conduire à cette armée. D'Humières y mit une telle activité, que sur le champ il rassembla une grande quantité de noblesse. En attendant de nouveaux ordres, il en détacha un corps de troupes, et alla réduire force châteaux en Noyonnais et en Beauvaisis, puis il revint prendre Attichy, Vic-sur-Aisne, Ambleny et rançonner Crépy. Enfin, après six semaines de courses, il conduisit tout son monde à l'armée du roi qui assiégeait Pontoise et bientôt menaça Paris (2).

VI. — Dans cette extrémité, le président Hennequin, d'Acy, écrivit, le 18 mai, de cette capitale, au duc de

(1) Le gouverneur de Senlis était Nicolas de Ronquerolles et de Livre, dont le frère, François de Ronquerolles, était dans l'armée de la Ligue et tous deux de la maison de Bérongne, près de Pierrefonds.

(2) *Notice sur d'Humières*, etc., par J. du Lac. (*Société historiq. de Compiègne*, t. III, p. 118.)

Mayenne, pour l'informer de l'état des affaires de la Ligue et de la nécessité pour lui de revenir à Paris. En cette missive le frère de l'évêque parle au prince de la perte « des bons catholiques de Paris et des meilleurs » arrivée devant Senlis; il traite les capitaines de Compiègne « d'hérétiques et de politiques »; il dit qu'ils « les ont fondus et tellement étonnés » qu'il n'y a pas moyen de les rallier, que le duc d'Aumale et Balagni y ont été blessés, qu'ils ont perdu 2,000 hommes et 10 pièces d'artillerie, mais qu'on n'accuse au peuple de Paris que 100 hommes et 4 ou 5 canons au plus de perdus; que Balagni a tout fait, aidé de bons catholiques, pour avoir de l'argent, sans y réussir, malgré les serments de l'Union d'en fournir; qu'on n'ose en parler au peuple; que sa présence est nécessaire pour le rassurer et conserver Paris, « la plus belle fleur de son chapeau », et dont la perte entraînerait celle des autres; que la duchesse de Montpensier y a perdu son crédit depuis cette défaite; qu'il doit savoir « quelle beste c'est qu'un peuple »; que sa sœur Sainte-Beuve cherche partout de l'argent à rente pour subvenir à cette affaire, mais inutilement parce qu'on dit qu'elle s'est déjà et trop obligée pour lui (Mayenne). Enfin, après avoir prié le duc de lui indiquer quelque moyen de s'en procurer, il ajoute : « Vous finirez toujours par nostre maison qui est à vostre service et de moi entre les autres » (1).

Les troupes royales ayant paru, le 24 mai, devant Paris, Mayenne se hâta d'aller à son secours. Il se fit déclarer chef du *Conseil général de l'Union* qui s'y était formé et dont firent partie Launoi, chanoine de Soissons, Hennequin, évêque de Rennes, et l'abbé de Lenoncourt, etc. Le 9 juillet, les sieurs Dufay, Hennequin et autres francs-ligueurs coururent à cheval par les rues remplies de peuple au-devant du jeune duc de Guise qu'on disait venir à Paris après s'être échappé de prison, mais la nouvelle était fausse. Quelques semaines après, Henri III, réconcilié avec le roi de Navarre, périssait assassiné par Jacques Clément, au camp de

(1) *Ubi supra.*

Saint-Cloud, le 2 août 1589. Le corps du dernier des Valois, embaumé et mis en un cercueil de plomb, fut transporté à Compiègne, Saint-Denis étant occupé par les ligueurs. Les intestins furent déposés à côté du grand autel de l'église de Saint-Cloud. Le 15 août, en présence de Raoul Blenoi et de Jehan de Pronnay, notaires royaux à Compiègne, messire Nicolas Fremer, évêque de Beauvais, remit le corps devant la croix qui s'élevait au milieu du pont de Compiègne, limite de son diocèse, au prieur de Saint-Corneille à la tête de son couvent, « pour en avoir la garde, du commendement de Sa Majesté et, jusqu'à ce que autrement par icelluy en soit ordonné, à y faire prières continuelles pour son âme, tant pour estre mort comme il a vécu en la religion catholique, apostolique et romaine, pour laquelle il aurait souvent exposé sa personne en danger et à ce bon office et dedvoir remporté de grandes et signalées victoires de hérétiques, que pour estre les dicts relligieux de la fondation de ses prédécesseurs roys à la succession desquelz ils ont obligation... » La pièce contenant ces détails fut remise à l'évêque pour lui servir d'attestation de la remise du corps du roi (1). Le cercueil fut déposé, par ordre de Catherine de Médicis, dans une chapelle ardente et sous un drap de velours noir, en l'église du monastère, en attendant qu'on pût faire de grandes funérailles à Notre-Dame de Paris et l'inhumer à Saint-Denis, où Catherine avait fait élever un monument magnifique à Henri II, son époux, et à leurs enfants. Henri IV visita le cercueil l'année suivante lorsqu'il se rendit maître de la ville. Le grand-prieur de France, le maréchal d'Aumont, le comte de Montbason et autres seigneurs ayant à leur tête le duc d'Angoulême, avaient accompagné le corps jusqu'à Saint-Corneille et « sans cérémonies, dit ce duc en ses Mémoires, le plus grand roi du monde fut mis sous une chapelle ardente

(1) Cette pièce fut délivrée par Antoine Caquin, garde des sceaux de la baillie de Senlis, et par Piere Lefébure, tabellion ès prévôté de Compiègne et de Choisy, etc., (*Répertoire sur Compiègne*, t. III, Bibl. du palais.)

où souvent il n'y avoit pour toute lumière qu'une seule lampe » (1).

Dix ans après, le duc d'Epernon, le grand écuyer Bellegarde, avec d'autres seigneurs de la cour, vinrent lever le cercueil pour le transporter à Saint-Denis dans le caveau des Valois. Jérôme Hennequin officia, comme évêque diocésain, mais après une déclaration de ne prétendre par là aucun droit sur Saint-Corneille et ses membres. Avant l'enlèvement du corps, Pigy, aumônier et prédicateur ordinaire du roi, prononça l'oraison funèbre du prince défunt. Le cercueil fut placé sur un char couvert d'un poêle de velours noir croisé de satin blanc aux armes de France et de Pologne et traîné par six chevaux revêtus de deuil. L'évêque en chape et en mître, accompagné des religieux de Saint-Corneille et des chanoines de Saint-Clément, précédés des autres couvents de la ville, conduisit les cendres royales jusqu'au delà des faubourgs, où il les laissa s'acheminer vers Saint-Denis (2).

Quoique Henri III en mourant eût déclaré Henri de Navarre son légitime héritier, le cardinal de Bourbon fut proclamé roi à Soissons sous le nom de Charles X, l'on pria pour lui à la messe sous cette qualité et Mayenne fut reconnu par la Ligue comme lieutenant-général du royaume. Après un conseil tenu, le 4 août, à Passy, les seigneurs catholiques de l'armée de Henri III eurent à se décider pour l'Union qu'ils avaient combattue avec le roi défunt, ou pour Henri IV, prince huguenot, mais héritier légitime de la couronne. Les uns regagnèrent leurs foyers, les autres l'armée catholique commandée par Longueville et où se trouvaient le marquis d'Armentières, vicomte d'Oulchy, et beaucoup d'autres seigneurs.

Pendant ce temps-là les hostilités suivaient leur cours. D'Humières, Longueville, le Grand-prieur, avec une activité surprenante, prenaient maints châteaux forts qu'ensuite ils perdaient, et se rencontraient souvent

(1) *Mém. du duc d'Angoulême, collect.* Michaud.
(2) Palma Cayer, sous l'an 1590.
(3) *Ibid.*

avec Renty, Vieux-Pont, Rieux, ardents ligueurs. De Compiègne, point de ralliement, ils poussaient vers Laon, Saint-Quentin et la Thiérache. D'Humières en pressait les fortifications, dont un bastion porta son nom près de la porte de Paris. Il fondait du canon, amassait des provisions. La place, divisée en douze quartiers ayant chacun une compagnie bourgeoise commandée par un capitaine, un lieutenant et des officiers, se préparait à la défense. Les capitaines, de garde à l'hôtel de ville, à tour de rôle, faisaient leur ronde chaque nuit sur les remparts, à une heure tirée au sort, au moyen de jetons de cuivre portant d'un côté les armes de d'Humières et de l'autre l'heure désignée. Une tentative d'escalade, qui avait eu lieu au mois d'octobre (1589), rendait ces précautions nécessaires. Elle fut déjouée par Pierre Forest, meunier à Clairoix, qui vint la nuit en donner avis. On récompensa Forest, mais Anthoine Guillebert, l'un de ceux avec lesquels l'ennemi avait noué des intelligences dans l'intérieur, fut mis à la question le 30 novembre à cause « de la prodition de la place » (1). Au mois de janvier 1590, les ligueurs prenaient et perdaient Craonne, se voyaient enlever Mons-en-Laonnois et étaient battus par le seigneur de Berrieux. D'Humières et le duc de Montpensier, d'autre part, allaient jusqu'à Vervins où ils entraient le 11 février, au nom du roi. Le 15 de ce même mois de janvier la garnison de Coucy, qui tenait le même parti, faisait des courses jusque sous les murs de Soissons et enlevait prisonnier, près de Vauxrot, un nommé Anthoyne Moquet, vigneron de Cuffies-aux-Marets, comme il revenait de la ville, et il fallut que sa femme et ses enfants vendissent du bien pour payer sa rançon de 200 écus (2). Les ligueurs prenaient, au mois de mars, Martigny, Orgeval et Presles-l'Evêque, tandis que les royalistes occupaient le village de Monampteuil, dont le château toutefois restait aux ligueurs, lesquels, le même mois, se faisaient battre à Mondrepuis.

(1) *Archives communales de Compiègne.*
(2) *Bulletin de la Société historique de Soissons*, t. xv, p. 109, *actes notariés.*

A son retour de l'expédition de Vervins, d'Humières, par ordre du roi, partit de Compiègne pour aller attaquer Vic-sur-Aisne. Ayant en vain sommé la place de se rendre, il la fit battre de 118 coups de canon, l'emporta et la livra au pillage. Les maisons et les églises furent saccagées, la garnison passée au fil de l'épée, les reliques jetées à terre et la précieuse châsse de sainte Léocade, décorée de lames d'argent et de riches ornements, brisée. Un soldat recueillit secrètement les restes de la sainte déposés dans la chapelle du prieuré au château et les porta au sieur de Lépine, curé d'Haramont, dans l'espoir d'une récompense qui lui fut accordée. Suivant Muldrac, auteur du Valois-Royal, ce serait le curé lui-même qui les aurait sauvées comme on voulait les jeter dans la rivière ou dans le feu et les aurait confiées à un soldat de sa connaissance, Pierre Dubois, avec mission de les porter au monastère de Longpré, voisin de sa paroisse, et où il avait une sœur religieuse (1).

Mais ce qui devait avoir une toute autre importance pour les intérêts de la Ligue, Mayenne, qui avait perdu, en 1589, la bataille d'Arques, perdit aussi celle d'Ivry, le 14 mars 1590. D'Humières y était arrivé avec 200 cavaliers de sa garnison de Compiègne « à l'heure que le canon commençait à jouer », écrivait-il, le 15, aux habitants de cette ville. « Le tout, ajoutoit-il, s'est passé avec tant d'avantage pour Sa Majesté que toutes les troupes ennemies ont été renversées. Le roy lui-même, de ses propres mains, a pris le grand étendard des Espagnols, et ayant d'un bout du champ de bataille à l'autre, l'épée sanglante à la main, il a poursuivi l'ennemi jusqu'à Rosny; tous les gens de pied sont morts ou rendus, et grande quantité d'Espagnols et reitres morts, noyés que pris; il y a aussi force noblesse reprise... » Cette victoire fut célébrée à Compiègne par un *Te Deum*, des feux de joie et des coups de canon et la lettre du roi, qui l'annonçait au duc de Longueville,

(1) MULDRAC, *Valois-Royal*, p. 52. — CARLIER, t. II, p. 669.

lue publiquement à l'hôtel de ville (1). A son retour d'Ivry, d'Humières faisait ses Pâques, le jeudi saint, à Mouchy, dont le château lui appartenait, et le lendemain il montait à cheval pour aller tomber sur le régiment de Poncenac qui allait de Noyon à Soissons et était des gardes du duc de Mayenne. Tandis qu'il exploitait ainsi contre la Ligue, le cardinal de Bourbon (roi de France), par lettres du 16 avril 1590, faisait saisir ses biens, terres et seigneuries, et les donnait au sieur de Belin, maréchal de camp dans la Ligue, beau-père de d'Humières, lequel bientôt, en passant lui-même du côté de Henri IV, rendit nulle cette confiscation. Le 9 mai suivant, le cardinal expirait, laissant à ce prince le titre légitime de roi de France qu'il avait un moment usurpé.

Après la bataille d'Ivry, Mayenne se rendit à Saint-Denis où une députation de la Ligue vint le trouver pour s'entendre avec lui. Il dit aux députés qu'il allait reformer son armée à Soissons et attendre les secours de l'Espagne; qu'il confiait à la garde des Parisiens sa femme et ses enfants, sa mère et sa sœur. Arrivé à Soissons il envoya des agents à Rome, en Flandre, en Espagne, en Lorraine, en Savoie, et tandis que le roi allait assiéger Paris il s'occupa de la défense de Soissons en prévision d'un investissement. Mayenne profita aussi de son séjour en cette ville pour mettre ordre à ses affaires, à celles de la place et de la province et surtout aviser à se procurer de l'argent. Il fit saisir les deniers royaux, les revenus des chapitres et des abbayes royales, les biens des calvinistes et ceux de la faction des politiques pour se les approprier. Etant en son camp devant Vailly, il nomma des économes à Saint-Médard, à Longpont et autres monastères pour en percevoir les revenus et lui en rendre un compte exact (2). Il commit un sieur Feydeau à la recette des biens des hérétiques, des politiques et de tous les

(1) *Notice biographique sur d'Humières, ubi supra, ex* D. Berthau, *Hist. de Compiègne, Ms.*

(2) Le paiement de certaines garnisons, comme celles de Pontarcy et de Château-Thierry, était assigné sur des élections du Soissonnais et du Laonnois. *(Lettres du duc de Nevers de 1590, en ses Mémoires.)*

partisans de Henri IV. Sa présence à Soissons ne pouvait d'ailleurs qu'affermir cette ville dans le parti de la Ligue, mais un de ses plus chauds partisans, Chocu, sire de Rochemont, capitaine d'une compagnie d'arquebusiers, fut un ceux qui travaillèrent avec le plus d'activité à ce résultat. Aussi le duc lui fit-il donner, en récompense de ses services, diverses sommes d'argent par un nommé Alexandre Billet aux dépens, paraît-il, des sieurs de Thory et de Guennes et de la dame d'Arragon qui s'étaient déclarés anti-ligueurs et avaient quitté la ville. Toutefois il faut dire que Chocu avait fait de grandes dépenses pour conserver Soissons à l'Union et pour la reprise du château de Vic-sur-Aisne.

Mayenne envisageant une riche proie dans la baronie de Fère-en-Tardenois, qui appartenait au maréchal de Montmorency, ne trouva rien de mieux que d'en faire saisir le revenu. Il donna celui de la seigneurie de Lesges à Simon de Basses, l'un de ses capitaines. Pour observer en cette occurrence quelqu'ombre de justice, il avait fait citer le maréchal et ses officiers devant le bailli de Soissons, afin qu'il déclarassent sous peu à quel parti ils appartenaient; mais tandis que les plaidoiries avaient lieu à Soissons, le château de Fère, où commandait Antoine d'Estrées avec une faible garnison, lui échappait. Au mois d'août 1590, Michel d'*Arsy*, de *Gouy?* qui avait été trente ans auparavant gouverneur de cette ville lorsqu'elle fut prise par le prince de Condé, en connaissait tous les abords et y avait d'ailleurs des intelligences, résolut de s'en emparer aussi. Ayant communiqué son dessein à un ecclésiastique, ils convinrent de la manière dont il y serait reçu et il parvint en effet à s'en rendre maître. De son côté le comte de Maulevrier, parent du maréchal, emporta le château, fit du butin sur les ligueurs et emmena prisonniers les sieurs de Renty et d'Oreson que Ponsenac avait logés dans les villages de son département et qui sans doute ne se tirèrent de ses mains que par de bonnes rançons, témoin celle que dut payer, vers ce temps-là, un gentilhomme du pays, pour recouvrer sa liberté (1).

(1) Dormay, t. II, p. 502. — De Thou, t. XI, p. 39, *(vide.)*

Vers le milieu de 1587, le chevalier François de Dompierre, seigneur d'Haramont, demeurant à Leuilly, près de Soissons, avait été fait prisonnier à Lyon par le sieur Mandelot, chevalier des Ordres et gouverneur de cette ville. Il lui fallut débourser 1,200 écus et encore Henri IV donna en échange à Mandelot, le chevalier Jehan de Lannoy en Picardie, son prisonnier, « pour le corps de sa dite rançon ». Le roi rendit à celui-ci sa parole, mais à condition de payer les 1,200 écus de rançon qu'il lui devait, au sieur d'Haramont, en l'une des villes de Senlis, de Compiègne ou de Coucy, au choix de ce dernier, sous deux mois, à partir du 18 avril, jour où cet arrangement avait été réglé. L'acte en fut passé, en présence des deux chevaliers et du chevalier Josias de Bouchavannes, demeurant à Quincy en Laonnois, lequel se rendit caution pour Lannoy « en l'hostel où pend pour enseigne la *Grosse-Tête* » et où était logé le sieur d'Haramont.

Quelques années après, en 1590, le marquis de Cœuvres, Antoine d'Estrées, vicomte de Soissons et de Berzy, chevalier des Ordres du roi, conseiller d'Etat et premier capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances, était aussi mis à rançon pour 3,000 écus sol payables un mois après sa sortie de la Fère, à Florimond de Hanin, chevalier, marquis de Maignelay, capitaine de 100 hommes d'armes et gouverneur de cette ville, somme dont tous ses biens seraient grevés. Jérôme Hennequin, évêque de Soissons, et messire de Ronquerolles, chevalier, seigneur de Heuqueville, capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances, gouverneur de Soissons, répondirent de cette somme en présence d'Adrien Decroix, bailli de Cœuvres, demeurant en cette ville, et procureur spécial de d'Estrées; d'Antoine Lebloi, receveur de la terre de Cœuvres; d'Antoine de Rossi, de celle de Vierzy, et de Georges Desjardins, de celle de Berzy, lesquels prirent engagement tant pour l'évêque et le gouverneur de Soissons que pour celui de la Fère (1).

(1) Actes de l'étude de Me Suin. (*Bulletin de la Société historique de Soissons*, t. XVIII, p. 253.)

Tandis que Henri IV bloquait Paris, il laissait entamer par Duplessis des négociations pour la paix. Villeroy et le financier Zamet vinrent à Soissons s'aboucher avec le chef de la Ligue alors « très mal en ses affaires ». Mais comme il était, dit Villeroy dans ses Mémoires, « un prince très courageux et advisé », il n'en mettait pas moins tout en œuvre pour les relever, surtout en demandant des secours à l'étranger. Les négociateurs l'engagèrent à traiter avec le roi dans le cas où il paraîtrait disposé à donner satisfaction aux catholiques sur le fait de la religion. Ceux-ci redoutaient avec raison « la royauté d'Henri non catholique », en voyant la facilité avec laquelle les princes allemands, et surtout Henri VIII, avaient changé la religion de leur pays. Mayenne accueillit favorablement ces ouvertures et voulut bien que Villeroy poursuivît secrètement la négociation. Ce dernier, selon L'Estoile, fut le véritable dissolvant de la Ligue, où il savait porter la division, et Zamet, d'autre part, était le confident de Mayenne. Après s'être rendu auprès du roi à Melun, les négociateurs revinrent à Soissons vers le duc, mais celui-ci, craignant de se compromettre auprès de son parti, reçut cette fois Villeroy assez mal, se montra moins disposé à traiter, parla d'assembler son conseil et toutefois se rapprocha de la frontière pour joindre le duc de Parme venant de Flandre. Villeroy le suivit jusqu'à Laon, revint à Soissons, puis à Villers-Cotterêts, parce qu'ayant été desservi auprès du roi, Henri lui refusait les passeports qu'il lui avait promis (1).

D'autres tentatives se firent aussi de la part du clergé pour amener la conversion du roi, seul moyen de lui concilier tous les catholiques. Les cardinaux de Vendôme et de Lenoncourt, convoquèrent à Tours une réunion d'évêques pour faciliter ce retour et décider à cette démarche un prince appelé au trône dont il était d'ailleurs si digne. « Rien ne reste à désirer en lui, écrivaient-ils à l'évêque de Soissons, sinon qu'il fasse profession de notre foi catholique, apostolique et

(1) VILLEROY, *Mémoires*, sous l'an 1590. (Collect. Michaud.)

romaine ». Plusieurs prélats répondirent à leur invitation, d'autres regardèrent la réunion comme inutile. L'évêque de Soissons la regardant comme illégale, ne voulut pas répondre avant d'avoir pris l'avis du légat Caëtani ou Caëtan qui y était opposé, contrairement aux vues du pape Sixte-Quint. Caëtan interdit effectivement le synode de Tours comme inutile et même dangereux, le roi pouvant se faire instruire s'il le voulait (1).

Mayenne ayant rencontré le duc de Parme, réunit des troupes à Laon, tandis que le duc, arrivé à Soissons le 17 août, s'avançait vers Paris. Le roi quitta le blocus de cette ville pour lui offrir la bataille, mais il sut l'éviter, et, profitant de ce mouvement, il put faire entrer dans la capitale, dévorée par la famine, des vivres pour un mois. Mayenne, de son côté, se met en mouvement, prend et saccage Crépy-en-Laonnois, Bray, Pontarcy et Fère, lequel fut bientôt après repris par Maulevrier, comme on vient de le raconter, et met au pillage Vauclair, dont l'abbé avait refusé d'adhérer à la Ligue. Braine n'échappe à un siège que moyennant une contribution pécuniaire. Le chef de la Ligue put même entrer, le 18 ou le 19 septembre, à Paris où il fut reçu avec froideur. Villeroy l'y suivit, mais le quitta bientôt. Henri, retiré derrière l'Oise et se proposant de harceler les Espagnols jusqu'à la frontière, s'avança jusqu'à Compiègne, tandis que le duc traversait la Brie et marchait vers le Valois, renforçant sur son passage les garnisons ligueuses. Il quitta cette ville avec 800 chevaux de la noblesse de Picardie qu'il avait mandés, et envoya la Noue se jeter dans Château-Thierry à la tête de la compagnie de l'Ile de France avec promesse de secours en cas d'attaque. Puis il fit venir Nevers et Givry « pour luy aider à reconduire le duc de Parme ». La Noue remplaçait, comme gouverneur à Château-Thierry, Pinart, vicomte de Comblisy, marquis de Louvois et seigneur de Cramailles, auquel Henri IV adressait, à la date du 16 août, une lettre où il vante

(1) *Revue des questions historiques*, 6e livrais. 1er octobre 1881, p. 492, ex Archives du Vatican.

son dévouement à son service, sous le nom de *François de Luxembourg Piney* (1). Le duc de Parme, regagnant la Belgique, menaçait de rendre maître la place au moyen d'intelligences qu'il y entretenait, mais ayant su que la Noue y était entré, il séjourna dans les environs sans l'assiéger. Des détachements royalistes ne cessant de le harceler dans sa retraite, l'un d'eux écrasa un régiment espagnol près de la ville. Le roi, qui était toujours alerte, le suivit lui-même de près, mais, le 9 novembre, il quitta Château-Thierry pour gagner Compiègne. En passant le lendemain 10 par Cœuvres il vit, pour la première fois, Gabrielle d'Estrées, fille d'Antoine d'Estrées, marquis de Cœuvres, petite-fille de Jean d'Estrées et sœur d'Annibal-François d'Estrées, maréchal de France, et de Diane d'Estrées (2).

Levant son camp de Cœuvres Henri IV poussa une pointe vers Saint-Quentin pour réduire quelques châteaux occupés par les ligueurs, tels que ceux de Flavy et d'Annois qui incommodaient fort Chauny et le plat pays. Ensuite, ayant appris que l'ennemi devait passer la Marne à Jouarre et venir à Soissons, il rebroussa chemin pour aller à sa rencontre. Il était à Chauny le 15 novembre, et le 18 sur l'Aisne à Attichy, d'où il datait deux lettres au duc de Nevers, comme il en avait daté une au même duc, du 9, à Château-Thierry, et une autre du 10 au camp de Cœuvres. Les Espagnols devant se diriger de la Ferté-sous-Jouarre sur Soissons, il dut aller vers eux par Cœuvres, car il était, le 23, campé à Vierzy, d'où il espérait les atteindre puisque de la Ferté-Milon et de Neuilly ils s'acheminaient du côté de Fère-en-Tardenois probablement par Oulchy et Coincy. Le duc de Parme partait en effet de Neuilly le vendredi 23 pour aller coucher à Fère et, le même jour, le roi, avec un escadron de 200 chevaux, une quarantaine de picquiers et de mousquetaires, l'attaqua

(1) Le nom de *Piney* se trouve en signature dans plusieurs actes reçus chez les notaires de Soissons. (*Bulletin de la Société historique de Soissons*, t. XII, p. 37.)

(2) *Correspondance de Henri IV*, par BERGER DE XIVREY. (*Documents inédits sur l'Histoire de France. — Mém. du duc de Nevers*, an 1590.)

à une lieue de Fère, près du château de Cramailles appartenant aux Pinarts. L'escouade se défendit vigoureusement, et sept ou huit dragons et deux gentilshommes furent tués ; Praslin eut un cheval tué sous lui, un picquier lutta même pendant un quart d'heure contre trois cavaliers, mais pas un seul homme de l'escouade n'échappa.

Le duc de Parme, averti à Fère de ce qui se passait, fit venir deux régiments et quatre compagnies d'ordonnance pour monter la garde devant son logis et alla faire sa ronde dans le camp. Le samedi 24, il partit de bon matin vers Fismes, et le soir Henri IV arrivait à Fère où il occupa le logis que le duc venait de quitter. Le dimanche 25, le roi monta à cheval à huit heures, fit halte au bout du parc jusqu'à midi et donna ordre à ses troupes de filer vers le pont de Bazoches à une lieue de Fismes. Puis ayant appris que le duc avait passé la Vesle sur celui de Fismes et avait pris à droite pour aller traverser l'Aisne à Pontavert, sur l'avis de La Noue et du marquis de Pisani, il prit à gauche au-dessus de la montagne, gagna Longueval et la plaine de Pontarcy en deçà de la rivière, d'où il partit avec « 800 bons chevaux et autant d'arquebusiers à cheval ». Les carabins (chevaux légers armés d'une carabine à rouet) engagèrent une escarmouche, vers cinq heures, au bout du bois au-dessus du village où les dragons étaient en embuscade. La charge fut si brusque que Beausse, leur capitaine, demeura sur la place avec plusieurs de ses hommes et que le reste fût obligé de reculer quoique soutenu par la Boissière, Chatillon et la Noue, lequel, après sa retraite, entra dans le village où se trouvait le roi. La cavalerie de Flandre vint donner des coups de lance jusque dans les portes, « mais les arquebuziers qui estoient sur les murailles lui firent une salve quasi à mire, dont ils tuèrent plusieurs » et l'obligèrent à aller plus loin. Selon Palma Cayer, le roi perdit, en cette rencontre, une trentaine d'arquebusiers à cheval qui avaient mis pied à terre pour escarmoucher.

Ce récit concorde jusqu'ici avec une lettre d'un ligueur

de Laon du 3 décembre 1590, mais voici sur ce combat où les versions diffèrent. Selon la lettre, le duc de Parme, voyant qv'il avait le dessus, fit marcher le gros de son armée droit à l'ennemi qui prit l'épouvante et passa la rivière d'Aisne en désordre à gué au-dessous du *Pont d'Arcy;* plus de 28 hommes et la cornette du Béarnais (troupe réunie sous l'étendard ou cornette de Henri IV) périrent en la rivière. Celui-ci, qui était à Soupir, « entendant le bruit, quitte le bagage, voire jusqu'à sa vaisselle d'argent et à qui mieux mieux fuirait, se retire au château de Nisy (Anisy), à sept lieues de là, et bien leur servit que le jour déclinât », car le duc de Parme les eût sans doute poursuivis plus avant; il se contenta de camper toute la nuit sur le bord de la rivière. Ce qui est vrai c'est que le roi étant venu loger à Pontarcy, les ducs, d'après Cayer, durent camper toute la nuit de l'autre côté de l'eau dans la crainte d'être attaqués par devant et par derrière, car ils savaient que Nevers avec 500 chevaux, Givry et Parabelle avec un fort escadron venaient de se joindre au roi qui disposerait ainsi de 2,000 chevaux et 1,000 arquebusiers à cheval. Ce prince leur avait en effet recommandé, ainsi que la Noue, gouverneur de Château-Thierry, d'arriver avec leurs troupes en toute hâte. « Et nous en verrons de belles », ajoutait-il dans sa lettre à ce dernier. Ainsi renforcé il résolut d'enlever l'arrière-garde ennemie avec 1,000 bons chevaux, mais ayant eu deux canons embourbés, son avant-garde avait rebroussé chemin et les Espagnols restèrent tout le jour en bataille et campés la nuit, de sorte qu'il ne pût rien entreprendre (1).

Le roi sachant que le projet des ducs était de tirer vers Marle pour gagner l'*Arbre de Guise*, il donna ordre à sa cavalerie de se porter à Crécy-sur-Serre, avec ses armes et sans bagage. Lui-même poussa jusqu'à Chauny avec une grande rapidité puisque, le 25, il écrivait de cette ville une lettre au maréchal d'Aumont où il parle de la prise du château de *Sabrianoy* (Savriennois), près

(1) Correspondance *ubi supra.*

de Flavy-le-Martel, qui était sans doute retombé aux mains des ligueurs. Le lundi 26, alors que le duc de Parme passait l'Aisne à Pontavert, il revient à Anizy, et le mardi 27 il s'achemine avec ses troupes qu'il a rejointes, vers la Bauve, où le duc de Nevers lui amène 200 chevaux, laissant les Suisses par derrière. Le mercredi 28 il alla loger à Notre-Dame de Liesse, « costoyant toujours l'armée de Son Altesse », dit le ligueur de Laon, se rendit, le même jour, à Missy-lès-Pierrepont, selon une lettre datée de ce village, fit « raccoutrer les ponts de Liesse », et tandis que l'ennemi est encore à Marle il arriva à Pouilly, à trois lieues de Laon ; le 29, passa la Serre à Crécy et « alla en personne à l'escarmouche auprès de Guise » (1).

En effet, quoique tout son monde ne fût pas encore arrivé au rendez-vous, quelques-uns « ayant esté un peu paresseux », ne voulant pas perdre l'occasion de voir encore l'ennemi, Henri lança Biron avec 40 gentilshommes auxquels se joignit ensuite Longueville avec sa troupe. Celui-ci est bientôt chargé par une centaine de lances espagnoles divisées en deux troupes « avec chacune une cornette de carabins » qui l'avaient aperçu du fond d'un bois, mais le roi le fit soutenir par Charmont à la tête de 20 chevaux. Biron leur poussa alors « une si rude charge... qu'il leur fit tourner la teste jusqu'à leur gros qui estoit de six vingt lances » aux ordres de Bâle, lequel conduisait la retraite. Ceux-ci se retournant tous ensemble fondirent sur lui, mais son cheval ayant été blessé, le roi s'avança lui-même, rallia toutes ses troupes qui s'étaient un peu séparées et poussa si furieusement cette arrière-garde qu'elle plia et se sauva à toute bride, laissant « ses morts tous armés sur la place et quelques chariots ». Le ligueur de Laon se contente de dire sur cette affaire : que Biron eut son cheval tué et que « trois lanciers espagnols, ayant la casaque verde, demeurèrent morts sur la place ». Comme le roi n'avait pas avec lui toute sa cavalerie, il laissa aller l'ennemi, content d'avoir empêché le duc

(1) *Correspondance de Henri IV, ubi supra.* — Palma Cayer, an 1590. — *Lettre d'un ligueur de Laon.* — De Thou, t. II, p. 214.

de Parme de rien entreprendre dans sa retraite et de l'avoir « contraint de loger si serré et de faire de si grandes journées qu'il laissa une grande file de ceux qui ne pouvoient marcher si légèrement que luy, avec beaucoup de bagage qui demeura à la mercy des paysans ». Revenu à Pouilly, il retourna le lendemain samedi, 1er décembre, à Crépy-en-Laonnois, où il tint conseil au logis du duc de Nevers. Il y fut résolu que Paris ne pouvant être pris par siège « il y fallait dresser des pratiques » et aller prendre Meaux par pétards. Le dimanche 2 décembre, Henri partit après dîner pour Anisy et de là alla à Saint-Quentin où il était le 9, selon une lettre, à cette date, où il se félicite d'avoir mis le duc de Parme dans la nécessité de quitter la France, et dit qu'il compte bientôt faire la guerre à ceux de Soissons où Mayenne avait concentré de nombreuses troupes (1).

Le ligueur de Laon, qui écrivait la lettre d'où sont extraits ces détails, n'avait pas l'air de comprendre l'importance de la retraite du duc de Parme si bien entravée par Henri IV. Tandis que celui-ci, dit-il, allait à Saint-Quentin, la Noue allait à Chauny et à Senlis; Nevers reprenait le chemin par où il était venu, ne gagnant autre chose « sinon que leurs chevaux étoient si harassés qu'ils avoient bon mestier de repos ». Du reste, il mandait à son correspondant de Paris de recommander à leurs amis de se mettre en garde contre toute surprise, les royalistes pouvant s'emparer de places qui seraient fort nuisibles à cette capitale et de tâcher de subsister encore quatre mois. Le Béarnais « pour l'assuré, ajoutait-il, donnera du nez en terre et tous ceux qui le soutiennent, car il n'a pas un sol... Je vis Spelinge, son maître d'hôtel, prendre quatre charges de blé pour la bouche du Béarnais sans payer; vray est qu'il luy bailla un papier d'assurance sur la taille, ainsy fait-il partout et de toutes choses » (2).

(1) *Ubi supra.*

(2) Cette lettre est intitulée : « *La Rencontre et Escarmouche* donnée par les carabins catholiques sur les dragons, maheutres (soldats) hérétiques, au-dessus du village de Longueval; Ensemble la charge par son Altesse (le duc d'Albe) et la fuyarde retraite du Béarnais et son passage.

Henri, tout en harcelant le duc de Parme, s'emparait des places qui se trouvaient à sa portée. C'est ainsi qu'il avait envoyé *Roone* assiéger Braine. Celui-ci, après avoir fait tirer une cinquantaine de coups de canon du côté du faubourg Saint-Remy, consentit à se retirer au moyen de 200 écus que lui offrirent les assiégés. On se rappelle que ce faubourg avait été fortifié, en 1586, avec l'autorisation de Henri II. Le capitaine royaliste avait sans doute laissé à Braine une garnison en se retirant, car Mayenne vint en personne assiéger la place à son tour en décembre 1590, ainsi que le témoignent deux lettres écrites par lui « au camp devant Braine » les 18 et 19 de ce mois. Par la première ce duc consentait « pour la réduction de la ville de Braine en l'Unyon catholique » que les sieurs de Valperge et de Clusel, ainsi que tous les gentilshommes, capitaines et soldats pussent en sortir entre dix et onze heures du matin « la vye sauve, avec leurs armes, chevaux et bagages seullement, leurs enseignes déployées, le tambour non battant et la mesche allumée », promettant de les faire conduire en sûreté là où ils voudront se retirer, excepté à Pontarcy; que la femme et les enfants de Valperge s'en allassent librement avec leurs bagages et équipages à condition qu'on donnerait deux otages et que l'on accorderait la liberté aux prisonniers de l'Union; moyennant quoi il prenait les habitants sous sa protection et leur permettait de s'en aller s'ils le voulaient avec la garnison, mais sans rien emporter. Dans sa seconde lettre il accusait à l'évêque de Plaisance réception de ses

au Pont d'Arsy, avec le grand carnage fait de ses dragons et mort de leur capitaine Beausse. » (A Paris, chez Rolin-Tierry, rue des Anglais, près la place Maubert, imprimeur de la Sainte-Union. M.D.XC. avec privilège.) Elle est ainsi signée et datée : « De Laon, ce 3e jour de décembre 1590; par votre cousin et meilleur amy, R. D. G. » L'auteur de cette lettre paraît sincère, car parlant des morts en cette affaire qu'on avait fort exagérée à Laon, il dit : « L'on m'en a dit beaucoup en ceste ville, mais parce que ne l'ay vu, je ne vous en mande rien ici. » Il raconte encore dans son préambule : « qu'il a couru fortune, voire prest d'être pendu » car en se retirant à Laon, il fut fait prisonnier, ce qui le mit à même de voir de ses yeux ce qu'il raconte. Il était sorti « pour voir les forces du Béarnais et en donner avis à celui que vous connaissez, » dit-il à son correspondant, et qu'il ira trouver demain. Il a échappé miraculeusement et il racontera ce qu'il a vu étant captif à la suite de l'ennemi.

lettres relatives à l'arrestation de l'évêque de Beauvais par le mayeur et les échevins de cette ville (1).

Dans le même mois de décembre 1590, d'Humières, après avoir manqué une entreprise sur Laon, partit, le 8 de ce mois, avec 250 cavaliers de sa garnison de Compiègne et les sieurs de la Boissière, de Vallois et de Parabelle et surprit, un dimanche au point du jour, la ville de Corbie qui fut saccagée sauf les églises. « Je crois, écrivait-il le lundi 10 à ceux de Compiègne, que cela ne nous rapportera rien que de bon et apportera beaucoup d'utilité pour notre ville de Compiègne. Je vous prie de continuer à faire bonne garde de peur de même fortune » (2). Le roi apprit ce nouveau trait de bravoure de d'Humières à Saint-Quentin où il était alors; il l'en récompensa en le nommant lieutenant-général du gouvernement de Picardie qu'il préférait à celui de l'Ile de France. Il avait transféré à Compiègne la monnaie d'Amiens, affranchi la ville de tailles, aides et autres charges pour neuf années, et, en 1591, ayant pris Clermont en Beauvaisis, il lui enleva les sièges du bailliage et des eaux et forêts, ainsi que les recettes du domaine royal, pour en doter encore Compiègne (3). Le 10 janvier de cette année, d'Humières quittant cette ville accompagna le roi à Chauny qu'il défendit bientôt contre la garnison ligueuse de Noyon, non sans courir de grands dangers. Il parcourut ensuite la Picardie que sillonnaient aussi de Rieux, d'Aumale, le vidame d'Amiens; manqua Saint-Valery, fit prisonnier le sire de Rambures, attaqua près de Nesle avec 60 cavaliers seulement un corps de ligueurs, y perdit une partie de son monde et blessé lui-même alla, après sa guérison, rejoindre le roi qui faisait, au mois de mai, le siège de Noyon (4).

VIII. — Mayenne, dans le même temps qu'il s'assurait de Braine, continuait de fortifier Soissons, toujours aux dépens de la bourse des citoyens. Le gouverneur Heu-

(1) *Bibl. nation.*, F. F., 3979. De Mesme, f° 246 et 8931, f° 248.
(2) *Notice sur d'Humières, ubi supra.*
(3) *Ibid.*
(4) L'Estoile, *Journal.*

queville avait commencé les remparts du faubourg Saint-Vaast; son successeur, Pennesac, nommé en 1590, les acheva au moyen d'une contribution de 300 écus levés sur la ville. Pour réparer ceux du corps de la place le duc imposa, au mois de mars de cette année, un écu et demi sur chaque tonneau de vin entrant dans ses murs. De plus, lors du passage du duc de Parme, dans sa marche sur Paris, il avait fait prendre 900 livres de poudre dans les magasins de Soissons et obligé les bourgeois à faire une fourniture de planches de bateaux propres à construire des taudis de siège et 30,000 petits pains de 20 onces. Pennesac, toujours préoccupé de mettre la ville en bon état de défense, fit raser le bourg Saint-Crépin, démolir la grande porte de Saint-Médard et les bâtiments contigus à l'hospice de l'abbaye pour en tirer des matériaux nécessaires à la construction du bastion *Saint-Médard* (1). Ces premiers coups de marteau frappés sur l'abbaye faillirent amener sa destruction totale.

Saint-Médard avait eu pour abbé commendataire, après le cardinal d'Este, un aumônier du roi, Matthieu Vincent, déjà abbé de Saint-Savin de Poitiers; mais celui-ci n'était qu'un prête nom. Il tenait la commende de Saint-Médard pour les seigneurs de Villequier et d'O. C'est dans ces tristes conjonctures que l'évêque Jérôme Hennequin conçut le projet de supprimer le monastère déchu pour le réunir à sa mense épiscopale et en faire servir les revenus à la création de nouveaux canonicats de la cathédrale. Pour parvenir à ce but il avait provoqué la destruction des bâtiments que l'on vient d'indiquer et s'était emparé de certaines propriétés. Les moines cependant avaient entrepris avec courage la restauration du monastère, puisqu'en 1582 Charles de Roucy avait pu consacrer les autels rétablis par eux. Hennequin, pour faire partager son avis au duc de Mayenne dont il était un fougueux partisan, lui représentait: que les revenus étaient insuffisants pour nourrir les religieux, lesquels du reste, changeant le froc en

(1) Cette porte était celle qui précédait la porte actuelle.

cuirasse, faisaient le métier des armes, en un temps où tout le monde était plus ou moins soldat, royaliste ou ligueur; que le prieur seul restait à la garde de la maison transformée en solitude par la fureur des éléments aussi bien que par la main des hommes. En effet, un orage affreux, qui avait fondu sur le pays en 1593, avait mis en pièces les restes des tuiles, des ardoises, des vitres, des toitures échappés aux Huguenots. Surtout il faisait entendre au duc que Saint-Médard étant encore fortifié pourrait devenir, si les royalistes, en cas de siège, venaient s'y loger, un voisinage dangereux pour Soissons à la conservation duquel il attachait une si grande importance. Mayenne n'était pas éloigné de se rendre aux raisons de l'évêque et jamais l'antique abbaye n'avait couru un si grand danger de disparaître pour ne plus laisser qu'un souvenir.

Hennequin, croyant que pour atteindre son but il fallait mettre sur-le-champ la main à l'œuvre, envoya des ouvriers pour commencer la démolition. Mais il avait compté sans le gardien des derniers débris de Saint-Médard. Le prieur ne pouvant assister de sang-froid à cet acte destructeur d'une abbaye si célèbre, courut à Soissons réclamer l'intervention des gouverneurs municipaux. Le maire fait rassembler les bourgeois au son de la cloche du beffroy et court avec eux à Saint-Médard pour s'opposer à la funeste entreprise de l'évêque. De son côté, l'actif prieur rappelle les moines dispersés par les Huguenots ou enrôlés sous les drapeaux de la sainte Ligue, et, de concert avec eux, il dresse un placet qu'on alla présenter au cardinal de Plaisance, légat du pape. Ils se plaignaient, dans cette supplique, des usurpations iniques du prélat, qui s'était emparé de l'abbaye et ils demandaient qu'on leur choisît pour abbé un personnage riche, puissant et « bien allié » qui pût relever leur maison en décadence, par ses vertus propres et par le crédit des siens.

Non content de s'adresser à l'autorité ecclésiastique supérieure, les religieux portèrent leurs doléances au présidial de Laon, lequel rendit un arrêt qui réduisait à néant les prétentions de l'évêque de Soissons sur

l'abbaye, et le cardinal légat confirma la sentence de ce tribunal d'une ville pourtant toute dévouée à la Ligue. L'année suivante, 1594, Matthieu Vincent s'étant retiré, le roi nomma au gouvernement spirituel de Saint-Médard Balthazar Granger, abbé de Saint-Barthélemy de Noyon (1), et le cardinal désigna pour la commende François Hotmann, chanoine, conseiller au Parlement de Paris. Ce dernier était neveu du protestant François Hotmann, aussi conseiller en ce Parlement et auteur du *Franco-Gallia* (Gaule française), d'où les ligueurs tiraient leurs principaux arguments pour exclure Henri IV du trône des Valois, quoique cet ouvrage éloquent eût été composé par un Huguenot et vingt ans avant les événements auxquels on prétendait l'appliquer. Hotmann jouit des revenus de Saint-Médard dès 1594, mais il ne prit le titre d'abbé qu'en 1596, et ne fut admis ou installé que le 14 juillet 1597. Les reliques de l'abbaye furent portées en procession à Soissons en 1594 à l'occasion de maladies pestilentielles qui ravagèrent cette ville et toute la contrée, et les Soissonnais durent s'applaudir d'avoir contribué à la conservation d'une maison qu'ils mettaient au premier rang de leurs gloires historiques et religieuses.

Il ne faut pas s'étonner si Jérôme Hennequin participa, comme tant d'autres ecclésiastiques, aux passions que la Ligue excitait, par son opposition au roi légitime, mais longtemps engagé dans l'hérésie. C'est le propre des troubles civils de faire sortir les esprits de leur caractère naturel. Ardent adepte de l'Union, le prélat s'en prit aussi à l'abbesse de Notre-Dame. Mayenne avait toujours eu beaucoup d'égards pour Catherine de Bourbon dont la famille s'était jetée dans le protestantisme, jusque-là qu'il avait accordé plusieurs grâces à ses officiers, surtout à son bailli Lesguier qu'il avait exempté de diverses charges. Hennequin, qu'on représente comme un homme « d'une humeur douce et conciliante », ne montra pas cette qualité à l'égard de

(1) *Gall. Christ.*, t. IX. — H. MARTIN et P. LACROIX, *Hist. de Soissons*, t. II. La nomination de Granger est du 26 novemb. 1594, ex regist. du Grand Conseil. *(Gall. Christ., ibid.)*

la princesse. Il l'accusa, en 1590, de vouloir livrer la ville à son neveu Henri IV, et pourtant elle avait employé, en 1569, tout son crédit à combattre la Réforme. Pie V lui avait même adressé une bulle pour la louer de la fermeté qu'elle avait déployée en faveur de la vraie religion et l'exhorter à user de toute son influence pour faire chasser de Soissons les derniers restes de l'hérésie. Et elle avait si bien agi auprès des gouverneurs et des magistrats que cette « mauvè engeance » avait quitté la ville.

Estimée de Henri IV qui la mandait souvent près de sa personne et lui avait donné plein pouvoir de prendre, dans toutes les forêts du royaume, le bois nécessaire à ses constructions, elle se hâtait toujours de rentrer dans le silence du cloître (1). Vers le mois de novembre 1587, elle était même allée avec l'abbesse de Chelles tenter auprès du prince une démarche pour le ramener à la religion catholique, mais sans obtenir de résultat. On lança, à ce propos, dans le public, un *pasquil* sanglant où on se moquait des deux abbesses et où le pape, le roi, la dame d'Estrées, les Guise, Mayenne étaient pêle-mêle, chansonnés et ridiculisés (2). Ce fut à cette faveur marquée de Henri IV, qui n'impliquait pourtant aucune trahison, que Catherine dut d'être exilée. Sa vie d'ailleurs n'était plus en sûreté à Soissons, travaillé alors par d'ardentes passions politiques et religieuses. Un jour qu'elle était au chœur, assise dans sa stalle, on lui tira un coup de pistolet dont la balle effleura son voile. Cet odieux attentat détermina son départ.

Catherine se retira d'abord à Compiègne, ville toute royaliste, où Marie de Bourbon et quelques-unes de ses filles, présumées ses complices, durent la suivre. Elle alla ensuite à Mantes où Henri IV vint la visiter, et enfin à Paris. Elle y mourut, après avoir passé sept ans dans la retraite, le 17 avril 1594, à l'hôtel Vendôme, d'une fièvre maligne, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

(1) Les lettres de Henri IV à Catherine de Bourbon se conservaient dans l'abbaye.
(2) L'Estoile, *Journal*.

Son corps fut porté à Saint-Denis où il demeura deux ans, jusqu'à la fin des troubles. Louise de Lorraine d'Aumale qui lui avait succédé obtint alors du roi la permission de le transporter à Soissons. Il fut déposé d'abord à Saint-Crépin avec celui de sa sœur Marie, laquelle, fiancée d'abord au roi d'Ecosse, était morte aussi en 1598. C'est là que Jérôme Hennequin, alors rallié au monarque légitime, vint, avec tout son clergé et le corps de ville, lui rendre les honneurs funèbres. On n'a pas oublié qu'elle avait à peu près gouverné ce monastère pendant tout l'abbatiat de Dany, son secrétaire.

La foule, qui s'était portée à la rencontre des deux cercueils, fut un témoignage éclatant de la considération dont Catherine surtout jouissait à Soissons. Les funérailles que l'abbesse fit faire ensuite à Notre-Dame en leur honneur furent magnifiques. On y fonda pour le repos de l'âme de Catherine un obit solennel le 25 avril, jour de sa mort. Henri IV, pour donner une marque d'estime et d'affection à celle qu'il appelait sa « chère tante », ne voulut pas que les religieuses, qui l'avaient accompagnée dans son exil, restassent dans le besoin, il les pourvut chacune d'un bénéfice.

La noble abbesse avait fait disposer elle-même, dans le chœur de l'église de Notre-Dame, sa sépulture et celle de sa sœur. Un magnifique et royal mausolée la recouvrait. Lorsqu'on répara l'édifice au XVII[e] siècle pour aggrandir le chœur d'une arcade, au lieu de se trouver au milieu de celui-ci comme auparavant, il se trouva sous la grande grille dans le chœur extérieur, du côté droit. Le monument se composait d'un soubassement et d'une niche dans laquelle étaient les statues des deux sœurs, de grandeur naturelle (1). L'ancienne tombe porte cette épitaphe :

« Cy gisent les corps de très illustres princesses Mesdames Marie et Catherine de Bourbon, sœurs, et tante du roi Henri IV, filles de très illustre prince Charles

(1) La statue de Marie de Bourbon, la seule sauvée en 1793, se trouve dans les cryptes de Saint-Denis.

de Bourbon, duc de Vendôme, et de Françoise d'Alençon, leur mère. La dite dame Marie mourut étant fiancée à Jacque Ve du nom, roy d'Escosse, et la dite dame Catherine, après avoir été 51 ans abbesse de l'abbaye de céans, passa de ce monde le 7 avril 1594. Priez Dieu pour leurs âmes. »

Catherine de Bourbon laissa de vivants souvenirs à Notre-Dame et dans ses domaines. Elle avait fait rebâtir les cloîtres, à l'exception des arcades qui étaient l'œuvre d'Odeline de Tracy, réparer les autels, construire les stalles du chœur qui étaient « des plus magnifiques », le réfectoire, l'infirmerie et au-dessus la grande salle voûtée, la porte d'entrée de la clôture, le corps de logis qu'elle occupait entre le dortoir et l'église et dont on fit plus tard le noviciat, « ce qui est, dit D. Germain, d'une structure si belle et si bien entendue que les meilleurs architectes en admirent la façon et l'invention ». Catherine avait elle-même surveillé et activé ces travaux qui furent achevés en peu d'années. Elle avait mis à contribution la bourse du cardinal de Bourbon, si riche des biens de l'Eglise. Les vassaux du monastère n'avaient eu aussi qu'à se louer des procédés généreux de cette abbesse. Ceux de Pargny, de Fontaine et d'Epenancourt ayant été presque ruinés par la guerre, elle leur donna du grain et de l'argent. Elle fit un accord important et avantageux avec un sieur Regnault pour l'avouerie de Chacrise. Attribuant à la protection divine la préservation de l'abbaye, et des reliques qu'elle renfermait, de la fureur des Huguenots, elle avait composé une antienne et une oraison d'actions de grâces qu'on chantait tous les jours au chœur.

Durant la longue administration de Catherine de Bourbon, des filles de la plus haute noblesse et d'un véritable mérite avaient pris le voile à Notre-Dame : telles que Madeleine de Vendôme, Jeanne de Bourbon-Vendôme, qui allèrent gouverner Saint-Etienne (Saint-Paul) de Soissons; Eléonore de Bourbon-Vendôme, sœur de l'abbesse; Anne de la Châtre, fille de Claude de la Châtre, maréchal de France, et de Jeanne de Chabot, qui furent successivement abbesses de Faremoutier;

N. de Vieux-Pont, abbesse du Trésor, de l'ordre des Cîteaux ; Anne de Proissy-la-Boüe qui fut chargée d'aller diriger, dans les voies de la perfection régulière, les religieuses de la Ferté-Milon. Toutes avaient été formées par Catherine. Henri IV, en considération des services que quelques autres avaient rendus plus particulièrement à sa tante dans son exil, étendit sur elles ses faveurs. Il nomma Suzanne d'Abonval abbesse de Saint-Jean-au-Bois, mais celle-ci voulut rester à Notre-Dame où elle exerça l'office d'hospitalière et devint gouvernante de mesdemoiselles d'Elbeuf et de Pagny, filles de la princesse Louise de Lorraine. Ce prince gratifia aussi la sœur Belestat, chapelaine de Catherine, qu'elle avait accompagnée à Paris, d'une abbaye en Auvergne, son pays natal ; la sœur Marie Bourdel, de la supériorité de l'Hôtel-Dieu de Compiègne, et enfin Nicole Petit, sœur converse, de la supériorité de celui de Vailly, mais cette dernière préféra vivre et mourir dans son humble condition à Notre-Dame (1).

Louise de Lorraine, qui succéda dans la chaire abbatiale à Catherine de Bourbon, après avoir été prieure, fut élue par le couvent et pourvue de ses bulles le 26 mai 1594. Ce ne fut toutefois que le 10 août suivant qu'elle donna sa démission de prieure en présence des religieuses « congrégées et assemblées au son du tymbre » et « collégialement » dans la salle capitulaire ; de M[e] Jehan Levasseur, argentier de l'abbaye ; d'Anthoine Bourdonnois, chanoine de Saint-Gervais ; de Bonzeré, élu et conseiller du roi en l'élection de Soissons ; des sœurs Marguerite de Limberrière, Marguerite de Bosler, Brigard, Marie Fenin, et du notaire Wallet (2).

(1) D. GERMAIN, *Hist. de N.-D. de Soissons.* — DORMAY, t. II, p. 312.
(2) *Bulletin de la Société historique de Soissons*, t. XVI, p. 129. (Etude de M[e] Suin.)

PÉRIODE DE LA RENAISSANCE.

LIVRE SEPTIÈME.

Seizième siècle.

(Septième Partie.)

DEPUIS LES TENTATIVES
DE PAIX AUPRÈS DU DUC DE MAYENNE, EN 1590,
JUSQU'A LA CONCLUSION DU TRAITÉ DE VERVINS
ET LA PROMULGATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

SOMMAIRE. — I. Vaines tentatives de paix et perplexités du duc de Mayenne. Il assiège Château-Thierry, défendu par Pinart père et Pinart-Comblisy. La famille Pinart. Les Pinarts accusés de trahison. Attaque de la place qui se met en défense. Entrevue de Villeroy et de Pinart qui refuse toute proposition. L'artillerie bat les remparts et l'assaut est donné. La ville emportée, la garnison entre au Château qui est obligé de capituler. Villeroy justifie les Pinarts. Articles de la capitulation. Saint-Chamant nommé capitaine de Château-Thierry. Les Pinarts sont mis en jugement et condamnés. Comblisy présente leur justification. Fin de Pinart, son père, à Cramailles. — II. Henri IV lève le siège de Pierrefonds. Le ligueur Rieux, capitaine de Pierrefonds, son caractère. Prise et reprise du château de la Ferté-Milon. Saint-Chamant, capitaine de cette place. Rieux, son lieutenant à Pierrefonds, y est assiégé par d'Epernon. Reddition de Noyon au roi. Villeroy et l'abbé de Chézy travaillent à la paix. Nouveau siège de Pierrefonds par Henri IV. Rieux et Launoi au conseil des Seize. Exécution de Brisson. Rieux, gouverneur de Laon. Conférences à Soissons pour l'élection d'un roi de France. — III. Etats de la Ligue fixés à Soissons, puis à Paris. Importance de Soissons pour l'Espagne. Entrevue dans cette ville entre une ambassade d'Espagne et Mayenne qui refuse ses propositions ; rupture des conférences. Grande procession des Etats à Paris. Satire Ménippée. Discours de Rieux de Pierrefonds. Désolation du Soissonnais et Harangue de Villeroy sur la misère publique. La guerre civile continue. Henri IV échappe à une embuscade. Rieux fait prisonnier, sa condamnation, son exécution. Réhabilitation de sa mémoire. Grande tempête en Soissonnais. — IV. Abjuration de Henri IV. La Ferté-Milon résiste. Entrée du roi à Paris. Reddition de Pierrefonds et de Château-Thierry au roi. Résistance de la Ferté-Milon à Biron et sa prise par le roi et celle du château. Il conserve à la ville ses privilèges, mais ordonne de détruire la forteresse. Suppression du prieuré de Saint-Vulgis; Eglises et couvents de la Ferté à la fin du XVI[e] siècle. Soissons dernier refuge et boulevard des ligueurs, leurs excursions, projet d'enlever le roi, leur défaite à Villers-Cotterêts. — V. H. de Savreux, chanoine de Saint-Jean, reprend Pierrefonds pour l'Espagne. Prisonnier et condamné à mort, il s'échappe, va en Belgique,

puis en Espagne, fonde à Madrid Saint-Louis-des-Français. Son testament, sa mort. — VI. Henri IV à Folembray reçoit la soumission de Mayenne. Traité accepté par le duc qui se fixe à Soissons. Il habite le château des comtes, son genre de vie. Il favorise l'arquebuse, et achète le château de Vauxbuin. Pamphlets contre lui et le roi. Lettres d'abolition du gouverneur de Pontarcy. Edit de Nantes et paix de Vervins. Opposition à l'édit et promesses du roi au clergé.

I. — CEPENDANT le départ des Espagnols avait encore fait concevoir des espérances de paix qui ne se réalisèrent pas. Le sieur de Fleury, beau-frère de Villeroy, et l'abbé de Chézy allèrent trouver ce diplomate pour lui remettre une lettre du cardinal de Gondy et du chancelier, et le prier de renouer les négociations avec Mayenne. Villeroy voulut bien se rendre auprès du roi qui se préparait à Senlis à assiéger Paris. Le sieur d'Ornano, qui venait de passer à Guise, lui ayant dit, en présence de Henri : que Mayenne était trop engagé avec les Espagnols pour traiter sans eux, Villeroy répondit : que le duc était trop honnête homme « pour préférer leur contentement au bien de la religion, du royaume et de sa maison », et il partit pour Soissons, résidence ordinaire du chef de l'Union, où il arriva la veille de Noël 1590.

A Soissons, Villeroy trouva le duc de Nemours, Videville et le président Jeannin. Quant à Mayenne, après avoir pris quelques châteaux sur la frontière dans la Thiérache, il se hâtait, sur le bruit d'un nouveau siége de Paris, d'envoyer en cette capitale et à Meaux le sieur de Saint-Chamant, baron du Pesché, avec des troupes espagnoles et napolitaines, ce qui réjouit fort les Seize. Le roi, de son côté, ayant fait concentrer les garnisons de la Brie et de la Picardie entre Senlis et Saint-Denis, était parti vers Paris la nuit du 20 janvier 1591 ; mais son projet sur cette ville ayant échoué, il revint à Senlis, tira vers la Brie et, après quelques tournées, alla assiéger Chartres. C'est là que les négociateurs de Soissons lui envoyèrent le sieur de Fleury qui ne revint qu'au bout de six semaines (1).

Pendant ce temps Mayenne avisait toujours, à Soissons, aux moyens de soutenir ou de relever ses affaires

(1) *Mém.* de VILLEROY et Palma CAYET. (Collect. Michaud.)

et ne cachait pas à ses partisans ses perplexités. Il s'emploie, écrit-il de cette ville, les 10 et 11 mars 1591, à l'évêque de Plaisance, légat du pape, « à nétoyer cette province » et à rendre libre le passage de la frontière jusqu'à lui ; il a connaissance de la reprise de Liesse, de Braine, de Pontarcy, de la ville et château de Coucy, de Nesle, de Saint-Lambert, etc., et il fera son possible pour réduire le reste, l'ennemi ayant été très surpris de son voyage ; mais il est urgent de dégager Chartres et d'autant plus qu'il élargira en même temps le passage pour Paris, ce qui lui procurerait l'avantage de conférer avec lui sur les affaires. Puis il se plaint des retards si préjudiciables des secours qu'on lui a promis, le priant d'en faire de vives remontrances à Sa Sainteté et lui dire la grande nécessité où il se trouve (1).

La lettre qu'il adresse le lendemain au légat n'est pas plus rassurante. Il a renforcé, dit-il, le Conseil par l'adjonction « de personnes d'honneur de Paris » et « de quelques autres grands personnages envoyez des provinces, pour les grattifier et les lier toutes à un même but pour la manutention de notre sainte religion » ; il redoute vivement la perte de Chartres ; aussi rassemble-t-il le plus de forces possibles pour s'approcher de cette ville, et a-t-il dépêché Brissac vers le duc de Parme pour le supplier de lui envoyer 4,000 lansquenets qu'il lui a promis ; mais il n'en a pas de nouvelles et il est « en extrême peine ». Néanmoins il s'avancera, sous peu de jours, vers Chartres avec les forces dont il pourra disposer pour soutenir le courage des assiégés, remettant à son jugement s'il peut « faire des miracles et sans une puissante assistance se hazarder à une bataille du mauvais succès de laquelle dépendroit l'entière ruyne de cette sainte cause ». Enfin, il le prie encore d'écrire au pape pour « luy représenter les choses comme elles sont, et de combien les longueurs et remises de tous costez nous sont, dit-il, préjudiciables, estant à craindre que la maladie n'empire tellement à faulte de prompts remèdes que Sa Sainteté puis après ne la puisse guérir.

(1) Lettre de Charles de Lorraine à Monsieur l'Evesque de Plaisance. *Archiv. nation.*, F. F. 398, f° 120.

Cependant ma condition est si misérable pour la charge que j'aye, que je suis appelé à garand de tous les sinistres événements, comme si seul je les pouvois prévenir et empescher » (1).

Mayenne quitta Soissons à la fin de mars et se rendit à Meaux pour aviser aux moyens de secourir Chartres. Villeroy lui ayant fait savoir le retour de Fleury à Soissons, le duc lui manda de le lui envoyer avec ses missives à Château-Thierry qu'il allait investir pour faire au moins diversion au siège de Chartres, ne pouvant le faire lever. Fleury, après avoir vu Mayenne, se rendit au camp du roi. De son côté Jeannin se rendit auprès de Philippe II, mais il revint à Soissons mécontent de son ambassade d'Espagne et ne cessa dès lors d'engager fortement le duc de Mayenne à traiter avec le souverain légitime. Son influence et celle de Jeannin devait produire un jour cet heureux résultat (2).

Henri IV ayant emporté Chartres, se mit en devoir de secourir Château-Thierry défendu par Pinart et le vicomte de Comblisy, son fils. Dès le 11 avril 1591, et ensuite le 19, il écrivait au duc de Nevers qu'il allait quitter Chartres avec 1,000 chevaux et autant d'arquebusiers à cheval pour faire lever ce siège. Mais bientôt il apprit que le vicomte avait abandonné la ville et s'était retiré au château, où il n'avait pas tardé à capituler, et il se replia sur Senlis. On blâma vivement dans le parti du roi les Pinarts de n'avoir pas su tenir plus longtemps. On disait même « que le marché de la reddition de cette place en estoit fait longtemps auparavant » (3). Presque tous les historiens ont fait assaut pour accabler ces seigneurs qu'il importe de faire connaître pour leur justification avant de raconter les particularités du siège.

Claude Pinart, seigneur de Cramailles, premier baron du Valois, secrétaire d'Etat, était gouverneur en titre de Château-Thierry. Ayant déplu au roi sur un soupçon de trahison, il avait vendu sa charge et transmis le

(1) *Ubi supra*, F. F. 3980, f° 122.
(2) Fontenay-Mareuil (Collect. Michaud). — Villeroy, *ibid.*
(3) Cayer, *ibid.*

commandement de Château-Thierry au vicomte de Comblisy, le seul fils qu'il paraît avoir eu de son mariage avec Claude de l'Aubespine. Comblisy portait les titres de marquis de Louvois, de gentilhomme de la chambre et de capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances. Le vicomte était capitaine et gouverneur pour le roi de Château-Thierry, charge qu'il avait reçue « par engagement de Henri III pour lui et les siens leur vie durant, avec le droit de demeurer en cette ville » (1). Quant à Pinart, son père, il s'y était retiré parce qu'on la lui avait donné pour retraite, mais il avait d'autres résidences en Valois et en Champagne où il s'était créé de beaux domaines qu'il administrait avec soin. Il habitait surtout le château de Cramailles, où François Ier avait fait plusieurs séjours, et il s'intitulait seigneur de Neuilly, d'Oulchy-le-Château et d'Oulchy-la-Ville. La reine Catherine de Médicis avait engagé ces terres, le 3 octobre 1578, à titre de rachat, pour 800 écus d'or « sol » à Claude Lelièvre, marchand et bourgeois de Paris. Ou cette somme fut remboursée à Lelièvre par Pinart, ou il y eut une alliance entre leurs deux familles; toujours est-il que Pinart possédait ces seigneuries en 1596.

Pressentant un siège de Château-Thierry, Claude Pinart retiré, vers ce temps, à Cramailles, aurait écrit au vicomte de Comblisy, chargé par son titre de la défense de cette place, de ne pas « trop malmener les ennemis et de ne se défendre qu'autant qu'il serait nécessaire pour sauver son honneur », de peur que pour se venger de sa résistance, Mayenne ne ruinât ses riches domaines. On prétend même, dit l'historien du Valois, sans indiquer la source où il puise cette accusation, « qu'il obtint du duc la promesse de ne lui causer aucun dommage. Comblisy aurait exécuté fidèlement les prescriptions de son père et à peine, ajoute Carlier, rendit-il quelques défenses » (2). Au surplus, il faut dire qu'il

(1) « Sommaire comme les choses se sont passées au siège de Château-Thierry que Comblisy adressa au roy pour sa justification. » (*Bibl. nat., mss.* 3980, f° 318. — *Annal. de la Société historiq. de cette ville*, an. 1875, p. 184.)

(2) *Hist. du Valois*, t. II, p. 642.

est d'accord ici avec Cheverny, lequel, dans ses Mémoires, dit des Pinarts : « Ils avaient détourné le roy d'y laisser garnison, tellement qu'ils furent soupçonnés d'avoir esté auparavant gaignez » (1). Le récit de Villeroy, combiné avec la teneur de deux lettres du duc de Mayenne à Philippe de Séga, vice-légat en France, et le Mémoire ou *Commentaire* de Comblisy pour sa défense, vengent victorieusement ce dernier de toute accusation de trahison dans la reddition de Château-Thierry. C'est d'après ces autorités que l'on va donner le récit du siège de cette place et de ses suites (2).

Il faut laisser d'abord parler le chef de la Ligue. Ayant pris la Ferté-sous-Jouarre, écrit-il à Séga, et « désirant du tout nettoyer cette rivière (de Marne) pour eslargir Paris et lui ouvrir ses commodités », il vint s'attaquer à Château-Thierry, se saisit des faubourgs et fit bien reconnaître la ville. Ensuite il fit venir des balles et autres provisions de guerre et passa quelques jours « à faire sa batterie » par des considérations particulières et « pour le désir qu'il avait de garantir la place de ruyne et conserver les habitants en leur entier. » Mais n'ayant pu y disposer « pour quelque recherche » qu'il ait faite près « le secrétaire Pinart... », il ordonna de « commencer la batterie à six heures du matin » avec six pièces ; et elle dura jusqu'à six heures du soir « ayant fait tirer environ cinq à six cents coups de canon ». Et encore que « la bresche feusse peu raisonnable pour avoir été remparée et retranchée par derrière », il y envoya ses troupes à l'assaut et le succès a été si heureux par la grâce de Dieu qu'en moins d'une heure et avec peu de pertes d'hommes il se rendit maître de la ville, « espérant que la commodité en sera telle pour la liberté de la rivière, que désormais Paris aura abondance de vivres ». Il ajoute ces paroles qui sont la justification du vicomte de Comblisy : « N'ayant rien sy en horreur que l'effusion du sang et apréhendant les cruautés qui ne se peuvent éviter ès places prinses d'assaut, j'avois recherché le secrétaire Pinart d'une

(1) Petitot, collect. de *Mém.*, t. xxxvi, p. 193.
(2) Michaud, collect. de *Mém.*, t. x, p. 511, *Mém. de Cheverny*.

honnête composition, le priant et exhortant de ne vouloir point estre l'autheur de la ruyne de tant de gens, mais il s'est montré si entier et si opiniastre que j'ay esté contraint, contre mon naturel et avec beaucoup de déplaisir, d'avoir recours à la rigueur des armes ». ..... « J'ay bien voullu, Monsieur, disait-il à l'évêque de Plaisance en terminant sa lettre, vous donner l'advis de ces bonnes nouvelles, pour m'en conjouyr avecq vous, que ne désirant rien plus que l'advancement de cette saincte cause; j'espère que Dieu en prendra la protection, comme estant sienne et accroistra l'heur de nos progrets pour la manutention de sa gloire et de son sainct service, comme je l'en supplie de tout mon cœur. » Mayenne écrivit une lettre semblable au Parlement de Paris (1).

En effet Comblisy n'était pas resté dans l'inaction. Il apprit, selon le *Commentaire*, le 1er avril, par les éclaireurs qu'il envoyait journellement à la découverte pour avoir des nouvelles de l'ennemi et incommoder sa marche, que le capitaine Dobigny, commandant royaliste de la Ferté-sous-Jouarre, devait l'évacuer avec son monde et remettre le château aux ligueurs pour gagner Château-Thierry, où il arriva en effet le soir même. Le vicomte le fit prisonnier, le bruit ayant couru qu'en quittant la Ferté, il avait promis à Mayenne, moyennant 500 écus, de lui ouvrir une des portes de cette place. Assuré d'être attaqué, il envoya le jeune sieur de Cuissy porter par lettres ces nouvelles au roi et à la Chapelle des Ursins et prier ce capitaine d'accélérer l'exécution du dessein qu'il avait formé de se jeter dans la place avec ses amis, lui déclarant qu'il y aurait l'autorité qu'il désirerait. Mais l'ennemi mit une telle célérité à parcourir les six lieues qui séparent la Ferté de Château-Thierry que celui-ci fut « investy dès le soir, de çà et de là de la rivière », ce qui fit manquer l'entreprise de la Chapelle. Du reste, Comblisy put assurer au roi,

(1) Lettre de Charles de Lorraine à l'évêque de Plaisance, au camp de Château-Thierry, le 12 avril 1591. (*Bibl. nat.*, F. F. F. DE MESMES, 3980, f° 196. — Lettre au Parlement, *id.* v° l. 8931, *24* fr. 3996, f° 786. *Ubi supra.*)

ce que « ung chascun » savait : que tous les gentilshommes, capitaines et gens de guerre tant de sa compagnie et de celles de ses amis « qui l'estoient venus trouver, à sa prière », aussi bien que les « autres honnêtes gens reffugiez » et les capitaines et soldats « qu'il avoit au chasteau et en la ville en plus grand nombre que le roy n'y entretenoit », que les habitants enfin, ayant pris les armes « chascun en son quartier », firent tous leur devoir dans ce siège.

En effet Comblisy, les faubourgs étant emportés à cause de leur étendue et du peu de gens de guerre qui s'y trouvaient, avait partagé la ville en trois quartiers. Il prit pour lui celui qui s'étendait de « la grosse tour des munitions » vers les *Garratz*, la porte de la Barre et la première basse-cour du château attenant à cette porte, la Noue assurant que c'était là que « l'on deubs battre » la ville. Le quartier des Cordeliers fut assigné au sieur de Fourcherelles et l'autre à Lambressy. Vigneux et Desmarets eurent « la garde entre les deux pontz et la poterne ». Dans ces trois quartiers étaient répartis les gentilshommes de la compagnie du vicomte, quelques-uns de ses amis et les bourgeois. Le sieur de Chaboullé, ses gens et des volontaires étaient « ordonnez dedans le ravelin d'entre deux de la porte de la prison ». Au château étaient les capitaines Laplanche, Desgranges et autres qui devaient empêcher « l'escallade dont on se doubtoit ». Chacun se tint bien à son poste et il était impossible, ajoute le *Sommaire*, « de faire meilleur devoir jour et nuict que les dessus ont faict ». Le sieur de Sillery, chargé des fortifications, se multiplia « avec un extrême labeur ».

Sur ces entrefaites Villeroy, qui avait quitté Soissons uniquement pour conduire Fleury au duc de Mayenne, était arrivé au siège lorsque les faubourgs étaient déjà emportés sans que les habitants surpris eussent eu le temps de les brûler ou de les abattre, et s'y était logé commodément. Du reste, dit-il en sa narration, d'autant plus digne d'intérêt qu'en justifiant Pinart et Comblisy, il donne des détails sur le siège qui ne diffèrent qu'en quelques circonstances de celui du *Sommaire*, il n'y

avait qu'une faible garnison pour défendre la ville, « qui a toujours esté estimée, comme certainement elle est, dit-il, une des plus mauvaises places du royaume ». On trouvait au camp que les assiégés « s'estoient assez gaillardemment défendus, ayant pointé une pièce du chasteau dedans la batterie du dict duc qui l'incommodoit fort » (1). Cette opinion des assiégeants est d'ailleurs exprimée dans une lettre écrite de leur camp à la duchesse de Guise, après la prise des faubourgs : « On espère, y est-il dit, que la ville ne tiendra pas; l'on n'a pas la même espérance du chasteau. » Et l'on croyait qu'après la prise de la ville, Mayenne irait droit à Epernay, ne laissant à Château-Thierry que les troupes nécessaires pour saper la forteresse. Il n'y avait donc là aucune de ces intelligences du genre de celles que l'auteur de la lettre signale à Châlons vers lequel s'avançait le duc de Lorraine (2).

Dès l'arrivée de Villeroy, Mayenne, à son insu, fit dire à Pinart que ce négociateur désirait lui parler. Pinart ayant répondu qu'il le verrait volontiers, Mayenne le lui envoya. Pinart ayant aperçu le négociateur par une canonière à l'une des portes de la ville qu'on avait terrassée, le pria de passer du côté du pont, afin que l'entretien fût plus facile, et il le reçut à la tête des principaux capitaines et habitants; ensuite il le conduisit, suivi de cinq ou six personnes de son cortège, dans une boutique située entre la porte du pont et celle de la ville. Villeroy lui dit, en leur présence : qu'il n'était pas venu « pour luy donner conseil de se rendre ou faire quelque chose indigne d'un homme d'honneur luy ni son fils »; qu'aimant ses amis comme lui-même, il ne voulait pas leur conseiller des choses qu'il n'aurait pu faire à leur place; qu'il avait d'ailleurs si bonne opinion d'eux et

(1) *Mém.* de VILLEROY, *ubi supra.*

(2) L'auteur de cette lettre est peut-être la duchesse de Mayenne. Ce serait elle-même qui écrit : qu'on lui envoie, à la date du 9 avril 1591, des lettres des cardinaux de Sens et Cajétan qui lui assurent que le pape a gratifié son fils de tous les bénéfices du feu cardinal de Guise dont « elle ne fera faulte de remercier sa Sainteté par une bonne dépêche qu'elle fera tenir à M. de Lorraine... » (Son fils était alors prisonnier.) Font. 402, 403-8931. (Collect. Prioux.)

des leurs que quand il leur donnerait d'autres conseils ils ne les suivraient pas ; qu'il désirait seulement qu'ils le sussent à l'armée et disposé à les assister et servir avec ses amis quand il y aurait lieu, n'étant arrivé que depuis ce jour même avec Fleury pour traiter de la paix.

Pinart, après l'avoir remercié de ses bonnes intentions, lui dit : « qu'ils étaient tous résolus de mourir plutôt que de commettre une lâcheté ; qu'ils estoient plus de mille hommes de guerre, sans les habitants, regorgeoient de courage et de bonne volonté à ce faire, l'ayant promis et juré tous ensemble sur les saints Evangiles depuis le siège, et espéroit que Dieu les fortifieroit jusqu'à la fin ». Ensuite il lui exprima son étonnement de ce que le duc fût venu attaquer avec une armée si faible et si peu fournie de munitions une « place garnie de tout ce qui estoit nécessaire pour se bien deffendre » ; qu'après la ville prise, il y avait le château « qui estoit imprenable » ; qu'il savait bien que ses poudres et ses balles étaient déjà consommés et que son canon « estoit allé à la picorée » ; qu'il ferait mieux, au lieu de s'opiniâtrer à ce siège, de faire la paix « à l'honneur de Dieu » ; qu'il savait aussi que Sa Majesté y était disposée et que quant à lui il sacrifierait sa vie ; qu'il n'ignorait pas que Chartres était pris et que le roi allait bientôt arriver, quoiqu'il lui eût fait dire de ne pas se presser « tant il estoit assuré de son élection ».

Villeroy fut aussi affligé que surpris d'un tel langage, d'autant plus que la contenance de son interlocuteur « estoit encore plus asseurée que ses paroles, qu'il avoit le jeu encore meilleur qu'il ne disoit ». Il se contenta de lui répondre : que le duc ne quitterait le siège que par la force et que par conséquent il n'y avait pas lieu d'entrer en négociations ; qu'il devait recevoir de la poudre et des balles le lendemain, que lui devait donc songer à se bien défendre, à ne pas trop se fier à la bonté de la place, ni à ses forces, et à ne pas mépriser un bon secours s'il en attendait un. En ce moment même l'alarme fut donnée dans la ville par l'écroulement d'une boutique qui venait de s'enfoncer dans la rivière et que

les assiégeants s'efforçaient d'en retirer à la faveur de la trêve accordée pendant l'entrevue. Villeroy se retira sans avoir vu le vicomte de Comblisy et sans pousser plus loin l'entretien, n'ayant eu d'ailleurs avec le père aucune communication secrète.

L'artillerie de la place, dirigée par le Me Gaultier et ses canonniers, fit si bien son devoir que le sieur de la Vallée, « premier homme de l'artillerie ennemie », fut tué avec plusieurs soldats et les pièces démontées, de sorte qu'il fallut déloger et changer de place la première batterie dressée contre la ville. Celle-ci n'en fut pas moins bientôt entamée. Deux brèches furent pratiquées aux remparts : l'une vers la tour de Madame de Lhuys, qui fut « incontinent remparée », l'autre, dont l'ennemi s'occupa surtout, à la tour des Cordeliers, au quartier réclamé par Fourcherelles, comme lieutenant du vicomte. Fourcherelles, dit le *Sommaire*, rendra compte au roi « du debvoir qu'il y a deubs faire », ayant choisi le sieur de Lhuys, guidon de sa compagnie, pour le seconder. Comblisy ne laissa aux autres quartiers qu'autant de soldats et de bourgeois qu'il en fallait pour prévenir une escalade et fit venir pour la défense de la brèche « le plus de gens de bien » qu'il put trouver. Il y réunit « environ soixante cuirasses destinez pour soutenir l'assault », en plaça une partie à gauche de la brèche sous le sieur de Lambressy avec bon nombre d'arquebusiers et une autre partie à droite. Fourcherelles en choisit vingt « pour soutenir la pointe et premier effort de la bresche » ; le reste fut mis en réserve avec des arquebusiers choisis.

L'ennemi ne tarda pas à faire mine de donner l'assaut, mais le « battage commença à se refroidir » ; l'on ne tirait plus que quelques coups de canon et tous gentilshommes et soldats étaient prêts à repousser l'attaque. Or, voici, selon Villeroy, ce qui s'était passé au camp. Les capitaines étrangers, qui avaient été désignés pour monter les premiers à l'assaut, « au grand déplaisir des François », avaient refusé de marcher avant qu'on eût encore ôté « quelques flancs qui les voyaient tout à descouvert ». Le duc de Mayenne n'ayant plus assez de munitions

pour les abattre à coups de canon, il s'en suivit une discussion qui dura quatre heures et les assiégés eurent le loisir de « remparer » la brèche, ce qui, joint à la pluie et à la tombée du jour, rendit l'attaque assez difficile pour que ceux-ci négligeassent de rester de garde. Ce fut la cause de leur perte.

Comme on ne pouvait bien voir l'état de cette brèche que de la tour des Cordeliers que l'artillerie avait déjà ouverte, le vicomte, pour en bien juger, y entra avec le sieur de Sillery, lorsque tout à coup « une vollée de cinq canons » frappa encore la tour et abattit une partie de la voûte sur laquelle était monté le vicomte qui fut précipité en bas. On le crut mort et il eût été en grand danger si deux soldats ne l'eussent aidé à en sortir. Il était blessé au genou, mais croyant l'assaut imminent, il ne voulut s'éloigner que lorsqu'il eut vu, comme tous ceux du quartier, que l'ennemi s'en retournait au camp. Il ordonna à Fourcherelles « qu'il demeurast tousjours là, ferme, jusqu'à ce que la bresche fut remparée du tout », lui disant qu'il reviendrait incontinent qu'il se serait fait panser. Et comme quelques cuirassiers et arquebusiers avaient été blessés « des éclatz du canon, il manda, pour les remplacer, le capitaine Chaboullé qui occupait le boulevard de la porte Saint-Crépin avec cinq de ses hommes, vingt arquebusiers du château, « le vieil canonnier Moreau et force artifices de feu pour jeter sur la bresche » au cas que l'ennemi s'y présentât.

Toutes ces précautions prises, Comblisy se fit porter sur un mulet au château à l'endroit où étaient les blessés et les chirurgiens pour s'y faire panser. Mais, malgré ses ordres, Fourcherelles quitta la brèche pour aller dîner, « à ce que l'on dict », parce qu'il « n'avoit poinct encore mangé ny beu ce jour-là, encore que le dict vicomte eust fait porter force vivres à la dicte bresche, affin que personne n'eust occasion de l'abandonner ». Fourcherelles fut imité par beaucoup de gens de ce poste. Pendant ce temps-là et à peine avait-on commencé à mettre l'appareil à la blessure du vicomte, que des soldats de Mayenne ayant été envoyés pour reconnaître

la brèche et la trouvant « dégarnie et non gardée », se logèrent dans la tour et de là donnèrent le signal à leurs compagnons. L'un d'eux se plaça au haut de la brèche et les autres le suivirent. Alors le sieur de Lhuys, qui se trouvait derrière avec quelques hommes, accourut pour les arrêter, mais il n'était plus temps, et voyant que ceux qui devaient le soutenir s'étaient retirés, il dut lui-même faire retraite. « Tout le mal vint, dit le *Commentaire*, de ceulx qui, aians voullu avoir la poincte de la bresche, l'avoient desgarnie. » Le récit de Villeroy confirme de tout point celui du *Commentaire*. L'un des soldats ennemis, dit-il, que ces longueurs ennuyaient fort, « se coula d'une tour rompue où il s'étoit logé avec quelques autres » jusque sur la brèche, une pique à la main, et appelant ses compagnons il se mit à attaquer les quelques soldats qui étaient de garde. Ils vinrent à son secours et bientôt toute l'armée arriva, et la ville fut forcée alors qu'on s'y attendait le moins (1).

On aperçut du haut du château ce qui se passait et on en avertit le vicomte qui voulut descendre pour y donner ordre, mais il n'était pas arrivé à la porte du fort que l'ennemi était maître déjà d'une partie de la ville. Tout ce qu'il put faire en voyant ce désastre, fut de retirer les gens de guerre et le plus d'habitants possible dans le château, « jurant et protestant qu'il n'y a nullement de sa faulte, comme tous les assiégez le savent » (2).

Mayenne ayant fait battre le château, une brèche fut pratiquée dans la tour attenant à la grande galerie jusqu'au flanc que Lanoue avait fait faire pour y loger une coulevrine et qui fut cause de la perte de la forteresse. En effet l'ennemi tirant dessus vit bientôt qu'il ne consistait qu'en une simple muraille « peu remparée » à laquelle il fit brèche aisément, d'autant plus que cette muraille était bâtie en terre à son endroit le plus épais. Aussi à chaque volée que lançaient les quatre canons ennemis ils la mettaient en ruine. Enfin la grande galerie elle-même s'écroula sur ses défen-

(1) Villeroy, *ubi supra*.
(2) *Sommaire, etc., ubi supra.*

seurs; Sillery et les siens qui jugèrent impossible d'y tenir. Ce fut alors que tous les capitaines, gentilshommes et soldats prièrent Comblisy de capituler, d'autant plus qu'on croyait que les assiégeants avaient pratiqué deux mines sans qu'on pût les empêcher à cause « de la diligence qu'ils faisoient en leur batterye ». Encore quelques volées de coups de canon et les Espagnols franchissaient les murailles écroulées (1).

Ce fut à Lambressy qu'on donna mission de porter l'expression du désir de la garnison au vicomte qui, du reste, entendait les clameurs des habitants, femmes et enfants, au nombre de plus de 2,000, retirés au château. Tous lui remontraient quel « désastre » ce serait pour eux de tomber aux mains des étrangers, que les deux puits étaient à sec, que le siège durait depuis seize jours, et que l'ennemi avait perdu plus de 300 hommes, ayant tiré plus de 500 coups de canon. Comblisy ne put résister à ces réclamations, mais voulant gagner du temps dans l'espoir d'être secouru, il demanda par un billet à parler à Villeroy. Le négociateur étant monté au château et le voyant rempli de femmes et d'enfants comprit tout d'abord que le vicomte n'y tiendrait plus longtemps (2).

Ils entrèrent aussitôt en pourparler et on convint qu'on ne réparerait pas la brèche pendant la durée de la négociation et qu'on échangerait des ôtages qui furent les sieurs de Halde, maréchal des logis du vicomte d'Oulchy, et Vigneux, lesquels se rendirent auprès de Mayenne, et les sieurs Lago et d'Aigremont, lesquels durent entrer au fort. La présence du vicomte étant nécessaire ailleurs, il laissa son père traiter seul d'abord avec Villeroy.

Cherchant toujours à traîner les choses en longueur dans l'espoir de quelque secours, il avait laissé à Villeroy les articles du futur traité tels qu'ils avaient été arrêtés le matin dans une assemblée des principaux personnages renfermés dans le château. Tout ce qui concernait les officiers, les bourgeois et habitants, les gentils-

(1) *Commentaire.*
(2) *Ibid.* et VILLEROY, *Mém.*

hommes, les catholiques réfugiés à Château-Thierry, les gens de guerre français et suisses, l'artillerie, les munitions, y était réglé dans le sens « le plus advantageux qui se pouvoit pour le service de Sa Majesté, honneur du dict vicomte et de tous ceux qui estoient » dans la place. Il y avait un article additionnel où Comblisy demandait un délai de huit jours pour rendre le château, si dans cet intervalle aucun secours n'arrivait aux assiégés, et le pouvoir d'envoyer avertir le roi de l'état des choses. Enfin, d'après Villeroy, il prétendait « que la place lui fût laissée en garde comme à luy appartenant » sauf à ne plus faire la guerre.

Villeroy déclara au vicomte de Comblisy que jamais on n'accepterait de pareilles conditions, mais quoiqu'il pût dire, celui-ci n'en démordit pas, et, après deux heures de contestations, il dut rejoindre Mayenne qui le faisait rappeler. Il dit en partant aux deux Pinarts : qu'ils avaient tort de parler de composition si rien ne les pressait d'en désirer une ; que cela jetait le découragement parmi leurs gens et que certainement le duc n'accéderait pas à celle qu'ils proposaient. Comblisy le pria de lui obtenir un passeport pour faire sortir du château sa mère, sa femme et les autres femmes qui lui causaient d'autant plus d'inquiétude, disait-il, que « la batterie qui estoit preste à jouer » ne se taisait qu'en considération de Villeroy. Mme Pinart se jeta aux pieds de l'envoyé du duc de Mayenne « toute esplorée », le conjurant de l'emmener avec lui, mais il n'osa satisfaire à sa demande sans l'assentiment du duc qui, en effet, la repoussa ainsi que la capitulation telle que Comblisy la proposait et, à son tour, il en fit rédiger une autre.

Toutefois, dit le *Commentaire*, « il faut croire » que Villeroy, voulant faire plaisir à ses parents et amis et à ceux de Château-Thierry, qui étaient ses voisins, et aussi à la prière « d'aucuns de la ville » qui étaient près de Mayenne, fit adoucir quelques articles et en ajouter d'autres dont il n'avait pas été question avec le vicomte. La nouvelle capitulation rédigée et signée fut apportée à ce dernier qui la refusa, tenant fortement surtout au délai de huit jours pour attendre le secours et avertir

le roi. Pour en finir, Mayenne recommença à faire jouer son artillerie, « laquelle d'une vollée seulement feit tomber un grand pan de la dicte tour et muraille de la bresche qu'il augmenta beaucoup ». A cette vue les Espagnols qui étaient au bas de la brèche se montraient « fort ardents à y monter » et Lago eut la plus grande peine à les arrêter; il n'y aurait même pas réussi si Mayenne, à la prière de Villeroy, n'avait fait cesser le feu. De nouveau on supplia le vicomte d'accepter la capitulation et Villeroy reçut de lui tout pouvoir de traiter au nom de son père et au sien avec le chef de l'Union. Ceux-ci se voyant perdus signèrent la composition la plus honorable et la plus avantageuse pour eux, la garnison et les habitants, mais au grand déplaisir des étrangers qui eussent sans doute préféré que le fort fût emporté et pillé. Du reste, le retour du sieur de Rumesnil, que Comblisy avait envoyé à Compiègne, ne lui avait pas rapporté grande espérance d'un prompt secours. Il lui apprenait seulement qu'on « estoit à rassembler les forces ». Mayenne, qui n'en avait agi avec tant d'indulgence que par considération pour Villeroy, accompagna lui-même Pinart et sa suite à leur sortie de la place au travers des quartiers de l'armée assiégeante pour les garantir de toute insulte.

« Voylà, dit Villeroy en terminant son récit, la vérité de ceste composition que je puis prouver par escrit pour laquelle le dict Pinart et son fils ont souffert ce que vous savez. » On ne pouvait guère leur reprocher autre chose que d'avoir refusé des gens de guerre qu'on disait leur avoir été offerts avant le siège; encore se défendaient-ils sur ce point en disant: qu'ils connaissaient bien les dispositions de leurs chefs qui avaient déjà tout fait « pour les desnicher de la place » et juré de ne jamais leur pardonner cette résistance. Villeroy ajoute: « Je vous jure en homme de bien de n'avoir eu devant, ni durant le siège aucune intelligence avec le dict sieur Pinart et son fils que celle que je vous ay présentée, et davantage n'avoir jamais veu personne si aigre et contraire à la Ligue que le père. » C'était même au point que Pinart ne put cacher son sentiment au duc

quand celui-ci l'accompagna à sa sortie de la ville. Villeroy regarde comme certain que si les défenseurs de la brèche avaient fait leur devoir, Mayenne aurait été obligé de se retirer. « Voylà, dit-il encore, à quoi sont subjets en ce royaume ceux qui changent de profession et ont faulte d'amis et de suppôts à la cour. » Une foule de places fortes ont été moins bien défendues et moins fortement attaquées et se sont pourtant rendues, « mais on avoit besoing de la bourse du père » (1).

Les principaux articles de la capitulation obtenue par ce célèbre diplomate étaient ceux-ci : Les habitants et soldats pourront rentrer dans la ville avec leurs familles, serviteurs, meubles, vivres et marchandises ou se retirer à Chézy ou ailleurs avec bagages, équipages et armes, accompagnés d'un sauf-conduit et sans payer de rançon. — Le vicomte de Comblisy et son père se retireront dans les mêmes conditions où bon leur semblera et ayant main-levée des terres de Ronnoy, près de Reims et d'Epernay, de Villethierry près de Sens, et de Neuilly-Saint-Front, à condition qu'eux, ni les leurs ne feront rien de contraire au parti catholique. Ils pourront emmener de Château-Thierry leur mobilier, vivres, vins, blés, sel, etc., et y laisseront seulement 4 pièces d'artillerie. — Les gentilshommes, capitaines et gens de guerre sans distinction, avec leurs familles, pourront sortir du château avec armes, bagages et chevaux et aller où il leur plaira. Les compagnies de gens de pied s'en iront tambour battant, capitaine en tête, mèche allumée, enseigne et cornettes déployées et seront conduits en toute sûreté à Epernay ou ailleurs par des troupes de cavalerie française. — Des passeports seront délivrés aux Suisses pour se rendre en leur pays ou vers Balthasar du Grisart et tout autre colonel. — Les officiers seront maintenus en leurs offices s'ils ne font rien contre le parti catholique. Ainsi les maîtres des eaux et forêts pourront continuer de demeurer à Château-Thierry. Les receveurs des tailles, taillons, domaines ne seront pas inquiétés pour leurs versements et le

(1) *Mémoires* de VILLEROY, *ubi supra*.

vicomte Pinart continuera de jouir de son revenu sur ces impositions. — Les prisonniers renfermés au château, dont un capitaine espagnol, en sortiront sans rançon; les malades et les blessés « se pourront faire porter chez les barbiers de la ville pour se faire panser et médicamenter » ou ailleurs si bon leur semble. — Cette convention fut dressée au camp de Château-Thierry le 16 avril 1591, et le vicomte en envoya une copie au Parlement de Paris séant à Châlons (1).

Le père et le fils n'en devaient pas moins payer bien cher ce que des auteurs appellent « ce trait de faiblesse ». D'abord, par ordre de Mayenne, Saint-Chamant, baron du Pesché, s'établit à Château-Thierry, d'où, pendant trois ans qu'il commanda pour la Ligue, il ne cessa de ruiner le pays environnant. Ensuite la lâcheté, la faiblesse, la supercherie ayant paru à découvert » (ainsi s'exprime l'abbé Carlier), le Parlement de Châlons entama leur procès; Pinart père fut incarcéré et il ne s'agissait de rien moins que d'une confiscation de leurs biens et d'une condamnation à mort.

Pinart fils ne se contenta pas d'envoyer au roi un *Sommaire* exact de ce qui s'était passé au siège, le conjurant de prendre des informations auprès de ceux qui y avaient assisté pour s'assurer de la vérité de ce qu'il avançait; il écrivit aussi au duc de Nevers, auquel il avait été attaché autrefois et qui était alors lieutenant-général pour le roi en Champagne et en Brie, une longue épître où il lui expose toute sa conduite dans l'affaire de Château-Thierry (2). Il y prie aussi le duc de « s'informer de la vérité des choses aux gens de bien catholiques qui se sont trouvés au siége » et non à ceux de la religion qui ont toujours été les ennemis de son père et les siens. Prince sage il saura juger « pourquoi on retient prisonnier un serviteur qui a servi » le roi,

(1) *Bibl. nat., Man. franç.*, 3980, f° 202. — DE MESMES, 8931, f° 202. *La Société historiq. de Château-Thierry* a publié cette capitulation, *ubi supra*, p. 191 et suiv.

(2) Louis de Gonzague, duc de Nevers, en sa qualité de lieutenant général en Champagne et en Brie, avait le gouverneur de Château-Thierry sous ses ordres. Comblisy lui adresse son rapport comme à son supérieur hiérarchique.

comme a fait son père, ainsi qu'il l'a vu lui-même, si ce ne serait pas pour une cause d'argent. Il a « enduré plus de 600 coups de canon »; il a par trois fois « rechangé de batterie » et la reddition eut lieu « après bresche plus que raisonnable laquelle ne se pouvoit deffendre. » De la Noue, que ce prince avait laissé à Château-Thierry avec de nombreuses forces et avait reçu la promesse d'un secours sous huit jours, disait à ses familiers : que s'il n'avait compté sur cette promesse, il ne s'y serait pas renfermé « parce qu'il tenait la place pour ne valoir chose du monde ». Or, si de la Noue n'a pu promettre de la garder plus de huit jours avec trois régiments d'infanterie et 200 gentilshommes « qu'a pu faire le vicomte de Comblisy autre chose (que ce) qu'il a fait, d'avoir enduré dans ceste bicoque près de 600 coups de canon, luy blessé à la bresche, l'avoir gardé dix-sept jours », s'y exposant à subir toutes sortes de pertes ainsi qu'il est arrivé. Il a en effet perdu avec Château-Thierry 2,000 livres de rente, tout ce qui, selon la capitulation, devait lui être rendu, sauf 4,000 livres « de meubles des plus mauvais » dont on ne voulait pas et qui se trouvent encore dans les chambres du château où on peut les voir. Il ne regretterait rien de ces pertes faites au service du roi, si elles lui avaient été agréables, mais il osera dire au duc : « que c'est une chose bien cruelle à supporter à ung bon serviteur qui a toujours fort fidellement servi son maître comme M. Pinart et moy avons toujours fait et dont nous ne voullons autres témoings que vous »; qu'au lieu de récompenses des pertes subies à son service « soubs l'ombre possible de n'avoir pas adhéré à ceux de la religion, ou de ne s'être pas laissé chasser de sa maison comme un sot », on veuille par de faux rapports faits au maître, obscurcir les services signalés de son père. Celui-ci n'a-t-il pas en effet contribué à la conservation de Châlons qui sans lui était perdu, témoin le jour où d'Interville voulut y jeter le régiment du baron de Termes. N'a-t-il pas été cause du « gain de la bataille de Senlis, sans lequel le roy n'eust poinct la couronne sur sa teste », et n'a-t-il pas, lui encore, fait venir à ses frais de

Sedan, la Noue avec toutes ses forces au moyen de 1,000 écus qu'il lui a envoyés et que le roi lui doit encore ?

Quant à lui, Comblisy, il croit avoir aussi bien servi le roi en lui ayant « conservé la bicoque de Château-Thierry, l'espace de trois ans et demi, seul au milieu des ennemis du roi, sans laquelle ladicte bataille ne se fust jamais donnée ». De plus, il n'a « perdu aucune occasion où le roy ait voullu combattre ses ennemis » sans s'être trouvé auprès de luy avec une belle troupe pour lui rendre le très humble service qu'il luy doit ». Et pour récompense, on cherche à lui faire « perdre le bien par la confiscation, la vie par les procès qu'on lui fait faire, l'honneur par une notte d'infamie qui en suivroit à jamais, sans aucune forme de procès, n'y de justice ». On les a cités lui et son père « à trois briefs jours »; il n'attend que l'heure où on les fera exécuter « en tableaux » sans leur avoir fait un simple ajournement. On défend même à tout avocat ou procureur de se mêler de leurs affaires, et il est enjoint à sa femme de sortir de Châlons dans les vingt-quatre heures, et à un homme à elle dans une heure, quoiqu'elle et ses gens eussent été pris par les ligueurs en y allant et que ceux-ci soient prisonniers à Mareuil depuis trois semaines, dont un est menacé par ceux de Reims d'être pendu sous prétexte qu'il est serviteur du roi.

Cependant, instruits des procédures de Châlons, lui et son père se dirigent vers Mantes pour adresser leurs représentations au roi. Mais tandis qu'il part deux jours en avant, dans l'espérance de voir le duc (de Nevers) à Melun, son père est fait prisonnier soi-disant par ordre du roi, à Senlis, par le sieur de Boutteville, qui lui montre une lettre qui n'était signée ni du roi, ni d'aucun secrétaire d'Etat. En même temps on lui fit dire sous main qu'il n'a qu'à bailler 40 mille écus et qu'il sera libre. Il demanda à être mené au roi afin de « se justifier de ce qu'on luy met sur la teste », et avant de sortir de chez Boutteville, où il était gardé, ayant écrit au prince et à ses amis, ses lettres furent prises. Averti de ce qui se passait à l'égard de son père, il renonça au

projet d'aller trouver le roi, non que sa conscience ne fût fort nette, mais parce qu'il ne pouvait supporter de voir son père ainsi détenu, sans qu'on alléguât d'autres raisons, si ce n'est qu'on procédait contre eux, à Châlons, où ils ne pouvaient se rendre, « comme criminels de lèse-majesté ». C'est dans cette extrémité, disait Comblisy au duc de Nevers en terminant sa lettre, qu'il avait recours à lui comme « au meilleur de leurs seigneurs et amis », le priant de s'interposer pour mettre fin aux violences du sieur d'Inteville et du Parlement de Châlons, leur épargner une condamnation par contumace, leur père étant prisonnier ; leur faire obtenir deux mois de délai pour donner à celui-ci le loisir de sortir de prison et de voir le roi, et, comme le Parlement précipite les choses, de leur envoyer incontinent un exprès à Châlons à l'effet d'obtenir le délai demandé (1).

Tels furent le récit et les motifs de justification du vicomte de Comblisy sur la malheureuse affaire de Château-Thierry. Pinart, son père, avait été arrêté en effet, le 25 juin, à Senlis. Ce n'était pas seulement pour s'y réfugier et y voir le sieur de l'Aubespine, son cousin, ainsi que le dit Bernier (2), qu'il s'était rendu en cette ville, mais pour aller de là à Mantes où était le roi. Le motif ostensible de son arrestation fut qu'il était contraire au parti de Henri IV et que son fils avait rendu Château-Thierry, mais le véritable n'était peut-être autre que celui de la cupidité allégué par Comblisy, vice trop commun en ces temps de désordre et d'anarchie. Quoiqu'il en soit, le père et le fils furent condamnés à mort et leurs biens confisqués et réunis à la couronne par jugement du 14 août 1591. Néanmoins Henri IV leur fit grâce de l'une et l'autre peine, mais ils versèrent volontairement, dit-on, au trésor une somme de 30 mille écus d'or.

Claude Pinart abandonna au vicomte, son fils, les terres de Neuilly-Saint-Front. Celui-ci avait épousé,

(1) *Bibl. nat.*, F. Béthune, 8856, f° 59. — Lettre du sieur de Comblisy-Pinart au duc de Nevers.

(2) Bernier, *Monuments inédits de l'Hist. de France.* — Cheverny, l'Estoile, etc.

en 1586, Anne de la Mark, qui lui donna deux filles dont la dernière, Charlotte, fut mariée, en 1613, à Henri de Conflans, seigneur de Brécy, de la famille des vicomtes d'Oulchy, marquis d'Armentières. Claude, retiré en son château de Cramailles, y mourut le 14 septembre 1608. Il avait donné à l'église de ce village de riches ornements en l'honneur de « Messieurs sainct Martin, sainct Julian, sainct Claude, et de Mesdames saincte Anne, saincte Geneviève et de Madame saincte Restitute » (1).

II. — Après la reddition de Château-Thierry si fatale aux Pinarts, Henri IV et Mayenne dispersèrent leurs troupes, continuèrent leurs courses et les négociateurs allèrent reprendre ailleurs le fil de leurs négociations. Villeroy se rendit à Reims où le duc avait indiqué une assemblée de la Ligue, et le roi vint assiéger Pierrefonds (2). Ne pouvant s'emparer rapidement de ce château, il en leva le siège et écrivit au duc de Nevers : « Nous l'aurons une autre fois. » On apprend par une de ses lettres au même duc, du 29 avril 1591, que l'armée ennemie était entre Soissons et Château-Thierry et que la garnison de Saint-Gobain venait de détruire une troupe de lansquenets envoyée à Noyon et à Montdidier par Mayenne. Il était de sa personne à Chauny le 6 mai. Saint-Gobain, Manicamp et Genlis avaient des garnisons royalistes. Celle de Saint-Gobain fut assiégée bientôt par le ligueur Savigny, sieur de Rosne.

De son côté, Mayenne fit le 29, à deux heures du matin, une tentative d'escalade sur Compiègne, « laquelle, écrit-il, le 31, de Soissons à l'évêque de Plaisance, Dieu n'a pas voulu faire réussir ». En effet, ses troupes surprises avaient laissé les échelles dans le fossé. Il était ensuite parti en Picardie pour y réunir des forces, voir ses amis et faire tout ce qui serait nécessaire. Le duc avait sans doute caché à Soissons le but de ce voyage, car, le 7 juin suivant, le nonce Landriano mandait de cette ville à l'évêque de Plaisance qu'il était venu remplacer en France, que le duc était « à la cam-

(1) *Archiv.* communales de Cramailles. — *Hist. de Coincy*, p. 350. DE VERTUS dit que Pinart mourut en 1605. — *Hist. du Valois*, t. II, p. 190.
(2) *Chronologie novennaire*, par CAYET, f° 464.

pagne » on ne savait pas bien où. Henri IV, d'autre part, avait gagné Compiègne pour traiter avec Maignelay de la reddition de la Fère ; mais « cette pratique » ayant été découverte, Maignelay fut assassiné et, comme la place avait été donnée au prince Farnèse par la Ligue, les Espagnols y entrèrent. L'assassinat ne fut pas ordonné, comme on l'a dit, par Mayenne ; il venait d'avoir lieu lorsqu'il arriva à la Fère (1). Le duc poussa de là jusqu'à Rouen d'où il ne revint que pendant le siège de Noyon par le roi.

Henri IV, après avoir manqué la Fère, alla, le 6 juin, assiéger Louviers et se trouvait le 11 à Vernon. Ayant appris l'investissement de Saint-Gobain par les ligueurs, il écrivit au duc de Nevers : qu'il le dégagerait à l'aide des royalistes du pays, ajoutant que le duc de Mayenne avait été invité par Lainet à venir à Coucy, où il l'avait laissé entrer avec peu de monde, et lui avait donné à dîner dans la ville, sans qu'il fût entré dans le château. C'est en revenant de Normandie, où il avait passé une partie du mois de juin, que le roi alla le 29 à Mantes au-devant de Madame de Bourbon, sa tante, abbesse de Notre-Dame de Soissons, que ceux de l'Union avaient mise dehors de son abbaye, quoiqu'elle fût plus que sexagénaire, à cause des sentiments royalistes qu'on lui supposait. « C'estoit, dit Palma Cayet, une princesse très vertueuse » (2). Le 16 juillet, il était parti de Mantes pour aller en Champagne au-devant des troupes qui lui arrivaient d'Allemagne, puis en Picardie pour renforcer les garnisons de ses places et était revenu par Saint-Denis, Senlis et Compiègne à Creil, où son armée se concentrait pour le siège de Noyon, place qui gênait le passage de Compiègne à Chauny, Saint-Quentin et Corbie, villes royalistes.

Le siège de Noyon fut l'occasion de plusieurs beaux faits d'armes, soit du côté des ligueurs, soit du côté des royalistes ; ils n'appartiennent pas à ces Annales,

(1) Lettre de Mayenne au cardinal de Plaisance. (*Archiv. nat.*, F. F., 393, f° 235.) Lettre du nonce Adriano, *ibid.* — DE MESMES, t. VIII, 8938, et Font. 484.

(2) Palma CAYET, an 1591.

mais ils donnent lieu à faire entrer en scène un fameux ligueur qui y joua un des principaux rôles. Ce partisan acharné de l'Union est le sieur Antoine de Rieux, gouverneur de Laon, de Marle et de Pierrefonds, qu'il eut à défendre successivement contre les royalistes. Il était, dit l'abbé Carlier, petit-fils d'un maréchal de ce dernier bourg ou, selon Graves, du village de Rethondes (1), ce qui est conforme à la vérité, car donnant avis de son arrestation au gouverneur de l'Ile de France, les gouverneurs de Compiègne le disent natif de Rethondes » (2). « Parvenu de peu », dit Palma Cayet, avant de commencer sa fortune, il n'était « qu'un petit commis aux vivres et finit par devenir « capitaine de gens de cheval et redouté : ce que je dis, ajoute l'annaliste, affin que ceux qui liront ceste histoire à l'advenir, ne pensent pas que ce capitaine de Rieux fust de la noble famille de Rieux en Bretagne, ny parent de Monsieur de Rieux qui estoit maréchal de l'armée royale ». Les Mémoires de la Ligue disent seulement qu'il « était du pays ». L'historien de Saint-Louis des Français à Madrid, ayant eu à parler de Rieux, comme on le verra ultérieurement, en fait non seulement un parent du gouverneur de Laon sous la Ligue, quoiqu'il fût le même personnage, mais il croit pouvoir le rattacher aux Rieux de Bretagne ; et il étaie surtout son haut rang sur ce que la *Satire Ménippée* le place parmi la noblesse aux Etats de la Ligue, sans remarquer que le célèbre pamphlet lui fait jouer ce rôle par pure dérision (3).

L'un des héros de cette fameuse satire, il y est appelé *Monsieur Rieulx de Pierrefonds, Monsieur de Rieulx le jeune*, précisément pour le distinguer du maréchal de Rieux. Il est aussi qualifié, selon le style du temps, de *seigneur*, *comte* et *gardien* de Pierrefonds. On lui prête même un discours en rapport avec sa fin et sa profession ; il prend la parole après avoir porté plusieurs fois la main à la gorge qui lui démangeait et parle de sa résolution de prendre Noyon. C'est à la célébrité de « ce brigand de

(1) *Annuaire de l'Oise*, par GRAVES, *Attichy*, p. 88. — *Hist. du Valois*, t. II.
(2) *Archives de Compiègne.*
(3) L'Abbé HUMPHRY, *Hist. de Saint-Louis des Français.*

haut ton » que ses compatriotes ont dû le surnom de *Rieulx de Pierrefonds*. Son mariage avec Hélène de Sermoise, fille d'une haute noblesse de l'Ile de France, ne prouve qu'une chose, c'est que, soldat de fortune, il put épouser une riche héritière et que le renom de bravoure qu'il avait acquis parmi les ligueurs, avait fait disparaître la tache d'une mésalliance.

En tout état de cause les historiens les plus accrédités sont d'accord pour vanter le courage du sieur de Rieux. Sully, en ses *Economies*, l'appelle un « soldat fort brave et fort industrieux » (1). Les Mémoires de la Ligue en parlent dans le même sens, aussi bien que Palma Cayet (2); mais l'historien du Valois fait un portrait beaucoup plus sombre du célèbre ligueur. C'était, selon lui, un séditieux qui était parvenu au poste de gouverneur de Pierrefonds pour s'être acquis par son audace, qu'il avait signalée en divers brigandages, la réputation d'un guerrier intrépide. S'il servait la Ligue avec zèle c'était parce que son poste lui fournissait l'occasion de reprendre son premier genre de vie et qu'il y trouvait d'ailleurs l'impunité de ses forfaits. Homme « sans foi, sans loi, sans humanité », il n'en réunissait pas moins les qualités guerrières d'un grand capitaine. Il s'était formé au métier des armes au milieu des dangers où sa vie avait été souvent exposée. Ayant amassé quelqu'argent par son emploi dans les vivres, il avait suivi sa vocation pour les armes, s'était fait partisan et s'était mis au service de la Ligue qui le reçut d'autant plus volontiers dans ses rangs qu'il ne demandait ni argent ni soldats, mais seulement le loisir de courir sus aux royalistes, de ravager leurs propriétés et de battre à son gré la campagne avec ceux qu'il pouvait raccoler pour sa garnison. Bientôt en effet s'était rangé sous ses ordres tout ce qu'il y avait dans le canton de bandits et de rachetés de la corde qui trouvaient sous lui du butin et l'impunité, et il en avait formé en peu de temps un petit corps d'armée. Cantonné dans son fort il s'était rendu redoutable à toute la contrée où son pouvoir était

(1) *Mém. des sages Économies d'Etat*, t. I^er^, p. 81.
(2) Palma CAYET, *Chronol. noven.*, p. 290.

énorme. On le rencontrait partout, dans les bois, dans les plaines, sur les grands chemins, rançonnant les passants, pillant les coches et les voitures publiques (1).

On va voir si les faits et gestes du sieur de Rieux justifient la peinture que vient de faire l'abbé Carlier. Mais avant tout il convient de rechercher comment il devint gouverneur de Pierrefonds sous le commandement supérieur du baron du Pesché, Saint-Chamant, capitaine de la Ferté-Milon. Les habitants de cette ville, voyant le château abandonné des ligueurs qui s'y étaient d'abord établis, résolurent, pour éviter les représailles des deux partis, de garder la neutralité. Ils se croyaient en pleine sécurité à la faveur de ce système, lorsqu'un beau jour un partisan surprit la forteresse à la tête d'une bande de misérables, de voleurs, de gens sans aveu avec lesquels il s'y fixa. Heureusement il ne sut pas imiter l'habileté de Rieux, dont il se vantait pourtant de reproduire la scélératesse. Une fois qu'il se vit établi dans son fort, il négligeait d'en bien garder toutes les issues. Les bourgeois s'en étant aperçu firent mine de tenter un assaut pour l'occuper lui et toute sa bande; mais, tandis qu'il se mettait en mesure de les repousser, un détachement de leur milice pénétra dans l'intérieur par des souterrains inconnus aux brigands, lesquels, repoussés de toutes parts, ne purent guère se défendre et furent sans pitié passés au fil de l'épée jusqu'aux derniers. Les bourgeois, après ce coup hardi, ne se croyant pas la possibilité, vu leurs occupations journalières, de garder la forteresse de manière à éviter une nouvelle catastrophe, prirent à leur solde, dans un corps de troupes de la Ligue cantonné dans le voisinage et alors sans occupation, une garnison suffisante pour la mettre à l'abri de toute nouvelle surprise.

Le commandant de ce corps, Saint-Chamant, qui avait accueilli favorablement la députation qu'on lui avait envoyée pour traiter à cet effet, conduisit lui-même le détachement et l'installa au château, enchanté d'une démarche qui lui mettait entre les mains une place

(1) CARLIER, *ubi supra*.

solide. Bientôt il s'empara à la Ferté-Milon de toute l'autorité sur les habitants, et pendant quatre années entières, on le verra se maintenir dans ce poste contre les attaques réitérées des royalistes, sans se laisser entamer. Vers le même temps il obtint aussi de la Ligue le gouvernement de Pierrefonds dans lequel il succéda à Arthus Ermengart ou à Nicolas, son père, écuyer, seigneur de Bournonville, à Fontenoy-lès-Pierrefonds, dont l'un ou l'autre fut sans doute dépossédé, peut-être par Saint-Chamant lui-même. Celui-ci sut, dans tous les cas, tirer de bons revenus de ces deux capitaineries (1). La Ferté-Milon, situé sur l'un des grands chemins de Paris, eut à subir, en 1590 surtout, des passages continuels de troupes, tantôt de la Ligue, tantôt du parti du roi. Un de ces détachements, composé de gendarmes royalistes qui logea à la Chaussée, y ayant été remplacé, après un court séjour, par des bandes espagnoles et napolitaines, celles-ci y laissèrent la peste, mais Saint-Chamant sut prendre de si bonnes précautions que le fléau n'atteignit ni la ville, ni le château. Malgré ces charges assez lourdes, les officiers de l'élection de Soissons ayant augmenté de 612 livres de taille et de 195 livres de taillon les impôts de la ville, les bourgeois envoyèrent un des leurs à Mayenne, campé alors devant Château-Thierry, pour lui demander de leur faire grâce de ce surcroît d'impositions. Le duc fit droit à leur supplique en les exemptant, par lettres du 8 avril 1591, à cause de l'état de misère auquel la guerre les avait réduits (2).

Toutefois Saint-Chamant ne pouvant remplir en personne les deux charges de gouverneur de la Ferté-Milon et de Pierrefonds dans les circonstances graves où l'on se trouvait, établit en ce dernier château Rieux, comme son lieutenant, et ne tarda pas à voir justifier cette mesure par les événements. En effet, le roi ayant résolu de prendre ces deux places à la Ligue envoya d'Epernon en Valois, au mois de mars 1591. Le duc se présenta d'abord devant la Ferté et somma Saint-Chamant de se rendre au roi. Celui-ci répondit : qu'il ne

(1) Dénombrement de 1573 *ex* CARLIER.
(2) CARLIER, t. II, p. 668 *ex Chroniq.* de la Ferté.

regardait pas comme roi un prince qui ne professait pas la religion catholique, et que, quand même il abjurerait, il ne se rendrait qu'à la condition que l'exercice de la religion réformée n'aurait jamais lieu à la Ferté-Milon et dans son territoire. Irrité de cette fière réponse, d'Epernon résolut d'assiéger la place, mais en ayant visité les dehors, il trouva tout si bien disposé à le recevoir qu'il n'osa tenter l'entreprise et qu'il préféra marcher sur Pierrefonds, contre lequel il espérait avoir plus de succès.

D'Epernon fut bien trompé dans ses espérances et ne tarda pas à voir qu'il aurait affaire à une aussi forte partie à Pierrefonds qu'à la Ferté-Milon. Cette fois il se mit en devoir d'entreprendre un siège en règle. Pressant vivement la forteresse, il essaya de foudroyer ses fortes et élégantes tours avec des batteries composées de pièces de plus gros calibre, mais comme il ne pouvait tirer que d'assez loin, il ne leur causa pas de grands dommages. Rieux laissa tonner sans s'émouvoir et même sans prêter grande attention à cette formidable artillerie. D'Epernon, voyant qu'il atteignait à peine la plate-forme du fort, fit descendre ses canons dans le petit vallon qui le sépare de la plaine voisine. Il obtint d'abord un certain succès et les huit ou dix boulets allèrent frapper les tours ; mais il fallut bientôt renoncer à cet emplacement. Rieux ayant tout à coup pointé ses canons sur les batteries du duc, qu'il eut bientôt démontées, celui-ci dut reprendre ses premières positions. Il revint plusieurs fois à la charge, mais toujours sans succès, « Honteux de céder à un brigand », dit Carlier, il se prépara à une nouvelle attaque plus hardie et à faire un effort suprême ; il excite ses soldats à se bien comporter, paie lui-même de sa personne, mais mis hors de combat par un coup de feu qu'il avait reçu au menton, il dut renoncer à son entreprise et se décider à lever le siège (2).

Triomphant d'un si beau succès remporté sur l'armée royale, Rieux sentit redoubler son intrépidité. Sachant

(1) *Ibid.*, t. III, preuves.
(2) CARLIER, *Hist. du Valois*, t. II.

que Henri IV réunissait des troupes pour investir Noyon, il s'y jeta, le 23 juin, avec 50 chevaux et autant d'arquebusiers qu'il avait en croupe « et fut cause, au dire de Sully, de la grande résistance que fit la place ». Les Mémoires de la Ligue rapportent le même fait et ajoutent : que ce secours encouragea les habitants « qui d'ailleurs étoient assez mal affectionnez... » (2). Après une bonne défense, et toutes les tentatives essayées par Mayenne pour secourir la place ayant échouées, Noyon capitula et reçut Henri IV dans ses murs le 30 août 1591. Ce prince lui donna pour gouverneur Antoine d'Estrées, père de Gabrielle. Rieux, d'après de Thou, aurait été l'un des otages proposés dans la capitulation, mais le roi n'aurait pas voulu qu'il y fût compris. C'est pourquoi, tenant à sauver sa tête, il dut s'échapper par-dessus les murailles, se glisser dans les fossés et ainsi regagner Pierrefonds. Legrain, dans sa *Décade*, raconte de la même manière la fuite du sieur de Rieux (3), lequel eut bientôt à se défendre de nouveau lui-même sur son propre terrain.

Après la prise de Noyon, Mayenne revint à Reims où il eut une conférence avec le duc de Lorraine ; puis il alla à Montcornet où il laissa don Diégo d'Ibarra négocier avec Villeroy et l'abbé de Chézy qui secondait activement celui-ci dans ses démarches diplomatiques, pour arriver à amener la paix entre le roi et la Ligue. Cet abbé de Chézy était Nicolas de Neufville de Villeroy, qui tint cette commende de 1582 à 1612. Il devait être parent du fameux négociateur. Ayant été fait prisonnier par la garnison de Meaux comme il s'en retournait d'Alincourt à Chézy, il fut « prétendu, par ceux qui le tenaient, être de bonne prise », quoique Villeroy lui eût obtenu un passe-port du duc de Mayenne. Craignant qu'on ne le maltraitât, Villeroy l'avait fait envoyer à Montcornet où lui-même devait se rendre.

Dans les entretiens intimes qu'ils eurent dans ce

(1) *Mém. des sages Economies d'Estat*, t. Ier. p. 81.
(2) *Mém. de la Ligue*, t. IV, p. 657. — CAYET, *ibid.* — MÉZERAY, t. III, p. 887.
(3) *Décade de Henri-le-Grand*, liv. V, p. 482 (Collect. Michaud) et DE THOU, liv. CI.

bourg, Villeroy exprima à l'abbé sa pensée sur les affaires publiques. Les deux partis, disait-il, font peu de cas de la paix ; les grands, et surtout les princes qui sont près du roi, devraient s'en occuper davantage, eux qui avaient le plus à perdre en cette guerre ; car, quoiqu'ils fussent catholiques, si le roi venait à mourir, ils n'en seraient pas plus considérés des chefs de la Ligue qui s'occuperaient avant tout de leurs intérêts, et écouteraient alors « plutôt leur appétit que la raison ». S'il voyait le cardinal de Bourbon, il lui tiendrait le même langage ; il lui dirait : que cette œuvre de paix, qui importait si fort à la religion et même à sa maison, mériterait à tous égards d'être entreprise par un personnage tel que lui, tandis que d'autres y perdraient leur peine ; que toutefois il s'en occuperait encore volontiers, ainsi que Janin et Videville, si le cardinal y travaillait de son côté, assuré qu'il était que son entreprise serait surtout agréable au roi. Enfin, il pria l'abbé de Chézy d'aller en prévenir le prélat au plus tôt de peur que l'arrivée du duc de Parme ne vienne provoquer quelque résolution qui rende la réconciliation entre les deux partis impossible. Neufville retourna à Chézy, mais ne pouvant, à cause de la difficulté des chemins, se rendre auprès du cardinal, il lui envoya un de ses gens qui revint le prier de la part du prélat de venir le joindre à Louviers où il se trouvait alors. Villeroy étant venu de son côté à Pontoise y reçut une lettre de lui où il lui disait : que le roi, à qui il avait fait part de l'avis de l'abbé de Chézy, approuvait une entrevue du cardinal avec Villeroy. Celui-ci s'excusa d'abord sur ce qu'il n'avait aucun pouvoir du duc de Mayenne pour traiter de la paix, mais le cardinal lui envoya Touchart, son ancien précepteur, à qui il répéta ce qu'il avait dit à l'abbé de Chézy, et les négociations continuant, Villeroy revint trouver Mayenne à Reims où le duc se trouvait le 20 août (1). Mais la guerre n'en suivait pas moins son cours.

Le lendemain de son entrée à Noyon le roi alla avec la moitié de sa cavalerie tâter près de Ham le duc de

(1) *Mém.* de VILLEROY et Palma CAYET, an. 1591.

Mayenne qui avait essayé sans succès de secourir cette ville. Il demeura deux heures à la portée du canon, dont on lui envoya quelques volées, et s'en retourna, ce qui fit dire aux ligueurs par les royaux : « qu'ils estoient peu courtois et incivils, et qu'ils avoient laissé retourner Sa Majesté à Noyon sans le reconduire, puisqu'il avoit pris la peine de le venir voir, toute leur armée estant en bataille » (1). Pendant ce temps-là, c'est-à-dire deux jours après la capitulation de Noyon, le roi avait envoyé d'Humières, gouverneur de Compiègne, investir le château de Pierrefonds avec un gros train d'artillerie. C'était à peu près la seule place qui, dans ces contrées, restât à la Ligue, mais elle gênait fort les royaux dont elle interceptait les passages, et sa garnison courait jusqu'aux portes de Compiègne. « Le capitaine Rieux commandoit dedans, dit de Thou. C'estoit un soldat de fortune, grand voleur, fort brutal, mais homme de cœur et d'entreprise », expressions qui suffiraient à elles seules pour éclairer l'histoire sur la naissance obscure, la bravoure et la scélératesse du gouverneur de Pierrefonds, si elles n'étaient connues d'ailleurs.

On s'était porté d'autant plus volontiers à investir Pierrefonds, selon le conseil de plusieurs, que « ce capitaine Rieux, ajoute de Thou, fit des mécontents contre Monsieur de Mayenne quand il sortit de Noyon et dit : qu'il n'estoit plus délibéré de luy faire service, puisqu'il ne l'était venu secourir, ce qui n'advint car ce siège réussit très-mal ». A d'Humières avait succédé Biron dans le siège de Pierrefonds et Henri IV lui-même, après un assez court séjour à Noyon, s'y était rendu de sa personne avec des troupes pour presser la place qui résista vigoureusement. Pendant ce siège le roi ayant appris que le comte d'Essex était arrivé à Compiègne avec soixante gentilshommes anglais, y envoya aussitôt le comte de Chaulnes pour le recevoir. D'Essex entra dans la ville avec un équipage magnifique. Il était précédé de six pages habillés de velours orangé brodé d'or, et montés sur de grands chevaux. Lui-même avait une

(1) CAYET, an. 1591.

casaque de velours orangé couverte de pierreries; la selle, la bride et tous les harnais de son cheval étaient de même richesse. On estima à plus de 60 mille écus l'habit du comte et la parure de son cheval. Douze estafiers et six trompettes sonnaient devant lui; il vint à Pierrefonds le dernier jour d'août « baiser la main au roi » avec tout son cortège, et lui offrit 4,000 hommes d'infanterie et 500 de cavalerie que la reine d'Angleterre lui envoyait. Henri le conduisit à Noyon, « où Sa Majesté le festoya trois jours durant avec tout son train » (1).

Vers le même temps, le jeune duc de Guise, prisonnier depuis le meurtre de son père, parvint à s'échapper de sa prison et Henri IV se disposa à aller au-devant des reîtres qui lui arrivaient d'Allemagne; mais le siège de Pierrefonds durant toujours, il y laissa une partie de ses forces sous la conduite de Biron, lequel, après la reddition de la place, devait aller au siège de Rouen. Se trouvant, le 5 septembre 1591, à Noyon avec sa cornette, ses chevaux légers et diverses compagnies, il informe, le 9, le duc de Nevers de la route qu'il va prendre et de la maladie du duc de Parme; après être tombé malade lui-même le 12, à Noyon, il écrit le 14 de Chauny au même duc, qu'il rassemble toutes ses forces pour s'opposer à l'entrée en France du duc de Parme qui se dispose à faire sa jonction avec Mayenne. Le duc d'Aumale s'est retiré avec toutes les siennes « et n'a osé séjourner qu'une heure à la Fère, encore, dit-il en badinant, a-t-il laissé de ses plumes à la garnison de Chauny » (2). Parti le 15 de Chauny, tandis que le reste de l'armée est logé le long de l'Aisne entre Soissons et Rethel, il passe entre la Fère et Laon, loge à Crécy d'où il va par la Capelle rejoindre les Allemands à Maubert-Fontaine. De là, il revient prendre Aubenton et Vervins, divise ses troupes en quatre corps, regagne Chauny et Noyon et part pour investir Rouen.

Pendant cette course rapide du roi, Rieux continuait

(1) *Ibid.*
(2) *Correspondance de Henri IV, ubi supra.* — BERNIER, *Monuments inédits sur l'Hist. de France*, p. 229.

à défendre vaillamment Pierrefonds. Dès le lendemain de l'arrivée de l'armée assiégeante, son lieutenant Labruyère avait été blessé et fait prisonnier dans une sortie avec 11 des siens; mais outre qu'il fut échangé avec un autre, Rieux ne fut nullement ébranlé par cet échec. En effet, Biron tenta plusieurs attaques qui eurent pour résultat d'affaiblir et de décourager son armée, quoique les habitants de Compiègne, non contents de lui offrir des présents, eussent fait une sortie pour l'aider contre les rebelles de la place, mais où plusieurs furent blessés (1). Le 21 septembre il écrivait au roi que la veille il avait tiré sur la place avec une batterie de 9 canons et de 2 coulevrines et qu'il ne lui restait plus que 30 balles. « La muraille, disait-il, est si bonne et si épaisse que tout ce qui y fut tiré n'a pas fait beaucoup d'effet. » On avait d'abord dirigé les coups sur la *Tour* à l'endroit d'une fenêtre, « mais la muraille se trouva si bonne et si épaisse » que l'on fit cesser le feu de ce côté « pour battre le long de la courtine » jusqu'à ce que les munitions fissent défaut. Il a dépêché à Senlis et à Crépy-en-Valois pour en rapporter, espère-t-il, 360 balles et 6 milliers de poudre qu'on emploiera ce jour même à faire brèche, forcer la place ou obtenir quelqu'avantage. Il a su que Mayenne se trouvait à Braine à sept lieues de Pierrefonds avec 1,000 chevaux et autant d'arquebusiers à cheval pour venir au secours de la place; il a donc fait monter tout son monde à cheval et est resté lui-même pour la batterie, afin de recevoir le duc, le cas échéant. Le 12 septembre, en effet, « le château fut battu avec furie par onze pièces de canon qui firent peu d'exécution pour la grande forteresse ». Bientôt d'ailleurs le manque de boulets se fit sentir; « l'ennemi, dit le chroniqueur de Senlis, Jehan Vaultier, s'étant saisi de tous les magasins du roi et rompu toutes les forges à fondre et fabriquer iceux ». Enfin l'approche de l'armée de secours obligea Biron à lever le siège le jour même. Il retourna donc avec ses canons et ses munitions à Compiègne pour se diriger sur Rouen. Ce capi-

(1) *Archiv. communales de Compiègne.*

taine, d'une activité incontestable, avait passé trois semaines entières à battre le château, contre lequel il tira 800 coups de canons sans « pouvoir y faire brèche d'un pied seulement ». Cinq boulets parvinrent jusqu'aux tours et ne firent que « blanchir les murailles de la terrasse ». A peine avait-il fait une volée, d'après un auteur contemporain copié par Carlier, que Rieux, au contraire, foudroyait son artillerie et la démontait (1).

Rieux, tout fier d'avoir su si bien résister à l'armée du roi, « devint si insolent pour avoir soustenu ce siège, qu'il n'y eut, au dire de Cayet, sorte de cruauté qu'il n'exerça contre les royaux » (2). Toujours en alerte, il est partout où la Ligue a besoin de ses services. Deux mois après ce siège si glorieux pour lui, le 16 novembre 1591, le voilà à Paris, assistant au conseil des Seize. Ceux-ci étant menacés d'une réaction causée par leurs propres excès, « Rieux, de Pierrefonds, et plusieurs autres, dit Jehan Vaultier, arrivèrent à leur secours ». Il dut, par conséquent, participer avec Launoi, chanoine de Soissons, à l'exécution du président Brisson, dont voici quelques circonstances singulières. Mayenne étant revenu à Laon, quelqu'un de sa suite avertit Brisson de se mettre sur ses gardes, car sa vie était en danger. En effet, les Seize avaient résolu de le sacrifier. Or, le 1er novembre, Cotton, beau-père de L'Estoile, rencontre à l'église Saint-André, à Paris, Me Matthieu de Launoy, « prestre et ministre regnié » (3), lequel d'ordinaire présidait le conseil des Seize et qui s'entretint avec lui du procès intenté à Brigard, dit le *Messager de la Ligue*, sur lequel il demanda à Cotton son avis. Celui-ci répondit : que sans doute les juges avaient jugé selon leur conscience, s'ils étaient gens de bien. « Quelles gens de bien ! répondit le chanoine, il ne fut jamais fait une plus grande injustice, ni plus scélérate que celle-là, mais par Dieu ils en mourront. » Cotton raconta la chose à son gendre qui en avertit aussi Brisson. Crôme, conseiller au Grand-Conseil, avait tenu à Cotton un langage encore

(1) CARLIER, t. II, p. 677.
(2) CAYET, an. 1591.
(3) Launoi avait abjuré le ministère protestant.

plus fanatique et plus cruel sur le même sujet, quelques jours auparavant.

Les menaces n'étaient pas vaines; les Seize tinrent en effet plusieurs assemblées, toujours sous la présidence de Launoi, dont quelques-unes chez ce chanoine, où on ne parla de rien moins que de faire « une Saint-Barthélemy de politiques ». Bref, le président et deux conseillers furent arrêtés, pendus et étranglés dans leur prison, le 15 novembre 1591. Le 17, la faction sanguinaire envoya un message au duc de Mayenne à Laon pour l'informer des causes de cette horrible exécution. Le duc se montra fort irrité de l'atroce conduite des Seize, partit de Laon, le 27, avec 700 chevaux et 1,500 hommes de pied et arriva à Paris le jeudi 28, bien résolu de les châtier. Le 6 décembre, l'un d'eux, Larue, mais « métamorphosé de Seize en politique, attaqua le petit Launoi » sur la porte même de son logis, Grande rue St-André, et ils « s'entredirent pouille ». Launoi traitait Larue d'ivrogne et Larue traitait Launoi d'apostat « et aussi se disoient leurs vérités, présage cependant d'une grande guerre quand on voit les loups se manger l'un l'autre ». Le duc sortit de Paris le 11 décembre, emmenant avec lui, à la prière des bons catholiques de Paris, « le petit Launoi », ex-président des Seize, et « tout pleins d'autres factieux de la confrérie », notamment Bussi Leclerc, ex-capitaine de la Bastille; mais Launoi put s'échapper de ses mains et éviter ainsi le supplice qu'il méritait (1).

L'année suivante, 1592, les deux partis, royaliste et ligueur, continuèrent leurs expéditions aux dépens du pays. Le 11 février, Charles de Lorraine assiège et prend « la ville et château de Pontarcy qui incommodait grandement les villes de Laon, Soissons et Reims, étant situé au milieu », permet de le raser et passe outre (2). Le 20 avril, les garnisons de Pierrefonds, de Meaux, de la Ferté-Milon et autres, dit Vaultier, s'étant formées en trois corps allèrent dresser une embuscade dans le bois

(1) L'Estoile, an 1591.
(2) Lettre de Charles de Lorraine datée de Pontarcy, le 11 février 1591. *Archiv. nation.*, 8318, f° 380, F. F.

du Plessis, auprès de Meaux. De Rasse, l'un des officiers, avec cinq ou six hommes, des chevaux et des chiens, faisant mine de chasser les uns d'un côté, les autres de l'autre, allèrent ainsi jusqu'à la fontaine des malades et à Villevert, où ils reconnurent plusieurs habitants de la ville, et firent prisonnier Amiot, prieur de St-Martin des Champs et de St-Nicolas d'Acy en Multien, tout proche de là. Ils voulurent faire monter le prieur en croupe, mais, comme « il n'était pas portatif » ils ne purent y réussir, et celui-ci refusant de les suivre ils le tuèrent d'un coup de pistolet. Peu de temps après, celui qui l'avait si lâchement assassiné, nommé la Benière, fut pendu sur le théâtre même de son crime (1).

Dans le courant du mois de juin 1592, les ligueurs de Laon voyant Darcy, leur gouverneur, incliner vers le parti du roi, et pleins d'admiration pour les beaux exploits du sieur de Rieux, son neveu (sans doute par sa femme Hélaine de Sermoise), négocièrent le remplacement de l'oncle par son parent et il fut reçu en qualité de capitaine de cette ville, le 29 octobre 1592, par le maréchal de Rosne. Si l'on s'en rapporte à la Chronique de Senlis, Darcy alla remplacer son neveu à Pierrefonds. Rieux resta à Laon jusqu'en 1593, selon une autre chronique inédite, et, dans cet intervalle, les événements lui fournirent l'occasion de se signaler à Laon par des exploits du genre de ceux de Pierrefonds, car c'était partout alors la même espèce de guerre. Le château de Crandelain, où s'était réfugié l'abbé de Saint-Jean de Laon avec ses religieux, est forcé de se rendre à un parti ligueur; l'abbaye de Vauclair, pillée au commencement du Carême, l'est encore le 1er novembre. Le 13 mai, le gouverneur de Laon était allé attaquer le château de Neuville, quoique le seigneur, Jean de Proisy, qui y commandait, gardât la neutralité, mais on savait que les gentilshommes du pays y avaient amassé leurs objets les plus précieux. Repoussé de Neuville, il attaqua, le 22, le château d'Eppes qu'il battit avec de la grosse artillerie. Obligé de reculer par deux fois avec

(1) D. Grenier, t. vii.

perte, il revint en force le lendemain et obligea les assiégés à capituler. Neuville éprouva, l'année suivante, les effets de la cruauté du sieur de Rieux.

Cependant l'Espagne, en même temps qu'elle se préparait à faire un grand effort en faveur de la Ligue, ne perdait pas de vue ses projets de mettre une infante sur le trône de France. Le duc de Mayenne, d'après une lettre du 16 septembre adressée à Henri IV par le duc de Nevers, était allé à Châlons au-devant du duc de Guise et du prince d'Ascoli et était revenu droit à Soissons avec du canon et de la cavalerie, tandis que le duc de Lorraine s'avançait pour le seconder (1). C'est sans doute dans cette marche que ce prince aurait pris Pontarcy. De Soissons, Mayenne se porta vers Guise à la rencontre du duc de Parme qui, dès les premiers jours de décembre, était à Landrecies où Don Diégo de Avara l'était venu rejoindre après s'être abouché avec le chef de la Ligue à Soissons, au nom du roi d'Espagne. L'entrevue eut lieu à Guise, après laquelle les deux ducs allèrent loger à la Fère où ils entamèrent des conférences soit en personne, soit par leurs confidents réciproques : Jeannin pour Mayenne, le président Richard et Don Diego de Ibarra pour le duc de Parme. Elles roulèrent sur les secours à porter à Rouen, surtout sur les affaires du royaume et la proposition que faisait Philippe II de sa fille pour le trône de France. Les princes de la maison de Lorraine y assistèrent. Il fut décidé que les Etats seraient appelés à procéder à l'élection d'un roi.

Le 20 novembre, la nouvelle de ces événements était arrivée à Paris. On y disait le duc de Parme entré en France avec 8,000 hommes de cavalerie et d'infanterie et que son avant-garde était campée près de l'*Arbre de Guise*, qu'il s'avançait rapidement pour appuyer l'élection d'un roi de France. On ajoutait : que le roi de Navarre s'avançait lui-même de Corbie avec 2,000 chevaux pour arrêter sa marche. Le fait est que, le 12 décembre, il était à Saint-Denis, que le duc repassait la Seine, allait

(1) *Correspondance de Henri IV.*

droit à Château-Thierry et de là regagnait Landrecies où il était encore au mois de janvier 1593, attendant les renforts qu'on lui avait promis pour faire lever le siège de Rouen. Pendant ce temps le légat Séga et le duc de Guise s'enfermaient dans Paris, Mayenne allait s'occuper de secourir Rouen, et le roi, après avoir repris Epernay, revenant vers Paris avec une petite armée que conduisait Biron, commença à bloquer cette capitale. Mais les troupes du duc d'Albe s'étant débandées après sa mort, lui-même dispersa les siennes en divers lieux (1).

XI. — CONFORMÉMENT aux conventions arrêtées à la Fère, Philippe envoya une ambassade aux Etats de la Ligue à Paris pour y faire décider l'élection de sa fille au trône de France, tandis qu'une armée aux ordres de Mansfeld ferait une démonstration pour l'appuyer. Les Etats s'ouvrirent le 27 janvier 1593. Ils avaient dû se tenir à Soissons, le 15 mai 1592, mais il en avait ensuite été décidé autrement dans une réunion des princes lorrains au Louvre. Le duc de Mayenne, le duc de Parme, le cardinal de Plaisance et les ministres du roi d'Espagne s'étaient montrés fort mécontents de cette décision « ayant proposé pour lieu de ladite assemblée les villes de Soissons et Reims, eu égard au danger des chemins que les députés des provinces avaient à risquer en venant à Paris où la cherté des vivres, déjà très grande, augmenterait encore par le nombre des députés et de leurs sujets et par les oppositions que le roy de Navarre pourrait y mettre » (2).

D'ailleurs Soissons, bien situé, solidement fortifié, était devenu le séjour préféré du chef de la Sainte-Union; il s'y retirait souvent dans ses courses et expéditions militaires et semblait regarder cette ville comme la capitale de sa domination. D'autre part, depuis que le roi d'Espagne s'était déclaré protecteur de la Ligue, ses partisans trouvaient à Soissons une position favorable pour correspondre avec les ministres de Philippe dans les Pays-Bas. Ce prince avait en outre jeté les yeux sur Soissons pour en faire une place d'armes

(1) Palma CAYET et *L'Estoile*, an. 1590.
(2) Palma CAYET, an. 1593.

au cœur de la Picardie. Aussi insistait-il, dans sa correspondance avec Mayenne, interceptée par Sully entre Paris et Meaux, pour qu'on le lui abandonnât, dès qu'un roi aurait été choisi par les Etats pour époux de sa fille. Mayenne, en fixant ceux-ci à Soissons, se croyait assuré du résultat qu'il aurait désiré pour le choix du monarque, cette ville n'obéissant qu'à lui. Enfin le duc de Parme, qui avait aussi ses projets, comptait bien y influencer plus facilement les délibérations de l'assemblée par le voisinage d'une armée espagnole, et les conduire au gré de sa politique. Leurs espérances avaient été déjouées par le choix qu'on fit de Paris le foyer ardent de toutes les factions (1).

Si Soissons ne vit pas s'agiter dans ses murs les destinées du pays auxquelles se rattachaient si étroitement ceux de la religion catholique, il fut témoin d'une entrevue célèbre entre Mayenne et une ambassade espagnole au mois de février 1593. Le duc de Féria, envoyé extraordinaire de Sa Majesté catholique, et Don Diégo de Mendosa, se rendant aux Etats de Paris, avaient ordre de s'aboucher à Soissons avec le lieutenant-général de la Ligue. Celui-ci, mécontent de la marche des Etats, quitta Paris le 27 ou le 28 février et s'en vint à Soissons précipitamment pour y recevoir ces députés ainsi que les renforts de troupes que lui amenait Mansfeld. Avant de partir, il avait recommandé à ses amis, Villeroy et le président Jeannin, de faire différer le plus possible la réponse des Etats à la proposition des catholiques royalistes de conférer avec le roi de Navarre, et fait promettre au cardinal de Pelvé qu'en son absence et jusqu'à son retour il ne serait nullement question de l'élection d'un roi. Il était à peine parti de Paris que les Etats l'envoyèrent prier de secourir promptement Orléans assiégé par les royalistes et dont la perte compromettrait gravement la sûreté de Paris, tout le reste obéissant à Henri IV. C'est aussi à Soissons que les Seize lui envoyèrent par un cordelier leurs derniers Mémoires. Les ayant lus, il dit : « Ces gens-là me persé-

(1) *Histoires de Soissons.*

cuteront-ils toujours. Si me contredient plus, je les perdray. »

Mayenne reçut l'ambassade à Soissons avec magnificence; son entrée dans la ville fut superbe et son séjour non moins agréable. Ce n'étaient que compliments réciproques, que fêtes, banquets et bals qui se succédaient tous les jours. Le duc avait bien compté trouver dans Féria un auxiliaire de ses desseins, mais quand il fut question d'affaires et qu'on les eut entamées dans une conférence secrète en présence des deux jurisconsultes, Jean-Baptiste Taxis et Diègo de Mendosa, chargés de soutenir la cause du roi d'Espagne, la bonne intelligence cessa entre le chef de la Ligue et le plénipotentiaire de Philippe II. Dès l'énoncé du projet de proposer aux Etats le mariage de l'infante, Claire-Eugénie-Isabelle d'Espagne, avec le jeune duc de Guise, Mayenne, dont il dérangeait les calculs ambitieux, manifesta une vive opposition. En vain les ambassadeurs et les légistes essayèrent de faire triompher leurs avis par des représentations accompagnées de promesses, de menaces même, il tint ferme. On passa d'une discussion méthodique à des paroles aigres; les esprits s'échauffèrent et le duc de Féria s'étant emporté jusqu'à dire : qu'on lui enlèverait le commandement de l'armée pour le donner au duc de Guise, il répliqua : que s'il voulait, il mettrait toute la France contre les Espagnols et qu'en huit jours il les chasserait du royaume. Il sortit de la conférence, dit L'Estoile, « après certains propos assez piquans de part et d'autre ».

On s'apaisa néanmoins, on se réconcilia même, du moins en apparence, et 200,000 écus que Philippe fit, sur ces entrefaites, passer à Mayenne qui en avait grand besoin, aidèrent à la reprise des négociations. On recommença donc à traiter, les ambassadeurs avec Mayenne, comme avec un homme à qui on ne peut « bonnement se fier » et Mayenne avec les ambassadeurs comme une personne « qui était résolue de ce qu'elle devait faire ». En effet n'ayant pas voulu se rendre aux arguments dont les négociateurs appuyaient les prétentions de l'infante au trône de France, il dissimula néanmoins

mais il se montra intraitable au sujet de Soissons et des autres places fortes que réclamaient les Espagnols pour lieux de sûreté, quoique l'archiduc Ernest lui promît, pour le gagner, de lui rendre cette ville aussitôt l'élection d'un roi terminée. Toujours il répondait : qu'il ne pouvait s'en dessaisir, n'ayant pas pour lui-même d'autre place de sûreté. Le duc de Féria voyant qu'on n'en pourrait rien obtenir, se rendit aux Etats à Paris où il ne voulut même pas partir avec l'ambassade. Il se contenta de recommander à ceux-ci de recevoir ceux qui la composaient avec les honneurs dus à leur rang et à celui de leur souverain. Telle fut l'issue des conférences de Soissons au sujet desquelles on écrivait de cette ville à Paris, vers le 20 février : « Nous recevons icy force révérences, grandes espérances, peu de forces et moins d'argent, qui étoit en peu de mots, dit L'Estoile, le vrai estat de la Ligue » (1). Les pourparlers avaient duré quinze jours. Mayenne retourna à Paris, le 6 mars, avec plusieurs princes et gentilshommes qui l'avaient rejoint à Soissons pour reprendre part aux travaux des Etats.

L'évêque Jérôme Hennequin représenta dans cette assemblée le Soissonnais avec François Pépin, avocat et bailli de la juridiction temporelle de l'évêché de Soissons. Jean de Pilles, abbé d'Orbais, y remplit les fonctions de secrétaire de la chambre ecclésiastique. Dès le 27 décembre 1592, les Hennequins étaient allés ensemble saluer le cardinal de Pelvé, créature de la maison de Lorraine, et que les politiques appelaient le cardinal *Pelé*, lorsqu'il arriva aux Etats avec le duc de Guise et l'archevêque de Lyon. Hennequin, évêque de Rennes, prenant la parole au nom de tous les Hennequins, s'était appliqué, dans sa harangue, à se vanter bassement des peines que lui et les siens s'étaient données pour la conservation de la religion catholique en France. Mais le cardinal avait fait entendre au « bon homme » que cette conservation était l'œuvre non pas de sa maison, mais des prédicateurs du peuple et non pas des grandes familles de Paris, lesquelles favori-

(1) *Journal* de L'Estoile, lettre qu'il lut à Paris, le 23 février 1593.

saient plutôt l'hérétique roi de Navarre et songeaient à l'introduire dans cette capitale, et lui tint d'autres propos sur la future élection d'un roi qui était la grande question du moment (1).

Le mercredi 12 mars, on fit à Notre-Dame de Paris une procession solennelle où Jérôme Hennequin prit rang, comme aux séances, après les évêques d'Amiens, de Rennes, de Riez, d'Autun, d'Avranches, et avant ceux de Vannes et de Fréjus. Les princes, les officiers de la couronne, le Parlement, les plus grands seigneurs, tous les personnages importants y assistèrent. Rieux de Pierrefonds y parut avec distinction de la part des chefs du parti qui le tenaient pour un de leurs capitaines les plus utiles. La procession fut suivie d'une messe et d'un sermon en vue de l'élection d'un roi, mais toutes ces menées devaient échouer devant la conversion de Henri IV, qui venait d'avoir lieu et qui sapait la Ligue par sa base en mettant sur le trône un prince catholique (2).

C'est à l'occasion des Etats de 1593 que fut composée en collaboration la *Satire Ménippée*, critique spirituelle et mordante de la Sainte-Union qu'elle fit tomber dans le ridicule. On y met en scène une assemblée générale où parlent à la tête de chacun des trois Etats de renommés ligueurs. L'orateur du clergé est Roze, évêque de Senlis, prélat trop connu par son fanatisme et son immoralité; celui du tiers-état est le sieur d'Aubray, chef des politiques, et celui de la noblesse militaire est Rieux de Pierrefonds. Chacun des trois prononce un discours analogue à son caractère propre. Rieux occupe dans l'assemblée fictive, en sa qualité de chef prétendu de la noblesse, un siège distingué; il est habillé à la mode d'Espagne dont le roi est protecteur de la Ligue. « Monsieur de Rieux le jeune, comte et gardien de Pierrefonds, député pour la noblesse de France, habillé d'un petit capot à l'espagnol, et une haute fraize, se

(1) Aimar Hennequin fit imprimer, à Paris, en 1582, un *Catéchisme* et une traduction des *Confessions de saint Augustin*.
(2) DE THOU, *Hist. univers.* — VILLEROY, *Mém.* — SULLY, *Economies royales.* — L'ESTOILE, *passim.*

leva pour parler et ayant mis deux ou trois fois la main à la gorge qui luy démangeoit, commença ainsy. »

Le discours qu'on lui prête est celui d'un vrai soudart, d'un brigand sans foi ni loi, ne craignant ni Dieu, ni les hommes. Il faut, disait-il, que l'Union soit quelque chose de bien, puisqu'elle l'a fait, lui, « de commissaire d'artillerie assez malotru » devenir « gentilhomme et gouverneur d'une assez belle forteresse » et qu'il se peut même « esgaler aux plus grands ». Il plaisante sur « tous ces pauvres prestres, moynes et gens de bien, dévots catholiques », qui lui apportent « des chandelles » et « l'adorent comme un sainct Macabée du temps passé ». Aussi, si quelqu'un de son gouvernement parle de paix il le courra « comme un loup gris ». Que lui importe la conservation de la religion et de l'Etat, pourvu qu'on lui paie ses appointements et qu'il puisse lever des tailles ! Il noue des intelligences pour prendre Noyon ; s'il en vient à bout il sera « évesque de la ville et des champs, et il fera la moue à ceux de Compiègne ». Puis, par une allusion exagérée à ses cruautés, on lui fait dire : « Cependant je courray la vache et le manant tant que je pourray ; et n'y aura paysan, laboureur, ni marchand autour de moy, à dix lieues à la ronde, qui ne passe par mes mains et qui ne me paye taille ou rançon. Je scay les inventions pour les faire venir à raison : je leur donne le frontal de corde liée en cordelière ; je les pends par les aisselles ; je leur chauffe les pieds d'une pelle rouge ; je les mets aux fers et aux ceps ; je les enferme dans un four, en un coffre percé plein d'eau ; je les pends en chapon roty ; je les fouette d'étrivières ; je les sale ; je les fais jeûner ; je les attache étendiez dedans un van ; bref, j'ai mille gentils moyens pour tirer la quintescence de leurs bourses et avoir leur substance pour les rendre bélistres à jamais eux et toute leur race. Que m'en soucie-je pourvu que j'en aye ? » Il fait fi du point d'honneur et des exploits des paladins ; « il ne me chault de tous ces tiltres sans pancartes ny armories, je veux estre vilain de quatre races, pourvu que je reçoive toujours les tailles sans en rendre compte ». Il lui suffit d'être « bon catholique »,

il peut tout faire. Son grand-père était « mareschal en France ou de France », et si on abolit la loi salique que ne le fait-on roi lui ; Il y en a tant qui sont sortis des des dernières conditions et se sont élevés au plus haut rang. Mais c'est assez s'occuper de cette mordante facétie (1). Ces courts extraits suffisent pour montrer quel coup mortel elle dut porter à la Ligue.

Ce qui ne manqua pas surtout de faire une grande impression sur les Etats et les prédisposer à des sentiments pacifiques, ce fut la peinture qu'y fit Villeroy, dans sa harangue, de la désolation qui régnait sur la France depuis les troubles civils et qui n'avait rien d'exagéré. Si l'on en croit le calviniste Fromenteau, il y aurait eu dans le seul Soissonnais, dernier refuge de la Ligue : 12,683 personnes massacrées dans les guerres civiles se répartissant ainsi : « Chanoines, curés et prêtres occis et noyés, 25 ; moines occis, 22 ; gentilshommes catholiques occis, 112 ; gentilshommes de la religion occis, 115 ; soldats catholiques occis, 6,500 ; soldats de la religion, 5,700 ; exécutés par justice, à l'occasion des troubles, 209 ; hommes et femmes massacrés, on n'a pu en recouvrer l'état ; espagnols, anglais, etc., non plus ; villages, bourgades et maisons brûlés, 230 ; maisons détruites, 700 ; femmes et filles violées, le nombre est de trente. » Toute la campagne était détruite, les villes remplies de ruines ; le commerce anéanti ; plus de justice, plus d'administration ; l'Eglise catholique était réduite à la dernière extrémité (2). Voici ce que rapportait Villeroy :

« Quand nos mouvements ont commencé, l'ordre ecclésiastique en ce royaume estoit très florissant et puissant ; il estoit révéré et suporté et bien uny ; nos esglises estoient garnies de prélats autant dignes de leurs charges qu'elles avoient esté cinquante ans auparavant, où Dieu estoit servy honorablement, comme en plusieurs bonnes abbayes d'hommes et de femmes et spécialement des religieux, où la charité et hospitalité estoit exercée exemplairement. Les curez administroient

(1) *Satire Ménippée*, édit. Labitte. (Bibl. Charpentier.)
(2) *Le Secret des Finances de France*, par FROMENTEAU, ouvrage d'un calviniste, curieux comme statistique, mais fort partial.

leurs cures aux villes, aux champs, en toute seureté et lesquelz contentoient leurs paroissiens en la foy de l'Esglise. Mais depuis la guerre, la misère et la pauvreté ont tellement persécuté lesdits pasteurs, que les uns ont esté contraints d'abandonner leurs troupeaux ; les autres n'en peuvent quasi plus vivre. La mort en a aussi banny plusieurs, de sorte que maintenant il y a autant ou plus d'esglises en ce royaume vacantes et privées d'iceux que d'autres, et ne sont les maisons de religion en meilleur estat, car les religieux et religieuses les ont laissées et laissent tous les jours, errans partout avec grand mespris et scandaleuses offenses, cherchans à vivre et vivans très licencieusement. Les curez aux champs sont encore pis, tant ils sont outragez et maltraictez des uns et des autres. Il y a aussi infinies paroisses où le peuple est privé tout à faict de l'exercice de religion et de la consolation des saincts sacrements. Davantage, combien d'églises ont esté saccagées et dépouillées de leurs relicques et joyaux, mesmes abbattues par la guerre? A l'occasion d'icelle, qui n'a mis la main dedans leurs biens pour s'en accommoder? Que font nos adversaires des archevêchés et évêchés, des abbayes et autres bénéfices qui vacquent ou sont tenus par ceux de nostre party, sans distinction d'ordre, ni de religion qu'un renversement entier de ceste hiérarchie de l'Eglise gallicane que nos majeurs ont avec tant de piété, honneur et leuange, fondée, augmentée et conservée? Pouvons-nous faire mention aussi de la séparation et division de ceux dudit ordre et de l'assistance qu'en reçoivent les ennemis de l'Eglise et du schisme qui est prêt à éclater sans horreur et frayeur? Messieurs, si ceux de nostre party sont innocens de ces désordres, vous le savez mieux que moy... »

Durant la tenue des Etats la guerre civile avait continué avec une nouvelle intensité. Le duc de Mansfeld ayant pénétré en France par Guise pour se rendre à Soissons où il devait s'aboucher avec Mayenne, avait marqué son passage par le pillage et la destruction.

(1) Harangue de Villeroy aux Estats de 1593, à la suite de ses Mémoires. (Collect. Michaud.)

Sissonne entre autres était rançonné et brûlé. Le gouverneur de Laon, Rieux, le pria de réduire le château de Neuville qui, sous les ordres de Proisy, incommodait toujours le Soissonnais et le Laonnois, et contre lequel il avait échoué l'année précédente, à son grand dépit. Mansfeld ordonna contre cette place une expédition que conduisit Rieux lui-même. Ce capitaine reçut là, de la ville de Laon, une lettre du 7 février 1593, où on le priait de faire cesser les feux que l'armée du comte Charles mettait à plusieurs villages du pays. Lui-même employait des maçons et charpentiers à miner ce château et on lui fournissait des pains de munition pour aller prendre celui de Chaourse et de Cilly (1). Les assiégés ayant été forcés de se rendre à discrétion, le duc laissa Rieux faire pendre la plupart de ces malheureux. Entre temps, Noyon, Château-Thierry et beaucoup d'autres places passaient tantôt au pouvoir de la Ligue, tantôt à celui du roi. Soissons restait toujours fidèle à l'Union et Compiègne s'efforçait de rester fidèle au monarque légitime. Le duc d'Angoulême, fils de Charles IX et de Marie Touchet, étant tombé malade dans l'entreprise du roi sur Paris, c'est à Compiègne, « où estoit pour lors le petit Paris, et la retraite des serviteurs du roy », dit-il en ses Mémoires, qu'il fut mené par le seigneur d'Armentières et autres qui avaient fait leur soumission après la bataille d'Arques (2).

Henri IV, qui était toujours en campagne, allant secourir Epernay, au mois de juillet 1592, arriva « au giste » le 6 de ce mois à Fère-en-Tardenois (3). Comme il séjournait souvent à Compiègne il faillit y être enlevé au mois de janvier 1593. Le sieur de Rieux ayant su qu'on bataillait quelque peu du côté de la Ferté-Milon et Villers-Cotterêts, avait quitté Laon et s'était rendu à Pierrefonds, laissant pour lieutenant en cette ville le vicomte d'Estanges. Il paraît même que c'était parce qu'il savait le roi à Compiègne, où il était venu voir la duchesse de Beaufort, qu'il s'en était rapproché.

(1) *Archiv. de la ville de Laon* (A. MATTON, p. 120).
(2) *Mém. du duc d'Augoulême* (Collect. Michaud).
(3) D. GRENIER, t. VII.

Quoiqu'il en soit, Rieux fit embusquer sur la route que le prince devait prendre à sa sortie de Compiègne 500 chevaux aux ordres du duc d'Aumale, pour tomber sur son escorte à l'improviste. Mais un paysan traversant la forêt aperçut le détachement qu'il prit pour l'avant-garde d'une armée en marche sur Compiègne, donna l'alarme à la ville, et le roi ne croyant pas pouvoir y tenir en cas de siège, se rendit de nuit à Senlis avant que d'Aumale fût averti de son départ (1).

Rieux fut moins heureux que Henri dans une circonstance à peu près semblable. S'étant remis, le 22 janvier 1593, à battre la campagne de côté et d'autre, dit la Chronique de Senlis, pour empêcher la compagnie du roi de rejoindre son armée, se laissa surprendre par des coureurs de la garnison de Compiègne, du côté de Vieux-Moulin, comme il venait de repasser l'Aisne dans une nacelle. Prisonnier du capitaine Feu, on le conduisit à Compiègne, où il fut étroitement gardé. Néanmoins il fut échangé quelque temps après avec un autre prisonnier, sans doute de grande importance. Rentré en campagne, « l'ennemy du roy », selon l'expression de Jehan Vaultier, présenta l'escalade, le 6 mars 1593, à Noyon assiégé par Mansfeld. Déjà plusieurs y étaient entrés « à la diane et levée du guet », mais ils furent découverts et Rieux, qui était à leur tête, fut pris avec quelques autres ; le reste fut repoussé, laissant un grand nombre de tués et de blessés. Rieux et ses compagnons de captivité furent conduits à Compiègne. Noyon ayant capitulé, les assiégés sortirent « bagues et armes, sauves, emmenant avec eux d'Estrées, Fouquerolles, etc. », qu'ils espéraient échanger contre Rieux, lequel fut en effet de nouveau mis en liberté (2). Le roi ayant appris que l'ennemi s'était logé entre Laon et la Fère, et que Mansfeld assiégeait Noyon, avait mandé à la noblesse du voisinage de le venir joindre. Il s'était même avancé jusqu'à Compiègne le 3 avril, mais il y apprit le lendemain que la place, après un rude assaut, avait capitulé, que le général espagnol avait regagné la frontière de Flandre

(1) Legrain (Collect. Michaud, t. v, p. 519).
(2) *Chroniq. de Laon* ou *Mém. sur la Ligue à Laon.*

et que la garnison de Chauny, dirigée par le sieur de Hargerie, n'en continuait pas moins ses exploits contre les ligueurs (1).

Cependant Rieux, que ses succès, aussi bien que ses revers, rendaient insolent, finit par être la victime de son outrecuidance qui le portait à négliger les plus simples précautions et à s'imaginer qu'il n'avait qu'à paraître pour que l'ennemi prît la fuite. La garnison de Compiègne était toujours en alerte pour surveiller ses mouvements, lorsque d'Humières, son capitaine, apprit, vers la fin de l'été de 1593, qu'il se disposait à attaquer sur le grand chemin, avec très peu de monde, deux diligences publiques. Il l'envoya reconnaître, et, lorsqu'il fut bien renseigné sur sa position et sur la force de sa troupe, il sortit avec un gros détachement pour l'envelopper et l'enlever. Ayant divisé son monde en plusieurs pelotons, il combina si bien ses mouvements qu'il atteignit son but. Rieux et les siens cernés de toute part furent pris et emmenés prisonniers à Compiègne. Il s'était bien défendu, car d'Humières fut, en cette rencontre, blessé mortellement et succomba à l'âge de vingt-huit ans. C'était un vaillant jeune seigneur que ses exploits sanguinaires avaient fait surnommer par les ligueurs le *Boucher de la Picardie*. Son corps fut porté au château de Mouchy et son cœur déposé en l'église de Saint-Corneille, auprès des sépultures royales. La ville lui fit ériger, en 1596, un monument avec une épitaphe élogieuse (2).

La capture du sieur de Rieux porta un coup sensible à la Ligue et réjouit fort Henri IV et ses partisans. Ce prince sans désemparer nomma une commission pour juger ce fameux aventurier. Miron, maître des requêtes de l'hôtel du roi, fut chargé de l'instruction. On le condamna à être « pendu et étranglé ». L'exécution eut lieu le 11 mars 1594, et excita une grande émotion dans son parti. Le chapitre de la cathédrale de Laon se réunit le 16, à l'effet de prendre jour « pour le service du vaillant capitaine feu Monsieur de Rieulx, gouverneur de

(1) CAYET, mars 1593.
(2) *Notice biographique sur d'Humières (ubi supra)*.

cette ville de Laon..., injustement mis à mort par les ennemis du party de l'Union à la ville de Compiègne ». On décida que le dimanche suivant on chanterait les Vigiles et que le lendemain on célébrerait la messe comme pour un chanoine et un autre service le vendredi suivant. Un franciscain, qui prêchait le Carême de cette année, fit son éloge avec une éloquence si vive et peignit sa fin tragique avec des couleurs si émouvantes que le peuple voulut se porter aux prisons de la ville pour égorger les détenus royalistes qui s'y trouvaient; et ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'on parvint à empêcher le massacre. Un autre prédicateur qui fit aussi son oraison funèbre représenta Rieux comme un martyr de l'Eglise et de la foi catholique. Dans toutes les paroisses de la ville on chanta également « de funèbres services avec le son de tant de cloches, qu'il semblait à les ouyr qu'il estoit la veille du jour des Trespassez » (1).

Les motifs de la condamnation de Rieux furent, selon les uns, ses brigandages, selon les autres, la tentative d'enlèvement du roi; selon d'autres, la soumission feinte qu'il aurait faite à Henri IV et à la suite de laquelle il l'aurait engagé à faire le siège de Noyon, où il avait lui-même introduit 1,000 combattants. A ces motifs on ajoute celui d'avoir assiégé le château de Neuville en Laonnois, malgré sa sauvegarde et d'avoir tué trois collecteurs du roi, en pleine trêve, au pied de la montagne de Laon (2). Il fut sans doute condamné pour tous ces méfaits réunis. Rieux, dit l'abbé Carlier, « méritait la peine du gibet comme rebelle, comme chef de parti, comme traître à son roi, comme brigand, comme assassin et comme scélérat qui prenait plaisir au crime ». Le judicieux abbé oublie qu'en ces temps de passions violentes bien des royalistes, bien des ligueurs, sans parler des Huguenots fanatisés, auraient aussi mérité à ce prix le supplice qui fut appliqué au sieur de Rieux.

(1) Antoine Richard, ex Fleury, p. 355. *Cinquante ans de l'Histoire du Chapitre de N.-D. de Laon.*
(2) *Ibid.*

Hélène de Sermoise, sa veuve, n'en obtint pas moins, l'année même de sa mort (1594), du roi Henri IV, un acte de réhabilitation pour la mémoire de son mari, « en son vivant gouverneur de la ville de Laon et de Pierrefonds », en vertu des traités passés par ce prince pour la pacification du royaume. Cet acte porte : que la mémoire de Rieux « seroit mise et restituée en son honneur, bonne fame et renommée et la confiscation de son bien » adjugé au roi « révoquée et délaissée à la suppliante, son héritière universelle ». Ces sortes de grâces accordées en de telles circonstances rentraient trop dans l'esprit de conciliation qui dominait dans la politique de Henri IV, pour qu'on en puisse déduire une atténuation des faits mis par les historiens à la charge de Rieux de Pierrefonds. Elles sont de pure forme et n'ont d'avantage que pour les survivants dont elles servent surtout les intérêts.

Antoine de Rieux, selon des documents contemporains, était certainement du village de Rethondes, voisin de Pierrefonds (1). Il paraît avoir laissé en ce lieu un parent, un frère sans doute, Martin de Rieux, dont la succession était vacante en 1609. A la requête du curateur de cette succession, la propriété d'une maison importante appelée le *Pavillon de Rethondes*, était adjugée, le 7 février de cette année, à Messire Antoine de Sermoise, chevalier, seigneur de Villarceaulx (ou Villerseau), enseigne de la compagnie de gens d'armes du duc de Longueville, parent ou même neveu de la femme de Rieux de Pierrefonds, « Hélaine de Sermoise ». Ce seigneur fit construire dans le *Pavillon de Rethondes* une cheminée monumentale où paraissait le roi Louis XIII entre les quatre vertus cardinales, en reconnaissance de la donation que ce prince lui avait faite des biens de Pierre Bacquencourt, garde de la forêt de Saint-Pierre, exécuté à Compiègne, en 1622, pour crime de lèze-Majesté. Il eut deux filles, Elizabeth de Sermoise, qui épousa en premières noces le marquis de Meux, et Françoise de Sermoise, qui épousa Jérôme

(1) De Thou, t. v, p. 315. — Legrain, t. v, p. 483, de la collection Michaud.

de la Chaussée d'Eu, vicomte d'Eu, seigneur de Coligny, dont une fille, Elizabeth-Louise de la Chaussée d'Eu, fut abbesse de Royal-Lieu (1).

Ces expéditions continuelles, dont Rieux n'avait pas le monopole, ces mouvements des partis, ces passages répétés de troupes de nations diverses ruinaient les campagnes du Soissonnais et du Laonnois. En 1593, la garnison napolitaine de Soissons y commit de nombreux vols; à Juvigny beaucoup de maisons furent pillées et brûlées par les gens de guerre (2). La même année, le dimanche 13 juin, pour comble de misère, un ouragan fondit sur une partie de la France et exerça surtout ses ravages en Soissonnais. Le jour de la Trinité, dit L'Estoile, « furent faits tonnères, tempestes et esclairs effroiables; et tomba une merveilleuse graisle, si grosse qu'il y en avoit qui pezoit douze livres, laquelle fit l'aoust (moisssonna) en plusieurs endroits de la France et rompit toutes verrières, thuiles et ardoises des maisons; tua hommes, femmes, enfants et bestail en tout pleins de lieus ». On rapporte qu'à Thury (en Valois) soixante personnes furent tuées. L'orage fut si intense à Tours, Meaux, Abbeville, Pontoise, Amiens, Senlis surtout, que l'on y « crioit miséricorde, comme si ceust été le bout du jugement et la fin du monde, tant la tempeste estoit horrible et effroïable; mais surtout à Soissons où elle rompist et briza le clocher de la grande esglise, abbatist cheminées, cassa les verrières, ardoises, thuiles de toutes les maisons de la ville et les mist en poudre; emporta toutes les couvertures : si que le milier de thuiles, qui n'avoit accoustumé d'y valoir que cent sols, il coustoit le lendemain dix écus. » On remarqua, ajoute naïvement l'annaliste, que ce fut ce jour-là même que « le roy fist sa résolution de retourner à la messe » (3).

(1) *La Cheminée du Pavillon de Rethondes*, par F. DE ROUCY (*Bulletin de la Société historiq. de Compiègne*, t. III, p. 141). — Documents contemporains établissant que Rieux était de Rethondes. Communication de M. Magnienville, (*ibid.* séance de décembre 1875).

(2) *Bulletin de la Société historiq. de Soissons*, t. XVII, p. 120. (Archiv. des Notaires.)

(3) L'ESTOILE, an. 1593.

IV. — Si l'on ne peut ajouter foi à cette anecdote, il n'en est pas moins vrai que Henri abjura le protestantisme, le 25 juillet suivant, en l'église de Saint-Denis, et en donna aussitôt avis aux cours souveraines du royaume. Malgré cette abjuration, qui fut le coup mortel porté à la Ligue, les garnisons de Laon, de la Ferté-Milon, de Pierrefonds et autres continuèrent à tenir fortement la campagne contre le roi légitime qui venait d'ôter tout prétexte à la rébellion en donnant à la France un roi catholique.

Après ce grand acte les affaires du roi prirent une face nouvelle, tandis que celles de la Ligue allèrent toujours en déclinant. Le 10 janvier 1594, il emporta la Ferté-Milon, mais il tenta en vain de prendre par la sape le château où commandait Saint-Chamant, baron du Pesché; celui de Neuilly au contraire se rendit à lui. Dans une lettre datée de Mantes le 28 juillet, où il parle de ces événements, il signale l'importance de la Ferté-Milon pour le passage de Soissons. Le mois suivant, cette ville retombait au pouvoir de Mansfeld. Le dimanche, 6 février, les prédicateurs qui péroraient avec une véritable fureur sur tous les événements de la Ligue « preschèrent unanimement le siège levé de la Ferté-Milon et firent dire force *Pater* et *Ave* pour en remercier Dieu ». L'un d'eux surtout (au nom ignoré), présenta cet événement comme « un grand miracle et des plus extraordinaires de dire qu'une poignée de gens eussent fait lever le siège en plein minuit au maudit Béarnais », qu'il appela même plusieurs fois, selon le langage effronté du temps, parlé même dans la chaire, « fils de p....., et dit que sa mère estoit si publique qu'elle prestoit à tout le monde et qu'il y avoit cinquante ou soixante ministres qui y alloient ordinairement les uns après les autres » (1). Telles sont les horreurs que Henri IV eut à pardonner. Le 27 janvier, une trêve avait été publiée à Saint-Denis pour l'Ile-de-France, mais Paris, Beauvais et Soissons en étaient exclus.

Mayenne, entré à Paris le 6 mars, en sort bientôt avec

(1) L'Estoile, an. 1594.

sa femme et son fils aîné, les ramène à Soissons et les y laisse pour se porter à la frontière où Mansfeld réunissait des forces et agir de concert avec lui ; mais une foule de villes faisaient leur soumission au roi. Lameth, capitaine de Coucy, lui rendit la place au mois de mars. Le 22 de ce mois Henri faisait son entrée à Paris et les Espagnols en sortaient pour se diriger sur Guise. Il était accompagné du marquis de Cœuvres, des sieurs de Marsilly, de Hédouville, de Mouchy, de Trigny, de Manicamp et autres. Le 11 mai, il quitte sa capitale, va secourir la Capelle assiégée par Mansfeld, emporte les faubourgs de Guise qu'il incendie, revient le 15 à Crécy-sur-Serre, le 16 à Chauny d'où il mande au mayeur de Compiègne d'offrir 1,000 livres au sieur d'Arcy, capitaine de Pierrefonds, pour prix de sa soumission. Il va investir Laon le 26 mai. La ville défendue par Sommerive, deuxième fils de Mayenne, et le capitaine Dubourg, se rend le 2 août après une vigoureuse défense. Sommerive et sa garnison reviennent à Soissons. Il avait reçu, le 21 juillet, de cette ville même, l'un des remparts de la Ligue, la soumission et le serment de fidélité de la duchesse de Nemours, mère de Mayenne. Le 2 septembre, la duchesse, les dames de Guise et de Montpensier qui s'étaient aussi soumises se rendent à Paris. Passant par Compiègne, cette dernière « y voulust loger par ses fourriers, dit l'Etoile, mais les habitans ne le voulurent jamais endurer, disans qu'ils savoient que c'estoit elle qui avoit fait tuer le feu roi, et que si elle venoit pour y loger, qu'ils mettroient le feu dans la maison où elle seroit. » Le jour même de l'entrée du roi à Laon, Amiens « avoit chassé le duc de Mayenne et envoyé des députés pour traiter avec Sa Majesté » (1).

Cependant Henri IV, en allant entreprendre le siège de Laon, n'avait pas perdu de vue son projet de réduire en même temps, n'importe comment, la Ferté-Milon et Pierrefonds. Darcy, oncle du sieur de Rieux et son successeur dans le gouvernement de cette dernière place, ayant déjà fait part de sa soumission au roi, lui en

(1) CAYET, an 1593 et 1594. — *Correspondance de Henri IV.*

demanda la garde le 20 juin 1594, à la suite d'une querelle qu'il avait eue pour sa cause. Saint-Chamant en ayant été informé et craignant qu'on ne mît à Pierrefonds une garnison qui pût l'inquiéter à la Ferté-Milon, se présenta inopinément devant le château, et, au moyen de deux pétards et d'une intelligence qu'il s'y était ménagée, il y entra avec quelques soldats, tua ceux qui se présentèrent, sans éprouver de résistance et s'empara même de la personne de Darcy et de celle de son fils, ce qui causa une telle épouvante à la femme du gouverneur qu'elle en mourut sur-le-champ. St-Chamant pourvut à la défense de Pierrefonds, y mit une garnison solide et s'en retourna à la Ferté-Milon (1).

Après la capitulation de Laon, le roi, qui avait déjà donné l'ordre au duc de Nevers de s'assurer, avec un corps de troupes, des chemins par où Pierrefonds et la Ferté-Milon pouvaient être secourus, envoya le marquis de Revers, sieur de la Chapelle, avec une partie de ses troupes pour investir Pierrefonds où Saint-Chamant était rentré. La Chapelle fit-il un arrangement avec lui pour se rendre maître de la place sans coup férir, ou bien n'entra-t-il en négociation avec ce capitaine qu'après avoir perdu, dans des assauts infructueux, l'espoir de la réduire? Cette dernière version paraît la plus plausible. En effet l'historien du Valois cite un brevet de 1597 où il est dit : que Claude d'Esselin, seigneur de Branges et de Hautcourt en Valois, mérita la bienveillance de Henri IV par les blessures qu'il avait reçues en combattant au siège de Pierrefonds. En tout cas les négociations furent longues et ce ne fut que par crainte de se voir enlever la Ferté-Milon en son absence, que Saint-Chamant consentit à rendre Pierrefonds à la condition qu'il sortirait, ainsi que sa garnison, avec tous les honneurs de la guerre, qu'il emporterait son mobilier, pourrait se retirer à la Ferté et qu'on lui compterait une somme d'argent (2). Ce serait même

(1) *Ibid.*
(2) *Hist. du Valois*, par CARLIER. — *Histoire et discours des choses mémorables faites à Senlis*, de 1588 à 1598, par Jehan WAULTIER, p. 324. (*Monuments inédits de l'Histoire de France* de 1400 à 1600.)

avec cette somme qu'il aurait acheté les terres de Méry et Mériel (1), mais le Laboureur dit qu'il les échangea seulement contre la capitulation de Pierrefonds avec la Chapelle des Ursins, à qui elles appartenaient. Toujours est-il qu'il y eut un traité passé entre ce dernier et Saint-Chamant pour la reddition de Pierrefonds et qu'il fut signé par le roi au camp devant Laon, le 3 août 1594 (2).

Un autre auteur, Jehan Waultier, qui doit être encore mieux renseigné comme étant très rapproché des lieux où se passaient les événements, raconte un peu différemment ce marché pour la possession de Pierrefonds. Selon cet écrivain, le marquis, de Revers, seigneur de la Chapelle, acheta au seigneur du Pesché, commandant de la Ferté-Milon, le gouvernement de Pierrefonds et s'empara de la place « pour faire son appointement avec le roi ». Il conclut une trêve de deux mois avec ceux de la ville et chassa du bourg « les voleurs qui y faisoient leurs retraites, étant un vrai spélonque et caverne à voleurs et brigands, où depuis ils ne perchèrent et furent contraints de se séparer par bandes et tenir les champs ». Peu de temps après la Chapelle fit en effet son accord avec le roi et « lui vendit » la place, « laquelle le roi bailla à Monsieur d'Estrées, père de Madame Gabrielle, pour garder icelle » (3). L'année suivante, Pierrefonds était repris par Savreux, religieux de Saint-Jean-des-Vignes, ainsi qu'on le verra bientôt.

La capitulation de Laon avait été le signal de nouvelles défections. Après Pierrefonds, Mercure de Saint-Chamant rendit Château-Thierry. Les habitants de cette ville, d'accord avec lui « d'une pure et franche volonté », désirant, « comme bons Français, s'obliger à l'obéissance et recognoissance de leur roy », lui envoyèrent à Laon une députation pour traiter de leur soumission. Henri, par ses lettres patentes données au camp de Laon

(1) *Hist. du Diocèse de Paris*, par LEBEUF, t. IV, p. 197.
(2) BLANCHART, p. 1260. — DE THOU, *ubi supra*, p. 289. — CARLIER, t. II, p. 680.
(3) WAULTIER, *ubi supra*, p. 324. (*Monum. inéd.*)

au mois de juillet 1594, montre avec quelle faveur il l'accueillit. Il y défend de faire, dans la ville, le château, les faubourgs et dans tout le bailliage et duché de Château-Thierry, « aucun exercice de religion que de la catholique, apostolique et romaine », de « molester ou empescher les ecclésiastiques en la célébration de l'office divin, jouissance et possession des églises », maisons et biens de leurs bénéfices qui leur seront rendus par ceux qui s'en seront emparé à la faveur des troubles. Il remit les décimes imposés sur ces bénéfices depuis 1589 jusqu'au mois de février 1594. Il voulut qu'on oubliât tout le passé, soit au regard de du Pesché, soit au regard des habitants « tant pour la prise des armes, intelligences dedans et dehors du royaume, levée et conduite des gens de guerre par le pays, forcement de chasteaux, maisons, forteresses, démolitions d'icelles, fortifications de la dicte ville et chasteaux d'icelle, démolitions de maisons et édifices pour la dicte fortification... » faites par son ordre, prise des deniers publics ou particuliers, levées d'impôts, vivres, munitions, corvées, confection de poudre, salpêtre, vente de biens des absents, coupes de bois, butin, rançons et tout acte d'hostilité faits par ordre du duc de Mayenne ou de du Pesché ou leurs gens, de quoi il les décharge totalement ainsi que les employés du domaine sur la recette desquels les deniers auraient été levés; les commissaires et contrôleurs de guerres « au fait des monstres (revues) de compagnies de gens de cheval et de pied » leur recrutement et paiement.

Henri IV poussait la bienveillance envers du Pesché et la confiance qu'il lui inspirait jusqu'à le conserver en sa charge de gouverneur, capitaine et bailli de la ville, du château, du bailliage et duché de Château-Thierry, sous l'autorité du gouverneur de Champagne et de Brie qui fut, l'année suivante, Antoine d'Estrées, marquis de Cœuvres. Il voulut que la ville elle-même reprît « ses anciens ornements », c'est-à-dire son bailliage, siège présidial, prévôté, grenier à sel et tous ses offices de judicature et de finances; ses privilèges, franchises, libertés, et ses habitants leurs bénéfices,

biens, meubles et immeubles à eux enlevés pour cause de rébellion ou autrement. De plus, « ayant égard à l'extrême nécessité de nostre pauvre peuple et à la grande ruine que le plat pays a souffert pendant ces guerres », ajoutait le monarque, la ville et l'élection sont déchargées des arrérages des impositions depuis 1589 jusqu'à la fin de juin 1594, excepté « du taillon et de la solde des prévôts des mareschaux », et exemptées des impositions nouvelles, hormis celles ayant pour objet les fortifications. N'étaient pas compris dans le traité ce qui avait « été faict par forme de volerie et sans adveu » et tous ceulx qui se trouveraient « coupables de l'exécrable assassinat commis en la personne de nostre dict feu seigneur et frère (que Dieu absolve!), dit enfin le roi, et de conspiration sur nostre vie et pareillement tous crimes et délicts punissables entre personnes de mesme party » (1).

Chose assez singulière, mais qu'explique la situation exceptionnelle des affaires publiques à la fin de la Ligue, Saint-Chamant gardait Château-Thierry pour Henri IV et conservait pour lui et pour l'Union la Ferté-Milon dont ce prince était résolu à tout prix de se rendre maître, et qu'il chargea le maréchal de Biron d'aller investir. Du Pesché, qui y avait des troupes aguerries et force munitions de tous genres, encouragé par ses succès précédents, résolut de soutenir le siège. En effet, non seulement il résista fortement aux premiers assauts, mais il envoya même un détachement de sa garnison faire des courses aux portes de Paris, lequel alla enlever des prisonniers, jusqu'au samedi 10 août, « tout contre les Thuileries ». Saint-Blanchard, troisième fils du maréchal, et frère du duc de Biron, qui fut plus tard exécuté, et quelques autres personnes de qualité qui s'entretenaient avec lui furent de ce nombre. Heureusement le duc de Biron, averti à temps de ce coup de main hardi, put poursuivre avec quelques piquets ces audacieux partisans, les joindre à Livry le jour même et les forcer à lâcher leurs prisonniers. Il en tua ou prit

(1) Fontanon, *Ordonnances*, t. iv, p. 782. — Palma Cayet, an. 1594.

même quelques-uns, notamment Lamoieux et Saint-Bernard qui commandaient le détachement. Les prisonniers furent renvoyés à Paris où trois jours après ils « firent monstres en pourpoint sur un eschaffaut » (1).

Cet exploit fit tant de plaisir à Henri IV qu'il confia à Biron toute la conduite du siège qui, sous le maréchal, n'avançait pas beaucoup, d'autant plus qu'il aurait à cœur de se venger d'une manière éclatante de l'insulte que lui avait faite du Pesché. Le duc se rendit à la Ferté-Milon et déploya en effet la plus grande activité pour répondre aux désirs du roi et pour venger sa propre injure. Il dirige ses attaques contre la ville en plusieurs endroits, mais Saint-Chamant se défend avec tant de vigueur et d'adresse qu'il se voit obligé de convertir le siège en blocus en attendant qu'il pût employer la surprise ou la force. Il fit savoir au roi la résistance qu'il avait rencontrée et lui demanda des renforts d'hommes et d'artillerie. Cet échec devint pour Biron le thème de beaucoup de railleries. Il en fut même question dans une chanson qui courut à la cour lorsqu'il fut décapité en 1602, et dont le refrain était : *Biron, Biron, grate bien ton menton, tu ne verras plus la Ferté-Milon*, parce que, au moment où le bourreau lui tranchait la tête, ce malheureux seigneur, ne pouvant se résoudre à mourir, se grattait le menton tellement que l'extrémité des doigts fut coupée en même temps que la tête.

Le roi voyant la résistance opiniâtre de la ville vint en personne prendre la conduite du siège. Il fit dresser une nouvelle batterie contre la partie de la muraille qui lui parut la plus faible et y pratiqua une large brèche. Du Pesché répondit à l'artillerie du roi, plus forte que la sienne, par un feu soutenu, et, malgré la supériorité du nombre, défendit la brèche à outrance, et repoussa plusieurs assauts avec autant d'intelligence que d'intrépidité, jusqu'à ce qu'enfin ne pouvant plus tenir dans la ville il dut se retirer dans le château. Henri admira d'autant plus la valeur de du Pesché qu'au

(1) L'Estoile, an 1594. — Carlier, t. II, p. 681.

lieu de trouver en entrant dans la Ferté-Milon de bonnes fortifications et de grands travaux de défense, qui eussent justifié sa résistance, il vit que son artillerie n'avait battu que de vieilles murailles, ce qui ne fit qu'augmenter la haute idée qu'il avait déjà de sa bravoure et de ses talents militaires. Ayant fait ensuite reconnaître le château le roi pensa qu'il serait à propos d'employer la voie des négociations avant celle des armes. Il fit donc porter au gouverneur des propositions qui ne furent pas rejetées. Saint-Chamant posa comme conditions de la reddition de la place que lui et sa garnison sortiraient avec armes et bagages; qu'il recevrait une somme d'argent en dédommagement de la perte de son gouvernement; qu'avant tout le roi lui accorderait ses bonnes grâces et donnerait sa parole de roi qu'il oublierait le passé sans aucun retour.

Le vaillant capitaine insistant sur ce dernier article ajoutait : que quant à lui, la bonté du prince ne l'attacherait que plus fortement à son service; qu'il avait cru servir Dieu en servant contre lui; mais qu'il voyait que ces deux causes n'étaient pas séparables; que le roi trouverait toujours en lui un fidèle sujet occupé à réparer ses torts par un entier dévouement à sa cause, etc. Henri IV, touché de ces sentiments du vieux ligueur, lui accorda toutes ses demandes et même le prit à son service avec sa garnison; il lui fit verser par le trésor une forte somme qu'il employa à embellir son château de Méry où plusieurs fois le monarque l'honora de sa visite. Celui-ci ayant paru aimer ce séjour, du Pesché s'efforça de le rendre digne de son royal hôte. Henri, de son côté, pour témoigner au baron combien il était touché de ses attentions, lui donna par engagement la ville et le duché de Guise. Il mourut le 22 mars 1628 et fut inhumé dans la chapelle Saint-Antoine, en l'église de Méry, où son petit-fils, François de Saint-Chamant, lui fit ériger un monument funéraire dont l'inscription contient quelques-unes des particularités qu'on vient de signaler.

En traitant avec tant de faveur la Ferté-Milon et son défenseur, Henri IV n'avait pas pris l'engagement d'en

agir de la même manière avec la forteresse. Il commença par elle la destruction générale qu'il avait résolue de ces vieux remparts féodaux, trop souvent l'asile de la révolte et même du brigandage dans les temps de troubles. Le château fut donc démantelé et rendu intenable. Il adressa pour cette opération au sieur de Belleau une commission datée de Paris, le 10 octobre 1594, où sont énumérées les raisons politiques et militaires qui l'obligent à prendre ce parti. Ce château a été l'asile des rebelles, sa garnison composée de gens sans aveu avait étendu impunément sur toute l'Ile de France ses déprédations, brigandages et violences inouïes qui avaient provoqué de justes plaintes de la part des laboureurs, des habitants des campagnes et même des villes. Il n'est plus d'ailleurs habitable n'ayant pas été achevé à l'intérieur et ayant été d'ailleurs dégradé par les sièges qu'il a soutenus et il ne peut désormais que servir d'asile aux vagabonds, chefs de parti, perturbateurs du repos public; il est devenu plus à charge aux habitants que sa vue ne leur est agréable. En le détruisant on préviendra les révoltes et les suites de cet esprit de faction que ceux-ci avaient eux-mêmes souvent éprouvées. Et pour que la besogne se fît plus vite, toutes les paroisses des environs à six lieues à la ronde durent y prendre part suivant les rôles et départements qui seraient dressés par les trésoriers de France. Le bureau des finances envoya de son côté aux officiers de l'élection de Crépy une autre commission pour la répartition des corvées entre ces paroisses, laquelle portait : que l'on vendrait le produit des démolitions et que le prix serait employé à payer les ouvriers et à couvrir les frais de main-d'œuvre.

Pour adoucir les regrets que ces ordres devaient nécessairement causer aux habitants de la Ferté-Milon et s'assurer de plus en plus de leur fidélité, le roi leur accorda des lettres de sauvegarde, datées de Saint-Germain le 4 novembre 1594. Il y renouvelait leurs anciens privilèges, leur accordait toute liberté et sûreté pour le commerce et les communications, la culture, en temps de paix comme en temps de guerre, dans toute

l'étendue de la juridiction du grenier à sel, à condition qu'ils garderont la neutralité et ne donneront aucun secours aux ennemis de l'Etat. Enfin, pour les garantir « des incursions et brigandages des vagabonds, coureurs et pillards », une brigade de maréchaussée serait détachée de Soissons et placée à la Ferté-Milon. Trois jours après, les pioches et les marteaux des démolisseurs frappaient à coups redoublés sur les antiques remparts du château et sur les murailles élevées par le duc d'Orléans, le siècle précédent, et demeurées inachevées. Par une curieuse coïncidence, ce fut un capitaine nommé la Ruine qui eut la conduite de l'œuvre de destruction à laquelle on employa la mine. Vingt et une paroisses furent mises en réquisition pour y travailler et les travaux commencés le 5 novembre 1594, ne furent terminés que le 25 décembre suivant. On ne conserva que la plus grande partie des murailles du côté du midi et de l'ouest avec le frontispice et ses bas-reliefs. Le reste fut détruit de manière à ce qu'on ne pût songer à rebâtir la forteresse sur les mêmes emplacements. La haute ville conserva aussi ses anciens remparts (1).

Le prieuré de Saint-Vulgis et son église subirent le même sort que le château. Réduit en prieuré simple en 1528, ses biens avaient été réunis à la mense de Saint-Jean-des-Vignes, son chef d'ordre, et partagés entre l'abbé commendataire et le prieur qui était, en 1545, Levasseur, et en 1571, Nicolas de Beaufort. La première destruction de ces édifices paraît toutefois antérieure à 1594 et remonterait peut-être aux guerres du siècle précédent. En effet, en 1562, on employa de leurs débris à la restauration de Notre-Dame de la Ville. L'auteur de la Chronique de St-Jean dit: que l'église « était un des plus beaux édifices du pays par l'excellence de son architecture », mais qu'elle était déjà dans un tel état de dégradation qu'on y dut supprimer l'office. Cette église avait été rebâtie et restaurée par la comtesse Eléonore, par Philippe-le-Bel et Charles de Valois (1194-

(1) CARLIER, *Hist. du Valois*, t. II, p. 68 et suiv.

1291). Sconin, qui écrivait la Vie de saint Vulgis soixante-cinq ans après la démolition de la forteresse et qui en avait été le témoin, puisqu'il était né en 1572, rapporte qu'elle avait été détruite par la garnison du château pendant le siège du mois de janvier 1594, qu'on avait retiré les reliques du saint dans l'une des tours, et qu'ensuite le château ayant été ruiné du côté dominant la ville, on les déposa dans l'église paroissiale de Notre-Dame. Avant ces guerres désastreuses la grande châsse d'argent qui les contenait était placée devant l'autel de saint Vulgis, et chaque année on la portait solennellement aux fêtes de Pâques à la chapelle de Notre-Dame, possédée par les chartreux de Bourgfontaine. Le locataire de l'un des moulins de la Ferté-Milon devait entretenir un cierge en l'église de Saint-Vulgis.

Les autres édifices de cette ville ne paraissent pas avoir beaucoup souffert, car, après les sièges qu'elle eut à soutenir, on les retrouve à peu près tels que lors de leur restauration au XVI^e^ siècle. Il ne reste plus qu'un souvenir de l'église de Saint-Pierre de Charcy, qui renferma dans sa circonscription paroissiale trois chapelles ou secours : *Charcy*, *Saint-Nicolas de la Chaussée* et *Notre-Dame du Bourg*. L'église de Charcy était située dans la seigneurie de ce nom qui avait été vendue pour 5,391 liv. par le chapitre de Soissons, en 1563, à Renaud de Beaune, conseiller au Parlement de Paris, maître des requêtes du duc d'Anjou, conseiller du roi, évêque de Mende, et successivement archevêque de Bourges et de Sens. Ce prélat fut député à Henri III, en 1582, par les évêques du royaume, à Fontainebleau, pour le complimenter et l'intéresser en faveur du clergé et c'est lui qui reçut l'abjuration de Henri IV. Cet opulent ecclésiastique fit bâtir à Charcy le château de la Grand'Maison, belle et agréable demeure, heureusement située au milieu d'un parc, dont les arbres de haute futaie devaient longtemps servir de lieu de promenade aux habitants de la Ferté-Milon. Le prélat venait en ce lieu se délasser des soins de l'épiscopat et du soucis des affaires. Né en 1527, Renaud mourut en 1606, à l'âge de soixante-

dix-neuf ans. La seigneurie de Charcy passa à sa nièce, Charlotte de Beaune de Noirmoutier, dame de la Ferté-Milon, par engagement, laquelle, par son credit auprès de Catherine de Médicis dont elle fut dame d'atours, avait fait rentrer dans sa famille la seigneurie de cette ville qui lui avait été enlevée. Les deux seigneuries furent possédées par sa petite-fille, Anne-Marie de la Trémouille, dame de Chalais, qui les vendit à la fin du XVII[e] siècle (1).

L'église de Charcy, trop éloignée du centre de la paroisse, porta les habitants à solliciter de l'évêque de Soissons l'autorisation d'en bâtir une seconde dans un lieu plus commode. Elle leur fut accordée le 14 juillet 1460, à la condition que cette chapelle ne nuirait en quoi que ce soit au service paroissial de l'ancienne église dont elle ne serait en somme qu'un *secours*. Des seigneurs du lieu s'étant joints aux habitants, dans une assemblée tenue le 27 août 1491, en présence des officiers de la châtellenie et de Pierre Morelet, maître ès arts, vicaire général, et l'archidiacre de la Rivière, on acheta de concert l'emplacement du nouvel édifice. Il fut achevé et béni, le 7 septembre 1490, par Messire Jean de Lavesne, archidiacre de Tardenois, au nom de l'évêque Jean Milet, et consacré, le 27 septembre suivant, par le prélat lui-même. Malgré les réserves faites en faveur de Saint-Pierre, cette église, déjà compromise dans la dernière guerre, continua de se dégrader et de pencher vers sa ruine. Le curé de Charcy qui, jusqu'en 1570, avait continué de desservir Saint-Nicolas de la Chaussée, finit par y venir résider et cette église devint l'église paroissiale de la Chaussée et de Charcy. Les vitraux de cet édifice récemment construit, attirent l'attention par l'originalité des sujets qui y sont peints, plutôt que par la pureté du dessin et la richesse des couleurs (2). Notre-Dame du Bourg, située dans un faubourg, dont il ne reste qu'une ferme, n'était non plus qu'une chapelle de la circonscription paroissiale de Charcy. Aussi, en 1518,

(1) CARLIER, t. III, p. 23 et 24.
(2) *Hist. de la Ferté-Milon*, p. 193.

le curé Pierre Hardoin s'intitulait : curé de Saint-Pierre de Charcy, de Notre-Dame du Bourg et de Saint-Nicolas de la Chaussée, qui formaient en effet son enclave. C'était même l'usage que le clergé de toutes les églises de la ville allassent à Notre-Dame *du Bourg* chanter la messe alternativement le mardi de Pâques (1).

Une autre église paroissiale, la plus ancienne de la ville, vieil édifice roman dédié à Saint-Vaast et de laquelle dépendait celle de Notre-Dame *de la Ville*, subsista deux siècles encore. Jean de Pleurs, suffragant ou coadjuteur de Symphorien Bullioud, y était venu consacrer, le 10 janvier 1529, un autel dédié à saint Vaast, à saint-Jacques et à saint Louis, où il avait renfermé « le corps du Seigneur *(sacrum corpus Christi inclusi*, disait son procès-verbal de la cérémonie). Simple chapelle jusqu'en 1562, Notre-Dame *de la Ville* se trouvait trop étroite pour contenir le nombre des fidèles qui ne pouvaient se rendre à leur paroisse de Saint-Vaast, trop éloignée aussi du centre de la cité (2). On résolut de la restaurer et de l'agrandir avec les débris du prieuré de Saint-Vulgis, Catherine de Médicis, duchesse de Valois, à qui on s'était adressé, n'ayant pas été d'avis qu'on la rebâtit comme on l'avait projeté, on ajouta un sanctuaire à l'ancien édifice et on rehaussa le clocher en 1563. Ce sanctuaire en effet est conçu dans le style du XVI^e^ siècle ; le clocher dans celui du XV^e^ à sa base, est pure renaissance à son sommet. Auprès des armes de France que l'on voit dans l'église on mit la devise de Charles IX : *Justitia et pietate*, en souvenir de la générosité de la reine et de son fils. On admire aussi à Notre-Dame des vitraux précieux donnés, en 1528, par Jeanne de Rubempré, veuve de Jacques de Longueval, bâtard de Vendôme, bailli de Vermandois, gouverneur du Valois, chambellan du roi et capitaine d'Arques, décédé en cette même année. Jeanne y est représentée avec son mari et leurs quatorze enfants, selon la légende de la verrière (3). Sur la place de cette église s'élevait une

(1) *Hist. de la Ferté-Milon*, p. 193.
(2) *Ibid.*, p. 131.
(3) CARLIER, t. II, pp. 474 et 618. *Pièces justif.*, t. III.

croix de pierre avec un pupitre pour y chanter l'Evangile le jour des Rameaux, et près de laquelle le prieur-curé allumait le feu de la Saint-Jean à une procession solennelle.

Dans le même temps qu'elle faisait agrandir l'église de Notre-Dame, Catherine de Médicis restaura l'hospice de Saint-Michel pour lequel on avait aussi réclamé sa bienfaisance. Datant du XIII[e] siècle, cet établissement reconnaissait la princesse Eléonore de Vermandois comme sa fondatrice. Sous l'administration laïque des bourgeois de la ville qui avait duré trois siècles, il avait perdu une partie de ses biens. Les sœurs grises ou cordelières à qui on l'avait confié laissèrent sans doute aussi à désirer, car la reine-mère réorganisa ce personnel qu'elle remplaça par deux religieuses de Notre-Dame de Soissons, les dames de la Viéville et de la Noue. Celles-ci s'associèrent des femmes pieuses avec lesquelles elles formèrent une communauté, mais sans observer la clôture. Leur fonction consista, jusqu'à leur transformation en couvent, à remplir l'office de gardes-malades à domicile, car on avait cessé d'en recevoir dans la maison. Assimilées aux simples fidèles, elles avaient néanmoins une place réservée dans l'église de la Chaussée où elles remplissaient leurs devoirs religieux (1).

La soumission de Château-Thierry, de Laon et de la Ferté-Milon, la fidélité inébranlable de Compiègne et de Chauny à la cause royale, rétrécissaient de plus en plus le cercle ligueur autour de Soissons, dont Henri IV songeait à préparer la chute. Le 8 décembre et les jours suivants, il écrivait de Chauny au duc de Nevers qu'il réunissait des troupes contre Soissons au château d'Oulchy qui couvrait Château-Thierry, où commandait « le sieur du Peschié » (2). Soissons était devenu la place de refuge où s'étaient concentrés, non seulement la garnison sortie de Laon, mais encore les ligueurs de Paris. Le roi en effet avait cru devoir bannir, pour un temps, de cette capitale ceux de la faction des Seize

(1) *Ubi supra.*
(2) Lettres de Henri IV.

qui purent y revenir bientôt, mais à l'exception des plus coupables, lesquels se retirèrent à Soissons ou gagnèrent la Flandre. C'est à ce propos que la Satire Ménippée enregistre une ordonnance plaisante des Etats de la Ligue où il est dit : « Quiconque dedans Paris ou en ville bridée de l'Union parleroit de paix de vingt ans, ou demanderoit le commerce libre et regretteroit le bon temps passé, seroit envoyé comme hérétique et maheutre en exil de Soissons. »

Il arrivait en cette ville des ligueurs de toutes les conditions : gentilshommes, hauts dignitaires ecclésiastiques, simples artisans. Henri IV envoya des sauf-conduits aux cardinaux de Pellevé et de Plaisance et aux troupes espagnoles, napolitaines et wallones, pour s'y retirer. Sully allant recevoir la soumission de Rouen, en donna de pareils aux députés de la Ligue de cette capitale de la Normandie, au nombre desquels était la Chapelle-Marteau. Parmi les ligueurs réfugiés à Soissons il y avait la femme du capitaine Olivier, un archi-ligueur. Cette femme, accusée d'avoir en sa possession des bagues et surtout un saphir fort beau appartenant à Versigny, maître des requêtes, alla trouver celui-ci, le 19 mai 1594, à Paris, pour se disculper, mais Versigny, outré de colère et ne voulant rien écouter, traita son mari de voleur, elle de p..... et lui donna un soufflet si fort que le sang sortit et un coup de pied au c.. Elle alla se jeter aux pieds de M. d'O, gouverneur de Paris pour le roi, demandant réparation d'un tel outrage. D'O décida que Versigny sortirait de la ville, mais la cour l'apaisa, et la pauvre femme, ajoute L'Estoile, fut « traitée à la Ligue, c'est-à-dire qu'on ne lui fit pas justice comme cela se pratiquait dans la Sainte-Union. Elle en conçut tant de chagrin qu'elle revint à Soissons et en mourut » (1).

Cette affluence de ligueurs dans leur ville, loin de décourager les Soissonnais, qui ne pouvaient ignorer la décadence du parti, semblait les encourager à la résistance. Secondant les efforts désespérés de la garnison,

(1) L'Estoile, an. 1594.

ils s'organisaient en compagnies d'arquebusiers, ils faisaient le service de la place concurremment avec celle des arbalétriers, lorsque la garnison, composée surtout de ligueurs parisiens, faisait ses nombreuses excursions au dehors. Celle-ci, courant le pays, pillait, volait un chacun sans distinction et enlevait surtout les royalistes. Le gouverneur Pennesac faisait tenir la campagne par son régiment et quelques compagnies de cavalerie commandées par de bons officiers qui poussaient des pointes contre les villes du parti ennemi qu'ils rançonnaient; ils revenaient souvent chargés de butin et emmenaient des prisonniers. Ces coureurs poussèrent même l'audace jusqu'à entrer un jour dans le faubourg Saint-Honoré à Paris et enlever le conseiller de Monchy qui s'y promenait.

Un de ces réfugiés ligueurs, apothicaire de Paris, et le capitaine de l'arquebuse, Chocu, sire de Rochemont, se distinguaient entre tous dans des expéditions de ce genre. Ce dernier fut plus tard récompensé des frais considérables qu'il avait faits pour reprendre Vic-sur-Aisne sur les royalistes et conserver Soissons à la Ligue (1). L'apothicaire osa aller s'embusquer dans la forêt de Saint-Germain pour enlever le roi au moment où il revenait de séjourner en ce château, le 22 novembre, et le ramener à Soissons. Il avait avec lui huit compagnons que L'Estoile traite de « voleurs ». Saisis par le seigneur Darquin qui les avait découverts, on les interrogea. Comme ils variaient dans leurs réponses et qu'on sut qu'ils avaient demandé l'heure du passage du roi on crut qu'ils en voulaient à sa vie. Darquin demanda au prince de lui en livrer deux qui tenaient en prison deux gentilshommes « qu'ils avaient mis à six cens écus de rançon ». Henri IV les lui accorda, mais il fit dire sous main à Lugoli « qu'on les dépeschât, ce qui fut exécuté aussitôt; et les pendirent les gens de Vitry à faute de bourreau ». Les autres avaient été envoyés « tout bottés au gibet, car ils furent pendus aux torches ». L'apothicaire, « un de ces gallans », ayant obtenu de

(1) *Histoires de Soissons.*

parler au roi, celui-ci, apprenant de lui sa profession, lui dit, en vrai gascon qu'il était : « Comment ! a-t-on accoustumé de faire icy estat d'apothicaire ? Guettez-vous les passans pour leur donner des clistaires ? » (1)

Mayenne quitta Soissons à la fin de 1594, pour aller en Bourgogne « afin d'y faire mieux ». Les Espagnols auraient bien voulu qu'il leur livrât la Fère, mais il leur opposa toujours un refus obstiné ; c'était avec Ham la seule place qui tînt encore pour la Ligue en Picardie. Aussi Soissons s'isolait-il de plus en plus, et les courses de sa garnison au dehors n'étaient plus aussi heureuses. Celle-ci même reçut, en février 1595, une assez bonne leçon. Le Bouthillier, sieur de Moussy, et d'autres capitaines royalistes de Crépy-en-Valois, battant la campagne et cherchant les ligueurs « par toutes les traverses des forêts et jusqu'aux portes d'Ambleny et de Soissons pour les provoquer au combat », vinrent la braver de tout près le 3 de ce mois. Pennesac piqué au vif fit sortir de son côté, le 14, le baron de Conan ou Cosnac, « l'un des plus mauvais et désespérés ligueurs qu'on eust encore vu », dit L'Estoile, et le capitaine Bellefond avec 200 cuirasses et deux compagnies d'*argoulets*, soit pour faire du butin du côté de Crépy, soit pour surprendre les royalistes. La troupe ligueuse se mit en embuscade dans les bois, à la Folie, à une demi-lieue de Crépy, et lui avec Bellefond et ses 200 cuirasses se porta sur le chemin où d'Hédouville, repoussé par Cosnac, devait passer pour rentrer à Crépy. Le lendemain les sieurs d'Hédouville et de Gadencourt étant passés pour se rendre à Vailly qui tenait pour le roi, avec 30 cuirassiers choisis de la troupe du comte de Saint-Pol en garnison à Crépy, il se jeta sur cet escadron qui dut battre en retraite sur Crépy, mais qui le fit en bon ordre et contenance, sans se laisser entamer. Bientôt le tocsin retentit au clocher de la ville et Moussy, qui était entré dans la place avec ses compagnons, monte à cheval, se joint à d'Hédouville, fait reculer les ligueurs de Cosnac qui bat en retraite à son tour et attire les royalistes vers l'en-

(1) L'Estoile, an. 1594.

droit du bois du Tillet où il avait placé ses arquebusiers. Ceux-ci accueillent d'Hédouville avec un feu très vif, mais dont il sut se garantir, et celui-ci, à son tour, tombe sur eux, les enfonce, les met en fuite et les poursuit jusqu'à Villers-Cotterêts, où les ligueurs de Soissons s'étaient retranchés. Cosnac parvint cependant, à la faveur des bois, à rallier une bonne partie de son monde en cette ville, mais d'Hédouville força la porte et suivit le capitaine ligueur jusqu'à la barrière du château où il le fit prisonnier. Toutefois il n'osa pas attaquer les ligueurs dans leurs retranchements et il se retira après avoir tué 50 *maîtres* à ceux-ci parmi lesquels on compta Bellefond, le capitaine Buat et 14 officiers « des plus mauvais et plus désespérés ligueurs de la France », répète L'Estoile, tandis que lui n'avait perdu que 2 gentilshommes et 4 soldats, malgré la supériorité du nombre. Enchérissant sur ce récit de L'Estoile, de Thou rapporte que les ligueurs furent taillés en pièces à l'entrée de Villers-Cotterêts, et qu'il n'échappa à la déroute qu'un très petit nombre, vingt seulement, qui allèrent porter à Soissons le récit de ce désastre qu'on a dû exagérer (1).

Quoiqu'il en soit, cette défaite, dont la nouvelle arriva à Paris le 17 février, fit, dit L'Estoile, une « nouvelle saignée à la Ligue qui l'affoiblit fort ». Le roi, du reste, cherchant à gêner de plus en plus la garnison de Soissons, avait placé des troupes non seulement à Crépy et à Oulchy, mais encore à Vic-sur-Aisne où, selon une lettre à d'Humières du 17 janvier 1795, il se propose « de loger des gens de pied de la garnison de Compiègne ». Le 27 février suivant, selon une autre lettre à de Beauvoir, il avait appris la défaite des ligueurs de Soissons, et bientôt il songea à aller faire le siège de la Fère. Il réunit en effet une grande quantité de troupes à Chauny et, le 8 novembre 1595, la place était investie, mais ne devait être prise que l'année suivante (2).

(1) *Journal* de L'Estoile, an. 1594. — *Mém. de la Ligue*, et voir le « Discours sur la défaite de la garnison de Soissons ». — *Mém. pour l'Hist. de France*, t. XLII, p. 187. — Dormay, t. II, p. 504.

(2) *Correspondance de Henri IV.*

V. — PENDANT cet investissement il se passa à Pierrefonds des événements singuliers et dans lesquels un chanoine de Saint-Jean-des-Vignes de Soissons joua le principal rôle. Ce personnage, assez peu connu jusqu'en ces derniers temps, s'était pourtant fait une renommée de fervent et intrépide ligueur, non seulement à Soissons et à Pierrefonds, mais encore en Picardie et dans l'Ile de France et même en Espagne où il mourut après avoir fondé et dirigé l'*Hôpital Saint-Louis-des-Français* à Madrid. Sa vie, dont certains détails ont toute la tournure d'un roman espagnol, mérite d'être racontée comme un curieux épisode du temps de la Ligue. On puisera ce récit dans les historiens contemporains, dans des documents authentiques et dans une *Histoire de Saint-Louis-des-Français*.

Henri de Savreux ou de Savreulx (1) naquit à Villers-sous-Coudun, non loin de Compiègne, au diocèse de

(1) Le nom de ce religieux s'écrivant de diverses manières a donné lieu à des recherches qu'il est bon de consigner ici. Le P. LEGRIS, dans sa *Chronique de Saint-Jean-des-Vignes* (1610), écrit *Saureux*. DE LOUEN, dans son *Histoire* de la même abbaye (1712), écrit *de Savreux*. L'abbé HUMPHRY, recteur de Saint-Louis-des-Français et aumônier honoraire de Napoléon III, écrit *Saureulx*, d'après les manuscrits de cet établissement conservés à l'ambassade française de Madrid, dans la biographie qu'il a donnée de ce personnage. Stanislas Prioux s'autorisant des actes de l'état civil de Villers-sous-Coudun où on écrit *Saureulx*, de 1676 à 1689, et *Saureux*, à partir de cette année, a adopté cette dernière leçon. Il a aussi relevé, dans l'église de Villers, l'inscription de la pierre tumulaire d'un curé du lieu, Adrien Bélot, décédé le 8 mars 1673, sur laquelle on trouve le nom d'un Antoine *de Savreux* donnant avec sa femme une rente de 3 liv. 31. pour l'entretien d'une lampe, mais il faut remarquer que, dans cette inscription, les U, ayant la forme d'un V, on n'en peut tirer aucune conséquence pour le nom de *Savreux*. Quant à nous, nous adoptons le nom de *Savreux* ou *Savreulx* en appuyant cette opinion : 1° sur les actes de Madrid où il signe *Saureulx* et sur ceux de l'étude de Me Suin, notaire à Soissons, où se rencontre aussi la signature de Henri de *Saureulx*, ou ce qui est significatif, de *Savereulx*, l'U, ici se prenant encore pour le V ; 2° sur les informations prises à Villers-sous-Coudun par Stanislas Prioux qui a trouvé dans ce village des habitants du nom de *Savreux*. Voici la date des actes notariés et les signatures avec leurs variantes: Dans ceux reçus par les notaires André et François Walet, du 25 juin 1584 au au 16 janvier 1588, on lit *Savereulx*, qu'il faut, selon Me Suin prononcer *Savereulx*. Dans un acte du 18 août 1584, *Savereulx*, apparaît comme sous-diacre et dans un autre du 1er décembre comme sous-trésorier; dans d'autres, de 1586, 1587 et 1588, comme simple religieux, dans un du 29 août, de la même année, comme vicaire. A partir du 9 mai 1590, il signe *Saureulx ou Sauereulx*, jusqu'en 1594. Dans deux actes des 30 août et 19 novembre 1594 seulement, il est qualifié sous-prieur et signe à côté du prieur Gervais Tournay. (*Bulletin de la Société historique de Soissons*, t. XVI, p. 104, t. XVII, p. 91, et séance du 7 avril 1862, et t. XVIII, p. 264.)

Beauvais. Sa famille était « noble et ancienne, illustre et grande ». Il était fils de Rodolf de Savreux, seigneur de Villers, et de dame Jeanne de Sainte-Catherine, du manoir de Villers, dont il ne reste plus que quelques pierres et une sculpture en bois de sainte Christine, incrustée dans le mur de l'une des maisons bâties sur son emplacement. Il était proche parent du seigneur « Rieulx » de Pierrefonds, dont on vient de raconter les exploits, par Hélène de Sermoise, femme de ce dernier, laquelle, après la mort de son mari, demeura, paraît-il, « en qualité d'amie, chez Madame de Barbançon » (1). Il était aussi allié aux maisons de Riom, de Lignières, de Benk et d'Evilcourt.

Henri de Savreux prit, le 1er janvier 1583, à l'âge de dix-huit ans, l'habit de chanoine régulier à Saint-Jean-des-Vignes, où il se distingua toujours par une conduite exemplaire. Aussi, il y occupa successivement les dignités de trésorier, de procureur et de sous-prieur. A la mort de Henri III, qui donnait le trône à un prince hérétique, il ressentit avec une extrême vivacité le danger qu'allait courir l'Eglise en France. C'est alors qu'à l'exemple de beaucoup de religieux, il résolut de profiter de la faculté à eux accordée par le pape de prendre les armes pour la défense de la foi catholique et de s'engager dans la *Sainte-Ligue*. Toutefois, il ne prit ce parti qu' « après mûre réflexion et avec la bénédiction de son prieur ». De plus, il voulut se munir d'une permission spéciale du souverain pontife Sixte-Quint (2) et un auteur contemporain, le P. Legris, son confrère, dit : « qu'il n'oublia pas son état » (2). De Louen fait la même observation, mais il ne laisse pas supposer qu'il quitta son monastère par un motif de religion. Il expose seulement que, pendant les guerres civiles beaucoup de religieux « ont été obligés de se retirer où ils ont pu et même du changer d'habit pour se sauver dans les pays étrangers ». De ce nombre aurait été Savreux, lequel étant prieur-curé de Soucy, à deux lieues environ de Pierrefonds, alors que les factions déchiraient la France, surtout en

(1) Déposition faite à Bruxelles. (*Archiv. de l'Ambassade.*)
(2) Le comte de Fuentès assure avoir vu le Bref. *(Ibid.)*

1590, s'était réfugié dans ce château, où il aurait été pris et conduit en Espagne. Ces deux auteurs semblent s'accorder pour passer sous silence, sans qu'on en sache le motif, le fait pour Savreux d'avoir pris les armes, au lieu de chercher à le justifier soit par la permission accordée par le pape (1), soit par le zèle qui enflamma leur confrère pour le maintien de la vraie religion. Ils auraient imité, en agissant ainsi, des hommes du plus haut rang, tels que le cardinal André d'Autriche, le comte de Fuentès, le duc d'Aumale, le comte de la Fère, etc., lesquels déclarèrent, en temps opportun, que Savreux était « un personnage considérable, autrefois prieur de Reaulieu, vice-prieur et trésorier de Saint-Jean de Soissons » (2); qu'il avait « appuyé en toute sincérité la Ligue des catholiques contre les hérétiques » et s'était montré dévoué serviteur de Sa Majesté (le roi d'Espagne), dans la forteresse de Pierrefonds, lorsque toute la France lui déclara la guerre » (3).

S'il est difficile d'apprécier la conduite de Savreux, en se plaçant au point de vue des idées modernes, on ne pourra du moins se refuser de trouver en lui beaucoup d'adresse, de courage et de résolution. Cantonné dans la forteresse de Pierrefonds, auprès de son cousin Rieux, il partagea les périls de ses expéditions aventureuses. Il l'accompagna au siège de Noyon et l'aida à surprendre cette ville. Rieux fut fait prisonnier, mais Savreux parvint à s'enfuir et regagna son monastère, où il ne tarda pas à apprendre la mort de son cousin (3).

La nouvelle des succès remportés par Henri IV, et surtout la vente faite à ce prince du château de Pierrefonds, vinrent ranimer l'ardeur ligueuse de Henri de

(1) « Ex multis monasteriis, multos regulares, etiam dictante conscientia exisse, inter quos quidam ex nostris Saureux dictus, in Hispaniam profectus, status sui non immemor. » (Legris, *Chronic*, p. 269.)

(2) Lettres et certificats du cardinal André d'Autriche, du comte de Fuentès, du duc d'Aumale, du comte de la Fère, etc. (*Archiv. de l'Ambassade de Madrid.*) — Nous n'avons pu expliquer comment Savreux fut prieur de Royal-Lieu. Ce doit être une erreur. Il fut prieur-curé de Soucy, cure joanniste.

(3) « ... cui (Rieux) intercipienda civitate de Noyon, auxilium tulit, ubi dictus de Rieulx, deficiente subsidio, captus prænominatus dominus de Savereulx elapsus est. » (*Déposition de Bruxelles*).

Savreux, « cousin du défunt feu de Rieux ». Il descendit de Saint-Jean à Soissons pour reprendre les armes, alla s'aboucher avec un nommé Jérôme Dentici, « sergent-major » dans la légion napolitaine en garnison dans cette ville pour la Ligue et le roi d'Espagne, et se concerta avec lui pour reprendre Pierrefonds au roi. Ce Dentici commandait, l'année précédente, 1594, selon de Thou, le régiment de Trevico à la Fère. Savreux lui demanda vingt hommes seulement, et avec cette petite troupe, il s'achemina vers le château, « connaissant le secret d'icelui, par intelligence de quelques soldats » (1). Il y arriva pendant la nuit (2). Il fit appliquer sans bruit des échelles de corde contre la muraille, l'escalada avec son monde « et se rendit maître sur les hérétiques de cette forteresse réputée l'une des plus imprenables de toute la France » (3). Il faut remarquer que ce fut le 10 août 1595 que Savreux introduisit les Espagnols dans le château de Pierrefonds et en chassa la garnison du sieur d'Estrées, et que l'abjuration de Henri IV avait eu lieu le 25 juillet 1593.

Aussitôt qu'il se vit maître de Pierrefonds, Savreux fit savoir au comte de Fuentès, gouverneur général des provinces de la Belgique, qu'il « tenait la place au nom du roi d'Espagne » sans y mettre aucune condition, « quoique le château soit bien à lui en propre, l'ayant pris en légitime guerre et pouvant, pour le livrer au roi d'Espagne, en exiger un fort prix, comme bien d'autres ont fait ». Le comte lui envoya pour garnison 700 napolitains et 300 wallons, et le nomma lui-même

(1) *Chronique de Senlis, ubi supra.*

(2) L'abbé Humphry parle des adieux touchants que Savreux aurait faits à ses confrères, dans le chapitre, au moment de son départ et ajoute à ce récit d'autres circonstances dont la source n'est pas indiquée. Savreulx, dit-il, ayant revêtu une armure complète sous laquelle se cache un scapulaire, monte à cheval, et suivi de son valet, prend le chemin de Laon, dont son parent Rieulx était gouverneur et qui tenait toujours pour la Ligue. Celui-ci le reçoit avec des transports de joie, le présente à la garnison, lui donne un haut emploi dans les troupes, et s'en sert avantageusement dans le conseil et dans les expéditions qu'il fait contre les Huguenots. C'est aussi de Laon qu'il fait partir l'expédition de Rieux contre Noyon, tandis qu'elle partit de Pierrefonds. Ces particularités ont trait à la première sortie de Savreux de son monastère.

(3) Déposition faite devant les consuls de Bruxelles. (*Archiv. de Madrid.*)

capitaine et gouverneur de la place *(capitan y gobernador)*. Savreux remit le château en bon état de défense, le fournit de vivres pour un an, le pourvut d'armes, d'artillerie et de munitions et y fit une dépense de 20,000 ducats qu'il puisa dans sa bourse et dans celle de ses amis. Trois fois il fut assiégé par les royalistes et trois fois il les repoussa. Dans une seule de ces attaques on lui tira 1,174 coups de canons « sans que l'ennemi pût en faire à sa volonté ». Pour toute récompense il ne réclama d'abord de Fuentès que les 20,000 ducats qu'il avait dépensés pour l'armement de la place. Le comte lui répondit : que toute satisfaction lui serait faite, lui promit, au nom de Sa Majesté catholique, le titre de chapelain général de l'armée et lui persuada « que ce serait offenser la grandeur royale et le christianisme de Sa Majesté, et user lui-même de bassesse et de villainie que de capituler et marchander au lieu d'avoir une entière confiance » (1).

Bientôt le comte, qui était campé à Cambrai, manda Savreux pour s'entretenir avec lui des moyens de surprendre Compiègne et autres lieux fortifiés des environs. Il connaissait en effet l'habileté de ce religieux guerrier dans ces sortes d'exploits et savait qu'il possédait des moyens propres à y réussir. Savreux se rendit à cette invitation. Le chroniqueur de Senlis dit simplement: que lorsqu'il eût mis les Espagnols en possession de Pierrefonds, « il fut envoyé par eux au bureau d'Arras pour avoir récompense ». Peut-être le voyage de Savreux eut-il ce double but. Il prit donc le chemin de la Fère que tenaient les Espagnols. Le comte de la Fère lui donna quelques hommes tant de grosse cavalerie que de cavalerie légère de la compagnie du sieur de Soignies, qui faisaient partie de la garnison du Câtelet et qui étaient venus quelques jours auparavant à la Fère pour escorter un voyageur qui s'y rendait. La petite troupe cheminant vers Cambrai fut attaquée entre Saint-Quentin et le Câtelet par des soldats royalistes de la garnison de Saint-Quentin, en partie taillée

(1) Déposition, *ubi supra*.

en pièces et en partie faite prisonnière. Deux hommes seulement purent s'échapper; Savreux fut blessé et mené à Saint-Quentin, où il fut jeté chargé de fers dans la prison royale.

Henri IV étant venu à Péronne sur ces entrefaites, voulut voir le religieux ligueur pour l'engager à lui livrer ou plutôt à lui restituer Pierrefonds et à passer à son service. Amené en présence du prince, Savreux se refusa à toute proposition et fut renvoyé dans sa prison où il eut à endurer de plus rigoureux traitements, ce qui fit dire au chroniqueur de Compiègne : qu'il « eut telle récompense que l'avoit eue le seigneur de Gomeron, gouverneur de Ham ». Le comte de Nevers fit une nouvelle tentative auprès de lui au sujet de Pierrefonds, employant tour à tour la menace et l'adulation. Il alla même jusqu'à lui offrir, en retour de cette place, outre l'abbaye de Saint-Corneille de Compiègne d'un revenu de 20,000 florins, 10,000 couronnes ou 500 ducats argent comptant et la restitution de tout ce qu'il possédait tant au dedans qu'au dehors de Pierrefonds. Savreux repoussa ces offres séduisantes; quant aux menaces, il répondit : qu'il préférait « subir sa fortune » et mourir s'il le fallait. Il fut en effet condamné à mort.

Dans cette extrémité cruelle, il ne se laissa abandonner ni de son génie industrieux, ni de son courage. Il fit parvenir au comte de la Fère, par le moyen d'un nommé Lefébure, fait prisonnier avec lui et ensuite rendu à la liberté sur parole, l'empreinte en cire des clefs de sa prison pour lui en faire fabriquer de semblables. Le comte les lui fit parvenir avec une lime sourde par le même Lefébure. Il lima ses chaînes, ouvrit les portes de son cachot et s'évada la veille de la Toussaint, par conséquent, le 31 octobre 1595. Il y avait deux mois qu'il était en prison; c'était donc vers la fin d'août ou au commencement de septembre et peu de temps après avoir quitté Pierrefonds, qu'il avait été fait prisonnier.

Savreux s'en alla en Belgique auprès de Fuentès, auquel il rendit de nombreux et signalés services au point de vue de la guerre et du conseil (*multos ac præ-*

claros belli actus gessit, bonaque suppetavit consilia) (1). Il était à peine arrivé auprès du duc, qu'il apprit la nouvelle de la vente de Pierrefonds à Henri IV par la garnison napolitaine pour 18,000 écus, et la perte pour lui « de 300 mille ducats en victuailles, munitions, armes, joyaux, meubles, bénéfices, emplois rétribués et fortes rentes, outre l'espérance de pouvoir jamais rentrer dans son pays » (2). Voici comment les choses s'étaient passées : Le 15 août, après la surprise de la forteresse, Manicamp, avec son régiment et quelques autres compagnies du roi, était venu l'investir pour empêcher toute communication entre elle et le dehors. Les Espagnols n'avaient pas tardé à capituler, après l'avoir possédée deux mois et dix-neuf jours, moyennant une somme de 3,500 écus et à condition qu'ils se retireraient « bagues et armes sauves et conduits en assurance jusqu'à la Fère qui tenoit encore pour eux ». Cette capitulation avait été ménagée entre la garnison et d'Estrées, qui était venu au siège, par l'entremise de Ponsenac, gouverneur ligueur de Soissons, lequel « commençoit à penser à sa conscience », c'est-à-dire à ménager son retour au parti du roi. C'est sans doute pour cela que Compiègne fournit au voyage du sieur de la Chambre, « tant à Cœuve que au bourg de Pierrefond pour le recouvrement du château » (3). L'intention de Henri IV, qui devait venir à Compiègne, le 1er janvier 1596, pour y passer l'hiver, était que Pierrefonds, après sa reddition, fût « razé », mais cette intention n'eut point pour lors de suite (4).

L'ancien gouverneur de Pierrefonds, Savreux, demeura pendant cinq années dans les Pays-Bas où il rencontra, notamment à Bruxelles, des compagnons d'exil que la guerre civile avait obligés de quitter la France. Au bout de ces cinq années il s'embarqua à Ostende avec quelques amis et se rendit en Espagne, afin d'y poursuivre

(1) Déposition *(Archiv. de Madrid)*.
(2) *Ibid.*
(3) *Chronique de Senlis (ubi supra.)* — *Archives de Compiègne*, année 1595.
(4) Lettre de Scombert datée de Paris, le 20 novembre 1595. *(Bulletin de la Société historique de Soissons*, t. XVII, p. 262.)

régulièrement, auprès du roi, les indemnités auxquelles il avait droit et les récompenses dues à ses services, en mettant en relief l'honorabilité de sa personne. Philippe III lui fit un fort bon accueil, ainsi que la cour où il se fixa. Il sollicita ensuite une consultation pour établir, auprès du roi, son droit à une indemnité des 300,000 ducats perdus par lui à Pierrefonds, ce château seul lui en valant 10,000 de revenu annuel, « car c'était une place de telle force et importance » que la charge de gouverneur de Pierrefonds fut achetée, pendant la Ligue, par deux ligueurs, 32,000 ducats d'or. Remy Pavillon, docteur en théologie, son représentant à Bruxelles, obtint du Sénat de cette ville la nomination d'une commission pour recevoir les dépositions de plusieurs nobles français réfugiés en Belgique, sur sa vie, ses mœurs, sa religion et sa noblesse.

La commission, composée d'un échevin et du secrétaire de la ville, fit citer devant elle comme témoins Mathias de Labruière, « propréteur civil de la cité de Paris », réfugié depuis cinq ans et demi; Michel de Hanon, seigneur temporel de Charmes, ancien gouverneur de Vailly, pensionnaire de Sa Majesté catholique; Jean le Seillier, receveur général des consignations de la ville de Paris; Jacques de Colas, comte de la Fère, maréchal de Montélimar; Matthieu de Launoy, prêtre, docteur en théologie, chanoine de la cathédrale de Soissons; Gaspard Darloys, noble écuyer, pensionnaire de Sa Majesté catholique; Jacques de Brunaulieu, noble français réfugié pour la foi. Leurs dépositions, appuyées d'une consultation de sept avocats et de neuf théologiens, furent présentées aux consuls, échevins et Sénat de Bruxelles, qui en firent délivrer à Remy Pavillon des copies authentiques munies du sceau de la ville. C'est sur ce document et d'autres semblables que peut être composée, dans ses parties les plus saillantes, la vie de Savreux (1).

(1) Ces pièces telles qu'elles existent à l'ambassade française à Madrid, sont : 1° un manuscrit en parchemin de 11 pages scellé du sceau de la ville de Bruxelles, commençant au 9 juin 1600 et finissant au 15 du même mois; 2° un mémoire en espagnol, adressé à Philippe III, en demande de rémunérations, dommages et intérêts de tout ce que Savreux a dépensé

Avant même de recueillir le fruit de ces démarches pour ainsi dire officielles, Henri de Savreux, on peut le dire, fut accablé des bienfaits du roi d'Espagne. Il avait été nommé, en 1596, prieur de l'armée de Belgique aux appointements de 1,200 ducats, sans compter une pension mensuelle de 40 écus. Au mois de septembre 1600, il reçut à Madrid une pension ecclésiastique de 400 ducats sur le trésor royal. En 1601, il fut nommé chapelain de Castille aux honoraires de 40 ducats par an. En 1616, il reçut une pension de 400 écus d'or sur la chapelle de sainte Luce de Mélazzo, en place de l'abbaye de Luxeuil que le roi lui avait accordée pour ses services, et, selon un document, l'abbaye de Mélazzo elle-même valant plus de 1,200 ducats, sans parler d'un don particulier de 600 ducats. Mélazzo, destinée à des étrangers, se trouvait vacante par la mort de Simon Rao, son titulaire. On le nomma enfin abbé de Sainte-Marie de Gala (*de Lacte*) en Sicile, dont le revenu, estimé 1,500 ducats, n'en valait pas la moitié, les charges acquittées. Savreux devait faire partie du conseil d'Italie. Il était, paraît-il, revenu en France lors de la paix; y contribua-t-il en quelque chose? On l'ignore, mais il était représenté, dans une demande faite en sa faveur, comme « un homme de mérite et qui connaît parfaitement les affaires de France, et capable, dans l'occasion, de rendre des services importants, et bien digne que Sa Majesté lui accorde quelque faveur des plus signalées ». On verra par son testament que ses pensions étaient très inexactement payées.

Savreux fit un charitable usage des bienfaits du roi d'Espagne en fondant à Madrid, en 1615, un hospice destiné à recevoir d'abord les Français retirés en Espagne à cause des guerres de la Ligue et ensuite tous ceux de sa nation qui se trouveraient dénués de

et perdu au service de l'Espagne, suivi d'une relation avec pièces à l'appui et d'une consultation d'avocats et de théologiens, et divers arrêts royaux, avis du conseil des finances, etc., etc., de 1600 à 1613. Des copies de ces divers monuments ont été faites à l'ambassade même par les soins de M. Drouyn de Lhuys, et envoyées à M. Stanislas Prioux, pour la composition d'une biographie de Savreux. Elles font partie de sa collection déposée aux *Archives de la Société historique*. Voyez aussi les Bulletins de cette société, t. XVII, p. 102.

ressources. Il se composait d'une maison de refuge, d'une hôtellerie pour recevoir les voyageurs pauvres de son pays, d'une infirmerie de six lits, d'un dortoir, d'une étude et d'une église. Il fonda ensuite un asile pour cent jeunes filles et un mont-de-piété qui fut le premier de l'Espagne. Il dédia ce bel établissement sous le titre national de *Saint-Louis, roi de France*, ou *Saint-Louis-des-Français*. L'église ou chapelle fut mise par lui, quant au temporel, sous le double patronage de la France et de l'Espagne, et quant au spirituel sous la juridiction exempte du patriarche des Indes, grand-aumônier de la reine. Située avec l'hospice dans la rue de *Las tres cruces*, elle eut le titre d'église paroissiale et royale. Ce fut seulement avant 1864 que la chapelle et l'hospice furent renversés, pour être remplacés par une église plus vaste et par une grande et belle maison destinée à un externat de 160 à 167 jeunes filles, où l'instruction se donne en français. L'institution charitable de Savreux ne fut pas détruite, mais on la transféra provisoirement dans une maison particulière; puis elle fut rebâtie, mais dans un autre endroit. L'office se faisant à Saint-Louis, selon les usages français, avec les vêpres le dimanche, lesquelles ne sont guère dans les habitudes espagnoles, il y a dans son église un grand concours de monde des deux nations. Les sermons qu'on y prononce aussi en français, surtout pendant l'Avent et le Carême, y attirent également une société choisie, même d'Espagnols, parmi lesquels la langue française est en grande faveur (1).

Le souvenir de l'abbaye de Saint-Jean-des-Vignes était toujours si vivant dans la mémoire et dans le cœur de Henri de Savreux qu'il songea à faire venir à Saint-Louis des chanoines de ce couvent auquel il resterait toujours affilié. Il écrivit au P. Legris, alors grand-prieur, pour l'assurer que, malgré la distance des lieux, il le regardait comme son supérieur et se tenait pour toujours affilié « à la maison de Saint-Jean, où il a vu des exemples d'une si rare piété ». Dans cette lettre,

(1) Le Journal *Le Monde*, du 7 avril 1864. — DE LOUEN, *Hist. de St-Jean*. — L'établissement réorganisé par l'Etat continue de fonctionner (1884).

ajoute de Louen, il faisait au grand-prieur, dans un grand détail, le récit de ses aventures et le priait d'envoyer en Espagne un religieux pour s'assurer de la vérité des faits qu'il lui racontait. On lut cette lettre au chapitre et il fut décidé que l'on enverrait à Madrid le P. Josse, alors sous-prieur et ensuite prieur claustral. Celui-ci ayant, à son retour, attesté la vérité de ce que Savreux avait mandé à la communauté, on tint un second chapitre général où fut résolu le départ pour l'Espagne de deux chanoines qui prendraient la direction de l'hospice; mais ces chanoines furent bientôt obligés de revenir par suite d'une nouvelle guerre qui survint entre la France et l'Espagne. Toutefois le P. Abel Lecomte, qui avait été pitancier, et le P. Claude Creuet, c'était leurs noms, étaient encore à Madrid, en 1619, lorsque Legris publiait sa Chronique de Saint-Jean; et en cette même année, Savreux résignait ses pouvoirs avec ses biens aux Joannistes de Soissons, ses confrères. Ceux-ci, après trois ans d'hésitations, répondirent, en 1622, à Savreux : qu'ils ne croyaient pas pouvoir accepter ses offres. Ce refus dut vivement contrarier les vues du fondateur, car il avait déjà obtenu du pape l'autorisation de porter, au lieu de l'habit blanc des chanoines de Saint-Jean, l'habit noir, et de dédier son hospice à saint Jean, avec le titre de *Saint-Jean-des-Vignes*, en souvenir de son monastère. Il dut alors avoir recours aux Oratoriens qu'il introduisit dans l'hospice lequel n'en conserva pas moins son nom (1).

La reine d'Espagne légua à cet établissement 30 à 40 mille ducats, une toilette entière pour en confectionner des ornements et 150 réaux par mois pour les pauvres malades. Par son testament fait à Madrid, le 3 septembre 1633, Henri de Savreux, après avoir prescrit de nombreuses prières, messes, neuvaine, anniversaire, lui donna tous ses biens, meubles et immeubles d'Es-

(1) Legris, *Chronic.* — de Louen, *Hist. de Saint-Jean, art.* Savreux. — *Bulletin de la Société historique de Soissons*, t. xvi, p. 104. — Ces deux auteurs assurent avoir pris leurs renseignements dans des titres originaux en espagnol et en latin, lesquels existaient au secrétariat de Saint-Jean, et dans la *Sicilia Sacra*, livre très rare imprimé à Madrid, en 2 vol., 1647.

pagne et d'Italie, à condition que les confréries du Saint-Esprit et de la Sainte-Vierge-de-Bonne-fin et de Saint-Louis qu'il avait fondées et dotées pourraient célébrer la messe à certains jours au grand autel de l'église de l'hospice. Dans cette pièce il décide que les administrateurs seront pris parmi les Français les plus notables de Madrid; il parle d'une abbaye de 4,000 livres ou 16 mille réaux de rente en argent double que Louis XIII aurait donnée à l'hospice par une ordonnance du 28 août 1626, contresignée Brulart; il déclare n'avoir reçu du roi, étant en Flandre, que 1,900 ducats, et en Espagne, que 6,000 environ, le priant de faire donner le reste de ce qui lui est dû, à l'hospice. Ainsi, sur sa pension de 40 ducats par mois on lui redoit 35 mille réaux et de plus les 400 écus de la gratification à lui accordée, le 16 août 1632. En un mot, il réclame tout ce qui lui est dû sur les pensions, les abbayes, etc., qui lui ont été promises, et il s'occupe de son actif et de son passif avec le plus grand scrupule.

Savreux mourut à Saint-Louis, le 11 septembre 1633, à midi. Selon ses dernières volontés, « son corps fut déposé dans l'église de l'hôpital Saint-Louis, orné de vêtemens sacerdotaux, dans un cercueil garni en dedans et en dehors d'étoffe noire, placé dessous le drap de la confrairie du Saint-Esprit et de la Vierge-de-Bonne-fin, et placé sur un échafaut de un pied et demi de long ». Ensuite « il fut déposé dans une caisse de plomb très bien fermée et mis dans un autre cercueil de bois ». Il avait commandé lui-même un « sépulchre de pierre de Colmener et de jaspe de Tolède », dans lequel il devait être enseveli du côté droit du grand autel entre la porte donnant dans la rue de *Jocometrezo* et le côté gauche de Notre-Dame de la Conception. Sur cette tombe on grava ses armes, son chapeau d'abbé, le bâton, la mître et les paroles suivantes :

Hic jacet D. D. Enricus de Saureulx de Santa Cristina, Nobilis Gallus, regis catolici capellanus honorarius, abbatiæ Santæ Marie de Gala in Sicilie regno abbas, Rector abbatiæ santi Ludovici francorum regis, ac non fraternitatis Spiritus

santi, Beate Virginis Marie optimi finis fundator et administrator. Ora pro eo.

Henri de Savreux a aussi en quelque sorte attaché son nom aux premières fondations de l'immortel monument littéraire des *Acta Sanctorum*, en faisant obtenir du Sénat de Bruxelles, en faveur de Nicolas de Beaufort, son confrère à Saint-Jean-des-Vignes, un privilège pour l'impression de ses *Vies des Saints*. L'impression n'eut point lieu, mais ces *Vies* passèrent heureusement entre les mains des P.P. Jésuites, qui leur donnèrent une place dans leur collection, dont peut-être Beaufort leur avait donné la première idée, ainsi qu'on le verra dans la suite.

VI. — Cependant le blocus de la Fère, commencé le 8 novembre 1595 par Henri IV, se prolongeait toujours. Un grand nombre d'ordonnances, de lettres datées de Folembray, de Travecy, de Servais, de Sinceny, villages situés auprès de Chauny et de la Fère, indiquent que ce prince se transportait dans ces lieux selon que l'exigeaient les opérations du siège. Le traité de paix avec le duc de Lorraine et les lettres patentes abrogeant la défense de prendre des bulles en cour de Rome, ainsi que des provisions de bénéfices, sont datées de Folembray au mois de décembre 1595. Le 29 janvier 1596, le roi se trouvait à Attichy, où il s'était rendu pour presser l'arrivée d'un convoi de foin nécessaire à sa cavalerie.

Le seigneur d'Attichy était alors Octavien Doni, ancien favori de Catherine de Médicis et père de la comtesse de Mauve. Fort considéré de Catherine de Bourbon, sœur de Henri IV, cette princesse favorisait son avancement auprès du roi qui l'estimait beaucoup. Ayant appris à Compiègne que la compagnie du connétable en garnison à Pierrefonds prétendait « tenir le chemin d'Attichy et aller loger en ce village, d'où elle tire la pluspart des comoditez nécessayres à sa maison ». Catherine écrivit le 6 avril au connétable, le suppliant de commander à ceux de cette compagnie et autres gens de guerre qui voudraient prendre ce chemin, de les en

détourner et exempter ledit lieu en sa faveur. Elle sait que le roi a en grande considération les services qu'il reçoit de M. d'Attichy et elle en est « tellement assistée qu'elle seroit ingrate de ne pas s'employer pour lui ». Du reste elle en a déjà écrit à la compagnie dont les soldats l' « ont assuré qu'ilz ne feront ledit logis » sans son commandement. Elle ajoutait en post-scriptum : « Je vous supplie, mon père, de commander à vos troupes qu'ils ne passent point par Attichy ; vous savez comme j'ayme le maître de la maison » (1).

Henri IV retourna d'Attichy à Folembray et, le 31 janvier, il était déjà à Coucy, d'où il datait des lettres patentes par lesquelles il exemptait de tailles pour neuf années les habitants de Soissons (2). C'est en ce château royal de Folembray qu'une députation de l'assemblée du clergé vint lui présenter les plaintes et remontrances de leur corps auxquelles il fit droit. C'est aussi au camp de la Fère qu'il créa la Chambre de l'Edit et reçut la soumission des ducs de Nemours et de Joyeuse et des villes du Languedoc. Le 31 janvier, il envoyait une lettre importante aux cantons suisses ses alliés, datée de Folembray ; et de Travecy, il écrivait, le 14 avril, au sieur de la Force : « Le siège ne peut durer longtemps, le cardinal d'Autriche n'ayant eu le courage de nous venir voir et nous donner l'absolution, comme il s'étoit vanté de le faire ». Le 15, il quitte le siège, se rend à Amiens d'où il écrit à Sully : « Mes chemises sont toutes déchirées, mes pourpoints troués au coude ; ma marmite est souvent renversée et depuis deux jours je dîne et soupe chez les uns et les autres. » Passant une fois à Faucousis, ferme de l'abbaye de Foigny, pendant ce siège, on ne put lui servir de viande, et la terre étant demeurée sans culture, on était même sans pain. Revenu à Travecy, le 25 avril, il ne put annoncer que le 22 mai la prise de la Fère qui s'était rendue par capitulation le 16 (3).

(1) *Bibl. de l'Ecole des Chartres*, 4e série, t. III, p. 148 et 331. — Catherine de Bourbon était née à Paris, en 1558.
(2) D. GRENIER, t. VI. *Archives de l'Hôtel de Ville de Soissons.*
(3) *Collect. des lettres de Henri IV*, par BERGER DE XIVREY. — *Mém.* de Nevers.

Les derniers événements donnaient à réfléchir au duc de Mayenne. La déroute de la garnison de Soissons, l'abandon de ses amis et même de ses parents, la soumission de tant de villes, la promesse de l'absolution du roi faite par le pape, la faiblesse des Espagnols qui soutenaient encore la guerre en Picardie, le portèrent à entamer des négociations auprès de Henri IV, lequel de son côté ne désirait rien tant que donner le coup de mort à la Ligue en recevant son chef à composition. Elles avaient commencé à Folembray. Les faveurs que le monarque accorda à Soissons, où il n'était pas encore reconnu et dont la détresse présageait une reddition prochaine, montrent combien il était habile et plein de franchise en cette circonstance. Il y établit un présidial et un bureau des finances, le premier par un édit de septembre promulgué à Lyon et enregistré l'année suivante, et le second par un autre édit daté du camp de la Fère.

Enfin Mayenne cédant à l'entraînement général qui poussait la France vers le roi légitime, accepta le traité suivant : On accordait au duc trois villes de sûreté pour dix ans, Châlons, Seurre et Soissons, les seules restées au pouvoir du chef de la Ligue ; la prohibition de l'exercice d'aucune religion que de la catholique à deux lieues aux environs de Soissons, et l'exclusion des charges et offices publics de tous ceux qui n'en feraient pas profession. Le roi acquitterait les dettes du duc, qui étaient considérables, jusqu'à concurrence de 350,000 écus en principal et 276,500 écus pour arrérages. Ce traité, qui ne fut enregistré par le Parlement qu'après deux Lettres de jussion, avait été signé au mois de janvier 1596, à Folembray même. Henri IV ayant quitté le blocus de la Fère, dont il laissait le soin au maréchal de Retz, pour aller trouver Gabrielle d'Estrées à Monceaux, Mayenne l'y alla trouver avec quelques gentilshommes seulement pour lui baiser les mains et faire sa soumission. Gabrielle et sa sœur Diane lui firent les honneurs du château et le comblèrent de caresses et de marques d'estime. Le roi retourna au siège de la Fère et Mayenne à Soissons, d'où il alla lui offrir, le 11 février, à Folem-

bray, un fort beau cheval estimé 1,000 écus. Henri l'ayant fait monter par le grand écuyer, dit au duc : « Qu'il prioit Dieu que le cheval lui pût durer aussi longtemps comme il lui souhaitait une bonne vie et longue » (1). Selon une tradition locale une entrevue des deux princes aurait eu lieu à Soissons et au château de Vauxbuin, où l'on montre encore une chambre et un vaste lit que les deux rivaux auraient occupé ensemble, selon l'usage du temps, en signe de réconciliation.

Mayenne rentré dans la vie privée se retira à Soissons qu'on lui laissa pour toute sa vie, au lieu de dix années que portait le traité. Il n'y fut pas plus tôt installé qu'il pressa l'exécution des édits royaux concernant l'établissement du présidial et du bureau des finauces, lequel se composa des enclaves des élections de Soissons, Crépy, Château-Thierry, Clermont, Laon, Noyon et de celle de Guise ajoutée en 1614. Le bureau fut constitué le 14 juin 1596 et le présidial le 16 mai 1597. L'hôtel du présidial fut édifié, en 1602, sur la place du Grand-Marché ; on y pratiqua les auditoires du bailliage, du présidial, de la police, de la maîtrise des eaux et forêts et du bureau des finances. En plusieurs endroits s'y produisaient les armes du duc de Mayenne. Scarron, père du fameux poète comique de ce nom, conseiller au Parlement, installa le présidial et anéantit en même temps divers sièges inférieurs (2). L'établissement du présidial ne passa pas sans opposition de la part des officiers des sièges d'Oulchy, de Pierrefonds, etc. Mais on passa outre et plusieurs familles qui les occupaient furent attirées à Soissons, entre autres celle de Jacques Athénas, qui quitta Oulchy, où il avait épousé Catherine Trichet, fille de Toussaint Trichet, lieutenant de ce lieu, avec Gilles, son fils, qui y était avocat. Cette famille Athénas (du grec *Adenaïs*) avait quitté Constantinople après la prise de cette ville, en 1453, par Mahomet II, s'était réfugiée à Marseille, puis s'était établie à Lyon d'où Jacques Athénas, le père, qui avait étudié la médecine

(1) L'Estoile, an. 1596.
(2) Dormay, t. II, p. 510. — Cabaret, Rousseau, Fiquet, etc.

à Montpellier, était venu s'y perfectionner à Paris et alla l'exercer à Gonesse, puis à Crépy-en-Valois et enfin à la Ferté-Milon. Là ayant épousé Jeanne Bellanger il y était mort. Nicolas Guérin vint aussi d'Oulchy à Soissons avec Madeleine Nolin, sa femme, et s'y fixa comme procureur (1).

Le duc de Mayenne habitait l'ancien Château des Comtes ainsi que le constate un acte « fait et passé au chastel de Soissons, hôtel des seigneur et dame Mayenne, le dernier jour de décembre 1602 », et signé Charles de Lorraine et Emmanuele de Lorraine. Ils s'y engageaient devant les notaires Quinquet et Raoullet à payer à noble homme Me François Descrin, conseiller du roi et receveur de ses domaines, 150 livres pour la vente « d'un cheval d'Espagne, de poil noir et beste d'amble de poil gris » pour leur second fils, le comte de Sommerive (2). Mayenne avait à Soissons une sorte de cour et de train royal composés de gentilshommes attachés à la fortune de sa maison et un nombreux domestique. Son séjour à Soissons y causait une véritable animation et y amena la construction d'un certain nombre d'hôtels dont plusieurs se font encore reconnaître aujourd'hui par le style en usage à cette époque. Beaucoup de terrains vides se couvrirent d'édifices surtout dans le quartier de Saint-Pierre-à-la-Chaux, vers lequel le duc fit élever des habitations qui donnèrent naissance à la rue de Guise, le long de laquelle elles étaient situées. Il semble qu'en attendant qu'elles fussent achevées ses gens se soient établis provisoirement dans le quartier du château. Nicolas Cordier, son valet de chambre, loua, en 1599, une maison du boulanger Pierre Hornet, près de Saint-Léger, pour 14 écus, tandis que Jehan Legloux, son premier valet de chambre, en possédait une, nommée la *Vignette*, rue du Pot-d'Etain ou de la Fourrerie, près de l'hôtel du *Pot-d'Etain*. Vers 1597, son maître d'hôtel en louait aussi une appartenant à Nicolas

(1) ROUSSEAU, t. II, p. 126, 2e partie.

(2) *Bulletin de la Société hist. de Soissons*, t. XVIII, p. 214. (Actes de l'étude de Me Suin.)

Visinier, receveur-payeur de la maréchaussée de France, et faisant le coin de la rue Matigny. Enfin Waroquier, écuyer de cuisine du duc, décéda en l'hôtel de la Roche qu'il habitait (1).

Une fois rentré dans le devoir, Mayenne, dit Fontenay-Mareuil, « s'étoit réduit à une vie privée avec tant de modération et un esprit si soumis que ce n'étoit peut-être pas ce qu'il avoit fait de moins considérable dans toute sa vie ». Du reste il voyait peu le roi « tant à cause des choses qui s'étoient passées que de son âge et de la pesanteur de son corps, étant fort gros ». Il n'en avait pas moins l'estime de Henri IV qui le consultait dans ses affaires importantes et vint le voir à Soissons, où il ne resta qu'un jour, le 13 juillet 1603. Il prenait encore la qualification de lieutenant général de l'Etat dans une donation qu'il faisait, en 1597, à Nicolas Cuiret, d'une partie de l'hôtel de la *Gerbe d'Or*, rue de la Fourrerie, provenant de Claude Villette, de Compiègne, « tenant le parti opposé aux catholiques » (2). Il vécut à Soissons dans la paix la plus profonde, loin de la cour et des affaires publiques. Outre son embonpoint extrême, la goutte qui le tourmentait lui rendant la locomotion difficile, il ne sortait guère de la ville que pour aller passer la belle saison dans ses châteaux de Vauxbuin et de Chevreux qu'il avait embellis et décorés de parterres, de jets d'eaux et de statues à la manière italienne.

Répandant autour de lui une profusion de bienfaits, il fit aimer l'ancien chef de la Ligue. Il favorisa surtout le couvent des Minimes et la compagnie de l'Arquebuse, dont le pavillon et la porte d'entrée existent encore à l'extrémité de la rue Notre-Dame et sont estimés comme une des curiosités de Soissons, et comme un spécimen de l'architecture du règne de Louis XIII. Cette compagnie élisait, le lundi de la Pentecôte, un *roi*, titre que porta un des écuyers du duc de Mayenne. Ce roi était exempté, pendant son règne d'un an, des impositions et des droits sur le vin jusqu'à concurrence de 25 muids.

(1) Titres de l'Hôtel-Dieu (MATTON, p. 95).
(2) *Bulletin de la Société historique de Soissons*, t. XVIII, p. 214, (Actes de l'étude de Me Suin.)

La compagnie formait en même temps une confrérie ayant sa chapelle, du titre de *Chef-Saint-Denis*, située dans la rue du Chat-Lié ou de la Bannière, laquelle possédait une terre sous Sainte-Geneviève. Le duc lui fit concéder sur les remparts un emplacement entre la tour Lardier et le bastion Saint-André inclusivement, avec l'agrément de Henri IV, accordé en 1606, pour lui servir de lieu de réunion. C'est le même où elle resta toujours établie depuis. On y éleva un tir; on y dessina des jardins ou bosquets remplacés dans la suite par une terrasse, un jet d'eau et de longues allées d'arbres formant d'épais ombrages. On y construisit une salle à la place de laquelle s'éleva le pavillon dont on vient de parler. Celui-ci, bâti en briques et en pierres avec cordons vermiculés, trophées d'armes en relief, est surmonté d'un toit aigu en ardoises orné lui-même de girouettes représentant des arquebusiers sous les armes. Les travaux se prolongèrent l'espace de cinquante ans, quoique les communautés et corporations de la ville s'empressassent de subvenir à la dépense. La grande salle du pavillon était éclairée par des fenêtres garnies de vitraux représentant des sujets tirés des métamorphoses d'Ovide et qui se faisaient admirer par la correction du dessin et la vivacité des couleurs. Sortis des ateliers de Pierre Taschereau, « maître verrier, peintre sur verre de la ville, » ils passaient pour des chefs-d'œuvre. Taschereau, soissonnais de naissance, avait aussi produit les grisailles non moins admirables du cloître des Minimes (1). Quant à la porte d'entrée, érigée beaucoup plus tard, en 1658, elle est due à la générosité du maréchal duc d'Estrées et la grille qui la fermait à celle d'un magistrat, Lévêque, maire de la ville.

Voici comment Mayenne devint possesseur du château de Vauxbuin: Diane d'Estrées, femme de Jean de Montluc, sieur de Balagny, paraît avoir hérité de la terre et seigneurie de Vauxbuin de sa tante, Barbe d'Estrées, sœur

(1) Notice du président Brayer adressée à Pierre Leviel, auteur d'un traité sur la peinture sur verre. — Sur l'Arquebuse tous les historiens de Soissons.

d'Antoine d'Estrées. Le 24 août 1595, elle passa en effet procuration, en l'hôtel d'Antoine, son père, pour la cession d'une partie des revenus de cette seigneurie aux héritiers de Pierre Lévêque, marchand au faubourg Saint-Vaast, en paiement d'une somme de 200 écus qu'elle devait à leur père et pour dégager des bagues et joyaux qu'elle lui avait remis en gage. Deux ans après, le 18 novembre 1597, le duc de Mayenne, « pair et grand chambellan de France, » et « Henrie de Savoie », sa femme, achetèrent Vauxbuin d'Antoine d'Estrées, qui en était devenu propriétaire. Mayenne fit, le 3 novembre de l'année suivante, le dénombrement de la seigneurie, qu'il conserva jusqu'à sa mort, *c'est-à-dire jusqu'au* 3 octobre 1611 (1). Son fils, Henri de Lorraine, duc de Mayenne et d'Aiguillon, qu'on appelait plutôt le duc du Maine, conserva Vauxbuin. Lors de sa révolte contre la cour pendant la minorité de Louis XIII, il y séjourna pendant le siège de Soissons de 1617 et les conférences entre les princes se tinrent dans la ferme de Cravançon, voisine de cette seigneurie, mais après la paix, il quitta Soissons, reçut le gouvernement de Guyenne et vendit Vauxbuin le 5 août 1619 à Nicolas de Gouy (2). Le 6 du mois de novembre 1600 le corps de la duchesse d'Aiguillon, morte à Paris, après avoir reposé quelque temps dans l'église des Augustins, fut transféré à Soissons pour y être enterré.

Telle fut, dans cette ville, l'existence du duc de Mayenne après les agitations de la Ligue à laquelle sa soumission au roi avait fait rendre les derniers soupirs. Sans doute l'esprit ligueur, pas plus que l'esprit huguenot, ne fut pas entièrement éteint, mais c'en était fait de la Sainte-Union et du protestantisme comme partis politiques organisés. L'un et l'autre en expirant se vengèrent du roi converti et du duc soumis, par des pamphlets satiriques à défaut d'autres moyens de vengeance.

(1) Selon un acte notarié de l'étude de Me Boutry, notaire à Soissons, Mayenne louait « au château de Soissons » un jardinier pour son château de Vauxbuin.

(2) *Bulletin de la Société historiq. de Soissons*, t. VI et XVIII. (Titres de l'étude de Me Suin, notaire. Procuration du 24 août 1595, et acte de Raoullet et Porreche, notaires à Soissons, du 18 novembre 1597.)

Dans l'un de ceux-ci, intitulé : *Articles de paix accordez entre le roy et M. de Mayenne*, on disait : « Sa Majesté veult que M. de Chanvallon soit employé à pacifier le divorce entre luy et la reyne, sa femme, et jusques à ce, les abbesses de Soissons, de Poissy, de Montmartre et Senlis continuèrent leur train de la court. » — « Pour ôter aux François l'exemple de la paillardise et adultère, Gabrielle sera rendue à son mari. » — « M. de Mayenne demourera lieutenant de Sa Majesté à la charge de quitter entièrement l'amour pour vaquer aux affaires publiques. »

Bien plus sages furent les paroles du sieur de Sanzay, gouverneur du château d'Arcy (Pontarcy), demandant à Henri IV des lettres d'abolition et exposant les motifs de son attachement à la Ligue et de sa soumission au roi. Il craignait, lui disait-il, que son « establissement à l'Estat royal apportast quelque préjudice à la religion catholique, apostolique et romaine, l'y auroit fait suivre la rebellion de nos ennemis qui, sous le voille de la relligion, taschoient d'empiéter et dissiper cette couronne, mais depuis qu'il pleut à Dieu toucher les cœurs de ses sujets après sa conversion, à leur faire voir et cognoistre les pernicieux desseings de ses ennemis » et l'assurance qu'il a donnée de ses « bonnes grâces à tous ceux qui les voudroient rechercher en ferme résolution de vivre et de mourir avec eulx en la conservation et deffense de la dite religion catholique..... il auroit tousjours cette inclination de se réduire » à son « obéissance, comme il a faict tost après avec le dit château d'Arcy, et afin que par cy après on ne luy puisse imputer aucune chose de ce qu'il a assisté ses ennemis », il le « supplioit de lui accorder des lettres d'abolition ». Le roi, touché de « la franchise et liberté dont il a usé à se remettre en son obéissance avec le dict chasteau », lui fit rémission de tout ce que lui et ses soldats avaient fait contre lui à l'occasion des troubles sans que quoique ce soit puisse les inquiéter (1).

(1) Lettres données à Rouen, le 18 novembre 1596 « de notre règne le 8e. » (*Ordonn. de Henri IV*, t. II, cot. ss, f° 328.)

La Ligue ainsi abandonnée emportait avec elle la gloire d'avoir sauvé en France le catholicisme et l'intégrité du royaume que d'ambitieux sectaires voulaient, à leur profit, déchirer en lambeaux; deux grands résultats qui doivent faire oublier ses excès provoqués d'ailleurs par les excès du parti contraire. Pour clore l'ère des dissensions religieuses il restait à Heuri IV deux grands actes à consommer, enlever aux protestants tout prétexte à la rébellion et expulser l'étranger du royaume. Il signa, le 13 avril 1597, l'Edit de Nantes qui fut, sous quelque rapport qu'on l'envisage, un acte de haute politique. Il signa le traité de Vervins le 3 mai suivant entre la France et l'Espagne. Ce traité, publié à Paris le 12 juin, donna lieu à une procession solennelle d'actions de grâces et le roi le jura solennellement à Notre-Dame, entouré du duc de Mayenne et de tous les grands et gentilshommes du royaume. Il avait été conclu par Pomponne Bellièvre et Nicolas Brulart de Sillery, conseillers d'Etat, qui, dès le 3 février, s'étaient rendus à Vervins, où vinrent les rejoindre le cardinal Alexandre de Médicis de la part du pape Clément VIII, avec Calatagitrome, général des Cordeliers, et les autres ambassadeurs du roi d'Espagne (1).

Une mesure aussi grave que l'Edit de Nantes ne pouvait passer sans froisser, sur bien des points, le sentiment catholique; aussi le roi reçut-il de sérieuses remontrances de la part du clergé, du nonce et de l'Université sur cet édit et sur la réception du concile de Trente. Le 27 septembre, dés députés du clergé l'allèrent trouver à Meaux et à Monceaux et par l'organe de François de la Guesle, archevêque de Tours, lui firent une peinture trop fidèle de la désolation de l'Eglise de France autrefois si florissante, et à laquelle ils ne trouvaient de remède que dans l'application du saint Concile, sauf en ce qui regardait « les libertés, franchises et immunités du royaume », formule sacramentelle dont on se servit trop souvent pour cacher de déplorables servitudes. Ils lui demandaient donc : « de purger les

(1) *Supplément* à L'Estoile, an. 1598.

bénéfices d'un grand nombre de pourvus qui sont ignorants, confidentiaires, mercénaires, gens de néant, sans suffisance et sans probité, et qui n'ont jamais été instruits dans l'Eglise ; et de ne confier les évêchés et les abbayes qu'à des personnes capables d'instruire par la parole et édifier par leurs mœurs ; de rendre à l'Eglise le droit de nommer aux bénéfices ; d'abolir le détestable abus des réservations des bénéfices, lesquelles exposent les prélats à des malheurs trop grands.

Le roi répondit : qu'il connaissait ces maux, dont la cause venait, non pas de lui, mais des guerres civiles ; qu'il rétablirait peu à peu la religion et la justice ; qu'ils fissent le bien de leur côté, ajoutant ces mots : « mes prédécesseurs vous ont donné des paroles avec beaucoup d'apparat ; et moi, avec ma jaquette grise, je vous donnerai les effets. Je suis gris au dehors, mais tout or au dedans » (1). On verra, au siècle suivant, comment Henri donna des effets : Il continua l'affreux gaspillage des bénéfices et sa vie de désordres. La mort de Gabrielle d'Estrées n'apporta à ceux-ci qu'un faible temps d'arrêt. Cette femme trop célèbre ternit l'éclat de la maison d'Estrées et de Cœuvres plutôt qu'elle ne l'augmenta. Henri la pleura, pourvut les trois enfants qu'elle lui avait donnés et vola à d'autres amours. Toutefois, pour assurer un héritier légitime à sa couronne, il épousa, en 1599, Marie de Médicis, qui fut la mère de Louis XIII, prince dont le règne devait être glorieux pour la France et pour l'Eglise.

(1) *Ubi supra.*

FIN DU TOME V.

TABLE

DES MATIÈRES.

PÉRIODE DE LA RENAISSANCE.

LIVRE PREMIER.

Seizième Siècle.

(Première Partie.)

DEPUIS L'ÉLECTION DU SUCCESSEUR DE JEAN MILET, EN 1503, JUSQU'A L'ÉPISCOPAT DE MATTHIEU DE LONGUEJOUE, EN 1534.

Pages.

AVERTISSEMENT sur le tome V 1

I. Renaissance des arts et des lettres. Election d'un successeur à Jean Milet; troubles à cette occasion. Foucauld de Bonneval, 76e évêque, l'emporte sur Claude de Louvain; ses antécédents; sa prise de possession, en 1515. Elections abbatiales et épiscopales. — II. Pragmatique sanction. Concordat de Léon X. Commendes, leurs abus; bénéfices accordés à des laïques. — III. Premiers actes de Foucauld de Bonneval. Notre-Dame de Soissons au XVIe siècle (1re partie). Le cardinal de Bourbon visite l'abbaye. Réforme. L'abbesse Catherine du Hem; troubles; Catherine reléguée au Charme, sa mort. Election de Françoise Lejeune, son administration. Catherine de Bourbon, abbesse, sa famille. La Sainte-Larme. Marie de Pisseleu, religieuse. — IV. Morienval et ses abbesses au XVIe siècle. Saint-Crépin-en-Chaye, Saint-Léger, Chézy, Coincy tombent en commende. Jacques Juvénal des Ursins, prieur commendataire de Coincy. Dîmes de Ciry. Collégiale de Berzy; usages bizarres en ce lieu et à Villemontoire. — V. Symphorien Bullioud, 77e évêque (1528). Ses missions politiques, son zèle pastoral. Impression d'un antiphonaire. Abbés de Saint-Médard; Olivier et la cérémonie des pardons. Descente des châsses, procession; affluence des pèlerins; banquet, discours; les châsses sont remontées. Relations de la cérémonie. Olivier devient évêque d'Angers. — VI. Saint-Crépin-le-Grand et la commende. Visite de l'abbaye; Olivier et ses derniers abbés réguliers. Valchrétien, Chartreuve, Saint-Yved de Braine en commende. Flèche et jubé de Saint-Yved. Matthieu Herbelin et ses travaux historiques. Sépultures à Saint-Yved. — VII. L'Hôtel-Dieu de Soissons aux XVe et XVIe siècles. Désordres intérieurs; conflits entre l'évêque et le chapitre. Réforme. Libéralités des particuliers et des princes. Malades de la peste. — VIII. Représentation des mystères au XVIe siècle à Soissons; à Verberie, la Ferté-Milon, Compiègne. Mort de Symphorien Bullioud. 1

Pages.

LIVRE DEUXIÈME.

Seizième Siècle.

(Deuxième Partie.)

DEPUIS L'ÉPISCOPAT DE MATTHIEU DE LONGUEJOUE, EN 1534, JUSQU'A LA RÉFORME, VERS 1550.

I. Matthieu de Longuejoue, 78e évêque; ses charges à la cour. François Ier à Villers-Cotterêts. Ordonnances diverses. Réforme des coutumes; réforme de celles du Valois. — II. Saint-Corneille de Compiègne tombe en commende. Visite du Saint-Suaire par le roi. Promotion de chevaliers en 1527 et en 1540. Notre-Dame de Salvation unie à Saint-Clément. Abbés commendataires de Saint-Corneille. Les écoles à Compiègne; le collège de cette ville. — III. Charles-Quint envahit le Soissonnais, et investit Soissons. Il loge à Saint-Jean-des-Vignes et punit un pillard. Saint-Médard pillé. Conférences à Saint-Jean pour la paix qui est signée à Crépy. — IV. Longpont au XVIe siècle. Réforme de l'abbaye. Elections d'abbés. Fin du régime régulier. Restauration de la maison. Tombeau du bâtard de Vendôme. Commende; dilapidations de l'abbé Gusman; installation d'un commendataire; protestations des moines. Bulle de Grégoire XIII. Les Biragues, abbés de Longpont. Berneuil-la-Joie tombe en commende. — V. Saint-Jean-des-Vignes lutte contre ce régime. Election de Nicolas Prudhomme; l'abbé de La Fontaine et Pierre Basin, ses successeurs. Henri II, à Villers-Cotterêts. Saint-Jean menacé de ruine est sauvé par Matthieu de Longuejoue. Fortifications de Soissons. Destruction de Saint-Pierre-à-la-Chaux, de N.-D. des Vignes qui est reconstruite ailleurs. Règlement nouveau, fête et confrérie de cette collégiale. Suppression de plusieurs portes de la ville. Découverte d'antiquités. Restes de l'église Saint-Remy. Saint-Jean-des-Vignes tombe en commende. Charles de Bourbon, abbé. Temporel de la maison diminué. Revenus des fermes. — VI. Saint-Crépin-le-Grand tombe en commende. Abbatiat de Louis de Bourbon. Dédicace de l'église. Lacroix, abbé, et Dom Lépaulard, prieur. Essômes au XVIe siècle. Restauration et dédicace de l'église de l'abbaye qui tombe aussi en commende. Formule du prône au XVIe siècle. Confrérie du Saint-Sacrement à Château-Thierry. — VII. Orbais au XVIe siècle. Sa Seigneurie et justice. Offices claustraux. Prieurés d'Oiselet, du Breuil et de Saint-Thibauld. Cures d'Orbais; Saint-Prix. Le petit couvent. Orbais tombe en commende. Louis de Bourbon, les Campèges et Delacroix, abbés d'Orbais. Violences de Delacroix. Il est dénoncé au grand Conseil. Division entre Gomer et Delacroix; leurs familles. Les fils de Gomer condamnés à mort. Duel entre Gomer et Jean Delacroix, frère de l'abbé; mort de celui-ci. . 89

LIVRE TROISIÈME.

Seizième Siècle.

(Troisième Partie.)

DEPUIS L'ENTRÉE DE LA RÉFORME EN FRANCE, VERS 1550, JUSQU'A LA PRISE D'ARMES DES CALVINISTES, EN 1567.

I. La Réforme luthérienne pénètre en France et s'établit à Meaux. Supplice des sectaires de cette ville. Les prédicants se réfugient

Pages.

en Navarre. Insolences et exécutions de protestants à Paris. — II. Apparition du Calvinisme. Calvin, sa naissance, son éducation à Genlis, ses bénéfices, ses études à Paris, ses cures de Marteville et de Pont-l'Evêque. Il suit des cours à Orléans, à Bourges et dogmatise. De retour à Paris, il s'enfuit, résigne ses bénéfices, va en Saintonge, à Bâle, à Strasbourg, à Poitiers, où il fait la cène, à Nérac, publie son *Institution*, va à Ferrare, puis à Noyon, Genève, Strasbourg, se marie et organise sa religion à Genève. Son despotisme, sa mort, jugements sur son caractère et ses mœurs. — III. Suzan, poëte soissonnais, et Théodore de Bèze. Jean Ruel, de Soissons, chanoine de Paris, Pierre Ramus, principal de Presles-Soissons. Ce collège au XVI^e^ siècle. Travaux et tribulations de Ramus. Il gagne Genève; ses mœurs, ses ouvrages, ses élèves : Bergeron, Nicolas de Nancel, Palma Cayet. — IV. Propagande protestante : temples, prédications, cène, libelles, leurs effets funestes. — V. La réforme en Laonnois, en Noyonnais, en Soissonnais. — VI. Henri II sévit contre les protestants; supplice de deux Soissonnais. Séjours de ce prince à Soissons, Compiègne et Villers-Cotterêts. Ses actes en ces lieux. Fin de Matthieu de Longuejoue. — VII. Charles de Roucy, 79^e^ évêque (1558). Paix de Cateau-Cambresis. Sacres de François II et de Charles IX. Avancement de la Réforme. Le prince de Condé, comte de Soissons; son mariage avec Eléonore de Roye et de Muret. Tumulte d'Amboise, Progrès de la Réforme en Soissonnais. Le prêche à Belleu. Le doyen Lépaulart aux Etats d'Orléans. Colloque de Poissy. — VIII. Charles de Roucy va au Concile de Trente. Le protestantisme et la cène à Soissons. Edit de pacification de 1562. Violences des protestants. Les partis Catholique et Huguenot. Les reformés bannis de Soissons. Le prêche à Cœuvres. Jean d'Estrées seigneur de Cœuvres. Prêches à Rozoy, Muret, Verdelot, Braine. Les reliques de saint Crépin rentrées à Soissons. Châsse de saint Crépin. Soissons mis en état de défense. — IX. Révolte générale des Calvinistes. La princesse de Condé attaquée. Cruauté des Calvinistes. Paix d'Amboise. Condé menacé à Paris. Triste état de la France. Prêches à Nogentel, Château-Thierry, Essômes. La peste à Soissons. Condé achète des biens de l'Eglise, ses désordres. La princesse de Condé malade à Condé-en-Brie, sa mort. — Conférence à N.-D. de Soissons. — X. Charles de Roucy de retour de Trente. Conciles de Reims de 1564 et de 1583. Lépaulart promoteur du Concile, plaintes des curés du doyenné de Chézy. Charité de Charles de Roucy; il ranime les études. Les prêtres prennent les armes 165

LIVRE QUATRIÈME.

Seizième Siècle.

(Quatrième Partie.)

DEPUIS LA PRISE D'ARMES DES PROTESTANTS, EN 1567, JUSQU'A LA SAINT-BARTHÉLEMY, EN 1572.

I. Les protestants s'agitent de nouveau, projettent d'enlever le roi et se préparent à la guerre. Voyages de la cour. L'amiral de Châtillon se met en marche. Affaire de Meaux. Charles IX échappe aux Huguenots. Marche de ceux du nord sur Soissons; terreur en cette ville. Lépaulart, prieur de Saint-Crépin, et curé de Cœuvres, va aux informations; on cache le mobilier de cette abbaye. — II. Surprise de Soissons par Vandy. On enlève les

Pages.

objets précieux des églises. Occupation de la ville par les Huguenots; fabrique de poudre aux Cordeliers, pillage général. Dévastation de Saint-Gervais, Saint-Jean, N.-D.-des-Vignes, Saint-Léger, Saint-Médard, etc. — III. Saint-Crépin-le-Grand menacé; Lépaulart s'obstine à y rester, les Huguenots y entrent; transport des reliques à Notre-Dame. Sauvegarde du prince de Condé et première tentative de pillage à Saint-Crépin. Charles de Roucy en fuite, la princesse de Condé à l'évêché. Lépaulart se retire près de son frère le doyen. Incendie de son abbaye. — IV. Le prêche à la Cathédrale; discours des ministres; controverse entre Lépaulart et les Huguenots; il propose la Confession d'Augsbourg, assiste à la cène et discute sur les temples et les *images*. Des *catholiques* vont au prêche; principaux ministres prêchant à Soissons. Lépaulart et le ministre Hélin; controverse sur la messe et le purgatoire. Plaintes du prieur et espérances de paix. Discussion sur les ministres et les prêtres. Discussion à propos du Seigneur de Cœuvres. — V. Les Huguenots fortifient Soissons. Nouvelles de l'armée de Condé. Meurtre de plusieurs prêtres par les Huguenots. Vente du mobilier des églises. Départ de la princesse de Condé. Garnisons de Compiègne, *Attichy*, Berzy, Pierrefonds, etc. Situation des Soissonnais et générosité des Huguenots. Les environs d'Oulchy et de Neuilly rançonnés. Supplice de plusieurs prêtres Les Huguenots de Vic-sur-Aisne manquent Attichy. Un moine de Saint-Crépin, soldat. Avantages remportés par la garnison de Chauny. — VI. Genlis de retour à Soissons. De certaines coutumes de l'Église. Lépaulart, se justifie, perd son argent, discute avec son frère, propose des réformes. Le monastère de N.-D. visité par les Huguenots. Discussion sur cette guerre, sur la justice et l'enseignement. L'égorgement présumé des Huguenots. Lépaulart malade à la Syrène est visité par Vandy, sa tristesse, ses reproches, il refuse d'aller à N.-D. Les Huguenots rejettent les fêtes. Huguenots et papistes. Origine du mot Huguenot. — VII. Effets de Lépaulart pillés; ruine définitive de Saint-Crépin et de Sainte-Geneviève, prédictions du prieur sur cette guerre. Mort de deux soldats. Le doyen va au prêche; pillage des ornements pontificaux. Soumission du prieur au concile de *Trente*; l'Evangile prêché par persuasion. Reproches de l'évêque au doyen et dernière dévastation de la cathédrale. — VIII. Excursions des Huguenots; ils sont repoussés de la Ferté-Milon. Dévastation de Longpont, de Bourfontaine, de Valsery, de Coincy, d'Orbais. Gomer tué à Orbais et massacre de l'abbé de la Croix. Vente du Breuil. Courses des garnisons de Soissons, de Fismes et de la Ferté-Milon. Soissons menacé d'un siège, surprise de Fismes et saccagement du Mont-N.-D., la *collégiale est brûlée et les* reliques de saint Rufin et saint Valère sont sauvées. — IX. Paix de 1568, publiée à Soissons; évacuation de la ville; départ de la Chapelle de Soissons, et du Prince de Condé de Muret. Destitution de Ramus et de Nicolas Charton. Nouvelle prise d'armes des Huguenots; Genlis échoue contre Soissons; mort de Condé à Jarnac et fin de la troisième guerre civile. Charles IX à Villers-Cotterêts 275

LIVRE CINQUIÈME.

Seizième Siècle.

(Cinquième Partie.)

DEPUIS LA SAINT-BARTHÉLEMY, EN 1572, JUSQU'A LA LIGUE DES CATHOLIQUES, VERS 1576.

I. Nouveaux pillages des Huguenots aux environs de Soissons. La mort de Coligny résolue. Préludes de la Saint-Barthélemy.

Pages.

Mort de l'Amiral. La Saint-Barthélemy à Paris et en province. Pierre Ramus est massacré. La Saint-Barthélemy à Soissons. Dumoulin, ministre de Cœuvres, va à Saint-Pierre-Aigle. Le ministre des Rosiers. Mort de Charles IX et d'Eustache de Conflans. Sacre de Henri III par le cardinal de Lorraine. Protestation de l'évêque de Soissons. Les reitres saccagent les environs de cette ville. — II. La cathédrale après le départ des Huguenots. Premières réparations. Le chapitre au XVI^e^ siècle. Chanoinie et prébende. Dons à l'église. Pouillé du diocèse, droits du chapitre. Prébendes théologale et préceptoriale. Communauté des chapelains. Archidiacres et doyens. Prevôt et doyen du chapitre; illustrations : Albin des Avenelles, Gervais de Tournai, Jean Cannart, Robert Ceneau. Bienfaiteurs. Les chanoines Launoi et Poulain. L'évêché au XVI^e^ siècle. Jouises à l'évêché. — III. Retour des Joannistes. Réparations à Saint-Jean. L'abbé condamné à y contribuer. Abbés de la famille de Gondi. Réparation des fermes, vente de Troësne. L'office reprend au chœur. Adoption du Bréviaire romain. Horace Zamet, prieur-curé d'Oulchy. La justice de Saint-Jean au XVI^e^ siècle. La mense abbatiale affermée par Pierre de Gondi. Fortune de cette famille. Bibliothèque et école de Saint-Jean. Notin de Compiègne et Duport, bienfaiteurs du collège de Dormans. Nicolas de Beaufort, hagiographe. Ses manuscrits et les Bollandistes. Pierre Legris, historien; Chronique de Saint-Jean. Michel Bertin, prieur, Berlette et Duchesne, historiens. Antiquités de Soissons. Nicolas de Béthisy et Charles de Verbin, prieurs-curés joannistes. — IV. Extinction des collèges de Sainte-Catherine et de Beauton. Collège de Saint-Nicolas au XVI^e^ siècle. Jean Desmarêts, principal. Reconstruction des bâtiments. Principaux et professeurs. Élection du principal. — V. Restauration de Saint-Crépin-le-Grand. Aliénations par l'abbé Dany; sa mort, ses ouvrages. Gaspillage au monastère. La châsse de saint Crépin reste à Notre-Dame; le chef du saint reste à Saint-Crépin. Procession annuelle. Nouvelles aliénations et réparations. — VI. Restitution des reliques à Saint-Médard; leur authenticité. Réforme de ce monastère. Marchés de Vic-sur-Aisne. — VII. Les Célestins de Villeneuve au XVI^e^ siècle. Religieux distingués. Restauration de Saint-Léger, de Saint-Etienne (Saint-Paul) par Charles de Roucy, des églises de Saint-Martin, de Notre-Dame-des-Vignes et autres. Pierre Moreau, bienfaiteur de cette collégiale. Rétablissement de la confrérie du Saint-Sacrement. — VIII. Fondation des Minimes de Soissons. Pierre Moreau, avocat à Soissons; il assiste à des exorcismes; il est obsédé du démon. Appréciation de cette obsession. Son voyage à Rome. Ouvrages de Moreau. Il rebâtit le couvent des Minimes. Le démon s'irrite contre ceux-ci. Moreau prend l'habit de minime. Son renoncement au siècle, son testament, sa profession et son genre de vie. Fureurs du démon contre lui. — IX. Charles de Roucy et plusieurs possédés. Nicole Aubry, de Vervins. Livre de Gervais de Tournai sur les possédés du Soissonnais. Raison de ces possessions. Laurent Boissonnet, premier possédé. On consulte le théologal Cannart. Laurent devant l'évêque, son exorcisme. Sortie du démon. Nouvel exorcisme. Nicole Leroy, deuxième possédée. Consultation des médecins, exorcismes et interrogations. Marguerite Obry, troisième possédée. Nicolas Faquier, quatrième possédé. — X. Les sciences occultes au XVI^e^ siècle. Diableries, sabbats, sorciers dans le Valois et le Soissonnais. Jeanne Harvillier, sorcière de Verberie, livrée au diable; ses sortilèges, son arrestation, son interrogatoire; ses aveux. Elle est condamnée au feu à Ribemont; son supplice. Démonologie de Bodin. — XI. Charles de Roucy établit à Soissons l'office perpétuel. Divers fléaux et tremblements de terre à Château-Thierry, à Soissons et autres lieux 395

LIVRE SIXIÈME.

Seizième Siècle.

(Sixième Partie.)

DEPUIS L'ORIGINE
DE LA LIGUE DES CATHOLIQUES, VERS 1575,
JUSQU'AUX TENTATIVES DE PAIX AUPRÈS DU DUC DE MAYENNE,
EN 1590.

Pages.

I. La Sainte Ligue, sa naissance, son but et ses moyens. Elle éclate en Picardie et est jurée à Péronne. Etats de Blois de 1570. Impôts du diocèse de Soissons. Doléances sur la situation du Soissonnais. Rôle des députés du Vermandois. Henri III signe la Ligue. Elle est jurée par la noblesse du Vermandois. — II. La cour de Henri III. Confrérie des Pénitents. Processions blanches à Paris. Processions de Châtillon, Fère, Arcy, Oulchy, Soissons, Nogent-l'Artaud, la Chapelle-sur-Chézy. Dévotion aux lieux de pèlerinages au XVI^e^ siècle, dans le Soissonnais. — III. Mort du duc d'Anjou à Château-Thierry. Bruits d'empoisonnement. Charles de Roucy au Concile de Reims de 1584. Mort de Sainte-Preuve, son frère. Mort de Charles de Roucy. Son éloge. — IV. Jérôme Hennequin, 80^e^ évêque de Soissons, sa famille; le président Hennequin. Nouveau cérémonial de l'entrée des évêques. Gouverneurs de Soissons pour la Ligue. Continuation des fortifications. La ville échappe aux Huguenots. Organisation définitive de la Ligue. Le ligueur Launoi, chanoine de Soissons. Ses ouvrages. Il prêche la Ligue en cette ville. Surprise de Châtillon-sur-Marne. Soissons place de sûreté de la Ligue. Tentative des Huguenots repoussée. Le roi en félicite les habitants et la garnison. — V. Guerre des trois Henri. Braine et beaucoup de lieux se fortifient. Conseil tenu à Soissons par Henri de Guise. Le duc mandé à Paris par les ligueurs. Projet d'enlever le roi. Guise se rend à Paris malgré la cour. Journée des barricades. Edit d'*Union* et villes assurées à la Ligue. Etats de Blois de 1589. Assassinat du duc de Guise. Subsides votés par le clergé de Soissons, ses charges, contributions en nature. Mayenne, chef de la Ligue. Henri III se disculpe de la mort du duc de Guise. D'Humières, gouverneur de Compiègne. Fidélité de cette ville récompensée par le roi. Exploits de sa garnison. — VI. Paris menacé d'un siège. Assassinat de Henri III. Son corps déposé à Saint-Corneille de Compiègne, puis transporté à Saint-Denis. Le cardinal de Bourbon proclamé roi à Soissons. Compiègne se met en état de défense. Vic-sur-Aisne pris et saccagé. La bataille d'Ivry fêtée à Compiègne. Mayenne réorganise son armée à Soissons. Prise de Fère. Rançon d'un prisonnier, le sieur d'Haramont. — VII. Négociations pour la paix. L'évêque Jérôme Hennequin et le Synode de Tours. Mayenne reprend Fère, Pontarcy, Braine, etc. Affaires de Cramailles, de Longueval et de Pontarcy. Henri IV poursuit le duc de Parme. Reddition de Braine. Nouveaux exploits de D'Humières en dehors de Compiègne. — VIII. Addition aux fortifications de Soissons. Saint-Médard, menacé de démolition par Jérôme Hennequin, vive opposition à cette mesure. Disgrâce de Catherine de Bourbon, abbesse de Notre-Dame; son exil, sa mort, son mausolée, son administration. Religieuses remarquables du monastère au XVI^e^ siècle. . . . 523

LIVRE SEPTIÈME.

Seizième Siècle.

(Septième Partie.)

DEPUIS LES TENTATIVES DE PAIX AUPRÈS DU DUC DE MAYENNE, EN 1590, JUSQU'A LA CONCLUSION DU TRAITÉ DE VERVINS ET LA PROMULGATION DE L'ÉDIT DE NANTES, EN 1597.

Pages.

I. Vaines tentatives de paix et perplexités du duc de Mayenne. Il assiège Château-Thierry, défendu par Pinart père et Pinart-Comblisy. La famille Pinart. Les Pinarts accusés de trahison. Attaque de la place qui se met en défense. Entrevue de Villeroy et de Pinart qui refuse toute proposition. L'artillerie bat les remparts et l'assaut est donné. La ville emportée, la garnison entre au château qui est obligé de capituler. Villeroy justifie les Pinarts. Articles de la capitulation. Saint-Chamant nommé capitaine de Château-Thierry. Les Pinarts sont mis en jugement et condamnés. Comblisy présente leur justification. Fin de Pinart, son père, à Cramailles. — II. Henri IV lève le siège de Pierrefonds. Le ligueur Rieux, capitaine de Pierrefonds, son caractère. Prise et reprise du château de la Ferté-Milon. Saint-Chamant, capitaine de cette place. Rieux, son lieutenant à Pierrefonds, y est assiégé par d'Epernon. Reddition de Noyon au roi. Villeroy et l'abbé de Chézy travaillent à la paix. Nouveau siège de Pierrefonds par Henri IV. Rieux et Launoi au conseil des Seize. Exécution de Brisson. Rieux, gouverneur de Laon. Conférences à Soissons pour l'élection d'un roi de France. — III. Etats de la Ligue fixés à Soissons, puis à Paris. Importance de Soissons pour l'Espagne. Entrevue dans cette ville entre une ambassade d'Espagne et Mayenne qui refuse ses propositions ; rupture des conférences. Grande procession des Etats à Paris. Satire Ménippée. Discours de Rieux de Pierrefonds. Désolation du Soissonnais et harangue de Villeroy sur la misère publique. La guerre civile continue. Henri IV échappe à une embuscade. Rieux fait prisonnier, sa condamnation, son exécution. Réhabilitation de sa mémoire. Grande tempête en Soissonnais. — IV. Abjuration de Henri IV. La Ferté-Milon résiste. Entrée du roi à Paris. Reddition de Pierrefonds et de Château-Thierry au roi. Résistance de la Ferté-Milon à Biron, sa prise par le roi et celle du château. Il conserve à la ville ses privilèges, mais ordonne de détruire la forteresse. Suppression du prieuré de Saint-Vulgis : Eglises et couvents de la Ferté à la fin du XVI^e^ siècle. Soissons dernier refuge et boulevard des ligueurs, leurs excursions, projet d'enlever le roi, leur défaite à Villers-Cotterêts. — V. H. de Savreux, chanoine de Saint-Jean, reprend Pierrefonds pour l'Espagne. Prisonnier et condamné à mort, il s'échappe, va en Belgique, puis en Espagne, fonde à Madrid Saint-Louis-des-Français. Son testament, sa mort. — VI. Henri IV à Folembray reçoit la soumission de Mayenne. Traité accepté par le duc qui se fixe à Soissons. Il habite le château des comtes, son genre de vie. Il favo-

Pages.
rise l'arquebuse, et achète le château de Vauxbuin. Pamphlets contre lui et le roi. Lettres d'abolition du gouverneur de Pontarcy. Edit de Nantes et paix de Vervins. Opposition à l'édit et promesses du roi au clergé 595

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TOME CINQUIÈME.

SOISSONS. — IMPRIMERIE DE RENÉ FOSSÉ D'ARCOSSE,
Rue Saint-Antoine, 15.

